



HAL
open science

Le tourisme en Syrie, passé, présent, futur : entre résilience et réinvention

Zeid Alkhail Kassouha

► **To cite this version:**

Zeid Alkhail Kassouha. Le tourisme en Syrie, passé, présent, futur : entre résilience et réinvention. Histoire. Université d'Avignon, 2018. Français. NNT : 2018AVIG1188 . tel-01938543

HAL Id: tel-01938543

<https://theses.hal.science/tel-01938543>

Submitted on 28 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse

Ecole Doctorale 537 Culture & Patrimoine

THÈSE DE DOCTORAT

Pour obtenir le grade de **Docteur en Géographie**

**Le tourisme en Syrie, passé, présent, futur :
Entre résilience et réinvention**

Présentée par

Zeid Alkhail KASSOUHA

Sous la direction de **Philippe BACHIMON**

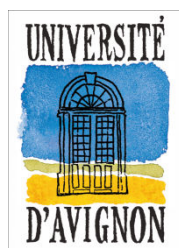
Professeur de Géographie, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse

Thèse préparée au sein de l'**UMR ESPACE-DEV (228)**

Soutenance publique le **18/04/2018**

Devant un jury composé de :

- M. **Philippe BACHIMON**, Professeur, Géographie, Université d'Avignon (Directeur de thèse)
- M. **François BURGAT**, Directeur de Recherche émérite, Sciences Politiques, CNRS (Examinateur)
- Mme **Dominique CHEVALIER**, Maître de Conférence – HDR, Géographie, Université Lyon 1 (Rapporteuse)
- Mme **Edith FAGNONI**, Professeure, Géographie, Sorbonne Université (Rapporteuse)



UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE



*« Et les amours de Jacques?
Jacques a dit cent fois qu'il était écrit là-haut qu'il n'en
finirait pas l'histoire, et je vois que Jacques avait raison.
Je vois, lecteur, que cela vous fâche; eh bien, reprenez son
récit où il l'a laissé, et continuez-le à votre fantaisie »*

Denis Diderot, Jacques le fataliste et son maître

A la mémoire

Du « traducteur de Diderot »

*Du guide, qui m'a fait découvrir le tourisme
et m'a fait connaître la Syrie*

*Du professeur, qui m'a appris le français,
l'arabe, l'humanisme, la vie et tant d'autre...*

*De l'homme qui incarnait l'amour
inconditionnel*

*Abboud, mon père, parti brusquement sans
voir ce travail arriver à son terme*

إلى الأستاذ عبود

الحاضر أبداً

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier M. Philippe BACHIMON, directeur de cette thèse, pour ses conseils, son accompagnement et ses encouragements. Merci de m'avoir donné la possibilité de mener ce travail à bien. Je remercie également les membres du jury, M. François BURGAT, Mme Dominique CHEVALIER et Mme Edith FAGNONI, pour avoir accepté d'accompagner l'étape ultime de cette thèse.

Pour leur accompagnement, leurs conseils avisés et leurs encouragements, avant et pendant la thèse, j'aimerais remercier les membres de l'équipe du Pôle tourisme de l'Université d'Avignon, notamment M. Laurent ARCUSET et M. Pierre DERIOZ. Je tiens également à remercier l'équipe de l'UAPV et de l'école doctorale ED 537 pour leur soutien. Mes remerciements vont également à l'équipe de l'UMR Espace Dev pour leur aide précieuse et leur accompagnement de ce travail.

A toutes celles et ceux qui, sur le terrain ou par les échanges électroniques ont enrichi ce travail, la liste est trop longue pour être détaillée ici, je pense notamment aux personnes avec qui j'ai pu échanger en Bosnie-Herzégovine et en Croatie. Egalement à Laurence Gillot et Patrick Naef pour le partage de leur travaux respectifs. Merci infiniment.

Aux doctorants et ex-doctorants (maintenant docteurs) de l'UAPV, d'Espace Dev et de Pacte, avec qui j'ai pu avoir des échanges extrêmement enrichissants : Minh, Anh-Thu, Phuong, Cesar, Chloé, Fadila, Yi, Aurélien, Khaled, Veronika, Davoud, Thi, Salah, Béatrice, Camille, Cyrielle, Hatim, Gilles, Maximin, Colline (j'en oublie certainement). Un grand merci à toutes et à tous et bon courage pour la suite !

Aux amies et amis, les personnes extraordinaires qui ont accompagné cette aventure, qui m'ont apporté un soutien indéfectible et qui étaient une deuxième famille pour moi. A Paula, Malo, Cathy, Xavier, Héloïse, Corentin, Kinana, Lorena, Cloé, Hanae, Ammar, Mihaela, Mathias, Marie et bien d'autres, merci d'avoir été là, merci de tout ce que vous avez fait pour moi. Egalement, à l'« extension avignonnaise » des KASSOUHA, Shiraz & Bahaa, Ranim & Badi, pour leur soutien et leurs encouragements.

A Yaël, qui a été là pour me soutenir aux moments les plus difficiles, qui a su gérer les crises d'angoisse et les périodes de doute, qui m'a souvent aidé à remonter la pente et à retrouver la motivation, je ne te remercierai jamais assez.

Enfin, à ma famille. A Evelyne, ma mère, à Roxana et Rada, mes sœurs et à Ali, mon frère. Pour tout ce qu'ils ont fait pour que je sois ici aujourd'hui, pour avoir tenu bon malgré tout ce qui s'est passé en Syrie pendant les sept dernières années. Presque huit ans sans vous voir, ça fait vraiment mal. Ce travail n'aurait jamais vu le jour sans votre soutien, merci du fond du cœur.

Résumé / Mots clés

Alors que le conflit en Syrie continue sa course dévastatrice depuis mars 2011, cette recherche s'inscrit dans une démarche prospective visant à envisager le post-conflit. Après une analyse de la situation touristique et politique de la Syrie, avant et pendant le conflit, notre travail aboutit à une série de constats et de prévisions qui permettent de dessiner le contour d'un tourisme post-conflit dans le pays. Pour compléter notre analyse nous avons eu recours au comparatisme avec les cas de la Bosnie-Herzégovine et de la Croatie. Les deux pays ayant connu des conflits dans les années 1990, cette démarche nous a permis d'y observer le contexte post-conflit avec plus de recul. Les questions du devenir du patrimoine existant et de l'émergence d'un « nouveau patrimoine » issu du conflit font partie des sujets auxquels nous nous sommes intéressés ainsi qu'à l'évolution de l'interprétation de ces différents patrimoines au fil du temps (« à chaud »/ « à froid »). Nous nous sommes intéressés en parallèle aux nouvelles formes de tourisme qui pourraient accompagner le retour de la paix, notamment le *dark tourism*, caractéristique du contexte post-conflit. Le résultat prend la forme de scénarii décrivant les différents aboutissements possibles du conflit en cours en Syrie et leurs implications respectives sur le futur du tourisme dans le pays.

Mots clés :

Tourisme, Syrie, Post-conflit, *Dark tourism*, Patrimoines

Tourism in Syria, past, present, future: Between resilience and reinvention

Abstract / Keywords

While the harrowing conflict in Syria has been enduring since March 2011, this research aims nonetheless to foresee the aftermath of the war through a forward-looking approach. After an analysis of the situation in Syria, before and during the war, from a touristic and political point of view, our work results in a series of observations and forecasts that allow us to draw the outlines of a post-conflict tourism in the country. More specifically and in order to complete our analysis, we used a comparative framework to study the examples of Bosnia and Herzegovina, as well as Croatia. Given that both countries have lived through conflict in the 1990s, this approach enabled us to observe the post-conflict context with a longer lapse of time. The questions related to the future of heritage sites, the emergence of a “new heritage” resulting from the conflict itself, and the changes over time in the interpretation of these different forms of heritage (“hot/cold interpretation”) were among the main issues that we have treated in this dissertation. We also took a major interest in the appearance of new forms of tourism that might accompany the return of peace, especially the “dark tourism”, typical of the post-conflict context. The results are presented in the form of scenarios that describe the different possible outcomes of the current conflict in Syria and their respective implications for the future of tourism in the country.

Keywords:

Tourism, Syria, Post-conflict, *Dark tourism*, Heritage

Sommaire

REMERCIEMENTS	3
RESUME / MOTS CLES	5
ABSTRACT / KEYWORDS	6
SOMMAIRE	7
INTRODUCTION	11
PARTIE I. L'ARTICULATION DU TOURISME PRE-CONFLIT EN SYRIE	27
CHAPITRE 1. ETAT DES LIEUX EN 2010 : QUELLES RESSOURCES POUR QUEL TOURISME ?	29
1.1. DONNEES DE L'ACTIVITE TOURISTIQUE EN SYRIE AVANT 2011	29
1.2. FORMES DE TOURISME AVANT-GUERRE EN SYRIE	41
1.3. LE TOURISME CULTUREL DANS « <i>LE BERCEAU DE LA CIVILISATION</i> »	55
CHAPITRE 2. LA DIMENSION POLITIQUE DU TOURISME AVANT-GUERRE EN SYRIE	63
2.1. HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE EN SYRIE	63
2.2. LES CHOIX POLITIQUES DES AUTORITES SYRIENNES ET LEURS IMPLICATIONS SUR LES FORMES DE TOURISME DEVELOPPEES	68
2.3. LE ROLE DES RELATIONS POLITIQUES REGIONALES ET INTERNATIONALES DANS LE DEVELOPPEMENT DU TOURISME EN SYRIE	87
CHAPITRE 3. ALEP, UN CENTRE URBAIN A L'ERE DU TOURISME	101
3.1. LE CHOIX D'ALEP	101
3.2. ALEP SUR LA CARTE DU TOURISME EN SYRIE	103
3.3. ALEP COMME PRODUIT TOURISTIQUE :	110
3.4. EVOLUTION DU PAYSAGE URBAIN DANS LE CENTRE-VILLE D'ALEP ET ROLE DU TOURISME	112
PARTIE II. LE CONFLIT SYRIEN DEPUIS 2011 ET SON IMPACT SUR LE TOURISME DANS LE PAYS. LE CAS D'ALEP	119
CHAPITRE 4. DE LA DISPARITION A LA REDEFINITION, LE TOURISME EN TEMPS DE GUERRE EN SYRIE	121
4.1. LA DISPARITION	122
4.2. LA REDEFINITION	123
4.3. TOURISME EN TEMPS DE GUERRE, L'INEVITABLE ADAPTATION ET LES QUESTIONS DE REVERSIBILITE	144
CHAPITRE 5. ALEP EN GUERRE	149
5.1. DU SOCIAL AU POLITIQUE, UNE SOCIETE A DEUX VITESSES	149
5.2. LA BATAILLE D'ALEP, DU CLIVAGE SOCIALE AUX LIGNES DE FRONT	155
5.3. TOURISME ET DESTRUCTION DU PATRIMOINE, OU LA QUESTION DE L'ŒUF ET DE LA POULE	171
5.4. ETAT DES LIEUX: QUE RESTE-T-IL DU CENTRE HISTORIQUE D'ALEP ?	174
5.5. LA DESTRUCTION ET SES IMPLICATIONS	179

PARTIE III. POUR UN TOURISME POST CONFLIT EN SYRIE, PROBLEMATIQUES, COMPARATISME ET SCENARII 181

CHAPITRE 6. PROBLEMATIQUES DE FIN DE CONFLIT : TOURISME OU NON TOURISME ?	183
6.1. ENTRE PATRIMOINE EN CONFLIT ET PATRIMOINE DU CONFLIT	184
6.2. L'INEVITABLE <i>DARK TOURISM</i>	190
CHAPITRE 7. ETUDE DE TERRAIN COMPARATIVE EN BOSNIE-HERZEGOVINE ET EN CROATIE	199
7.1. COMMENT OBSERVER, ET POURQUOI ?	200
7.2. CONFLITS, MEMOIRES ET TOURISMES, PANORAMA AU CONTRASTE ACCENTUE	205
7.3. RETOURS SUR LES OBSERVATIONS SUR LE TERRAIN	257
CHAPITRE 8. SCENARII POUR UN TOURISME POST-CONFLIT	261
8.1. LE POST-CONFLIT, NOUS Y SOMMES DEJA :	261
8.2. D'APRES LES EXPERIENCES DE TERRAINS COMPARES :	263
8.3. LES DEFIS A RELEVER	267
8.4. LES SCENARII SELON LA LECTURE DE LA SITUATION FIN 2017 :	272
8.5. DES ELEMENTS A PRENDRE EN COMPTE, QUEL QUE SOIT LE SCENARIO :	290
CONCLUSION	293
BIBLIOGRAPHIE	309
TABLES DES ILLUSTRATIONS :	333
FIGURES :	333
CARTES :	337
TABLEAUX :	338
ANNEXES	339
TABLE DES ANNEXES :	340
ANNEXE 1. TABLEAUX STATISTIQUES DU CBS, 2011	342
ANNEXE 2. L'OFFRE DU TOURISME CULTUREL PRE-CONFLIT EN SYRIE	346
ANNEXE 3. « PELERINAGE »/ TOURISME POLITIQUE AU MAUSOLEE DES ASSAD	350
ANNEXE 4. TOURISME POLITIQUE/ DE MEMOIRE A QUNEITRA	352
ANNEXE 5. EVOLUTION DES ZONES DE CONTROLE PENDANT LE CONFLIT	354
ANNEXE 6. ALEP, UNE VILLE EN GUERRE	356
ANNEXE 7. DARK TOURISM SPECTRUM	358
ANNEXE 8. ZADAR, LE CHOIX DE LA MODERNITE EN ATTRACTION TOURISTIQUE	359
ANNEXE 9. DUBROVNIK, TRACES DU CONFLIT ET MEMORIALISATION	361
ANNEXE 10. SARAJEVO, DARK TOURISM ET MEMORIALISATION	364
ANNEXE 11. MOSTAR, VILLE DES DIVISIONS	371
ANNEXE 12. TOURISME EN CONFLIT / TOURISME POST-CONFLIT EN SYRIE	373

Introduction

Comment envisager l'après conflit tandis que les combats font encore rage ? Telle est la question épineuse à laquelle nous avons été confrontés tout au long de notre recherche. La question du « comment ? » qui s'ajoute au « pourquoi ? ». Si toute recherche scientifique nécessite la réponse à ces deux questions (entre autres), dans notre cas le « comment ? » revêt une importance particulière. D'un côté, la réalité imposée par le conflit en Syrie rendait notre terrain de recherche inaccessible, ce qui constituait un premier obstacle à notre démarche. D'un autre côté, l'attachement émotionnel, idéologique et familial à notre terrain de recherche et aux thèmes que nous abordons, risquait de déformer notre vision de la situation et de constituer un sérieux biais de recherche. Il a donc fallu faire preuve de vigilance aux quelques éventuelles dérives conduisant à des conclusions hâtives basées sur des opinions politiques, dans un contexte où il s'avère difficile de garder sa neutralité.

Distorsion optique, frustration et *wishful thinking*¹, ou les défis d'une recherche impliquée dans un contexte de conflit

Quand nous avons commencé notre recherche doctorale fin 2012, rien ne nous préparait à l'enlisement et à la sur-complication du conflit en Syrie. La révolte avait commencé moins de deux ans auparavant et malgré les violences qui se généralisaient depuis des mois nous continuions à regarder la situation par le prisme de la révolte. Au début de notre recherche nous avons même du mal à appeler les événements en Syrie « un conflit » et encore moins « une guerre civile ». Certes, notre avis personnel au niveau politique influençait ce regard débutant, mais également les sentiments d'injustice et de frustration devant l'implosion progressive de notre pays d'origine et de l'idéal que nous y accrochions.

Le risque de distorsion optique² liée à la grande proximité avec le sujet est récurrent dans la recherche impliquée. Dans notre cas, la dimension émotionnelle rendait ce risque encore

¹ Terme anglais exprimant un certain idéalisme voire une illusion fantasmée, traduit souvent par « prendre ses désirs pour la réalité ». Il constitue un biais de recherche car il pousse vers une interprétation des informations qui correspond à nos avis ou nos attentes plutôt qu'une interprétation objective (Bastardi *et al.*, 2011)

² Terme utilisé en photographie, il désigne une déformation de l'image résultant de l'objectif utilisé qui transforme les lignes droites en lignes incurvées. Elle est particulièrement accentuée dans les objectifs de très

plus important. Au-delà d'une déformation de la réalité, cet aspect pouvait altérer notre objectivité quant aux observations en provenance du terrain et aux conclusions à en tirer. La dérive pouvait prendre une forme d'idéalisation poussée par un excès d'optimisme (le *wishful thinking* susmentionné). Au contraire, sous l'emprise du pessimisme ambiant en temps de conflit la possibilité d'une interprétation aux tons les plus sombres était également à craindre, surtout que la situation sur le terrain n'a cessé de se dégrader depuis le début de notre recherche. Nous avons vu Alep passer d'une « ville en guerre » à « une ville en ruine », Palmyre devenir l'ombre d'elle-même (difficile d'être la ruine d'une ruine) et la Syrie se morceler sous les coups des bombardements, des attentats suicides, des massacres et des attaques chimiques.

Notre approche devait donc commencer par une prise de recul émotionnelle par rapport au sujet, par trouver l'équilibre entre la démarche scientifique à suivre et le travail de deuil qui s'impose. Cette thèse fut, en conséquence, une sorte de processus de deuil par la recherche scientifique. Nos arguments et nos analyses se construisaient au fur et à mesure de la destruction du pays. Notre impuissance face à une réalité qui dépasse notre possibilité d'agir a motivé notre choix de persister dans notre travail de recherche sur ce sujet plutôt que d'en dévier vers une variante moins épineuse. Arrivé au bout, cette thèse serait, quelque part, notre participation à « l'effort de paix ». Cette paix, qui se conjugue très bien avec le tourisme, semble encore loin en Syrie, du moins pour le moment (début 2018).

Entre tourisme et politique, une grille de lecture à double prisme et multiscalaire

Pour envisager le tourisme après le conflit, le passage par la case politique nous semble indispensable. C'est la politique qui définissait le cadre dans lequel le tourisme s'était développé en Syrie avant le conflit et qui définirait le nouveau cadre post-conflit de cette activité. Notre choix de prendre en compte ce double prisme nous a mené à analyser les trois phases temporelles de cette thèse : l'avant, le pendant et l'après conflit, en utilisant les deux entrées. Les couches touristique et politique se superposent tout au long de ce travail,

grand-angle, dits « fish-eye », utilisés pour obtenir une image complète d'un objet à grandes dimensions sans s'en éloigner. Ce type d'objectifs est souvent utilisé dans la photographie d'architecture. (Ang, 2016, p. 338-339)

se chevauchent par endroit où l'une des grilles de lecture nous semblait plus adaptée, et se décalent parfois pour laisser la place à l'interprétation par d'autres prismes comme l'histoire ou l'urbanisme.

Cette approche transversale nécessitait également une démarche multiscalaire pour cerner les problématiques à différents niveaux. Allant d'une plus petite échelle en analysant la situation au niveau national voire régional en Syrie et au Moyen-Orient, à une plus grande dans notre étude du centre historique d'Alep ou des terrains du comparatisme en Bosnie-Herzégovine et Croatie. Nous avons fait nos choix d'échelle en fonction des niveaux d'analyses utilisés.

Attention, sables mouvants !

Nous étions conscients dès le début de la thèse que notre terrain d'étude était en pleine évolution. Ceci dit, le nombre d'éléments nouveaux menant à des reconfigurations profondes du paysage en Syrie pendant la durée de notre recherche n'était pas attendu. Depuis le point de départ de notre travail actif fin 2012, et l'achèvement de la rédaction début 2018, il y a eu des renversements de situation complètement imprévisibles qui influencèrent directement notre sujet et nous obligèrent à réadapter notre approche. L'émergence et l'expansion de Daesh³ en 2014 et 2015 nous avait initialement obligé à envisager un scénario de bifurcation vers un état « obscurantiste » en Syrie post-conflit. Scénario que nous avons dû abandonner en 2017 avec la désintégration de l'influence territoriale du groupe terroriste. L'intervention des forces russes depuis 2015 et la modification du cours du conflit en faveur du régime nous a aussi obligé à revoir notre approche. La marginalisation du rôle de l'opposition politique, la désintégration d'une grande partie de l'opposition militaire et l'émergence d'une entité kurde qui cherche à confirmer son autonomie, tant d'éléments qui ont également modifié certaines de nos préconisations. Et enfin, l'exportation partielle du conflit à travers le monde, par les vagues des migrants d'un côté et les vagues d'attentats d'un autre, deux éléments qui risquent de

³ Nous utiliserons le terme Daesh ou le sigle EI pour désigner le groupe « Etat Islamique en Iraq et au Levant ». Nous préférons le terme Daesh, même si l'organisation terroriste en question en avait interdit l'utilisation dans les zones qu'elle contrôlait sous peine de sanctions (Riché, 2014), car il nous semble finalement plus neutre.

laisser des traces à long terme sur l'image de la Syrie et qui ne pouvaient pas être négligés non plus.

L'avènement de nouveaux éléments qui renversent la table de manière régulière risquait de nous faire rentrer dans un cercle vicieux d'une « thèse interminable ». Nous avons donc envisagé au début de l'année 2017 de figer l'image à un jour J au-delà duquel les nouvelles données ne seraient plus prises en compte dans notre analyse. Finalement la conjoncture sur le terrain a été moins volatile, en conséquence, l'évolution du conflit courant notre dernière année de travail n'a pas amené de changement structurel imprévu. Le seul élément majeur intervenu en 2017 était le repli territorial important de Daesh qui a perdu la quasi-totalité des villes qu'il contrôlait. Cette évolution était prévisible dans une certaine mesure vu les efforts déployés par les différents protagonistes pour venir à bout de ce groupe terroriste. Cette situation moins agitée nous a permis de continuer à prendre en compte dans notre étude certains nouveaux éléments jusqu'au dernier moment. Cependant, de nombreuses questions restent encore non-résolues et leurs conséquences demeurent incertaines. Il s'agit, entre autre, de l'unité territoriale de la Syrie, du devenir des différents acteurs du conflit ou du statut de certaines communautés. Dans cette optique la question kurde menace d'être un facteur de déclenchement d'une nouvelle phase du conflit (Barnard & Saad, 2017)⁴. En conséquence, le panneau indiquant des « sables mouvants » reste planté, des revirements qui peuvent à nouveau faire basculer le paysage du conflit syrien sont encore susceptibles d'intervenir.

Le vécu du citoyen, l'expérience du professionnel et l'analyse du chercheur

Un des principaux apports de base à notre travail de thèse vient de notre connaissance du terrain d'étude, en tant que citoyen syrien et ancien professionnel de tourisme dans le pays. Ces deux casquettes nous ont permis d'avoir un regard de proximité, voire d'intimité, sur plusieurs aspects de la problématique de notre recherche : que ce soit l'offre touristique en

⁴ Nous avons écrit cette introduction avant le début de l'opération turque « *Rameau d'olivier* » le 20/01/2018 contre l'enclave kurde d'Afrin au nord-ouest de la Syrie (Kaval, 2018). La participation de factions rebelles syriennes dans l'opération aux côtés de l'armée turque (Jégo, 2018) risque d'avoir de lourdes conséquences au long terme sur un retour de paix entre les populations arabes et kurdes, dans la zone concernée par l'opération et en Syrie plus largement.

Syrie avant le conflit, les aspects de la politique intérieure et régionale du pays, ou la situation actuelle pendant le conflit. L'avantage que ces perspectives représentent s'accompagne d'éventuels biais de recherche comme la concentration sur le détail au détriment du global et le risque de subjectivité évoqué au début de cette introduction. Aussi il a fallu se détacher de cette base d'observation, impliquée, pour apporter le regard d'un observateur scientifique externe. Le pari étant de conjuguer ces trois perspectives pour constituer une image tridimensionnelle permettant une meilleure compréhension de la situation vue de près et une meilleure analyse vue de loin. Ces différentes perspectives se conjuguent aussi avec les adaptations d'échelles, mentionnées quelques lignes plus haut, pour cerner la globalité des enjeux.

Alep, l'excentrée, au centre

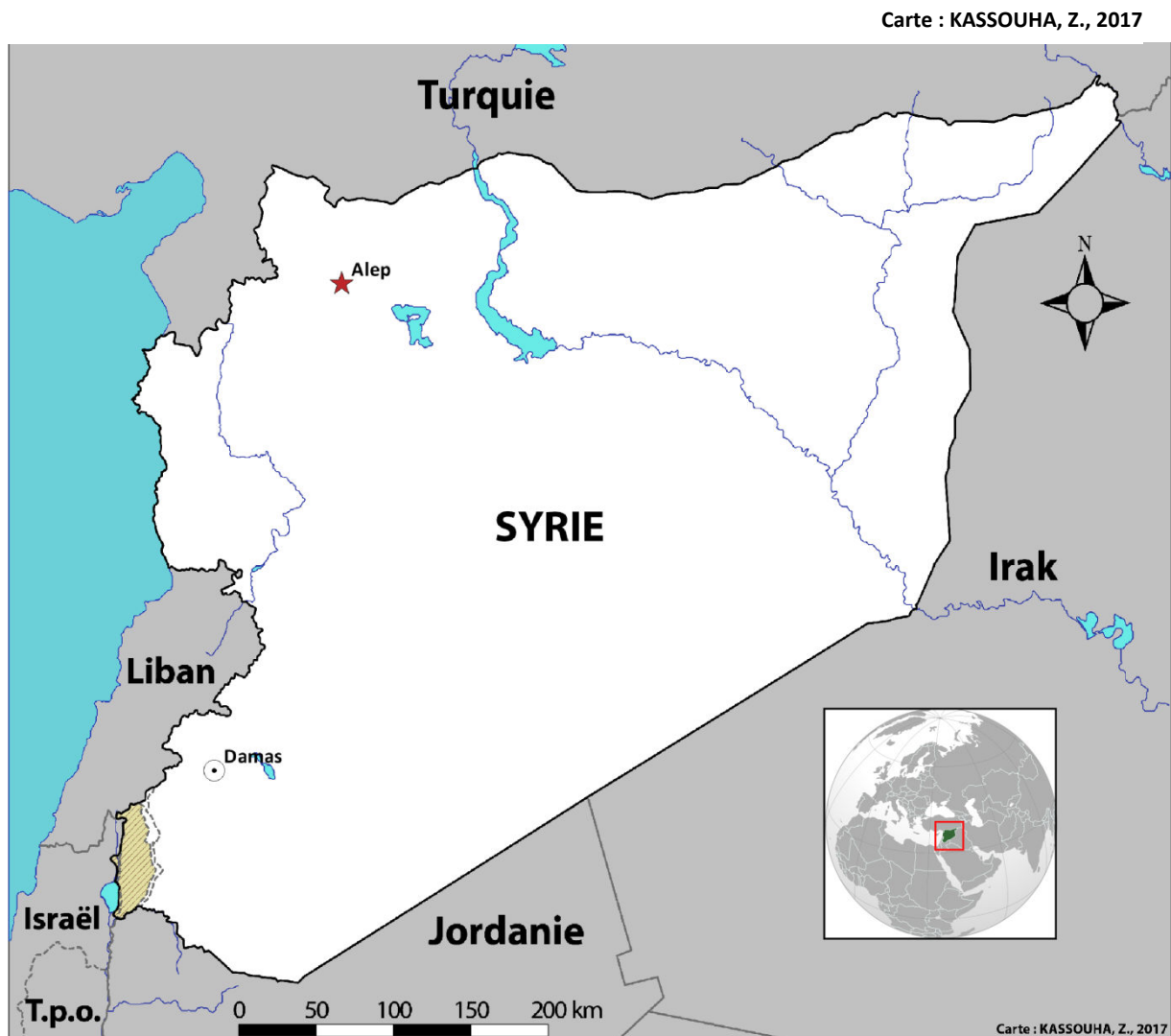
Capitale économique et centre régional de commerce pendant des siècles atteignant son apogée entre le XVI^e et le XVIII^e siècles (Burns, 2009, p. 34-37), Alep était l'un des grands pôles de tourisme dans le pays avant le conflit. Nous lui consacrons dans cette recherche une place essentielle, dans l'analyse du tourisme d'avant le conflit, mais surtout dans l'analyse du conflit même et de la destruction qu'il a engendrée. Cette ville, excentrée géographiquement par rapport à la Syrie (Carte 1), excentrique par son histoire et par tant d'aspects qui la distinguent des autres villes du pays, voire de la région, est dans notre thèse au centre de l'histoire.

Le temps des « pourquoi ? » : cette thèse, la Syrie, Alep...

Nous avons déjà en tête le projet de faire une thèse pendant nos études en Master (2010-2012), notre espoir était de réaliser une recherche appliquée sur le tourisme en Syrie. Un choix de cœur, mais aussi un choix de conviction. Fin des années 2000, le développement du tourisme dans le pays battait son plein (comme nous le verrons pendant le premier chapitre de cette thèse). Cette conjoncture constituait une matière prometteuse à étudier, surtout qu'elle s'accompagnait d'une dynamique d'investissement sur le terrain qui modifiait le paysage touristique syrien. Mais dès 2011 la situation bascule avec la révolte et le début du

conflit avant même que nous ayons terminé le Master. Motivés par l'espoir de revoir le tourisme se développer dans le pays, nous avons maintenu le cap de faire une thèse sur ce sujet.

Carte 1 : Alep l'excentrée, emplacement d'Alep sur la carte de la Syrie.



L'idée qui motive cette thèse était l'exploration des possibilités que le tourisme pouvait avoir en Syrie post-conflit. Or, le post-conflit en 2012 ressemblait plus à un post-crise politique affectant l'image touristique du pays plutôt qu'à un post-conflit armé d'une portée dévastatrice. Mais avec la détérioration progressive de la situation dans le pays et le conflit qui se prolongeait nous avons commencé à revoir notre approche. Le conflit que nous pensions passer et peu destructeur s'avère long, catastrophique et très lourd de conséquences. Il risque de modifier durablement le visage de la Syrie, voire du Moyen-

Orient, et d'introduire des déséquilibres démographiques et politiques potentiellement irréversibles. La prise en compte de cette nouvelle donne a apporté certaines modifications à notre démarche et nous a contraints à faire évoluer nos objectifs de recherche, voire le spectre de notre étude :

- **Les « possibles » deviennent des « probabilités »**

Les incertitudes par rapport au post-conflit sont devenues tellement importantes qu'on ne peut plus envisager des « possibles », concrets. Ils sont remplacés par des probabilités, plus aléatoires, qui permettent quand même de dessiner des orientations globales.

- **Les fondements deviennent des éléments de comparaison**

Le tourisme pré-conflit allait être notre base pour envisager le post-conflit, mais entre la destruction du patrimoine et l'infrastructure, le déplacement de la population et la perte à certains endroits d'un patrimoine immatériel inestimable, cette base s'est effritée. Ainsi le tourisme pré-conflit est réduit à un élément de comparaison, susceptible d'avoir des influences concrètes après le conflit. Il pourrait même retrouver une continuité. Par contre il ne constitue plus l'indicateur principal de la marche à suivre après le conflit.

- **Le comparatisme devient de plus en plus essentiel**

En l'absence de terrain accessible et d'élément concret depuis la Syrie pouvant permettre d'envisager le post-conflit avec certitude, le comparatisme nous semblait être la meilleure option pour compléter notre recherche. Les expériences d'autres pays allaient amener un éclairage sur différents points comme la restauration du patrimoine, la mise en tourisme de l'héritage du conflit ou la reconstruction de l'image de destination. L'étude de ces exemples représente également l'avantage de prendre du recul afin de voir les aspects réussis ou moins réussis des démarches entreprises ailleurs.

D'un autre côté, l'absence de recherche qui traite du tourisme en Syrie sous cet angle d'approche a motivé notre choix. Plusieurs thèses avaient été réalisées sur le tourisme en Syrie mais avec des approches différentes. Ces travaux avaient adopté l'entrée par les sciences économiques (Banat, 2007; Halloum, 2015; Sultan, 2007), l'archéologie (Gillot, 2008a), la sociologie (Girard, 2010) ou encore la « Tourismologie » (Kassis, 2005). D'autres

travaux, où le tourisme constitue une dimension secondaire, ont opté pour la géographie ou l'architecture. Un travail sur le tourisme en Syrie dans le contexte du conflit n'avait pas encore été réalisé, d'où l'apport que constitue notre recherche au corpus scientifique.

Hypothèses et questions de recherche

Nous partons dans notre recherche de l'hypothèse selon laquelle un retour au tourisme serait envisageable en Syrie après le conflit, mais que ce tourisme post-conflit serait inévitablement impacté par la situation de crise profonde, voire existentielle, que le pays traverse depuis 2011. Par conséquent le tourisme post-conflit serait différent du tourisme pré-conflit. Nous cherchons donc à identifier la forme que prendrait ce nouveau tourisme. En effet, plusieurs facteurs influencent ce qu'il adviendra du tourisme post-conflit : Le tourisme préexistant avant et éventuellement pendant le conflit, les facteurs politiques définissant les contours du paysage touristique, l'état des ressources disponibles (dans notre cas le patrimoine comme ressource pour le tourisme culturel) et la finalité du conflit même de la part du processus y mettant terme et des acteurs présents sur le terrain.

Afin de réduire notre champ d'étude à un terrain spécifique, nous avons choisi la ville d'Alep, son centre historique plus précisément. Ce choix vient de plusieurs facteurs : l'importance d'Alep comme centre de l'activité touristique avant le conflit, la richesse exceptionnelle en patrimoine dont jouit la ville et le fait qu'elle soit impactée durement par le conflit. Les autres grands centres touristiques du pays, à savoir, Damas, Palmyre et la région côtière, étaient relativement restés à l'écart des grands ravages de la guerre quand nous avons fait notre choix de terrain. Palmyre a tristement basculé du côté des sites sévèrement touchés assez tardivement (la première entrée de Daesh à Palmyre date de 2015). Si le site avait déjà été endommagé lors de combats entre le régime et l'opposition en 2013 et 2014, rien ne le prédisposait à voir Daesh pulvériser de la sorte certains de ses monuments les plus emblématiques. Un autre point qui favorisait Alep comme choix de terrain était l'existence d'un important corpus de publications sur la ville, d'un point de vue patrimonial, social, économique et touristique.

A partir des éléments susmentionnés nous avons construit nos questions de recherche qui définissent le plan de cette thèse. Elles se déclinent selon trois axes temporels, avant, pendant et après le conflit :

- **Avant : Quel était le paysage touristique pré-conflit en Syrie et à Alep ?**

Quel ordre de grandeur avait l'activité touristique dans le pays ? Quelles formes de tourisme étaient pratiquées ? Et quelle importance avait le tourisme culturel plus spécifiquement ? D'un autre point de vue, afin de comprendre l'influence mutuelle entre tourisme et politique avant le conflit, quelle était la relation entre le développement touristique et les politiques adoptées par les autorités syriennes ? Et quelles étaient les résultats de ces politiques ?

- **Pendant : Quelle est la situation pendant le conflit en Syrie et Alep en ce qui concerne le tourisme ?**

Y a-t-il un tourisme en Syrie pendant le conflit ? Et si ce tourisme existe comment s'est-il adapté aux conditions de guerre ? Assistons-nous à l'émergence de nouvelles formes de tourisme dans ces conditions ? Par ailleurs, quel effet a eu le conflit sur le futur du tourisme en Syrie, et surtout à Alep (notamment en termes de dégradation du patrimoine) ? Et est-ce que ces effets sont réversibles ?

- **Après : Comment envisager l'avenir du tourisme après le conflit ?**

En absence d'éléments clairs sur la sortie de crise en Syrie, comment cette situation a-t-elle été gérée ailleurs ? Qu'en est-il du tourisme post-conflit dans d'autres pays et dans d'autres villes qui ont connu des conflits de grande ampleur pendant les dernières décennies ? A quelles problématiques ces destinations sont-elles ou ont-elles été confrontées ? Quelles leçons pourrions-nous tirer de ces expériences pour prévoir le futur du tourisme en Syrie ? Et enfin, au vu de la scène actuelle en Syrie, dans quel environnement politique pourrions-nous envisager l'avenir du tourisme ?

Le patrimoine en conflit, une première approche

Pour nous qui nous intéressons particulièrement au tourisme culturel dont la principale ressource est le patrimoine (bâti, archéologique et immatériel), la question du devenir du

patrimoine pendant et après le conflit fait partie des points essentiels à traiter. Sans accès au terrain, l'étude du patrimoine immatériel s'avère pratiquement impossible, notre travail portera donc uniquement sur la question du patrimoine matériel.

Depuis le début du conflit en Syrie deux réalités se présentent à nous concernant ce patrimoine, qu'il soit bâti ou en ruine :

1. Patrimoine « vacant » / patrimoine « occupé »

Les touristes ayant déserté la Syrie dès le début du conflit (voir les détails en Chapitre 4, page 121) et avec le contexte d'insécurité qui a limité les mouvements des Syriens à l'intérieur du pays, le patrimoine s'est retrouvé en situation de « vacance ». Nous empruntons ce terme à Philippe Bachimon qui a encadré ce travail et dont l'ouvrage « Vacance des Lieux » (Bachimon, 2013) publié au début de notre recherche a été l'une des clés pour comprendre les changements de la valeur perçue du patrimoine pendant et après le conflit.

La « vacance » évoquée a donné lieu (du moins temporairement, dans le contexte du conflit) à la création de friches touristiques/patrimoniales ou « polymorphes » (Ibid., p. 81 et suivantes). Cette mise en friche entraîne des risques multiples (pillage, dégradation naturelle ou intentionnelle, etc.) qui viennent engendrer à leur tour des changements de valeurs des lieux.

A cette « vacance » s'est parfois substituée une « occupation », légale ou illégale⁵, mais dans tous les cas nocive (pour le patrimoine du moins). Les cas de récupération de monuments historiques, citadelles et châteaux-forts pour une utilisation militaire ont été multiples pendant le conflit, que ce soit par les forces officielles ou par les groupes des insurgés (Ayad, 2014; Malbrunot, 2014). Idem pour l'occupation de sites par des familles déplacées s'installant dans des abris de fortune dans les ruines (APSA, 2014a). La question de la valeur marchande ou symbolique des sites en friche est donc impactée par la conjoncture du conflit

⁵ Du point de vue de la législation syrienne. L'occupation faite par des civiles ou des groupes de l'opposition est considérée comme « illégale » et est dénoncée par les autorités syriennes. Tandis que l'occupation par l'armée officielle, même quand il s'agit de placer des armes lourdes dans les sites ou les utiliser pour mener des attaques contre l'opposition, est considérée comme « légale », ou du moins n'est pas dénoncée par la DGAM (*Direction Générale des Antiquités et des Musées*) organe officiel du Ministère de la Culture qui gère les sites archéologiques et historiques et les musées de Syrie.

entre les différentes formes de déprise et de reprise. Reste à savoir comment cet impact se traduira sur long terme après le conflit.

Nous commençons donc par suggérer une première vision du « devenir du stock patrimonial » pendant la guerre (Figure 1), une vision qui sera développée pour englober l'époque post-conflit ainsi que l'éventuel nouveau patrimoine susceptible d'être généré par le conflit.

2. Patrimoine « réinterprété » / « reconnu » / « désavoué »

L'autre effet du conflit est de mettre en question la perception et l'interprétation faite du patrimoine. Entre les bouleversements de l'ordre social et politique induits par le conflit (Boissière, 2015) et l'essor d'un repli identitaire chez les différentes parties (Burgat, 2015) risque de remettre en cause le récit et la représentation faite du patrimoine avant le conflit. En fonction du lieu, de l'histoire, de la symbolique et des acteurs en place, le patrimoine existant pourrait être réinterprété pour des raisons idéologiques, sociales et/ou politiques. Il pourrait en conséquence conserver son statut ou au contraire se trouver renié voire anéanti (les destructions façon Daesh étant un exemple de la réinterprétation destructrice).

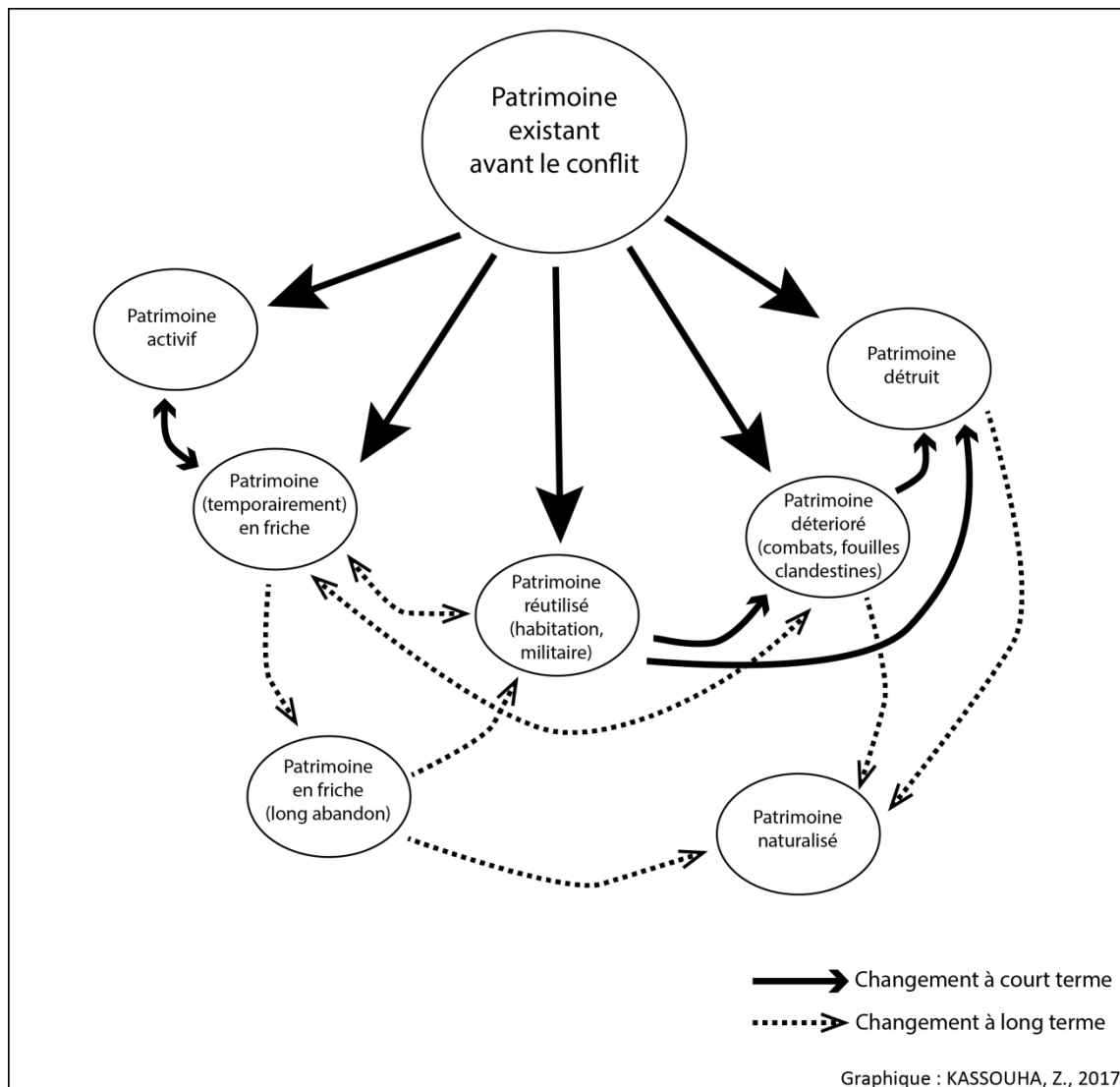


Figure 1 : Le devenir du stock patrimonial pendant le conflit.
Un travail que nous développerons à la lumière des observations pour mener à une conceptualisation recouvrant l'évolution pendant et après le conflit.

Une recherche à méthodologie évolutive

Les conditions entourant notre travail de recherche et le terrain inaccessible et en pleine évolution nous ont menés à revoir à adapter notre méthodologie de travail. A titre d'exemple, pendant notre première année de travail nous nous intéressions à l'utilisation des images satellite comme source essentielle pour évaluer les dégâts du patrimoine à Alep. Mais le fait que ce même travail ait été réalisé presque en temps réel par des organisations et centres de recherche plus expérimentés en télédétection et en archéologie, a rendu cette partie du travail beaucoup moins centrale. Une autre adaptation a concerné l'évolution

permanente du terrain nous menant à suivre les événements davantage à travers les réseaux sociaux. Certes il s'agit d'une source d'information qui manque de neutralité et de professionnalisme, mais il représente une image quasi-instantanée du terrain pouvant palier dans certaines situations à l'inaccessibilité.

A partir de ces constats nous avons eu recours à une multitude de méthodes que nous détaillerons au fur et à mesure dans notre texte pour chaque étape du travail. Nous nous contenterons donc ici de faire un panorama rapide par temps de recherche (les « avant, pendant et après » susmentionnés) sans nous attarder sur les détails de chaque démarche.

- **Avant :**

Ce temps de recherche sera développé en Partie I. Pour l'étude du tourisme avant le conflit nous utiliserons une première entrée partiellement quantitative basée sur les statistiques officielles disponibles. Le manque de segmentation ou de clarté dans les données ne nous permettant pas de mener une démarche d'analyse quantitative en bonne et due forme. Elle sera complétée par un apport d'information et d'expertise venant de notre expérience professionnelle dans le secteur touristique en Syrie avant le conflit, ce qui permet de donner une image plus complète de la situation.

Un apport théorique et appliqué se rajoutera à cette première entrée en nous basant sur un corpus de publications scientifiques, techniques, d'actualités et de littérature grise permettant d'analyser la situation en profondeur. Nous y retrouvons notamment plusieurs ouvrages collectifs portant sur la Syrie et sur Alep (Boissière & David, 2014a; Dupret *et al.*, 2007; Longuenesse & Roussel, 2014a; Raymond, 1980b), des travaux de recherche académiques (outre les thèses citées auparavant) (Balanche, 2000; Belhadj, 2013; Hamidé, 1959; Samman, 1978; Taha, 2012), des analyses du terrain par des chercheurs pionniers (Sauvaget, 1941) ou visionnaires et engagés au péril de leurs vies (Seurat, 1989) ainsi que des travaux journalistiques (Baron, 2014; Chesnot & Malbrunot, 2014; Donati, 2009).

- **Pendant**

Le changement perpétuel qui caractérise cette phase (partie II) nous a mené à utiliser les sources d'actualités et les réseaux sociaux (notamment *Facebook*) pour suivre l'évolution en permanence. Pour l'analyse de ce temps de recherche nous avons eu recours aux entretiens

semi-directifs avec des acteurs de terrain, au recueil de témoignages en provenance du terrain, au visionnage de documents vidéo et à l'interprétation visuelle d'images satellite. Nous avons été confronté à la question de la neutralité, les acteurs de terrain étant souvent engagés d'un côté ou d'un autre du conflit. Nous avons donc tenté autant que possible de croiser les informations des deux côtés (opposition et régime) dans un souci d'objectivité.

Notre corpus pour cette partie comporte le peu d'ouvrages collectifs sorti sur le sujet depuis le début du conflit (Burgat & Paoli, 2013; Oualdi *et al.*, 2014), plusieurs articles et communications scientifiques au sujet du « *Printemps Arabe* », de la Syrie et d'Alep (Balanche, 2013, 2016; Boissière, 2015; Burgat, 2015, 2017; David & Boissière, 2014), des témoignages du terrain (Filiu, 2013a; Yazbek, 2016) et de nombreux articles de presse.

▪ **Après**

Pour ce troisième temps comportant un travail prospectif mais surtout une étude de terrain comparatif les approches étaient également variées. Pour le terrain notre approche était purement qualitative et portait sur deux axes : d'un côté l'observation par le biais de l'imprégnation, méthode empruntée aux éthologues (Olivier de Sardan, 1995) et qui se prêtait le mieux aux sujets abordés et à la complexité du terrain, et d'un autre côté les entretiens semi-dirigés avec les acteurs locaux.

Pour préparer cette étude de terrain et avoir une base conceptuelle pour la construction des *scenarii* post-conflit un corpus important portant sur plusieurs axes a été sollicité. Des travaux sur les questions du patrimoine, son évolution, ses transformations et son interprétation (Bachimon, 2013; Davallon, 2015; Gravari-Barbas, 2005; Lazzarotti, 2012; Nora, 1984), les questions du tourisme dans des lieux de conflit et de mémoire (Chevalier, 2012; Fagnoni & Buccianti-Barakat, 2006; Hertzog, 2012; Lennon & Foley, 2000; Seaton, 1996; Sharpley & Stone, 2009; Stone, 2006) et les questions plus spécifiques à notre terrain ex-yougoslave (Bougarel, 1996; Claverie, 2002; Detry, 2016; Ducasse-Rogier, 2004; Halilovich, 2013; Naef, 2014; Pinteau, 2011; Rolland-Traina, 2011; Tratnjek, 2009).

En partant de ces différents éléments et ressources nous avons procédé à la construction de *scenarii* afin d'envisager le tourisme post-conflit en Syrie.

La transversalité de la recherche

L'étude de la géographie humaine et sociale et du tourisme est transversale par nature. Pour notre sujet et le travail qui en découle ce trait est davantage accentué. Notre recherche se trouve à la lisière entre géographie, histoire contemporaine, urbanisme, anthropologie, sociologie, géopolitique et relations internationales. Il nous a donc fallu croiser des ressources, des méthodologies et des connaissances touchant à une multitude de domaines afin d'apporter une analyse en profondeur de la situation en Syrie et afin de constituer des bases solides pour que ce travail arrive à son terme, et ce dans le but de rajouter une pierre à la construction d'une Syrie nouvelle, une Syrie rêvée, prospère, équitable et libre.

Partie I. L'articulation du tourisme pré-conflit en Syrie

Chapitre 1. Etat des lieux en 2010 : quelles ressources pour quel tourisme ?

1.1. Données de l'activité touristique en Syrie avant 2011

Contexte :

Nous avons cherché les sources de données les plus fiables et le plus exhaustives possibles afin d'obtenir la meilleure image de la situation du tourisme en Syrie jusqu'au début de conflit en 2011.

L'organisme d'état qui est en charge de la publication des données officielles en Syrie est le Bureau central des Statistiques « CBS » (*Central Bureau of Statistics*), qui travaille sous la tutelle du Premier ministre. Le CBS collecte les données des différents ministères et directions générales du pays et les édite sous forme d'un recueil annuel de statistiques (*Statistical Abstract*) englobant toutes formes de données économiques, financières, démographiques, (etc.) du pays.

Un chapitre de ce recueil intitulé « Tourisme, culture et information » regroupe différents indicateurs de l'activité touristique : nombre d'arrivées par nationalité, nombre de nuitées et de clients dans les différents types d'établissements d'hébergements, dans les différentes régions de la Syrie, ainsi que les nombres d'entrées aux sites archéologiques et musées.

Tous les recueils statistiques de 2003 à 2011 ont été mis en ligne sur le site du CBS (CBS, 2011) ce qui nous a donné l'accès à une grande partie des données des 10 dernières années qui ont précédées la guerre.

Depuis le début du conflit, CBS n'a plus publié de recueil complet de statistiques. Seulement quelques séries chronologiques concernant certains indicateurs ont été ajoutées en 2012, dont une sur le tourisme, donnant accès à des statistiques de 2011 (CBS, 2012).

Les données de CBS, malgré leur caractère assez exhaustif, nous ont laissé devant plusieurs dilemmes. En effet, la méthode utilisée ne fait pas le tri par motif du voyage dans les différentes arrivées internationales (d'étrangers ou de Syriens expatriés) en Syrie. Elle s'est

donc limitée à comptabiliser le nombre de ces arrivées sur le territoire, ce qui ne permet pas d'obtenir un vrai nombre de touristes ou d'arrivées touristiques. Le problème concerne également d'autres données essentielles à notre recherche, comme le nombre d'entrées aux différents sites et musées du pays. Bien que ces chiffres couvrent une soixantaine de sites et de musées, ils se limitent au nombre total des visiteurs sans spécifier s'il s'agit de visiteurs syriens ou étrangers, de visites d'écoles ou de visites touristiques.

De par l'idéologie panarabe des autorités syriennes, le nombre d'arrivées est divisé en trois catégories : Arabes, Etrangers, et Syriens expatriés. Pour les nuitées touristiques une catégorie supplémentaire vient s'ajouter, celle des Syriens résidents en Syrie. Ce découpage des données s'avère peu adapté aux réalités géographiques et géopolitiques de la fréquentation touristique. De par ce découpage « idéologique », des pays frontaliers de la Syrie se retrouvent dans la même catégorie que des pays situés à plusieurs milliers de kilomètres. Ainsi le Liban et la Mauritanie se retrouvent dans la catégorie « arabe », tandis que la Turquie (non-arabe) se retrouve dans la catégorie « étranger » où elle côtoie des pays très éloignés comme le Canada ou la Nouvelle Zélande par exemple.

القادمون الأجانب حسب الجنسية 2006 - 2010

FOREIGN ARRIVALS BY NATIONALITY , 2006 - 2010

NATIONALITY	2010	2009	2008	2007	2006	الجنسية
Canadian	26068	22869	20236	15347	15259	كندية
American	55771	48654	42537	35539	35381	أمريكية
Argentinian	2149	1419	1215	787	853	أرجنتينية
Brazilian	4979	3518	3368	2132	3953	برازيلية
Cypriot	9981	9943	8658	5808	6578	قبرصية
Indian	31056	20984	14619	11490	9830	هندية
Iranian	891807	455012	361605	330369	270915	إيرانية
Japanese	13361	8907	8325	6958	5841	يابانية
Pakistani	34250	21755	11505	12661	8183	باكستانية
Turkish	1459580	733132	562832	485953	480553	تركية
Austrian	10970	7878	6494	4523	4075	نمساوية
Belgian	10621	8440	6818	4669	5057	بلجيكية

Figure 2 : Exemple des tableaux de données du CBS
Le découpage adopté entre « arabe » et « étranger » ne prend pas en compte la proximité géographique.

Source : CBS, 2011

Aux problèmes évoqués s'ajoute l'observation de certaines inexactitudes. Un exemple très clair comme le grand flux des réfugiés irakiens que la Syrie a connu dans les années 2000. Depuis la guerre de 2003 et surtout pendant le conflit confessionnel qui a violemment secoué l'Iraq en 2006 et 2007, un grand nombre d'Irakiens a trouvé refuge en Syrie, avec un pic d'environ 1,5 millions de réfugiés en 2007. Or, ce flux-là figure bel et bien dans les statistiques touristiques, malgré le caractère humanitaire de la grande majorité de ces arrivées. Un autre exemple concerne la nationalité « yougoslave ». Celle-ci qui continue à figurer dans les statistiques des arrivées jusqu'en 2011, bien que la Yougoslavie a officiellement cessé d'exister en février 2003, remplacé par la Communauté d'États de Serbie-et-Monténégro (Morokvasic-Muller & Vukadinovic, 2004). Probablement la ligne comptabilise les ressortissants de la Serbie depuis la dissolution de la Yougoslavie, mais rien ne l'indique clairement.

Outre le CBS, un autre organisme officiel syrien publie périodiquement des statistiques du tourisme dans le pays. Il s'agit du Ministère du Tourisme, qui est chargé du développement touristique, de la promotion du pays à l'étranger et qui représente la Syrie auprès de l'OMT.

Sur son site internet, le Ministère a mis à disposition plusieurs tableaux de statistiques concernant les flux touristiques⁶. Ils reprennent les mêmes tableaux du CBS, mais les interprètent différemment. L'un des tableaux auquel nous nous intéressons particulièrement est : « nombre de touristes arabes, étrangers et syriens expatriés de 2002 à 2010 par nationalité », ainsi qu'une version supplémentaire du même tableau en excluant le nombre d'Irakiens de 2002 à 2007⁷.

Ce tableau reprend les données du CBS qui concernent « les touristes ayant passé des nuitées dans les différents types d'établissements d'hébergements » et définit ainsi le concept du « touriste ». Le nombre total issu de ce tableau est celui présenté comme « le nombre des touristes en Syrie » par le Ministère du Tourisme dans sa communication. Il constitue aussi le chiffre officiel présenté aux instances internationales comme l'OMT

⁶ Le Ministère a opéré une refonte totale de son site internet (<http://www.syriatourism.org>) en 2016. Les tableaux en question et toute la partie du site dédiée aux statistiques ont été enlevés.

⁷ Leur nombre atteint respectivement 1,1 et 1,3 million en 2006 et 2007, au plus haut de la guerre civile interconfessionnelle en Iraq. Les inclure dans les statistiques touristiques augmente le nombre de touristes en Syrie de plus de 20% pour ces deux années.

(Organisation mondiale du Tourisme) ou la Banque Mondiale, pour les statistiques internationales officielles.

Avec ces statistiques, le Ministère adopte une méthode plus pertinente en matière de segmentation des marchés exportateurs de touristes. Tout en reprenant les catégories « Arabe » et « Etranger » du CBS, nous retrouvons dans ces tableaux du Ministère une distinction par zone géographique. Les pays du Moyen Orient, arabes ou non, qui constituait l'essentiel du marché exportateur de touristes vers la Syrie, sont distingués du reste de leurs catégories respectives. Cette démarche permet de repérer très rapidement les marchés qui avaient un poids significatif pour le tourisme pré-guerre en Syrie.

Cependant, il est indispensable de souligner que la méthode du Ministère est loin d'être irréprochable. L'identification du touriste par le fait de séjourner en établissement touristique est une étape importante. En revanche, aucune distinction n'est faite par motif du séjour (affaires, shopping, tourisme culturel, religieux, visite familiale...), ce qui laisse entendre que le nombre d'arrivées dans un but purement touristique est inférieur aux chiffres qui résultent de ce tableau.

Les touristes arabes, étrangers et syriens expatriés par nationalité et par an de 2002 à 2010										
السياح العرب والاجانب والسوري المغترب حسب الجنسية والسنوات من عام 2010-2002										
	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	
Pays du Golfe	705803	764309	659296	577390	589629	676602	603752	464158	504499	الخليج
Jordanie	1363644	882750	869586	761578	734671	489015	384725	316233	290729	اردنية
Irak	897975	806118	795424	1368649	1152943	730613	619040	189840	209201	عراقية
Liban	1467701	921762	727553	664152	819157	369855	497801	363880	310312	الليثانيون
Autres pays arabes	219406	215334	259151	228645	233690	242858	244049	209666	208034	عرب آخرون
Total Arabes	4654530	3590273	3311010	3600413	3530089	2508942	2349367	1543776	1522774	العرب
Europe Occidentale	348103	293890	244848	168045	158287	192720	186617	133399	136307	أوروبا الغربية
Europe de l'Est	92208	96464	85097	69075	62689	65155	57041	47501	41987	أوروبا الشرقية
Turquie	864988	381677	288327	248943	246177	172245	70298	23545	23382	تركية
Total Europe	1305299	772031	618272	486064	467152	430120	313956	204445	201676	مجموع أوروبا
Amériques	84196	77621	69575	54738	54583	57795	58032	43901	44588	أمريكا
Iran	792258	430880	333789	304956	250076	247662	196699	213931	310839	ايرانية
Asie	108264	77099	58399	51556	41844	50201	48448	32726	48348	آسيا
Australie	19240	15971	12764	9538	12142	12426	13878	8203	10197	استراليا
Autres non-arabes	69003	63077	67635	58547	66600	60788	52920	38580	48052	أجانب آخرون
Total intl. non-arabes	2378260	1436679	1160433	965397	892397	858992	683933	541786	663700	أجانب
Total non-syriens	7032790	5026952	4471442	4565810	4422486	3367935	3033300	2085562	2186475	المجموع العام
Syriens Expat.	1513060	1064937	958738	960650	961518	934077	984584	702099	683666	سوري مغترب
Total	8545849	6091889	5430181	5526460	5384004	4302011	4017884	2787661	2870140	المجموع الكلي

Figure 3 : Exemple des tableaux de données du Ministère du Tourisme

Contrairement à la cémentation du CBS, le Ministère a pris en compte les paramètres de proximité géographique et son influence sur la fréquentation touristique. Le tableau étant publié uniquement en arabe nous avons traduit les intitulés des différents champs

Source : Ministère du Tourisme, 2011

En outre, dans notre recherche de ces données, nous avons été aussi confrontés à des difficultés d'ordre technique. L'instabilité globale causée par le conflit a engendré une instabilité des plateformes internet du pays. Plusieurs sites officiels de l'Etat syrien se sont trouvés hors ligne pendant des périodes plus ou moins longues, faute de compétences, de moyens, ou parfois suite à des attaques de groupes d'activistes / *hackers informatiques* opposés au régime. Les sites du CBS et du Ministère du tourisme n'ont pas échappé à ce problème. Redoutant cette situation, nous avons eu recours à des logiciels « aspirateurs de sites » pour sauvegarder une copie de ces deux sites sur un disque dur. Cette technique s'est avérée payante car, depuis le rétablissement du site du Ministère, les liens qui menaient aux tableaux de statistiques sont des liens morts et les tableaux ne sont plus accessibles en ligne.

Méthodologie :

Nous avons opté pour les choix méthodologiques suivants dans notre traitement et interprétation des données retrouvées :

1. Le découpage des résultats par zone géographique et par ordre de distance (Hoerner, 2008, p. 18-21) et d'accessibilité par rapport à la Syrie.
2. Le tourisme, qui avait souffert d'un démarrage un peu lent en Syrie au début des années 2000, a connu une croissance fulgurante à la fin de cette même décennie, pour atteindre son sommet en 2010, juste avant le début du conflit. Ainsi, nous avons opté pour le choix de l'année 2010 comme la plus représentative de l'état du marché touristique syrien d'avant-guerre. Certes, le marché était en pleine croissance et était encore loin de sa maturité, mais les indicateurs de cette année peuvent souligner les différentes tendances que le marché aurait suivi si le conflit n'avait pas éclaté. L'analyse des données de 2010 pourrait également constituer une piste intéressante pour dessiner les traits de base de l'éventuel tourisme post-conflit.
3. Nous allons adopter, pour notre analyse de nombre de touriste, les chiffres avancés annuellement par le CBS dans le tableau « les touristes ayant passé des nuitées dans les différents types d'établissements d'hébergements » (étant donné que le Ministère a utilisé cette même ressource pour constituer ses tableaux). Pour cette catégorie nous avons pu disposer des tableaux du CBS couvrant la période de 2002 à 2010.

Interprétation des données :

1. Les marchés exportateurs de touristes en Syrie

La première interprétation que nous avons réalisée est celle de l'identification des principaux marchés exportateurs de touristes vers la Syrie. En nous basant sur le nombre de touristes en 2010 plusieurs enseignements sont à tirer :

Les Syriens expatriés arrivent en tête des flux touristiques vers la Syrie avec 1.5 millions de touristes, suivis par les ressortissants des pays limitrophes, respectivement : le Liban, la Jordanie, l'Irak et la Turquie. Nous soulignons qu'aucun flux touristique ne vient d'Israël vu que les deux pays sont toujours officiellement en état de guerre. Les autres pays du Moyen Orient arrivent ensuite : l'Iran et les pays du Golfe.

Le graphique suivant représente le nombre de touristes internationaux en 2010 par nationalité ou zone géographique de provenance.

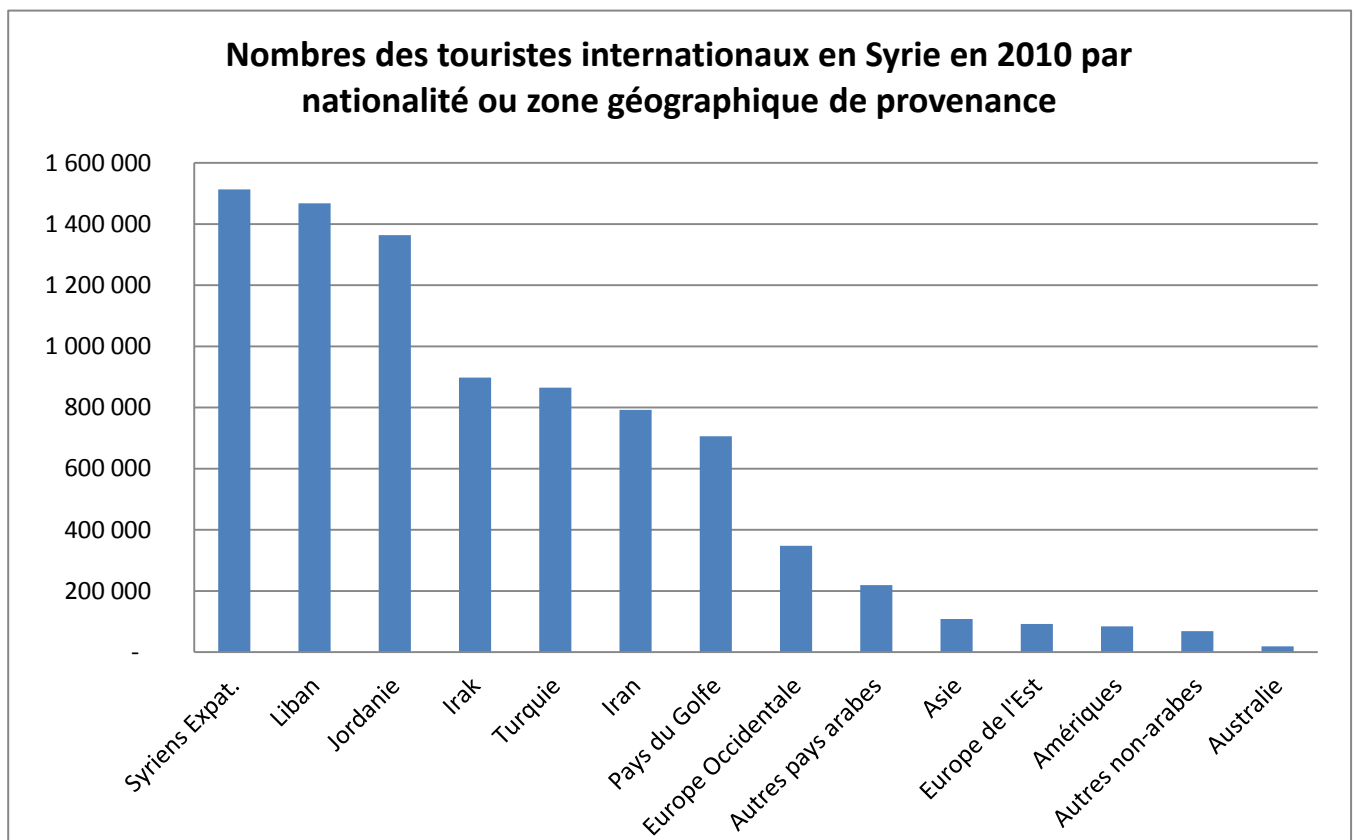


Figure 4 : Nombre de touristes en Syrie en 2010.

Nous constatons que dominant les flux régionaux et le tourisme affinitaire des Syriens expatriés.

Données : Ministère du Tourisme, Syrie, 2011

D'après ces données, 18% des touristes qui sont venus en Syrie en 2010 sont des Syriens expatriés, 71% sont des ressortissants de pays du Moyen Orient et 11% viennent des autres pays de la planète (les Français représentent 0.7% par exemple). La demande touristique « internationale » se focalisait majoritairement donc sur le tourisme affinitaire et le tourisme régional.

Si la proximité géographique (pays du Moyen Orient) et le lien affinitaire (Syriens expatriés) expliquent la majorité des flux constatés, ces critères deviennent moins pertinents pour les zones géographiques plus éloignées. Les touristes européens viennent majoritairement de l'Europe Occidentale, bien que l'Europe de l'Est soit plus proche de la Syrie. L'écart provient probablement de la différence des niveaux économiques entre les deux zones.

D'autres éléments d'ordre affinitaire peuvent également influencer sur ces différences. Un grand nombre de Syriens expatriés en Europe de l'Ouest, en Amérique ou en Australie portent la nationalité de leur pays d'accueil. Ils utilisent souvent leur passeport étranger quand ils rentrent comme touristes en Syrie. Cela facilite les démarches lors de leurs déplacements à l'international. Bien qu'ils n'aient pas besoin de visa pour rentrer en Syrie, ces expatriés sont tout de même comptabilisés comme étrangers tant qu'ils voyagent avec leurs documents non-syriens.

Il est important de souligner que la provenance géographique des touristes syriens expatriés n'est pas stipulée dans les données, il n'est donc pas possible de les inclure dans cette représentation spatiale des flux de touristes. Selon différentes sources, la majorité des expatriés syriens (estimés déjà à plusieurs millions avant le conflit actuel) se trouvait dans les pays du Golfe et les pays de l'OCDE (Eqtesad, 2013). Un nombre encore plus important de descendants de migrants syriens du XIXe et début XXe siècle se trouve en Amérique latine. Néanmoins, il n'existe pas de statistiques ou de chiffres publiés qui les dénombrent ou qui indiquent leurs pays de résidence, les seules sources étant des estimations peu fiables qui indiquent un nombre allant de 7 à 15 millions (Day Press, 2010; Seifan, 2007).

Nous avons donc opté pour une représentation spatiale qui comprend uniquement les flux de touristes régionaux. La carte ci-dessous (Carte 2) permet de distinguer les principaux pays émetteurs de touristes vers la Syrie en 2010. Nous y retrouvons aussi, rapporté au total des touristes internationaux en Syrie pour l'année en question, le pourcentage des ressortissants

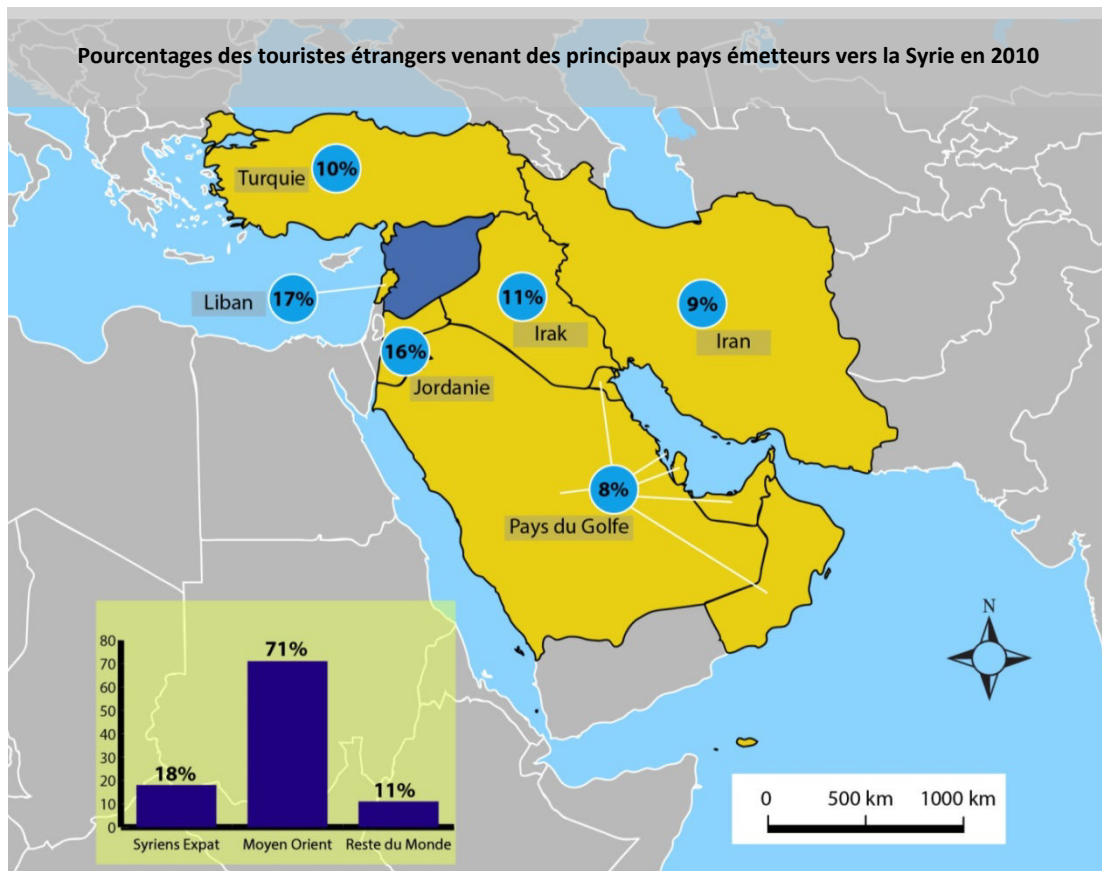
de chaque pays. Nous avons regroupés les Pays du Golfe dans une seule catégorie en interprétant la ségmentation du Ministère du Tourisme.

Carte 2 : Représentation spatiale des principaux marchés émetteurs de touristes vers la Syrie en 2010.

Le graphique en bas à gauche de la carte représente l'écart de pourcentage entre les ressortissants de la région du Moyen Orient et le reste du monde, ainsi que le pourcentage des Syriens expatriés, non représentables sur la carte.

Données : Ministère du Tourisme, Syrie, 2011

Carte : KASSOUHA, Z, 2016



Même au niveau régional, nous remarquons un écart considérable entre les pays frontaliers de la Syrie et les autres pays de la région. Les quatre pays voisins avec qui les frontières sont ouvertes (Liban, Jordanie, Irak et Turquie) représentent à eux seuls plus de la moitié des flux touristiques vers le pays, comme le démontre le graphique ci-dessous (Figure 5).

Plusieurs facteurs expliquent ces flux importants avec les pays frontaliers (en plus de la proximité géographique) :

▪ **La dimension démographique et sociale :**

Vu que les frontières entre les différents pays en question datent seulement du XX^e siècle (entre 1920 et 1950), nous retrouvons souvent des liens de parenté entre les habitants des deux cotés des frontières. Les visites transfrontalières de famille (surtout pendant les fêtes religieuses) constituent une part importante des flux d'arrivées des pays voisins. Se déroulant souvent en excursion dans la journée, il est rare que ces visites rentrent dans la catégorie « touriste ». D'autant plus que, même quand il s'agit de rester pour la nuit, l'accueil s'organise chez les membres de la famille et non dans des hébergements touristiques.

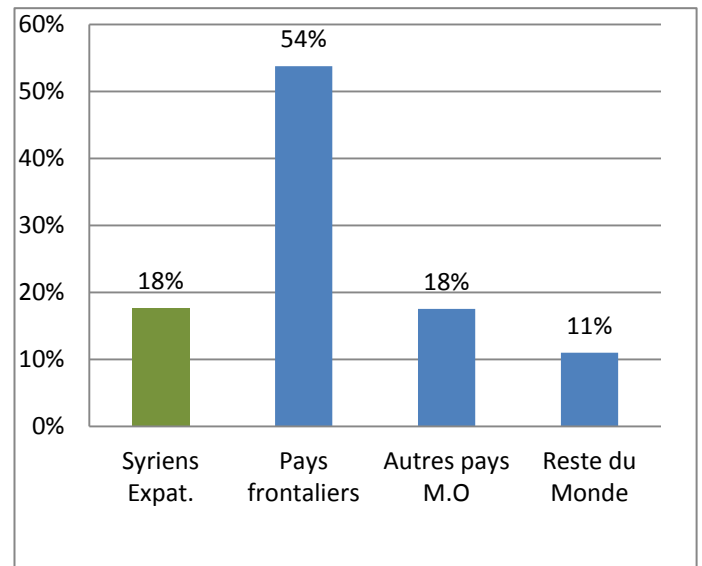


Figure 5 : Pourcentages des touristes en Syrie en 2010 par nationalité ou zone géographique de provenance

Données : Ministère du Tourisme, Syrie, 2011
Graphique : KASSOUHA, Z. , 2016

Il est important de souligner que les ressortissants de tous les pays arabes, frontaliers ou pas, n'avaient pas besoin de visa pour se rendre en Syrie. Cela s'est étendu en 2009 pour les ressortissants de la Turquie et de l'Iran aussi. Un visa a été appliqué sur les Irakiens en 2008 pour contrôler les flux de réfugiés, mais cette restriction a été enlevée en 2009 après le retour relatif de la stabilité en Irak.

▪ **La dimension marchande :**

Avec des écarts de prix des produits marchands d'un pays à l'autre, les habitants des zones frontalières (et parfois au-delà) traversent les frontières pour faire des achats. Ces déplacements prenant souvent la forme d'excursions journalières, il est rare qu'ils impliquent des nuitées touristiques.

A partir de ces premiers constats nous avons cherché à apporter une interprétation systémique des différents flux d'arrivées et de touristes tels qu'ils sont indiqués dans les

statistiques. Cette interprétation permettra de mieux cerner les différences de modes de consommation entre les flux provenant des pays voisins et ceux des autres pays.

Analyse systémiques des flux d'arrivées et de touristes :

En se basant sur la notion du « touriste » adopté par les autorités syriennes, la distinction entre une arrivée et un touriste se fait sur la nuitée. Un non-Syrien ou un Syrien expatrié sont comptés comme « arrivée » quand ils franchissent les frontières. S'ils sont en excursion ou en transit (donc n'effectuent pas de nuitée dans le pays) ils ne seront pas comptés comme touristes, même s'ils consomment des produits touristiques (visite de sites, transport, restauration, guidage, etc.). De la même façon, s'ils passent des nuits dans le pays mais en dehors du système d'hébergement touristique (chez des amis ou de la famille, en camping, bungalow ou autre logement non déclaré) ils ne comptent toujours pas comme touristes. C'est uniquement lorsqu'ils passent au moins une nuit dans un établissement d'hébergement touristique reconnu (hôtel, auberge, appartement meublé, ...) qu'ils sont reconnus comme touristes.

Le schéma suivant permet de distinguer cinq flux différents en fonction de la durée de séjour (le fait de rester au moins une nuitée dans le pays ou pas) et de la forme de consommation touristique des voyageurs, sachant que leur catégorisation en touriste ou simple arrivée dépend de ce dernier critère (Figure 6).

Afin d'examiner la pertinence de cette analyse, nous avons comparé le nombre des « arrivées » et des « touristes » en 2010. Logiquement le nombre d'arrivées est plus élevé que le nombre des touristes. Le nombre total des touristes (à part les Syriens expatriés) représente 74% du nombre d'arrivées. Or, en reprenant le même découpage des nationalités et zones géographiques utilisé pour le nombre de touristes (Figure 4) nous remarquons des écarts importants. Lorsqu'il s'agit de pays non limitrophes de la Syrie, les touristes représentent entre 86 et 90% des arrivées (Figure 7). En revanche, pour les pays limitrophes, le pourcentage baisse de manière considérable : 70% pour la Jordanie, 64% pour le Liban et même 59% pour la Turquie. Seul l'Irak enregistre un pourcentage similaire aux pays non-frontaliers : 89%.

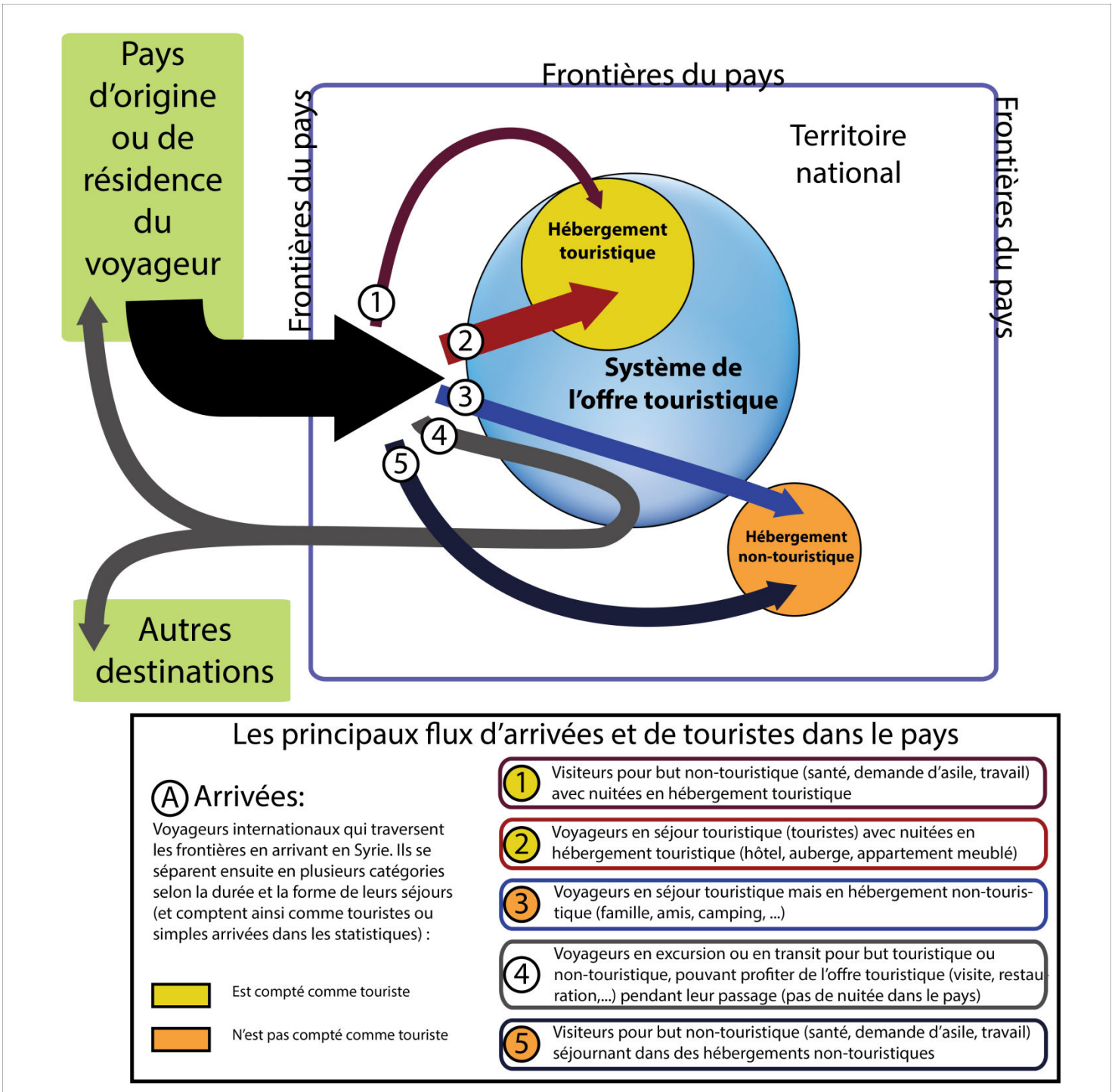


Figure 6 : Représentation des différents flux d'arrivées et de touristes sur la base de la méthodologie de compte adoptée par les autorités syriennes.

Graphique : KASSOUHA, Z. , 2016

Nombres des arrivées et des touristes par nationalité en 2010 et les pourcentages touristes/arrivées

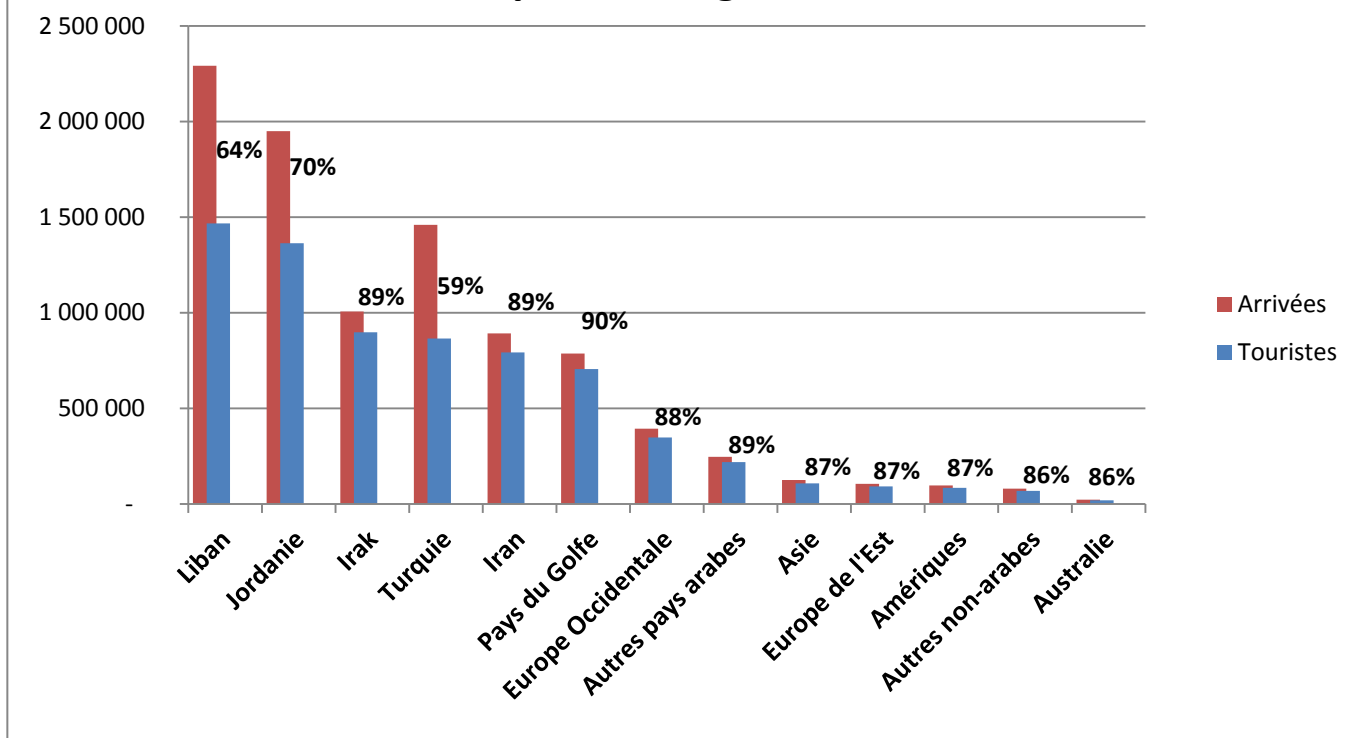


Figure 7 : Pourcentages des nombres de touristes par rapport aux nombres d'arrivées en Syrie en 2010 par nationalité ou zone géographique de provenance

Données : CBS et Ministère du Tourisme, Syrie, 2011
Graphique : KASSOUHA, Z. , 2016

Ces écarts importants reflètent des différences de modes de consommation et d'habitudes entre les touristes et voyageurs venant des pays voisins et ceux venant d'autres pays.

Il faut en outre souligner que la proximité géographique n'est pas le seul élément qui explique l'importance des flux touristiques venant de certains pays plutôt que d'autres. La notion d'accessibilité a également une influence indéniable. Cette notion est intimement liée à la dimension politique des relations entre les pays concernés, aux alliances ou rivalités régionales et à leurs évolutions à travers le temps. Nous traitons cette question dans le Chapitre 2, consacré à la corrélation entre la politique et le tourisme en Syrie avant le conflit.

A partir de cette première analyse des données disponibles, nous allons passer en revue les principales formes de tourisme qui s'étaient développés en Syrie avant le conflit.

1.2. Formes de tourisme avant-guerre en Syrie

De multiples formes de tourisme se sont développées en Syrie avant le conflit, des pratiques plus ou moins anciennes qui attiraient une clientèle diverse, locale, régionale et internationale.

Dans ce sous chapitre nous allons faire référence très souvent à notre expérience professionnelle dans le tourisme en Syrie dans les années 2000. Une expérience acquise d'abord dans l'organisation de voyages touristiques (majoritairement culturels, pour une clientèle occidentale) entre 2002 et 2006 au sein de l'agence de voyage Adonis Travel & Tourism (leader du marché en Syrie à l'époque). Ensuite, en tant que guide touristique indépendant entre 2008 et 2010. Et finalement, en tant que consultant pour la partie tourisme dans l'étude de planification régionale pour le Gouvernorat⁸ de Rif-Dimashq (province de Damas). Ces expériences nous ont permis d'acquérir des informations et de faire des observations sur le terrain qui s'avèrent très utiles aujourd'hui dans notre démarche de recherche. Croisée avec les données officielles ainsi que la littérature scientifique, technique et spécialiste non-publiée que nous avons pu consulter, elle nous sert de base dans l'analyse de la scène touristique d'avant guerre en Syrie.

Le tourisme affinitaire

Cette forme de tourisme est définie comme un « retour aux sources » pour visiter les lieux de ses origines (Bachimon & Dério, 2010) et éventuellement sa famille restée sur place. Le tourisme affinitaire était particulièrement courant en Syrie pour des raisons historiques et démographiques.

Un exode rural massif depuis les années 1960 - 1970 vers Damas et les autres grandes villes (Samman, 1978, p. 77-80; Taha, 2014) avait favorisé le développement de la variante

⁸ Dans le système administratif syrien, un gouvernorat (Mouhafaza en arabe) est une division administrative qui regroupe un grand nombre de communes. L'équivalent des Régions en France. Le pays en compte 14.

domestique⁹ du tourisme affinitaire. D'un autre côté, ce tourisme influençait également de manière très importante le nombre d'arrivées internationales. Les millions de Syriens expatriés avant le conflit et de descendants de migrants syriens du début du XX^e siècle (évoqués page 35) sont également concernés par ce phénomène. Idem pour les ressortissants des zones frontalières des pays voisins avec la Syrie (voir page 37).

Si elle s'étend sur toute l'année, cette activité était particulièrement concentrée pendant les périodes de célébrations et de fêtes, musulmans (le mois de Ramadan, Eid el Fitre et el Adha), chrétiens (Noël, Pâques) et les fêtes de fin d'année.

Contrairement aux autres activités touristiques qui étaient concentrées dans des zones, des sites ou des villes spécifiques, le tourisme affinitaire ne peut pas être vraiment spatialisé. Pratiquement toutes les zones du pays, qu'elles soient rurales ou urbaines, étaient concernées.

La particularité des Syriens expatriés était leur recours plus fréquent à une consommation en dehors du cadre de l'accueil familial. Au vu de leur pouvoir d'achat plus important, ils avaient souvent recours à des réservations d'hôtel ou d'autres hébergements touristiques en plus de leurs séjours dans les maisons de la famille. Comme nous l'avons évoqué dans notre analyse de données de 2010, ils constituaient la première clientèle du tourisme en Syrie.

Nous retrouvons dans le tourisme affinitaire une première explication également de l'écart important entre les nombres d'arrivées et le nombre de touristes venant des pays limitrophes (notamment Jordanie, Liban et Turquie). Vu que ce tourisme se pratiquait soit en excursion soit en accueil dans le cadre familial, comme nous l'avons indiqué, les arrivées ne se transformaient pas en touristes en absence du recours à l'hébergement touristique.

A cet égard, au grè des relations politiques plus ou moins cordiales entre la Syrie et ses voisins, les frontières pouvaient parfois être ouvertes avec des contrôles très allégés pendant les périodes de fêtes (Delastre *et al.*, 2014). Cela augmentait de manière significative le nombre d'arrivées pendant les deux ou trois jours concernés.

⁹ Le tourisme domestique englobe l'activité touristique pratiquée à l'intérieur du pays par les personnes habitant dans le pays même. Dans notre étude il concerne essentiellement les Syriens habitant en Syrie, bien qu'il puisse englober d'autres populations qui habitent en Syrie comme les réfugiés ou les diplomates étrangers.

Tourisme de villégiature / tourisme climatique

Une autre activité qui attirait le tourisme local et régional était le tourisme climatique dans les zones montagnardes. Il s'agissait de quitter les plaines et notamment les grandes villes qui s'y trouvent, pendant l'été pour passer quelques jours, voire quelques semaines, dans les zones de moyenne montagne. Cette activité était pratiquée essentiellement dans des logements secondaires et des locations de logements meublés à la semaine ou au mois.

Elle était essentiellement concentrée dans deux zones : Les régions de montagnes situées à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Damas, non loin de la frontière libanaise. Et les montagnes de la côte syrienne qui s'étendent à l'ouest de la vallée de l'Oronte le long du littoral sur une profondeur d'une cinquantaine de kilomètres (voir Carte 3, page 54). Si d'autres montagnes existent en Syrie, ces deux zones sont les seules à profiter d'un climat plus humide et d'un paysage de verdure, comparativement au reste du pays qui est majoritairement aride.

Une autre clientèle était également friande de ce type de tourisme. Il s'agit des ressortissants des pays du Golfe. Pour échapper aux chaleurs extrêmes de l'été, un grand nombre des citoyens de ces pays venaient passer de longues vacances (le plus souvent en famille) dans les montagnes syriennes.

Certes, plusieurs hôtels existent dans les zones en question, mais étant donné la nature prolongée des séjours des touristes, ils étaient plutôt enclins à louer des logements meublés. Pour cette raison, cette activité touristique était régie essentiellement par des agences immobilières, voire de main à la main, et non par des professionnels du tourisme. Le résultat était un manque d'encadrement de la part des autorités syriennes, qu'elles soient centrales ou locales.

Pour cette raison, il est très difficile de chiffrer cette activité, que ce soit par rapport à l'ampleur de la fréquentation des recettes. Le nombre de touristes internationaux évoqué précédemment (8,5 millions en 2010) incluait tout de même des données de cette activité. Les chiffres sont basées sur des estimations concernant le nombre des logements proposés à

la location et leur taux d'occupation, à partir d'enquêtes réalisées par le Ministère du Tourisme et le CBS (Agha-alkalaa, 2004).

Le tourisme balnéaire

Avec ses 185 kilomètres de côtes, la Syrie est très mal placée pour peser sur le marché du tourisme balnéaire dans la région. Non seulement le littoral syrien est le plus petit des pays de l'Est méditerranéen, il est aussi très mal géré. Des années de manque d'investissements, d'absence de plan de développement et de corruption laissant fleurir des bâtisses illégales le long de la côte, ont rendu la zone peu attractive pour un tourisme balnéaire international.

Néanmoins, un tourisme balnéaire existait bel et bien, majoritairement pour une clientèle locale avec des systèmes de logement similaires à ceux cités pour le tourisme climatique. Le plus souvent il s'agissait de bungalows construits à proximité de la mer et loués à la nuit ou à la semaine. Quelques stations balnéaires existaient aussi. Construites dans les années 1970-1980, elles étaient fréquentées plutôt par la classe moyenne syrienne. Pendant de longues années il n'existait que deux hôtels de catégorie internationale avec accès à la mer, tous les deux à Lattaquié. Depuis 2009, d'autres hôtels ont été inaugurés, dont un pendant le conflit : en 2015 près de Tartous, deuxième grande ville de la côte syrienne.

La clientèle internationale du tourisme balnéaire était essentiellement composée d'expatriés étrangers installés en Syrie et d'une partie des touristes venus des pays du Golfe. Sans oublier une partie des Syriens expatriés qui venaient passer quelques jours en bord de mer en complément de leur séjour affinitaire. Les hôtels de la zone côtière étaient également sollicités par le tourisme culturel. Les touristes, majoritairement occidentaux, s'arrêtaient pour une nuit en moyenne pendant leurs visites des sites archéologiques du littoral.

Le tourisme culturel

Il s'agissait, avant le conflit, de l'activité touristique la plus organisée et la plus régie par des règles professionnelles en Syrie. Le pays est doté d'une grande richesse historique et d'un patrimoine important (plusieurs centaines de sites historiques et archéologiques, dont six

classés sur la liste du patrimoine mondiale de l'UNESCO). Cela a permis un développement du tourisme culturel qui attirait essentiellement une clientèle occidentale et, dans une moindre mesure, une clientèle régionale et locale.

Dans notre étude nous allons particulièrement nous intéresser au tourisme culturel et ce pour des raisons liées à l'accès à l'information, à l'intérêt économique et politique que cette activité représente et à l'expérience personnelle acquise dans le domaine. Nous allons donc détailler ces raisons et développer notre analyse du tourisme culturel ultérieurement dans ce chapitre (voir 1.3 Le Tourisme culturel dans « *Le berceau de la civilisation* », p. 55).

Le tourisme religieux

Ce tourisme se croise dans une certaine mesure avec le tourisme culturel dans certains cas, mais garde aussi une dimension à part qui porte essentiellement sur l'aspect cultuel du pèlerinage plutôt que sur l'aspect touristique.

Parmi les sites historiques importants, plusieurs sont liés à l'histoire des religions, notamment l'Islam et le Christianisme, dont certains sont de vrais lieux de pèlerinage. Ce tourisme attire essentiellement une clientèle régionale, notamment chiite et venant surtout de l'Iran, de l'Irak et du Liban¹⁰. Des chrétiens des pays voisins font le déplacement également vers des sites liés au début de christianisme. Un tourisme chrétien occidental existe aussi, mais le plus souvent il est assimilé au tourisme culturel car son voyage s'étend au-delà des spots du christianisme vers des lieux et sites historiques qui ont peu ou pas de connotation religieuse.

De même, une clientèle locale est concernée par cette activité, mais elle est très difficile à quantifier étant donné qu'elle ne passe pas par une agence de voyage et qu'elle consomme peu de produits touristiques (hébergement, souvenirs, ...). D'autre part, les centres religieux qui peuvent attirer les locaux diffèrent d'une zone à l'autre en Syrie en fonction du tissu social et religieux de la population qui y habite. Souvent ces pèlerinages se rapprochent de

¹⁰ Il n'existe pas de chiffre officiel indiquant le nombre de touristes chiites avant la guerre. Dans un entretien avec un site d'information syrien, le maire de Sayyida Zeinab dans la banlieue de Damas (abritant le lieu saint chiites le plus visité de Syrie) estimait le nombre de visiteurs annuel entre 1,5 et 2 millions (Zo'bi, 2008).

l'événementiel religieux, notamment chez les chrétiens pendant la fête religieuse qui concerne le saint ou le lieu visité.

Le tourisme marchand

Né d'un contexte économique particulier, ce tourisme implique essentiellement les ressortissants des pays voisins, plus particulièrement ceux venus du Liban et de la Jordanie. Attirés par des prix « bon marché » en Syrie de plusieurs produits de consommation, surtout ceux du textile, de l'artisanat traditionnel et des produits alimentaires, ils traversaient les frontières pour faire des achats avant de rentrer chez eux. Avec le tourisme affinitaire, cette activité explique l'écart entre le nombre d'arrivés et le nombre de touristes venant des pays voisins, à l'exception de l'Irak. La proximité géographique du Liban, de la Jordanie et de la Turquie des grandes villes syriennes (Damas d'un côté, Alep de l'autre) permettait de faire des allers-retours dans la même journée sans avoir à passer de nuit sur place. Pour l'Irak, la situation est plus complexe, car il faut de longues heures pour arriver des frontières irakiennes jusqu'aux grandes villes syriennes les plus proches, ce qui rend le séjour prolongé inévitable.

Cette activité est aussi souvent observée chez les touristes iraniens, qui viennent en pèlerinages sur les lieux saints chiites (en particulier à Damas et ses alentours). Ils profitent de leur voyage pour faire des achats en très grandes quantités. Le voyage s'effectuant le plus souvent par bus, la question du poids ne se pose pas de la même manière qu'en avion.

Une clientèle plus surprenante qui pratiquait cette activité dans les années 2000 (avec un pic en 2004 et 2005) est la clientèle chypriote. Profitant d'un taux de change favorable, des ressortissants de Chypre venaient en avion passer le weekend à Damas pour faire des achats. Une activité organisée par des agences de voyages chypriotes et syriennes leur permettait d'obtenir le visa gratuitement à l'arrivée. Des vols charters étaient même affrétés pour transporter les clients pendant les périodes de grande affluence. Nous avons fait l'expérience en 2003 et 2004 d'organiser ce genre de voyage en travaillant pour une agence réceptive.

Le tourisme d'affaires

Centré autour des conférences, séminaires, salons professionnels et activités d'entreprise, ce tourisme s'est développé avec l'ouverture économique du pays à partir de la fin des années 1990. Il était essentiellement concentré dans les deux grandes métropoles du pays, Damas, capitale administrative, et Alep, capitale économique. Plusieurs agences de voyages réceptives syriennes proposaient une activité « Destination management » pour attirer une clientèle professionnelle internationale en parallèle du tourisme culturel. Des offres de voyages d'affaires du type « incentives »¹¹ étaient proposés.

Malheureusement nous ne disposons d'aucun chiffre fiable ou estimation de l'importance de cette activité de manière globale, ni du succès des offres des agences syriennes auprès de leur clientèle. La seule donnée chiffrée dont nous disposons nous parvient du Conseil mondial du voyage et du tourisme « WTTC » (World Travel & Tourism Council). L'institution indique dans des données publiées en 2011 que le tourisme d'affaire a contribué aux revenus directs du tourisme en Syrie en 2010 à hauteur de 16.5%, le reste des revenus venant du tourisme de loisirs (WTTC, 2011). En absence d'une méthodologie détaillée et de sources claires des données publiées par le WTTC, nous ne pourrions pas évaluer la fiabilité de ces chiffres.

Le tourisme événementiel

Une multitude d'événements culturels, artistiques ou commerciaux étaient organisés en Syrie avant 2011. La plupart des villes organisaient des festivités avec des concerts, des activités culturelles, des foires et autres animations. Ces événements attiraient essentiellement une population locale et drainaient aussi un tourisme domestique venant d'autres villes et régions du pays. Peu d'événements avaient une envergure internationale ou attiraient un public venu d'au delà des frontières.

Quelques événements phares se déroulaient dans des cadres historiques, comme le *festival de Bosra*, événement culturel bi-annuel avec des concerts organisées dans l'amphithéâtre

¹¹ Voyages de récompense et/ou de motivation organisés par des entreprises à leurs équipes ou à leurs clients intermédiaires, pour développer un esprit d'équipe et/ou distinguer les meilleures performances.

romain (Citation Gillot festival Bosra). Pareil pour les *festivals du Désert* ou celui de *la route de la soie* organisés tous les ans à Palmyre (al-Zubaidi, 2007). D'autres avaient lieu à la citadelle d'Alep, au Krak des Chevalliers ou encore à Apamée (Gillot, 2008a, p. 163 et suivantes). Les autres grands événements culturels sont le *festival du film* et le *salon du livre* organisés à Damas chaque année en automne. L'événement commercial phare du pays restait la *Foire internationale de Damas*, organisée à partir des années 1950. Il s'agit du seul événement pour lequel nous disposons des chiffres de fréquentation, inclus dans les données touristiques du CBS, sans pour autant qu'il soit fait un tri entre visiteurs syriens ou étrangers (Annexe 1.3, page 344).

A partir de ces observations concernant les principales formes de tourisme existantes, nous avons réalisé le graphique suivant (Figure 8). Il représente les différents flux de tourisme international et de tourisme domestique et les formes de tourisme qui attirent chaque clientèle. Il convient de souligner que dans les flux de touristes occidentaux nous retrouvons des Syriens expatriés qui ont été naturalisés et qui voyagent avec les papiers de leurs pays d'adoption. D'autre part, les tailles de cercles utilisés représente la part plus ou moins importante d'une clientèle ou d'une autre dans la pratique des différentes formes de tourisme. Néanmoins, en l'absence de données précises permettant de définir la part de chaque clientèle, les dimensions des cercles utilisés sont purement indicatives. Elles ne représentent pas des proportions rigoureusement calculées, mais de simples tendances observées.

Cette présentation des formes de tourisme ayant existé en Syrie avant le conflit n'est évidemment pas exhaustive. D'autres formes de tourisme s'étaient développées aussi sans pour autant atteindre des niveaux de fréquentation importants. Nous en citons quelques un à titre d'exemple :

Un **tourisme de plein air**, essentiellement de la randonnée pédestre, se développait progressivement auprès d'une clientèle locale. L'activité, qui attirait quelques milliers de Syriens, se pratiquait en groupes et était régie par l'Union générale des Sports sous la bannière de « sports populaires ». Quelques timides offres pour la clientèle internationale existaient aussi à la fin des années 2000. Nous ne pourrions savoir s'ils ont sû attirer des touristes étrangers vu que le conflit a mis fin à cette nouvelle pratique. Pareil, un **tourisme**

d'aventure existait proposant des traversée du désert syrien en voitures 4x4 avec des nuits à la belle étoile. Offres qui n'ont pas connu un grand succès commercial.

Un **tourisme de thermalisme** attirait une clientèle locale vers les différentes sources d'eau chaude en Syrie, notamment au sud du pays et dans la région désertique entre Homs et Palmyre. Avec des équipement et aménagements rudimentaires et sans vraies structures d'accueil ou d'hébergement, ce tourisme n'attirait pas de clients au-delà des frontières du pays.

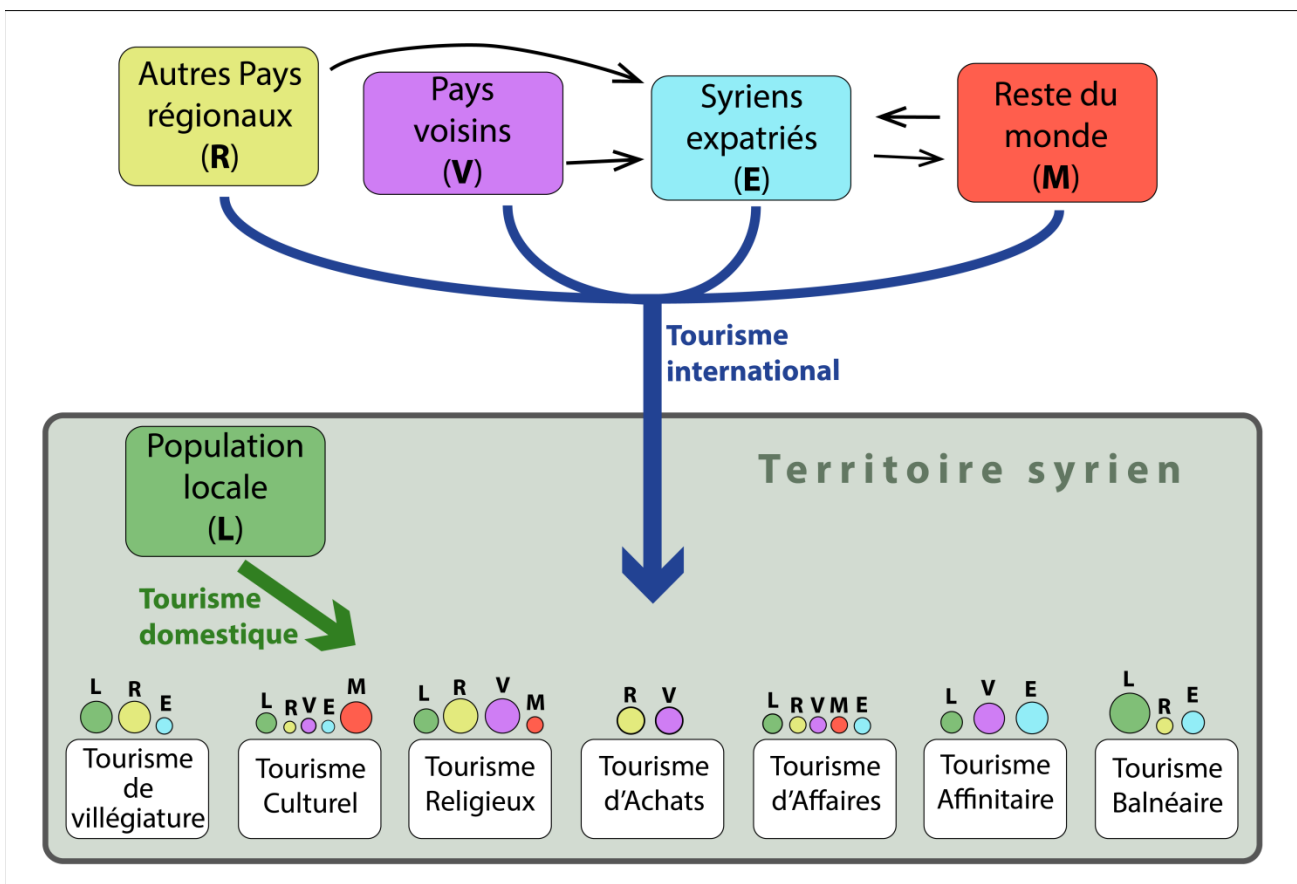


Figure 8 : Les principales formes de tourisme en Syrie avant le conflit et les flux de tourisme international et de tourisme domestique qui les alimentent d'après nos observations.

Les cercles reprennent l'essentiel de la clientèle attirée par chacune de ces activités touristiques selon nos observations pratiques pendant notre travail professionnel dans le tourisme en Syrie. N'ayant pas de bases statistiques pour confirmer nos observations, le rôle de cette représentation graphique se limite à la démonstration de notre perception de l'activité.

Graphique : KASSOUHA, Z., 2017

Le tourisme politique

En parallèle de toutes ces activités, nous noterons également l'existence d'un **tourisme politique**, qui consiste à visiter des lieux liés à ses convictions politiques. Dans le cas syrien, les exemples sont à cheval entre *tourisme mémoriel*¹², *dark tourism*¹³ et *tourisme idéologique/nationaliste*¹⁴. Nous citerons deux exemples distincts du fait de la nature des lieux visités et de leur symbolique. Nous nous intéressons ici à ce tourisme politique car il est susceptible d'émerger sous autres formes après le conflit.

Qardaha et la visite du tombeau de Hafez el-Assad et son fils aîné, Bassel :

Début 1994, Bassel el-Assad, le frère aîné du président syrien actuel, s'est tué dans un accident de voiture. Le président à l'époque, leur père Hafez, décrète 40 jours de deuil national et organise des funérailles d'état pour le fils, pressenti et préparé pour lui succéder. Enterré à Qardaha, ville natale d'Assad père et fief de la famille, un mausolée a été construit sur sa tombe. L'endroit devient alors le lieu d'une sorte de pèlerinage (plus ou moins spontané) pour visiter la tombe du « Martyr » Bassel el-Assad. Des délégations des différentes factions du parti Baath¹⁵ et de ses organismes satellites, des sportifs, des étudiants, des anonymes, etc. se rendent sur place pour lui rendre hommage dans un vrai exemple de culte de la personnalité (Fisk, 1997). Les portraits de Bassel sont affichés partout en Syrie à côté de ceux de son père, président, et de son frère, Bachar, qui le remplace comme dauphin. Dans toutes les villes syriennes, des places, des rues, des hopitaux, des

¹² Défini comme le tourisme vers les lieux « avec lesquels on entretient un rapport personnel biographique fort, (...), ceux d'une souffrance, d'une perte, d'une oppression passée vécue personnellement ou par des membres du groupe auquel on appartient » (Bechtel & Jurgenson, 2013, p. 13)

¹³ Concerne la visite de sites liés à la mort ou à la souffrance humaine. Voir la définition et l'analyse du *dark tourism* développées en chapitre 6 de cette thèse, page 169.

¹⁴ Par extension au tourisme politique, visiter, presque sous forme de pèlerinage, les hauts lieux liés à une idéologie politique ou des lieux emblématiques du récit national officiel émanant d'une idéologie politique au pouvoir. Il s'agit d'une forme d'utilisation du tourisme comme outil d'affirmation nationaliste et identitaire, comme observé Chine (David, 2007) avec le « *tourisme rouge* » qui consiste à visiter les hauts lieux liés à *Mao Zedong* et au Parti communiste chinois (Jaurès, 2012)

¹⁵ Le Parti Baath arabe socialiste est au pouvoir en Syrie depuis 1963. Il s'agit d'un parti qui prône un nationalisme arabe sur un modèle économique socialiste (Carré, 1980), il porte une idéologie laïque et croit en la « révolution » comme outil de changement dans le monde arabe (Ibid.). Le parti contrôlait tous les appareils de l'Etat ainsi que les rouages de la société à travers ses organismes pour groupes sociaux (élèves, étudiants, femmes) ou groupes professionnels (paysans, ouvriers, instituteurs, médecins, etc.) auxquels l'adhésion était quasi-obligatoire (l'auteur).

écoles, des stades, des compétitions sportives et même un grand festival à Lattakié portent désormais le nom du défunt.

En juin 2000, c'est le père Hafez el-Assad qui décède. Il est enterré à quelques mètres de son fils. Le pèlerinage change de titre. De visite de la tombe de « l'Officier-d'état-Major, l'ingénieur parachutiste, le cavalier d'or, Bassel el-Assad » elle devient celle de la tombe du « Commandant éternel, Hafez el-Assad ». Le mausolée est agrandi, mettant la sépulture du père au centre et reléguant celle du fils dans un coin moins privilégié. (Annexe 3.1 et Annexe 3.2, pages 350-351).

Les visites des délégations officielles et populaires syrienne et celles des amis et alliés politiques étrangers continuent encore aujourd'hui (SANA, 2015).

Certes, ces « pèlerinages » sont loin de constituer une vraie activité touristique vu leur caractère peu volontaire. Le mausolée ne figure pas non plus sur les programmes des visites touristiques pour les étrangers, contrairement à ceux des « pères fondateurs » d'autres pays (Corée du Nord, Turquie). Tout de même elles constituent un cas intéressant qu'il faudra observer après le conflit pour voir si cette activité politico-touristique persiste et alors comment elle évoluera.

La visite de Quneitra, détruite par Israël : Tourisme mémoriel / *dark tourism* politique

Quneitra est le chef lieu du gouvernorat qui porte son nom et qui englobe le Golan syrien. Pendant la Guerre des Six Jours, en 1967, la ville tombe aux mains de l'armée israélienne sans combats, désertée par sa population et par les forces de l'armée syrienne qui la défendait et qui se sont retirées de manière chaotique (Filiu, 2013c, p. 66). La ville reste en zone militaire israélienne jusqu'à la *Guerre d'Octobre (Kippour)* de 1973, où elle est reprise à tour de rôle par l'armée syrienne puis israélienne. Elle sera restituée à la Syrie en juin 1974 avec les accords de cessez-le-feu. Les forces israéliennes laissent la ville totalement en ruines. Une enquête d'une commission de l'ONU conclut que grand nombre des bâtiments ont été dynamités intentionnellement (UN General Assembly, 1974). La « libération » est célébrée sur place par Hafez el-Assad lors d'une grande cérémonie. La décision est prise dans la foulée de laisser la ville en ruines pour témoigner de la tragédie.

Quneitra devient alors un lieu de visite pour les Syriens désireux de voir les « crimes de l'ennemi » et de se rendre sur les territoires « libérés ». Il s'agit d'un vrai tourisme de mémoire pour une partie de la population syrienne affectée directement ou indirectement par le conflit. Cela concerne les anciens habitants de la ville qui continuent de s'y rendre pour visiter les vestiges de leurs maisons, mais aussi les familles de soldats tués et enterrés au cimetière de Quneitra, ainsi que les familles des militaires qui ont participé aux différents conflits au Golan. A cela s'ajoutent la venue de familles séparées par les frontières entre la Syrie et la partie du Golan toujours occupée par Israël.

Au nord de Quneitra, à une quinzaine de kilomètres à vol de d'oiseau, se trouve « la vallée des cris ». Une tribune construite du côté syrien de la frontière permet de communiquer par hauts parleurs interposés avec le village de Majdal Shams en face, sous occupation israélienne. Pendant des années ce fut le seul moyen de communication disponible entre les membres de familles séparés par la frontière (essentiellement de la communauté druze¹⁶).

Il faudrait signaler que la zone est sous très haute surveillance militaire et policière des deux côtés de la frontière et qu'elle l'est aussi par les forces des Nations Unis stationnées le long de la ligne de démarcation. Pour visiter Quneitra et ses alentours il faut obtenir une autorisation en amont auprès de la Sécurité intérieure syrienne. Et c'est seulement le jour de la fête nationale, le 17 avril de chaque année, que l'accès est ouvert à tous sans demande préalable, ce qui fait de cette date une journée d'affluence massive vers la zone (L'Orient-Le Jour, 2008).

Depuis sa restitution à la Syrie, Quneitra a servi de vitrine pour les autorités syriennes. Des visites étaient organisées régulièrement pour des délégations officielles, syriennes, arabes ou étrangères, des diplomates, des visites de personnalités internationales, etc. Un discours victimisant était utilisé pour démontrer « l'atrocité de l'ennemi israélien » et la justice de la cause syrienne (et palestinienne, par extension). Des actes symboliques étaient souvent pratiqués pendant ces visites, comme planter des oliviers, symbole de la paix espérée. La visite du Pape Jean Paul II en mai 2001 fut un exemple parfait de cette démarche. Il s'est

¹⁶ Communauté religieuse née d'un schisme de l'Islam ismaélien/chiite au XI siècle. Si ces adeptes sont considérés officiellement comme musulmans, leur rite, bien que monothéiste, s'apparente plutôt une religion à part entière (Roussel, 2012, chap. 1). La communauté est implantée dans plusieurs zones entre le sud de la Syrie, le Liban et le nord d'Israël (*Ibid.*).

rendu à Quneitra au troisième et dernier jour de sa visite en Syrie, a prié pour la paix et planté un olivier (Perrin, 2001).

La communication officielle se servait de ce lieu pour symboliser « la victoire » de la *Guerre du Kippour*, (« *Guerre de libération d'octobre* » selon le nom utilisé en Syrie) sous le commandement de Hafez el-Assad. Elle servait également comme élément de propagande anti-israélien à utilisation interne et externe, où l'on peut parler clairement d'une « ville martyre » (Naef, 2016) terme employé dans la communication officielle (Figure 9).

L'intérêt de cet exemple de quasi-tourisme de mémoire, politique et même de *dark Tourism*, repose dans le parallèle qui peut en découler avec la situation du conflit actuel. D'ores et déjà, la communication officielle syrienne utilise le même discours pour décrire « les crimes et les destructions » commis par les « terroristes » de l'opposition. La similitude du traitement pourrait laisser envisager une éventuelle mise en tourisme et mise en scène de la destruction suite au conflit actuel dans d'autres zones de la Syrie. (Voir visuels et carte détaillée en Annexe 4.1 et Annexe 4.2, pages 352-353)



Figure 9 : Quneitra – Ville martyre, timbre postal syrien de 1975.

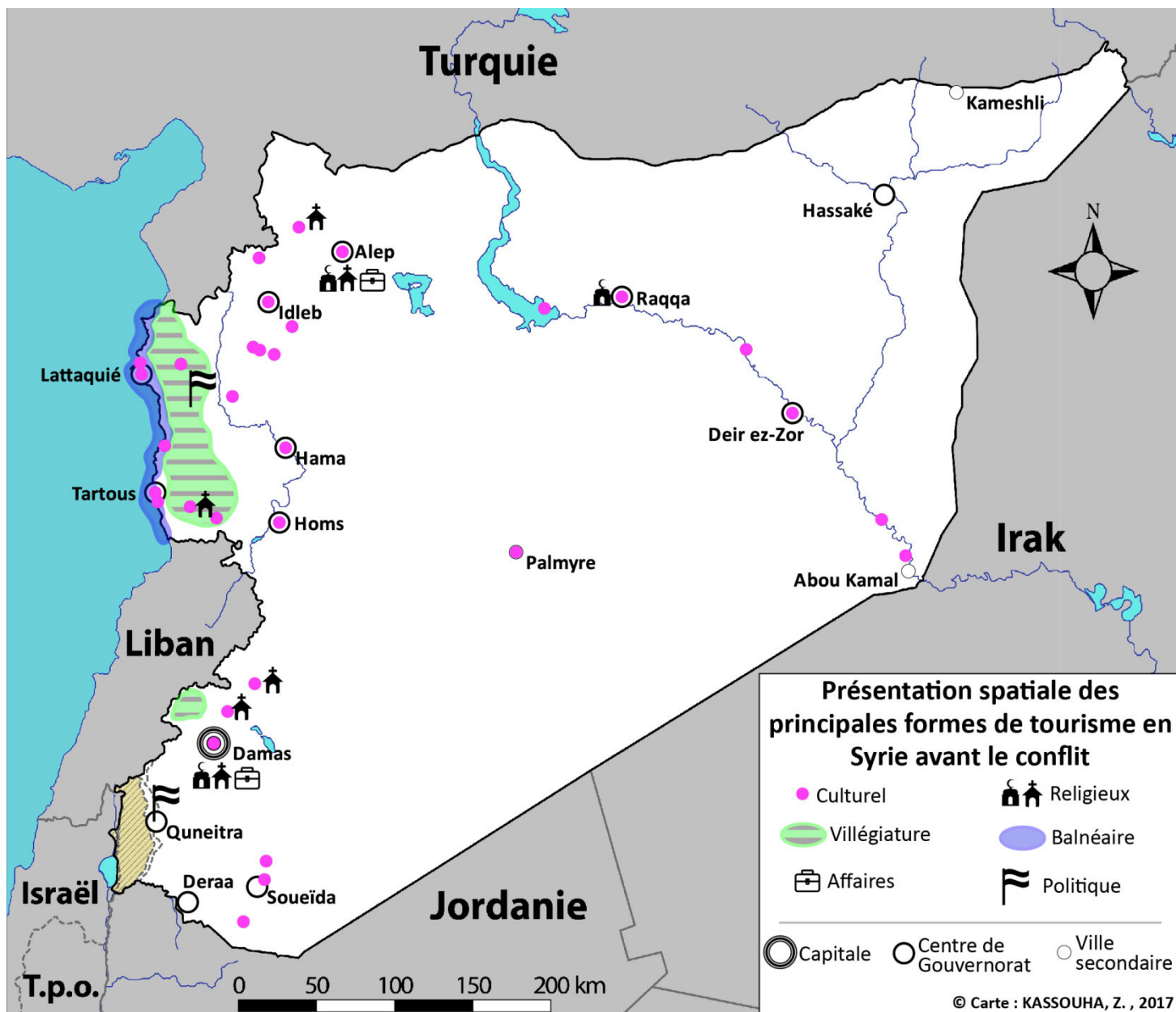
Edité par l'Etat pour commémorer le premier anniversaire de la « libération » de la ville, il représente un exemple de l'instrumentalisation de la destruction de la ville dans la communication officielle syrienne.

Source : eSyria (Bakr, 2017)

Ayant présenté les principales formes de tourisme avant la guerre en Syrie auxquelles nous nous intéressons, et avant de nous focaliser sur le tourisme culturel, nous essayons à travers la carte suivante (Carte 3) de faire une présentation spatiale des différentes activités touristiques citées. Certaines de ces formes de tourisme ne peuvent pas être spatialisées du fait de leur caractère diffus, notamment le tourisme affinitaire ou le tourisme marchand. Nous avons donc choisi de représenter les formes de tourisme plutôt concentrés dans des lieux et périmètres clairs.

Carte 3 : Carte représentant la distribution spatiale des différentes formes de tourisme en Syrie avant le conflit. Nous constatons clairement la concentration de l'activité dans la partie ouest du pays. Le fait que la partie est soit majoritairement désertique avec un faible taux d'occupation du sol explique en partie cette disparité. L'autre raison étant que cette partie de la Syrie a longtemps été négligée des démarches de développement socio-économique.

Carte : KASSOUHA, Z., 2017



1.3. Le Tourisme culturel dans « *Le berceau de la civilisation* »

Comme nous l'avons indiqué précédemment, le tourisme culturel est l'un des prismes que nous allons utiliser pour analyser le tourisme en Syrie. Le choix se justifie par l'aspect organisé de cette activité, l'accessibilité des données la concernant et notre expérience professionnelle. Nous nous y intéressons également par rapport à la démarche politique qui a conduit à son développement et que nous allons examiner dans le chapitre suivant (chapitre 2).

Cette forme du tourisme a commencé à prendre de l'ampleur dans les années 1990 pour atteindre son plus haut niveau avant la guerre en 2010. Concentrée autour de la visite du patrimoine, des sites historiques et archéologiques et des musées, elle attirait une clientèle majoritairement occidentale (Europe de l'ouest) et asiatique (japonaise) intéressée par l'histoire de cette région du monde. Les tarifs relativement élevés des séjours (autour de 1500€ pour une semaine de visite organisée en demi-pension) et la saisonnalité décalée de cette activité (printemps et automne) favorisait une clientèle à fort pouvoir d'achat et faibles contraintes de calendrier : les retraités étrangers.

A partir de la deuxième moitié des années 2000, la clientèle commençait à s'élargir vers d'autres pays avec l'émergence de nouvelles économies. Une clientèle de certains pays de l'Europe de l'Est ou de l'Asie (Chine, Inde, Corée du Sud) commençait aussi à alimenter cette activité.

Les visites se faisaient essentiellement sous forme de voyages organisés, en groupe ou en individuel. Les prestations comprenaient le billet d'avion et le transport sur place, l'hébergement dans des hôtels 4 ou 5 étoiles (les seuls avec des standards à minima convenables pour une clientèle internationale), les repas (souvent demi-pension ou pension complète), l'accompagnement d'un guide conférencier local durant le voyage et le visa à l'arrivée.

Le pays est doté d'une grande richesse en termes des sites historiques et archéologiques. Ils se comptent en centaines et couvrent une période historique très vaste : des éléments remontant au paléolithique et des sites de 6000 avant notre ère au XIX^e siècle (Gillot, 2008a, p. 60-62). Malgré ce fait, à peine quelques dizaines de ces sites sont réellement mis en

tourisme par les autorités (sur plus de 3 000 « biens archéologiques » officiellement recensés) (Gillot, 2008b, p. 150). Dans sa thèse portant sur la mise en valeur touristique des sites archéologiques en Syrie, Laurence Gillot référence uniquement 56 sites promus par le Ministère du tourisme (Gillot, 2008a, p. 65). En réalité, et d'après notre expérience dans le tourisme culturel en Syrie, le nombre de sites fréquemment inclus dans les programmes des voyages organisés était bien inférieur :

Les voyages, qui duraient majoritairement une semaine, s'articulaient autour de trois grands pôles riches en Histoire et équipés de bonnes capacités d'hébergement : Damas, Alep et Palmyre. Eloignés les uns des autres de 300 à 350 km, la distance était idéale pour faire étape en visitant un ou deux sites en cours de route. Cela permettait d'alterner jours de visite sur place et jours de déplacement, réduisant ainsi la fatigue des touristes. Pour ce genre de circuits, le nombre de sites visités se situait entre 10 et 15 en fonction des variantes proposés. Pour des séjours, moins fréquents mais d'une plus longue durée, 10 à 15 jours, la région de la côte et/ou la région du désert et de la vallée de l'Euphrate s'ajoutaient au programme. Cela rajoutait entre 7 et 15 sites supplémentaires au compte, ce qui ramène au mieux le nombre de sites réellement visités à 30 ou 35 sites.

Ce chiffre donne une idée du décalage entre les ressources culturelles disponibles pour le tourisme et la réalité de l'offre existante.

Parmi les sites visités durant ces voyages nous retrouvons l'essentiel des six sites classés sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO : les anciennes villes de Damas, d'Alep et de Bosra, le site de Palmyre, le Krak des Chevaliers et la forteresse Qal'at Salah El-Din classés de façon commune comme un seul site (le Krak des Chevaliers était de loin le plus visité des deux), et les Villages antiques du Nord de la Syrie, également classés comme un seul site (seulement une dizaine étaient fréquemment visités sur les 700 classés). Nous retrouvons également d'autres sites d'époques historiques diverses, allant de 2000 ans av. J.-C. jusqu'à l'époque ottomane. Ils remontent à des civilisations diverses, phénicienne, araméenne, hellénique, romaine, byzantine, arabe, etc. Nous intégrons en annexe un tableau contenant de brefs descriptifs des sites les plus visités (Annexe 2.1, page 346)

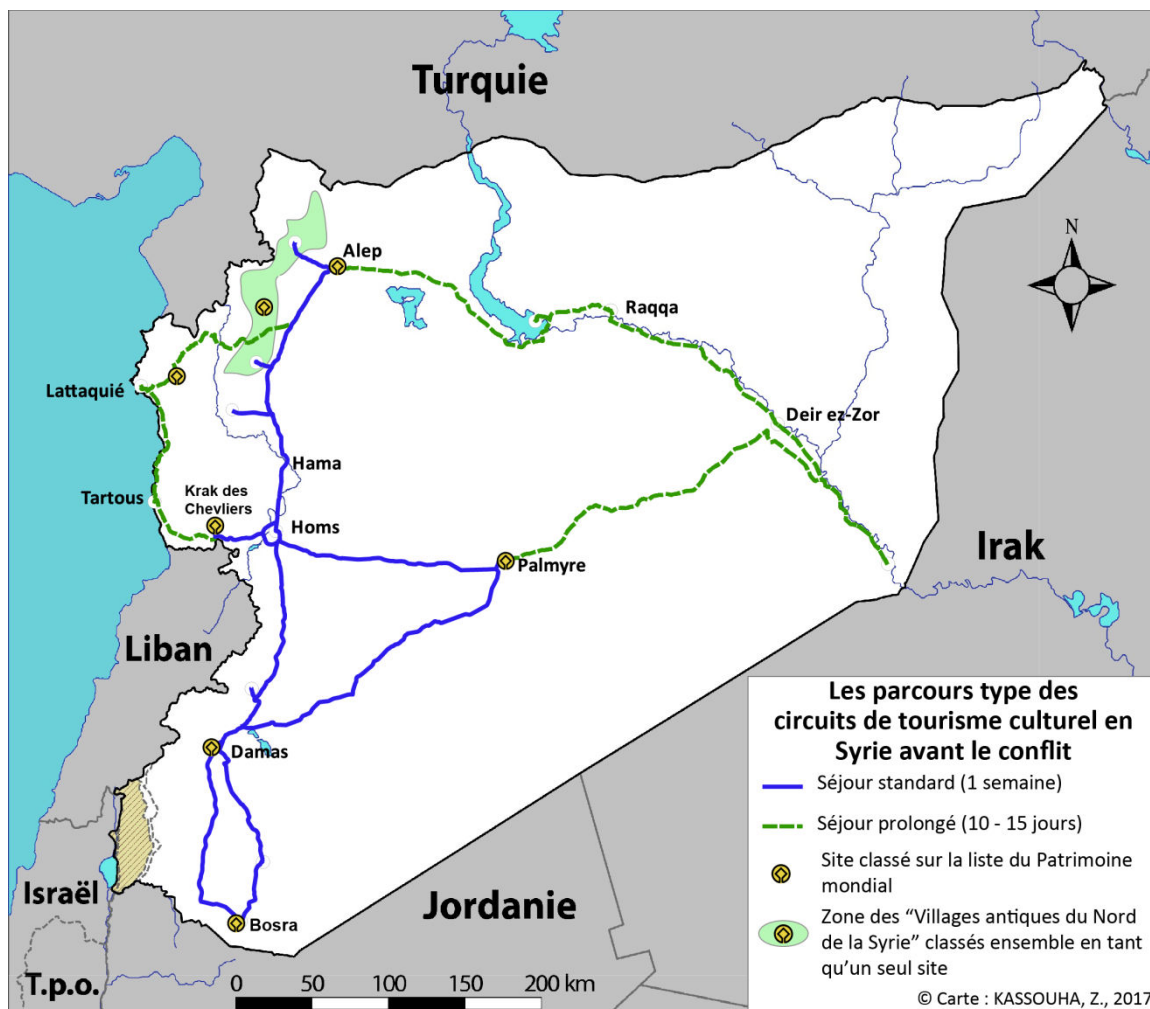
La carte suivante retrace les deux parcours types cités précédemment. Certaines variantes peuvent exister évidemment, mais l'essentiel reste la même. Nous retrouvons ces parcours

dans les programmes d'une multitude de tours opérateurs étrangers et d'agences réceptives syriennes. Nous intégrons des exemples de programmes dans les annexes (Annexe 2.2 et Annexe 2.3, pages 347-348).

Maintenant que nous avons dessinés les contours de cette activité, nous allons nous intéresser à son ampleur en termes de fréquentation.

Carte 4 : Les parcours utilisés dans l'organisation des circuits de tourisme culturel avant le conflit en Syrie.
Des parcours hybrides ou raccourcis pouvaient exister également sans pour autant dévier des principaux sites inclus dans les parcours sur la carte.

Carte : KASSOUHA, Z., 2017



Les données du tourisme culturel :

Comme indiqué au début de ce chapitre, les statistiques du CBS incluent deux tableaux dédiés au tourisme culturel : le premier regroupe les nombres de visiteurs des sites archéologiques et le deuxième ceux des musées. Or, dans leur état actuel ces données ne permettent pas de mesurer les vrais chiffres du tourisme culturel international. Les statistiques ne différencient pas les visiteurs par nationalité ou zone de provenance. Nous allons donc essayer d'extrapoler une estimation du nombre de touristes culturels à partir des données dont nous disposons. Nous allons également comparer avec des données plus détaillées pour un ou deux sites dont a pu disposer Laurence GILLOT en travaillant sur le terrain en Syrie entre 2005 et 2008 (Gillot, 2008a).

Dans les données CBS, nous retrouvons entre 2006 et 2010 les nombres d'entrées pour 29 musées et 28 sites archéologiques et historiques. Dans de plus anciennes versions, nous avons retrouvé les chiffres de 2001 à 2005, mais le nombre des musées était de 24 et les sites 28 (CBS, 2011). Cette différence s'explique par l'ouverture de nouveaux musées, ainsi que par l'ajout de droits d'entrées pour des sites qui étaient accessibles gratuitement auparavant (l'amphithéâtre de Palmyre par exemple, ou le Khan As'aad Pasha à Damas). Nous devons à cet égard souligner qu'un site dans le cadre de notre étude (la ville de Damas, d'Alep ou de Palmyre) se présente dans les statistiques comme étant constitué de plusieurs sites. Cela dépend du nombre des monuments ou d'institutions (musées) avec entrée payante. Ainsi, à Palmyre nous retrouvons quatre droits d'entrées pour des parties différentes du site historique : Le temple de Bel, l'amphithéâtre, la vallées des tombes et le château fort surplombant le site. A ces quatre entrées s'ajoutent deux entrées de musées : le *Musée archéologique de Palmyre* et le *Musée d'arts et traditions*. Donc pour le cas de Palmyre, compté comme un seul site, nous retrouvons six entrées « statistiques » parmi les 57 disponibles.

Sachant que le CBS obtient les données en question du Ministère de la Culture qui gère les sites archéologiques et les musées, ces données ne comprennent pas les sites gérés par d'autres autorités. Ainsi, des sites très populaires auprès des touristes en Syrie, comme Maaloula, ou la Mosquée des omeyyades à Damas, ne figurent pas dans les chiffres,

puisqu'ils sont gérés respectivement par des instances religieuses chrétiennes et musulmanes.

Il est important de signaler que certains sites archéologiques, bien que sous l'autorité du Ministère de la Culture, ne bénéficient pas d'aucun aménagement pour les visites, même pas de billetterie. Cela les laisse ouverts à la visite sans qu'ils rentrent dans les statistiques. D'autres sont, au contraire, officiellement fermés aux visites, mais les gardiens des lieux laissent entrer les visiteurs en échange d'un petit pourboire. Parmi ces gardiens se trouvent parfois des étudiants plurilingues qui improvisent des petites visites guidées des lieux. Ce genre de visites figure parfois dans les recommandations des éditions de guides étrangers. Par exemple l'édition Syrie des Guides Bleus, par Hachette, en recommande quelques uns, comme le palais Nizam à Damas (Pujo, 2010, p. 199-202).

Le tableau suivant (Tableau 1) dresse la liste des sites concernés par le décalage que nous venons d'exposer entre sites visités et nombres d'entrées¹⁷ dans les statistiques :

Tableau 1 : Le décalage entre les sites concernés par notre étude et les nombres d'entrées qui leur correspondent dans les statistiques du CBS, ainsi que le décalage entre le nombre de lieux comptabilisés et non comptabilisé par site.

Données : CBS, 2011
Tableau : KASSOUHA, Z., 2014

Site concerné par notre étude	Nombre d'entrées dans les statistiques CBS	Lieux non inclus dans les statistiques
Damas	6	2
Alep	4	5
Palmyre	6	0
Apamée	2	0
Maaloula	0	2

En 2010, le nombre total des visites des sites archéologique est d'un peu plus de 2 millions. Les musées quant à eux enregistrent un peu plus de 810 000 entrées (l'intégral des tableaux en Annexe 1.1 et Annexe 1.2, pages 342-343). Nous noterons dans les deux catégories de chiffres de très grandes disparités :

¹⁷ Le terme « entrée » est utilisé dans cette phrase et dans le tableau suivant dans le sens informatique de donnée intégrée dans un tableau et non dans le sens touristique d'une visite enregistrée d'un lieu ou d'un pays

Six sites archéologiques seulement comptent pour presque 75% du nombre total des visites de tous les sites du pays. Idem pour les musées, cinq musées concentrent presque 75% des entrées de musées. Les deux principaux musées de Damas pèsent pour plus de 50% à eux seuls. Cette concentration s'explique par la fréquentation du tourisme local, notamment les visites scolaires, des plus importants sites de la Syrie. Un exemple est la citadelle d'Arwad¹⁸ qui figure à la troisième place des musées les plus fréquentés du pays, tandis qu'elle est visitée presque exclusivement par des Syriens et par quelques touristes balnéaires non-syriens.

Le tableau suivant (Tableau 2) regroupe les sites archéologiques et les musées qui concentrent la majorité des visites dans leurs catégories respectives.

Tableau 2 : Les six sites archéologiques et cinq musées qui concentrent près de 75% des visites dans chaque catégorie.

Données : CBS, 2011
Tableau : KASSOUHA, Z., 2014

Sites archéologiques	Nombre de visites en 2010	Musées	Nombre de visites en 2010
Citadelle d'Alep	588 576	Musée des arts populaires de Damas (Palais Azem)	256 634
Bosra	267 677	Musée national de Damas	176 722
Krak des chevaliers	263 727	Citadelle d'Arwad	70 527
Qal'aat Sam'an	157 040	Musée national d'Alep	54 100
Temple de Bel (Palmyre)	123 212	Musée de Palmyre	41 486
Apamée	99 688		
Sous total	1 499 920	Sous total	599 469
Total de tous les sites en Syrie	2 025 779	Total de tous les musées en Syrie	811 765
Pourcentage	74%	Pourcentage	74%

Estimation du nombre des touristes dans le cadre du tourisme culturel organisé :

En nous basant sur notre expérience du terrain et sur les données disponibles nous partions des constats suivants :

¹⁸ Arwad est la seule île habitée en Syrie. Située à 3 km au large de Tartous, elle est très fréquentée par le tourisme domestique. Sa citadelle a été transformée en musée, mais les visites concernent essentiellement le lieu même et non les objets qui y sont exposés. De notre point de vue elle devrait figurer parmi les sites archéologiques et non les musées. Elle ne figure quasiment jamais sur les programmes des visites culturelles pour la clientèle internationale.

Le nombre total des entrées des sites historique et archéologiques référencés ainsi que les musées, s'élevait en 2010 à 2 837 544 entrées. Ne possédant pas de ségmentation de ce chiffre nous allons essayer d'en extrapoler une estimation. Certes nous ne serons pas devant une donnée chiffrée exacte, mais nous aurons au moins un ordre de grandeur.

Les visites organisées du tourisme culturel suivaient majoritairement un parcours standard qui les amenait sur 10 à 15 sites et musées référencés. Nous prenons une valeur médiane de 12 sites sur laquelle nous allons baser nos calculs.

La première estimation que nous pouvons proposer serait de considérer que TOUTES les entrées enregistrées parviennent du ségment de marché qui nous intéresse. Cela nous donne une valeur certainement fautive, mais qui nous indique le maximum de nombre de touristes qui nous intéressent : soit le total des entrées divisé par le nombre de sites visité en moyenne par le même touriste. Donc la valeur maximale de la fréquentation du tourisme culturel organisé en 2010 était de 236 462 touristes.

La deuxième estimation utilisera le même mode de calcul, mais en considérant que le tourisme culturel organisé contribue à hauteur de 50% du nombre total des entrées enregistrées. Le nombre serait dans ce cas 118 231 touristes.

Pour la troisième estimation, nous allons croiser notre méthode avec des données détaillées incluses dans la thèse de Laurence Gillot, données qu'elle avait obtenues auprès du Ministère de la Culture. Ces données concernent la fréquentation des sites de Bosra et d'Apamée (Gillot, 2008b, p. 154-157). Elles nous indiquent qu'en 2006 sur les 41 755 visiteurs du site d'Apamée 29 757 étaient des étrangers (touristes majoritairement, quelques centaines d'étudiants et de diplomates inclus). Donc 71% des visiteurs du site d'Apamée en 2006 étaient étrangers.

Pour le site de Bosra, le résultat est à l'opposé. Sur les 192 823 entrées enregistrés 39 302 étaient étrangers, donc 20% seulement.

En prenant la moyenne des deux seules valeurs dont nous disposons, le pourcentage moyen serait de 45%. En l'intégrant dans nos calculs de 2010 nous retrouvons un nombre de touristes estimé à 106 408.

Donc, pour avoir une fourchette du nombre des touristes culturels, tout en nous donnant une marge d'erreur, notre estimation se situerait en 2010 entre 100 000 et 250 000 touristes. Donc entre 1% et 3% des 8,5 millions de touristes internationaux comptabilisés par les autorités syriennes pour l'année en question.

Nous sommes conscients que notre mode de calcul est très approximatif et que l'affiner nécessiterait d'avoir l'accès à des données supplémentaires et de pouvoir recourir à des modes de calcul plus rigoureux. Néanmoins, le résultat obtenu nous indique la taille numérique extrêmement limitée du marché du tourisme culturel avant guerre dans un pays qui comptabilise plus de 3 000 sites archéologiques et historiques (Gillot, 2008b, p. 150).

Malgré cette faiblesse numérique, le tourisme culturel figurait toujours en haut de la liste des priorités des autorités syriennes avant le conflit. Quelles étaient donc les raisons de l'importance accordée à cette forme de tourisme ? Une question à laquelle nous essayerons de répondre dans le chapitre suivant consacré à la corrélation entre le politique et tourisme dans la Syrie d'avant guerre.

Chapitre 2. La dimension politique du tourisme avant-guerre en Syrie

Le duo Tourisme et Politique a été sujet d'observation par les chercheurs, notamment pendant les trois dernières décennies. L'intérêt portait souvent sur l'influence mutuelle entre les deux.

Dans notre cas nous nous intéressons davantage à l'influence de la politique sur le tourisme. Cette influence est évidente dans une région aussi complexe que le Moyen-Orient où la question politique intervient dans tous les aspects de l'activité économique. Elle est d'autant plus présente dans le contexte syrien où un régime à parti unique est au pouvoir depuis 1963. En 50 ans le pays est passé d'une économie libérale à une économie dirigée avant de se rouvrir aux investissements privés. Le tout régi souvent par les décisions des deux présidents Assad, père et fils, ou de leur entourage rapproché.

2.1. Historique du développement touristique en Syrie

Les premiers pas vers un tourisme en Syrie commencent sous le mandat français, entre 1920 et 1946, comme en témoignent ces deux affiches promotionnelles du PLM (La Compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée) qui datent de la fin des années 1920 (Figure 10). Ils représentent un paysage de Palmyre et un de Maaloula. Le tourisme reste tout de même marginal en Syrie et nous ne pouvons pas parler d'un tourisme « colonial » d'envergure.

Même après l'indépendance en 1946, il n'y a pas eu de vrais efforts de développement touristique. Dans l'administration, une simple Division du tourisme, affectée au Ministère de l'économie, était chargée de la promotion du pays. Devenue plus tard une Direction du tourisme, elle passe sous tutelle du Ministère de la culture à partir de 1963 (Aïdi, 2000). Malgré des efforts déployés par les autorités syriennes dans les années 1960 pour encourager le développement du tourisme, l'activité reste très faible et le nombre d'arrivées internationales est resté inférieur à 20 000 par an (Ibid.).

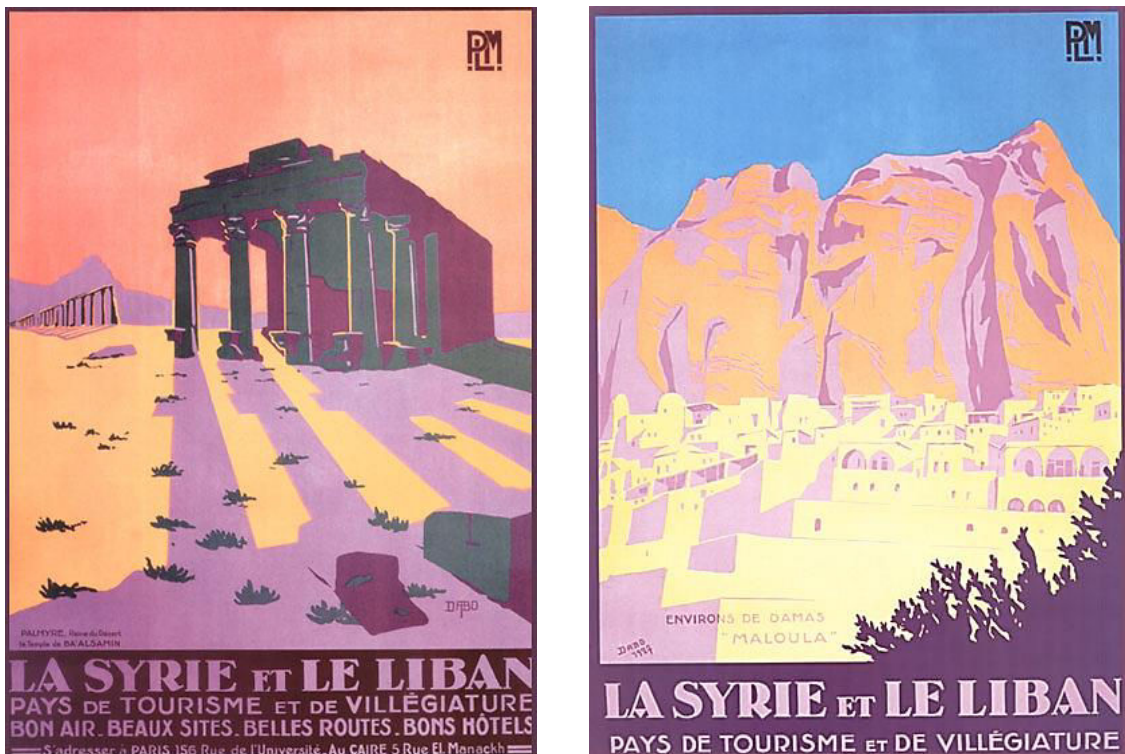


Figure 10 : Affiches de promotion touristiques réalisées fin des années 1920 pour le PLM. Ils faisaient partie de la campagne de la compagnie pour promouvoir le tourisme en Syrie et au Liban parmi d'autres destinations sous domination française à l'époque (colonies et territoires sous mandat)

© Wagons-Lits Diffusion

L'apparition d'un tourisme moderne en Syrie, ou plus précisément, la création des fondations d'un tourisme moderne date des années 1970. Les premières années du pouvoir de Hafez el-Assad ont connu un mouvement d'ouverture économique (Bahout, 1994; Picard, 1980). Le Ministère du Tourisme fut créé en 1972 et plusieurs lois ont été mises en place pour encourager l'investissement étranger dans l'infrastructure touristique (Parlement syrien, 1971). Les politiques de développement adoptées par le Ministère du tourisme favorisaient l'essor du tourisme international comme source d'entrée de devises dans le pays (Balanche, 2000, p. 431; Gray, 1997). Le secteur restait quand même sous le contrôle des pouvoirs publics. Les principaux hôtels et la seule entreprise d'accueil et de transport des touristes étant la propriété de l'état. Néanmoins, des sociétés d'économie mixte (partenariat public-privé) dans l'hôtellerie et l'organisation des voyages ont vu le jour à la fin des années 1970 et pendant les années 1980. Disposant de plus d'autonomie et de souplesse, elles dominèrent rapidement le marché local et devinrent incontournables. L'inauguration de grands hôtels financés par l'état, dont la gestion a été confiée à des chaînes internationales (Le Méridien et Sheraton) faisait partie de la politique mentionnée

d'ouverture vers une clientèle internationale. Mais cette politique n'a pas apporté de résultats significatifs. Parfois pour des raisons techniques (faiblesse de l'offre touristique malgré les efforts) mais aussi pour des raisons géopolitiques liées à la tension régionale et à l'implication de la Syrie dans différents conflits (guerre de *Kippour* en 1973, guerre civile du Liban 1975-1990).

Les années 1980 n'ont pas vraiment été meilleures. Malgré l'inauguration d'hôtels de classe internationale dans plusieurs villes du pays (Aïdi, 2000) ainsi que l'organisation des Jeux méditerranéens à Lattaquié en 1987, l'afflux espéré de touristes internationaux n'a pas eu lieu. Entre les troubles internes en Syrie qui se sont soldés par le massacre de Hama en 1982, la confrontation interne au clan Assad, la Guerre libanaise qui s'éternisait et la Guerre Iran-Irak, les tensions internes et régionales étaient à leur comble. Le pays a également écopé de sanctions économiques américaines et européennes en 1986 pour son soutien au terrorisme international (Assemblée parlementaire - Conseil de l'Europe, 1986). L'éclosion du tourisme en Syrie a été freinée par ce contexte.

Ce n'est qu'au début des années 1990 que la situation commence à se débloquer. Au niveau régional, le climat politique commençait à se détendre avec le début du processus de paix israélo-arabe. En parallèle, au niveau national, des lois ouvrant un peu plus la porte au secteur privé pour investir dans différents domaines, dont le tourisme, ont été adoptées (Parlement syrien, 1991). Cette dynamique positive a entraîné une augmentation importante du nombre d'arrivées internationales. L'augmentation restait tout de même fluctuante à cause ; de l'instabilité chronique au niveau régional ; des problèmes de corruption au niveau local et des mauvais choix de stratégie de communication par le Ministère du Tourisme¹⁹.

Après l'arrivée au pouvoir de Bachar el-Assad suite au décès de son père en juin 2000, une nouvelle ouverture économique est engagée. Le climat politique régional et international reste globalement défavorable (11 septembre, guerre d'Irak, assassinat de Hariri, guerre de juillet 2006). Tout de même, le tourisme retrouve un nouveau dynamisme. Un plan de

¹⁹ Pendant de longues années la stratégie de communication du Ministère du tourisme syrien à l'étranger se limitait à la participation aux salons internationaux et à communiquer auprès des professionnels du tourisme. La promotion de la destination auprès du grand public à l'étranger était quasiment inexistante.

développement est lancé par le Ministère du tourisme qui met sur le marché à partir de 2004 des biens fonciers à destination des investisseurs privés. Les importants investissements de capitaux locaux et étrangers (arabes, essentiellement) (Longuenesse & Roussel, 2014b) attirés par ces plans ont permis d'élargir l'offre d'hébergement dans le pays à la fin des années 2000. En parallèle, un changement de stratégie de communication a été opéré par le Ministère du tourisme qui a lancé des campagnes publicitaires en Europe à destination du grand public.

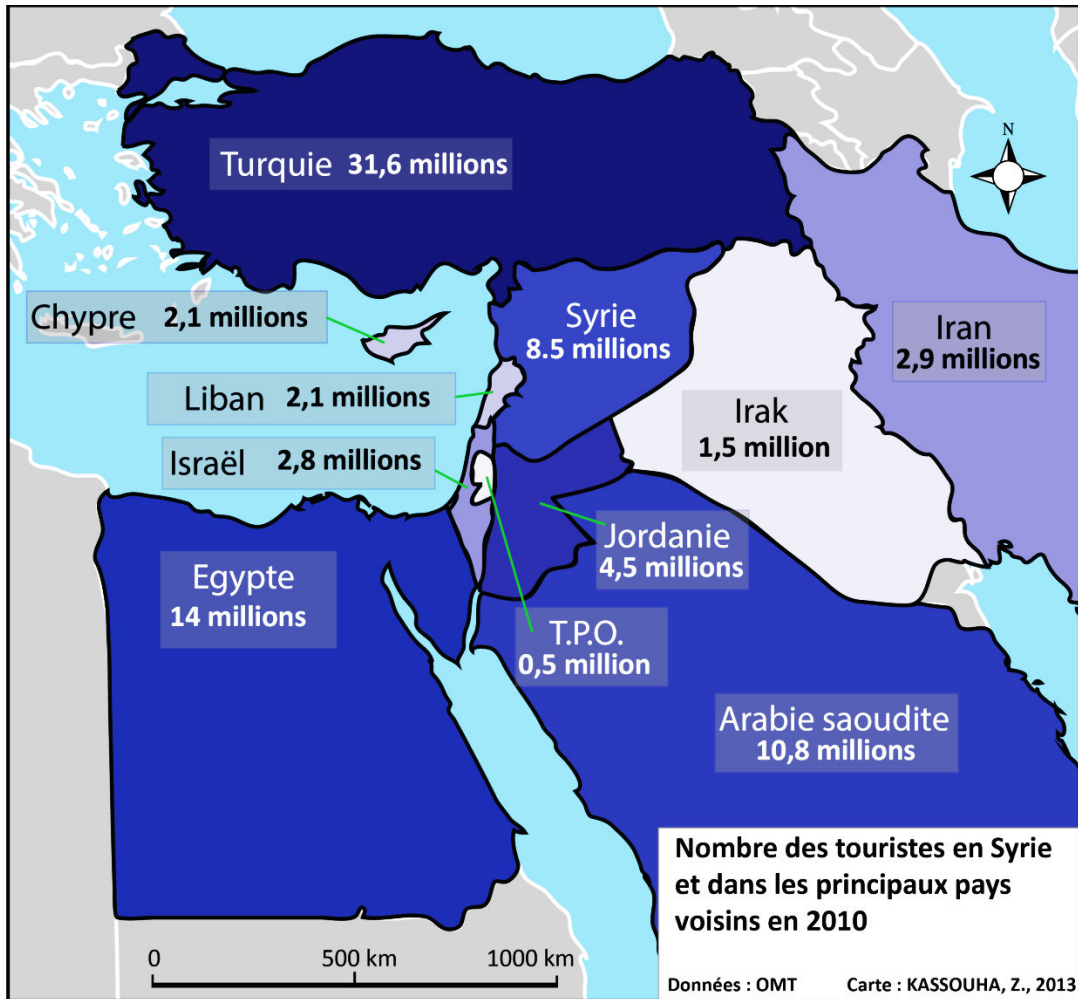
Poussée par tous ces éléments et par une baisse de tensions politiques régionales et internationales à partir de fin 2008, la Syrie devient à cette période l'une des premières destinations touristiques du Moyen-Orient. Elle enregistre une augmentation de 40% de fréquentation touristique en 2010 par rapport à 2009 avec un chiffre record de 8,5 millions de touristes internationaux. Certes, les chiffres officiels suscitent des réserves (voir chapitre 1), mais ils sont révélateurs d'un changement de tendance qui commençait à s'amorcer à cette époque. La carte suivante représente la place occupée par la Syrie en 2010 sur la place touristique régionale (Carte 5) à partir des données de l'OMT (OMT, 2011).

Dans cette dynamique, 2011 était en bonne voie pour battre de nouveaux records en termes de fréquentations touristiques. Des éditions de guides, tel *Lonely Planet*, classaient la Syrie dans leur top 10 des destinations pour l'année (Lonely Planet, 2010, p. 42). Entre temps, la vague de contestation (qui a déclenché le conflit actuel) a commencé dans le pays mi-mars 2011, entraînant un mouvement d'annulation de masse. Avec la complication de la situation qui a dégénéré au fil des mois en une guerre civile, le secteur touristique s'est retrouvé complètement dévasté (voir 0).

Après avoir passé brièvement en revue les principales étapes d'évolution du secteur touristique en Syrie, nous allons nous intéresser à deux volets politiques et leurs implications sur le tourisme dans le pays. Le premier est celui de la politique nationale et il traitera des choix de développement adoptés par les autorités syriennes. Le deuxième est le volet de politique internationale et il sera consacré à l'influence de la politique étrangère du pays et de la conjoncture politique régionale et internationale sur le développement du tourisme.

Carte 5 : La fréquentation touristique au Moyen-Orient en 2010 d'après les données de l'OMT.
La Syrie occupe la quatrième place derrière les deux grands pôles touristiques de la région, la Turquie et l'Égypte, et derrière le tourisme « culturel » en Arabie saoudite (Alzahrani, 2014).

Données : OMT, 2011
Carte : KASSOUHA, Z., 2013



2.2. Les choix politiques des autorités syriennes et leurs implications sur les formes de tourisme développés

A partir de ce récapitulatif historique nous allons passer en revue la politique intérieure adoptée par les autorités syriennes et son implication sur le tourisme. Nous chercherons aussi à analyser les limites de cette politique en termes de forme de gouvernance et de soupçons de corruption.

2.2.1. Politique économique globale

A l'indépendance de la Syrie en 1946, l'économie était libérale, sur la base du système capitaliste. Le secteur privé détenait l'essentiel des moyens de production et des institutions financières : grandes exploitations agricoles, grandes usines et plusieurs banques nationales et transnationales (Bahout, 1994; Donati, 2009, chap. 2). Ce fut le cas pendant un peu plus d'une décennie avant que n'intervienne la première vague de nationalisation durant l'union avec l'Égypte « République arabe unie » sous Nasser, de 1958 à 1961 (Bahout, 1994; Picard, 1980). Le coup d'état mené par un groupe d'officiers syriens mettant fin à cette union a conduit à une instabilité politique qui s'est soldée par un nouveau coup d'état le 8 mars 1963 propulsant le Parti Baath arabe socialiste au pouvoir. Il y est resté depuis.

Après son accession au pouvoir, le Parti Baath a entamé une vague très importante de nationalisation touchant à tous les secteurs de l'économie (agriculture, industrie, commerce, exploitations minières et pétrolières, finance) et même l'éducation (plusieurs écoles privées prestigieuses ont été nationalisées à la fin des années 1960). L'économie syrienne devient donc une économie dirigée où le rôle de l'état est prédominant à travers le secteur public. Tout de même, un secteur privé subsiste, constitué des petites et moyenne industries et commerces qui ont échappé à la nationalisation. Le secteur de l'artisanat reste majoritairement privé aussi. Les terres agricoles étatisées pendant la réforme agraire sont redistribuées aux paysans leur donnant ainsi une certaine autonomie. Des doutes de clientélisme ont été soulignés concernant ce processus de redistribution (Balanche, 2009; Picard, 1994; Taha, 2014))

Cette politique est poussée certes par une idéologie socialiste prônant la domination de l'état et du secteur public, mais elle est également motivée par une approche souverainiste. Dans un contexte politique régional et international tendu (conflit arabo-israélien, guerre froide) la maîtrise de l'économie nationale était nécessaire pour garantir la souveraineté de la décision politique.

Avec le putsch interne au Parti Baath mené par Hafez el-Assad en 1970, c'est une ligne socialiste moins radicale qui prend le dessus dans le Parti, comparé à la ligne quasi-marxiste qui dominait pendant les premières années du Baath au pouvoir. Ce « Mouvement rectificatif » met Assad aux commandes. Celui-ci met en place une nouvelle constitution et s'accapare les pleins pouvoirs.

Pendant les 30 ans du « règne » d'Assad père, le pays a connu deux grandes vagues d'ouverture économique. La première démarre en 1972 avec des avantages fiscaux pour encourager les investissements privés, surtout les capitaux arabes (Balanche, 2000, p. 404). Ce mouvement se traduit souvent par la création de sociétés d'économie mixte où l'Etat syrien est actionnaire plus ou moins majoritaire (Aïdi, 2000). Tout cela s'accompagne d'investissements publics importants surtout au niveau du développement des infrastructures et de la création de grandes entreprises étatiques. Le but étant de moderniser l'économie du pays en passant d'une économie majoritairement agricole à une économie industrielle. Le rôle du secteur privé à cette époque reste très réduit vu que les autorités ne voulaient pas perdre le contrôle du marché. A la fin de la décennie les résultats sont plutôt maigres, la croissance économique ralentit et les troubles politiques internes suivis de sanctions internationales dans les années 1980 assènent des coups durs à l'économie du pays.

Ce contexte motive la deuxième vague d'ouverture économique qui démarre en 1986 avec plus de souplesse vis-à-vis des investissements privés. Cela prend forme plus concrètement en 1991 avec la loi N° 10 qui régit l'investissement privé dans plusieurs secteurs de l'économie et assouplit les règles sur l'importation de biens (Bahout, 1994; Gray, 1997). Ce mouvement dure jusqu'à la fin des années 1990 et le décès de Hafez el-Assad en juin 2000.

L'arrivée au pouvoir de son fils Bashar en juillet 2000 ouvre davantage la porte aux capitaux privés et étrangers. Le jeune président (34 ans à son « élection ») veut moderniser le pays et

sortir de l'économie dirigée pour une économie plus libérale. Le binôme « développement et modernisation » (*al tatouir oual tahdith*) devient alors le slogan phare de tout l'appareil officiel et gouvernemental. Pour la première fois depuis 1963 des banques et des entreprises d'assurances privées sont à nouveau autorisées à s'implanter dans le pays. La formule « économie sociale de marché » est mise en avant, prônant un développement libéral de l'économie sous contrôle de l'Etat (Aïta, 2007). Les subventions sont diminuées progressivement sur les produits de première nécessité (notamment les hydrocarbures), le secteur privé prend son envol, surtout le secteur des services (Azmech, 2014; Halloum, 2015, p. 50; Yazigi, 2016).

Néanmoins, le tableau n'est pas si joyeux qu'on pourrait le croire. D'un côté, les inégalités se creusent rendant la partie la plus pauvre de la population de plus en plus démunie (Azmech, 2014). D'un autre côté, la grande majorité des investissements sont régis par des sociétés qui appartiennent aux proches du président. La figure emblématique de cette situation est le cousin d'Assad, Rami Makhlouf, qui est à la tête d'un empire d'une valeur de plusieurs milliard de dollars dans les domaines de la télécommunication, de l'exploitation pétrolière, de l'immobilier, des banques, du commerce, de l'éducation, et bien d'autres (Aïta, 2007; AlAkhhbar, 2012). Il est suivi par plusieurs autres figures du cercle très proche du pouvoir, comme certains fils de généraux de l'armée ou de la police secrète (El Saleh, 2007). Certains de ces dignitaires étaient encore en fonction, d'autres étaient des compagnons de route d'Assad père et sont parti à la retraite peu après l'arrivée du fils au pouvoir (Aïta, 2007; El Saleh, 2007). De plus, les investisseurs privés, syriens ou étrangers, sont pratiquement obligés de s'associer avec ces hommes d'affaires proches du pouvoir s'ils veulent que leurs projets voient le jour (El Saleh, 2007).

Cette mise en contexte nous permet de comprendre les grandes orientations de la politique économique qui ont régi à leur tour la politique de développement touristique.

2.2.2. Politiques de développement et de promotion touristique

Pendant la première vague d'ouverture économique des années 1970 évoquée précédemment, le tourisme figurait en bonne place parmi les secteurs à développer. Les autorités syriennes y voyaient une source de devises pour le pays qui pouvait seconder les

secteurs d'exportation, notamment du pétrole. La priorité fut donnée au tourisme balnéaire. Un bureau d'étude français, *Omnium Technique OTH*, a préparé pour le compte du Ministère du tourisme un plan de développement pour la côte syrienne en 1974, prévoyant la construction de plusieurs stations balnéaires avec une capacité de 130 000 à 190 000 lits (Balanche, 2000, p. 432). Le projet n'a jamais été concrétisé, à part quelques villages de vacances construits dans les années 1980, surtout fréquentés par des Syriens.

Le parc hôtelier a connu (comme d'autres secteurs économiques dans les années 1970) des investissements publics importants, avec la création de plusieurs hôtels haut de gamme dont la gestion a été confiée à des chaînes internationales. Ceci s'est accompagné de la création de plusieurs sociétés d'économie mixte, dans lesquelles l'Etat était actionnaire majoritaire. A cause du poids de la bureaucratie étatique, toutes ces structures manquaient de souplesse en termes de gestion et n'ont pas réussi à dynamiser l'offre touristique.

La fin des années 1970 est marquée par deux cas uniques : la création, par promulgation législative, de deux sociétés anonymes d'économie mixte où l'Etat est minoritaire (25%) et les actionnaires privés majoritaires (75%). Il s'agit à chaque fois de créer une société par le biais d'une loi qui lui est spécifiquement dédiée. La première, en 1977, est la *Société Arabe Syrienne des Etablissements de Tourisme* (SASET), plus connue pour sa chaîne d'hôtels Cham), dont l'activité essentielle est axée sur l'hébergement touristique (Parlement syrien, 1977). La deuxième, en 1978, est la *Société Syrienne de Transport et de Marketing Touristique* (Tanstour), spécialisée dans le transport des touristes et l'organisation de voyages (Parlement syrien, 1978). A l'inverse des autres sociétés d'économie mixte, ces deux sociétés sont gérées par des hommes d'affaires issus du secteur privé. Elles disposent d'une marge de manœuvre importante ainsi que de grands avantages fiscaux et réglementaires inclus dans les lois respectives qui régissent leur création. Elles profitent alors d'une position dominante sur le marché et exercent un quasi-monopole chacune dans son domaine. Elles marqueront le paysage touristique syrien pendant plusieurs décennies et constituent le seul héritage à succès de cette première période de développement touristique.

A partir de 1986, la deuxième vague d'ouverture économique se reflète par l'assouplissement des règles d'investissement, permettant ainsi à des sociétés comme la SASET de développer sa chaîne d'hôtels Cham. En quelques années la chaîne détint et/ou

géra 18 établissements d'hébergement touristique en Syrie, tous de catégorie internationale (4 et 5 étoiles selon les standards locaux) (Aïdi, 2000). D'autres sociétés d'économie mixte sont créées dans les domaines de l'hébergement touristique (construction et gestion d'hôtels) et dans les services touristiques (organisation des voyages, transport des touristes, location de voitures). Plusieurs de ces sociétés sont des filiales des deux sociétés dominantes (SASET et Transtour) qui agrandissent ainsi leurs constellations.

L'ouverture s'accroît en 1991 avec la loi n° 10. Un grand nombre d'entreprises voit le jour à cette période et une nouvelle génération d'entrepreneurs dans le domaine du tourisme entre sur la scène. De nombreux hôtels supplémentaires sont construits. Plusieurs entreprises de transports de touristes et de location de voiture sont établies et mènent à une grande modernisation du parc de véhicules disponibles sur le marché. En parallèle, une vraie vague de professionnalisation dans les services touristiques et l'organisation des voyages pour touristes étrangers déferle. Plusieurs agences de voyages spécialisées dans les voyages organisés sont créées. Elles vont dominer le marché, notamment celui du tourisme culturel, pendant les 20 ans qui suivent.

Les années 1990 sont marquées par une augmentation importante de la fréquentation touristique vers la Syrie. En plus des changements au niveau local et structurel, plusieurs facteurs régionaux et internationaux jouent un rôle important dans cette augmentation : fin de la guerre froide, processus de paix au proche Orient à partir de 1991, fin de la guerre au Liban en 1990. Pendant cette époque on assiste aussi à la mise en avant progressive par les autorités syriennes du tourisme culturel comme attraction phare pour les touristes étrangers. Après l'échec subi en essayant d'attirer une clientèle internationale avec le tourisme balnéaire, le tourisme culturel semble être considéré comme un atout plus important. Surtout que l'infrastructure hôtelière nécessaire commence à être bien implantée dans des zones propices à ce tourisme (Palmyre, Alep, Deir-Ezzor).

De 1991 à 2000 la situation ne change guère en matière de politiques de développement. Les résultats de cette vague d'ouverture sont visibles mais aucun autre grand chantier ne sera entrepris au niveau législatif pour attirer davantage d'investissements dans le tourisme. Bien que des plans de développement touristique soient mis en place pendant cette même

période par le Ministère du tourisme, leur concrétisation se fait attendre (Aïdi, 2000; Gray, 1997).

Après l'accès de Bachar el-Assad au pouvoir et le lancement des chantiers de modernisation économique, un nouveau souffle est donné au tourisme. Le secteur est déclaré au début des années 2000 comme étant une « industrie stratégique » par le gouvernement (Ahram, 2003). Les autorités comptent dessus pour palier à la baisse de rentrées de devises qui devrait résulter de l'épuisement progressif des gisements de pétrole dans le pays.

Avec l'ouverture aux capitaux privés, locaux et étrangers, entreprise à cette période (comme évoqué précédemment dans ce chapitre), une nouvelle démarche est mise en place pour stimuler cette activité. Le « Forum du marché de l'investissement touristique » est lancé par le Ministère du tourisme en 2005. Cet événement annuel consiste à mettre en vitrine un certain nombre de projets de développement d'infrastructure touristique à l'intention des investisseurs locaux, syriens expatriés et étrangers. Les capitaux affluent depuis le début de la décennie, encouragés par la mutation favorable dans la politique économique syrienne. Les investisseurs originaires des pays du Golfe comptent parmi les plus importants. De nombreux hôtels sont construits et mis en service grâce à ce forum. Ce climat favorable aux investissements a mené à une augmentation de 34% du nombre des hôtels en Syrie entre 2005 et 2010 en passant de 555 à 746 établissements. La capacité d'accueil est passée de 43 211 lits à 54 421 sur la même période, soit une augmentations de 25%, (CBS, 2011).

Cette vague d'investissements dans de grosses infrastructures s'accompagne aussi par une multiplication des petits hôtels dits « de charme » ou « *boutique-hôtel* » (similaires aux « Riads » du Maroc). Installés dans des maisons traditionnelles rénovées des centres historiques, essentiellement à Damas et Alep, ils ne possèdent qu'entre 5 et 20 chambres au plus, mais proposent un service haut de gamme et viennent étoffer l'offre d'hébergement.

Afin de mieux visualiser les développements des infrastructures d'hébergement pendant les 40 ans couverts par ce chapitre, nous avons réalisé les graphiques suivants à partir des données du CBS issues des recueils statistiques de 2003 et 2011. Ils retracent l'avancée du parc hôtelier de catégories internationales de 1970 à 2010, et ce en termes de nombre d'hôtels et de nombre de lits (Figure 11). Nous y retrouvons le reflet des étapes d'évolution des politiques de développement touristique évoquées dans ce chapitre.

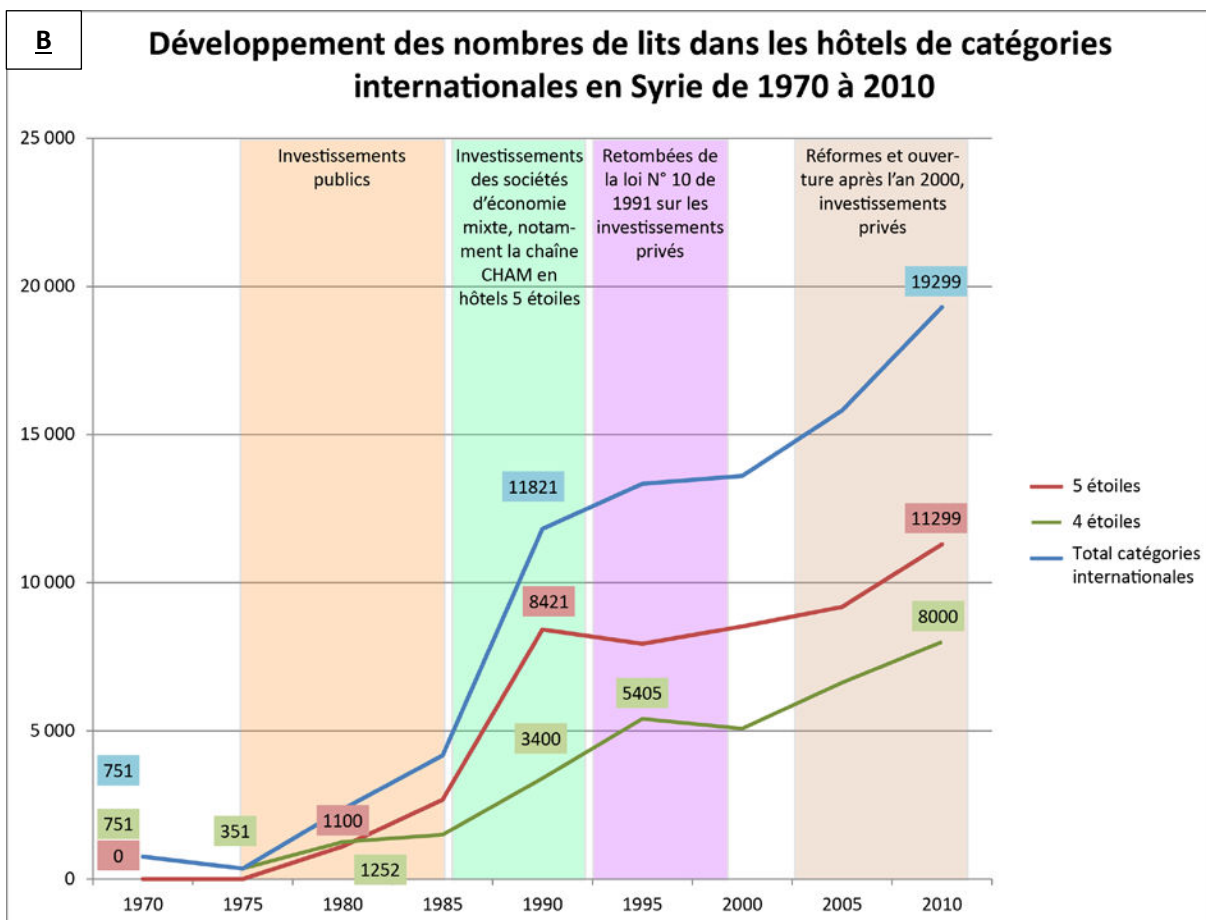
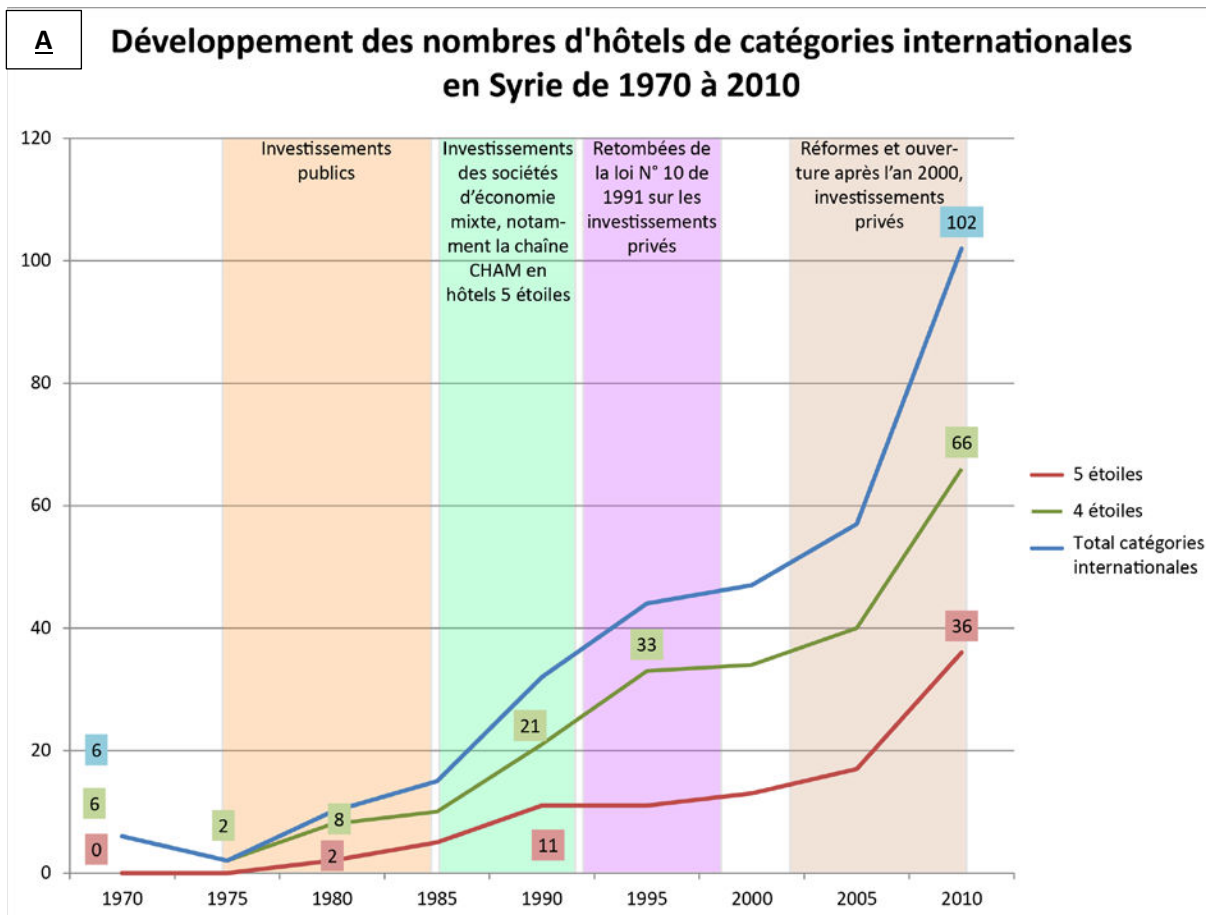


Figure 11 : Evolution des capacités d'accueil dans les catégories internationales de 1970 à 2010
Evolution du nombre d'hôtels (A) et du nombre de lits (B)

Certains décalages entre les courbes de croissance des nombres d'hôtels et ceux des nombres de lits, notamment entre 2005 et 2010, sont à noter. La courbe du nombre d'établissement grimpe de façon plus aigüe. Le nombre total d'établissements a augmenté de presque 80% tandis que l'augmentation des nombres de lits était de l'ordre de 20 à 25%. Cela est lié au développement des petits établissements haut de gamme que nous venons d'évoquer.

En utilisant ces mêmes données nous remarquons aussi une disparité importante entre le développement des hôtels des catégories internationales et celui des établissements moins haut de gamme fréquentés essentiellement par le tourisme domestique.

Pendant que les grands hôtels prospèrent de manière exponentielle depuis la fin des années 1970, les petits hôtels dégringolent. Les graphiques suivants, tirés des mêmes données comparent le développement global de la capacité d'accueil et du nombre d'hôtels en Syrie, toute catégorie confondue, avec les mêmes indicateurs des catégories internationales montrées précédemment (Figure 12).

Si la capacité d'accueil globale a presque triplé de 1970 à 2010, passant de 19,347 à 54,421 lits, c'est toute la typologie de l'offre hôtelière qui a été chamboulée. En 1970 les hôtels de catégories internationales représentaient 1% des établissements et 4% des capacités d'accueil disponibles en Syrie. En 2010 ces mêmes catégories représentent 14% des établissements et 35% des capacités d'accueil. Pendant que cette catégorie, prisée pour le tourisme international, a été mise en avant et que les investissements y ont été vivement encouragés par les autorités, il n'en allait pas de même pour les hôtels de niveau moyen et d'entrée de gamme. Leur nombre a baissé de manière très importante passant de près de 600 établissement en 1970 à 450 en 1990.

Utilisés essentiellement par la clientèle locale, la conjoncture économique et politique n'était pas très favorable au développement de ces catégories d'hôtels. La baisse progressive du pouvoir d'achat des citoyens syriens a entraîné une baisse globale de leurs revenus. La crise qu'a traversée l'économie syrienne, surtout pendant les années 1980 a rajouté des difficultés supplémentaires. Sans oublier la politique de l'état qui, longtemps, n'était pas favorable au développement du secteur privé, ce qui n'arrangeait pas la situation.

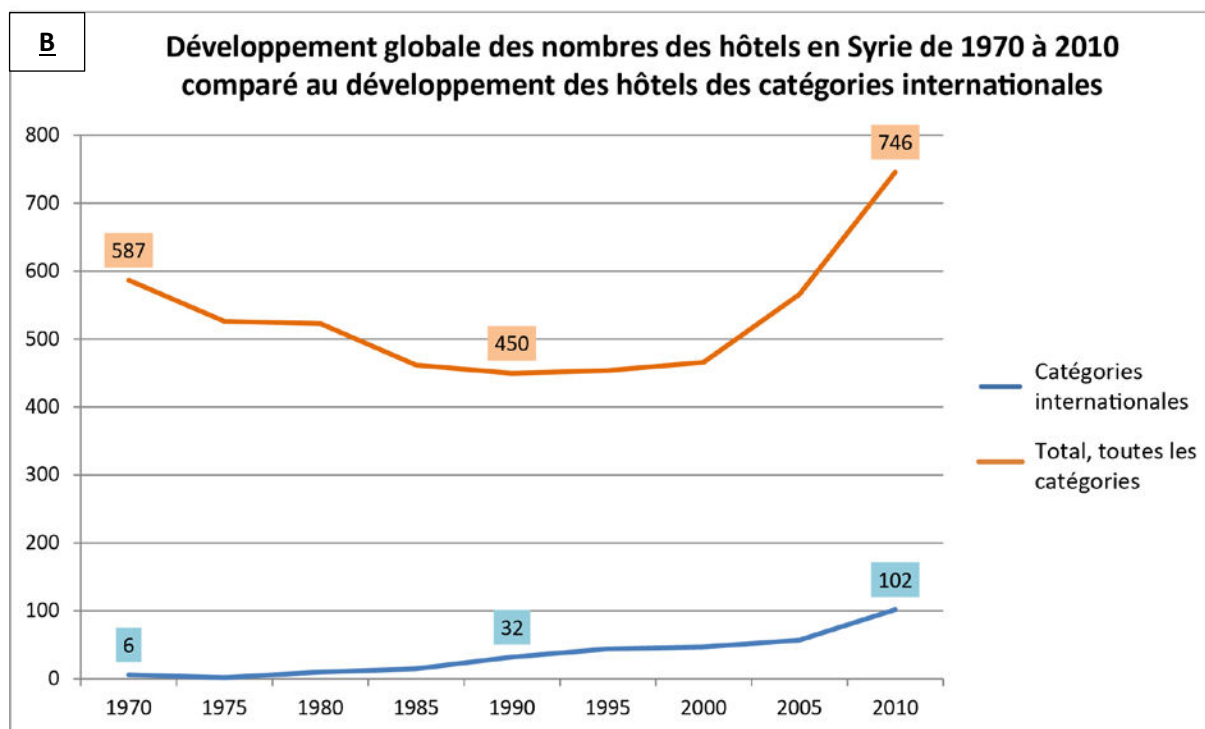
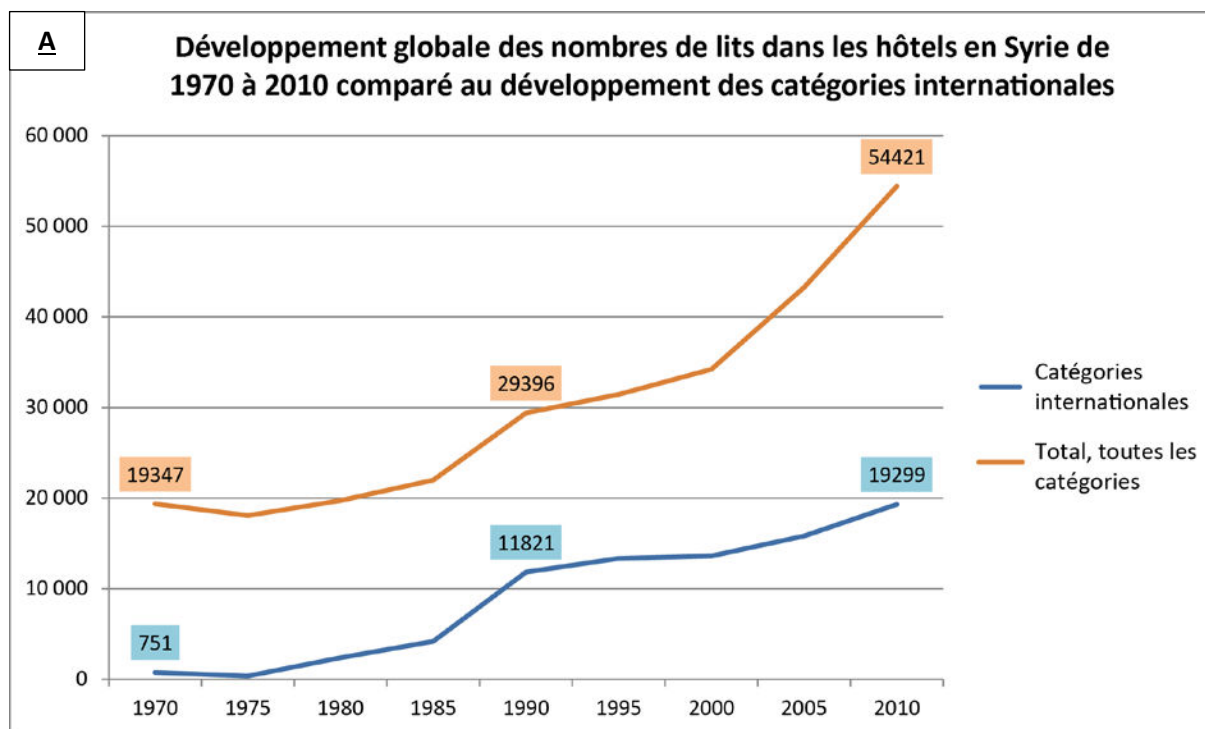


Figure 12 : Evolution des capacités globale d'accueil en Syrie
L'évolution de nombre de lits (A) et de nombres d'hôtels (B) de 1970 à 2010, comparé aux mêmes indicateurs d'évolution dans les catégories internationales

Données : CBS 2003 et 2011
Graphiques : KASSOUHA, Z., 2014

A ces raisons conjoncturelles s'ajoutaient aussi des raisons liées au fonctionnement du secteur touristique en Syrie pendant cette période. Le premier est le manque important de professionnalisme dans un grand nombre d'établissements d'entrée de gamme qui manquaient parfois aux règles d'hygiène. Le deuxième en résulte partiellement, les clients locaux et arabes peu fortunés cherchant des séjours à des prix abordables préféraient se détourner de ces hôtels vers les appartements meublés à la montagne ou en bord de mer. Ils étaient perçus comme moins contraignants et moins onéreux que ces hôtels.

C'est uniquement au début des années 2000 que ces catégories d'hôtels retrouvent une croissance poussée par l'ouverture aux investissements privés, l'encouragement des autorités syriennes à investir dans des établissements de toutes catégories, mais aussi le développement de la demande. En effet, l'ouverture économique entraîne une hausse de la demande locale, mais elle s'accompagne aussi du développement de nouveaux marchés internationaux où les clients disposent de budgets moindres que ceux du tourisme culturel par exemple.

Du point de vue de la promotion touristique, la stratégie et le budget ont été complètement revus après 2005. En 2007 le budget de promotion du Ministère du tourisme est augmenté de 400%, passant à 4,75 millions d'euros (contre moins de 1,2 millions les années précédentes) (AlThawra, 2007). Les efforts de promotions du Ministère, qui se cantonnaient jusqu'à cette période à participer aux salons du tourisme un peu partout dans le monde et à promouvoir la destination Syrie auprès des tour-opérateurs étrangers, peuvent enfin évoluer. Avec un budget aussi important, des projets de promotions orientés vers le grand public, surtout en Europe occidentale, voient le jour. Sont donc engagés des campagnes d'affichage dans les transports en commun dans les grandes villes, de la publicité dans les médias et de la promotion sur internet, le tout au travers d'agences de communication européennes. L'augmentation record des nombres de touristes dans les trois années suivantes (2008 à 2010) seront en partie le résultat de ce changement majeur.

L'envers du décor

Le revers de la médaille de ces politiques de développement, plus ou moins réussies, qui se sont succédées pendant les 40 dernières années avant la guerre, est un mode de fonctionnement et de gouvernance assez particulier.

Plusieurs chercheurs ont apporté des analyses politiques et sociétales de la gouvernance syrienne depuis l'arrivée de Hafez el-Assad au pouvoir et jusqu'à aujourd'hui. Des analyses qui s'appliquent à plusieurs aspects de la politique intérieure, dont le développement touristique. Nous nous intéressons en particulier à la grille de lecture utilisée notamment par Michel Seurat (Seurat, 1989) et reprise par plusieurs spécialistes de la Syrie et du Moyen-Orient (Balanche, 2000; Donati, 2009; El Saleh, 2007; Picard, 1996; Pichon, 2017). Celle-ci prend sa source dans les écrits d'*Ibn Khaldoun*. Cet historien et penseur arabe qui a vécu au XIV^e et début du XV^e siècle avait présenté dans ses écrits une vision analytique de la société et du pouvoir dans le monde arabe et musulman de l'époque. L'une des notions qu'il évoque à répétition et qu'il considère comme le socle de base de la formation sociale mais aussi du pouvoir politique, est celle de « *asabiyya* ». Le terme pourrait se traduire par la cohésion sociale ou la solidarité entre les membres d'une communauté. Cette *asabiyya* peut être au sein d'une famille, d'une tribu, d'une communauté religieuse ou idéologique, d'une région ou d'un pays. Elle est la base qui permet à un groupe d'arriver au pouvoir et de gouverner. Elle peut également, une fois au pouvoir, englober des personnes externes qui ont des liens d'intérêts avec le gouverneur (Rabī', 1967, p. 62). Le concept porte selon *Ibn Khaldoun* un aspect positif, qui peut aujourd'hui renvoyer aux valeurs de solidarité et de travail pour un bien commun. Dans certains cas elle porte une connotation négative que nous pouvons rapprocher des notions de communautarisme ou d'extrémisme (Rabī', 1967, p. 49).

Le fait d'analyser le pouvoir syrien par ce prisme peut apporter un éclairage important sur les mécanismes et motivations de prise de décision dans certains domaines, dont les politiques de développement économique, et par extension touristique, ainsi que le fonctionnement de ce dernier secteur.

Il faudrait d'abord clarifier la différence faite selon cette lecture entre l'Etat syrien, représenté par ses différentes institutions, et le pouvoir syrien représenté par l'appareil contrôlé par Assad et ses proches collaborateurs (présenté comme *asabiyya*). Bien que la

distinction soit difficile à cerner dans certains cas, vu que les personnes concernées occupent pour la plupart d'entre elles des postes clés dans les institutions de l'Etat (à commencer par le Président de la république). Les décisions prises vont tantôt dans le sens des intérêts et politiques de l'Etat, tantôt dans le sens des intérêts privés du clan au pouvoir, et le plus souvent en conjuguent les deux.

Dans la politique globale du pays, depuis l'arrivée du Baath au pouvoir, l'Etat était l'acteur économique principal avec un secteur public qui dominait. Ce fut aussi le cas au début dans le tourisme. Or, une fois que cette approche a montré ses limites dans le secteur touristique, un premier changement intervient fin des années 1970. Avec la création des deux sociétés d'économie mixte citées précédemment, l'Etat a favorisé la participation d'acteurs privés. Sauf qu'au lieu de mettre en place des lois qui régissent les investissements dans ce domaine de manière globale, chacune des deux sociétés a été créée par une loi propre et spécifique qui ne peut être appliquée qu'à ladite société. Cela laisse entendre que les autorités étaient sciemment en train de favoriser une forme de monopole de l'activité par ces deux acteurs privés (Bahout, 1994; El Saleh, 2007; Gray, 1997) ce qui est contradictoire avec le principe même de l'état socialiste où le monopole ne peut être qu'étatique.

L'argument apporté par l'Etat est celui du développement de l'activité touristique par des acteurs plus dynamiques. Cela rejoignait aussi un objectif clé pour les politiques publiques qui visaient à favoriser le développement économique des zones rurales en manque d'infrastructures. Le tourisme avec son caractère spatial diffus sur le territoire syrien répondait bien à cet objectif.

D'un autre côté, ces deux sociétés ont été confiées respectivement à deux hommes d'affaires, Othman al-Aïdi pour les hôtels Cham et Sa'eb Nahhas pour Transtour, assorties d'avantages importants en matière de fiscalité et de souplesse administrative. Cette partie-là était décidée par le pouvoir syrien, qui voulait s'assurer le contrôle de ces deux sociétés. Les deux hommes d'affaires étaient tenus par un lien de donnant-donnant avec le pouvoir. Soit celui d'avoir la possibilité d'investir et de jouir d'un monopole en échange de leur loyauté envers le pouvoir et de leur suivi de ses consignes (El Saleh, 2007). Ainsi, à titre d'exemple, certains hôtels de la chaîne Cham, construits fin des années 1980 n'étaient pas situés dans des zones très propices à l'activité hôtelière (Bosra, Safita, Hama). Ces zones attiraient certes

du tourisme, mais c'était essentiellement un tourisme de passage ou d'excursion, il était relativement rare que des touristes séjournent sur place. Les emplacements de ces hôtels, et le fait de les maintenir ouverts malgré les pertes, reposaient donc sur des décisions du pouvoir qui exigeait leur construction pour développer une infrastructure moderne dans ces zones (même si cela n'était pas lucratif). La chaîne Cham s'est quelque part substituée au secteur public et à un investissement qui n'aurait été fait que par l'Etat. Une telle manœuvre n'aurait certainement pas été possible avec un acteur privé dans une situation normale.

Ce même procédé a été adopté avec l'ouverture plus importante aux investissements privés dans les années 1990. La majorité des nouveaux acteurs qui ont fait irruption sur la scène touristique en Syrie à cette période étaient proches (par aspiration ou par contrainte) du pouvoir syrien (Aïta, 2007; Gray, 1997). Souvent le lien passait par des officiers de l'armée ou des Services secrets. Ces liens permettaient à ces nouveaux investisseurs de garantir la souplesse du déroulement de leurs procédures administratives avec l'Etat. En retour le Pouvoir ne manquait pas de faire appel à leurs services en cas de besoin.

Néanmoins, ce sont ces investissements qui ont permis la création d'un vrai secteur touristique en Syrie. Des milliers d'emplois ont été créés dans le secteur, ce qui a généré une manne financière très importante dans les années 1990. Ici aussi, la version officielle fait état d'un pas important dans le développement économique du pays, ce qui s'avère indéniable vu les résultats.

Le procédé a changé avec l'ouverture plus libérale des années 2000 et le changement des acteurs du pouvoir après la mort d'Assad père. Vu que le rôle dominant de l'Etat dans la politique économique était progressivement abandonné, il fallait adapter le dispositif. A la contrainte par la loyauté se substitue alors une contrainte par le partenariat. Pour qu'un grand projet d'investissement privé puisse voir le jour, les investisseurs devaient « s'associer » avec l'une des figures du Pouvoir, ou de leurs proches (El Saleh, 2007).

Pour les « petits » investisseurs dont les projets n'étaient pas suffisamment importants pour attirer l'attention du pouvoir, c'est la corruption au niveau de l'Etat qui les rattrapait. Un investisseur ayant ouvert un petit hôtel de charme dans le centre historique de Damas nous a confirmé en 2009 avoir dû verser une somme de l'ordre de 17 000€ à de hauts responsables du Ministère du tourisme pour pouvoir ouvrir son établissement. Des rumeurs

circulaient déjà à l'époque parlant de « grilles tarifaires » des pots de vin à verser pour obtenir les autorisations nécessaires pour l'ouverture d'un hôtel ou d'un restaurant. Ces informations ne sont évidemment pas vérifiables et nous ne pouvons en aucun cas en confirmer le degré de véracité. D'ailleurs, aucune accusation officielle de corruption n'a été formulée contre les responsables du Ministère ni contre le ministre qui était à sa tête entre 2001 et 2011.

Nous nous retrouvons donc devant une situation où les politiques de développement touristiques ont évolué au grès de la conjugaison d'intérêts publics et d'intérêts privés. Où le pouvoir a parfois pris le dessus sur l'Etat pour ce qui est de l'orientation stratégique, concentrant la richesse générée de cette activité dans les mains d'une nouvelle classe économique supérieure (Gray, 1997). Cela s'est fait aussi dans la direction d'un intérêt commun entre pouvoir et Etat afin d'arriver à faire décoller le tourisme dans le pays et de le transformer en un secteur stratégique de l'économie. La finalité a profité aux intérêts privés comme aux intérêts publics, bien que la distribution des retombées n'ait pas forcément été très égalitaire.

La question de l'identité nationale et du pouvoir politique

Depuis l'indépendance de la Syrie en 1946, les gouvernements successifs ont accordé un intérêt particulier aux sites archéologiques comme objet de patrimonialisation et source de construction d'une identité nationale (Gillot, 2008a, p. 62). Au vu de la diversité ethnique et religieuse dans le pays, cet héritage d'anciennes civilisations, dont une partie est pré-monothéiste, permettait de construire une identité nationale dépassant les communautés. L'identité qui en est découlée portait sur la dualité « arabe » et « syrienne ». Arabe, de par la langue dominante et de l'histoire liée à l'islam et à la civilisation arabo-musulmane. Et syrienne, en lien à cet héritage qui représente une succession de civilisations dans l'espace de la « Syrie naturelle » (*Bilad al-Cham*) qui englobe les territoires du Levant, allant de la Méditerranée à la Mésopotamie, et du sud de l'Anatolie jusqu'aux abords de l'Arabie. Souvent, les anciens peuples sémites locaux, qui ont bâti plusieurs villes-royaumes dans l'antiquité, sont présentés comme étant dans la continuité des peuples arabes implantés en Arabie (Valter, 2002 cité par Gillot), permettant ainsi de faire le lien entre l'aspect syrien,

local, et l'aspect arabe, plus global de cette identité. Ce fut le cas notamment dans l'idéologie du parti Baath.

Cette identité « trans-religieuse » est portée par un Etat à dominant laïque, où la religion est reléguée au second plan, tout en gardant une influence sociétale reconnue (*ibid.*). Ainsi, bien que la constitution et les lois en Syrie soient majoritairement bâties sur des bases laïques, certaines lois restent sous influence religieuse. C'est le cas notamment dans le code civil où le mariage, le divorce ou l'héritage sont régis par les institutions de chaque communauté religieuse et validés ensuite par les institutions de l'Etat.

Cet intérêt de l'histoire préislamique de la Syrie se serait accentué depuis l'arrivée de la famille Assad au pouvoir. Etant issue d'une minorité religieuse (alaouite²⁰) le pouvoir avait intérêt à fédérer toutes les communautés sous cette bannière qui englobe toutes les religions (principalement chrétienne et musulmane) (Gillot, 2008a, p. 312). Cette identité a été mise en avant dans la promotion du tourisme culturel en Syrie, notamment à partir des années 1990 (Gillot, 2008a, p. 245). Le pays est présenté comme étant laïc, soit constitué de communautés religieuses qui vivent ensemble, où la population, héritière de civilisations multimillénaires, constitue une mosaïque harmonieuse.

Ainsi, dans le matériel promotionnel du Ministère du tourisme nous retrouvons souvent des références religieuses chrétiennes et musulmanes avec des sites liés à ces deux religions, ainsi qu'un panorama des principaux sites archéologiques qui datent des civilisations plus anciennes (Gillot, 2008a, p. 65-68). Le tout est présenté comme un continuum historique menant jusqu'à la modernité actuelle (évidemment avant le conflit).

²⁰ Groupe communautaire qui représente entre 10% et 15% de la population syrienne, il s'agit d'un courant qui a fait schisme de l'Islam chiite au XI^e siècle (Balanche, 2000, p. 74-76). Comme les Druzes cités en chapitre 1, les Alaouites (ou Nusayrîs) ont développé leur propre variante qui correspond davantage à une religion à part entière plutôt qu'à une branche de l'Islam (*Ibid.*). Aujourd'hui ils sont reconnus comme membres de la communauté chiite, sachant que jusqu'au début du XX^e siècle ils n'étaient pas reconnus comme Musulmans (*Ibid.*). Leur présence est concentrée dans les montagnes de la côte syrienne et dans la prolongation de ses montagnes dans le Sandjak d'Alexandrette (Hatay), aujourd'hui en Turquie, ainsi que dans le Nord du Liban (Paoli, 2012). La famille Assad appartient à cette communauté ainsi que la majorité des personnalités qui occupent des postes clés dans l'Etat, notamment dans l'armée et dans les services secrets.

2.2.3. Implications sur le tourisme

L'implication de tous ces éléments sur le tourisme se reflète de différentes façons. D'une, l'importance accordée au développement de telle ou telle forme de tourisme en fonction de l'orientation politique de l'Etat. De deux, le choix de développement de certains sites plutôt que d'autres. Et aussi l'évolution chiffrée de la fréquentation touristique comme résultat de ces choix politiques.

Concernant les formes de tourisme, l'importance a été accordée essentiellement au début des années 1970 au tourisme balnéaire. Mais le faible retour sur investissement et l'intérêt assez faible que cette forme de tourisme a suscité auprès de la clientèle étrangère a mené les autorités à changer de priorité. Ainsi, le tourisme culturel devient le cheval de bataille. Faisant l'objet d'une première mise-en valeur dans les années 1970 (notamment Palmyre) ce tourisme devient primordial dès les années 1990. Outre la manne financière qu'il peut générer et la diversité des sites présents dans le pays, c'est aussi l'image que ce tourisme projette de la Syrie auprès de la clientèle internationale qui motive aussi sa mise en valeur. Présenter le pays comme étant cosmopolite, héritier de civilisation ancestrale, ouvert au monde et modernisé, était un enjeu majeur pour les autorités et constituait une source de fierté pour la population. Cela explique l'importance accordée au tourisme culturel, malgré la faiblesse du nombre des touristes qui le pratiquaient comparés à la fréquentation touristique globale en Syrie (voir les estimations du tourisme culturel, chapitre 1).

Quant au deuxième point, la sélection des sites mis en valeur découle aussi des choix évoqués. Le développement de la zone côtière pour attirer un tourisme balnéaire était certes influencé par l'essor de ce tourisme dans le bassin méditerranéen (France, Espagne, Tunisie, Yougoslavie, ...). Mais un autre facteur est souligné par les chercheurs, notamment Fabrice Balanche (Balanche, 2000, p. 442) qui indique l'implication du Pouvoir dans cette décision de favoriser l'investissement public dans la zone côtière. Originaire des montagnes de la côte, la famille Assad est liée à cette zone qui regroupe l'essentiel de la minorité alaouite. Ainsi cette décision aurait été en partie liée aux intérêts privés du pouvoir.

Il en va de même pour Palmyre, où l'infrastructure hôtelière est développée très tôt pour répondre à une potentielle demande de tourisme culturel. Le site est également mis en avant pour sa symbolique très importante comme élément de l'identité nationale syrienne.

Des sites comme Bosra ou Apamée n'ont pas bénéficié de la même attention, du moins pas au début du développement touristique en Syrie (Gillot, 2008a, p. 229)

Quant à l'évolution chiffrée de la fréquentation nous ne disposons malheureusement pas de données avec suffisamment de recul pour mesurer l'évolution sur les 40 ans concernés par notre analyse. Le principal indicateur dont nous disposons à travers les données du Ministère et du CBS est l'évolution du nombre de touristes de 2002 à 2010 (Figure 13). La seule donnée couvrant l'intégralité de la période de 1970 à 2010 est celle de l'évolution du nombre des nuitées dans les hôtels. Nous avons tout de même choisi de ne pas prendre ces données en compte pour des raisons méthodologiques. En effet, une nouvelle méthodologie des statistiques touristiques avait été appliquée par le Ministère et le CBS à partir de 2002²¹ (Agha-alkalaa, 2004). Cette nouvelle méthodologie a eu des effets de déformation qui rendait la comparaison des données impossible avec la période qui a précédé le changement. Par exemple le nombre de nuitées est passé de 1.8 millions en 2001 à 6.6 millions en 2002 (une augmentation de l'ordre de 250%) tandis que le nombre total des arrivées internationales est passé de 3.3 millions à 4.2 millions, donc 26% d'augmentation seulement. A cause de ce genre d'écart inexplicable nous n'avons pas pris en compte les chiffres de fréquentation touristiques présentés avant 2002.

Ceci-dit, l'augmentation de la fréquentation touristique est flagrante entre 2002 et 2010. Cela est certes lié aux politiques de développement et de promotion touristique adoptées, mais le facteur politique régional et international ne peut pas être négligé. Nous allons analyser de manière plus approfondie cette dimension de la politique étrangère et son influence sur le développement du tourisme en Syrie.

D'autre part, même si l'infrastructure s'est développée et le nombre de touristes a augmenté, le tourisme à destination de la Syrie restait tout de même un tourisme de niche, surtout pour les touristes occidentaux. L'offre était essentiellement constituée de voyages organisés qui se concentraient sur le thème culturel des visites des sites archéologiques, historiques et des musées. Les seules structures d'accueil qui correspondaient aux attentes de cette clientèle étant toujours les hôtels haut de gamme, et en l'absence de compagnies

²¹ Le tableau indiquant le nombre de touristes dans les données CBS n'existait pas avant 2002, il a été introduit avec cette nouvelle méthode.

aériennes proposant des voyages *low-cost*, la destination Syrie restait tout de même une destination « élitiste ». Les voyages organisés coutaient autour de 1500€ par personne (hors dépenses personnelles), ce qui constituait une barrière importante pour la clientèle attirée par le pays (Balanche, 2006).



Figure 13 : Evolution du nombre des touristes internationaux en Syrie entre 2002 et 2010.

Données : CBS 2006 et 2011
Graphique : KASSOUHA, Z., 2014

Cet élément est également lié à la politique touristique adoptée par l'Etat. Si dans les années 1970 le but était au contraire d'attirer un grand nombre de clients à l'image des stations balnéaires d'autres pays méditerranéens, à partir des années 1990 la donne a changé. Les effets plutôt négatifs de cette sur-fréquentation qui commencent à émerger à cette période (en Tunisie par exemple) et la réticence de l'Etat vis-à-vis de l'ouverture « non contrôlée » aux investissements étrangers, ont limité les ambitions d'une déferlante touristique. Dans les années 2000 le Ministère du tourisme utilisait cet aspect comme un argument de visite. Il présentait la Syrie comme une destination restée à l'écart du tourisme de masse et qui

attendait d'être découverte par le public occidental, ce qui était vrai dans une certaine mesure.

Il est probable que cet argument de « découverte » ait participé à l'augmentation très importante du nombre de touristes dans les 10 ans qui ont précédés le conflit. Ces efforts de promotions et de développement se sont accordés à la fin des années 2000 avec une conjoncture politique favorable au niveau régional et international, que nous allons analyser dans le sous-chapitre suivant, qui a créé la formule de cette réussite relative.

2.3. Le rôle des relations politiques régionales et internationales dans le développement du tourisme en Syrie

Dans une région sous tension comme le Moyen-Orient, parler du rôle de la politique et des relations internationales dans le développement du tourisme est loin d'être hors propos. La région est sous tension permanente depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Le conflit israélo-arabe dure depuis la création de l'état hébreu en 1948. Différentes forces internationales ont étendu leur influence dans la zone, notamment les Etats Unis et l'URSS pendant la guerre froide. L'émergence de forces régionales donnant lieu à des alliances et des rivalités. Sans oublier l'élément central de la manne pétrolière et gazière dans la région. Tous ces éléments ont favorisé l'instabilité chronique de cette partie du monde.

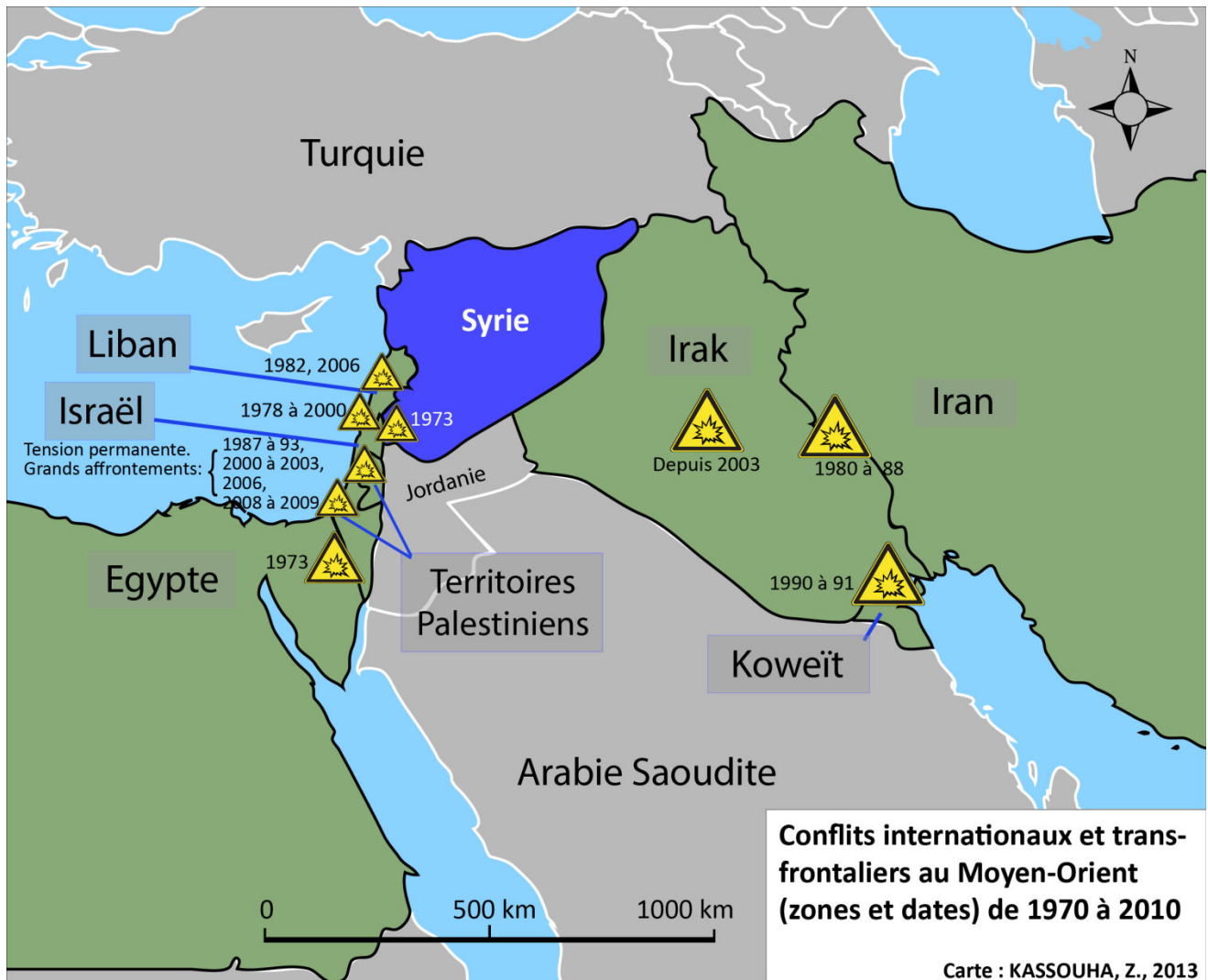
Dans la continuité de notre étude sur l'évolution du tourisme en Syrie avant la guerre, nous nous intéressons à la période de 1970 à 2010. Période à laquelle le tourisme a commencé à prendre forme et à se développer en Syrie. Si nous avons démontré que ce secteur était longtemps resté dans une phase embryonnaire pendant cette période (jusqu'au début des années 1990 du moins) les raisons de ce démarrage au ralenti ne sont pas uniquement liées à des raisons propres à la Syrie. L'instabilité régionale, que nous venons d'évoquer, joue un rôle très important dans cette situation. La carte suivante référence les principaux conflits internationaux ou transfrontaliers qui ont secoué le Moyen-Orient entre 1970 et 2010 (Carte 6).

La Syrie, au centre de cette région a souvent été concernée, voire impliquée, dans ces conflits. A commencer par la guerre de *Kippour* qui l'opposa, avec l'Egypte, à Israël en 1973. La confrontation avec Israël sur le sol libanais en 1982. L'envoi de troupes syriennes dans le cadre de la coalition internationale contre l'Irak pendant la guerre du Golfe en 1990-91. Sans oublier la tension permanente, toujours avec Israël, à cause du soutien syrien au Hezbollah libanais et aux factions combattantes palestiniennes (Fatah, Hamas).

Même sans évoquer son implication dans ces conflits, rien que le fait de son emplacement au centre de cette poudrière aura été assez dissuasif pour les potentiels touristes internationaux, surtout occidentaux.

Carte 6 : Carte recensant les conflits internationaux et transfrontaliers dans le Moyen-Orient entre 1970 et 2010. Autant d'éléments perturbateurs pour le développement du tourisme dans la région et en Syrie.

Carte : KASSOUHA, Z., 2013



C'est également l'accalmie relative de la tension avec le lancement du processus de paix entre Arabes et Israéliens à partir de 1991 qui participe à l'essor du tourisme, dans la région et en Syrie (Gray, 1997).

Cette dimension de politique étrangère et de relations internationales influence de manière distincte deux catégories des flux touristiques que nous avons évoqués au premier chapitre : le tourisme régional venant des pays du Moyen-Orient, et le tourisme international venant du reste du monde, surtout de l'Europe en ce qui concerne le tourisme culturel.

Nous allons analyser les fluctuations de ces flux à la lumière des événements politiques, de l'évolution des relations, des alliances et des rivalités, voire des confrontations, entre la Syrie

et son entourage. Cette grille de lecture ne sera certainement pas exhaustive, mais elle permet d'apporter une analyse géopolitique plus globale du tourisme en Syrie. Il est important de souligner que ces fluctuations de fréquentation ne sont pas liées à des changements de politique d'accueil de la part de la Syrie (durcissement des règles de visas ou autre mesures dissuasives). Le seul changement dans les cas que nous allons étudier concerne les touristes turques qui ont été dispensé des visas à partir de 2009, pour les autres exemples les conditions d'accès au territoire syriens sont restés inchangés entre 2002 et 2010. Donc, les changements de fréquentation sont liés à la décision propre des touristes ou des tour-opérateurs étrangers (le cas échéant) d'éviter la destination à cause d'une tension politique entre leur pays d'origine et la Syrie. Ou dans le cas inverse, la décision de se rendre en Syrie sous l'impulsion d'un rapprochement politique. Ces rapprochements ou tensions étant souvent reflétés dans le discours médiatique, ils influencent indirectement l'image perçue de la Syrie par le public dans les pays concernés.

2.3.1. Politique régionale et tourisme

L'implication de la Syrie dans les conflits que nous avons évoqués découle d'une politique régionale qui a débuté sous Hafez el-Assad et a continué sous Bachar. Ses éléments clés sont des alliances stratégiques et historiques, avec l'URSS (puis la Russie) au niveau international, depuis 1970, et avec l'Iran au niveau régional, à partir de 1979. En parallèle des rapprochements et des rivalités avec les autres pays voisins changent au fur et à mesure des événements. Ainsi, la position pro-iranienne de la Syrie lors de la guerre Iran-Irak dans les années 1980 jette un froid sur ses relations avec les pays du Golfe qui soutiennent l'Irak (Baron, 2014, chap. 22). En revanche, la participation de la Syrie à la coalition contre l'Irak pendant la guerre du Golfe en 1990 renverse la situation créant un rapprochement avec ces mêmes monarchies.

Un autre élément marquant cette période est la mainmise de la Syrie sur le Liban pendant près de 30 ans. Des troupes syriennes entrent au Liban en 1976 pour essayer de mettre fin à la guerre civile naissante. Malgré la fin de cette guerre en 1990, les troupes syriennes restent. Elles seront retirées seulement en 2005 suite à de fortes pressions internationales sur Damas après l'assassinat du premier ministre libanais Rafic Hariri. L'influence syrienne

sur le Liban continue quand même par le biais du Hezbollah. Soutenu par la Syrie et l’Iran, la milice chiite constitue un élément essentiel de l’alliance entre les deux pays.

Tous ces paramètres jouent un rôle important dans les variations des flux touristiques régionaux à destination de la Syrie. Au grès des alliances et des tensions les flux augmentent ou diminuent. Pour illustrer ces variations des flux de touristes venant des pays de la région, nous prendrons deux les exemples : celui du Liban et de la Turquie. Nous avons opté pour ces deux pays car ils présentent un point commun. Les deux pays partagent des frontières terrestres relativement longues avec la Syrie. Leurs ressortissants respectifs pratiquent aussi des activités touristiques similaires en Syrie (tourisme affinitaire, d’achat et culturel). Le graphique suivant retrace l’évolution du nombre de touristes en provenance de ces deux pays vers la Syrie entre 2002 et 2010 (Figure 14).

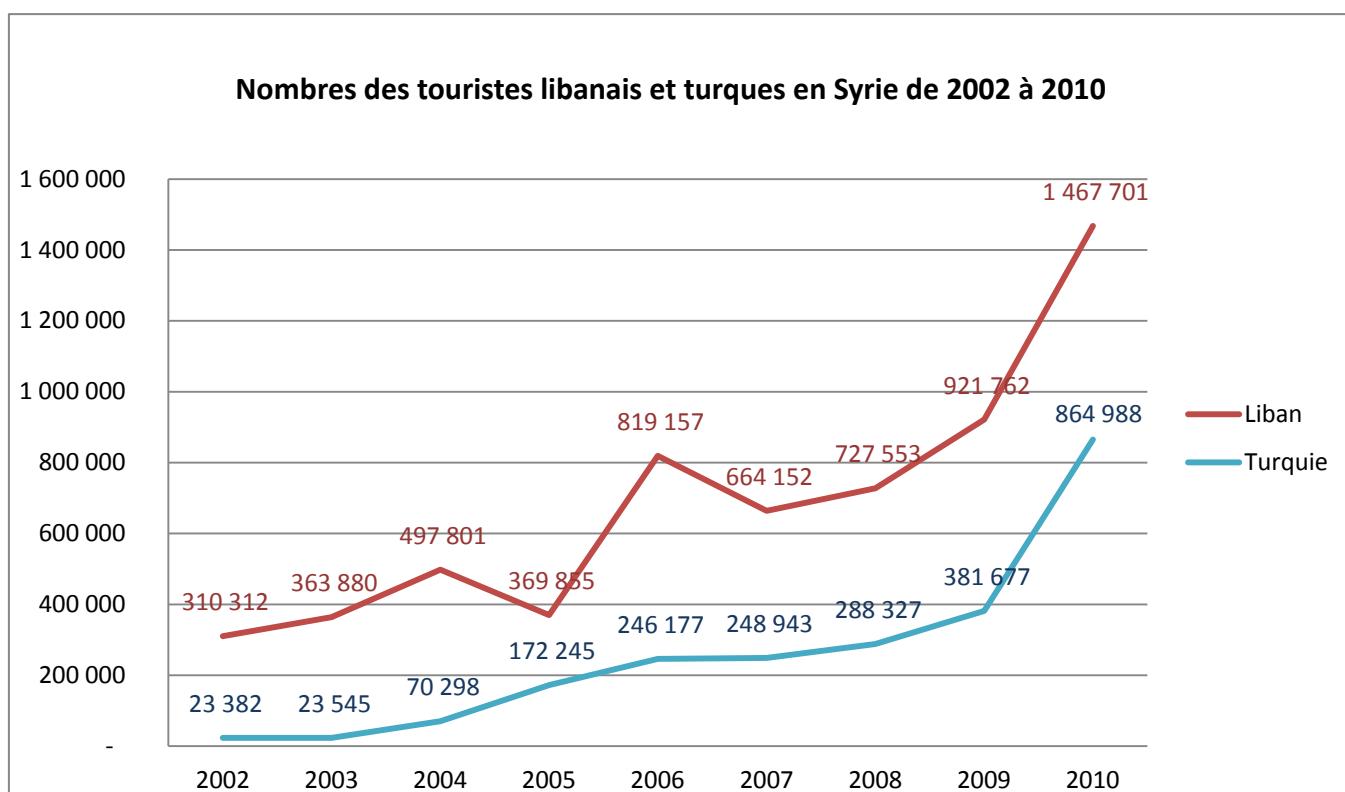


Figure 14 : Evolution du nombre de touristes libanais et turques en Syrie entre 2002 et 2010. Si la tendance globale est similaire, les fluctuations sont différentes entre les deux nationalités.

Données : CBS 2003 à 2011
Graphique : KASSOUHA, Z., 2014

Nous distinguons des différences importantes dans les courbes d'évolution de ces deux flux. Si la tendance globale est assez similaire, les fluctuations dans le nombre de touristes libanais sont très importantes entre 2005 et 2007 tandis que le nombre de touristes turcs évolue plus régulièrement. Nous essaierons d'analyser ces différences au travers du prisme de la politique régionale en faisant le lien entre chaque changement important de tendance et le ou les évènements politiques marquants qui sont intervenus à la même période.

Pour le Liban nous constatons une baisse importante du nombre de touristes en 2005. Suivie d'une augmentation encore plus importante en 2006 (plus du double de 2005). Puis encore une baisse en 2007 avant de ré-augmenter de manière plus constante à partir de 2008.

Historiquement, la Syrie n'avait jamais reconnu l'indépendance du Liban. Dans l'imaginaire politique syrien, le Liban faisait partie de la Syrie et sa consécration comme état indépendant n'était que le fait du Mandat français qui avait acté cette séparation. Il n'y avait donc jamais eu d'échange d'ambassadeurs entre les deux pays et la forme officielle des relations restait floue.

Comme nous l'avons précédemment indiqué, le Liban a été sous une quasi-occupation syrienne pendant près de trois décennies, durant la guerre civile libanaise et les 15 ans qui l'ont suivie. Mais c'est justement en 2005 que la tension s'est cristallisée entre les deux pays. Le premier ministre libanais de l'époque, Rafic Hariri, longtemps allié de Damas, avait commencé à donner des signes de mécontentement, et ce dès 2004, par rapport à la politique syrienne vis-à-vis de son pays. Hariri fut assassiné le 14 février 2005 par une énorme explosion de voiture piégée qui a visé son cortège à Beyrouth. Cet assassinat a déclenché une vague de protestations anti syriennes au Liban ainsi qu'une pression internationale très importante sur la Syrie menée par la France et les Etats Unis. La responsabilité de la Syrie était fortement soupçonnée dans cet assassinat. Malgré le soutien des alliés fidèles de la Syrie au Liban, notamment le Hezbollah, les autorités syriennes n'eurent d'autre choix que de retirer leurs troupes du sol libanais en avril 2005. Ces tensions expliquent à notre avis la baisse importante du nombre des touristes libanais en Syrie à partir de 2005.

Idem, la hausse très importante en 2006 est loin d'être liée à une situation normale. Si les relations s'apaisent entre la Syrie et le Liban début 2006, on est loin d'un retour à la

normale. Il s'agit plutôt une hausse liée à des circonstances particulières, ce serait même un peu déplacé de la lier au « tourisme ». Le 12 juillet 2006 une opération militaire de grande ampleur est déclenchée par Israël contre le Liban suite à l'enlèvement de soldats israéliens à la frontière libanaise par un commando du Hezbollah. L'affrontement entre l'armée israélienne, le Hezbollah, et l'armée libanaise dans une moindre mesure, va durer 33 jours pendant lesquels l'infrastructure libanaise est anéantie. Des bombardements très intenses ravagent des villages et petites villes au sud et à l'est du Liban et des quartiers entiers de la banlieue de Beyrouth, tous soupçonnés d'abriter des bases arrière du Hezbollah. Pendant cette Guerre de juillet, des dizaines de milliers de libanais trouvent refuge en Syrie. Les moins fortunés sont accueillis dans des centres d'hébergements improvisés, dans des écoles et autres structures publiques et privées. Par contre, ceux qui ont plus de moyens, optent pour le séjour dans des hôtels et hébergements touristiques, faisant ainsi exploser le compteur du nombre de touristes libanais en Syrie cette année-là. Cela explique également la baisse de 2007, qui constitue un peu un retour à la normale de la fréquentation touristique libanaise.

La normalisation des relations entre la Syrie et le Liban en 2008 et l'échange d'ambassadeurs pour la première fois depuis l'indépendance des deux pays conforte la courbe d'augmentation globale de fréquentation.

Pour la Turquie, la hausse est plus régulière, mais elle ne commence qu'à partir de 2004. Par contre elle connaît une augmentation phénoménale en 2010 (plus que le double de 2009). L'interprétation politique régionale peut nous donner également quelques éclairages sur cette évolution.

Les relations entre la Turquie et la Syrie étaient historiquement tendues. En 1939, la France, autorité mandataire de la Syrie, offre à la Turquie le Sandjak d'Alexandrette en échange d'une alliance dans un contexte international tendu avant la Seconde guerre mondiale (Khoury, 2012). Ce territoire du nord-ouest de la Syrie était une base économique très importante, surtout pour Alep, qui y trouvait aussi son accès à la Méditerranée (Aïta, 2014; Hamidé, 1959, p. 11). L'annexion du Sandjak par la Turquie n'a jamais été reconnue par la Syrie depuis son indépendance, générant ainsi une tension permanente entre les deux pays, sans aller jusqu'à l'affrontement pour autant. Le partage des eaux de l'Euphrate et du Tigre

ainsi que les relations très proches entre la Turquie et Israël étaient également des sources de tension avec la Syrie (Yilmaz, 2006).

Pendant les années 1980 la tension monte d'un cran à cause du soutien de la Syrie au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Ce groupe séparatiste kurde menait une lutte armée féroce en Turquie, il est classé comme mouvement terroriste par plusieurs pays et entités internationales dont les Etats Unis et l'Union européenne (Conseil de l'Union européenne, 2009; U.S. Department of State, s. d.). Son leader, Abdullah Öcalan siège à Damas et dans la plaine de la Bekaa au Liban (contrôlée par la Syrie). Cette tension atteint son comble à l'automne 1998 avec de menaces de guerre prononcées par le président et le premier ministre turcs contre la Syrie si elle n'arrête pas son aide au groupe (Kaya & Yankaya, 2014, p. 27-36; L'Orient-Le Jour, 1998). Damas est contrainte de lâcher « officiellement » son protégé. Öcalan quitte la Syrie et sera interpellé quelques semaines plus tard en cherchant un nouveau pays d'asile et sera livré à la Turquie (Biegala, 1998)

La normalisation des relations entre la Syrie et la Turquie intervient à partir de 2003, avec l'arrivée de l'AKP (Parti de la justice et du développement) et d'Erdogan au pouvoir en Turquie. Ce dernier adopte une politique d'ouverture envers la Syrie et plusieurs pays arabes en espérant jouer un rôle plus important dans la région (Kaya & Yankaya, 2014, p. 36-47). Le rapprochement entre la Syrie et la Turquie se renforce par des accords économiques et commerciaux (*ibid.*). Le tourisme fait partie des échanges favorisés par ces accords, d'où l'augmentation progressive du nombre des touristes turcs à partir de 2004 (*ibid.*, p. 49-53).

Le point culminant de ce rapprochement se concrétise en 2009 avec un accord de renforcement du tourisme, les visas sont annulés entre les deux pays (Courrier international, 2009; Kaya & Yankaya, 2014, p. 49-53). Cette libre circulation sans visas permet de doubler le nombre de touristes turcs en Syrie en 2010 par rapport à l'année précédente.

L'intégration de ces éléments de la politique régionale dans le schéma retraçant l'évolution du nombre de touristes libanais et turcs déjà présenté nous permet de retrouver les points clés évoqués et leurs reflets sur la fréquentation touristique (Figure 15).

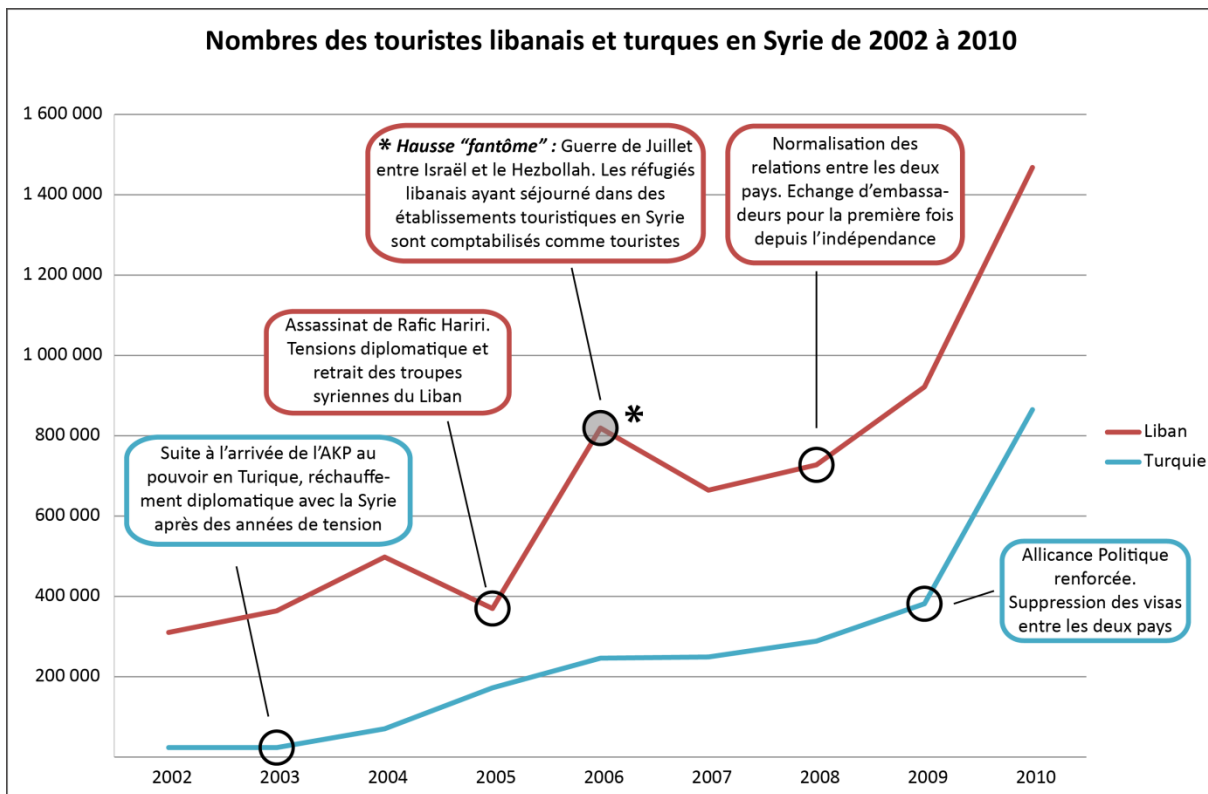


Figure 15 : Croisement des courbes d'évolution du nombre de touristes libanais et turques en Syrie entre 2002 et 2010 avec les événements et changements politiques ayant affectés les relations respectives de ces deux pays avec la Syrie.

Données : CBS 2003 à 2011
Graphique : KASSOUHA, Z., 2014

2.3.2. Politique internationale et tourisme

La grille de lecture change quand il s'agit de tourisme international non régional. Pour commencer cette analyse il faut renvoyer le lecteur à la carte que nous avons exposée au début de ce sous-chapitre (Carte 6). Celle-ci représente les différents conflits qui ont secoué la région dans les 40 ans précédant le conflit syrien. Les conflits qui ont eu lieu en dehors du sol syrien n'ont pas forcément eu d'impact sur la fréquentation de la clientèle régionale, sauf quand il s'agissait de la clientèle venant des pays concernés par le conflit (les Irakiens en 2003 ou les Libanais en 2006). Or, pour la clientèle internationale, surtout occidentale, l'approche est différente. Quand un conflit éclate dans un pays, l'image négative touche aussi les pays voisins par résonance. Cela est encore plus amplifié quand il s'agit du Moyen-Orient, qui est vu comme une « poudrière » en Occident. Le cas de la Jordanie aujourd'hui est un exemple parfait. Le pays souffre depuis 2011 d'une baisse importante de la

fréquentation touristique à cause du conflit en Syrie, bien que la Jordanie soit restée à l'écart de toute confrontation directe.

Ce point de départ permet de distinguer deux sortes d'éléments politiques pouvant influencer les flux de touristes internationaux que nous allons étudier. Le premier est un élément régional, constitué d'événements externes à la Syrie, mais qui, par leur importance, influencent les flux touristiques de plusieurs pays vers la Syrie (et la région). Des événements comme la deuxième Intifada en Palestine en 2000 ou la guerre d'Irak en 2003 par exemple. Le second est un élément bilatéral, qui concerne la relation politique entre la Syrie et le pays d'origine des touristes. Il s'agit des rapprochements ou des tensions directs entre la Syrie et le pays étudié pouvant influencer les flux de touristes venant de ledit pays.

Pour illustrer notre grille de lecture nous avons choisi deux pays occidentaux ayant des rapports historiques différents avec la Syrie, mais dont les ressortissants pratiquent la même forme de tourisme dans le pays (tourisme culturel). Il s'agit de l'Espagne et de la France. Comme pour l'exemple régional, les flux en provenance des deux pays représentent des similitudes : une croissance globale avec des fluctuations (Figure 16). Sauf que les fluctuations ne varient pas toujours de la même façon.

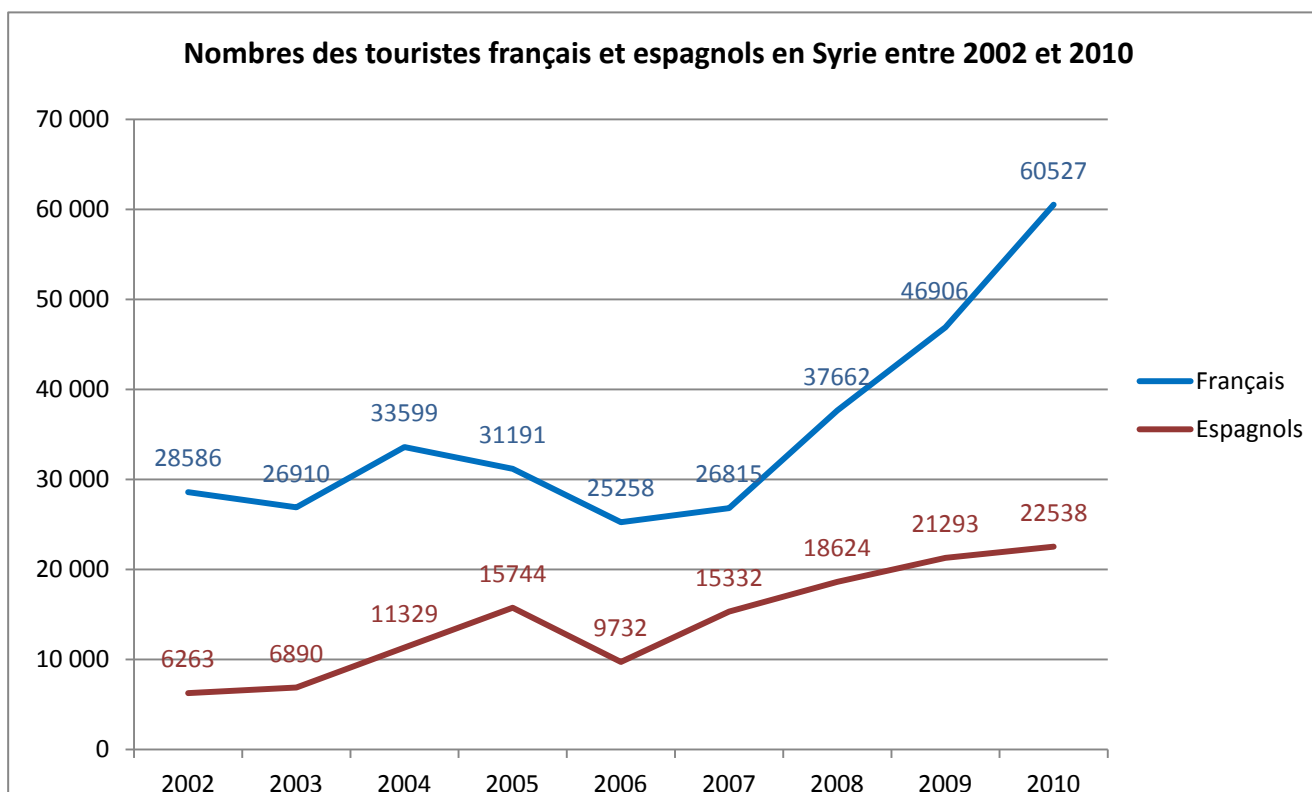


Figure 16 : Evolution du nombre de touristes espagnols et français en Syrie entre 2002 et 2010. Les différences des fluctuations sont bien visibles.

En points communs, nous constatons une baisse chez les Français et une quasi-stagnation chez les Espagnols qui intervient en 2003. Les deux flux baissent également ensemble de manière significative en 2006. Ces deux dates correspondent aux guerres d'Irak (2003) et de Juillet au Liban (2006) qui constituent les deux éléments régionaux les plus marquants des 9 années représentées par notre graphique.

Des points communs nous passerons aux points de divergence que nous allons analyser pour chaque pays à part.

Pour la France, une première augmentation suite à la guerre d'Irak intervient en 2004. Elle est suivie d'une baisse en 2005, puis en 2006 avec la Guerre de Juillet, avant de ré-augmenter très légèrement en 2007. Une augmentation plus importante s'amorce à partir de 2008. Nous allons étudier ces fluctuations dans le contexte des relations politiques entre la France et la Syrie.

Les relations entre les deux pays ne furent pas été très amicales après la fin du Mandat français et l'indépendance de la Syrie en 1946. Tout de même, la position plutôt neutre de la France vis-à-vis du conflit israélo-arabe à partir de 1967 la place comme interlocuteur respecté des Syriens. Les deux pays connaissent des divergences et des points d'accord sur le dossier libanais dans les années 1980 et 1990. Un vrai rapprochement s'opère quand même avec l'élection de Jacques Chirac comme président de la République en France. Il entame une visite en Syrie en 1996 et instaure un rapprochement avec Hafez el-Assad. La succession de Bachar el-Assad à son père est bénie par Chirac (Chesnot & Malbrunot, 2014, p. 69-70; Snégaroff, 2016) et s'inscrit dans la continuité de ce rapprochement.

Le désaccord commence en 2004 avec l'adoption au Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 1559 sous impulsion franco-américaine, pour demander le retrait des forces syriennes du Liban. Mais avec l'assassinat de Hariri en 2005, ami personnel de Chirac, la rupture devient totale. La France monte au premier rang dans la campagne de pression internationale contre la Syrie pour l'obliger à retirer ses troupes et cesser ses ingérences dans la vie politique libanaise. Cette tension, qui explique la baisse de fréquentation des touristes français en Syrie en 2005, va durer jusqu'à la fin de la présidence de Jacques Chirac.

Le nouveau président français, Nicolas Sarkozy, élu en 2007, adopte une nouvelle approche. Il ouvre un dialogue avec la Syrie et réussit à convaincre Assad de normaliser les relations avec le Liban ce qui mettra fin à l'isolement de la Syrie sur la scène internationale qui durait depuis 2005. Cela se concrétise en 2008, Assad est invité au défilé du 14 juillet à Paris, dans le cadre du sommet de l'Union pour la Méditerranée, Sarkozy se rend à Damas en septembre de la même année, et une nouvelle impulsion est donnée aux relations entre les deux pays. Dans la foulée, la Syrie et le Liban signent la même année l'accord d'échange d'ambassades.

C'est bien cet apaisement des relations franco-syrienne à partir de 2007 et leur amélioration à partir de 2008 qui expliquerait l'augmentation de plus en plus importante des touristes français en Syrie à partir de là.

Néanmoins, il ne faut pas oublier qu'il s'agit aussi de l'époque où le Ministère du tourisme syrien a changé de stratégie de communication et a commencé à promouvoir le pays auprès du grand public, notamment en France. La politique internationale peut ne pas être la seule raison de cette augmentation, bien qu'elle ait au moins instauré un climat et un environnement favorable à son avènement.

Pour l'Espagne, l'augmentation est presque permanente, à part lors de la guerre de Juillet en 2006. Mais nous constatons une augmentation proportionnellement très importante qui intervient entre 2003 et 2005. Le nombre des touristes espagnols a plus que doublé en deux ans.

Les relations entre la Syrie et l'Espagne étaient historiquement au beau fixe. Les deux pays n'étant pas très proche mais n'ayant pas de conflit non plus, l'Espagne ne jouant pas un rôle très important au Moyen-Orient. Les deux pays partagent une histoire ancienne et une sensibilité culturelle. Les Omeyyades qui gouvernaient le monde musulman depuis Damas au VIII^e siècle étaient à l'origine de la conquête arabe de la péninsule Ibérique. Une conquête qui menât à la création d'une succession d'états (Al-Andalus) jusqu'à la fin du XV^e siècle, et qui a laissé un héritage culturel et architectural important en Espagne.

La Syrie et l'Espagne connaissent un rapprochement très important en 2003. En octobre de cette année le couple royal d'Espagne entame une visite d'Etat en Syrie. Cette visite très

médiatisée est marquée par un accueil très chaleureux de la part des autorités syriennes. Le déplacement s'achève par une visite en grande pompe du site de Palmyre avec des mises en scènes spécialement préparées pour les prestigieux visiteurs. Des accords importants sont signés entre les deux pays pendant cette visite, dont un qui porte sur le tourisme. Cette visite a visiblement été à l'origine de la croissance du nombre des touristes espagnols en Syrie à partir de 2004. Contrairement au cas des touristes français, l'assassinat de Hariri en 2005 n'a pas eu d'incidence sur cette augmentation.

On notera tout de même qu'à partir de 2008 l'augmentation du nombre des touristes espagnols est beaucoup moins flagrante que celle des touristes français. Les relations entre la Syrie et l'Espagne n'ayant pas connus de détérioration à cette période et en absence d'événement régional d'envergure, la seule explication de cette croissance timide serait une raison interne à l'Espagne. En effet, la crise financière de 2008 a touché l'Espagne de plein fouet et a conduit à une dégradation de l'économie et du pouvoir d'achat. Il est probable logique qu'elle ait influé la courbe de croissance des flux touristiques espagnols vers la Syrie.

Pour récapituler nos observations nous croisons dans le graphique suivant les courbes de croissances que nous avons étudiées avec les éléments politiques évoqués (Figure 17).

Nous avons choisi ces quatre pays comme exemple d'après notre connaissance des fluctuations de leurs relations respectives avec la Syrie et d'après les changements de fréquentation de leurs ressortissants quand nous travaillions dans le tourisme en Syrie. Le croisement de notre grille de lecture et des données de ces quatre pays ne permet pas d'établir un modèle qui lie de manière indéniable les relations internationales de la Syrie avec la fréquentation touristique. Cette grille de lecture s'accorde davantage avec les fluctuations du nombre de touristes venant des deux pays voisins étudiés qu'avec les deux pays occidentaux. Néanmoins, il faudrait que nous comparions les courbes concernant les touristes d'autres pays, du Moyen-Orient et du reste du monde, afin d'arriver à une certitude sur cette question. Ce serait une piste à développer dans de prochains travaux de recherche.

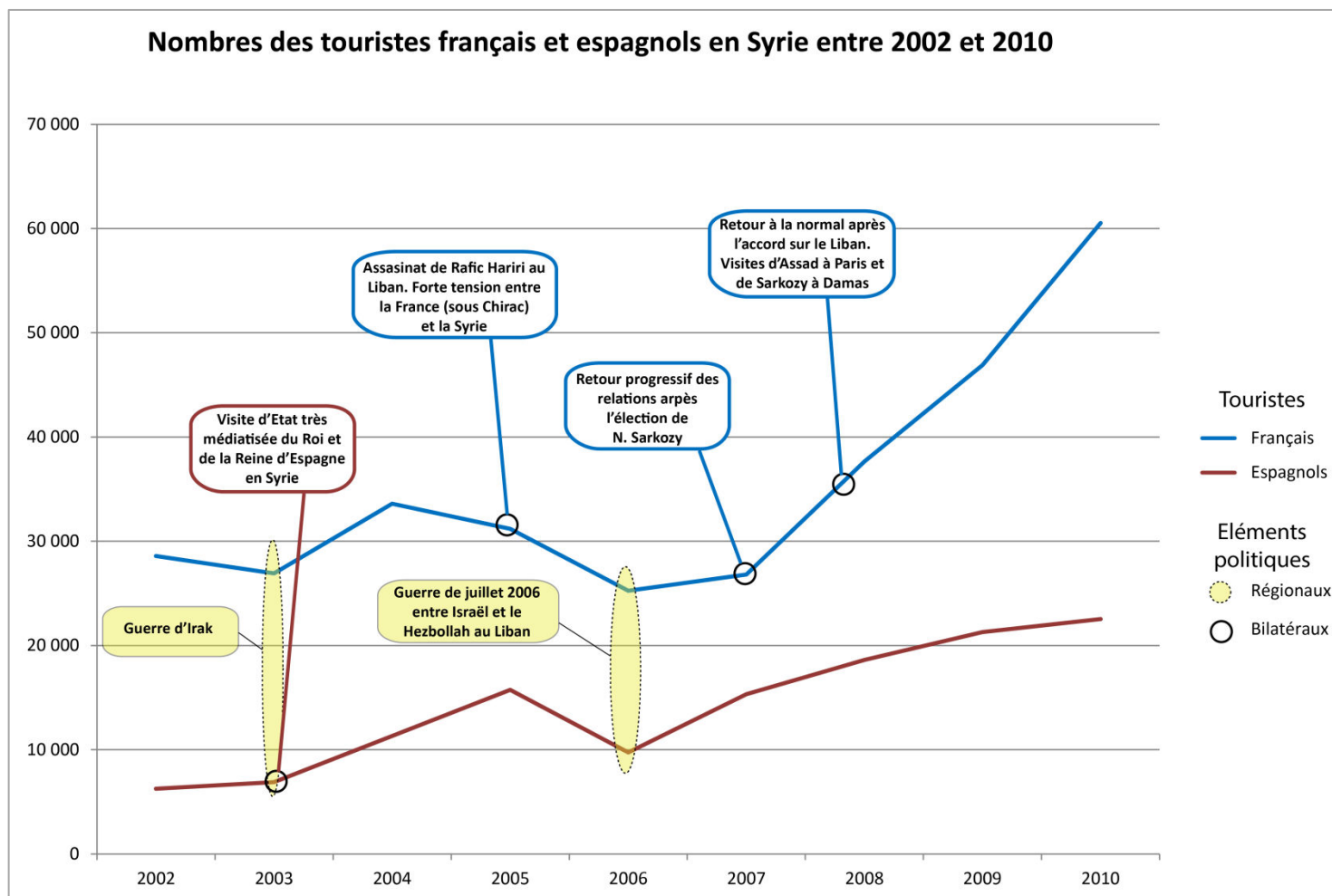


Figure 17 : Croisement des courbes d'évolution du nombre de touristes français et espagnols en Syrie entre 2002 et 2010 avec les événements et changements politiques, régionaux et bilatéraux, ayant affectés les relations respectives de ces deux pays avec la Syrie.

Données : CBS 2003 à 2011
Graphique : KASSOUHA, Z., 2014

Après avoir passé en revue les différents aspects de corrélation entre politique et tourisme en Syrie, nous allons nous intéresser à un terrain plus réduit : la ville d'Alep, et plus particulièrement son centre historique.

Chapitre 3. Alep, un centre urbain à l'ère du tourisme

3.1. Le choix d'Alep

Plusieurs raisons ont motivé notre choix d'Alep comme terrain d'étude en Syrie. Premièrement, des raisons liées à la ville même. Capitale économique du pays et ville multimillénaire, Alep faisait partie des sites de tourisme culturel les plus importants de Syrie. Avec Palmyre et Damas, elle était un « *must see* » pour les touristes étrangers. Sa notoriété internationale, que ce soit pour les occidentaux ou pour les touristes régionaux, venait de ses racines anciennes et de son impact historique dans les échanges culturels et commerciaux. Sa richesse patrimoniale a fait de son centre historique le 4^{ème} site en Syrie à être inscrit sur la liste du Patrimoine mondiale par l'UNESCO en 1986. Des atouts qui ont participé au rayonnement de cette ville et à son attrait touristique que nous allons analyser dans ce chapitre. D'autre part, la ville d'Alep est le centre administratif du gouvernorat qui porte son nom. A la différence d'autres gouvernorats, l'offre d'hébergement du gouvernorat d'Alep est concentrée dans la ville même, ce qui permet une interprétation plus facile des données de l'hébergement touristique. La segmentation des données de fréquentation touristique dans les différentes régions du pays par le CBS a été faite à l'échelle du gouvernorat (*mouhafaza*) et non sur l'échelle d'un site ou d'une ville. Par exemple, les données de taux d'occupation annuel ou de nombre de nuitées dans les hôtels à Palmyre sont englobées dans le total du gouvernorat de Homs dont le site dépend. Donc une interprétation de la fréquentation d'hôtels ou de la capacité d'accueil à Palmyre en se basant uniquement sur les données du CBS est simplement impossible. Car les données présentées du gouvernorat de Homs incluent plusieurs sites : Palmyre, le Krak des Chevaliers et la ville de Homs même, sans aucune segmentation supplémentaire. D'où l'avantage d'Alep qui concentre l'hébergement touristique de son gouvernorat. Les données du gouvernorat concernent la ville d'Alep quasi-exclusivement.

En outre, des raisons pratiques et conjoncturelles justifient aussi notre choix. Au moment où nous avons commencé notre travail de thèse fin 2012 – début 2013, un obstacle majeur s'est présenté sur notre chemin : l'inaccessibilité du terrain. Avec la forme de plus en plus généralisée qu'avait prise le conflit en Syrie en 2012, un voyage d'étude de terrain ne

pouvait être envisagé. De plus, les règles concernant le service militaire obligatoires pour les hommes syriens âgés de 18 à 42 ans se sont endurcies depuis le début du conflit. Nous rendre en Syrie donc était synonyme d'une conscription impérative dans les rangs de l'armée syrienne et par conséquent d'impossibilité de continuer les études ou de quitter le pays à nouveau (sans parler du danger de mort au combat). La richesse de la littérature scientifique et technique disponible sur la ville d'Alep nous a donc incité à la choisir comme terrain d'étude. Le nombre important d'écrits sur la ville et son territoire, que ce soit dans le domaine de l'histoire, de l'archéologie, de la politique, du tourisme ou de l'urbanisme (entre autres), nous permettait d'avoir une base solide pour travailler sur ce terrain sans pouvoir y accéder. D'autre part, la disponibilité sur les réseaux sociaux et sur la scène médiatique d'un grand nombre de témoignages provenant d'Alep pendant le conflit, nous permettait de suivre la situation sur le terrain de manière quasi-continue. Des témoignages d'acteurs locaux (administrations, activistes, citoyens-journalistes, amis et familles) mais aussi internationaux (journalistes et scientifiques étrangers, institutions internationales etc.).

L'autre élément conjoncturel déterminant dans ce choix de terrain fut lié aux ravages causés par le conflit. Si Alep est rentrée relativement tard dans le vif du conflit syrien (juillet 2012), son entrée fut pour le moins fracassante. Le centre historique est devenu rapidement une scène de combats acharnés causant des dégâts importants. Jusqu'alors, il s'agissait du premier grand site historique syrien à subir des dégâts très importants. Le centre historique de Damas étant plutôt épargné par les combats. Le site de Palmyre avait été touché par des combats également, mais leur intensité était moindre et ils étaient assez durs à observer étant donné que le site historique était déjà en état de ruine.

D'ailleurs, c'est cette « observabilité » des dégâts qui a fait pencher la balance définitivement pour le choix d'Alep. Sans accès sur place, l'observation par interprétations des images satellite était le seul moyen d'obtenir une vue globale des dégâts. La majorité des sites emblématiques de Syrie touchés par le conflit à l'époque étaient soit déjà en ruines (Palmyre, les Villages historiques du Nord de la Syrie, Apamée, ...) soit localisés sur un terrain très restreint (le Krak des Chevaliers). Alep était, malheureusement, le seul site touché sévèrement par le conflit qui soit constitué de patrimoine bâti et non de ruines, et qui soit suffisamment étendu pour que les dégâts soient clairement observables par l'interprétation des images satellite.

3.2. Alep sur la carte du tourisme en Syrie

Capitale économique de la Syrie, Alep était jusqu'au début du conflit la plus grande ville du pays. Elle dispute avec Damas le titre de la ville la plus ancienne au monde à être continuellement habitée depuis sa fondation. Les origines de la ville remontent au III^e millénaire av. J.C. et elle a connu des époques de prospérités et de déclin successives pendant ses presque 5 000 ans d'existence. Sa situation à la limite de la steppe syrienne et à la croisée des chemins historiques de commerce est-ouest (Mésopotamie – Méditerranée) et nord-sud (Anatolie – Arabie) en a fait un centre commercial stratégique (Sauvaget, 1941, p. 19-20, 200). Elle servait de plateforme d'échange des marchandises venant d'Asie par la route de la soie et des épices et d'Europe par la Méditerranée ou par l'Anatolie.

Ses souks, qui datent du XV^e et XVI^e siècle de notre ère, sont parmi les plus grands souks couverts du Moyen-Orient (Burns, 2009, p. 43). C'est à cette époque aussi qu'Alep a commencé à gagner sa notoriété en Europe. Avec l'ouverture de comptoirs commerciaux de plusieurs états européens (Venise, France, Pays-Bas, Angleterre) (Sauvaget, 1941, p. 200-201) la réputation de cette ville d'Orient traverse la Méditerranée avec les récits des voyageurs européens créant un premier avec l'imaginaire occidental (Salmon, 2011).

Ces éléments historiques expliquent la richesse patrimoniale et architecturale dont bénéficie la ville, héritage de cette prospérité commerciale. Ils expliquent aussi la curiosité que suscitait Alep chez les touristes étrangers.

Comme nous l'avons mentionné, Alep était parmi les grands pôles du tourisme en Syrie et bénéficiait d'infrastructures d'hébergement, de services et de transport importantes. La ville est dotée du deuxième aéroport international du pays (après celui de Damas) et est desservie par un réseau routier assez développé. L'offre d'hébergement touristique était essentiellement hôtelière (contrairement à d'autres régions touristiques où les appartements meublés sont majoritaires). Le gouvernorat d'Alep (et donc la ville plus précisément) était doté en 2010 d'un parc hôtelier comptant presque 6300 lits, dont 40% de catégories internationales (4 et 5 étoiles). Il occupait la quatrième place parmi les

gouvernorats en capacité d'accueil après Damas, Rif Dimashq (Province de Damas) et Lattaquié (sur la côte).

L'attraction principale à Alep était son patrimoine, notamment ses souks, mais aussi sa citadelle qui domine la ville. Au-delà de ces deux lieux emblématiques, c'est le centre historique dans sa globalité qui intéressait les visiteurs de par la richesse du patrimoine qu'il englobait : mosquées, madrassas (écoles coraniques), khans (caravansérails), églises, palais, hammams, etc. Le patrimoine immatériel aussi faisait partie de l'attraction de la ville : les savoirs faire de l'artisanat local, dont les ateliers se trouvaient majoritairement dans le centre historique, la richesse de la cuisine traditionnelle aleppine très appréciée en Syrie et dans le monde arabe, et la musique traditionnelle arabe dont plusieurs styles sont nés à Alep et y sont ancrés.

D'autre part, le musée national à Alep accueillait une collection très importante d'objets archéologiques découverts dans le pays. Avec celui de Damas, ils étaient les musées les plus importants de la Syrie et figuraient quasi-systématiquement sur les programmes des voyages organisés en tourisme culturel.

Outre le tourisme culturel, d'autres formes de tourisme existaient à Alep avant le conflit. Les plus importants sont :

Le tourisme d'affaires : Alep étant la capitale économique de la Syrie elle attirait une clientèle professionnelle importante.

Le tourisme d'achats : évoqué dans le premier chapitre de notre thèse, ce tourisme était particulièrement important à Alep. Un nombre important de ressortissants des pays voisins se rendait dans les souks de la ville pour faire des achats, le plus souvent des produits de l'artisanat typique de la ville. La clientèle turque était très importante au vu de la proximité des frontières (50 km). D'ailleurs cette clientèle achetait aussi bien des produits de l'artisanat que des produits de consommation souvent importés en Syrie (du thé à titre d'exemple) (Delaistre *et al.*, 2014).

Le tourisme événementiel : plusieurs événements culturels et économiques étaient organisés à Alep et attiraient une clientèle locale, et parfois internationale. Des festivals de musique étaient souvent organisés dans la citadelle ou dans d'autres lieux publics.

L'année 2006 fut marquante dans ce domaine, vu qu'Alep avait été nommée Capitale de la culture musulmane pour cette année-ci. Du point de vue économique, bon nombre de salons et de foires étaient également organisés dans la ville.

Nous soulignerons aussi l'existence d'un tourisme religieux à Alep qui concerne notamment la Mosquée des omeyyades, et plusieurs églises dans le centre historique ainsi que deux sanctuaires chiites au sud de la ville.

3.2.1. Fréquentation touristique

Comme nous l'avons stipulé, l'absence de données détaillées nous empêche d'avoir un ordre de grandeur précis de la fréquentation touristique à Alep. Ceci dit, plusieurs indicateurs dans les données dont nous disposons démontrent une activité importante dans Alep et son gouvernorat.

En matière de tourisme culturel, selon les données du CBS, nous retrouvons à Alep le site le plus fréquenté en Syrie. Il s'agit de la Citadelle d'Alep, qui a accueilli 588 000 visiteurs en 2010. Proportionnellement ce chiffre est extrêmement élevé. Le site concentre à lui seul 29% du nombre total des visites des sites archéologique en Syrie et 20% du total des visites du tourisme culturel (sites et musées confondus). Bien que nous ne disposions pas de chiffres détaillés, d'après nos observations sur le terrain, le tourisme domestique jouait un rôle important dans cette fréquentation record à l'échelle nationale. La Citadelle étant l'un des symboles du pays, elle est souvent mise en avant pour son architecture et son excellent état de conservation.

Un autre chiffre important dont nous disposons est celui de la fréquentation hôtelière. Toujours selon le CBS, le gouvernorat d'Alep occupait en 2010 la 2^{ème} place en nombre de clients des hôtels derrière Damas (Figure 18 - A). Tandis qu'en nombre de nuitées dans les hôtels Alep passe au 4^{ème} rang (Annexe 1.4, page 345). Les données détaillées permettent de voir la segmentation de nombre de nuits par catégorie : 1- les Syriens résidents, 2- les Etrangers et 3- Arabes regroupés avec les Syriens expatriés (Figure 18). Contrairement à Damas où la clientèle la plus importante est celle des Arabes et des Syriens expatriés, à Alep c'est la clientèle étrangère qui est majoritaire. Rappelons que cette catégorie comprend les Turcs et les Iraniens comme évoqué précédemment (cf. chapitre 1).

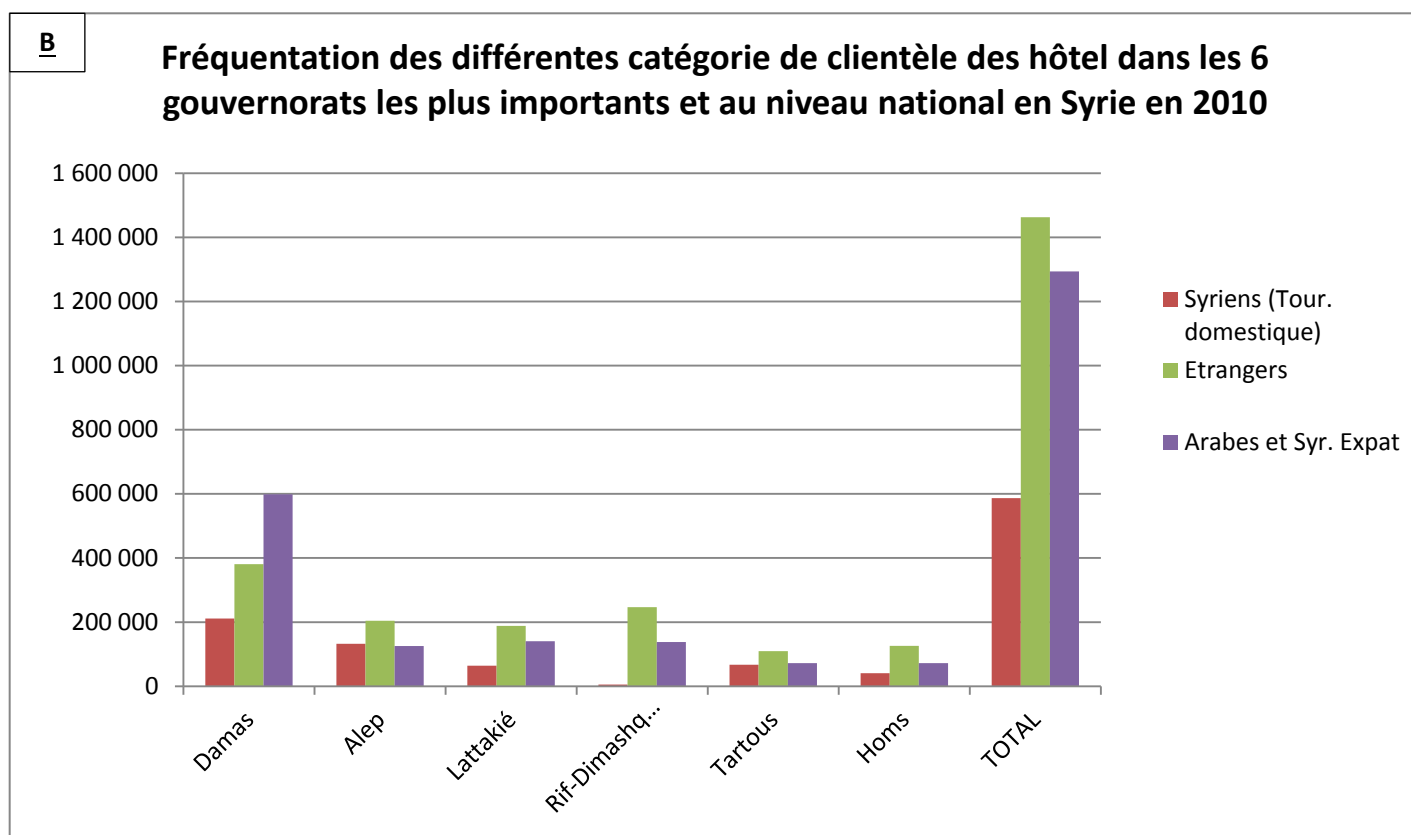
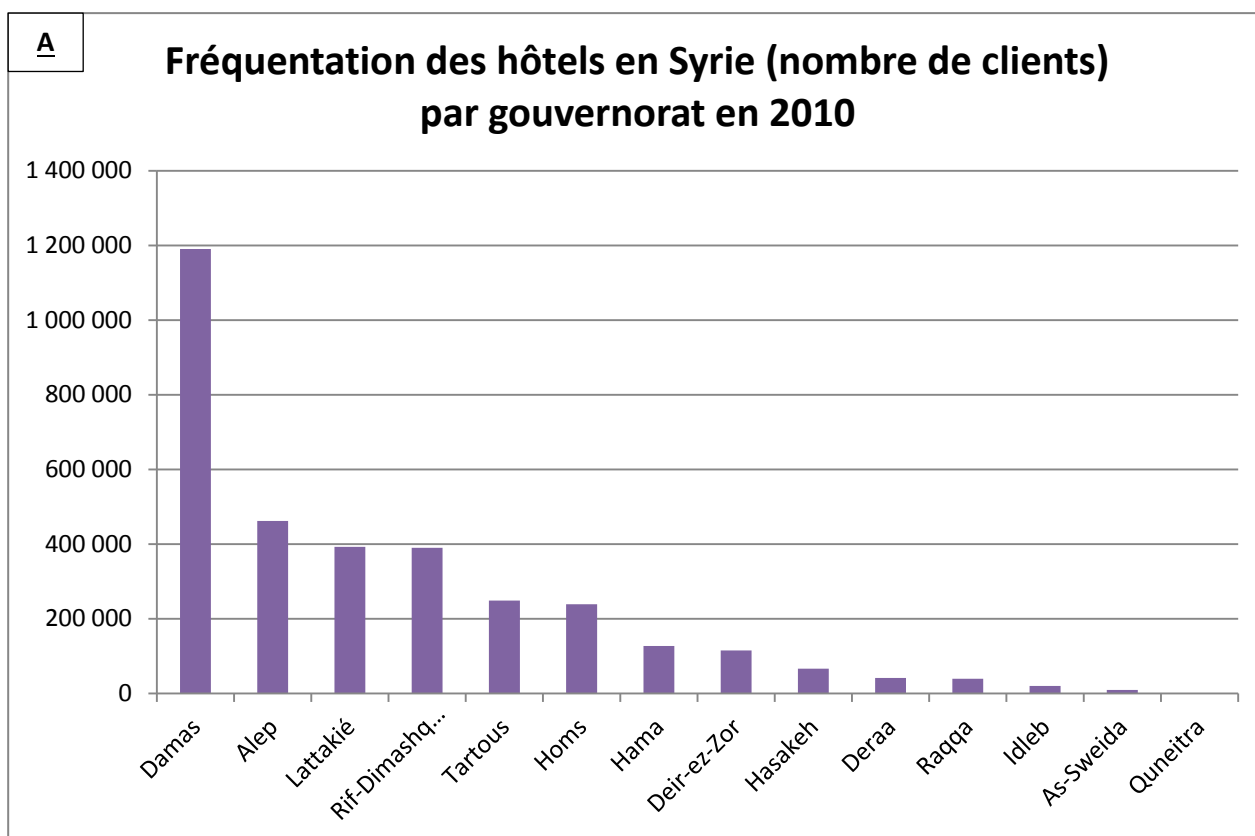


Figure 18 : Fréquentation des hôtels en Syrie (nombre de clients) par gouvernorat. Les totaux (A) et la segmentation en fonction des catégories utilisées par CBS (B).

3.2.2. Tourisme et espace urbain

L'activité touristique à Alep était naturellement concentrée dans le centre historique, principale attraction de la ville, avec ses souks et ses monuments. Avec tout de même une spécificité. Contrairement à d'autres villes dans le monde où le centre historique avait été progressivement déserté par la population locale au profit des touristes (Venise, Marrakesh, etc.), la situation à Alep restait plus équilibrée.

En fait, le tourisme restait une activité secondaire dans le centre historique qui garde quand même ses fonctions socio-économiques traditionnelles. Les souks étaient fréquentés majoritairement par les locaux. L'espace dédié à l'habitat de la population locale était relativement préservé. Quelques ateliers de production de textile étaient toujours en activité dans les vieux quartiers, bien que leur nombre aient drastiquement décliné à la fin du XX^e et début du XXI^e siècle (Banat, 2007, p. 177-180). Les raisons de ce déclin n'étaient pas liées au tourisme. Un grand nombre d'ateliers de textiles avaient fermés à la fin des années 1990 et dans les années 2000 à cause de l'ouverture économique du pays (Ibid., p. 179). Ils n'avaient pas pu résister à la concurrence des produits importés de l'Est asiatique (Ibid., p. 230, 235-236).

En parallèle, des établissements touristiques s'étaient bien implantés dans le centre historique, mais les investissements restaient modérés. La tendance était tout de même à la hausse dans les investissements touristiques dans la zone avant le conflit, ce qui aurait pu amener, à terme, à des changements importants dans le tissu urbain de cette zone.

Du point de vue spatial, dans le centre historique, l'activité touristique était concentrée dans la partie ouest de la vieille ville comme on peut le constater sur la carte touristique suivante (Carte 7). La Citadelle constitue plus ou moins la limite est de cette zone touristique, au-delà duquel l'espace urbain devient plus résidentiel que marchand. Il s'agissait des zones les plus populaires du centre historique.

Nous noterons l'existence de deux espaces distincts dans la zone touristique en question :

Le premier espace était au centre et dans une moindre mesure au sud-ouest de la vieille ville et s'étendait de la citadelle jusqu'aux remparts ouest (zone en bleu-clair sur la Carte 7). Il

s'agit de la partie des souks et des monuments annexes et proches de ce cœur marchand de la ville. Dans cet espace l'activité touristique portait plutôt sur la visite des lieux, l'achat des produits de l'artisanat et la consommation de boisson et de nourriture sur place. Les cafés et restaurants qui existaient sur l'esplanade de la citadelle étaient majoritairement fréquentés par une clientèle locale, plutôt populaire, mais aussi par une clientèle arabe. Il était plus rare que la clientèle internationale, notamment occidentale, consomme dans ces établissements-ci vu qu'ils ne servaient pas d'alcool et que leur niveau de service ne correspondait pas à l'offre haut de gamme exigé par cette clientèle.

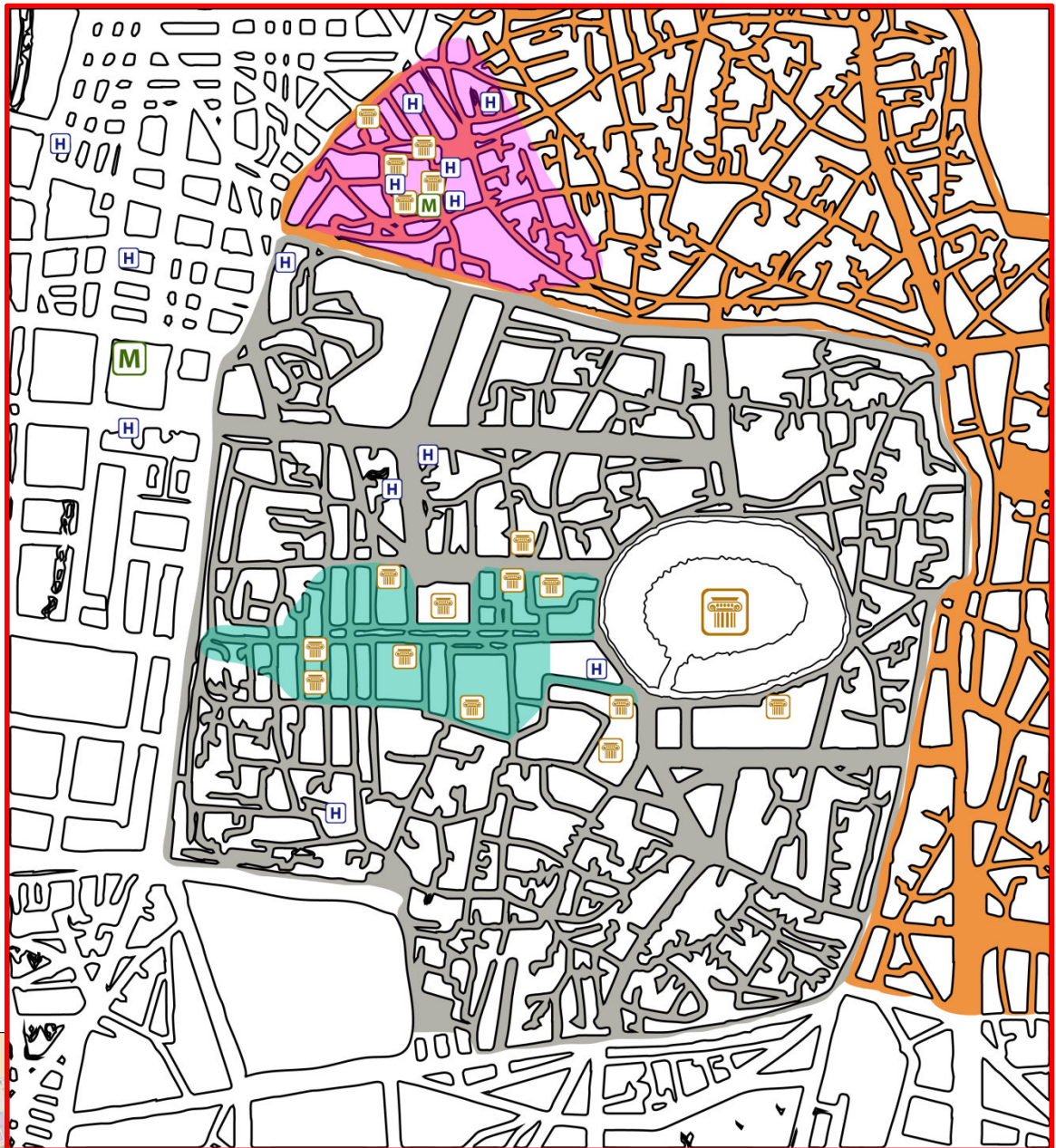
Le deuxième espace, situé au nord-ouest du centre historique, est le quartier Jdaïdé, ancien quartier chrétien de la ville (en violet sur la Carte 7). En plus de la visite des différents monuments qu'il contenait, l'activité touristique dans cet espace s'étendait aussi à l'hébergement et à la restauration. Quartier plutôt résidentiel à la base avec une population plus aisée, on y retrouvait plusieurs anciennes maisons qui avaient été transformées en hôtels et restaurants de haut standing. Contrairement aux établissements proches de la citadelle, ceux de Jdaïdé étaient plutôt fréquentés par la bourgeoisie aleppine et par la clientèle internationale. Du fait qu'ils soient implantés dans le quartier chrétien, plusieurs de ces établissements proposaient des boissons alcoolisées, un service que nous ne trouvions pas côté souks et citadelle où le milieu social est bien plus conservateur.

Il est important de noter qu'à la fin des années 2000 plusieurs projets d'hôtels haut de gamme commençaient à voir le jour autour de la citadelle. Cette tendance (stoppé par le conflit) aurait éventuellement réduit la distinction entre les deux espaces de la zone touristique en matière de services proposés. Cette montée progressive en gamme avec des projets et de nouveaux établissements de niveau international proches des souks et de la citadelle aurait probablement apporté un changement supplémentaire au paysage urbain du centre historique. Nous allons dans le sous chapitre suivant analyser l'évolution de ce paysage et l'articulation des différents espaces urbains du centre historique.

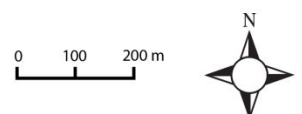
Carte 7 : Carte touristique du centre d'Alep.

Nous constatons que l'activité touristique est concentrée dans la moitié ouest du centre historique (intra et extramuros) et elle déborde vers l'ouest sur une partie du centre-ville moderne.

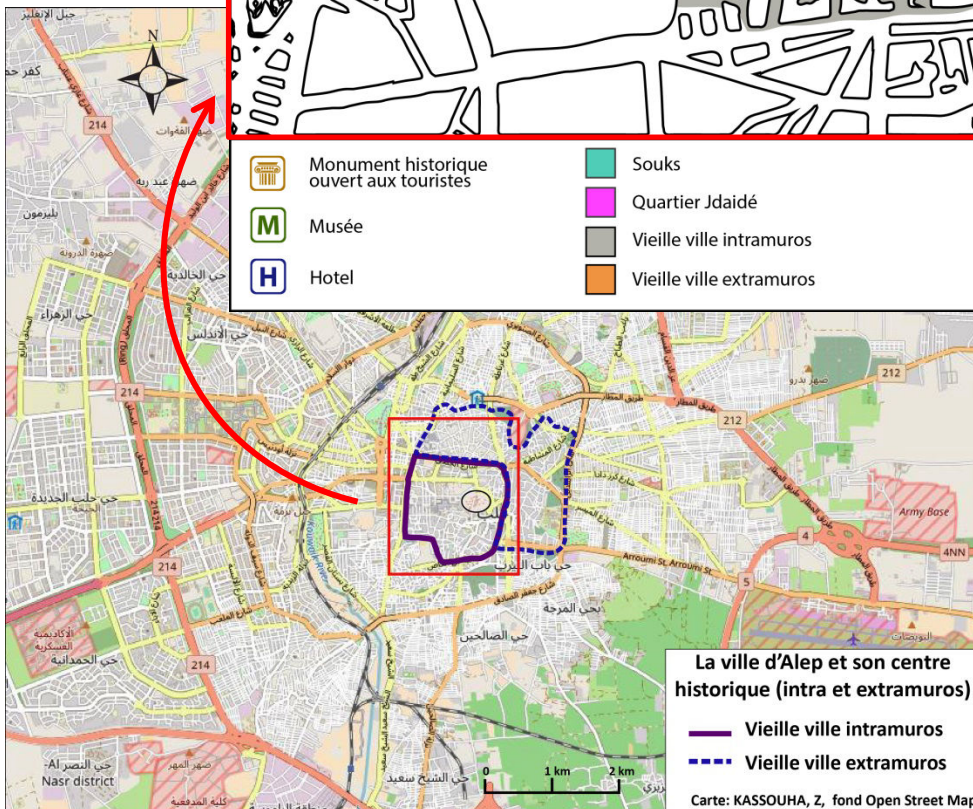
Carte : KASSOUHA, Z., 2014





-  Monument historique ouvert aux touristes
-  Musée
-  Hotel
-  Souks
-  Quartier Jdaïd
-  Vieille ville intramuros
-  Vieille ville extramuros



Carte : KASSOUHA, Z., 2014



La ville d'Alep et son centre historique (intra et extramuros)

-  Vieille ville intramuros
-  Vieille ville extramuros

Carte : KASSOUHA, Z, fond Open Street Map

3.3. Alep comme produit touristique :

Le déroulement des visites dans le cadre des voyages organisés de tourisme culturel se partageait entre quatre étapes :

- Les souks, avec la Mosquée des Omeyyades et les différents autres bâtiments de la zone (madrasas, khans, ateliers d'artisanat)
- Le quartier Jdaidé, notamment les églises et les palais de l'époque ottomane
- La citadelle et son entourage
- Le musée national, située hors du centre historique, à quelques dizaines de mètres à l'ouest des remparts

Le déplacement entre ces différentes étapes se faisait à pied le plus souvent, surtout que certaines parties du centre historique sont piétonnisés (notamment les souks, l'esplanade devant la citadelle et l'espace aménagé du quartier Jdaidé). Les points de départ des visites se trouvaient donc aux différents endroits où les voitures ou les cars pouvaient déposer les touristes pour commencer la visite guidée. Sauf pour les cas où l'hôtel dans lequel logent les touristes se trouve dans un périmètre proche des étapes à visiter (voir Carte 7, page précédente). La visite se déroulait sur une journée entière, ou sur une demi journée complétée par la visite du site de St. Siméon (Annexe 2.1, page 346) situé à moins d'une heure de route d'Alep.

Durant les visites, les touristes et les locaux se cotoyaient essentiellement dans les Souks et sur l'esplanade de la citadelle. Tandis que dans le quartier Jdaidé, beaucoup moins fréquenté par les locaux, le croisement était plus rare et se limitait le plus souvent aux habitants du quartier. Du fait de leurs modes de consommation différents, les touristes et les locaux « se croisent » dans des espaces publics partagés mais ne « se rencontrent » pas.

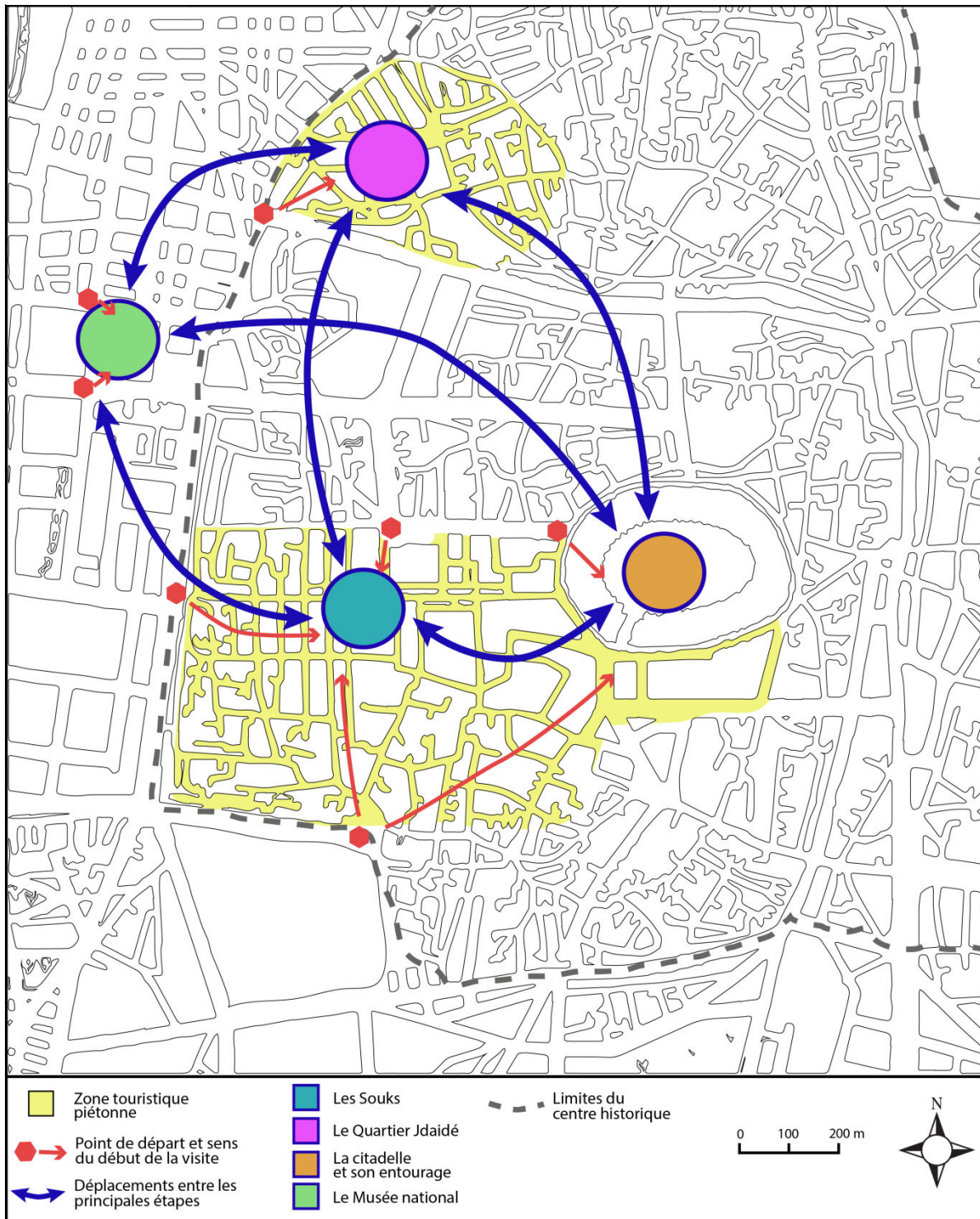
Nous avons spatialisé cette dynamique des visites touristique sous forme d'une carte qui démontre les différentes étapes évoquées et l'interaction entre les différents espaces visités (Carte 8).

Il est important de rappeler que ce type d'organisation concernant essentiellement les touristes occidentaux en voyages organisés de tourisme culturel. Les autres catégories de touristes avaient des habitudes de consommation et une organisation spatiale différentes.

Par exemple, les touristes syriens ou ceux venant des pays du Moyen-Orient restaient davantage dans la zone des souks et de la citadelle, le quartier Jdaïdé et le Musée national faisaient rarement parti de la visite.

Carte 8 : Spatialisation des visites guidées du tourisme culturel dans le centre historique d'Alep.
 Les déplacements entre les différentes étapes se font essentiellement à pieds.

Carte : KASSOUHA, Z., 2018



3.4. Evolution du paysage urbain dans le centre-ville d'Alep et rôle du tourisme

Ces distinctions dans les activités touristiques exercées de part et d'autre du centre historique et leur quasi-absence dans certaines zones de ce centre sont intimement liées à l'organisation socio-économique historique de la ville. Le partage de l'espace urbain par fonction : entre zones d'habitation et zones de production ou d'échanges économiques et commerciaux (souks, commerces, ateliers, etc.). Le partage de l'espace du point de vue social, entre les différentes catégories de la population (classes populaires et classes aisées) et entre les différentes composantes communautaires de cette population (musulmane, chrétienne et juive). L'articulation de tous ces éléments a modulé pendant des siècles l'évolution urbaine d'Alep, du centre historique « intra-muros » aux extensions extra-muros du XIV^e au début du XIX^e siècle, à la ville moderne de la fin du XIX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui.

La situation qui persistait avant le conflit, dans les années 2000, était l'aboutissement des évolutions sociodémographiques et économiques survenues à Alep, et en Syrie en général, pendant la deuxième moitié du XX^e siècle. Une augmentation significative de la population, un exode rural très important des provinces vers les grandes villes, un développement urbain souvent incontrôlé et des changements de modes de production et de consommation. Toutes ces modifications, accompagnées des changements politiques qu'a connu le pays depuis son indépendance avaient profondément modifié le tissu sociale à Alep. L'émergence de nouvelles élites politiques et économiques, ainsi que d'une nouvelle classe populaire issue de l'exode rurale. Cela s'était accompagné du déclin de l'influence des élites anciennes et de la disparition de certains éléments qui régulaient la vie sociale et économique, notamment dans le domaine de l'artisanat traditionnel (Banat, 2007, p. 162-164).

Des problèmes liés à la paupérisation et à des changements démographiques, notés par Hamidé dès les années 1950 (Hamidé, 1959, p. 82) et accentués dans les années 1970 (David, 1980; Noaime, 2016, p. 99) avaient amené à une dégradation du tissu urbain. La population aisée de la ville intramuros, optant pour le confort de la modernité, quitta progressivement son habitat traditionnel pour les nouveaux quartiers plus luxueux de la ville

moderne. En sens inverse, une population issue de l'exode rural, majoritairement des classes ouvrières et avec très peu de moyens, s'installa dans le centre historique où l'habitat était bon marché à l'époque. Cela créa des problèmes de surpopulation et des dégradations d'une partie des maisons et des bâtiments historiques, par manque de conservation ou du fait d'aménagements modernes improvisés à l'intérieur de ces bâtisses (David, 1980; Grandin, 2014; Lafi, 2017; Noaime, 2016, p. 99-100). Des maisons traditionnelles furent également converties à une utilisation marchande, en ateliers de tissages ou en entrepôts, des activités qui amenèrent également leurs lots de dégradation.

Les plans de développement urbains jusqu'alors n'ont pas non plus montré un souci de conservation. A part quelques grands monuments qui sont appréciés pour leur valeur historique (comme la Mosquée des Omeyyades ou la citadelle), le tissu urbain traditionnel a été vu comme un obstacle au développement de la ville. Des démolitions massives furent programmées (et partiellement appliquées) jusqu'à la fin des années 1970 (David, 2014b). Le but étant d'améliorer l'accessibilité des véhicules vers le cœur marchand de la ville historique (les souks) en élargissant certains axes mais aussi de remplacer les vieux bâtiments par des immeubles modernes de plusieurs étages pour l'activité commerciale (Hamidé, 1959, p. 83).

Ce n'est qu'à partir des années 1980 que la tendance commença à s'inverser par les efforts conjugués venant à la fois d'acteurs locaux et internationaux. D'un côté, une partie des intellectuels syriens, conscients de la valeur patrimoniale de l'ensemble du centre historique, essaya de dissuader les autorités d'appliquer leurs plans de démolition et de modernisation du centre historique (David, 2014b; Grandin, 2014). D'un autre côté, l'UNESCO qui encourage la conservation de ce tissu urbain dans sa globalité finit par classer l'ensemble du centre historique sur la liste du Patrimoine mondial en 1986 (UNESCO, s. d.-a).

Dès la fin des années 1980 les efforts de conservation du centre historiques par les autorités locales commencèrent à être mis en place. A partir des années 1990 un projet de réhabilitation de la vieille ville fut lancé en collaboration avec la GTZ (l'agence allemande pour le développement) (Bosredon, 2014; David, 2014b; Grandin, 2014). Il visait à améliorer les conditions de vie de la population locale en rénovant l'infrastructure vieillissante (réseaux d'eau potable et d'égouts) et à conserver le tissu urbain par des travaux de

restauration de bâtiments et d'aménagement de l'espace public. C'est au travers de ce projet que le tourisme fit son entrée dans le centre historique comme vecteur de mise en valeur du patrimoine et de développement économique à la fin des années 1990. Le projet prévoyait tout de même (en théorie) de cantonner le développement de l'activité touristique à des zones spécifiques afin de préserver le tissu socio-économique dans les zones d'habitation et d'activité économiques traditionnelles. Il cherchait ainsi à limiter les phénomènes de muséification généralisée observés ailleurs dans les centres historiques rénovés de certaines villes du bassin méditerranéen (comme à Marrakech et d'autres villes marocaines (Roussillon, 2010)).

Dans les années 2000, avec le développement de l'investissement privé et du tourisme, plusieurs établissements touristiques ouvrirent leurs portes dans le quartier Jdaidé. De vieux palais qui dataient du XVIII^e et du XIX^e siècle furent transformés en restaurants et hôtels haut de gamme à destination des touristes étrangers et de la bourgeoisie locale. Ce quartier majoritairement chrétien qui occupe la partie nord-ouest du centre historique (cf. carte touristique précédente, Carte 7) fit l'objet d'une phase pilote du projet de développement touristique de la vieille ville. Les pouvoirs publics ont concentré beaucoup d'efforts dans l'aménagement de ce quartier (Bosredon, 2014). Le fait que le quartier soit majoritairement résidentiel à la base a favorisé cette reconversion. Le climat plus « permissif » quant à la consommation d'alcool, comparée à d'autres quartiers de la vieille ville, était aussi un élément important.

Le plan du développement présenté début des années 2000 par les autorités locales et leurs partenaires internationaux susmentionnés, concentrait en effet le développement prévu des établissements touristiques dans le quartier Jdaidé et autour de la citadelle (Carte 9). Si ce plan a été plutôt respecté dans ses grandes lignes pendant les années 2000, plusieurs établissements touristiques ont quand même été inaugurés en dehors des périmètres prévus.

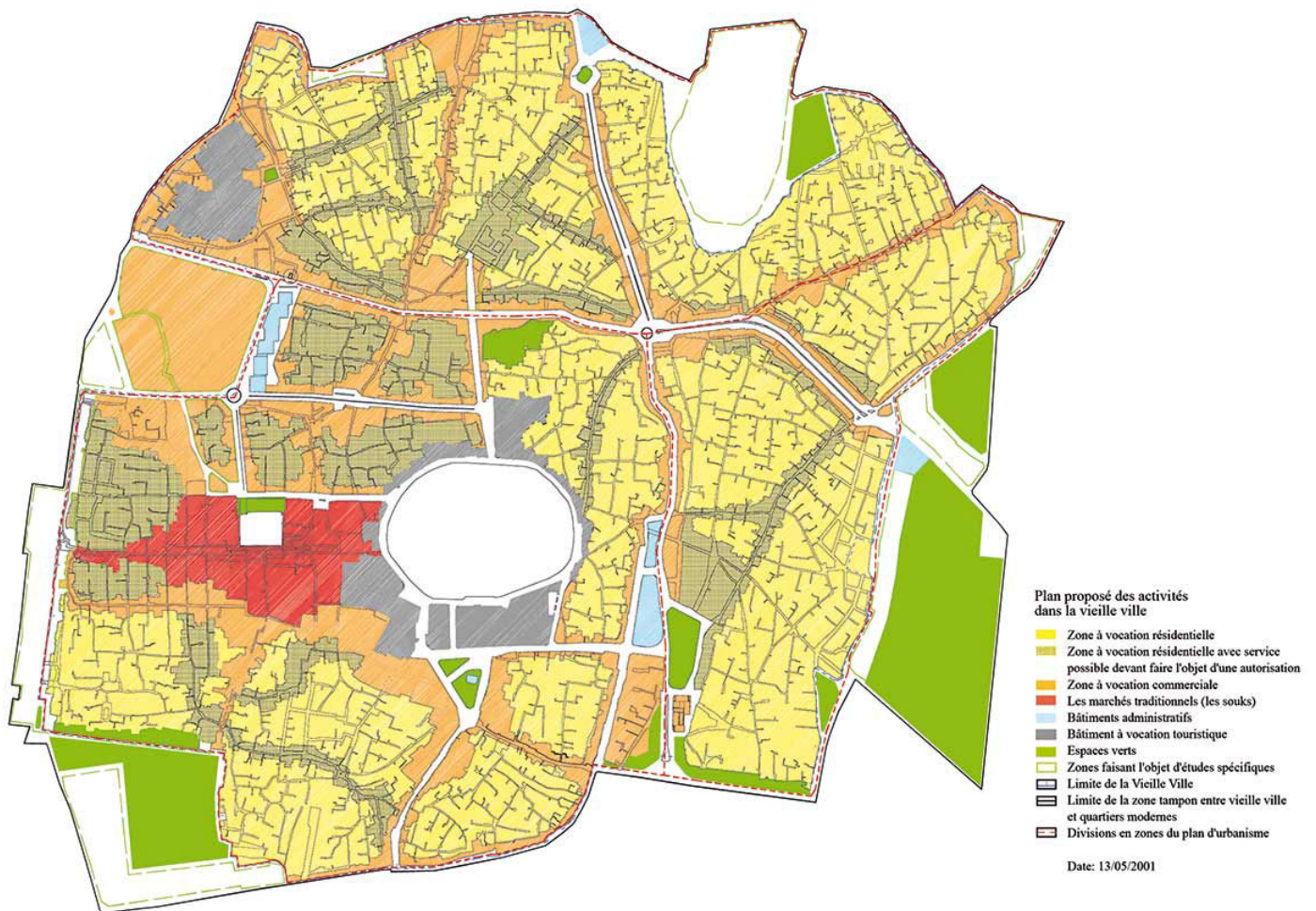
Dans la partie proposée à l'investissement touristique autour de la citadelle figuraient plusieurs anciens bâtiments administratifs désaffectés. La réhabilitation de ces bâtiments datant du XIX^e et du début du XX^e siècle permettait de conserver le paysage urbain en place. Cette même zone a aussi connu un aménagement de l'espace public, avec la piétonisation

du parvis devant la citadelle et l'élargissement des terrasses des cafés et restaurants déjà implantés (David, 2014b). Ce projet d'aménagement porté par la Fondation Aga Khan a réussi à créer un espace partagé entre les touristes et la population locale autour de la citadelle (Ibid.).

Carte 9 : Plan de développement des activités dans la vieille ville proposé en 2001 par les autorités locales.

On constate la concentration des espaces dédiés aux établissements touristiques dans le quartier Jdaïd et autour de la citadelle tout en conservant les zones d'habitat. Dans l'application le développement a suivi ce plan dans les grandes lignes, mais des investissements touristiques hors des périmètres prévus ont été constatés.

Source : Grandin, T. *in* David, J. C. (dir.), 2012



Si le partage de l'espace fut plutôt réussi autour de la citadelle selon Jean Claude David, le résultat était moins équilibré du côté du quartier Jdaïd. La concentration des

établissements touristiques et l'aménagement de l'espace public pour cette activité a mené à une quasi muséification du quartier (Bosredon, 2014; Ferguène & Banat, 2013). Un phénomène de gentrification progressive commençait aussi à être observé à la fin des années 2000 dans ce même quartier et ailleurs dans le centre historique (Bosredon, 2014; Lafi, 2017). Bien que ces phénomènes soient assez localisés et d'une ampleur réduite (Boissière & David, 2014b), ils étaient susceptibles de s'aggraver dans les années suivantes. Avec la croissance exponentielle de l'activité touristique et le nombre de projets d'investissement touristiques qui étaient en cours, on risquait de voir une nouvelle modification socio-économique s'opérer dans le centre historique d'Alep et ce au moment où le conflit a éclaté.

En dehors du centre historique, les infrastructures hôtelières se sont développées dans la partie centre/centre-ouest de la ville moderne. D'un côté, cette zone constitue le cœur de la ville moderne où on retrouve l'essentiel de l'activité économique tertiaire (à proximité des souks, historiquement liés à cette activité). D'un autre côté, il s'agissait de quartiers habités par une population aisée, aménagés de manière plus favorable à l'activité touristique que les quartiers des classes moyennes et populaire qui se trouvaient à l'est et au sud de la ville.

L'activité touristique à Alep avant le conflit était donc une activité spatialement concentrée. D'une part dans le centre historique, où cette concentration était partiellement maîtrisée par les autorités locales et motivée par l'attractivité plus importante de certaines zones par rapport au reste de la vieille ville. D'autre part dans la ville moderne, où l'activité s'était concentrée essentiellement dans le centre-ville pour des raisons d'accessibilité, d'activité économique et d'environnement social. Nous pouvons résumer ce caractère non-diffus du tourisme aleppin à travers la représentation spatiale suivante (Figure 19).

Il est important de souligner que le développement des projets touristiques fin des années 2000 commençait à étendre les zones d'hébergement touristiques davantage vers le sud du centre historique intramuros. Les quartiers à l'est de la citadelle étant plutôt populaires manquaient (par nature) d'attractivité pour les investisseurs. Ces derniers étaient plus attirés par la rénovation d'anciens palais et grandes demeures de la vieille ville en vue de les transformer en établissements touristiques. Les maisons plus modestes des quartiers populaires offraient alors moins de possibilités pour ce genre de projets.

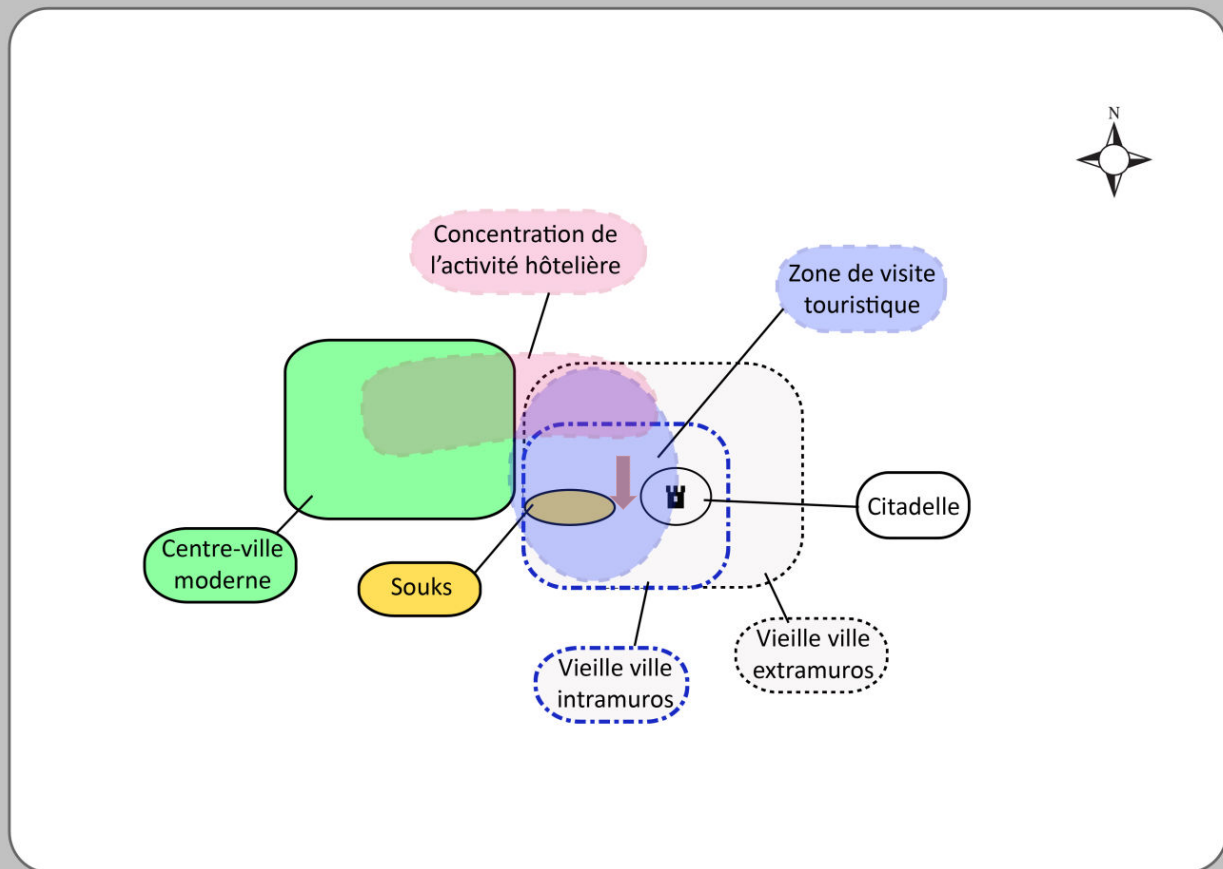


Figure 19 : Représentation spatiale de l'activité touristique dans le centre d'Alep.
La flèche représente l'extension progressive de l'activité hôtelière vers le sud dans la vieille ville intramuros.

Graphique : KASSOUHA, Z., 2017

Cette modification progressive du paysage urbain par le développement touristique s'est naturellement figée avec le conflit. La ligne de front qui s'est installée dans le centre historique d'Alep à partir de 2012 a engendré une destruction de très grande ampleur que nous allons étudier en chapitre 5 de cette étude. Le conflit constitue une bifurcation qui risque de modifier le paysage urbain de manière irréversible.

Partie II. Le conflit syrien depuis 2011 et son impact sur le tourisme dans le pays. Le cas d'Alep

Chapitre 4. De la disparition à la redéfinition, le tourisme en temps de guerre en Syrie

Dans ce chapitre nous passerons en revue la situation du tourisme en Syrie depuis le début du conflit. Une situation qui est évidemment très détériorée vu le contexte du conflit, mais où un tourisme a tout de même pu continuer à exister.

Tourisme et conflit armé sont vus de manière générale comme antagonistes ne pouvant pas cohabiter. Dans une partie de la littérature scientifique la relation entre guerre et tourisme était considérée comme binaire : le tourisme n'existe que dans un contexte de paix (Vukonic, 1997 cité par ; Timothy, 2013). Donc, plus le risque de conflit est important plus le tourisme diminue. Une relation que nous représentons sous forme de gradient (Figure 20). Cela rejoint certains constats que nous avons évoqués en chapitre 2 concernant le rôle du contexte politique régional dans le développement du tourisme en Syrie (page 87 et suivantes).

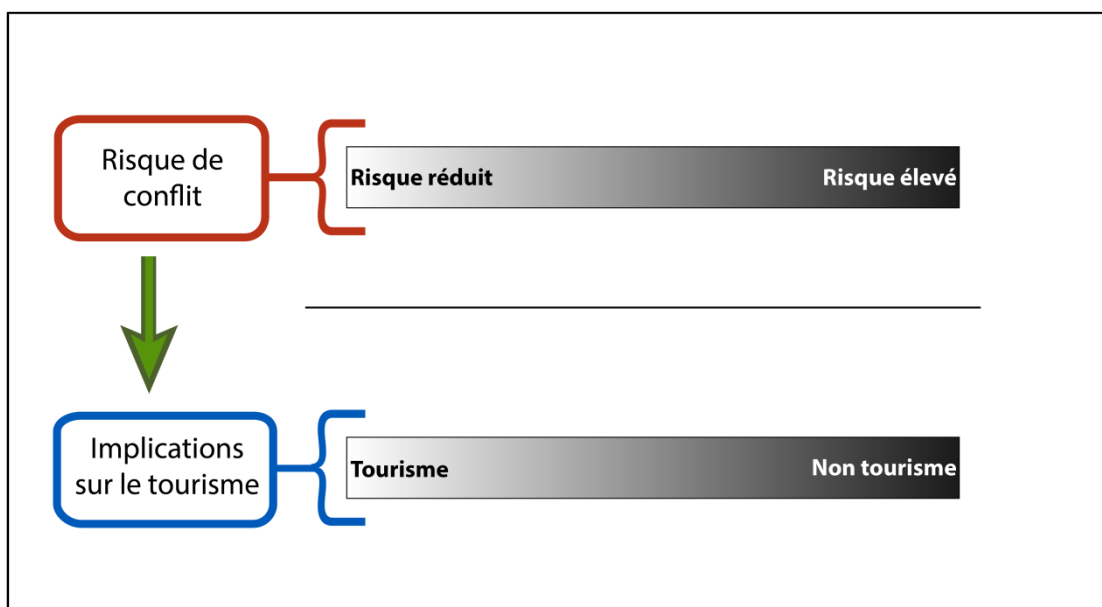


Figure 20 : Relation entre le risque de conflit et le tourisme, traditionnellement véhiculé par la littérature scientifique

Graphique : KASSOUHA, Z., 2017

Néanmoins, cette vision plutôt simplifiée de la relation entre tourisme et guerre a déjà été sujet à des critiques qui ont démontré la dimension bien plus complexe de cette relation, et qui fait qu'une forme de tourisme pourrait bien subsister durant un conflit (Butler & Suntikul, 2013).

A travers les différents exemples observés que nous allons passer en revue, nous chercherons à mettre la lumière sur cette complexité et à décliner les différents gradients qui en résultent dans le cas syrien. Vu la complexité extrême du conflit en Syrie et la multitude des acteurs et des enjeux qui y sont liés (au niveau local, régional et international) certaines variantes qui résultent de cette analyse peuvent être spécifiquement liées à ce conflit, et donc non transposables à d'autres cas.

4.1. La disparition

A l'arrivée du printemps en 2011, début de la saison de touristique des Européens en Syrie, les réservations affichaient des niveaux très élevés. Malgré les tensions liées au « Printemps arabe », le contexte était jusqu'à lors plutôt favorable pour la Syrie. Les troubles ayant touché la Tunisie, l'Égypte et la Libye, certains touristes qui s'étaient détournés de ces destinations étaient alors susceptibles de choisir la Syrie comme alternative. Le pays figurait parmi les destinations à envisager « sans craintes » selon un site de voyage français (Guide évasion, 2011).

Par contre, à partir du 15 mars 2011 les premières manifestations à Damas puis Deraa commencent à changer cette perspective positive. La répression violente des manifestations et la montée des tensions dans certaines zones du pays entraînent assez rapidement des annulations de voyages. Fin mars, le Quai d'Orsay conseille aux ressortissants français d'éviter les villes de Deraa et de Lattaquié, sans pour autant les appeler à quitter le pays (Easyvoyage, 2010).

Mais le tort était déjà fait. Quand, à peine un mois après les premières manifestations, la Syrie a été classée comme une destination à éviter par les autorités de plusieurs pays occidentaux (AFP, 2011; The Independent, 2011), il ne restait déjà pratiquement plus de touristes européens sur place. L'annulation généralisée des réservations prévues pour la suite de la saison, et de l'année, était déjà entamée.

Dans les mois qui ont suivi, les ressortissants des pays voisins ont à leur tour déserté la destination Syrie. La tension généralisée relayée en direct sur les chaînes d'information arabophones ne rassurait pas les touristes. Les prémises de l'implication régionale dans ce

qui allait devenir la guerre civile en Syrie se reflètent par l'arrêt des flux de touristes provenant des pays impliqués (notamment les Pays du Golfe, l'Iran et la Turquie).

Dès la fin de l'année 2011, l'activité touristique en Syrie devient quasi nulle. Mis à part de rares cas de tourisme affinitaire (Syriens expatriés), de certains pèlerins chiites ou chrétiens des pays voisins et de quelques soutiens politiques qui prennent le risque de se rendre dans le pays. Cette situation se prolongera pendant les années suivantes.

Les indicateurs des fréquentations touristiques et des recettes du tourisme affichent des baisses de l'ordre de 90 à 95% en 2012 en comparaison avec 2010, dernière année avec une activité touristique normale (Ministère du tourisme, 2012).

Une « embellie » est tout de même observée à partir de 2016, avec des indicateurs qui repartent à la hausse poussés par un contexte international plus favorable au gouvernement syrien et par une certaine stabilité des lignes de front. Le ministère de tourisme a annoncé fin 2016 une augmentation du nombre d'arrivées de l'ordre de 38% par rapport à 2015. Impossible pour autant de mesurer la vraie valeur de cette augmentation, les résultats étant annoncés uniquement en valeur relative et non pas en valeur absolue (Ministère du tourisme, 2016).

4.2. La redéfinition

Le bouleversement causé par le conflit a redéfini les contours du territoire syrien et instauré des gradients de sécurité et d'accessibilité propres aux différentes zones du pays. Des gradients qui varient en fonction des forces qui contrôlent chaque zone, de l'importance stratégique des zones en question ainsi que d'autres facteurs ponctuels (changements d'alliances, attentats suicide, attaques éclairs, etc...). Toutes ces variantes ont contribué à redessiner en permanence les contours du tourisme pouvant toujours exister et à redéfinir les formes de tourisme adaptées à l'évolution du conflit.

4.2.1. La redéfinition du territoire

Fin 2011, la militarisation progressive du soulèvement populaire commence à s'intensifier. Les désertions de plus en plus récurrentes de militaires de l'armée syrienne qui ont décidé de rejoindre l'opposition participe à l'essor de l'Armée syrienne libre (ASL) fondée fin juillet 2011 (Syria Comment, 2011). Le financement et l'armement en provenance de plusieurs acteurs régionaux (Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Turquie) favorise l'émergence d'autres milices et brigades avec des idéologies et des objectifs diverses, des plus modérés aux plus extrémistes (Balanche, 2013; BBC News, 2013; Filiu, 2013a, p. 86-87). L'affaiblissement du pouvoir central syrien a poussé également à l'émergence d'autres acteurs. Ainsi, dans le nord-est de la Syrie les milices kurdes apparaissent. Les forces armées syriennes se replient laissant la gestion de la sécurité et le contrôle de la région, à majorité kurde, aux mains des milices en question (Semo, 2012). Dès 2013, d'autres acteurs, cette fois externes, entrent aussi en scène. Le Hezbollah libanais et d'autres milices chiïtes irakiennes, iraniennes, afghanes ou yéménites, viennent prêter main forte au gouvernement syrien face aux différentes factions de l'opposition ou des djihadistes (Gouëset, 2016). Entre 2013 et 2014 l'EI commence à prendre de l'ampleur aussi et à gagner du terrain (Doornbos & Moussa, 2016). A partir de 2014, des forces russes s'installent dans plusieurs bases de l'armée syrienne, principalement sur la côte. Des forces aériennes, mais aussi des troupes au sol prêtent main forte à l'armée syrienne et à ses alliés contre les forces de l'opposition et celles de l'EI (Le Monde, 2015; Le Point, 2015). A partir d'août 2016, des troupes turques interviennent aussi dans le nord de la Syrie en soutien à plusieurs factions des forces de l'opposition (Jégo, 2016). La présence de l'armée turque vise d'un côté à aider les rebelles syriens dans leur affrontement avec l'EI, et d'un autre côté à combattre (ou tout du moins à limiter l'avancée) des forces kurdes sur le territoire de l'opposition syrienne. Le dernier acteur à entrer en scène avec des troupes au sol sur le territoire syrien est l'armée américaine. Des soldats américains jouaient jusqu'alors un rôle de conseil auprès des forces kurdes dans leur combat contre l'EI, mais à partir de mars 2017 des troupes américaines interviennent également au sol pendant les combats (Le Monde, 2017).

L'émergence de tous ces acteurs a conduit à un vrai morcellement du territoire entre la partie contrôlée par le gouvernement syrien et ses alliés, la partie contrôlée par les forces de

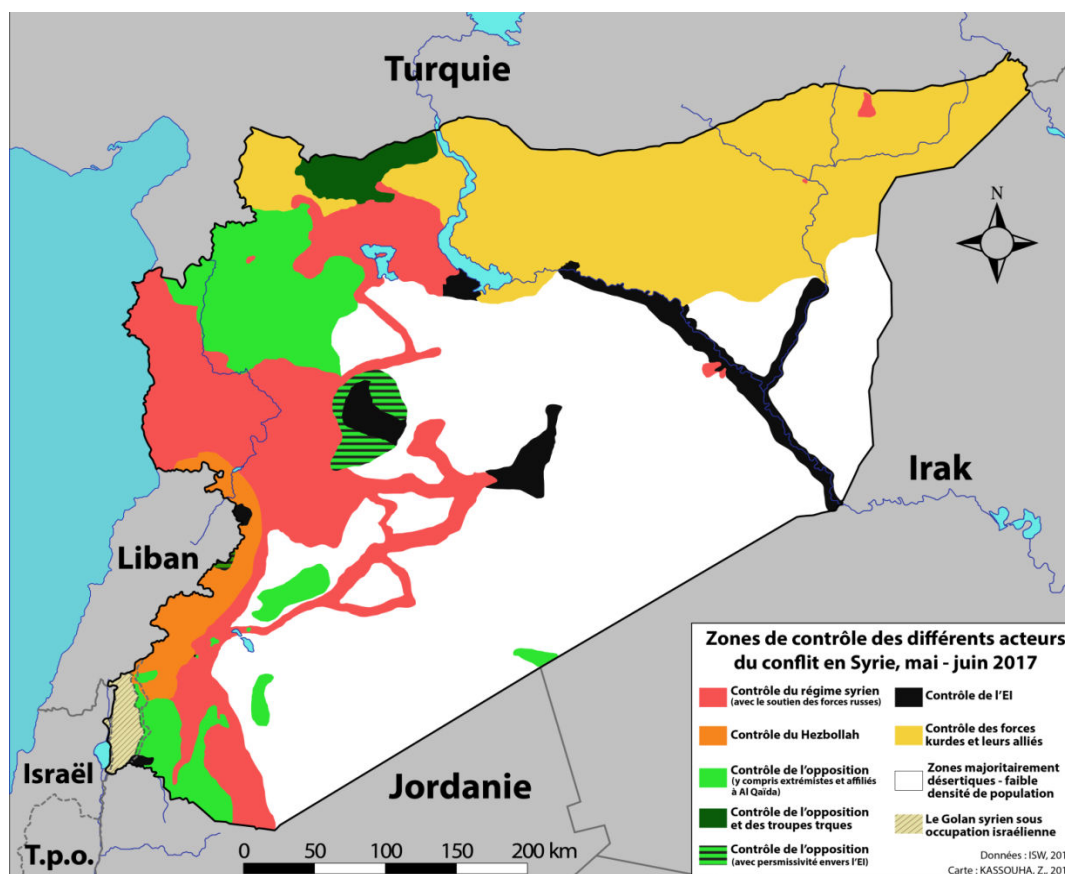
l'opposition et leurs alliés, celle qui l'est par les djihadistes de l'EIL et celle qui l'est par les forces kurdes et leurs alliés.

Pour représenter cette complexité des acteurs, la carte suivante représente les zones de contrôle des différentes forces en mai et juin 2017. Elle a été réalisée à partir des données recueillies par ISW (The Institute for the Study of War) (ISW Syria Team & Syria Direct, 2017).

De plus, les frontières de ces différentes zones de contrôle ont connu une fluctuation très importante au grès de l'avancée du conflit et de l'émergence de nouveaux acteurs (Annexe 5.1 : Evolution des zones de contrôle en Syrie entre 2013-2018, page 354). Cette instabilité a limité les possibilités d'avoir un tourisme dans des contours définis. A part les zones qui sont restées en permanence aux mains du régime syrien (essentiellement la zone côtière et le centre-ville de Damas) toutes les zones du pays ont connu une instabilité permanente, des basculements du contrôle entre plusieurs acteurs du conflit et souvent des combats acharnés et dévastateurs.

Carte 10 : Les zones de contrôle des différents acteurs du conflit syrien en mai-juin 2017.
 La carte démontre le morcellement du territoire et la discontinuité de l'espace contrôlé par les différents protagonistes. La situation a évolué (de manière radicale dans certains endroits) depuis la réalisation de cette carte.

Données des zones de contrôle : ISW, 2017
 Carte : KASSOUHA, Z., 2017



Les exemples de tourisme, dans le sens marchand du terme, que nous avons pu observer, se cantonnent donc aux territoires contrôlés par le régime, l'absence de forces aériennes chez l'opposition rendant les zones du régime assez sûres et « propices » à l'activité touristique. Les zones sous le contrôle des rebelles ou des islamistes étant quant à elles bombardées massivement par les airs (l'armée syrienne, l'aviation russe, la coalition internationale) cela y augmentait le risque de manière considérable.

Ceci dit, des espaces contrôlés par des acteurs autres que le régime syrien ont aussi connu, dans une moindre mesure, des activités de tourisme ou pouvant être assimilées au tourisme. Nous allons également évoquer ces exemples dans ce chapitre (voir sous-chapitre 4.2.2.2, page 136)

4.2.2. La redéfinition du tourisme

La redéfinition du tourisme en Syrie pendant le conflit se manifeste par une série d'adaptations au contexte de la guerre. Des adaptations concernant la clientèle, les formes de tourisme proposées, le territoire accessible ainsi que la communication et l'image proposées de la destination.

Comme évoqué précédemment, le *statu quo* militaire dans certaines zones et la reprise du contrôle d'autres par le gouvernement syrien a permis un retour progressif du tourisme que l'on a pu observer à partir de 2014. Ce retour de l'activité touristique est principalement concentré dans les régions côtières. Il s'agit d'un tourisme domestique qui attire essentiellement une clientèle issue des zones contrôlées par le régime. Un tourisme affinitaire refait aussi surface, des Syriens expatriés rentrent visiter leur famille. Certes ces visites sont moins fréquentes qu'avant le conflit, mais constituent l'un des flux d'arrivées non-totalement interrompu par la guerre.

D'autre part, un tourisme international est également observé en provenance de certains pays voisins. Il est basé sur des motifs religieux. En effet, le tourisme religieux est l'un des fers de lance utilisés par les autorités syriennes pour dynamiser le secteur touristique depuis le début du conflit (Cham Times, 2013). Le Ministère du tourisme multiplie depuis 2012 les

initiatives et les plans pour relancer cette activité dans un contexte régional et religieux particulier (B2B-SY, 2012b). Il s'agit essentiellement du tourisme et pèlerinage vers les lieux saints liés au chiisme qui se trouvent à Damas et dans ses alentours. Ces lieux ont cristallisé une tension importante entre l'opposition et ses alliés majoritairement sunnites d'un côté, et le régime et ses alliés majoritairement chiites d'un autre. Des milices chiites iraniennes, irakiennes, ou libanaises liées au Hezbollah, ont joué un rôle important dans la protection et le maintien de ces lieux sous le contrôle du régime syrien ainsi que les zones qui les entourent.

Dans ce contexte, le développement du tourisme vers ces lieux pour les ressortissants chiites venant des pays concernés (Iran, Irak, Liban), se situe à cheval entre tourisme, religion et politique. L'effort de développement du tourisme religieux s'adresse aussi à une clientèle chrétienne, dans des pays alliés du régime ou du moins qui ne soutiennent pas l'opposition. C'est le cas de la Russie ou de l'Arménie par exemple (B2B-SY, 2012a).

Dans cette mouvance d'un tourisme international à forte connotation politique, des visites sont organisées pour de délégations étrangères qui partagent, au moins en partie, la vision politique du régime syrien. Si elles viennent majoritairement de pays alliés du régime, certaines viennent de pays occidentaux farouchement opposés au régime. Des visites récurrentes de personnalités politiques françaises (députés, maires de communes, ...) sont observées dans ce cadre depuis 2014 (AFP, 2015; Jarrassé, 2014).

Selon le ministre du tourisme syrien, le nombre d'arrivées internationales en 2014 a dépassé les 400 000²² (AlAkhbar, 2014). Un chiffre global qui certes ne détaille pas par catégorie les arrivées en question (touristes, expatriés, combattants étrangers, etc...), mais qui démontre une tendance à la hausse. Cette tendance se confirme dans les années suivantes selon le ministère du tourisme ou le ministre lui-même. L'une des dernières déclarations en date sur le sujet fait état d'une augmentation de 25% des arrivées sur les 6 premiers mois de 2017 par rapport à la même période en 2016, et affiche un total de 530 milles arrivée jusqu'à fin juin (Syrian Ministry of Tourism, 2017c)

²² Soit 4% des chiffres d'avant le conflit. En 2010, le nombre de touristes était 8,5 millions, tandis que les arrivées internationales (que le ministre évoque) frôlaient les 9,5 millions (CBS, 2011).

Quant au tourisme culturel, que nous avons étudié en chapitre 1 de cette thèse (page 55), nous n'avions aucun signe d'une activité organisée dans ce domaine entre l'arrêt total du tourisme en 2011 et le printemps 2015. Le premier voyage organisé ouvert au public dont nous avons eu connaissance et celui organisé par l'association française « SOS Chrétiens d'Orient » du 05 au 12 avril 2015. L'association propose alors un programme (presqu') ordinaire pour visiter la Syrie en pension complète pendant une semaine pour la somme de 1300€ (Figure 21).

D'autres voyages ont été organisés dans les mois suivants par d'autres acteurs, certains voyages de groupes sont menés par des Syriens expatriés en France (Le Parisien, 2015). Tout de même, l'association SOS Chrétiens d'Orient est la seule à organiser ce genre de voyages de manière récurrente depuis 2015. Nous nous sommes donc intéressés davantage à l'exemple de cette

association surtout que son offre s'est depuis professionnalisée. Dès 2016 l'association passe par une agence de voyage basée à Paris, spécialisée dans le tourisme culturel, le pèlerinage et les voyages religieux, pour organiser ses voyages en Syrie. L'agence en question, « Odeia » est aujourd'hui la seule en France à proposer la Syrie dans son catalogue de voyages organisés (Figure 22).

Nous avons étudié cet exemple spécifique dans le but de mieux comprendre l'approche menée par l'association et l'agence de voyage dans leur démarche touristique. De cerner les adaptations que ces acteurs ont dû intégrer pour pouvoir organiser ces voyages pendant le conflit. Nous cherchions également à avoir une meilleure perception de la clientèle de ces voyages et de leurs motivations. Nous nous posons aussi la question de la part de curiosité vis-à-vis du conflit dans la motivation des voyageurs, pour savoir si nous étions éventuellement face à un « dark tourism » en temps de guerre, soit « à chaud ». Enfin, cet

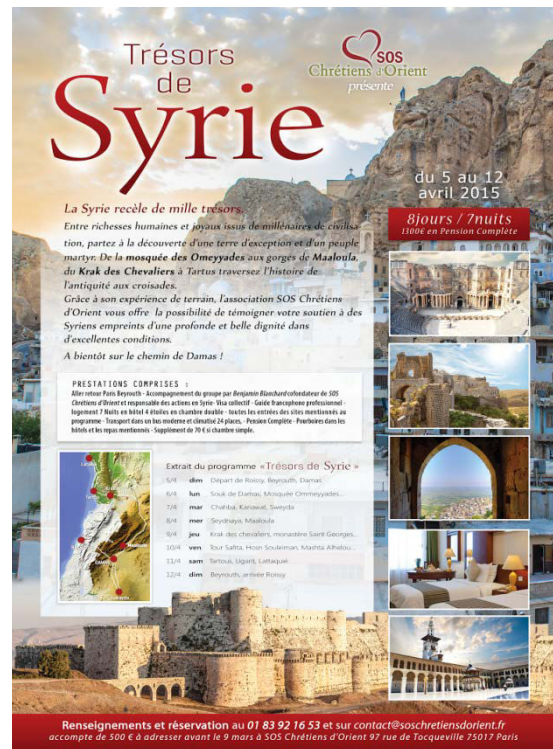


Figure 21 : Affiche promotionnel du voyage en Syrie organisé par SOS Chrétiens d'Orient en avril 2015. Il s'agit du premier exemple de tourisme culturel organisé depuis le début du conflit. © SOS Chrétiens d'Orient, 2015

exemple pourrait nous éclairer sur les éventuelles évolutions du tourisme poste conflit en Syrie.

4.2.2.1. Adaptation du tourisme culturel - L'exemple de SOS Chrétiens d'Orient

L'importance de cet exemple vient du fait que les voyages organisés par cette association sont ouverts à tous, comme un voyage touristique ordinaire. Ils ne sont pas destinés en particulier à des personnalités connues, sous forme de délégation, pour des fins de communication ou des raisons politiques. Il serait tout de même naïf d'imaginer qu'une initiative similaire dans le contexte du conflit syrien soit dénuée d'une dimension politique.

Nous avons mené des entretiens avec des responsables respectifs de l'agence Odeia et de l'association SOS Chrétiens d'Orient afin de comprendre l'organisation des voyages vers la Syrie. Nous nous sommes plus particulièrement intéressés aux aspects logistiques et administratifs, à la clientèle qui est attirée par ces voyages ainsi qu'aux pistes de développement envisagées.

Selon Benjamin BLANCHARD, secrétaire générale de SOS Chrétiens d'Orient, l'association a été créée en décembre 2013 suite aux événements de Maaloula²³. En effet, fin 2013, ce village situé dans les montagnes à 60 km de Damas a été pris pour cible par des combattants de l'opposition et surtout des djihadistes de Jabhat Al Nosra, branche syrienne d'Al Qaïda (Alkhshali & Robertson, 2013). Une opération à portée symbolique, le village est essentiellement habité par des chrétiens et abrite des sanctuaires chrétiens parmi les plus anciens de Syrie. De plus il s'agit de l'un des derniers endroits au monde où l'on parle encore l'araméen, la langue parlée par Jésus Christ. Cela a rendu ce village particulièrement important pour la communauté chrétienne, en Syrie et au-delà. De ce fait il est devenu aussi l'un des sites touristiques les plus visités autour de Damas. Al Nosra a pris le contrôle de Maaloula pendant plusieurs mois avant que le village ne soit repris par l'armée syrienne (AFP, 2014a). Le village a été fortement endommagé, des sanctuaires religieux ont été pillés, et plusieurs religieuses orthodoxes qui avaient refusé de quitter leur couvent ont été kidnappées (Rotivel, 2013). Elles ont été libérées lors d'un échange de prisonniers entre le régime et Al Nosra trois mois plus tard (Rotivel, 2014).

²³ Entretien téléphonique réalisé le 02/06/2017

Cet événement a donc été l'élément déclencheur de la création de cette association dont le but officiel est d'aider les chrétiens d'Orient (pas uniquement en Syrie) à continuer de vivre dans leurs pays respectifs. Cela passe par des projets humanitaires, de reconstruction de maisons ou de sites religieux, d'organisation d'activités pour la communauté, etc. (SOS Chrétiens d'Orient, s. d.). L'association a réussi à lever des fonds importants pour cette cause et à attirer une couverture médiatique importante sur ses actions (Lieven, 2016). Aujourd'hui elle intervient sur plusieurs terrains en Syrie, mais aussi en Irak, en Jordanie, au Liban et plus récemment en Egypte.

Selon M. Blanchard, l'idée d'organiser des voyages en Syrie était sur la table depuis la création de l'association, mais la tension et l'instabilité sur le terrain n'étaient pas des éléments favorables à sa réalisation. Finalement, en 2015 la situation (tout du moins dans les zones contrôlées par le régime) devenait de plus en plus stable et permettait l'organisation du premier voyage au printemps la même année (Figure 21). Ce voyage était initialement à l'intention des donateurs de l'association avec une ouverture restreinte au public. L'équipe s'attendait à une demande faible et prévoyait entre 10 et 15 participants. Mais celle-ci fut bien supérieure aux attentes, l'association reçut près de 70 demandes de réservation, elle ne put en accepter que la moitié pour des raisons logistiques. Un premier groupe de 35 personnes s'est donc rendu en Syrie début avril 2015 sous la protection du régime Syrien qui mit en place un dispositif de sécurité dédié au groupe de voyageurs.

Poussée par ce succès, l'association organise plusieurs voyages similaires à partir de 2016. Elle organise aussi des séjours humanitaires de plus longue durée pour des



Figure 22 : Capture d'écran du site internet de l'agence Odeia montrant l'offre de voyages organisés vers la Syrie en partenariat avec SOS Chrétiens d'Orient

volontaires qui restent en Syrie entre 1 et 12 mois pendant lesquels ils participent aux travaux menés par l'association auprès des communautés chrétiennes. Jusqu'à début juin 2017 plus de 300 personnes avaient fait le voyage en Syrie par le biais de l'association, en tant que touristes ou volontaires.

A partir de 2016, pour les voyages organisés, SOS Chrétiens d'Orient passe par l'agence Odeia à Paris pour assurer la partie officielle et logistique du travail en France. Lors de notre entretien avec Mme Sophie Magerand²⁴, responsable de l'organisation des voyages à l'agence, elle nous a indiqué qu'Odeia assurait toute la partie administrative (assurance, réservations, transmissions des informations à l'agence réceptive en Syrie pour l'obtention de visa de groupe touristique à l'arrivée, etc...). Quant à la réalisation du programme et l'accompagnement des voyageurs sur place, c'est l'association et l'agence réceptive syrienne²⁵ qui s'en chargent.

i. Clientèle et motivations

D'après l'association, la majorité des touristes qui ont fait le voyage depuis 2015 sont des retraités. Une clientèle typique du tourisme culturel en Syrie avant la guerre déjà. Quelques jeunes ont également participé aux voyages, mais cela reste marginal selon M. Blanchard.

Quant aux motivations des touristes, plusieurs facteurs ont été cités par notre interlocuteur :

- Le motif religieux ou spirituel, des chrétiens croyants qui veulent faire le voyage pour apporter leur soutien aux chrétiens de Syrie en se rendant sur place et aussi pour visiter les hauts lieux du christianisme dans le pays.
- Le motif culturel, des personnes intéressées par la région du Moyen-Orient et de la Syrie et qui veulent se rendre sur place pour découvrir le pays au-delà de l'image médiatique. Une certaine curiosité d'aller rencontrer les gens sur place.
- Le motif politique, des personnes convaincues du bienfondé de la position politique du régime syrien et qui affichent leur solidarité par leur venue.

²⁴ Entretien téléphonique réalisé le 01/06/2017

²⁵ Entre 2015 et 2017 les voyages ont été gérés par deux agences réceptives différentes en Syrie, « Naya Travel & Tourism » et « Mithra Travel ». Lors de nos entretiens avec Odeia et SOS Chrétiens d'Orient, des échanges étaient en cours en vue d'un éventuel changement pour passer par une troisième agence lors des voyages suivants, « Adonis Travel & Tourism », qui était le leader sur le marché avant le conflit.

- La nostalgie, certaines personnes s'étaient déjà rendues en Syrie avant le conflit et ont trouvé dans ce voyage un moyen de revenir sur place une nouvelle fois.

L'association se défend de toute motivation liée à la curiosité vis-à-vis de la guerre elle-même ou à une forme de *dark Tourism*. Aucune visite de zones détruites ou de lieux non-touristiques liés à la guerre ne fait partie du programme. Selon M. Blanchard aucune demande de ce type n'a été faite par les clients.

Cette segmentation de la demande ne vient pas d'un travail méthodique d'acquisition de l'information, elle provient des observations de notre interlocuteur lors de ses échanges avec les voyageurs. Il se peut donc que les éléments mentionnés ne soient pas complètement vérifiables dans l'état actuel. Un travail de sondage et d'entretien avec cette clientèle (à son retour par exemple) dans le cadre d'un futur travail de recherche pourrait permettre de mieux cerner les différentes catégories de clients et leurs motivations respectives.

ii. Adaptation logistique et opérationnelle

D'après la description des démarches faite par l'agence, le procédé d'obtention de visas touristiques pour la Syrie dans le cadre d'un voyage organisé reste inchangé par rapport à la pratique d'avant-guerre. Un visa collectif et gratuit est attribué au groupe à son arrivée sur le territoire à condition de passer par une agence réceptive syrienne. Celle-ci valide les visas en amont auprès du ministère du tourisme et assure l'accompagnement du groupe par un guide certifié depuis l'arrivée et jusqu'au départ de la Syrie de l'ensemble des membres du groupe.

Les changements liés au conflit que nous avons pu remarquer dans les programmes des voyages proposés commencent avec l'arrivée et le départ de Syrie. En absence de vols directs entre la France et la Syrie, les voyageurs atterrissent au Liban. Ils sont alors transférés par la route reliant Beyrouth à Damas pour commencer leur voyage et vice-versa.

D'autre part, selon M. Blanchard, régulièrement durant les voyages organisés, des patrouilles militaires ou policières syriennes ont accompagné les groupes pendant leurs déplacements. Une démarche qui n'est pas systématique selon lui. Elle tranche tout de même avec les voyages avant le conflit ou aucun accompagnement sécuritaire n'était

proposé (ni nécessaire) pour les déplacements de groupes de touristes. En parallèle, certains sites touristiques qui sont actuellement fermés aux visites à cause du conflit, sont ouverts exceptionnellement par les autorités lors des visites organisées par l'association.

Une autre adaptation à la situation du conflit se retrouve dans le parcours du voyage et les zones proposées à la visite. Comme indiqué au début de ce chapitre, le morcellement du territoire ne permet pas d'envisager un parcours touristique qui traverse plusieurs zones de contrôle des forces opposées pendant le conflit. Le risque d'un tel passage est très élevé et la sécurité des touristes ne pourrait être garantie. Concernant les voyages organisés par SOS Chrétiens d'Orient, le parcours se limite uniquement aux zones contrôlées par le régime, et il évite en plus toutes les zones qui connaissent un risque de basculement de contrôle ou d'infiltration d'éléments de groupes opposés. Les zones proches des territoires de l'EI sont soigneusement évitées. Ainsi la visite de Palmyre ne figure pas dans le programme. La cité antique est l'un des sites de tourisme culturel les plus importants du pays, elle a été reprise sous par le régime en mars 2017. Malgré son importance plusieurs raisons rendaient encore la visite de Palmyre risquée au moment d'écrire ces lignes. Les zones contrôlées par l'EI n'étaient qu'à quelques dizaines de kilomètres de, ce qui la plaçait en permanence sous la menace d'une nouvelle attaque du groupe terroriste. D'autre part, pour accéder à la ville il faut emprunter une longue route désertique de plus de 200 km, ce qui rend le trajet difficile à sécuriser. Pour illustrer le rétrécissement du parcours touristique proposé pendant la guerre comparé aux parcours traditionnellement proposés avant le conflit, nous avons réalisé la carte suivante (Carte 11).

iii. Adaptation de contenu

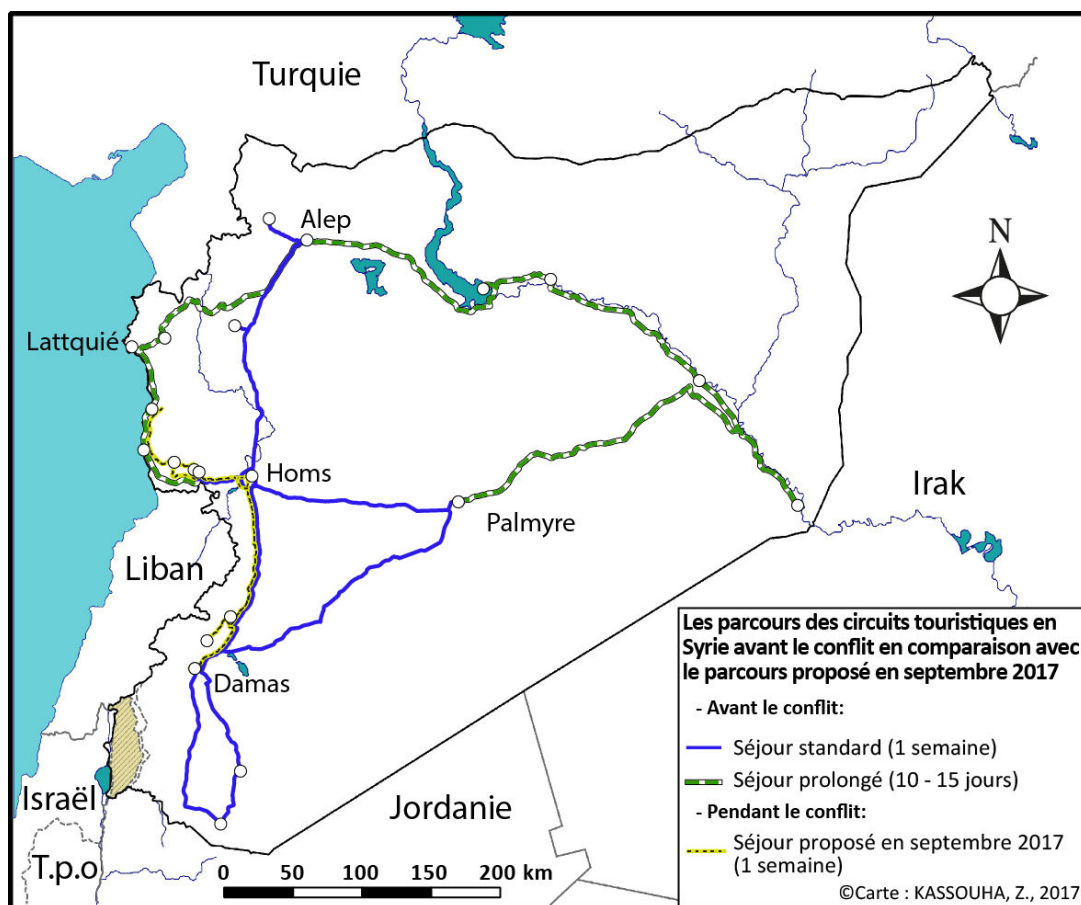
Vu le contexte de l'organisation de ces voyages et la thématique d'intervention de l'association, le contenu des visites est également adapté. Nous retrouvons dans le programme un aspect religieux de « pèlerinage ». L'histoire et les origines chrétiennes en Syrie sont mises en avant tout en gardant un contenu touristique culturel moins religieux.

En plus des visites, des rencontres sont organisées avec des communautés chrétiennes, avec des religieux chrétiens et musulmans (proches du pouvoir politique syrien) qui prônent le vivre ensemble et la tolérance religieuse. Des rencontres sont organisées aussi avec des

volontaires de l'association qui sont en résidence en Syrie afin de présenter les actions qu'ils mènent. Des entrevues sont mêmes organisées avec des personnalités politiques ou bien même des officiels syriens comme le ministre du tourisme ou de l'information. Cela nous amène à nous pencher sur la dimension politique de ces visites.

Carte 11 : Comparaison entre les parcours des circuits touristiques proposés en Syrie avant le conflit et les parcours proposés pendant le conflit par SOS Chrétiens d'Orient.
L'exemple du séjour prévu en septembre 2017, le parcours est restreint aux zones contrôlées par le régime bénéficiant d'une marge de sécurité plus importante.

Carte : KASSOUHA, Z., 2017



iv. La dimension politique des voyages de SOS Chrétiens d'Orient

Comme nous l'avons précédemment mentionné, dans un contexte de conflit aussi complexe que la guerre civile syrienne, il est impossible d'entamer une démarche de voyages organisés sans que celle-ci soit approuvée par les autorités politiques. Pour les voyages pris en exemple cela va bien évidemment de soi.

Lors de notre recherche d'informations sur l'association, une personne proche de l'équipe fondatrice nous a indiqué (sous couvert d'anonymat) que l'association aurait été fondée avec l'encouragement de responsables politiques syriens. Et que le ministère du tourisme syrien participerait de manière étroite à la préparation et à l'organisation des voyages depuis 2015 voire bien avant. Ces informations étant non vérifiables nous ne pouvons que les mettre au conditionnel, bien que le déroulement des voyages laisse transparaître une certaine proximité entre les autorités syriennes et l'association. Nous avons d'ailleurs trouvé sur la plateforme *YouTube*, une vidéo de promotion du tourisme en Syrie sur le compte officiel du ministère du tourisme (Syrian Ministry of Tourism, 2017b). Elle est composée d'images de l'inauguration en mars 2017 d'un monument moderne devant la citadelle d'Alep, baptisé « #Believe_in_Aleppo » et sponsorisé par SOS Chrétiens d'Orient. L'inauguration est faite en présence du ministre du tourisme et de personnalités officielles et militaires syriennes (Syrian Ministry of Tourism, 2017b). Des photos du dit événement ont été également publiées sur le compte officiel de SOS chrétiens d'Orient sur le réseau Facebook, on y retrouve le chef de mission de l'association saluant chaleureusement le ministre du tourisme (Annexe 12.5, page 374).

D'autre part, plusieurs articles de la presse française ont indiqué à cet égard une interconnexion entre l'association et les milieux de l'extrême droite française qui est également proche des autorités syriennes et de la famille Assad (Libération, 2015; Sauvaget, 2017).

Cela nous mène à poser la question de la finalité politique de ces voyages. Au-delà de la dimension touristique, religieuse et de l'intérêt financier, à quel point peuvent-ils servir de vitrine pour le régime syrien ? L'aider à promouvoir sa vision politique et d'apparaître comme une entité fréquentable et protectrice des minorités et du patrimoine du pays ?

Des questions pour lesquelles nous ne pouvons pas apporter de réponse objective à ce stade de la recherche et l'état des lieux politique de la Syrie.

4.2.2.2. Nouvelles formes de tourisme ou d'activités qui s'apparentent au tourisme

Bien que l'activité touristique pendant le conflit soit essentiellement concentrée dans les zones contrôlées par le régime, nous avons pu observer plusieurs exemples d'activité touristique ou quasi-touristique dans les zones contrôlées par les autres acteurs du conflit, notamment les zones de l'opposition syrienne entre 2012 et 2013. Ces exemples sont numériquement peu importants, mais représentent un semblant d'activité touristique en temps de guerre.

A l'instar de l'exemple de SOS Chrétiens d'Orient dans les zones du régime, les exemples observés dans les autres zones sont aussi à forte connotation politique, voire partisane.

i. Le « *Tourisme révolutionnaire* »

Le premier exemple nous avons pu l'observer sur les réseaux sociaux chez des activistes opposés au régime syrien qui habitent à l'étranger, mais aussi chez une partie des responsables de l'opposition politique en exil. Il s'agit de ce qui a été communément nommé à l'époque « *tourisme révolutionnaire* »²⁶ (El Cheikh, 2015).

Plusieurs activistes de l'opposition se sont rendus clandestinement entre 2012 et 2013 dans les zones contrôlées par l'ASL et les autres forces de l'opposition syrienne dans le nord du pays. Les frontières turques dans les régions d'Alep et Idlib étant tombées aux mains des forces de l'opposition, le passage des voyageurs, toléré par les autorités turques, se déroulait sans encombre (une tolérance qui a profité aux djihadistes étrangers et qui a mené au développement de leurs mouvements).

Relayés sur les réseaux sociaux et sur des sites d'informations liés à l'opposition, ces visites permettaient d'établir un contact direct entre les activistes en exil et ceux qui étaient sur le terrain (All4Syria, 2013). Les visites prenaient parfois une allure purement touristique avec des visites de sites historiques, de lieux liés au conflit, ou même des lignes du front. Leur

²⁶ Une appellation sarcastique, presque péjorative. Il s'agissait d'une critique du manque d'efficacité de l'opposition politique. Une partie du public de l'opposition considérait que ces différents acteurs étaient davantage occupés à soigner leurs images personnelles dans les médias et les réseaux sociaux plutôt que de mener des actions concrètes sur le terrain. Les jeunes activistes, souvent issus de milieux urbains, n'avaient pas forcément les mêmes codes et approches que la majorité de la population dans les zones sous contrôle de l'opposition (zones majoritairement rurales). Il s'agit là d'un exemple du clivage entre société urbaine et rurale que nous allons évoquer dans l'étude du conflit à Alep (Chapitre 5).

durée variait entre quelques heures et plusieurs jours. En absence d'infrastructures d'hébergement, les visiteurs étaient logés gracieusement par les activistes locaux. Ces voyages prenaient parfois une dimension humanitaire ou culturelle, avec l'acheminement de matériel médical par exemple ou l'initiation de projets éducatifs, artistiques, etc. (Yazbek, 2016). Nous présentons ci-dessous un exemple illustré de cette forme de voyage (Figure 23).

Cette activité a largement diminué avec l'émergence des groupes djihadistes courant 2013, notamment l'EI, qui est entré en confrontation ouverte avec les forces de l'opposition et s'en prenait à toute activité civique en dehors du cadre religieux stricte (Le Touzet, 2016). L'intensification des bombardements aériens de la part du régime sur les zones de l'opposition au cours de la même période a également participé à la fin de ce « tourisme révolutionnaire ».

Pour les responsables de l'opposition les visites étaient souvent plus symboliques et plus discrètes (AlArabiya, 2012, 2013, 2014). Pour certains c'était la première fois qu'ils revenaient sur le sol syrien depuis leur exil. La discrétion était de rigueur sous peine d'être ciblé par le régime ou par des groupes extrémistes. Des attentats ont d'ailleurs visé au moins une visite de responsables de l'opposition (Aakoum, 2013).

Avec l'établissement d'un gouvernement syrien en exil, la région d'Idlib fait toujours l'objet de visites récurrentes de la part des membres de ce gouvernement. Ils viennent inspecter la situation sur le terrain ou suivre les chantiers initiés par leurs soins (Walid, 2014).

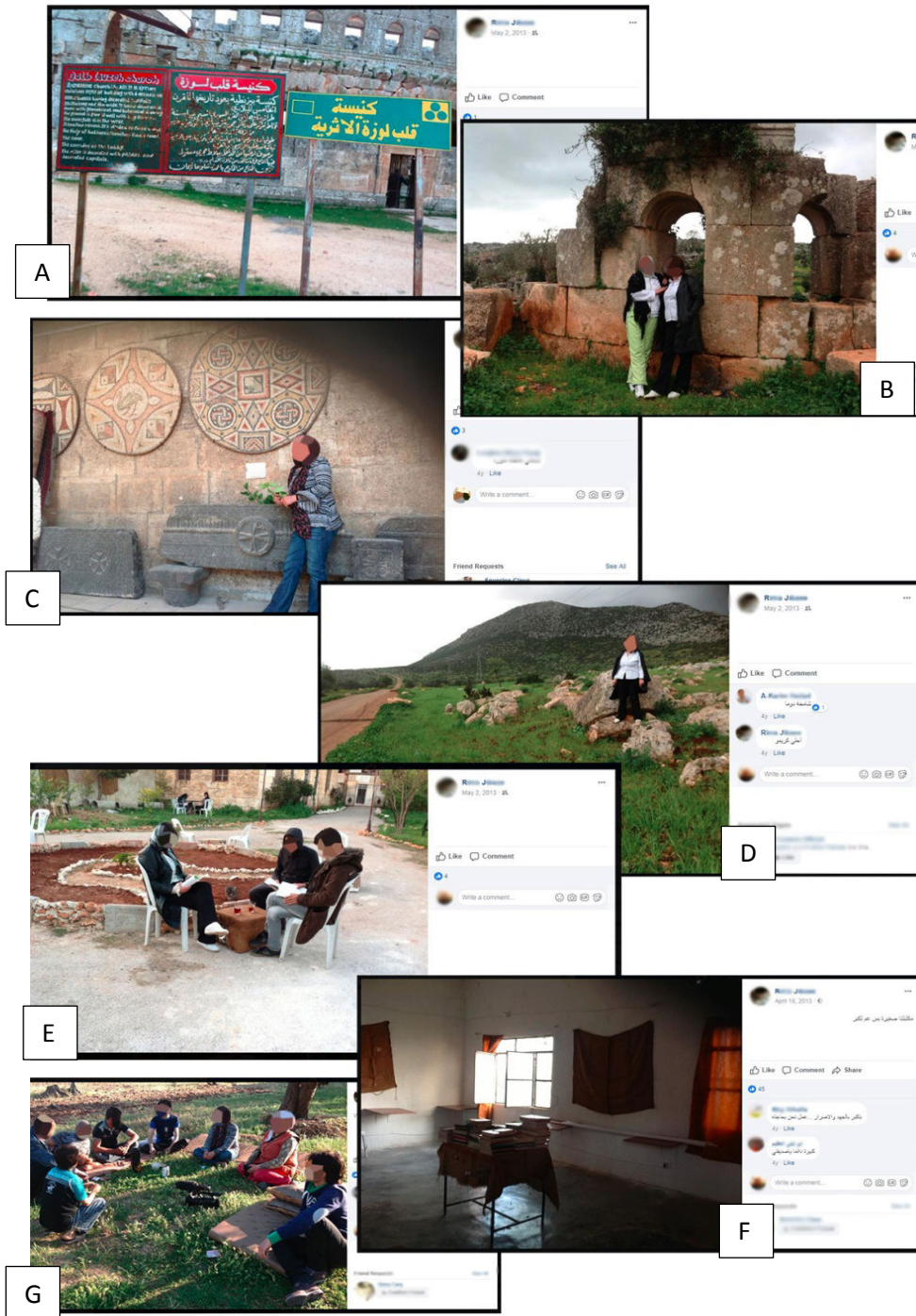


Figure 23 : Photos partagées par une activiste de l'opposition (R.J.) sur son compte Facebook de ses séjours au nord de la Syrie (région d'Idlib) pendant la première moitié de 2013.

Les photos documentent des visites de sites historiques et lieux touristiques (A, B, C, D), le travail sur un projet de bibliothèque publique (E, F) et des rencontres avec d'autres activistes locaux (G).

Photos partagées sur le compte personnel de l'activiste, en accès privé (visages floutés pour préserver l'anonymat).

Source : Facebook

ii. Le tourisme des alliés de la guerre

A plusieurs reprises des personnes étrangères liées directement ou indirectement au financement ou à l'armement des forces de l'opposition syriennes ou d'autres groupes armés, se sont rendues sur place. Elles visitaient les zones contrôlées par ces groupes, rencontraient les responsables et visitaient même les lieux de combats. C'était une façon de voir à quoi servait leur investissement.

Dans son livre « Je vous écris d'Alep », Jean Pierre Filiu relate avoir croisé en juillet 2013 sur l'un des fronts du centre-ville d'Alep un donateur koweïtien « aussi anonyme que fortuné » (Filiu, 2013a, p. 37). En compagnie du chef de la brigade de l'ASL qui tient la position visitée, le donateur inspectait la préparation de l'offensive qu'il avait financée sous les cris de joie et les slogans religieux scandés par les combattants de la brigade (Idib., p. 37-38). Un autre exemple beaucoup moins anonyme est celui du sénateur américain John McCain qui s'est rendu pendant quelques heures dans les zones de l'opposition au nord d'Alep (RFI, 2013).

La situation est similaire dans les zones sous contrôle des forces kurdes aussi avec des visites de soutien de personnalités kurdes ou internationales, comme l'ancien ministre français des affaires étrangères Bernard Kouchner (L'Orient-Le Jour, 2014).

iii. Le tourisme affinitaire / de mémoire d'un nouveau genre

Avec l'arrivée de djihadistes étrangers en Syrie qui s'est intensifiée à partir de 2013, une nouvelle activité a été observée. Elle ne peut tout de même pas être classée comme tourisme à ce stade. Des parents ou autres membres des familles de djihadistes se sont rendus en Syrie pour essayer de convaincre leurs proches, partis faire le djihad, de rentrer à la maison. Ce fut le cas des parents de jeunes djihadistes européens mineurs, ils se sont rendus en Syrie et ont réussi à exfiltrer leurs enfants des territoires contrôlés par l'EI et à les ramener dans leurs pays d'origine (TV5MONDE, 2017).

Si à ce stade cette activité ne peut être considérée comme touristique, elle peut donner lieu à un vrai tourisme « affinitaire » ou un tourisme de mémoire après la fin du conflit. Les parents des djihadistes étrangers morts en Syrie sont susceptibles de venir chercher les

traces de leurs enfants, voire se recueillir sur leur tombes le cas échéant. Nous adresserons ce point de manière plus poussée dans le dernier chapitre de cette thèse.

4.2.2.3. L'adaptation de la communication

Nous avons passé en revue plusieurs changements et adaptations que le contexte de ce conflit a imposés au tourisme. Mais au-delà de l'aspect opérationnel, c'est aussi la communication touristique qui est amenée à s'adapter au conflit.

Pour analyser cet aspect nous nous sommes intéressés à des vidéos promotionnelles produites par le ministère du tourisme syrien. Encore faut-il souligner qu'il s'agit ici du seul acteur qui continue à promouvoir le tourisme actuellement en Syrie.

Si le ministère a continué à participer à certains salons spécialisés de tourisme à l'étranger, notamment dans les pays alliés ou proches du régime (Russie, Iran, ...), aucune action d'envergure destinée au grand public n'a été enregistrée pendant les premières années du conflit.

Ce n'est qu'à partir de 2016 qu'une série de vidéos produites par le ministère a commencé à être diffusée par le biais d'internet sur la plateforme *YouTube* (Syrian Ministry of Tourism, 2016f). Elles sont composées essentiellement d'images filmées avec des drones, accompagnées de musique et de quelques commentaires écrits, et durent entre une et deux minutes. L'une d'entre elles, produite en août 2016, a réussi à attirer l'attention à travers le monde. Elle visait à promouvoir le tourisme balnéaire en Syrie en montrant des images de la belle vie et des vacances dans une station du littoral syrien (Syrian Ministry of Tourism, 2016d). L'idée de promouvoir cette activité, pendant qu'une grande partie du pays était sous les bombes, a suscité de vives critiques à l'international de la part les médias (Le Monde, 2016).

Les vidéos en question présentent une image hors sol (au sens littéral comme au sens figuré) de la destination Syrie. Le pays est présenté comme étant « toujours beau » (Syrian Ministry of Tourism, 2016c). Des vidéos de présentation sont réalisées pour des sites touristiques culturels, religieux, naturels ou balnéaires, tous se situant dans des zones contrôlées par le régime. Quelques vidéos plus globales présentent des lieux en zones disputées, comme le centre historique d'Alep, toujours traversé par la ligne de front à l'époque du tournage

(Syrian Ministry of Tourism, 2016b). Aucune mention n'est faite du conflit. Une vidéo montrant la vie qui continue sans encombre dans Alep-Ouest (sous contrôle du régime) est diffusée, sans images du centre historique (Syrian Ministry of Tourism, 2016a). Elle a été produite en septembre 2016, au moment même où les batailles et les bombardements sur Alep-Est faisaient rage. Avec toutes ces vidéos nous étions devant la forme la plus traditionnelle de la communication touristique. Montrer des images policées où tout est « parfait ». Un mode de promotion qui ne choquerait pas si le pays n'était pas en guerre depuis plus de 5 ans.

Ce n'est qu'en fin 2016 – début 2017 que cette façon de présenter le pays change dans les vidéos de promotion du ministère. Une longue vidéo de sept minutes, plus élaborée que les précédentes, est mise en ligne mi-novembre 2016 (Syrian Ministry of Tourism, 2016e). Une voix off féminine récite un texte qui parle de la Syrie à la première personne. La voix et la façon de réciter se veulent très théâtrales, tandis que le contenu du texte reste assez répétitif et sa formulation peu élaborée. Ceci-dit, c'est la première vidéo qui fait mention du conflit qui secoue le pays, et qui le présente d'ailleurs comme relevant d'un complot international pour détruire le patrimoine et la civilisation de la Syrie, donc en phase avec le récit officiel du régime.

Le point de bascule se fait fin 2016 avec la reprise totale d'Alep par le régime syrien. A partir de cet événement, le ministère du tourisme change complètement sa façon de présenter les choses. Des premières vidéos qui ne mentionne pas le conflit et ne montrent aucun monument détruit (ou les montrent si brièvement que cela passe presque inaperçu) nous passons en 2017 à une vraie mise en scène de la destruction du patrimoine. Plusieurs vidéos avec des images de drones qui filment l'état dévasté du centre historique d'Alep ou du site archéologique de Palmyre sont diffusées en février et mars 2017. Les commentaires écrits qui y sont intégrés portent un discours victimisant selon lequel les « terroristes » ont détruit ce patrimoine millénaire pendant que le monde observait tout cela en silence (Syrian Ministry of Tourism, 2017a). Nous y retrouvons aussi un appel à l'aide internationale pour reconstruire ce « patrimoine de l'humanité ».

Ce changement de discours et d'approche dans les vidéos diffusées par le ministère du tourisme syrien témoigne d'une adaptation profonde au contexte du conflit. Le ministère est

donc passé d'une position qui essaye de cacher la destruction et en limiter l'importance pour ne pas nuire davantage à l'image du pays, à une approche complètement opposée. Mettre en scène l'étendue des dégâts, pour essayer d'en tirer bénéfice pour attirer des visiteurs « solidaires » ou de l'aide internationale pour la reconstruction, tout en rejetant la responsabilité du régime syrien dans cette destruction.

Il serait intéressant d'observer l'évolution sur le long terme de ces adaptations constatées de la communication touristique en contexte de conflit afin de savoir leur portée. A voir aussi si elles se conjuguent avec d'autres efforts et formes de communication en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain.

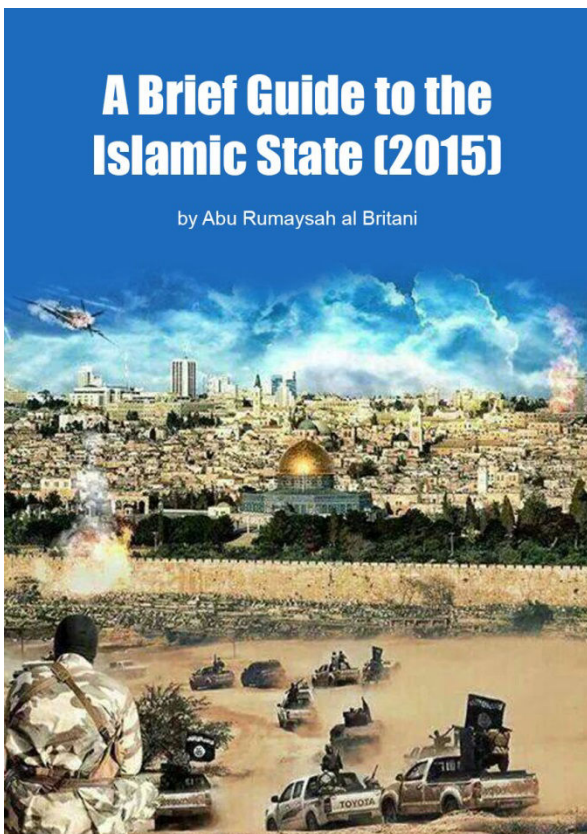
4.2.2.4. *La communication de l'extrême, ou le djihad comme tourisme*

Avant de clore ce chapitre, nous aimerions mettre l'accent sur un phénomène observé pendant l'apogée du développement du mouvement djihadiste l'Etat Islamique. Un autre phénomène de ce qui pourrait correspondre à une communication touristique de l'extrême.

Pendant la période de prospérité et d'extension de zone de contrôle de l'EI entre 2013 et 2015, les efforts de communication visuelle sur internet déployés par l'organisation terroriste étaient très importants. Afin d'attirer des djihadistes et autre potentiels recrues dans le monde, surtout en occident, l'EI diffusait des vidéos de propagande sur des plateformes internet. Nous ne nous intéressons évidemment pas aux vidéos de combats ou d'exactions qui sont complètement hors propos dans le cadre de notre recherche.

Parmi ses vidéos de propagande, l'EI diffusait des vidéos montrant la vie quotidienne dans le « califat ». Des vidéos qui reprennent les codes de la promotion touristique transposés sur le territoire contrôlé par l'organisation terroriste. On y voit des familles de djihadistes se balader dans les rues de Raqqa, se déplacer avec leur voiture comme des familles ordinaires n'importe où dans le monde. Les enfants de ces familles sont filmés en train de jouer dans des parcs. La vidéo montre aussi des djihadistes venant nager dans une piscine ou boire du thé dans un restaurant en terrasse au milieu de la verdure (ARTE, 2016). Une promotion qui essaye de présenter le fait de partir faire le djihad auprès de l'EI comme si c'était un voyage ordinaire dans un pays paisible où l'on vit et on s'amuse normalement.

Cette tendance est allée encore plus loin avec la publication début 2015 d'une sorte de guide touristique pour djihadistes. Intitulé « A brief guide to the Islamic State (2015) », ce guide d'une cinquantaine de page a été écrit par un djihadiste britannique à l'intention de futures recrues de l'EI. Il y présente les aspects de la vie qui peuvent intéresser, voire séduire ces potentiels djihadistes. On y retrouve des chapitres consacrés à la nourriture dans le califat, le climat, le transport, les nouvelles technologies, etc. Evidemment des chapitres de propagande et d'expression idéologique font aussi partie intégrante de l'ouvrage aussi (Figure 24).



Chapters

Setting the scene	6
Beginning of prophecy	10
Food in the caliphate	13
Weather in the caliphate	18
Transport in the caliphate	21
Technology in the caliphate	26
People in the caliphate	30
Education in the caliphate	36
Capitalism is dead	40

4

Figure 24 : Couverture et table des matières du guide de l'Etat Islamique écrit par un djihadiste britannique en 2015 à l'intention des futures recrues de l'organisation terroriste

Document téléchargé sur internet

A partir de 2016, avec l'intensification des frappes aériennes de la coalition internationale sur les zones contrôlées par l'EI, ce genre de communication semble s'éclipser progressivement. Surtout depuis le début des attaques terrestres contre les bastions de l'organisation terroriste en Irak et en Syrie, qui ont mené à un amenuisement important de son territoire.

L'importance de cet exemple réside dans le fait qu'une organisation terroriste extrémiste, opposée dans son idéologie à une grande partie des pratiques culturelles et sociales des sociétés modernes, qui a détruit Palmyre en tant que témoignage d'un passé préislamique, mais aussi en tant que patrimoine mis en tourisme attirant des non musulman et apprécié en occident, a su s'emparer des codes de la communication touristique pour promouvoir son propre mode de vie. Donc, la conjoncture géopolitique internationale qui a tourné à l'encontre du développement l'EI, et qui a mené quasiment à sa disparition en tant qu'entité géographique, a tué l'embryon d'un éventuel tourisme djihadiste. Nous aurions pu assister dans le cas contraire à un développement d'un mouvement qui mène des sympathisants de l'EI à venir visiter le territoire du « Califat » et à rentrer chez eux après quelques jours ou quelques semaines avec des souvenirs pour leurs proches. Déjà des cas de jeunes venus en Syrie passer une courte période auprès de l'EI dans un but d'« aide humanitaire » et non pour combattre ont été observés au départ de la France et d'ailleurs (Ciotti *et al.*, 2015, p. 310). Une banalisation de ce phénomène aurait été plausible si les conditions étaient restées favorables à ce « Califat ».

Reste à savoir si cette communication et ce pseudo-tourisme djihadiste peuvent avoir des implications sur le tourisme post-conflit en Syrie. Nous discuterons dans le dernier chapitre de cette thèse des éventualités d'une mise en tourisme de cet éventuel « patrimoine djihadiste » à froid, soit après le conflit (chapitre 9).

4.3. Tourisme en temps de guerre, l'inévitable adaptation et les questions de réversibilité

A la fin de ce chapitre nous nous retrouvons devant un constat à plusieurs volets :

- A.** Un tourisme en temps de conflit existe bel et bien en Syrie aujourd’hui. S’il est enclin à se développer essentiellement dans les zones sous contrôle du régime, des activités proches du tourisme ont été observées dans les territoires contrôlés par la quasi-totalité des autres protagonistes quand les conditions y étaient favorables.

Cela nous renvoie à notre question des gradients, évoqué au début de ce chapitre. Le gradient simple présenté par la littérature précédemment se décline dans le cas syrien en un gradient complexe où plusieurs éléments interviennent pour déterminer l’existence ou non d’un tourisme en temps de guerre. Le cas échéant, ces ingrédients définissent aussi les formes de tourisme pouvant exister en fonction du territoire.

Nous avons réalisé le schéma suivant afin de démontrer la complexité des éléments en questions et leurs implications observés (Figure 25). La liste n’est certainement pas exhaustive mais elle démontre la dimension multifactorielle de la question et le fait que le tourisme, activité pacifique, ne s’éteint pas complètement en période de guerre.

- B.** Pour qu’un tourisme survive dans ce contexte de guerre, voire d’après la guerre, l’adaptation est inévitable. Les formes d’adaptation que nous avons évoquées sont un échantillon intéressant à observer, surtout que la situation est encore dans une phase intermédiaire et peut encore réserver bien des surprises.

D’autres adaptations vont certainement suivre dès lors qu’une forme de stabilité se sera installée.

- C.** La grande question qui subsiste est celle de la réversibilité. Est-ce que ces adaptations et nouvelles formes émergentes de tourisme sont durables, et surtout sont-elles réversibles ?

Les parcours touristiques qui se faisaient avant-guerre et qui sont aujourd’hui partagés entre 5 ou 6 acteurs différents (voir Carte 12 ci-après), pourraient-ils éventuellement être rétablis après la guerre ?

L’autre question est celle de l’image, serait-il possible de dissocier l’image de la Syrie dans le futur de celle des « terres de djihad » véhiculée par les réseaux djihadistes et relayée par les médias ?

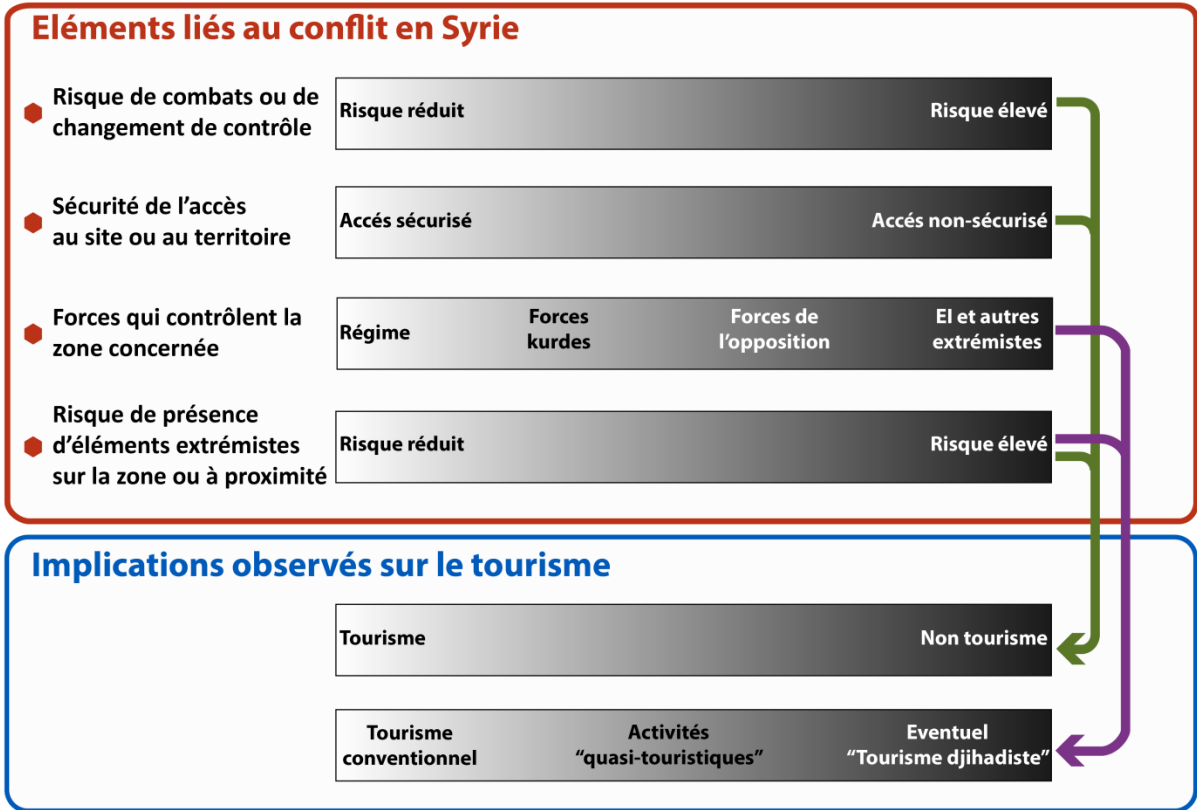
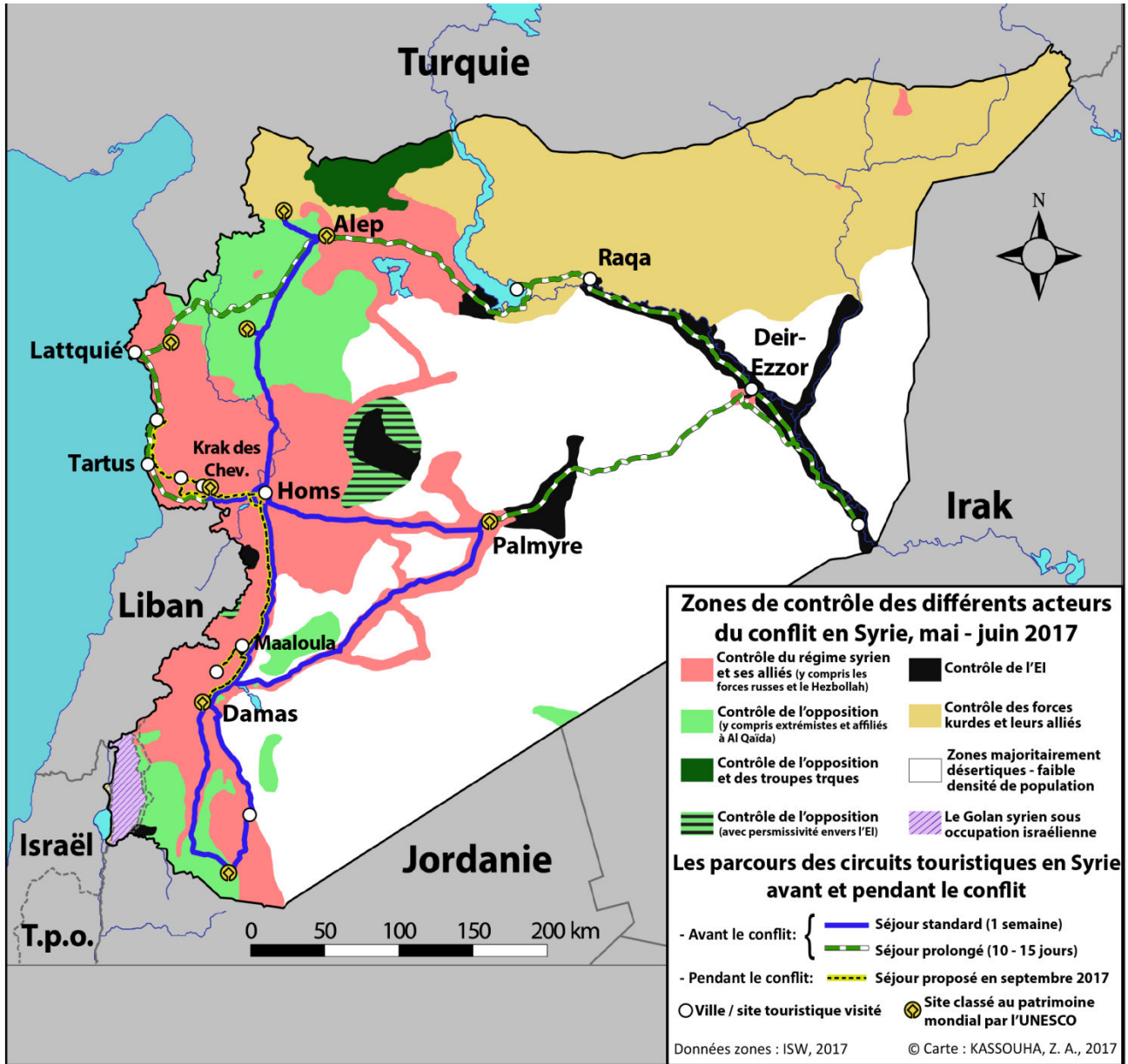


Figure 25 : Différents gradients de facteurs générés par le conflit en Syrie et leurs implications sur le tourisme. Cela s'exprime par l'existence ou non d'un tourisme, ou par les formes d'activités pouvant exister le cas échéant.

Graphique : KASSOUHA, Z., 2017

Carte 12 : En guise de conclusion, la question de la réversibilité du morcellement du territoire et des adaptations causées par le conflit reste un point central pour envisager le tourisme post-conflit

Carte : KASSOUHA, Z., 2017



Chapitre 5. Alep en guerre

La ville d'Alep a rejoint la vague de contestation en Syrie assez tardivement comparé à la majorité des villes du pays. Les premières grandes manifestations y ont lieu plusieurs mois après le début de la contestation, et le mouvement y prend de l'ampleur presque un an plus tard. Lorsque la Bataille d'Alep est lancée en juillet 2012 par les forces armées de l'opposition, la situation bascule très rapidement. Cette bataille sera dévastatrice pour la ville qui restera divisée en deux pendant plus de 4 ans. Les raisons de cette mobilisation tardive sont multiples, certaines sont liées à la composition socio-culturelle et économique de la ville, d'autres liées à la nature du soulèvement de 2011 en Syrie et à son développement.

5.1. Du social au politique, une société à deux vitesses

5.1.1. *La rivalité « urbain/rural » et « centre/périphérie »*

En se référant à une vague de contestation plus ancienne contre le régime de Hafez el-Assad, survenue fin des années 1970 et début des années 1980, Michel Seurat évoque la rivalité entre la société urbaine et la société rurale en Syrie (Seurat, 1989, p. 24-27). Le régime au pouvoir depuis quelques années, à l'époque, est porté par une nouvelle élite politique et militaire. Une élite issue de la classe populaire des zones rurales, majoritairement de la communauté alaouite, avec également des membres venant d'autres minorités et de la communauté sunnite du sud et de l'est de la Syrie (Ibid., p. 25). Cette élite est animée par les idées du parti Baath qui prône le socialisme et pour qui l'ancienne élite traditionnelle, composée de la bourgeoisie et des grandes familles urbaines, représente une force réactionnaire. Cette ancienne classe supérieure détenait la grande majorité des terres agricoles dans la campagne et des moyens de production économiques dans les villes (industrie, commerce, finance). Les vagues successives de nationalisation pendant l'union avec l'Egypte (1958-1961) et après l'arrivée du parti Baath au pouvoir (1963) visaient à

« rendre au peuple ses moyens de production »²⁷. Cette rhétorique a renforcé la méfiance de la population rurale vis-à-vis des citadins. Les disparités entre les deux populations étaient si importantes que certains chercheurs au milieu du XX^e siècle les identifiaient comme révélant l'existence de deux peuples distincts dans un seul Etat (Weulersse, 1946, p. 85, cité par ; Seurat, 1980).

La réforme agraire enclenchée par le parti Baath consistait à nationaliser les terres détenues jusqu'alors par les grands propriétaires terriens de la bourgeoisie citadine et à les redistribuer aux paysans. Cela a valu l'élargissement de la base populaire du parti Baath dans les milieux ruraux et auprès des différentes communautés religieuses.

La contestation qui commence en 1979 contre le pouvoir baathiste démarre dans les milieux urbains, notamment à Alep et Hama, bastions de la mouvance islamiste. La contestation est menée d'un côté par les islamistes du mouvement des Frères musulmans, soutenus par la bourgeoisie citadine alors très affectée par les nationalisations du régime en place. Le courant le plus radical des islamistes va jusqu'à organiser des attentats contre des lieux et des personnalités symboliques du régime, notamment contre des Alaouites. D'un autre côté, une contestation civile pacifique s'organise au sein des syndicats des médecins, des avocats, des ingénieurs et des pharmaciens. Ils sont rejoints par une frange du Parti communiste syrien et d'autres mouvements de gauche.

Cette révolte est violemment réprimée par l'armée et les corps d'élite. Issues de zones rurales, les alaouites de la côte, les sunnites de la vallée de l'Euphrate, les officiers et les soldats se montrent très violents contre les contestataires citadins. A Alep, la répression atteint son apogée début 1980 suite à des confrontations armées entre l'armée et des combattants islamistes. Les combats durent plusieurs mois et se soldent par des centaines de morts et de disparus (Filiu, 2013c, p. 82; van Dam, 2006, p. 149). C'est à partir de ce moment-là, que le régime reprend le contrôle de la situation d'Alep. La ville de Hama, dernier bastion des islamistes, est assiégée début 1982 par les troupes d'élite de l'armée conduites par Rifaat el-Assad, frère de Hafez. Après des bombardements très intenses les troupes entrent dans la ville et commettent un massacre atroce (Quiades, 2009). On estime

²⁷ Le slogan évocateur de cette époque était « la terre à ceux qui la labourent » (Raymond, 1980a)

le nombre des victimes entre 7 000 et 30 000 (Quiades, 2009; Seurat, 1989, p. 15). La ville est réduite en un champ de ruines et la contestation est écrasée.

Pour le soulèvement de 2011 la situation est inversée. Le pouvoir politique et militaire, d'origine rurale, s'est sédentarisé. L'élite baathiste au pouvoir depuis 40 ans a engendré une nouvelle bourgeoisie urbaine. Des enfants d'officiers ou de dignitaires du régime constituent la nouvelle élite économique et tissent des liens d'échange avec une partie de l'ancienne bourgeoisie. Cette classe est au cœur de l'ouverture aux investissements des années 2000 et devient la principale détentrice de richesse dans le pays. En parallèle, l'exode rural qui s'accroît pendant des décennies, la libéralisation du marché qui creuse les inégalités et la sécheresse qui frappe le pays, sont autant de facteurs qui exacerbent les tensions. Les zones rurales perdent en richesse et en main d'œuvre. Autour des grandes villes, notamment Damas et Alep, les ceintures de pauvreté s'agrandissent.

Ainsi, quand en mars 2011 les manifestations commencent, c'est essentiellement dans les zones rurales et dans les villes de province que la contestation se concentre. Dans les grandes villes, la contestation est principalement relayée dans les quartiers abritant une classe populaire défavorisée, souvent en périphérie. La majorité des centres urbains où vit la population aisée ou la classe moyenne ne rejoint pas ce soulèvement. Du moins, pas tout de suite. Bénéficiant jusque-là des effets de l'ouverture économique des années 2000, ces classes sociales favorisées sont plutôt favorables au maintien du régime et à la stabilité du pays.

Le graphique suivant représente le contraste entre ces deux vagues de contestation séparées de 3 décennies. Il apparaît nettement que l'appartenance du centre du pouvoir a glissé du milieu rural vers l'urbain tandis que la contestation est passée du centre aux périphéries (Figure 26).

Il est évident que d'autres enjeux interviennent également comme l'élément communautaire par exemple, qu'il soit religieux ou ethnique. Ainsi, certaines zones rurales et quartiers populaires urbains restent en marge du soulèvement de 2011. Peuplés par la communauté alaouite ou d'autres communautés minoritaires proches du pouvoir, ces zones restent sous le contrôle du régime. Dans certain cas la population issue de ces zones

participe même à la répression de toute opposition en formant des milices pro-régime. Une variante que nous allons traiter dans la suite de ce chapitre.

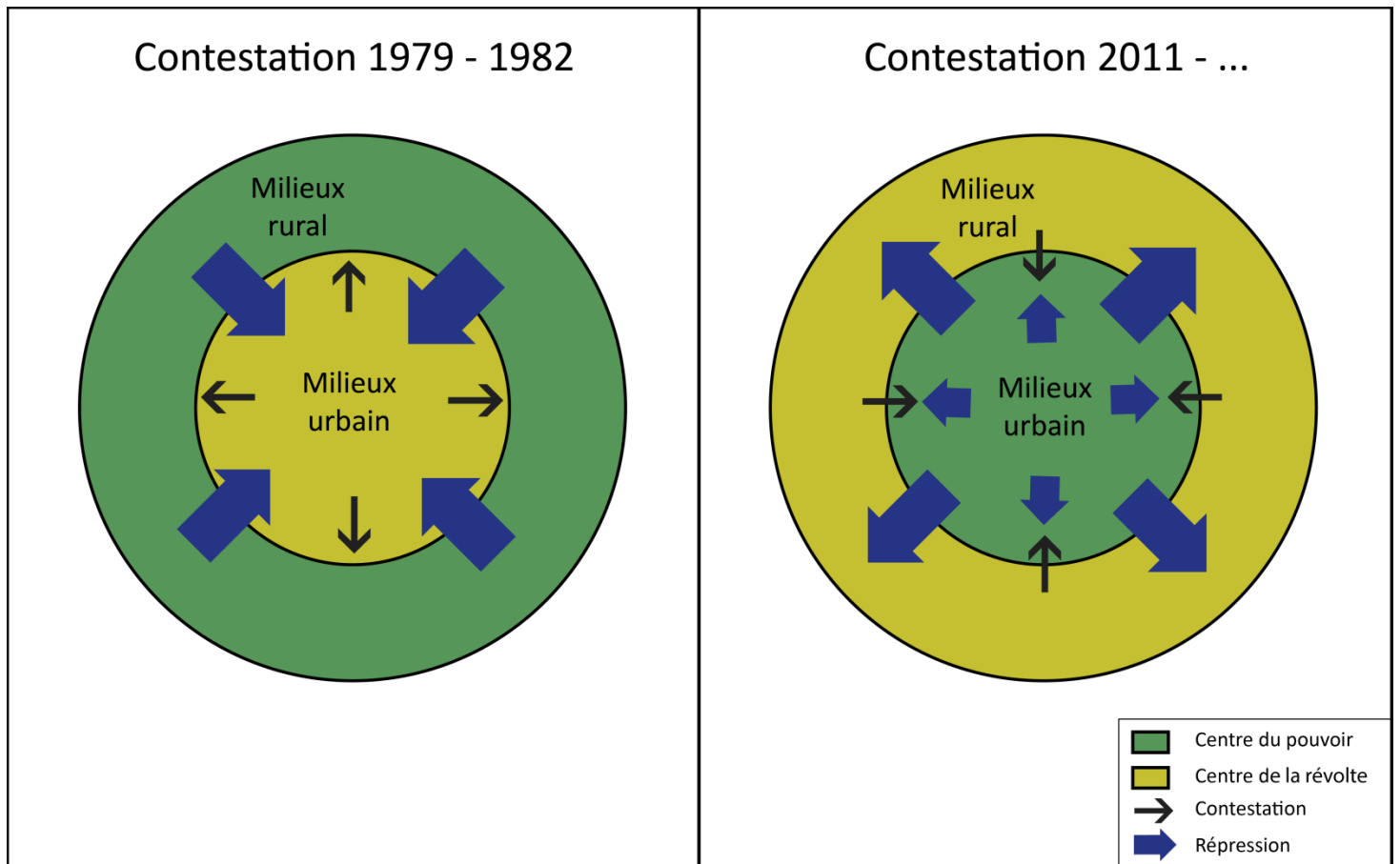


Figure 26: Les centres du pouvoir et de la contestation entre milieux urbains et ruraux lors des révoltes de 1979 et de 2011 en Syrie.

Graphique : KASSOUHA Z. , 2017

La problématique du maintien de l'ordre et des priorités intervient aussi dans le partage de l'espace entre contestataires ou loyalistes. Le régime a concentré ses forces pour protéger les centres urbains, surtout Damas, la capitale. Il a ainsi laissé plus de marge de manifestation dans les zones rurales et périphériques, sans pour autant se retirer complètement.

Réunissant ces multiples problématiques, Alep a constitué un point de cristallisation des tensions opposant les populations rurale/périphérique et les populations urbaine/centrale. En effet, les activités industrielles et commerciales qui s'y sont développées ont créé d'importantes richesses pour la ville et ses élites. Ce développement économique a

également attiré une importante partie de la population rurale qui est venue s'installer dans les périphéries de la ville ainsi que dans certaines zones défavorisées du centre historique, accentuant ainsi l'exode rural. Si une grande partie de cette population gagnait sa vie en travaillant pour les chefs d'entreprise aleppins, les conditions de vie étaient souvent difficiles. La libéralisation économique des années 2000 et l'inflation qu'elle a engendrée ont creusé le fossé entre cette population défavorisée et l'élite urbaine. Un fossé à la fois économique et social, s'exprimant par des modes de vie et des aspirations différentes.

5.1.2. La question communautaire et ethnique

La Syrie est composée d'une multitude de groupes religieux et ethniques.

Du point de vue des communautés religieuses, les musulmans constituent la majorité de la population, autour de 90%, toutes communautés musulmanes confondues. Ils sont partagés entre la communauté sunnite, 70-75% de la population, les Alaouites 10%, les Druzes autour de 4% et des communautés ismaéliennes et chiites en nombre plus limité. Les chrétiens représentent un peu moins de 10% de la population et ils sont départagés entre 12 églises différentes. Une communauté juive en nombre limité existait en Syrie également, mais la majorité de ses membres a quitté le pays suite aux tensions liées à la création de l'Etat d'Israël en 1948. A la fin des années 2000 il n'en subsistait que quelques dizaines, essentiellement à Damas.

D'un point de vue ethnique, la majorité de la population est arabe. La minorité ethnique la plus importante est la communauté kurde, soit 10% de la population. D'autres minorités ethniques sont présentes, certaines sont autochtones, d'autres issues de migrations, notamment pendant la règne de l'Empire ottoman. Parmi les principales communautés ethniques nous trouvons : des Arméniens, des Turkmènes, des Tcherkesses, des Syriaques et Assyro-Chaldéens. Arrivée près la première guerre israélo-arabe de 1948, une grande population palestinienne vit également en Syrie.

Si le gouvernement syrien se revendique laïc, dans la réalité le régime en place tient largement sur une structure communautaire. Depuis l'arrivée au pouvoir en 1970 de Hafez el-Assad c'est la minorité alaouite qui contrôle le pays à travers le pouvoir politique, l'armée

et les services de renseignement. Le pouvoir de la famille Assad a rapproché de lui les autres minorités, notamment chrétienne et druze pour avoir une assise plus large au détriment de la population sunnite majoritaire dans le pays. Par ailleurs, le pouvoir a aussi noué des alliances avec une partie de la bourgeoisie sunnite, essentiellement urbaine, en leur donnant une marge de manœuvre au niveau de l'activité économique en échange de leur loyauté. Cette dernière partage les bénéfices économiques du régime Assad avec la nouvelle bourgeoisie issue du pouvoir même.

Ainsi, quand la contestation a commencé dans les milieux ruraux et urbains populaires, essentiellement sunnites, le régime a utilisé la carte communautariste très rapidement en cherchant à créer des conflits sectaires (Burgat, 2013). En étiquetant d'extrémistes ses opposants dès les premiers jours, le régime a exacerbé les tensions (Burgat, 2015) et a ainsi mobilisé les communautés religieuses minoritaires pour qui il représentait un rempart de protection contre l'islamisme radical (Ibid.). Les classes sunnites supérieures et urbaines se sont alors ralliées à lui par simple intérêt économique et politique voyant qu'un pouvoir à tendance islamiste pouvait remettre en cause leur propres privilèges.

Cette dimension communautaire est donc venue s'ajouter à la dimension socio-économique mentionnée auparavant, créant ainsi des tensions supplémentaires qui ont accompagné le début de la contestation en 2011. Ce qui a débuté comme une demande de simples réformes politiques s'est vite orienté vers une confrontation musclée, devenant une question de vie ou de mort pour les différents protagonistes, une vraie guerre civile.

5.1.3. Le clivage social à Alep

Comme nous l'avons indiqué, Alep, avant le conflit, était une métropole qui cristallisait les différents clivages de la société syrienne : entre les classes aisées et les classes populaires, entre les différentes communautés religieuses (essentiellement sunnites et chrétiennes), entre la population urbaine et la population rurale, et finalement entre arabes et kurdes.

Les quartiers de la ville, allant de la partie nord-ouest du centre historique et vers l'ouest, en passant par le centre-ville moderne, étaient essentiellement peuplés par la classe citadine aisée. Il s'agissait de quartiers sunnites et de quartiers mixtes, sunnites et chrétiens. La

partie est de la ville, à commencer par la partie est du centre historique et ses faubourgs, ainsi que le sud de l'agglomération, étaient habités par une classe populaire majoritairement issue de l'exode rural. La population de ces quartiers populaires, essentiellement arabe sunnite, restait le plus souvent dans leur zone. Elle partageait rarement l'espace urbain du centre-ville moderne et encre moins le mode de vie plus occidental de celle des quartiers ouest (David, 2014a; Sauvegrain, 2014). La partie nord de la ville commençait par quelques quartiers mixtes de classe moyenne et populaire, et se terminait dans la périphérie par un quartier habité essentiellement par des Kurdes. Le centre historique, lui, constituait une sorte de zone tampon entre tous ces quartiers, notamment les zones non résidentielles. Ainsi la citadelle, les souks et leurs entourages séparaient l'est populaire de l'ouest plus riche, et le nord-ouest historiquement chrétien et juif, du reste de la vieille ville, sunnite.

La forte opposition sociale entre les quartiers aisés et les quartiers populaires a été soulignée par les travaux de recherche (David, 2014a). Une certaine méfiance entre ces deux catégories de la population a même été observée, surtout de la part des citoyens issue des familles aleppines de l'ouest vis-à-vis des ruraux et des nouveaux citoyens issus de l'exode rural (David, 2016). L'exode rural vers Alep se faisait majoritairement depuis les zones rurales proches, des gouvernorats d'Alep et d'Idleb. A ce mouvement principal s'était également joint des populations des régions de l'est et du nord-est du pays ainsi que des bédouins sédentarisés venant de la steppe et de la vallée de l'Euphrate. Les valeurs d'appartenance familiales et tribales étaient très fortes dans cette dernière population.

5.2. La bataille d'Alep, du clivage sociale aux lignes de front

Comme nous l'avons indiqué, Alep a rejoint la contestation assez tardivement, tandis que les zones rurales et les petites et moyennes villes qui l'entourent étaient déjà le théâtre de manifestations, voire d'affrontements armés. Les premières manifestations dans la ville, notamment à l'université d'Alep en mai 2012, ont été réprimées par les forces de l'ordre (Le Parisien, 2012), et par les milices de « *Chabbiha* » armées par le régime depuis le début de la contestation. Contrairement à la plus part des villes syriennes où ces milices étaient

essentiellement composées d'Alaouites et parfois de Chrétiens ou Druzes, les *Chabbiha* d'Alep étaient en grande majorité des Sunnites. Appartenant souvent à une classe populaire, les membres de ces milices faisaient partie de familles aleppines ou de tribus liés par des alliances au régime (Balanche, 2013; Filiu, 2013c, p. 178).

A ce moment-là, la ligne de partage de la ville entre contestation et soutien du régime se superpose exactement à celle de la division socio-économique et ethnique de l'espace urbain précédant le conflit que nous avons détaillé plus haut. La contestation a été essentiellement cantonnée dans les quartiers populaires périphériques du nord, de l'est et du sud (dans ce que deviendrait plus tard Alep-Est). Tandis que le centre-ville et les quartiers ouest, aisés, sont restés fidèles au régime (Alep-Ouest). Quelques manifestations ont eu lieu dans l'Université d'Alep, à l'ouest, mais elles ont été vite réprimées avec l'intervention violente des *Chabbiha* (Filiu, 2013c, p. 216-217).

Depuis le début de 2012, la contestation en Syrie s'est de plus en plus militarisée. Ce qui a commencé comme révolte pacifique a pris des allures de guerre civile (Balanche, 2013). Les différentes factions armées liées à l'opposition et à l'ASL (Armée syrienne libre), se revendiquant anti-régime sans pour autant adhérer à toutes les revendications de la contestation civile (Burgat & Caillet, 2013), s'emparèrent progressivement de vastes zones rurales, de petites villes et de certains quartiers et faubourgs de moyennes et grandes villes. Ce fut le cas notamment à Homs ou à Damas. Dans la province d'Alep ces forces issues des zones rurales gagnèrent alors du terrain et s'approchèrent de la ville.

Le 20 juillet 2012 les factions de l'ASL et leurs alliés déclenchèrent « La Bataille d'Alep ». Ils lancèrent une offensive éclair à partir des provinces qu'ils contrôlaient au nord d'Alep et furent rejoints par quelques factions armées formées dans la ville peu de temps avant l'assaut. Cette offensive leur permit de s'emparer d'une grande partie de la ville assez rapidement (Filiu, 2013c, p. 250-252). Les forces du régime, sollicitées dans d'autres batailles, notamment à Damas, perdirent du terrain et se replièrent dans plusieurs bases militaires et dans la partie ouest de la ville. Ayant un contrôle total des zones aériennes, la riposte du régime commença par les airs. Les quartiers tombés aux mains de l'opposition subirent des bombardements importants, sur des cibles liés insurgés, mais aussi de zones civiles (Ibid., 252, 258-260). La riposte terrestre intervint dans les semaines suivant le début

de la bataille. Une contre-offensive fut menée par des forces de l'armée syrienne soutenues par des milices loyalistes.

Cette contre-offensive permit au régime de reprendre le contrôle de plusieurs quartiers tombés aux mains des insurgés. Une partie du centre historique (Quartier Jdaidé) et plusieurs zones au sud et à l'est de centre-ville moderne furent ainsi récupérées. Selon les dires de l'un des principaux commandants de l'ASL à Alep en août 2012, 70% de la ville se trouvait sous le contrôle des insurgés, il s'agit des quartiers nord, est et sud de la ville (Akhbar Alaalam, 2012). A partir de l'automne 2012, les zones de contrôle se stabilisent plus ou moins dans ce qui deviendra une ligne de front qui séparera alors Alep-Ouest sous contrôle du régime, d'Alep-Est, sous contrôle de différentes factions des insurgés. Le quartier à majorité kurde au nord de la ville fut quant à lui contrôlé par des forces kurdes qui se démarque des autres insurgés et des forces du régime.

La carte suivante réalisée à partir des informations publiées par *Aleppo Media Center* (AMC)²⁸ représente les zones contrôlées par le régime et par l'opposition dans la ville fin 2013 (Carte 13). Ces zones de contrôle ont très peu évolué entre fin 2012 et 2016. Les lignes ont commencé à bouger de manière flagrante à l'automne 2016 quand l'opposition commençait à perdre du terrain dans la ville, avant d'en être complètement évincée en décembre de la même année. Les quelques changements qui se sont opérés entre 2012 et 2016 ont eu lieu essentiellement dans les zones rurales autour de la ville qui basculaient d'un bord à l'autre et à partir desquels les protagonistes menaient des attaques sur les territoires adverses. Le long de la ligne de front, s'était installée une guerre à faible intensité. Elle fut ponctuée par des tirs de snipers, de mortiers, de projectiles et missiles artisanaux du côté des insurgés sur les zones du régime. Pareil, les snipers sévissaient depuis le côté du régime accompagnés par de l'artillerie lourde et des bombardements aériens. Plusieurs attentats suicides à la voiture piégée ont été perpétrés par des factions islamistes des insurgés (Le Monde, 2012b; Le Point, 2013). Des échanges de tirs et des confrontations de guérilla urbaine ont eu lieu dans différents quartiers (Rémy, 2012) sans pour autant faire basculer l'équilibre des forces.

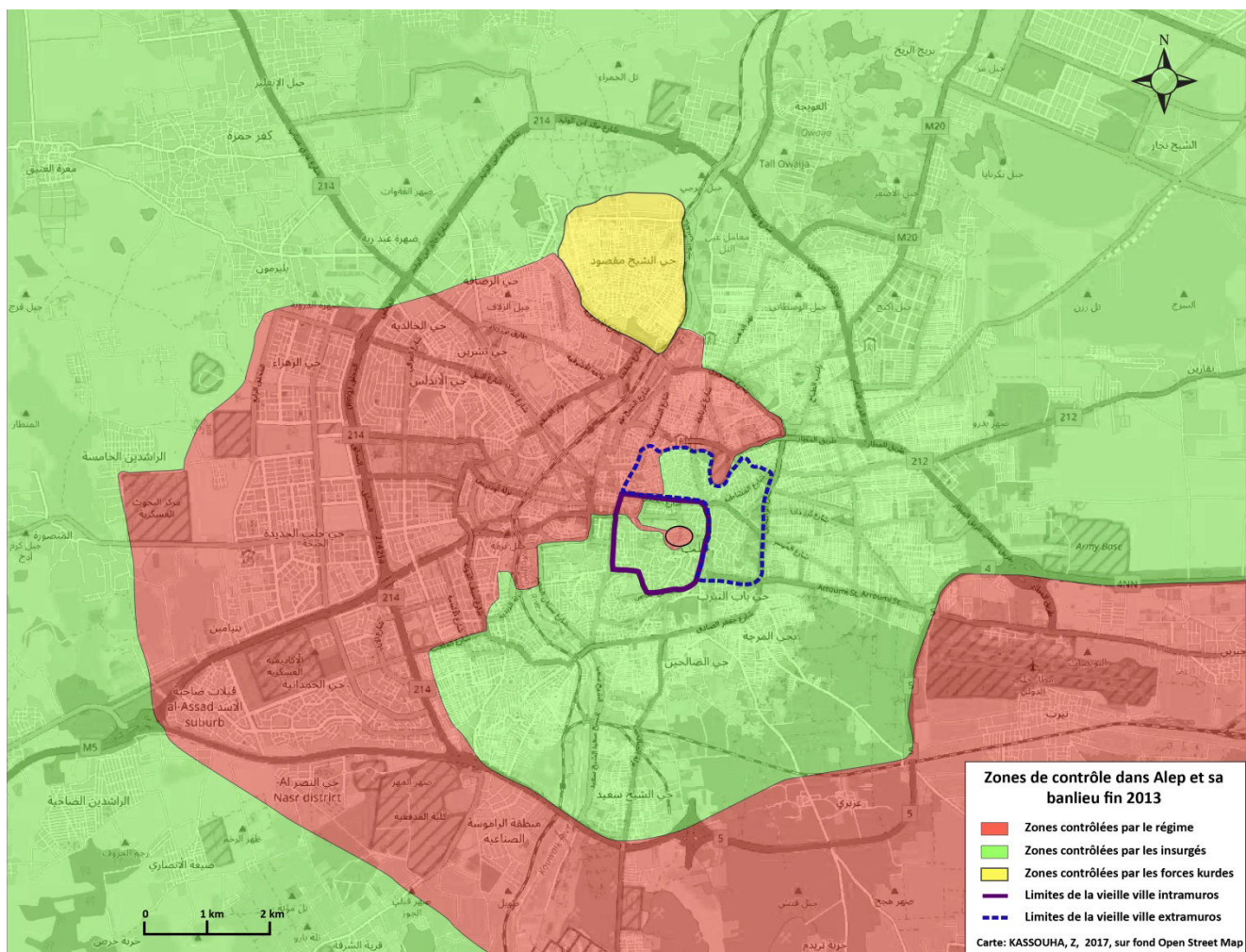
²⁸ Un groupe d'activistes de l'opposition syrienne (devenus des citoyens-journalistes) qui assurait une couverture médiatique depuis les quartiers contrôlés par les insurgés à Alep

Carte 13 : Zones de contrôle des différents protagonistes à Alep fin 2013.

Cette délimitation qui est restée sensiblement stable depuis fin 2012 jusqu'à l'automne 2016, mis à part certaines zones périphériques influencées par les changements de contrôle des zones rurales alentours.

Données : AMC 2013

Carte : KASSOUHA, Z., 2017, fond : © Contributeurs de OpenStreetMap



5.2.1. Le centre historique dans la tourmente

Comme nous pouvons le voir sur la carte des zones de contrôle établie en 2013, le centre historique est traversé par la ligne de front. La vieille ville a été le théâtre de confrontations dès les premiers jours de l'assaut des insurgés. Sa valeur symbolique, historique et identitaire d'une part et sa position centrale dans la ville, offrant une entrée stratégique sur le centre-ville moderne d'autre part, lui ont conféré un rôle tout particulier dans la bataille.

De plus, d'un point de vue strictement militaire, contrôler la citadelle au cœur de la vieille ville constituait un atout majeur. Il s'agissait du point le plus culminant qui dominait toute la ville, ancienne et moderne. Fortifié, il était d'autant plus difficile à attaquer par voie terrestre. Une ironie de l'histoire qui fit que cette citadelle qui n'avait plus aucune

importance militaire défensive depuis le XV^e siècle reprenne son rôle initial lors de cette bataille contemporaine dévastatrice. La valeur patrimoniale des lieux était reléguée au second plan devant la valeur fonctionnelle qui était totalement opposée aux efforts de conservation et de restauration déployées jusque-là pendant presque un siècle.

Au début de la bataille, les insurgés réussirent à étendre leur contrôle sur tout le centre historique (sauf la citadelle). La tâche n'était pas très difficile étant donné que la partie est de la vieille ville, prolongation des quartiers populaires extramuros, était acquise à la cause contestataire. Des affrontements à l'arme légère se déroulèrent autour de la grande Mosquée des omeyyades et aux abords des souks avant de se solder par le retrait des forces du régime. A ce moment, on releva déjà des dégâts, relativement légers, causés par ces affrontements sur plusieurs monuments historiques, dont la grande Mosquée même.

C'est avec la contre-offensive du régime, les semaines suivantes, que les détériorations devinrent plus conséquentes. Le quartier Jdaidé, repris peu de temps après le début de la bataille par l'armée régulière et des milices locales loyales au régime, fut assez endommagé. On rapporte des pillages perpétrés dans des maisons et palais historiques et dans les établissements touristiques qui y sont situés. L'intensité des combats et le recours à l'arme lourde de la part du régime pour reconquérir le quartier causèrent aussi des dégâts. A la suite de la contre-offensive, le régime reprit le contrôle de plusieurs bâtiments autour de la citadelle, au sud et à l'ouest de l'édifice. Il en assura l'accès en contrôlant les rues qui y menaient depuis le centre-ville moderne. La citadelle fut même transformée en caserne militaire et des pièces d'artillerie et des snipers y furent basés.

La première grosse perte du patrimoine bâti date du 29 septembre 2012 dans la foulée de la contre-offensive du régime. Ce jour-là, les combats se déroulent autour de la Grande Mosquée et déclenchent un incendie dévastateur dans les souks (Le Monde, 2012a). Le feu se propage dans les boutiques et s'étend dans les galeries du marché historique. En quelques heures les magasins sont réduits en cendre et la structure des voûtes en pierre qui couvrent les souks depuis des siècles est fragilisée. Dans les semaines suivantes, des parties de la Grande Mosquée sont également touchées par un incendie (Le Monde, 2012c). Les récits sont contradictoires. Certains attribuent la responsabilité de ces incendies aux

bombardements aériens et à l'utilisation des armes lourdes par les forces du régime (Filiu, 2013c, p. 268), et d'autres accusent les insurgés.

Le fait est que les bombardements du régime n'ont pas épargné le centre historique depuis le début des combats et jusqu'à la reprise de la ville fin 2016. Toutefois, plusieurs sources indiquent que ces premières destructions et incendies auraient été intentionnels et non pas le résultat de combats. Certains groupes d'insurgés auraient procédé à des pillages de biens culturels (décorations anciennes en bois sculpté volées dans de vieux palais et dans des maisons), de marchandises et d'équipements (dans les souks et les établissements touristiques). Ils auraient ensuite sciemment détruit les lieux concernés, soit à l'aide d'explosifs soit par le feu pour cacher leurs exactions, tout en prétendant que les destructions en question avaient été causées par les combats (David, 2016). Ce récit semble plausible et corrobore même des témoignages des pillages dans certains quartier d'Alep par des groupes d'insurgés (Doronsorro *et al.*, 2016, chap. 12). La très grande diversité des forces qui constituent les différents groupes des insurgés et leurs aspirations, parfois contradictoires, peut expliquer de tels agissements. En absence d'une hiérarchie efficace et reconnue par tous, certains groupes composés d'anciens bandits et criminels (Filiu, 2013a, p. 50-53) ont cultivé une réputation sulfureuse de pilleurs. Il n'est malheureusement pas possible actuellement de vérifier par des sources indépendantes la véracité de ces deux récits. Le fait est tout de même que les deux camps ont été impliqués dans la destruction du patrimoine historique dans la vieille ville pendant les 4 ans de combats.

5.2.2. Montée puissance des destructions dans le centre historique

Avec la guerre d'usure engagée à l'intérieur d'Alep, les dommages se sont accumulés et se sont accentués avec l'utilisation d'armes et de techniques de combats de plus en plus destructrice. La vieille ville n'échappe pas à cette situation. Ainsi, un événement extrêmement symbolique intervient le 24 avril 2013 : Le minaret monumental de la Grande Mosquée des omeyyades s'écroule au cours des combats (AFP, 2013b). Ce joyau datant de la fin du XI^e siècle était l'un des grands marqueurs du paysage d'Alep. D'une construction carrée de 5 mètres de chaque côté et d'une hauteur de 46 mètres, il était richement décoré et dominait le centre historique avec la Citadelle située quelques dizaines de mètres plus

loin. La mosquée était devenue scène de combats intenses entre les forces du régime et les insurgés. Contrôlé au début par les forces du régime, celles-ci installèrent des barricades dans sa cour et poste des snipers au sommet du minaret (Figure 27 - B). Avec les attaques de plus en plus intenses des rebelles, les forces du régime finirent par se retirer vers la citadelle. Les insurgés s'installèrent dans la mosquée sous le feu des snipers et de l'artillerie du régime postés dans la citadelle et dans les rues voisines. C'est après ce basculement de contrôle que le minaret fut détruit.

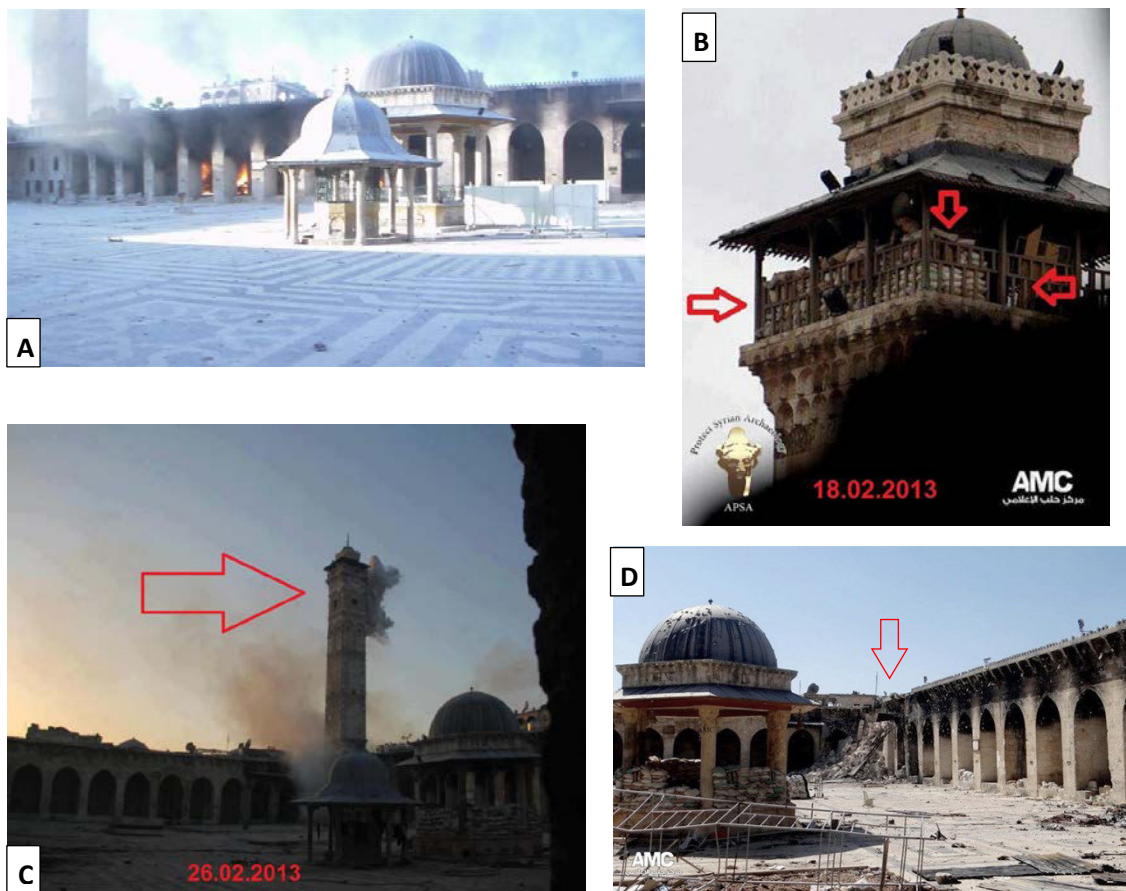


Figure 27 : Les différentes dégradations infligées à la Grande Mosquée des Omeyyades à Alep.
 Par ordre chronologique : (A) Incendie de l'aile nord de la mosquée, octobre 2012. (B) Positions de snipers en haut du minaret, février 2013. (C) bombardement direct du minaret, février 2013. (D) effondrement du minaret, avril 2013.

Sources : AMC et APSA, 2012 - 2013

Aucun des acteurs du conflit n'assume la responsabilité de la destruction de cet édifice historique. Selon les médias officiels, le minaret serait tombé à cause d'une attaque aux explosifs menée par les rebelles (Courrier international, 2013). De leur côté, les rebelles indiquent le contraire. Selon eux, le fait qu'ils se soient emparés de la mosquée aurait

poussé le régime à détruire le minaret en le visant directement avec des obus de chars postés dans la rue en face pour les priver d'un point culminant stratégique. Ce récit est conforté par une photo montrant des impacts de bombardement à l'arme lourde sur le flan nord du minaret, face aux postes du régime, quelques jours avant l'effondrement (Figure 27 - C). Le fait que le minaret se soit effondré vers le sud, à l'intérieur de la mosquée, plaide en faveur de ce récit sans pour autant le valider complètement.

La destruction de ce minaret a été largement relayée par la presse locale puis internationale et a provoqué une indignation générale. L'UNESCO a déploré la destruction de ce patrimoine mondiale (UNESCO, 2013a). Quelques semaines plus tard, le 20 juin, l'organisation onusienne inscrit les 6 sites du patrimoine mondial de la Syrie sur la Liste du patrimoine en péril (UNESCO, 2013b) en vue de mobiliser les acteurs concernés pour mieux protéger ces sites.

De façon plus générale, à partir de 2013 et jusqu'à la fin des combats à Alep fin 2016, les forces du régime ont procédé de manière quotidienne au bombardement des quartiers contrôlés par les insurgés. Ces bombardements se faisaient à l'arme lourde (artillerie diverse et batteries de missiles), par des raids d'avions de chasse de manière ciblée, et également par le largage de « barils de TNT » à partir d'avions de chasse ou d'hélicoptères. La force d'explosion générée par des charges de plusieurs centaines de kilogrammes d'explosifs et l'imprécision des tirs aériens (20minutes.fr, 2015) ont été particulièrement dévastatrice à Alep comme ailleurs. En effet, ne pouvant pas cibler un bâtiment ou un espace précis, c'est tout une zone voir un quartier qui était touché. Ces bombardements intensifs et souvent menés à l'aveugle laissaient des scènes de désolation et ravageaient des bâtiments entiers dans les zones touchées (David & Boissière, 2014). Le bilan humain de ces pilonnages est également très lourd du fait que les bombes soient également chargées de petites pièces métalliques qui se transforment en projectiles meurtrières avec l'explosion.

Le centre historique d'Alep n'échappe pas à ces bombardements, ciblés ou aléatoires. De nombreux bâtiments y ont ainsi été détruits dans plusieurs quartiers du centre historique comme Bab el Nasr, Bab el Hadid et Bab Kinnestrine et d'autres (APSA, 2014b, 2015a, 2015b). Les zones proches de la ligne de front étaient quant à elles souvent touchées par des bombardements plus ciblés à l'artillerie des chars ou aux lance-roquettes durant les

combats. A partir de 2015, l'aviation russe prend part au combat et participe aux bombardements des zones des rebelles d'Alep. Son action s'est intensifiée en 2016 pour aider les forces du régime à reconquérir la ville (Ali, 2016a, 2016b).

5.2.3. L'hécatombe du patrimoine : la guerre des tunnels

A partir du printemps 2014, une nouvelle technique militaire fait son entrée dans les combats à Alep par le biais de plusieurs groupes extrémistes d'insurgés. Ceux-ci creusaient discrètement des tunnels à plusieurs mètres sous terre depuis les zones qu'ils contrôlaient en direction de bâtiments tenus par les forces du régime. Une fois arrivés sous le bâtiment cible, ils entassaient une charge explosive massive de plusieurs dizaines de tonnes dans le tunnel. Au moment stratégique, ils faisaient sauter la charge créant une énorme explosion. Des caméras placées en hauteur dans les zones alentours filmaient chaque « exploit militaire ». La première utilisation de cette technique à Alep a eu lieu le 08 mai 2014 en plein cœur du centre historique. On assiste ainsi au premier cas de « pulvérisation du patrimoine » à Alep, et c'est l'hôtel Carlton qui disparaît. Ancien hôpital ottoman datant de la fin du XIX^e siècle, il était situé à l'entrée ouest des souks, à l'est de la citadelle. Il était utilisé par les forces du régime comme base externe pour contrôler le parvis de la citadelle. Les images diffusées par le groupe « Le Front islamique » (Al Jabha al islamiyah) montrent sous plusieurs angles l'explosion gigantesque projetant des débris à plusieurs centaines de mètres dans les airs (Figure 28 - A). Il aura fallu plus d'un mois au groupe pour creuser ce tunnel dans lequel ils avaient fait sauter plusieurs dizaines de tonnes d'explosifs (Chulov, 2014). L'hôtel a été totalement détruit et plusieurs autres bâtiments historiques qui l'entouraient ont également été sévèrement endommagés (Figure 28 – E, G).

Ce fut le début d'une série d'attaques reposant sur la même technique. Le centre historique étant le terrain de prédilection de cette pratique. Seulement quatre ou cinq attaques de la sorte furent perpétrées dans la ville moderne contre des quartiers généraux ou bâtiments utilisés par les forces du régime et ses milices. Tandis que dans le centre historique une dizaine d'attaques ont été recensées, majoritairement autour de la citadelle, mais aussi dans le quartier Jdaïdé. Toutes ces attaques ont été menées de manière simultanée ou à quelques jours d'intervalle, et cela entre 2014 et 2016. A une ou deux reprises, les forces du régime

sont parvenues à détecter des tunnels encore en chantier et ont procédé à leur destruction « préventive » causant aussi d'importants dégâts aux bâtiments historiques alentours (Harb, 2015; Le Figaro, 2015).

Nous allons démontrer l'ampleur des destructions causées par ces attaques dans le centre historique à la fin de ce chapitre, à travers l'interprétation d'images satellite.

La définition de l'importance des cibles militaires visées par ces attaques n'est pas tout à fait claire. De plus, si on regarde, cyniquement, « l'efficacité » de ces attaques dans le centre historique en matière de nombres de morts infligés aux forces du régime, le résultat est pour le moins disproportionné. Selon les chiffres annoncés après les attaques, les nombres de victimes parmi les militaires étaient entre 10 et 20 (AFP, 2014b). Des pertes relativement peu élevées au vu de l'importance des moyens déployés et de l'envergure des attaques. Cela interroge sur l'efficacité de ces explosions de point de vue de la pure stratégie de combat. Passer plusieurs mois à creuser un tunnel et utiliser des dizaines de tonnes d'explosifs pour en fin de compte tuer 10 ou 20 soldats adverses, est ce judicieux ? Mais encore, y avait-il une logique derrière cette approche radicale du combat ?

Ce qui est certain c'est que les attaques des tunnels constituaient des coups d'éclat médiatiques pour les groupes extrémistes liés aux insurgés. C'était une démonstration de force et de moyens chargée d'une symbolique : celle d'éradiquer l'adversaire en pulvérisant la terre sous ses pieds. Une image qui peut trouver ses sources dans les textes religieux qui parlent de la vengeance divine contre les infidèles ou les malfrats au jugement dernier, où Dieu fait trembler la terre sous leurs pieds ou leur promet le feu de l'enfer (Pauthier, 1840, p. 646, 691). Le parallèle idéologique entre le texte sacré et le sort que ces groupes islamistes extrémistes réservaient ainsi à leurs adversaires, traités de « mécréants » et « ennemis de Dieu et des Musulmans », constitue une possible grille de lecture.

Une autre grille serait celle du déséquilibre des moyens militaires entre les deux partis du conflit. Les différents groupes opposés au régime ne disposant pas de force aérienne, avantage indéniable du régime, auraient trouvé dans les explosions de tunnels une force de frappe pouvant instaurer un peu plus d'équilibre de force en leur faveur.

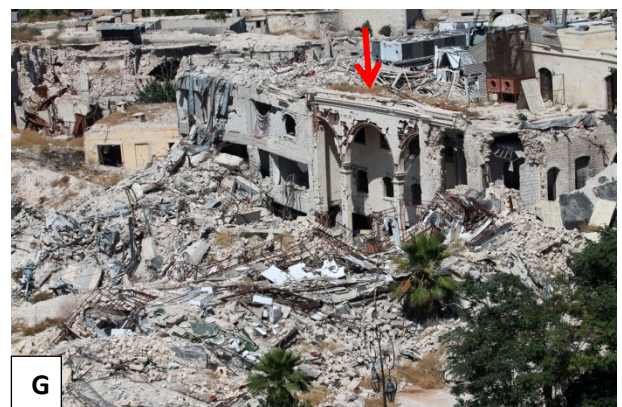
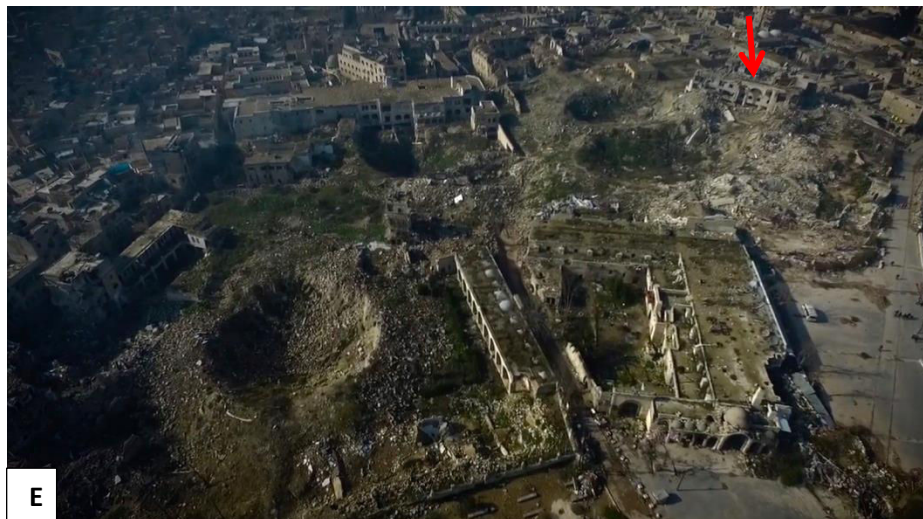


Figure 28 : La force destructrice des explosions de tunnels à Alep. Captures d'écrans de vidéos de propagande montrant les explosions de tunnels, de l'Hôtel Carlton (A.) du Quartier Jdaïdé (B.) de l'ancien Palais de justice (C.) et les travaux dans un tunnel en cours de préparation (D.). Une image de drone (E.) montre les cratères laissés par les explosions. La flèche rouge indique la partie qui subsiste de l'hôtel Carlton, que nous voyons également dans des photos prises depuis la citadelle avant la guerre (F.) et après les explosions (G.)

Sources : - Vidéos Youtube : Al jabha Al islamiya (A), Al Safoua (B), Al ghurfa al moushtaraka (C), Halab News (D), Ministère du Tourisme (E)
- Photos: Preacher lad – Wikipedia (F.), George Ourfalian – AFP (G)

5.2.4. Aux origines de cette destruction massive

Dès leur entrée dans Alep, il était évident que les troupes d'insurgés étaient plutôt issues d'un groupement de différentes forces hétérogènes qui manquaient d'organisation. Les combattants faisaient partie de différentes « *katibas* » (bataillons) qui dépendaient de grands « *liwaa'* » (brigades) qui les chapotaient. Bien qu'officiellement il y ait cette hiérarchie quasi-militaire, la réalité était plus archaïque. Dans « Je vous écris d'Alep » J.P. Filiu décrit très bien ce « *Bazar aux katibas* » d'après ses observations sur place l'été 2013 (Filiu, 2013a, p. 41-54). Si une partie des *katibas* sont composées de militants locaux, ce ne fut pas toujours le cas. Une multitude de motivations poussaient ces groupes ; pour certains les enjeux étaient purement politiques ou religieux (souvent les deux combinés), pour d'autres prédominait la défense de leur quartier, tandis que certains ne cherchaient qu'à profiter de la situation pour satisfaire leur propre intérêt... En parallèle, depuis juillet 2012, des groupes djihadistes étaient bel et bien présents parmi les groupes des insurgés, notamment le Front Al Nosra (qui n'avait pas encore prêté allégeance à Al Qaïda à l'époque). Si leur travail en commun avec les groupes d'insurgés était motivé par l'intérêt commun (battre le régime), l'idéologie extrémiste islamiste restait assez minoritaire.

En fin de compte, et avec la prolongation de la bataille (à Alep et partout en Syrie), la vraie hiérarchie n'était plus régie par l'idéologie mais par le financement. Les *katibas*, les *liwaa's* et les différents courants se sont croisés, regroupés, séparés, alliés et entretués pendant tout le conflit. C'est encore le cas aujourd'hui où à Idlib (ville et mohafaza au sud-ouest d'Alep toujours aux mains de l'opposition début 2018) des combats violents opposent plusieurs factions issues des insurgés initiaux.

A Alep, comme ailleurs en Syrie, le financement provenait essentiellement des pays du Golfe par le biais de riches donateurs. Vu que ces « mécènes » étaient motivés par une orientation idéologique sunnite extrémiste, cela a entraîné l'islamisation progressive du paysage armée de l'opposition. Cela a pris la forme d'un changement d'approche et d'une revendication de principes religieuses par les *katibas* en échange de financement (Filiu, 2013a, p. 37-38), ou de désertion des membres des groupes « modérés » en manque de financement et en perte de crédibilité au profit de groupes mieux financés et équipés, extrémistes, voire salafistes (Burgat, 2015). La nécessité, le manque d'alternative financière,

et surtout l'échec évident de l'opposition politique syrienne en exil à former une vraie unité représentative de tous, a poussé les *katibas* vers une islamisation de plus en plus importante. Cette radicalisation progressive des forces de l'opposition est à notre avis un élément clé dans la compréhension des mécanismes de la destruction d'une partie importante du patrimoine du centre historique d'Alep, notamment par les explosions de tunnels évoquées auparavant.

Il est tout de même important de relativiser cette radicalisation par rapport aux cas encore plus extrémistes. Cela est démontré par la rivalité entre les différents groupes d'insurgés d'un côté et le groupe Etat Islamique de l'autre. Quand l'organisation djihadiste a commencé à prendre ses quartiers à Alep en 2013, ses pratiques « barbares » ont engendré une contestation importante, de la part de la population, mais aussi de la part des différents groupes insurgés, même les plus extrémistes (Gouëset, 2014). La confrontation s'est soldée au début 2014 par le retrait de l'EI d'Alep, évincé par les insurgés. Il se retranchera alors à Raqqa, qui deviendra plus tard la capitale revendiquée de son « Califat ».

Cette radicalisation est en elle-même une réaction à une approche particulièrement radicale à la base, celle des forces du régime et de ses alliés. Répondant aux manifestations, encore pacifiques au début, par le déploiement d'une force inouïe faisant des dizaines de morts, le régime a créé une frustration importante. Utilisant l'argument sectaire contre le soulèvement populaire, en martelant que les manifestants étaient des terroristes islamistes (Burgat, 2013), il a accentué la peur des minorités qui lui avaient apporté leur soutien. Cela aussi a favorisé un discours de plus en plus sectaire chez une partie de l'opposition qui subissait les attaques des forces armées et était en plus étiquetée d'extrémiste. Finalement, le ciblage précis du régime des jeunes activistes modérés qui menaient la contestation a également favorisé la réaction radicale. Ces jeunes qui portaient un discours modéré et qui voulaient un état de droit ont été la cible privilégiée du régime pendant les deux premières années de la contestation : arrestation, torture, exécution, assassinat ou exil, tous les moyens étaient bons²⁹. La neutralisation de ces meneurs modérés de la contestation a fait

²⁹ Il s'agit ici de campagnes dont nous avons été témoins en 2011 et 2012 qui ont touché des jeunes, modérés, de toutes les confessions. Ils étaient impliqués dans l'organisation des manifestations pacifiques, dans leur diffusion médiatique, ou dans l'acheminement d'aides humanitaires aux zones encerclées par les forces du régime.

ressurgir un discours de vengeance alimenté par certaines forces politiques syriennes en exil (notamment les Frères musulmans) qui a contribué à la radicalisation du mouvement.

Au-delà de la répression de la contestation, la stratégie militaire du régime et de ses alliés était elle aussi assez radicale. Dès qu'un quartier tombait aux mains des insurgés, il devenait dans son intégralité cible de bombardements sans aucun égard envers les civils, les écoles, les hôpitaux, les monuments historiques ou les lieux de cultes qui y existaient. Des bombardements souvent à l'aveugle, comme nous l'avons évoqué plus tôt dans ce chapitre.

Dans le cas d'Alep, cette stratégie de terre brûlée a été à l'origine d'un cercle vicieux dévastateur. En plus de la destruction massive du centre historique engendrée par cette stratégie, il est fort probable qu'elle ait déclenché chez une partie des insurgés un sentiment de revanche. Les représailles se sont alors traduits par un jusqu'au-boutisme visant à causer le plus de dégâts du côté du régime. Cela peut en partie expliquer le recours à cette méthode d'explosion de tunnels. Une méthode très coûteuse en temps et en matériels, très peu efficiente quant au nombre de victimes chez l'adversaire, mais surtout très dévastatrice.

D'un autre côté, c'est le processus même de patrimonialisation qui a été remis en question. Depuis l'époque du Mandat français et jusqu'au début du conflit actuel, la démarche de mise en valeur du patrimoine syrien venait du pouvoir politique. Un pouvoir souvent vu comme externe à la volonté populaire (la France lors du Mandat, puis les régimes souvent autoritaires depuis). Cette démarche de patrimonialisation sans consultation de la population locale a souvent été vécue comme une contrainte plutôt qu'une démarche de valorisation (Bosredon, 2014). Elle aurait donc participé à l'émergence d'un sentiment négatif d'une partie de la population vis-à-vis de ce patrimoine décrété et « imposé ».

D'autres éléments de lecture interviennent également dans l'analyse de cette situation. Il s'agit notamment de la rivalité entre la population rurale et la population citadine, évoquée au début de ce chapitre. Ainsi, la destruction du patrimoine aurait été aussi un acte délibéré pour toucher des symboles historiques de l'espace urbain. En manque de références analysant clairement cet aspect et démontrant un potentiel lien entre la rivalité urbaine/rurale et la destruction symbolique du patrimoine nous ne pouvons pas affirmer cette analyse.

5.2.5. Urbicide, et au-delà...

L'accumulation de ces éléments rejoint une notion qui a émergée pendant les années 1990 avec les guerres des Balkans : la notion d' « *urbicide* ». Cette notion, évoquée à la base par plusieurs spécialistes de l'architecture et de l'urbanisme originaires de l'ancienne Yougoslavie, décrit le phénomène de destruction délibérée de la ville (Coward, 2008, chap. 2). Une destruction qui va au-delà de la destruction physique des bâtiments et touche la ville comme espace de vie en commun. Dans les exemples des guerres de l'ex-Yougoslavie, les villes détruites étaient souvent des lieux de vies interculturelles regroupant toutes les communautés. Elles ont été ciblées à chaque fois par l'un des protagonistes pour instaurer des espaces mono-culturels. Ainsi la destruction finit par transformer les espaces urbains hétérogènes en espaces homogènes (Coward, 2008, p. 43; Tratnjek, 2012).

« (...) une volonté de destruction gratuite, sans enjeu tactique ou stratégique, et dans un grand gâchis économique, de toucher l'être collectif de l'ennemi, en détruisant les sites et signes de son identité collective, culturels bien sûr mais aussi culturels au sens large, et même purement sociaux comme un stade. » (Nahoum-Grappe, 2015 p. 34-35)

En revanche, pour le cas d'Alep la situation dépasse cette analyse-là. Certes, les actes correspondent complètement à cette notion d'urbicide et peuvent donc en être un exemple concret. Par contre, le fait que cette destruction provienne des deux parties du conflit, qu'elle touche par conséquent un espace commun aux deux populations (centrale et périphérique) et qu'elle dépasse le clivage religieux ou communautaire va au-delà du « simple » urbicide. Pourrait-on alors parler d'un « *post-urbicide* » (dans le sens d'une forme de postmodernité) ? D'un « urbicide multilatérale » ? Ou est-ce tout simplement un patrimoine et un espace urbain victime collatérale du conflit ?

Essayer de conceptualiser d'un point de vue socio-urbain la destruction d'Alep est loin d'être le propos de notre recherche, mais la question mérite d'être soulevée. Jusqu'à présent la majorité de la littérature a tendance à analyser cette destruction de manière unilatérale, tout à fait compréhensible dans un contexte d'étude « à chaud ». Il nous faudra donc plus de recul, dans le temps, dans les informations et dans les opinions pour arriver à une analyse globale « à froid ».

5.2.6. Efforts de conservation des deux côtés de la ligne de front

Dans ce tableau assez sombre de destruction et de dégradation du patrimoine à Alep, il est important de souligner des efforts de conservation pris des deux côtés de la ligne de front.

Du côté du régime, la conservation est du ressort de la DGAM (*Direction Générale des Antiquité et des Musées*), organe officiel qui gère tous les sites archéologiques de Syrie et la quasi-totalité des musées. Dès le début des combats la DGAM a fait évacuer les pièces archéologiques les plus précieuses des salles du Musée national d'Alep (le plus important après celui de Damas). Certaines pièces ont été stockées dans les sous-sols du bâtiment, d'autres ont été transportées à des endroits sûrs (DGAM, 2016, p. 148). D'autres musées avaient aussi été partiellement ou totalement évacués, notamment le Musée des Arts traditionnels situé dans une maison historique du quartier Jdaïdé (Ibid.).

Des démarches similaires ont été entreprises par la DGAM dans d'autres villes mais les efforts et les moyens déployés ont été insuffisants devant l'ampleur de la tâche. Ceci explique qu'un musée aussi important que celui de Palmyre était encore rempli de pièces archéologiques inestimables quand Daesh en a pris le contrôle. Dans certains cas la DGAM a même été accusée de complicité passive devant des vols commis dans des musées ou des pillages et fouilles clandestines pratiquées dans des sites archéologiques contrôlés par les autorités syriennes (Ali, 2013).

A Alep, au-delà de l'évacuation des pièces archéologiques, la DGAM a également entrepris de protéger les pièces non transportables qui sont restées sur place. Ainsi des barricades et murs en sacs de sables ont été installés autour de plusieurs statues monumentales restées à l'entrée et dans le jardin du Musée (DGAM, 2016, p. 148).

Du côté de l'opposition, le travail était beaucoup moins institutionnalisé. Le travail a commencé par des efforts individuels d'activistes voulant protéger le patrimoine du centre historique de la destruction. Avec le temps et les efforts déployés, certaines factions des groupes armés sont venues en aide à ces activistes en assurant leur protection pendant leur travail (Filiu, 2013a, p. 109). Finalement, une section d'archéologie a été créée par les autorités municipales de l'opposition à Alep pour organiser ces actions.

Les efforts ont porté sur le secteur de la Grande Mosquée des Omeyyades et des bâtiments qui l'entourent. Des manuscrits anciens ont ainsi été mis à l'abri dans des lieux sûrs, à l'abri des flammes, des bombardements et des combats (Filiu, 2013b). Certains éléments transportables ont été protégés de la même façon. Ainsi, le minbar en bois de la Grande Mosquée, fabriqué par un artisan aleppin au XIII^e siècle, exposé au tirs de snipers venant de la citadelle, a été démantelé et évacué de la zone (Ibid). Pour les éléments non-transportables, les efforts ont consisté à ériger des murs de pierre pour les protéger des éclats d'obus. Ce fut le cas pour les ornements et décorations en pierre de la Madrassa Halaouia et d'autres bâtiments de la zone (APSA, 2013; Filiu, 2013b).

Dans son témoignage depuis Alep en 2013 relaté dans son livre cité précédemment et dans un reportage pour le magazine XXI (Filiu, 2013b) Jean Pierre Filiu raconte les efforts déployés par ces activistes et les risques qu'ils ont encourus. En effet, les bâtiments où ils intervenaient étaient en grande partie au niveau de la ligne de front. Les opérations de sauvetage se déroulaient sous les tirs des snipers du régime, au péril des vies de ces défenseurs du patrimoine.

L'APSA (*Association for the Protection of Syrian Archeology*) a aidé à la réalisation de ces travaux. Cette association (citée à plusieurs reprises dans ce chapitre) est constituée d'archéologues syriens expatriés proches de l'opposition. Elle documente les dégradations et les destructions du patrimoine en Syrie depuis le début du conflit.

Les travaux de sauvetage en question ont été taxés de « pillages pratiqués par des groupes terroristes » par la DGAM (Ibid).

5.3. Tourisme et destruction du patrimoine, ou la question de l'œuf et de la poule

Dans toute cette tourmente de patrimoine ciblé et détruit par les différents protagonistes du conflit syrien, la question du lien entre le tourisme et cette destruction devient de plus en plus centrale. La mise en scène de la destruction de sites archéologiques sans aucun but militaire avec l'exemple des ruines de Palmyre dynamitées par Daesh entre 2015 et 2017

(Zerrouky, 2017) en sont la preuve. La question est donc : est-ce que le tourisme fait partie des cibles de cette destruction ? Et donc, par extension, est-ce que le tourisme est quelque-part l'une des causes des destructions ?

La dualité tourisme et terrorisme a fait l'objet de plusieurs publications dans la littérature spécialisée au cours des trois dernières décennies (Leslie, 1999; Liu & Pratt, 2017; Mc.A Baker, 2014; Richter & Waugh Jr, 1986; Sönmez, 1998; Sönmez *et al.*, 1999; Sönmez & Graefe, 1998). Le tourisme comme cible direct des attaques, pour les valeurs qu'il représente et/ou comme vecteur d'amplification médiatique des revendications et de l'idéologie des terroristes, a été déjà observée dans ce contexte (Richter & Waugh Jr, 1986). Ainsi les agissements de Daesh et de certains autres groupes extrémistes en Syrie peuvent être étudiés par ce prisme.

Au lieu d'attaquer directement les touristes, qui ont majoritairement déserté la Syrie, comme nous l'avions évoqué au chapitre 4 de cette thèse, ces groupes ont ciblé les hauts lieux du tourisme. Le message était certainement idéologique, dans une démarche nihiliste qui ne laisse place à aucune divergence avec l'idéologie islamiste ultraconservatrice. Ainsi, les vestiges préislamiques étaient la cible évidente de cette approche, comme le cas de Palmyre en Syrie, ou d'autres exemples pendant la même période en Irak (Nemrud) ou encore une quinzaine d'année plus tôt en Afghanistan (bouddhas de Bâmiyân). Les cibles s'étendaient également aux sites liés aux pratiques religieuses musulmanes contraires à la lecture rigoriste de ces groupes. En Syrie, des lieux de cultes et mausolées chiites ont été détruits à Raqqa par Daesh (Reuters, 2014). Des mausolées de dignitaires sunnites ont été démolis ou dégradés également, même à Alep par des membres du front Al Nosra (APSA, 2014c). L'exemple des mausolées de Tombouctou au Mali est caractéristique de cette approche.

Au-delà du message idéologique, cette démarche vise à couper les ponts avec la société qui valorise ces lieux. Soit la société locale certes, mais surtout les étrangers, et en particulier les Occidentaux qui visitaient ce patrimoine. Le tourisme devient ainsi l'expression d'idéologie en opposition avec les valeurs prônées par ces groupes extrémistes ce qui en fait la cible ultime de cette destruction. Le tollé que ces destructions provoquent dans le monde sert de

coups d'éclat médiatiques pour ces groupes et détruit davantage l'image de destination touristique des lieux visés.

La valorisation touristique du patrimoine étant en premier lieu une notion occidentale nous pouvons nous demander si ces groupes ne visent pas les monuments en question pour cette valeur touristique. Les sites visés en Syrie, bien que fréquentés par les locaux, étaient particulièrement prisés par le tourisme culturel occidental (c.f. chapitre 1 de cette thèse). Leur valorisation est donc vue par certains comme une vitrine dédiée aux touristes qui ne profitent pas forcément aux locaux. Pour les plus rigoristes, l'idéologie va au-delà. Effectivement, les valeurs représentées par ces sites ainsi que la pratique touristique occidentale tout simplement est déjà contraire à leur idéologie. Leur destruction dans le contexte actuel de guerre peut être motivée par l'attractivité touristique qu'ils représentaient, d'autant que la promotion touristique du pays avait été effectuée par le régime actuel auquel ces groupes se sont opposés. Les enjeux politiques affrontant ainsi les enjeux idéologiques donnent lieu à un amalgame selon lequel le régime serait à l'origine de la décadence morale du pays. Le tourisme apparaît donc comme l'une des représentations de cette décadence (consommation d'alcool, prostitution, etc...).

En procédant à ces destructions, le but des groupes extrémistes aurait donc été, en partie, de rendre ces sites et territoires non-attractifs aux touristes pour toujours. Cela constitue une forme d'achèvement pour cette doctrine d'exclusion.

Nous ignorons si cette hypothèse s'applique au cas d'Alep. Ce que nous y constatons est plutôt une destruction dans le cadre d'un affrontement armé sans considération pour le patrimoine. Les idéologies hétérogènes des responsables de la destruction du patrimoine aleppin et leurs différents bords politiques laissèrent peu de place à une stratégie commune de ce type. Rien ne peut donc indiquer qu'à Alep le tourisme ait été une cible privilégiée ou l'une des motivations des dégradations. Cependant un élément important nous incite à valider cette hypothèse est le cas de l'hôtel Sheraton et celui du Musée national d'Alep. Le premier est l'hôtel le plus luxueux d'Alep, l'autre est l'un des hauts lieux de conservation archéologique et du tourisme culturel. Bien que situés à quelques centaines de mètres des lieux ciblés par la destruction délibérée, aucun des deux bâtiments n'a été pris pour cible

directe, à notre connaissance. Certes ils ont tous les deux été endommagés par les combats et par des bombardements à l'aveugle, mais ils ne figuraient pas comme cibles à détruire.

5.4. Etat des lieux: que reste-t-il du centre historique d'Alep ?

5.4.1. Evaluation des dégâts avec l'utilisation de l'imagerie satellite

Avec l'inaccessibilité du terrain à Alep nous avons adopté l'interprétation de l'image satellite comme source alternative d'informations pour évaluer l'étendue des dégâts dans la ville. Ces images permettent de donner une vue d'ensemble du centre historique avec l'évolution des dégradations en fonction de l'avancement du conflit. En outre cette méthode permet également de vérifier les dégâts rapportés par les sources d'informations locales (activistes, journalistes de terrain, agents des organismes de protection du patrimoine) ainsi que de localiser les lieux touchés.

Nous avons eu accès à plusieurs sources d'informations ayant recours à l'image satellite. Notre point d'entrée est l'application *Google Earth*. Nous avons pu commencer à localiser des dégradations et destructions visibles avec cet outil à partir de début 2014. Les images prises à partir de fin 2012 montraient déjà les traces du conflit sur le patrimoine du centre historique d'Alep. Malgré les différentes réserves scientifiques ainsi que la définition relativement basse des images utilisées, cet outil contient un avantage important. L'historique des images incluses dans *Google Earth* permet de retracer l'évolution de la situation et de démontrer les dégradations progressives du patrimoine. Cela rejoint la démarche que nous avons envisagé pour retracer cette évolution en comparant la situation d'avant le conflit avec différentes étapes plus ou moins avancées pendant le conflit.

En parallèle de l'utilisation de cet outil, nous avons pu consulter plusieurs rapports de l'UNITAR (*Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche*). Cet organisme a mis en place un outil de veille retraçant les destructions en Syrie à partir des images satellite et a édité plusieurs rapports sur le sujet. Un de ces rapports a d'ailleurs été dédié exclusivement

au patrimoine. En fin décembre 2014, ce rapport dresse un état des lieux des dégradations subies par un grand nombre de sites historiques et archéologiques dans le pays. Un chapitre est dédié à la situation d'Alep (UNITAR/UNOSAT, 2014). Notons à cet égard que d'importants dégâts sont survenus après la publication du rapport en question.

Nous allons donc croiser les informations à partir de ces deux sources pour apporter notre observation des destructions du centre historique d'Alep. Une importance particulière sera accordée aux zones concernées par l'activité touristique avant la guerre.

Tout de même, il ne s'agit pas dans notre démarche de dresser un inventaire des bâtiments endommagés ou détruits, ni de définir la responsabilité des différents protagonistes dans l'avènement de ces dégâts. Notre but est de constater l'étendue de la destruction et les changements de paysage qu'elle a entraînés. Cela nous permettra d'étudier les possibilités de la remise en tourisme du centre historique après le conflit.

5.4.2. Retracer la destruction

Pour donner une idée de l'étendue de la destruction nous avons pris l'exemple de la zone des souks et de la citadelle. Nous avons retracé les différentes étapes de destructions que cette zone a subies entre 2012 et 2016. La première image qui date de septembre 2012 ne montrait pas encore de traces visibles de dégradation, nous l'avons donc utilisée comme repère de base. À partir de 2013 nous commençons à constater les dégâts, avec l'effondrement du minaret de la Mosquée de Omeyyades et d'une partie des souks. En 2014 les explosions de tunnels entrent en scène et nous observons une transformation totale du paysage avec la disparition pure et simple de plusieurs bâtiments remplacés par des cratères. Début 2016 nous constatons une naturalisation progressive de ces cratères et des bâtiments endommagés. L'image la plus récente date du 18 septembre 2016, elle montre les traces d'une dernière explosion de tunnel et l'effondrement d'une partie des murailles de la citadelle à cause d'une explosion. Selon nos informations il n'y a pas eu d'autres changements d'envergure entre cette dernière image et la fin de la bataille d'Alep le 22 décembre 2016. Voir les images classées par ordre chronologique sur les deux pages suivantes (Figure 29).

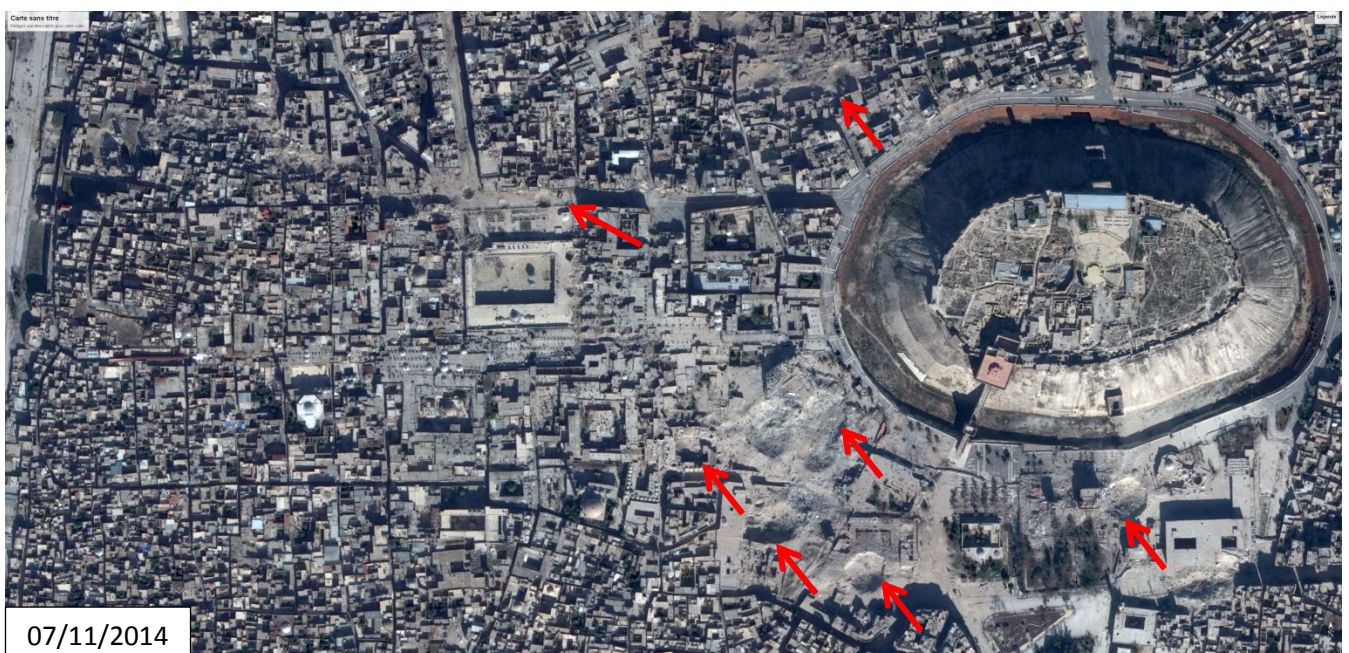
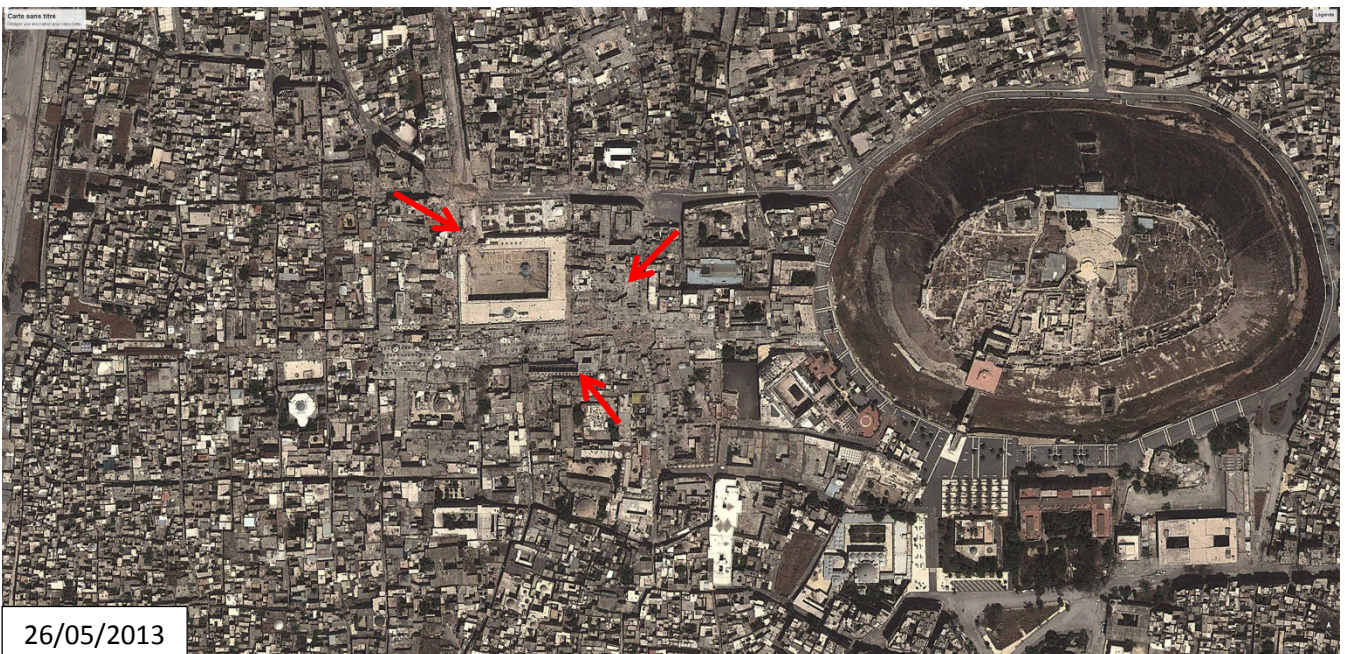
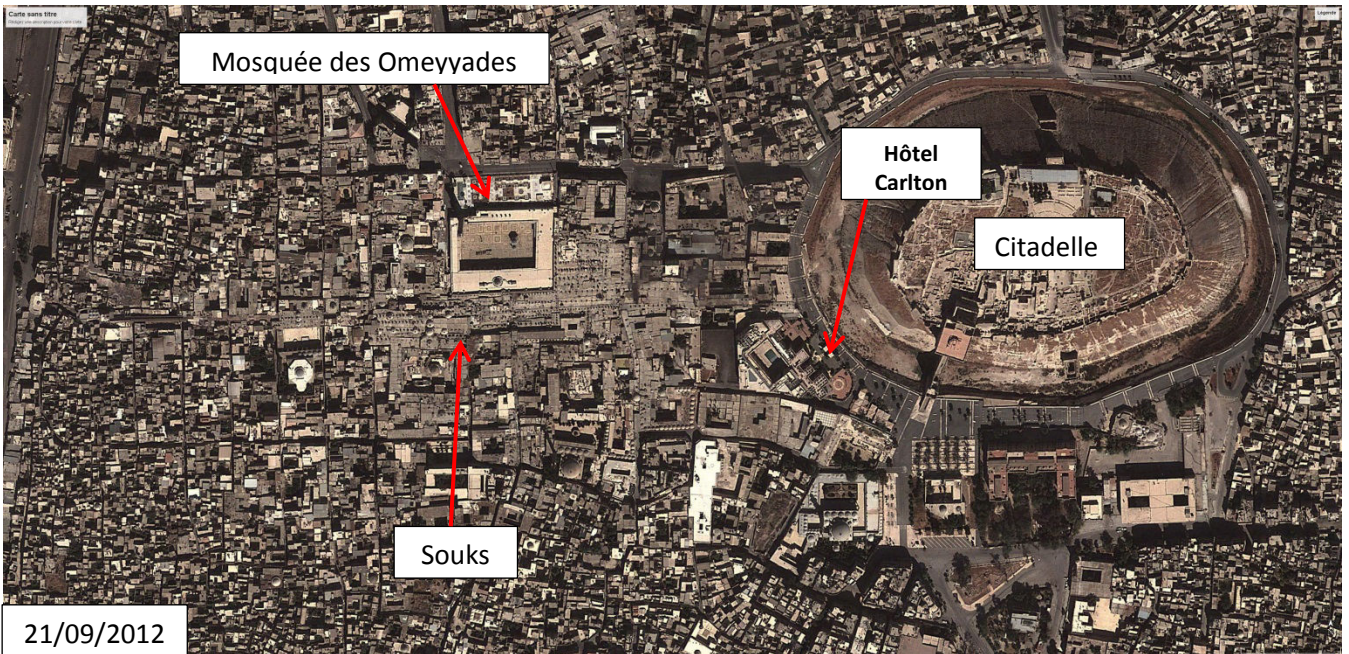


Figure 29 – suite et détails ci-dessous

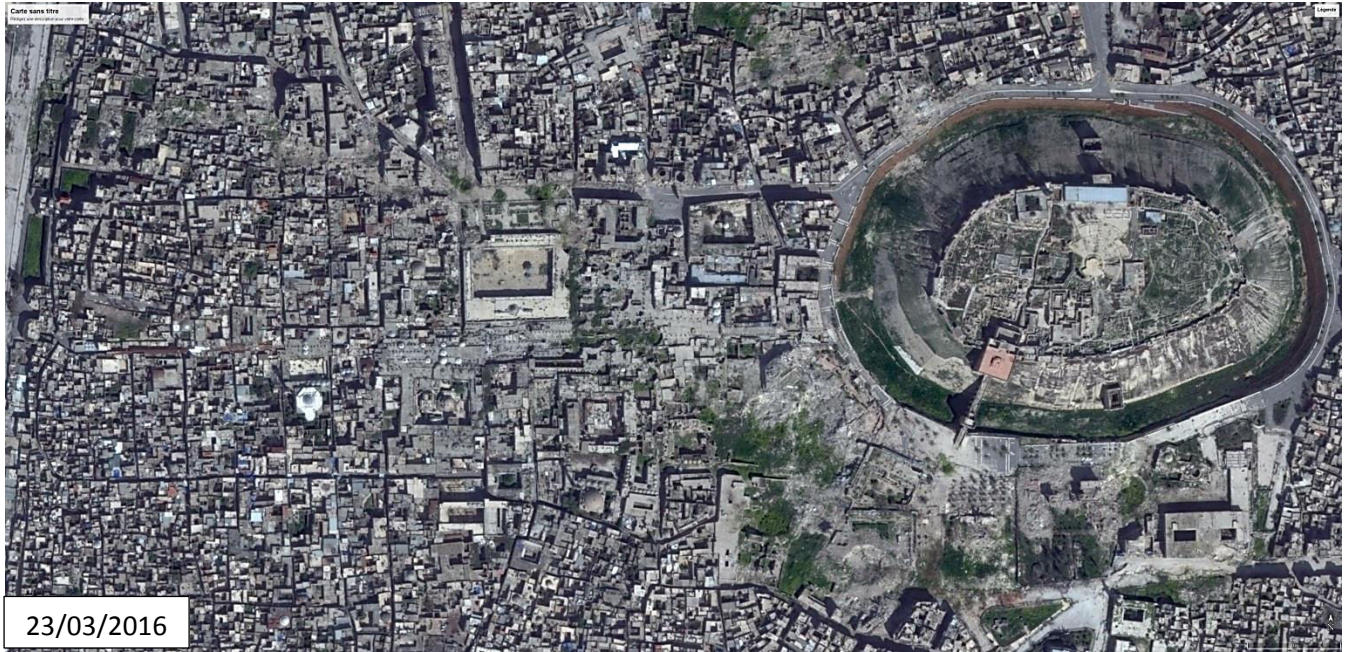


Figure 29 : Observation de la destruction de la zone des souks et de la citadelle d'Alep entre 2012 et 2016 à l'aide des images satellite. Classées par ordre chronologique nous observons clairement sur ces images la montée en puissance de la destruction causée par les bombardements du régime d'une part et par les attaques des tunnels piégés de rebelles d'une autre part. Les flèches rouges indiquent les nouvelles destructions observées dans chaque image en comparaison avec l'image précédente. Entre fin 2014 et fin 2015 les destructions sont restées relativement limitées dans la zone, d'où l'absence d'image de 2015.

Source : Google earth, © DigitalGlobe 2017

Situation globale au-delà du centre historique

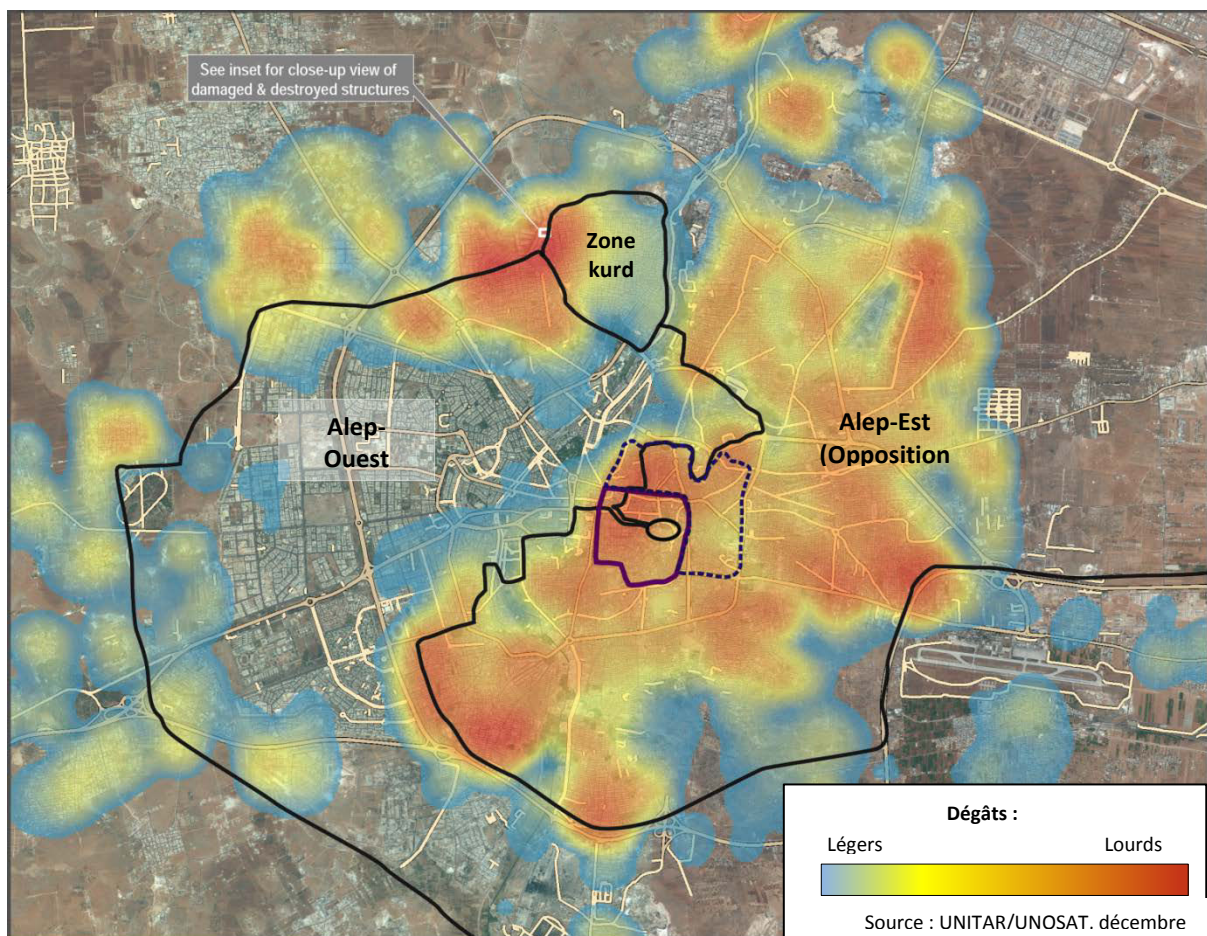
Au-delà de la zone touristique et du centre historique la destruction a été massive à Alep de manière général. L'UNITAR émettait régulièrement des rapports d'évaluation des étendus des dégâts à Alep en utilisant l'imagerie satellite. Le dernier rapport émis sur Alep par l'organisme en décembre 2016 fait état de 35 722 bâtiments touchés par le conflit dont 16269 légèrement endommagés, 14 680 sévèrement endommagés et 4 773 complètement détruits (UNITAR/UNOSAT, 2016) (rapport en Annexe 6.2, page 357). La carte suivante vient du rapport en question, elle démontre l'intensité des dégâts recensés à l'aide d'un gradient allant des légers aux lourds dégâts. Nous avons rajouté les délimitations des zones de contrôle des différents protagonistes pendant la bataille d'Alep ainsi que les limites du centre historique. Nous remarquons que ce dernier se trouve parmi les zones sévèrement touchées.

Carte 14 : Etendue des dégâts à Alep selon le dernier rapport d'UNITAR fin 2016

Alep-Ouest est restée relativement épargnée vu l'absence de force aérienne chez les rebelles.

Source : UNITAR/UNOSAT, 2016

Délimitation des zones : KASSOUHA, Z., 2017



5.5. La destruction et ses implications

Pour clore ce chapitre plusieurs interrogations persistent :

- Pourrait-on / devrait-on reconstruire à l'identique les monuments totalement détruits, notamment ceux pulvérisés par les explosions de tunnels ?
- Même reconstruits, les zones endommagées pourraient-elles retrouver leurs fonctions socio-économiques ?
- Au-delà de la destruction matérielle, quel effet aura l'image de la destruction de la ville dans l'imaginaire collectif en Syrie et à l'étranger ?
- Quelle Alep serait remise en tourisme après le conflit ?

Les implications de cette destruction sur les plans matériels et immatériels sont encore loin d'être complètement cernées, notamment avec l'effet de certaines images relayées dans les médias à travers le monde. Comme la photo d'Omran, l'enfant aleppin rescapé des bombardements qui attend dans l'ambulance (Figure 30). Il s'agit d'un moment marquant de cette destruction qui est susceptible d'être associé à l'image d'Alep pendant de longues années.

Dans la dernière partie de cette thèse nous allons tenter de répondre à ces questions, notamment en nous basant sur les observations effectuées sur le terrain en Bosnie-Herzégovine et en Croatie.



Figure 30 : La photo d'Omran, devenue une icône de presse à travers le monde et un symbole de la destruction d'Alep.

Source : AMC, 2016

**Partie III. Pour un tourisme post conflit en Syrie,
problématiques, comparatisme et scenarii**

Chapitre 6. Problématiques de fin de conflit : tourisme ou non tourisme ?

Dans ce chapitre nous analyserons les différents défis et problématiques liés au tourisme après les conflits. Il s'agit là d'une base qui nous servira pour notre analyse d'étude de terrain comparative en Bosnie-Herzégovine et Croatie. Elle nous apportera aussi des éléments importants pour pouvoir construire nos scénarii d'un tourisme post-conflit en Syrie, scénarii qui seront développés à la fin de cette thèse. Nous allons aborder ces questions à la lumière de la littérature disponible et en nous appuyant sur différents exemples observés à travers le monde.

Notre démarche de réflexion et d'analyse pour le chapitre actuel a commencé à un moment où la fin du conflit en Syrie n'était pas encore claire. Elle ne l'est toujours pas d'ailleurs au moment d'écrire ces lignes, à la deuxième moitié de 2017. Certes, depuis fin 2016 la conjoncture semble favorable à une reprise en main de la situation par le régime et ses alliés. Cette donne a émergé avec l'intensification de l'intervention russe et la reprise d'Alep d'un côté, et avec l'avancée réalisée contre Daesh de l'autre. L'avenir n'est pas prévisible pour autant et plusieurs grandes questions restent suspendues. Si elles sont essentiellement d'ordre politique, elles s'avèrent néanmoins cruciales pour la définition de la Syrie post-conflit et donc du paysage touristique qui pourrait s'y profiler.

Parmi les grandes questions nous trouvons celles de :

- La définition des rôles des différents acteurs politiques dans la gouvernance du pays après le conflit. La forme de la gouvernance elle-même (centralisée, décentralisées, fédérale, ...).
- L'intégrité territoriale du pays, avec la multiplication de forces étrangères sur son sol et leur soutien à des protagonistes aux intérêts divergents.
- La possibilité du retour des personnes déplacées à l'intérieur comme à l'extérieur du pays dans leurs habitats (du moins ce qu'il en reste).
- Le consensus sur les responsabilités des différents protagonistes dans les crimes commises pendant le conflit.

- La construction d'une nouvelle identité qui puisse rassembler tous les spectres du peuple syrien.

S'y ajoutent aussi les questions de la sécurité, de la démilitarisation, du déminage dans certaines zones, du risque terroriste avec la dispersion dans le pays d'un grand nombre de combattants de Daesh et d'autres groupes extrémistes. Sans parler de tous les aspects de la reconstruction, matérielle, humaine, environnementale...

La liste n'est certainement pas exhaustive mais elle donne une idée du chantier titanesque et de la multitude de facteurs à prendre en compte après le conflit. A ces facteurs, d'ordre global, s'ajoutent donc les questions liées plus spécifiquement au tourisme que nous allons développer dans ce chapitre.

6.1. Entre patrimoine en conflit et patrimoine du conflit

Une question essentielle à traiter est celle du patrimoine³⁰, surtout lorsque l'on parle du tourisme culturel dans un pays aussi riche en sites historiques comme la Syrie. Dans un contexte post-conflit, nous distinguons deux grandes catégories de patrimoine : celle du patrimoine qui existait déjà avant le conflit et celle du nouveau patrimoine qui a été créé par le conflit.

Le patrimoine préexistant peut parfois être préservé et continuer donc à jouir de ce statut de patrimoine après le conflit. Or, souvent, comme le cas syrien, le patrimoine peut être touché ou transformé par le conflit (comme les exemples des ruines de Palmyre, de la Grande Mosquée des Omeyyades ou encore de la citadelle d'Alep évoqués dans le chapitre 6). Ces effets du conflit peuvent aller d'une simple dégradation qui détériore légèrement les lieux, à une destruction totale qui ne laisse aucune possibilité de restauration avec le matériel d'origine (voir les explosions de tunnels à Alep, Chapitre 5). Ce patrimoine est souvent « réhabilité » après le conflit avec des campagnes de restauration et de

³⁰ Nous traitons dans cette étude le patrimoine par son volet matériel uniquement. Le patrimoine immatériel nécessitant une approche différente de la recherche et un accès sur le terrain, nous n'avons pas pu l'inclure dans notre travail à ce stade.

reconstruction pour retrouver son statut d'avant. Ceci-dit, il garde toujours des traces qui le distinguent du patrimoine préservé (voire immaculé).

Dans certains cas, le patrimoine peut même perdre sa valeur patrimoniale pendant le conflit et retrouver une fonction d'utilité. La citadelle d'Alep a ainsi servi de caserne pour les forces du régime pendant les quatre ans de bataille pour la possession de la ville. Le lieu a donc retrouvé sa valeur fonctionnelle d'origine (militaire) qu'il avait perdue il y a bien longtemps. Ce fût le cas également du Krak des Chevaliers³¹ dans le centre de la Syrie, ou encore dans le cas du Fort Imperial à Dubrovnik³² deux décennies auparavant. La valeur fonctionnelle peut aussi être civile, comme dans les « Villages historiques du Nord de la Syrie »³³ (Figure 31). Nous nous retrouvons ici devant des basculements de la valeur de ces lieux entre le symbolique (patrimoine) et le fonctionnel (fortification militaire ou habitat dans les exemples cités). Ce basculement a été observé par Philippe Bachimon dans un contexte différent mais avec des dynamiques similaires, celui des friches (Bachimon, 2013). Dans le cas des friches, le croisement s'opère entre « valeur symbolique et valeur marchande » au grès du temps de l'abandon ou de la reprise des lieux (Bachimon, 2017). Pour nos exemples, le croisement se fait de manière beaucoup plus condensée dans le temps, presque instantanément, pendant le conflit, où le patrimoine revêt une valeur fonctionnelle relevant de la nécessité. A la fin du conflit, le croisement inverse peut se faire de manière aussi instantanée (fin de conflit = fin de la nécessité) ou de manière plus graduée (la nécessité qui dure un certain temps après la fin de conflit, le temps de reconstruire l'habitat par exemple).

Quant au nouveau patrimoine, il est généré par le conflit même : les lieux qui ont eu une valeur symbolique à cause du conflit. Qu'il s'agisse d'une conversion (bâtiments fonctionnels ou résidentiels détruits) ou d'une création (champs de bataille, camps de concentration, etc. ...), cette catégorie englobe les lieux qui n'étaient pas patrimonialisés avant le conflit, voire qui n'existaient pas en tant que tel.

³¹ Un groupe de combattants de l'opposition s'est retranché pendant plus de 2 ans dans ce château fort construit par les Croisés et inscrit au Patrimoine mondiale par l'UNESCO. Les forces du régime en ont repris le contrôle en mars 2014.

³² Château fort construit par Napoléon 1^{er} en haut de la montagne dominant Dubrovnik. Il a servi de base militaire pour les défenseurs Croates de la ville durant le siège en 1991 – 1992 et est devenu aujourd'hui un musée commémorant cette guerre (voir les détails ch. 7)

³³ Autre site du Patrimoine mondiale en Syrie, il est composé de plusieurs villes et villages byzantines très bien conservés (voir Carte 4, page 44). Plusieurs bâtiments dans ces sites ont été investis comme habitat par la population déplacée qui a fui les combats dans villes voisines.

La distinction entre ces deux catégories de patrimoine se fait donc par rapport à leur moment de patrimonialisation : avant le conflit ou après (voire pendant) le conflit.

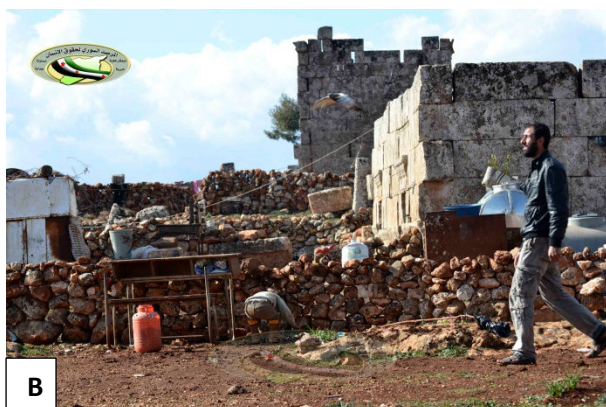
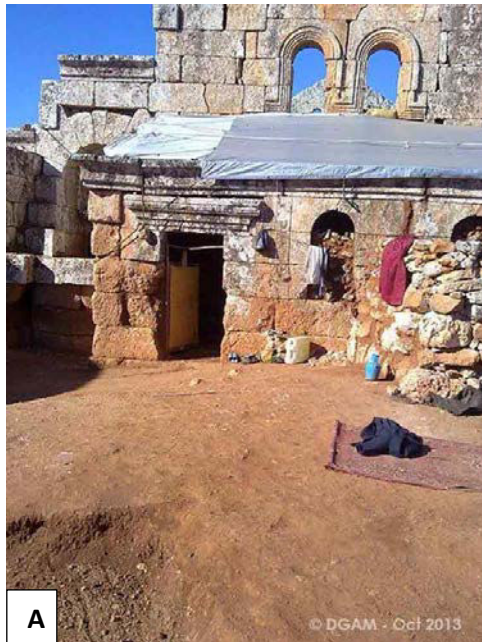


Figure 31 : Patrimoine syrien en basculement entre valeur symbolique et valeur marchande/fonctionnelle pendant le conflit.

Il s'agit d'exemples d'utilisation des lieux du patrimoine :

- Par la population civile (A, B) où l'on voit des familles déplacées habiter dans des ruines des « Villages historiques du Nord de la Syrie » en installant des abris de fortune et des aménagements rudimentaires.
- Par les forces armées (C, D, E) avec l'exemple des forces du régime retranchées dans la Citadelle d'Alep pendant la bataille dans le centre historique de la ville.

Le re-basculement entre les deux valeurs à la fin du conflit est susceptible d'avoir un décalage temporel et symbolique selon la fonction. Si l'utilité militaire s'arrête de manière quasi instantanée avec la fin des combats, l'utilité civile peut durer plusieurs mois, voire plusieurs années, avant que les familles ne retrouvent leurs maisons ou soient relogées. Le décalage du pouvoir des occupants peut être crucial aussi. Il est plus facile pour les autorités culturelles et de conservation du patrimoine d'évacuer des sites des familles civiles les occupant de manière « illégale » de que des troupes de l'armée en occupation « légale » légitimé par le conflit.

Photos : (A) DGAM, 2013 – (B) OSDH, 2014 – (C, D, E) Shady Hulwe, via APSA, 2014

Ceci dit, nous nous retrouvons parfois devant une hybridation, une sorte de « superposition de la patrimonialisation ». Lors de notre étude de terrain à Mostar en Bosnie-Herzégovine, nous avons observé un exemple concret de cette superposition. A quelques rues du fameux pont ottoman de Mostar, le *Stari Most*, se trouve un morceau d'origine de l'ancien pont, détruit en 1993 pendant le conflit et reconstruit à l'identique une décennie plus tard. Il a été déposé dans le jardin du *Center for Peace and Multiethnic Cooperation*, face à la rue, avec une plaque commémorative. Ce vestige de patrimoine ancien est aujourd'hui davantage un objet de patrimoine du conflit, qui témoigne de la destruction causée par la guerre (Figure 32).



Figure 32 : Un exemple de l'hybridation où un patrimoine ancien devient aussi un nouveau patrimoine issue du conflit. Un morceau de pavé d'origine de l'ancien pont de Mostar, Stari Most, détruit pendant la guerre et reconstruit à l'identique depuis.

Photo : KASSOUHA, Z, 2016

Nous distinguons également deux phases de transformation post-conflit : à chaud et à froid. La première peut faire basculer dès la sortie du conflit des lieux qui n'étaient jusque-là pas patrimonialisés en un nouveau patrimoine de guerre. Tandis que dans la deuxième, ce basculement s'opère à froid, dans des lieux qui, ayant repris leur rôle d'espaces de vie ou

ayant été abandonnés après le conflit, peuvent être sujets à une patrimonialisation après un certain temps. Le mouvement à froid peut également s'opérer vice-versa : on peut basculer de lieux faisant l'objet d'une patrimonialisation post-conflit vers des lieux de vie ou vers des lieux d'abandon.

Ces phases de transformation s'appliquent également au patrimoine préexistant. Qu'il soit préservé ou réhabilité, des basculements peuvent s'opérer également à chaud et à froid. Avec les changements politiques ou sociétaux, un certain patrimoine préexistant peut se retrouver abandonné (à chaud ou à froid) après le conflit créant ainsi des « friches patrimoniales ». On assiste également à un mouvement inverse réalisé à froid où ce patrimoine qui a été délaissé est repêché à nouveau dans le cadre d'une nouvelle interprétation. Les exemples sont nombreux en ex-Yougoslavie où le patrimoine titiste est tombé dans l'oubli pour tourner la page de l'ancien régime politique. Puis quelques années plus tard, une partie de ce patrimoine abandonné est à nouveau réinvestie, soit par une démarche de la société civile soit par une décision politique.

La question qui reste en suspens est celle de la perte définitive du statut de patrimoine. Est-ce qu'un patrimoine en friche, abandonné après le conflit, peut basculer à froid en une friche « ordinaire » ? (Et donc, par extension, en un lieu de vie après un éventuel processus de reprise ?). Est-ce que ces lieux, en redevenant d'éventuels lieux de vie, garderont une valeur patrimoniale (devenant ainsi un « patrimoine habité » au sens premier du terme (Gravari-Barbas, 2005)) ?

Afin de cerner la complexité des mutations que nous venons d'évoquer, nous avons réalisé le graphique suivant (Figure 33). Il retrace les différentes transformations et évolutions induites par le conflit sur le patrimoine préexistant et les espaces et lieux de vie non-patrimonialisés. Nous y mettons l'accent, entre autre, sur l'émergence de nouveaux espaces après le conflit : ceux investis par le *dark tourism* et le tourisme de mémoire. Nous distinguons ces deux formes de tourisme, notamment le *dark tourism*, car il peut investir des lieux qui ne font pas forcément partie de démarche de patrimonialisation officielle. Les lieux abandonnés, qu'ils s'agissent de lieux de vie ou d'ancien patrimoine, font partie des espaces investis par ces formes de tourisme.

Cela nous ramène à la deuxième question à traiter dans ce chapitre, celle du *dark tourism*.

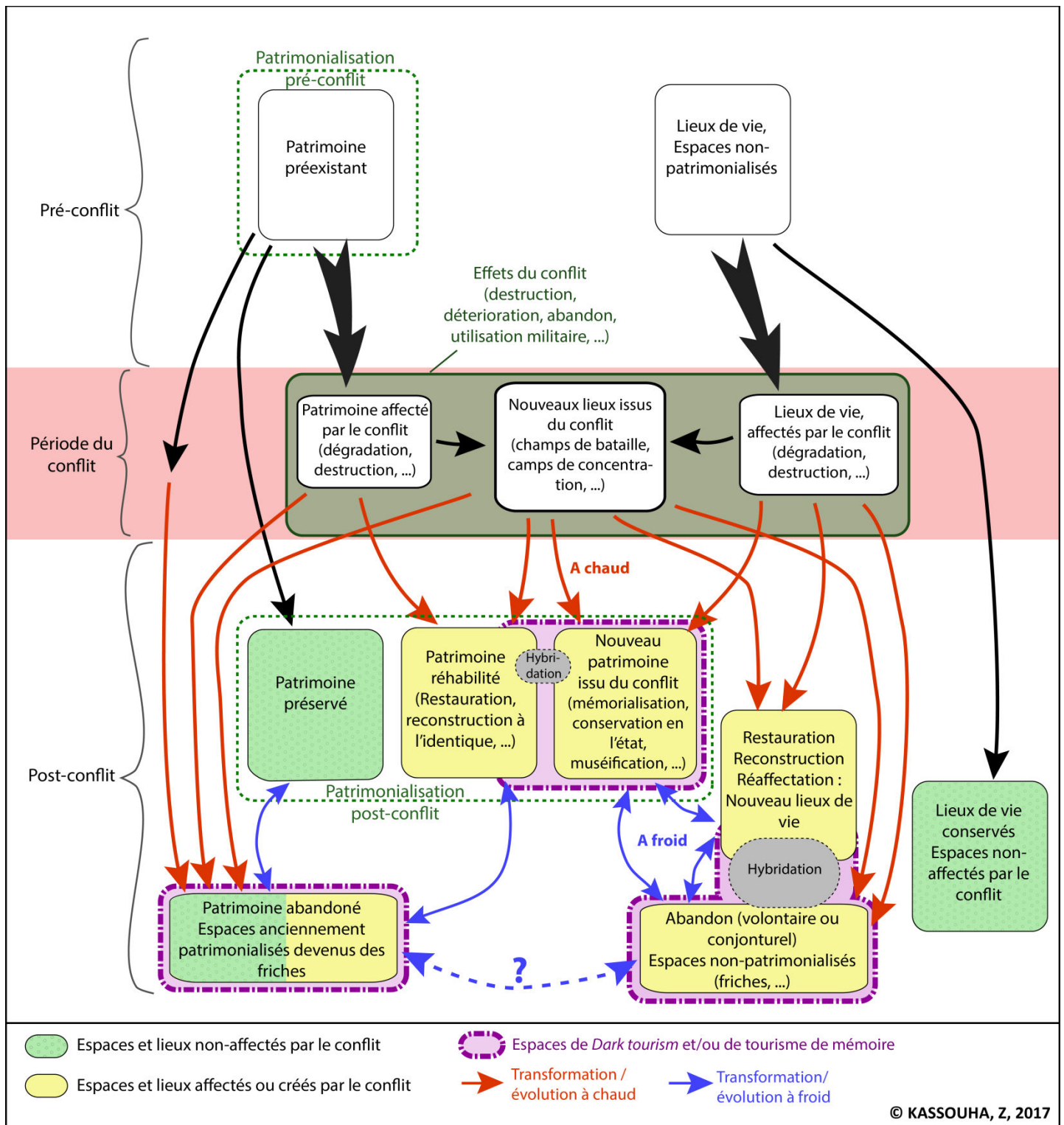


Figure 33 : Les différents processus d'évolution et de basculement des lieux (patrimonialisés ou non) à travers le conflit et leur rôle dans la redéfinition du paysage après-guerre.

6.2. L'inévitable *dark tourism*

A la base, le terme *dark tourism* désigne la visite de sites liés à la mort, aux désastres ou à la souffrance humaine dès lors que ces sites sont présentés sous forme de produits touristiques (Lennon & Foley, 2000, p. 3). Les questions de la « fascination par la mort » (Stone, 2006) et des différentes motivations qui peuvent pousser les touristes vers ce genre de sites ont fait l'objet d'analyse de plusieurs chercheurs (Biran *et al.*, 2011; Podoshen, 2013; Sharpley & Stone, 2009). Les questions éthiques derrière ce genre de visites, de la marchandisation de la mort d'autrui ont également été évoquées (Sharpley, 2009) ainsi que celles liées à l'authenticité (Stone, 2010, chap. 3) ou à l'interprétation des sites de *dark tourism*. Leur interprétation est toujours complexe (Light, 2017; Miles, 2002; Stone, 2012), parfois cantonnée au prisme de l'idéologie politique dominante (Lennon & Foley, 2000, p. 31). D'autres études se sont intéressées aux bienfaits de ce tourisme sur les plans de l'éducation (Cohen, 2011) de la résilience (Baillargeon, 2016) ou de la construction d'identité (Tinson *et al.*, 2015) entre autres.

Le terme *dark tourism*, né des travaux de Malcolm Foley et John Lennon dans les années 1990, (Foley & Lennon, 1996) a commencé à susciter l'intérêt dans les années 2000 avec les travaux de plusieurs chercheurs (Robb, 2009; Sharpley & Stone, 2009; Stone, 2006; Stone & Sharpley, 2008; Strange & Kempa, 2003). Mais depuis 2010 nous assistons à une augmentation spectaculaire du nombre d'écrits scientifiques sur le sujet (Cohen, 2011; Farmaki, 2013; Folio, 2015; Hodgkinson, 2013; Kang *et al.*, 2012; Krisjanous, 2016, 2016; Light, 2017; Magee & Gilmore, 2015; Mowatt & Chancellor, 2011; Podoshen, 2013; Podoshen *et al.*, 2018; Potts, 2012; Stone, 2012; Yirik *et al.*, 2016). Les médias (essentiellement anglophones) ayant commencé à « vulgariser » le concept au début de la décennie actuelle, nous voyons passer ce terme, et le concept qui y est lié, de manière de plus en plus récurrente de la littérature scientifique aux médias (Coldwell, 2013; Gallot, 2015; Guillot & Lopez, 2015) voire même dans l'expression artistique (Tézenas, 2014) et le langage populaire. Il faut souligner qu'un autre concept est né dans la même période que le *dark tourism* et désigne sensiblement la même chose, il s'agit du « *Thanatourism* » (Seaton, 1996). Néanmoins, il est moins utilisé dans la littérature scientifique et n'est pratiquement

pas évoqué dans les médias et le langage commun. Evidemment, si les termes sont relativement récents, l'intérêt du tourisme pour les lieux de souffrances ou de mort sont bien plus anciens (Sharpley, 2009). Des rapprochements sont même faits entre pèlerinage et *dark tourism* (Lennon & Foley, 2000, p. 3-4; Stone, 2010, chap. 3).

Nous utilisons le terme anglais *dark tourism* dans notre recherche car le concept reste pour le moment assez large. Mais aussi parce que les différentes traductions proposées jusqu'à présent en français ne font toujours pas l'unanimité dans le milieu scientifique francophone³⁴.

Le défi des nuances, ou « où placer le curseur du gradient ? »

Un point qui reste difficile à cerner réside dans l'étalonnage de ce « côté obscur » des sites du *dark tourism*. Il y a un nuancier très fin résultant de la distance temporelle séparant le temps des événements tragiques de la période de mise en tourisme du site qui les concerne. Ce qui nous ramène aux questions d'interprétation « à chaud » ou « à froid », voire aux nuances et oppositions qui existent entre « mémoire » et « histoire ». Les nuances se retrouvent aussi dans la démarche de mise en tourisme, dans la médiation, voire dans la mise-en-scène. Le rapport émotionnel ou identitaire est aussi un élément qui différencie les situations. Sans oublier la dimension spatiale entre lieux *in situ* et *ex situ*.

De toutes ces considérations naît une ambiguïté qui contribue à l'aspect vague du concept de *dark tourism*. Surtout s'il s'agit de la frontière très fine, voire très floue, qu'il y a (ou qu'il y aurait) entre *dark tourism* et tourisme de mémoire ou tourisme mémoriel. Dans le cas de tourisme mémoriel, la motivation et le contexte sont en général liés de manière plus ou moins directe au récit national ou à l'identité d'un pays, d'un groupe ethnique, d'une idéologie ou d'un courant politique. La nature sélective de la mise en tourisme des sites dans ce contexte laisse néanmoins le champ libre au *dark tourism* pour l'interprétation des sites

³⁴ Traduit par les termes de tourisme « sombre », « noir », « obscur » ou encore « macabre », un travail sémantique est encore nécessaire. L'aspect très (trop ?) vaste du concept même rend la tâche encore plus délicate. Tout de même dans les dernières publications francophones, le terme « tourisme sombre » semble être de plus en plus utilisé (Revue ESPACES, 2017).

non-concernés par cette démarche. Un autre point de rencontre qui brouille la frontière en question est celle de l'émotion suscitée par ces lieux.

Ainsi, la question de l'émotion et du tourisme vers les lieux de mémoire douloureuse, étudiés par Dominique Chevalier (Chevalier, 2012), est également mise en parallèle avec le *dark tourism*.

« Même s'il faut, sans doute, établir une distinction entre tourisme de mémoire douloureuse et dark tourism dans leurs rapports à la fabrique mémorielle, une constante de pratiques les recouvre : le projet et l'effectivité des émotions. Se déplacer, parcourir des milliers de kilomètres pour éprouver des émotions liées à la mort. De ce point de vue, l'activité touristique constitue un opérateur mondialisé de sensations fortes et de vertige, (...) » (Chevalier & Lefort, 2016).

Un travail de différenciation catégorielle du *dark tourism* permettrait de cerner cette ambiguïté. Dans la littérature, des classifications ou des gradients pour les sites de *dark tourism* ont été proposés selon la nature des sites, leur interprétation ou la dimension spatio-temporelle (Sharpley, 2009; Stone, 2006). Vu la complexité des facteurs et l'impossibilité de catégoriser certains aspects, la lecture à l'aide de gradients nous semble plus adaptée.

Dans le graphique suivant (Figure 34) nous apportons une représentation sous forme de gradients pour essayer de clarifier les différents facteurs qui nuancent l'aspect « sombre » dans le *dark tourism*. Elle comporte certainement des points de similitude avec le « *Dark tourism spectrum* » proposé par Philip Stone (2010, p. 53) que nous intégrons en annexe (Annexe 7.1, page 358)

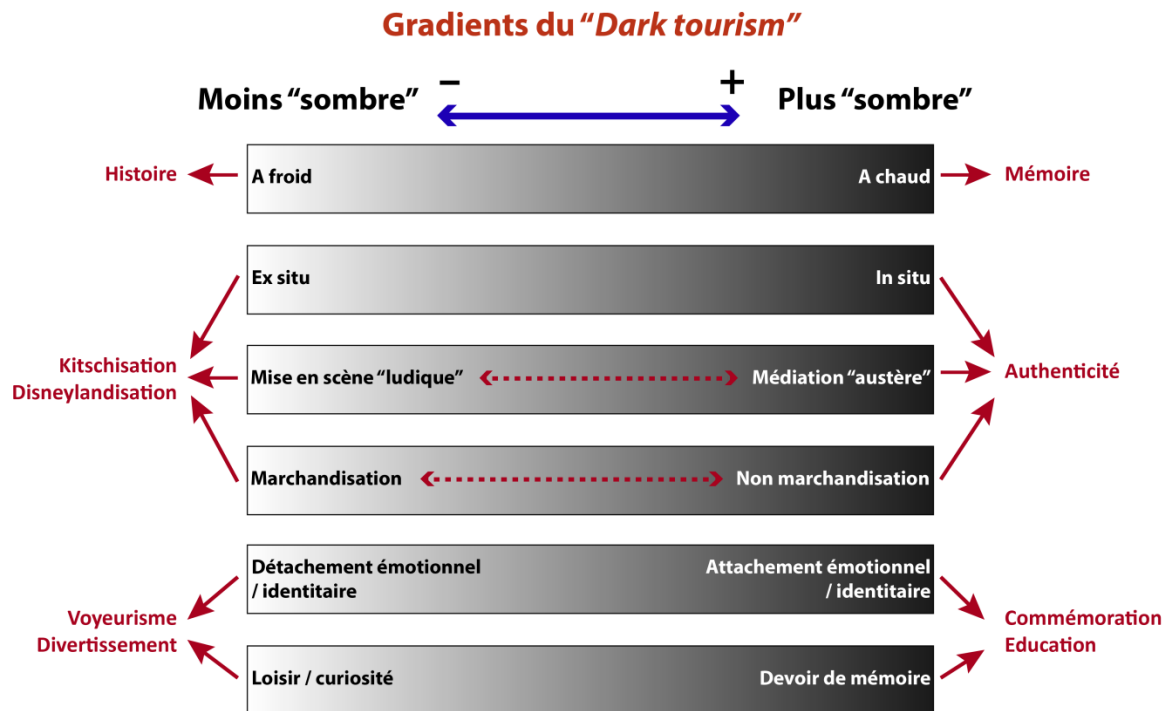


Figure 34 : Gradients du *dark tourism*.

Graphique : KASSOUHA, Z., 2017

L'un des aspects les plus intrigants est la réversibilité de certains gradients en fonction de la perception et de l'interprétation. Par exemple, la mise en scène ou la marchandisation d'un site qui, dans notre gradient atténuent l'intensité de l'expérience, peuvent parfois produire l'effet inverse. Ils sont susceptibles de choquer le public (ou du moins une partie du public) et donc rendre l'expérience plus « sombre ».

***Dark tourism* post-conflit et *dark tourism* « opportuniste »**

Les expériences observées à travers le monde démontrent une tendance au développement quasi-simultanée entre tourisme post-conflit et *dark tourism*. Les moyens technologiques et les médias qui véhiculent les images liées aux conflits contribuent à susciter l'intérêt du public pour les lieux de conflit. Ainsi, avec le retour du tourisme après la fin du conflit, ce sont ces images qui motivent la demande pour visiter les lieux en question, et donc l'émergence du *dark tourism*.

L'autre variante qui est aussi quasi-systématique est celle du tourisme domestique vers les lieux du conflit. Pour nous, cette activité constitue une forme d'hybridation entre tourisme mémoriel et *dark tourism*. Ces visites permettent à la population locale de se réapproprier les lieux, d'intégrer les événements tragiques qui s'y sont déroulés dans un processus de deuil ou de résilience essentiels pour la reconstruction morale avant, voire pendant, la reconstruction matérielle. Néanmoins, ces mêmes visites peuvent parfois être motivées par la curiosité, voire l'esprit de revanche (en fonction des animosités non tarries par le conflit) d'où l'hybridation que nous venons d'évoquer.

D'autre part, le *dark tourism* dans sa définition initiale se concentrait sur la visite des lieux de souffrance sans accorder d'importance s'il s'agissait de motif principal de voyage vers une destination (Light, 2017). Le concept a progressivement évolué pour couvrir l'activité de visite de sites de souffrance dans sa globalité, s'il s'agit d'un voyage spécifique vers une destination « *dark* » ou une simple visite dans le cadre d'un voyage vers une destination touristique « ordinaire ». Cette évolution a permis d'inclure dans le cadre du *dark tourism* la visite de lieux comme « *Ground Zero* » à New York ou le mémorial de la Shoah à Berlin. Ce genre de visites intervient souvent dans le cadre d'une visite de la ville dans sa globalité et non dans celui d'un voyage qui serait cantonné spécifiquement à la visite du site en question.

Cet aspect que nous pourrions appeler, par provocation, « *dark tourism* opportuniste » semble être la forme la plus fréquente du *dark tourism*. Ainsi les touristes voyagent rarement dans le but de voir des lieux de souffrance, mais ils font ça au cours d'un séjour touristique comme une activité parmi d'autres. Cela s'applique même dans des destinations qui sont marquées par une Histoire favorable à un *dark tourism* « exclusif », comme dans un contexte post-conflit. A Belfast par exemple, la visite des lieux liés au conflit figure parmi les motivations des voyageurs, mais n'est pas l'attraction principale (Causevic & Lynch, 2008). Il en était de même lors de notre étude de terrain en Bosnie-Herzégovine et Croatie, plusieurs de nos interlocuteurs (professionnels du tourisme, acteurs institutionnels et touristes) ont indiqué que le *dark tourism* était une motivation secondaire du voyage vers les destinations que nous avons étudiées (voir chapitre 7). Cette pratique occasionnelle permet d'intégrer le *dark tourism* dans une offre touristique plus globale sans en faire l'activité centrale de la

destination. La prise en compte de cet aspect dans l'élaboration des scénarios de tourisme post-conflit s'avère très importante de notre point de vue.

***Dark tourism* entre voyage organisé et tourisme « hors des sentiers battus »**

Une autre variante à prendre en compte quand il s'agit de *dark tourism* est son aspect peu conventionnel. S'il se produit souvent dans des lieux et sites sujets à une médiation officielle institutionnalisée voire à une patrimonialisation, il a aussi la « fâcheuse habitude » d'attirer les touristes loin de l'espace « touristifié ». Dans la littérature d'un côté et dans nos observations sur le terrain de l'autre, nous retrouvons souvent des situations où les sites du *dark tourism* ne sont pas, proprement dit, mis-en-tourisme. En Bosnie-Herzégovine, le « *sniper alley* » de Sarajevo ou le *Bulevar* de Mostar font partie des hauts lieux du *dark tourism* dans chacune des deux villes (voir chapitre 7). Pourtant, ni l'un ni l'autre ne font partie d'une démarche de mise en tourisme. Il s'agit dans les deux cas d'une artère principale de circulation dans la ville qui a été marquée par les événements tragiques pendant le conflit : exposition aux tirs de snipers pour l'une, ligne de démarcation pour l'autre. Les touristes s'y rendent aujourd'hui pour voir les lieux où ces événements se sont produits et les traces qu'ils ont laissés.

Cela pose la question du décalage entre la mise en tourisme ou la patrimonialisation institutionnalisée des lieux et la pratique touristique menée par les professionnels du tourisme à la demande des touristes. Un exemple très intéressant de la modification d'itinéraires touristiques motivée par le *dark tourism* a été observé par Julie Hernandez à La Nouvelle-Orléans au lendemain de l'ouragan Katrina (Hernandez, 2008). Les itinéraires des visites guidées en bus, qui couvraient jusqu'à lors les zones traditionnellement touristiques de la ville, ont été prolongés pour inclure des zones résidentielles ravagées par la catastrophe. Cette modification aurait commencé à peine deux mois après l'ouragan et a été intégrée progressivement dans les offres « ordinaires » de plusieurs opérateurs (Ibid.). Ces visites ont attiré l'ire de certains habitants des quartiers dévastés qui ont affiché leur mécontentement en accrochant des pancartes sur les devantures de leurs maisons (Ibid.).

Un exemple beaucoup plus récent mais qui, pour l'instant, ne fait pas système, s'est produit en Grande-Bretagne en septembre 2017. Un guide touristique a amené un groupe de touristes chinois pour prendre des photos aux pieds de la « Grenfell Tower » dans la banlieue de Londres, à peine trois mois après l'incendie de la dite tour qui a coûté la vie à 71 personnes (Mailonline, 2017). Le fait de voir débarquer des touristes de leur bus pour prendre des « selfies » avec l'édifice calciné a suscité de vives réactions chez les habitants du quartier et les proches des victimes. Si l'incident, par son ampleur (un bus de touristes), a suscité l'intérêt de la presse, les habitants du quartier avaient déjà été confrontés à des situations similaires depuis le drame. Ils avaient d'ailleurs installé des panneaux pour demander aux passants et aux éventuels touristes de ne pas prendre de photos par respect pour les victimes (Oppenheim, 2017).

Cette confrontation entre mémorisation et curiosité, soulevée également par la littérature, démontre une animosité qui peut naître entre touristes et habitants locaux dans les cas susmentionnés. Elle nous renvoie aux questions de l'interprétation « à chaud » ou « à froid », du récit présenté et de l'aspect sélectif de la mémorialisation et de la patrimonialisation.

***Dark tourism* et les limites éthiques à l'ère du numérique**

Avant de passer au point suivant, il est important de s'arrêter sur la question éthique et morale liée à l'interprétation et mise en tourisme des sites de souffrance. Ce point a été adressé par Dominique Chevalier concernant les sites de mémoire douloureuse (Chevalier, 2012, p. 216-217). Nous nous intéressons ici en particulier à la promotion en ligne des sites en question. Un point que nous avons évoqué dans une publication précédente par rapport aux sites de *dark tourism* (KASSOUHA, 2014).

Dans un monde où la tendance est de donner une note et un classement à tout sur les plateformes en ligne (*rating*), comment peut-on donner une note à un site de souffrance humaine ? Nous prenons ici les exemples de Choeung Ek, l'un des tristement célèbres « champs de la mort » du Cambodge. Situé à quelques kilomètres de la capitale Phnom Penh, le site est classé sur Tripadvisor comme étant « n° 1 des attractions de Phnom Penh » (Figure 35). On lui attribue même le prix « *Travelers' Choice* » en 2013 et une évaluation de 4.5 / 5 par les utilisateurs l'ayant visité. Il s'agit évidemment d'un exemple entre autres des

interrogations sur les limites éthiques du *dark tourism* et de la promotion touristique des lieux de souffrance (Chevalier & Lefort, 2016).

tripadvisor® FRANCE Choeung Ek, Phnom Penh S'INSCRI


Phnom Penh ▾ Hôtels ▾ Vols Locations de vacances Restaurants Activités Le meilleur de 2014 En v

Asie ▸ Cambodge ▸ Phnom Penh ▸ Phnom Penh : toutes les activités ▸ Choeung Ek

Choeung Ek

15km southwest of the city, Phnom Penh, Cambodge garder

[Site Web](#) [E-mail](#) [Actualiser les informations de l'attraction](#)




Classé n° 1 sur 45 attractions à Phnom Penh

3 102 Avis

Prix Travellers' Choice™ 2013
Attractions

Type : Sites historiques



880 photos de visiteurs

Figure 35 : Un site de mémoire et de *dark tourism* peut-il être traité comme tout autre site touristique en matière de classement ?

(Source : tripadvisor.fr, capture d'écran, 2014)

Chapitre 7. Etude de terrain comparative en Bosnie-Herzégovine et en Croatie

Notre étude de terrain comparative, qui s'est déroulée du 29/06 au 13/07/2016, s'est focalisée sur quatre villes, deux en Croatie et deux en Bosnie-Herzégovine (Carte 15). Le choix des villes étudiées a été réalisé par rapport aux points de similitudes qui les rendent comparables avec la ville d'Alep.

Toutes les villes choisies disposent d'un centre historique riche en patrimoine. Elles ont toutes été sujettes à des sièges de durées différentes, à des bombardements et ont été parfois des scènes de combats, ce qui a engendré des dégâts plus ou moins lourds pendant les conflits respectifs. Leurs centres historiques ont été réhabilités après le conflit et sont aujourd'hui des destinations touristiques avec des taux de fréquentation plus ou moins importants. Ce dernier point permet donc d'entamer une démarche prospective par rapport à un tourisme post-conflit à Alep.

Les villes qui ont été choisies sont :

- Mostar et Sarajevo en Bosnie-Herzégovine³⁵
- Dubrovnik et Zadar en Croatie

Nous allons dans ce chapitre présenter notre méthodologie de travail de terrain ainsi que certains aspects qui ont parfois constitué des limites à ce travail. Nous présenterons ensuite la situation observée dans les villes visitées et notre analyse à la base de ces observations. Nous traiterons en particulier des questions liées actuellement au tourisme dans ces villes, de la visibilité des traces du conflit ou de l'éventuel travail de mémoire réalisé, et également des questions de l'espace public, du paysage urbain et de la reconstruction. Nous finirons par donner les pistes qui pourraient servir dans l'élaboration des scénarii d'un tourisme post-conflit à Alep, et en Syrie de manière plus générale.

³⁵ Pour une question pratique, nous nous référerons pendant notre étude à la Bosnie-Herzégovine avec le sigle BiH, provenant du nom du pays en langue locale « Bosna i Hercegovina ».



7.1. Comment observer, et pourquoi ?

7.1.1. Méthodologie d'observation adoptée

Afin de pouvoir distinguer les différents niveaux de discours, les écarts de perception entre les différents acteurs et d'obtenir l'image la plus globale et la plus profonde possible dans un temps limité, nous avons opté pour une démarche d'acquisition progressive de l'information. Cette démarche se décline dans les phases suivantes :

1) L'observation autonome

Il s'agissait de visiter le centre historique de chaque ville sans recevoir d'indications préalables des acteurs locaux du tourisme. Le but de cette démarche était d'avoir une perception première des lieux, comme par exemple de l'existence ou non de traces ou de

monuments liés au conflit, afin d'observer les attitudes des touristes dans l'espace public et d'avoir un contact et des échanges spontanés avec des touristes et des locaux.

2) Les indications à destination des touristes

Cette deuxième phase intervenait à la fin de l'observation autonome, et elle consistait à se rendre dans les Offices de tourisme respectifs de chaque ville visitée afin d'obtenir la carte de la ville avec les informations pratiques concernant les principales attractions et les lieux à visiter. Dans un deuxième temps, nous évoquions la question des traces ou des lieux liés à la guerre afin d'avoir l'orientation du discours officiel. A savoir : si de tels lieux existaient dans le centre historique ou dans le périmètre des activités touristiques ? S'ils prenaient la forme plutôt mémorielle ou plutôt muséologique (le cas échéant) ? S'il y avait une offre touristique axée sur cette forme d'attraction ? Et finalement si cette forme d'offre touristique était fréquemment demandée par les touristes ?

Nous interrogeons également le personnel de l'Office sur sa perception de cette demande touristique (si elle existait) et également de manière plus globale sa représentation de la fréquentation touristique de la ville (formes de tourisme existant, principaux pays de provenance des touristes, etc.).

Certes, les informations obtenues à travers cette phase ont un aspect subjectif et peuvent varier en fonction de l'interlocuteur rencontré à l'office de tourisme. Tout de même, cette démarche nous permettait d'obtenir le discours et les informations qu'un touriste lambda pouvait obtenir. D'autre part, cette phase était assez révélatrice du mode de fonctionnement des offices de tourisme, et par extension, de l'administration publique du pays de manière globale. A titre d'exemple, dans les offices de tourisme en BiH, nos interlocuteurs proposaient de nous mettre en contact avec des guides ou des agences de voyage particulières, parfois en nous donnant les cartes de visites ou les dépliants promotionnels des prestataires en question. Une démarche qui paraît étonnante venant d'une institution publique qui n'est pas sensée favoriser un prestataire en particulier³⁶. Tandis qu'en Croatie, les interlocuteurs dans les offices de tourisme visités gardaient une

³⁶ Cette démarche s'est avérée en effet illégale, les offices de tourisme n'ayant pas le droit de vendre ou de promouvoir des prestations privées de cette manière. Lors d'un entretien avec l'un des agents d'office de tourisme en BiH, il a évoqué (sous couvert de l'anonymat) certaines pratiques en « zone grise » que les agents d'accueil des offices de tourisme pratiquent moyennant commission.

neutralité totale là-dessus en nous invitant à prendre contact de manière autonome avec les éventuels prestataires privés n'en favorisant aucun. Nous allons traiter ce point de manière plus approfondie dans les passages dédiés aux écarts de gouvernance entre les deux pays. Finalement, le caractère spontané des échanges engagés pendant cette phase permettait aussi d'avoir la version « pratique » du discours officiel présenté aux touristes, et non de grands discours promotionnels qui peuvent parfois être en écart avec la réalité.

3) La visite guidée

Cette phase consistait à entamer une visite guidée du centre-ville en respectant les critères suivants :

- Une visite avec guide accrédité officiellement, pour garantir un minimum de constance et de fiabilité dans le discours.
- Une visite en groupe : afin de pouvoir observer un échantillon du « vrai » discours présenté aux touristes ainsi qu'un échantillon de l'échange guide-touristes. Une visite privée risquait de faire dévier le discours vers un échange entre spécialistes du tourisme. Elle risquait également de pousser le guide à mettre l'accent d'avantage sur les questions du conflit qui nous intéressaient au détriment du discours général présenté aux touristes. En plus, pour des questions de budget, cette option n'était pas envisageable.
- Une visite générale, non-thématique : à Sarajevo et à Dubrovnik les offres comprenaient des visites thématiques, qui parfois portaient sur le thème du conflit. Ces visites étant certainement très intéressantes, nous avons tout de même préféré opter pour des visites générales. D'une part, pour assurer la pertinence du comparatisme du discours entre les différentes villes. Et d'autre part pour évaluer l'importance accordée au conflit dans le discours général qui n'est pas particulièrement axé sur cette thématique.

La réalisation de cette phase s'est avérée beaucoup plus simple et accessible en Croatie qu'en BiH. A Mostar nous n'avons pas réussi à avoir de contact avec des guides accrédités. Les visites arrangées de manière non-officielle par l'Office de tourisme sont des visites privées, et les guides sont souvent des locaux anglophones qui n'ont ni formation ni

accréditation en tant que guides³⁷. Quand à Sarajevo, la difficulté avait un aspect plutôt logistique : notre arrivée à la ville coïncidait avec le premier jour de « *Bajram* » (la Fête de la fin du mois de Ramadan). Toutes les administrations ainsi qu'une grande majorité des sociétés privées étant fermées pendant deux jours, nous n'avons pas pu rejoindre une visite guidée de la ville pendant ces deux jours. Le reste du séjour étant consacré à des entretiens avec différents acteurs culturels et touristiques, nous aurions uniquement eu la possibilité de demander une visite privée. De plus, lors d'un entretien réalisé avec un guide accrédité, nous avons appris qu'aucun récit officiel à destination des touristes par rapport au conflit n'avait été réalisé. Nous allons revenir sur ce point plus tard dans notre analyse.

4) Les entretiens

Il s'agissait de la dernière phase de l'étude de chaque ville. Nous cherchions à avoir des entretiens avec des acteurs privés et publics du tourisme, ainsi que des spécialistes de l'histoire, du patrimoine ou du milieu académique. Le choix des entretiens semi-directifs a permis, d'un côté, d'élargir le spectre des informations collectées. Et d'un autre côté de confronter les observations que nous avons pu avoir pendant les différentes phases de notre visite aux points de vue des interlocuteurs interviewés. Cela nous a permis de tester la pertinence de ces observations et également de clarifier certaines zones d'ombre qui pouvaient persister.

Durant cette phase, l'administration en Croatie s'est également avérée beaucoup plus accessible et interactive. Nous avons pu prévoir d'avance des rendez-vous avec plusieurs interlocuteurs dans les comités de tourisme de Zadar et Dubrovnik, l'Institut de restauration de Dubrovnik ou l'Université de Zadar. Par contre, en BiH, nos différentes sollicitations auprès des comités de tourisme de Sarajevo ou de Mostar demeurèrent sans réponse. Les entretiens que nous avons pu réaliser avec des acteurs publics dans ces deux villes ont été organisés une fois sur place. Certains avec l'aide de personnes locales rencontrées en préalable, d'autres en nous rendant directement dans les locaux des organismes sollicités au risque d'en revenir sans aucune information pertinente.

³⁷ Entretien avec Danijela, Office de Tourisme de Mostar.

7.1.2. Que chercher en BiH et en Croatie, deux décennies après la guerre ?

La réponse à cette question peut sembler évidente à premier abord. Nous cherchons : 1- à observer le paysage issue des conflits et l'éventuel patrimoine de guerre (traces visibles, travail mémoriel, autres...); 2- à identifier les formes de tourisme présents aujourd'hui dans les villes visitées et les éventuels liens entre tourisme et héritage de guerre (*dark tourism*); et 3- à étudier les choix faits en matière de restauration du patrimoine culturel endommagé pendant les conflits.

Or, une fois sur le terrain, des dimensions auxquelles nous avions donné une importance moindre au départ se sont avérées plus centrales à la réalisation d'une meilleure analyse de la situation. Ce fut le cas de sujets comme le partage de l'espace entre les touristes et les habitants locaux, le rapport entre les différentes communautés (surtout en BiH), les différences de paysage entre les différentes zones urbaines (en extension de la question communautaire), ou aussi la question politique et ses implications sur de la gouvernance et le discours.

D'autre part, au-delà de la dimension scientifique, cette recherche nous obligeait à faire des parallèles évidents entre la situation actuelle en Syrie et les conflits que nos terrains d'étude avaient traversés. Ces parallèles se reflètent également dans les échanges menés, autant avec la population locale qu'avec les touristes. La crise des réfugiés causée (en partie) par le conflit en Syrie, la catastrophe humanitaire que cette guerre engendre toujours au moment de réalisation de cette recherche, ainsi que la destruction matérielle font partie des sujets évoqués souvent par nos interlocuteurs. Les interlocuteurs locaux faisaient souvent le rapprochement entre ces actualités liés à la Syrie et des situations de souffrances qu'ils avaient vécu eux-mêmes pendant les conflits dans leurs pays respectifs. Ils s'identifiaient ainsi à notre démarche comme étant menée par un chercheur qui n'est pas totalement détaché émotionnellement de la situation, mais en quelque sorte un pair, un « survivant » des souffrances de la guerre comme eux.

D'ailleurs, cette dimension émotionnelle ne pouvait pas être négligée. Au-delà de l'empathie exprimée par plusieurs interlocuteurs - qui a souvent facilité l'échange -, nous ne pouvions échapper à une certaine intensité émotionnelle dans plusieurs situations vécues pendant ce travail de terrain. Surtout devant la mémoire des victimes, qu'elle prenne la forme documentaire / muséologique, symbolique (mémoriels), ou encore de manière beaucoup

plus crue, physique (cimetières). A ce titre, en étant à Sarajevo deux jours avant l'anniversaire du massacre de Srebrenica nous avons assisté au passage du cortège officiel transportant les corps retrouvés récemment de 127 victimes de ce massacre. Nous nous sommes retrouvés alors dans un moment où le conflit que nous avons traité « à froid » tout au long de notre travail, a basculé dans une situation quasi « à chaud » le temps de la cérémonie et du passage du cortège.

Il a donc été très important de garder un spectre le plus neutre possible et prendre du recul quant à cette dimension émotionnelle que la partie « impliquée » de la recherche peut comporter dans ce genre de contextes.

7.2. Conflits, mémoires et tourisms, panorama au contraste accentué

7.2.1. Deux pays, deux situations distinctes

A partir de la seconde étape de notre étude de terrain, Mostar en BiH, nous nous sommes rendu compte du contraste assez prononcé entre les deux pays à plusieurs niveaux (économique, social, politique, etc.). En ce qui concerne les sujets qui touchent directement au tourisme et à la mémoire du conflit, les différences sont plus structurelles :

- En Croatie, le conflit impliquait des éléments majoritairement « externes » au pays, les forces serbes et monténégrines de l'Armée populaire yougoslave (JNA), qui ne faisaient pas partie de la Croatie. Seules quelques milices étaient composées de membres de la communauté serbe de Croatie. Cet élément rapproche l'interprétation du conflit dans ce pays d'une guerre « conventionnelle » entre deux pays ou deux entités territoriales distinctes plutôt que d'une guerre civile. Donc, à la fin de la guerre, « l'ennemi » ne faisait plus partie du pays. La reconstruction a pu donc être entamée sans avoir à gérer de grandes sensibilités ou tensions intercommunautaires. Tandis qu'en BiH, le conflit comportait tous les aspects de la guerre civile, voire d'une guerre civile totale. Les protagonistes étaient essentiellement locaux, venant des communautés serbe, bosniaque ou croate, mais tous Bosniens. Et aujourd'hui tous ces groupes ethniques font partie du même pays

et sont amenés à partager l'espace public et la vie politique, ce qui implique de gros efforts pour trouver des consensus à tous les niveaux.

- En Croatie, du moins dans les deux villes concernées par l'étude, la période intense du conflit a été relativement courte. Bien que dévastatrice, cette période a causé des dommages plutôt localisés. De plus, les dommages causés ont largement pris la forme d'une dégradation de certains éléments des bâtiments ou des monuments touchés, mais ils ont rarement mené à une destruction entière de ces derniers. Ces caractéristiques ont permis une réhabilitation relativement rapide des bâtiments touchés et de l'espace public en général. Nous nous trouvons donc face à un paysage où presque aucune trace du conflit ne restait visible.

Ce fut moins le cas en BiH. Le conflit fut assez intense pendant presque toute sa durée. Il mena donc à une destruction beaucoup plus généralisée, et beaucoup plus dévastatrice. En y rajoutant les difficultés économiques, administratives et politiques que le pays connaît, le travail de reconstruction a été beaucoup plus lent qu'en Croatie. Aujourd'hui encore il est loin d'être achevé comme nous allons le voir dans l'analyse de nos observations à Sarajevo et Mostar.

Le fait d'identifier ces différences dans la nature des conflits et dans leurs conséquences nous permettra d'analyser les observations réalisées de manière plus pertinente. Les similitudes entre les villes de chaque pays seront donc plus faciles à cerner, ainsi que les particularités que présentent chacune de ces villes.

7.2.2. Mémoire de conflit

Nous avons été confrontés dans chacune des villes à une approche différente par rapport à l'appréhension du conflit et de sa mémoire. Cela se reflète notamment par le degré de visibilité des traces du conflit, par le discours utilisé pour évoquer ce conflit et aussi par la mise en tourisme (ou pas) de vestiges ou de mémoriaux qui y sont liés. Nous allons passer en revue nos observations concernant ces points afin d'obtenir une analyse plus globale des approches adoptés dans les différents lieux et des éléments qui expliquent le choix de ces approches.

7.2.2.1. Zadar, ou « Ceux qui voulaient oublier »

Au bout de notre première phase d'observation à Zadar nous n'avons pas pu identifier de traces visibles du conflit dans le centre historique et ses alentours. Les seuls éléments identifiables sont des impacts de fragments d'obus sur les façades de certains bâtiments (Figure 36), des traces souvent en hauteur, peu visibles pour un œil averti. Au-delà de cet élément, aucun mémorial ni aucune plaque commémorative n'ont été remarqués.

En posant la question auprès de l'office de tourisme de la ville, l'information est confirmée. Il n'y a aucun mémorial en centre-ville (du moins le centre historique) en souvenir de la dernière guerre, aucune offre touristique sur ce thème n'est proposée non plus. L'employée de l'office de tourisme qui nous a accueillis semblait même agacée par la question et nous a indiqué que les seuls mémoriaux existants se trouvaient dans les cimetières en dehors du centre.



Figure 36 : Des impacts de fragments d'obus et de projectiles sur les devantures des immeubles à Zadar.

Il s'agit de l'essentielle (voire la seule) trace directe du conflit que nous pouvons observer dans le centre historique, et encore, il faut être un peu observateur pour s'en rendre compte car ce sont souvent des impacts très discrets ou en hauteur.

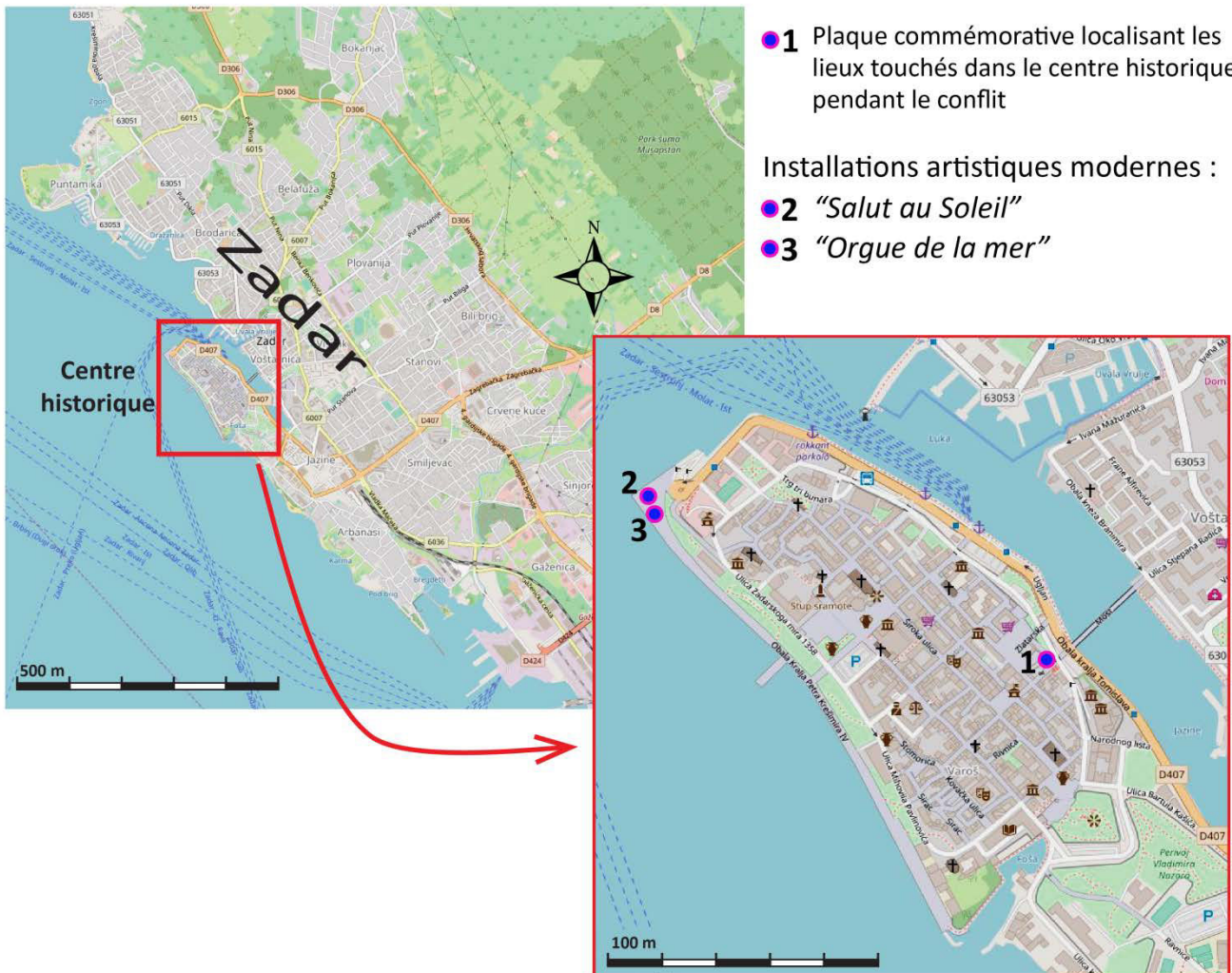
Photos : KASSOUHA Z., 2016

Les deux premières phases passées, ce n'est que lors de la troisième phase d'observation, la visite guidée, que nous allons finalement avoir un récit un peu plus clair concernant le conflit et un travail d'interprétation du patrimoine qui inclut les traces de ce conflit et les replace dans leur contexte.

Carte 16 : Carte de Zadar et de son centre historique.

Nous noterons l'absence de démarche mémorielle permanente, à part la plaque démontrant les lieux touchés dans le centre historique (Détails page : 211, Photos : Figure 39,). Nous retenons la création en 2006 et 2008 de deux installations artistiques modernes à la pointe de la presqu'île du centre historique qui font partie aujourd'hui des attractions touristiques principales de Zadar. (Détails page : 214, photos en annexe :)

Graphique : KASSOUHA, Z., 2016
Carte : © Contributeurs de OpenStreetMap



▪ **Superposition de conflits**

Si nous traitons le conflit des années 1990-1995 en Croatie comme étant pratiquement à froid, plus de 20 ans après sa fin, à Zadar nous nous sommes retrouvés avec les vestiges d'un autre conflit dont l'interprétation est encore plus « à froid ».

La plus grande destruction que la ville n'ait connue remonte à la Seconde Guerre mondiale. Contrôlée par l'Italie fasciste depuis la fin de la Première guerre mondiale, la ville fut intensivement bombardée par les Alliés tout au long de la Seconde Guerre. Ce bombardement dévastateur laissera la majorité des bâtiments de la ville en ruine. Le centre historique fut très endommagé.

Avec l'ère titiste, la reconstruction des bâtiments détruits se fait selon le style soviétique : des cubes en béton, uniformes, qui tranchent avec le paysage urbain du centre historique, marqué par l'héritage des époques précédentes, austro-hongroise et vénitienne (Figure 37). Selon notre guide, les traces les plus visibles aujourd'hui dans le paysage de la ville sont essentiellement le résultat de la destruction de la seconde guerre mondiale et non de la « Guerre d'indépendance » des années 1990. Quant aux traces de ce dernier conflit, ils se déclinent en quelques traces directes encore visibles (les impacts d'obus susmentionnés) et en traces indirectes qui concernent essentiellement le patrimoine historique de la ville.



Figure 37 : Exemples des vestiges (indirects) de la Seconde Guerre mondiale à Zadar
Des bâtiments reconstruits en style moderne en plein centre historique pendant l'époque titiste. Souvent ils côtoient des bâtiments plus anciens créant une discontinuité dans le paysage urbain.

Photos : KASSOUHA Z., 2016

Le guide attire notre attention sur l'aspect très propre d'une grande partie des bâtiments historiques de la ville, qui leur donne presque une allure de constructions récentes. Cet aspect est en fait le résultat des travaux de restaurations et de réhabilitations récentes des bâtiments en question. Endommagés plus ou moins sévèrement pendant la guerre d'indépendance, le patrimoine de la ville a été sujet à une campagne de « remise en forme » depuis la fin du conflit afin de le restaurer à l'identique de son état d'origine. Cela impliquait de travaux de toiture, de restauration de parties endommagées, voire dans certains cas la reconstruction de certains éléments architecturaux détruits pendant le conflit (Figure 38).

Inutile de souligner que cet aspect est temporaire, il va s'estampiller progressivement avec le vieillissement des bâtiments concernés.

- **Un conflit moins dévastateur**

Bien que la ville, et le centre historique en particulier, aient subi des dégâts importants lors de la guerre d'indépendance, ce conflit a été tout de même moins ravageur à Zadar que dans d'autres villes du pays. D'autre part, la partie la plus intense du conflit pendant laquelle la ville a subi le plus de bombardement a duré de septembre 1991 à janvier 1992. Bien qu'il y ait eu des bombardements sporadiques sur Zadar jusqu'en 1995, l'essentiel des dégâts remontent à cette première période. La durée relativement courte de cette période comparée à la durée totale du conflit explique aussi en partie l'étendue limitée des dégradations.

D'après les différents témoignages que nous avons pu recueillir, c'est l'aspect humanitaire qui était le plus marquant pendant cette période du conflit plutôt que la destruction matérielle. Du fait que les habitants du centre historique ce soient retrouvés, pendant les jours les plus rudes du siège de la ville, coupés du monde, sans ravitaillements et sans échappatoire.

- **Effacer les dégâts très vite**

Un autre élément qui clarifie l'absence de traces de la guerre d'indépendance au centre de Zadar est l'aspect politique. La volonté de l'administration locale de tout remettre en place très rapidement pour que la vie continue. Lors de l'entretien réalisé avec Mme Ana BOTICA, une habitante de la ville qui a vécu le conflit depuis le centre historique de Zadar, cette dernière a évoqué cette rapidité de réparation même pendant que le conflit était en cours.

« Les services de la mairie intervenaient très vite après les bombardements. Si un obus éclatait dans la rue, quelques heures après la mairie faisait tout nettoyer et comblait le trou causé par l'explosion. Dans certains cas on ne pouvait pas se douter qu'une bombe avait explosé à cet endroit quelques heures avant. Comme si de rien n'était »³⁸.

³⁸ Entretien avec Mme Ana et M. Šime BOTICA, Zadar, le 30 juin 2016

Certes les restaurations de bâtiments, surtout les bâtiments historiques, prenaient beaucoup plus de temps et nécessitaient plus d'investissement que le nettoyage et la réparation de la chaussée. C'est la raison pour laquelle certains travaux de restauration de monuments historiques se sont achevés très récemment. Mais cette volonté de tout remettre en état rapidement reflète l'approche adoptée à Zadar. Refaire tout à l'identique sans laisser de traces.



Figure 38 : Trace indirecte du conflit à Zadar, l'aspect très propre d'une grande partie du patrimoine historique.

Cet aspect (presque « trop » propre) est dû aux rénovations ou restaurations réalisées récemment pour effacer les traces du conflit et reconstruire les parties endommagées. Cette trace est vouée à disparaître progressivement avec le vieillissement naturel des bâtiments concernés.

Photos : KASSOUHA Z., 2016

▪ Absence de démarche mémorielle

Si la démarche de ne pas laisser de traces du conflit est récurrente comme approche de reconstruction urbaine (voir l'exemple de Dubrovnik plus loin dans ce chapitre), ce qui nous interpelle également dans le cas de Zadar c'est l'absence de démarche mémorielle. Aucun monument n'est érigé dans le centre historique pour commémorer la guerre d'indépendance. Aucun lieu n'est dédié non plus à la mémoire des personnes ayant perdu la vie pendant ce conflit.

Notre guide nous a indiqué juste l'existence d'une plaque commémorative à l'entrée du centre historique. Elle localise les endroits touchés par les bombardements dans le centre pendant la *guerre d'indépendance* (à l'instar d'une plaque similaire affichée à Dubrovnik que nous allons évoquer plus tard). Cette information nous a d'autant plus surpris, que nous avons emprunté cette entrée de la ville à plusieurs reprises, mais que nous n'avions pas remarquée la plaque en question.

En y revenant, nous nous rendons compte de la raison. Installée dans un point de passage très fréquenté, la visibilité de cette plaque est tout de même très réduite. Elle est placée dans un angle mort juste derrière une porte monumentale d'entrée de la ville (Figure 39, Carte 16). Quand on franchit cette porte, le regard est attiré par la rue principale qui s'ouvre en face plutôt que par le mur caché sur le côté. La date d'installation relativement récente de la plaque, janvier 2011, nous interpelle également.

Malheureusement nous n'avons pas pu obtenir des informations supplémentaires sur les détails concernant l'installation de cette plaque. Faisait-elle partie des célébrations du 20ème anniversaire de l'indépendance du pays ? Quels sont les raisons politiques qui ont poussé à sa mise en place ? Des questions auxquelles nous n'avons pas de réponse pour l'instant.

▪ **La commémoration éphémère**

Dans notre recherche d'informations plus détaillées sur le déroulement du conflit à Zadar et d'éventuels archives photographiques de la guerre d'indépendance, nous nous sommes rendus aux archives de la ville. Arrivés dans le bâtiment par la mauvaise entrée, nous nous retrouvons accidentellement dans une exposition temporaire de commémoration liée à la guerre.

Il était évident que cette exposition était destinée à un public exclusivement local. Aucune signalétique indiquant l'existence de l'exposition n'était affichée à l'entrée. Toute la médiation et la communication réalisées l'étaient uniquement en langue locale, aucune explication en anglais n'avait été entreprise.

Plan du noyau historique de la ville de Zadar avec emplacement des dommages causés par l'agression de l'Armée yougoslave, de la Serbie, du Monténégro et des rebelles serbes armés de Croatie, sur Zadar, de 1991 à 1995.

Diano del nucleo storico della città di Zara con segnati i danni eseguiti a Zara dall'aggressione

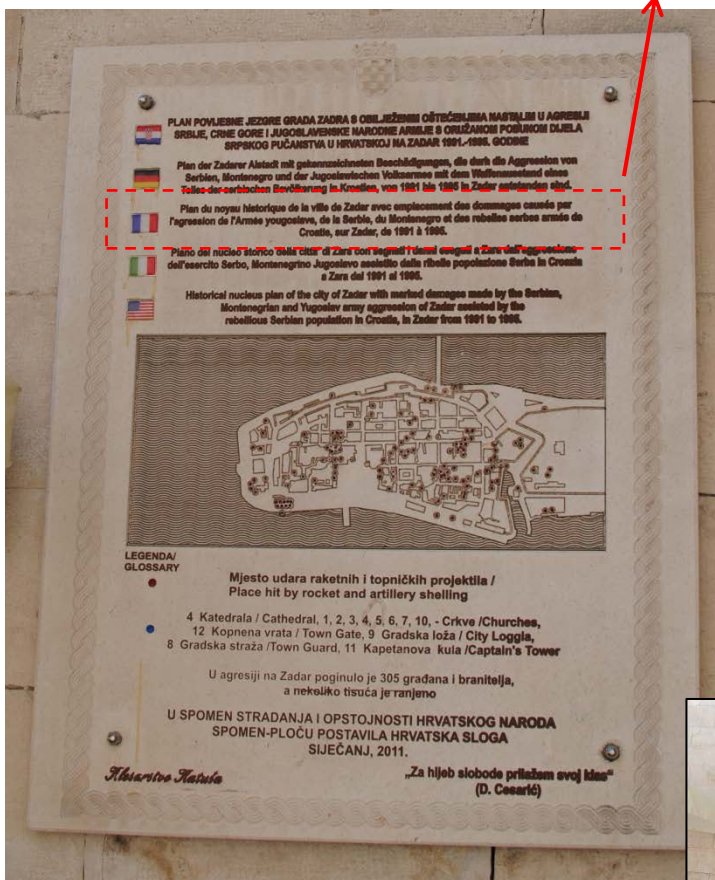


Figure 39 : Une plaque commémorative localise les lieux touchés par les bombardements dans le centre historique de Zadar durant la guerre de 1991.

Installée à l'entrée de la vieille ville dans un point de passage, cette plaque est très peu visible. Située juste derrière une porte monumentale, on ne s'aperçoit pratiquement pas de sa présence. Un vendeur ambulant s'est installé temporairement à côté, la rendant encore moins visible.

Photos : KASSOUHA Z., 2016

La personne qui surveillait l'exposition nous a expliqué avec un anglais assez limité que cette exposition était temporaire, pour une durée d'une semaine seulement. Elle était organisée par une association locale pour commémorer le 25^{ème} anniversaire de la formation de l'une des brigades de l'armée croate qui avaient défendu la ville pendant la guerre

d'indépendance. En l'occurrence il s'agissait là de la « Brigade 112 » postée à Zadar pendant le conflit³⁹.

L'exposition comportait quelques objets et blasons de la brigade, des photos, une vidéo documentaire avec des témoignages d'anciens soldats, ainsi que des coupures de presse. Une petite salle était dédiée aux portraits des membres de la brigade morts au combat. Des abat-jours et autres décorations de lampes réalisées à partir de douilles et d'étuis de munitions en cuivres étaient également exposés. Les luminaires étaient décorés avec des dessins et motifs de connotations religieuses ou nationales gravés dans le métal. Des petites pancartes indiquaient le calibre de la munition. (Figure 40)

- **Le tourisme loin de la mémoire du conflit**

Dans le cadre de cette absence de traces et de démarches mémorielles, le tourisme à Zadar est concentré autour des deux principaux atouts de la ville : le tourisme balnéaire (le port de plaisance de Zadar est doté de la plus grande capacité d'accueil en Croatie (Pintea, 2011, p. 168)) et, dans une moindre mesure, le tourisme culturel. Cependant, Zadar a également misé sur des moyens modernes mis en place dans les années 2000 afin de créer sa propre image touristique. Ainsi, l'« *Orgue de la mer* » a été créé en 2006, une installation architecturale moderne créant différentes notes musicales au gré de l'agitation des vagues de la mer. Une autre installation a été créée deux années plus tard à quelques mètres de l'« *Orgue de la mer* » sous le nom « *Salut au soleil* ». Il s'agit d'un grand cercle de cellules photovoltaïques qui se charge la journée et s'illumine la nuit avec une multitude de couleurs en créant des formes aléatoires. Ces deux installations sont aujourd'hui parmi les attractions phares de Zadar. Elles sont situées sur la pointe de la presqu'île du centre historique (Carte 16 – page : 208), au bout de l'esplanade qui longe la mer, et sont accessibles gratuitement (Annexe 8.1, page 359).

³⁹ Détails obtenus après la fin de la mission sur le terrain à travers des recherches internet réalisés à la base de photos prises pendant notre visite de l'exposition



Figure 40 : Une exposition mémorielle temporaire retrouvée par hasard lors de notre étude à Zadar. Elle commémore l'anniversaire de création de l'une des brigades de l'armée croate qui a défendu la ville pendant la guerre d'indépendance. Une exposition complètement orientée au public local sans aucune médiation ou communication en anglais.

Photos : KASSOUHA Z., 2016



7.2.2.2. Dubrovnik, ou « Ceux qui voulaient se rappeler, discrètement »

Plusieurs éléments nous poussaient à appréhender l'étude de Dubrovnik avec un peu de prudence. Premièrement, la ville était déjà prisée par les touristes avant la guerre d'indépendance (classée sur la liste du Patrimoine mondiale de l'UNESCO en 1979). Deuxièmement, une couverture médiatique très importante a accompagné le siège et la destruction de Dubrovnik pendant la guerre d'indépendance. Suite à cette destruction, d'ampleur assez importante, un élan d'aide internationale a été entrepris pour la reconstruction (à l'identique) du centre historique. Finalement, Dubrovnik est redevenue la destination la plus visitée de Croatie après sa reconstruction. Une des principales étapes des croisières sur la Méditerranée, elle est souvent citée comme l'exemple d'une destination « victime » du tourisme de masse.

Avec tous ces éléments nous craignons de nous retrouver dans une forme de muséification totale du centre historique, où l'activité touristique aurait remplacé la vie locale. Nous avons aussi une crainte qu'à l'instar de Zadar, la mémoire de la guerre soit complètement refoulée des discours et de l'espace public. D'autre part, notre voyage se déroulant en pleine saison touristique, nous avons également une appréhension d'être bloqués par les flux de touristes. En effet, les témoignages ne manquent pas sur les foules de visiteurs entassés dans les ruelles du centre historique pendant la saison touristique (AFMM, 2015; Frank G., 2015) et du portail principal de la ville complètement saturé (Figure 41).



Photo : The Dubrovnik Times, 2016



Photo : I.R - Dubrovački dnevnik, 17/08/2015

Figure 41 : La porte Pile, entrée principale du centre historique de Dubrovnik, complètement saturée par l'affluence touristique pendant la haute saison (juillet – août).

Selon plusieurs de nos interlocuteurs sur place, la police de circulation est souvent menée à intervenir pour gérer les flux de piétons à cet endroit.

Photos de sources multiples



Photo : P.I. - Dubrovački dnevnik, 17/08/2015

La phase de première observation de la ville s'est déroulée en deux temps. Un premier passage tôt le matin, avant l'arrivée massive des touristes dans la journée. Un autre passage plus tard dans la matinée avec le début des arrivées.

Dès notre arrivée à l'entrée du centre historique nous remarquons l'existence d'une plaque commémorative, qui cartographie les impacts d'obus et autre dégradations causées par le bombardement de la ville (Carte 17, page 222). Au contraire de la plaque vue précédemment à Zadar, celle-ci est beaucoup plus lisible et mise en valeur. Elle est située au niveau du passage entre le portail interne et externe de la ville. Les visiteurs passent devant systématiquement en entrant ou en sortant (Figure 42).

Jugoslavo, da Serbe i Crnogoraca tokom napada na Dubrovnik 1991-1992
Plan de la ville, avec l'indication des endommagements causés par l'agression de l'Armée yougoslave, des Serbes et des Monténégrins contre Dubrovnik, de 1991 à 1992
 Stadtplan mit gekennzeichneten Schäden, entstanden durch die Angriffe der

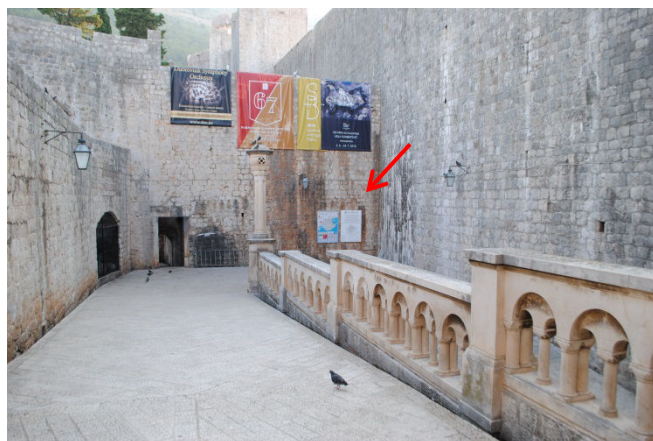
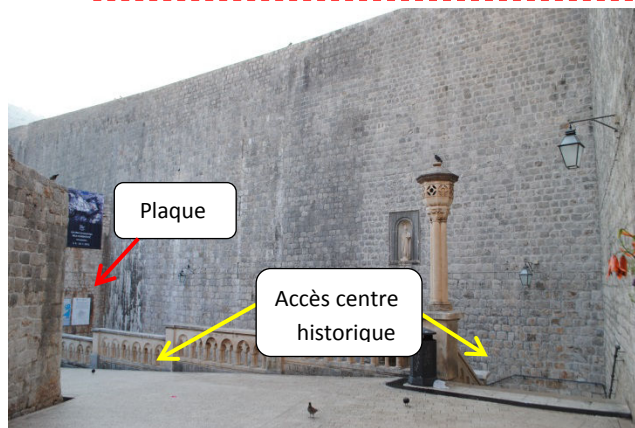


Figure 42 : Une plaque commémorative répertorie les lieux touchés par les bombardements dans le centre historique de Dubrovnik. Au contraire de la plaque similaire vue précédemment à Zadar, celle-ci est beaucoup plus visible pour les visiteurs.

Photos : KASSOUHA Z., 2016

Conformément à nos attentes, toutes les autres traces et dégâts du conflit ont été effacés pendant le processus de reconstruction et de restauration. Les traces visibles se limitent (comme à Zadar) à des impacts de fragment d'obus sur certains murs et aussi sur les pavés (Figure 43). Tout de même, les impacts en question sont beaucoup plus visibles à Dubrovnik. L'intensité du bombardement de la ville, et donc le grand nombre des obus tombés en particulier dans l'espace public expliquerait cette visibilité plus marquée.



Figure 43 : Des impacts d'obus sur les devantures des bâtiments (A et B) et sur les pavés (C) du centre historique de Dubrovnik. Comme à Zadar, il s'agit là des seules traces qui subsistent après la restauration du centre historique.

Photos : KASSOUHA Z., juillet 2016

Nous retrouvons également l'aspect rénové du patrimoine. Si cet aspect est moins flagrant quand il s'agit des murs et des façades, il est tout de même particulièrement visible sur les toits. La majorité des toits de la ville sont couverts avec des tuiles neuves aux couleurs assez vives (Figure 44). La raison découle également du conflit. Les assaillants étant positionnés sur les hauteurs près de la ville, l'essentiel des dégâts causés aux bâtiments pendant les bombardements se situait au niveau des toits. La majorité des toits de ont été endommagés, certains se sont complètement effondrés (Annexe 9.1, page 361).



Figure 44 : Les toits de Dubrovnik, trace indirect du conflit.

Les couleurs assez vives des tuiles couvrant les toits du centre historique leur donne un aspect récent qui tranche avec les vieilles pierres des bâtiments. La majorité des toits ont été endommagés pendant la guerre d'indépendance.

Photos : KASSOUHA Z., juillet 2016

▪ Mémoire du conflit mise en valeur

La différence d'approche avec Zadar commence à se clarifier dès la deuxième phase d'observation. A l'office de tourisme de Dubrovnik on nous indique sans problème l'existence de plusieurs lieux qui commémorent la guerre d'indépendance ainsi que la disponibilité de visites guidées organisées par des agences privées sur le thème de la guerre. Les lieux concernés sont : « *Le Musée de la guerre d'indépendance croate* », situé sur la montagne qui domine le centre historique, et qui est directement accessible par téléphérique. « *La chambre commémorative des défenseurs tombés pendant la guerre* » située dans le palais *Sponza* en plein centre historique est ouverte au public gratuitement. Finalement il y a aussi un mémorial situé dans la place à l'extérieur des remparts, face à la porte *Pile*, juste devant l'office de tourisme. C'est un monument aux morts moderne qui

contraste avec l'environnement que nous évoquerons avec plus de détails dans la suite de ce chapitre (Figure 45 – C, détails page : 224).



Figure 45 : Les lieux de mémoire concernant la guerre d'indépendance observés à Dubrovnik.

A : « Le Musée de la guerre d'indépendance croate » à Fort Imperial. **B** : « La chambre commémorative des défenseurs tombés pendant la guerre ». **C** : Monument aux morts moderne situé juste à l'extérieur du centre historique

Photos : KASSOUHA Z., juillet 2016

La visite guidée de la ville va dans le même sens. En commençant la visite, et après une brève présentation, la première question que notre guide a posé aux membres du groupe était « êtes-vous intéressés d'en savoir plus sur la guerre ? ». La réponse étant positive, elle en a fait une présentation contextuelle pendant presque 5 minutes. Ensuite, tout au long de la visite elle a ponctué ses explications des différents monuments et lieux visités avec des éléments et détails concernant la *guerre d'indépendance* et le siège de la ville. Notre guide avait vécu le conflit sur place, dès lors elle racontait des souvenirs de cette période portant sur la vie pendant le siège.

Interrogée plus tard au cours d'un entretien, notre guide nous indique que le thème de la guerre intéresse beaucoup les touristes qu'elle accompagne dans la ville. C'est le thème autour sur lequel les touristes lui posent le plus de questions⁴⁰. Effectivement, pendant cette

⁴⁰ Entretien avec Mme Sandra Serdarévić, Dubrovnik, le 10 juillet 2016

visite guidée, nous avons constaté une certaine curiosité de la part des autres membres du groupe vis-à-vis de ce sujet. Tout de même ce n'était pas le point d'intérêt dominant. L'histoire de la ville ou les lieux de tournage de la série « *Game of Thrones* » suscitaient bien plus la curiosité de nos co-visiteurs que les questions du conflit.

Pendant la phase suivante, lors de notre entretien avec Mme Lenert, responsable du département d'informations touristiques à l'office de tourisme de Dubrovnik, nous l'avons interrogée sur ce point. Elle nous a confirmé qu'en effet la question de la guerre suscitait beaucoup d'intérêt chez les touristes, surtout le contexte et les raisons qui y avaient mené. Tout de même, selon elle, la guerre ne constitue pas un motif de voyage pour les touristes qui viennent à Dubrovnik, il ne s'agirait donc pas à proprement parler d'un tourisme de guerre⁴¹.

- **Superposition de sinistres**

Certes Dubrovnik avait été sévèrement bombardée pendant la guerre d'indépendance, mais la ville avait déjà subi des dégâts importants quelques années auparavant. Le 15 avril et le 24 mai 1979, la ville de Dubrovnik et ses alentours ont subi deux tremblements de terre respectivement de magnitudes de 7° et 6° sur l'échelle de Richter. Si peu de bâtiments s'étaient totalement effondrés dans le centre historique, les dégâts étaient tout de même très importants. Une grande partie de ces bâtiments étaient fragilisés et pouvaient s'écrouler à n'importe quel moment (Letunić, 1990).

L'Institut pour la Restauration de Dubrovnik a été fondé avec l'aide de l'UNESCO juste après cette catastrophe naturelle pour organiser la restauration de la ville.

Quand l'attaque sur Dubrovnik a commencé en 1991, les travaux de restauration n'étaient pas encore achevés. Selon la directrice de l'Institut pour la Restauration de Dubrovnik, que nous avons pu rencontrer pendant notre séjour, il reste encore aujourd'hui quelques travaux de restauration à réaliser qui sont liés à ces tremblements de terre⁴².

Cette superposition de dégâts permet de mieux comprendre la complexité du travail réalisé pour restaurer la ville après le conflit. Tout de même la préexistence des structures

⁴¹ Entretien avec Mme Štefica Curić Lenert, Dubrovnik, le 11 juillet 2016

⁴² Entretien avec Mme Iva Carević Peković, Dubrovnik, le 11 juillet 2016

administratives en place a permis de relancer assez rapidement le processus de reconstruction une fois l'affrontement armé autour de la ville terminé (octobre 1992).

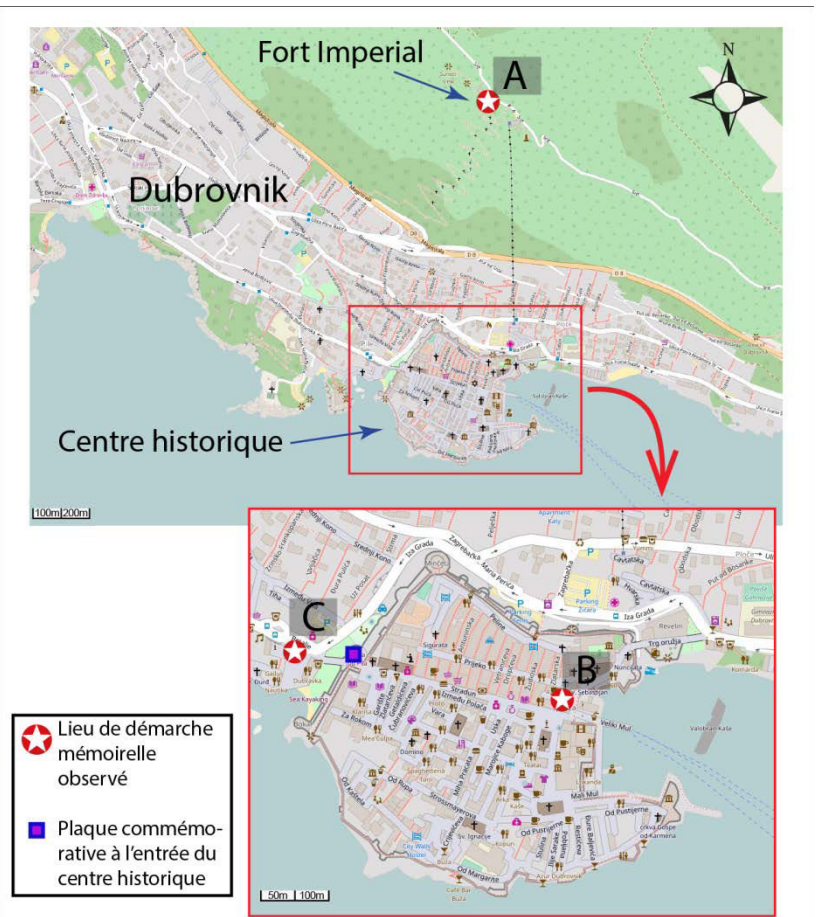
▪ **Les démarches mémorielles observées**

Pour analyser l'approche utilisée dans la démarche mémorielle à Dubrovnik, nous passerons en revue nos observations dans les lieux consacrés à la mémoire de la guerre et ouverts aux touristes que nous avons pu visiter lors de notre séjour. Il est important d'indiquer que d'autres monuments aux morts existent à Dubrovnik, dont un notamment dans le cimetière de la ville. Nous l'avons délibérément exclu de notre étude car il est situé loin du centre historique et ne fait pas l'objet de visites touristiques. Il s'agit d'un lieu de recueillement pour les familles qui est aussi utilisé pour les commémorations officielles. Nous avons dressé un tableau contenant les spécificités des lieux de mémoire visités (Tableau 3)

A. Le Musée de la guerre d'indépendance croate

Carte 17 : Carte de localisation des trois lieux consacrés à la mémoire de la guerre observés lors de l'étude de terrain à Dubrovnik (voir Figure 45)
A : « Le Musée de la guerre d'indépendance croate ». **B :** « La chambre commémorative des défenseurs tombés pendant la guerre ». **C :** Monument aux morts moderne situé juste à l'extérieur du centre historique

Figure : KASSOUHA Z. , 2016
Carte : © Contributeurs de OpenStreetMap



Le musée est situé au sommet du mont Srd qui domine la ville. Il occupe une partie de la forteresse dite : « *Fort Imperial* » construite sous Napoléon 1^{er} entre 1806 et 1810. Cette forteresse qui bénéficie d'un emplacement stratégique sur le plus haut sommet des

alentours, a été le bastion des forces croates défendant la ville durant la guerre d'indépendance. Le bâtiment a été fortement endommagé pendant le conflit lors des échanges de tirs avec les forces serbes postées sur un autre sommet à quelques centaines de mètres. Contrairement aux bâtiments du centre historique, la forteresse n'a pas été restaurée et présente aujourd'hui encore des stigmates assez importants, certaines parties sont d'ailleurs toujours fermées au public et montrent des signes de délabrement important (Photos : Annexe 9.2, page 362).

A premier abord nous pensions que le fait de laisser ce lieu dans l'état émanait d'une décision délibérée de ne pas le restaurer, dans le but de garder un témoignage physique de la guerre. Finalement, selon Mme Lenert de l'office de tourisme (op. cit), il s'agit simplement d'un manque de financement. La priorité étant la restauration des bâtiments du centre historique, la forteresse située en dehors de la ville avait été négligée pour cette raison.

Le musée de la guerre d'indépendance a été inauguré en 2010. Il regroupe plusieurs expositions d'objets militaires revenant aux défenseurs de la ville, d'archives et supports photographiques, cartographiques et audiovisuels documentant les batailles autour de la ville en 1991 et 1992 et la vie quotidienne à Dubrovnik pendant la guerre ainsi que des photographies de guerre.

Bien qu'excentré, le musée est relativement facile d'accès depuis le centre-ville. Un téléphérique permet aux visiteurs de gravir les 400m de dénivelé abrupt en quelques minutes pour contempler la vue panoramique sur la ville et les îles alentours depuis le sommet. A côté de la forteresse un bâtiment moderne sert de station d'arrivée pour le téléphérique et propose des services de restauration et de boisson. Seulement une petite partie des passagers du téléphérique font le choix d'aller au-delà de la vue panoramique pour visiter le musée.

Selon l'office de tourisme, la majorité des visiteurs du musée sont des touristes étrangers, les locaux s'y rendent peu. Des droits d'entrées sont appliqués pour la visite, une billetterie vend les tickets à l'entrée. A part le billettiste, parlant un anglais approximatif, nous n'avons croisé aucun autre membre du personnel sur place.

Quant aux possibilités de restauration du bâtiment, l'office de tourisme nous a indiqué que des investisseurs privés vont la prendre en charge. En effet, un projet de création d'un terrain de golf sur le plateau adjacent était en cours de préparation. Ce projet incluant la zone du musée a été attribué à une entreprise privée. Il était prévu qu'elle restaure la forteresse (qui ainsi fera partie du complexe du golf), tout en y maintenant le musée.

Nous avons noté également l'existence d'une stèle commémorative entre le musée et la station de téléphérique en mémoire de la brigade qui a défendu la ville. Nous n'avons pas pu obtenir sur place d'informations spécifiques la concernant.

B. La chambre commémorative des défenseurs tombés pendant la guerre

Située en plein centre historique, dans un palais qui abrite aussi les archives de la ville, il s'agit un lieu de passage très fréquenté. Etablie en 2000, elle a été réaménagée en 2004.

La chambre commémorative est constituée d'une salle où les portraits des combattants de la ville tués pendant le conflit sont affichés. Des vidéos qui documentent la période de la guerre passent en boucle et des objets liés aux défenseurs de la ville sont exposés. Un registre y est aussi installé et est laissé à disposition des visiteurs pour qu'ils y notent leurs pensées.

La salle est accessible depuis le hall d'entrée du palais. Elle est ouverte au public gratuitement tandis que le reste du palais est sujet à des droits d'entrée. (Photos : Annexe 9.3, page 363)

C. Monument aux morts de conception moderne

Inauguré en 2007 dans le cadre d'un projet d'aménagement de la place à l'entrée du centre historique (*Porte Pile*). Il s'agit d'un monument moderne qui contraste avec le paysage environnant. En forme de pavé droit, ses parois sont constituées d'une succession de miroirs et d'écrans numériques à base de boutons lumineux. Les écrans étaient initialement prévus pour retransmettre en direct les images des vagues sur le rivage en contre-bas. Les écrans en question n'étaient pas allumés lors de notre séjour. Une grande croix orne le miroir face à la rue.

La construction de ce monument aurait fait l'objet d'une forte opposition d'une partie de l'opinion locale selon la presse. Sa forme qui dénote avec le paysage qui l'entoure et le coût du projet dont il a fait partie furent pointés du doigt.

Lors de notre séjour nous avons remarqué une indifférence totale vis-à-vis de ce monument. N'étant pas indiqué, il est complètement ignoré des passants. Situé au niveau des arrêts de bus et à quelques mètres de l'Office de Tourisme il sert essentiellement de miroir pour les passants. Il est aussi utilisé comme et de plateforme pour les agents de voyages qui proposent des prestations de visites guidées et d'excursions (photos : Annexe 9.4, 363).

Tableau 3 : Les caractéristiques des différents lieux de mémoire visités à Dubrovnik

Lieu de mémoire visité	Musée de la guerre d'indépendance croate	Chambre commémorative des défenseurs de la ville	Monument aux morts, moderne
Emplacement	Fort Imperial, au sommet du mont Srd dominant la ville.	Centre historique, Palais des archives de la ville.	A l'entrée du centre historique, en face de la porte Pile.
Accessibilité	Accessible par téléphérique depuis le centre, ou à pied par une piste abrupte.	Accessible depuis le hall d'entrée du palais, une pancarte l'indique.	Lieu de passage obligé pour accéder au centre historique. Il est situé devant l'office de tourisme, à côté des arrêts de bus qui desservent le centre historique. Pas d'indication.
Spécificités	Lieu où les défenseurs de la ville étaient retranchés. Plusieurs salles. Collection d'objets de guerre, expositions photos et documents audiovisuels sur la guerre. Vue panoramique sur la ville. Bâtiment pas (encore) restauré, stigmates du conflit particulièrement visibles.	Premier lieu de mémoire inauguré dans la zone touristique. Une seule salle. Exposition des portraits des défenseurs de la ville morts au combat. Quelques objets qui les concernent. Documents audiovisuels. Registre de condoléances.	Conception moderne en contraste avec l'environnement. Ignoré par les passants. Sert de plateforme pour les stands des agences de voyages qui vendent des prestations dans la rue.
Droits d'entrée ?	Entrée payante	Entrée gratuite	Non applicable

- **Une approche différente entre les deux villes visitées en Croatie**

Avant de passer aux observations réalisées lors de notre travail de terrain en BiH, il nous semble important de souligner l'approche assez contrastée concernant la mémoire de la guerre entre Zadar et Dubrovnik.

A Dubrovnik, l'histoire de la guerre fait partie de l'offre touristique sans pour autant en être le motif principale de la visite. Suite à nos entretiens avec la responsable de l'office de tourisme et la guide locale, nous avons pu confirmer un intérêt de la part des visiteurs pour l'histoire de la guerre. Ceci dit elles indiquent qu'il s'agit d'un aspect accessoire, qui n'est pas à l'origine de leur projet de découverte de Dubrovnik, mais qui est plutôt un élément contextuel qui émerge une fois sur place. Ceci dit, la ville met en valeur cet aspect avec les différents lieux de mémoires placés dans les zones touristiques, démarche qui s'accompagne d'une médiation, notamment au musée de la guerre.

Pendant le conflit, Dubrovnik avait été beaucoup plus endommagée que Zadar comme peuvent l'indiquer les cartes qui montrent les impacts du bombardement (Annexe 8.2 et Annexe 9.1, pages 360-361). Vu que Dubrovnik était inscrite sur la liste du patrimoine mondiale de l'UNESCO en 1979 et qu'elle bénéficiait déjà d'une notoriété importante à l'étranger avant la guerre, sa destruction avait été beaucoup plus médiatisée que celle de Zadar. Ce qui explique en partie la présence plus importante de la mémoire de guerre dans son paysage touristique.

Quant à Zadar, elle est beaucoup moins fréquentée par les touristes et ne bénéficie pas de la même aura que Dubrovnik. Le conflit y a été moins intense et n'a pas suscité la même couverture médiatique. L'absence que nous avons remarquée de travail mémoriel ouvert aux touristes peut révéler une volonté de réduire l'importance de cette partie de son histoire. En parallèle, nous avons remarqué une volonté claire à Zadar de se différencier des autres villes du littoral croate qui bénéficient d'une notoriété touristique plus importante (Dubrovnik, Split, Pula). En éclipsant la mémoire du conflit, la ville s'est focalisée sur ses atouts traditionnels : le patrimoine et le tourisme balnéaire, et a cherché à se diversifier avec des installations modernes plus insolites tels *l'Orgue de la mer* ou le *Salut au soleil* que nous avons évoqués à la fin de nos observations à Zadar. (visuels en Annexe 8.1, page 359)

7.2.2.3. Sarajevo, ou « Ceux qui vivent avec »

En passant de la Croatie à la Bosnie-Herzégovine on ne peut que relever le contraste quand il s'agit de la visibilité des traces du conflit dans le paysage urbain. Dans le cas de Sarajevo, dès l'arrivée en ville, les bâtiments qui présentent des cicatrices de guerre sont omniprésents. Le nombre important de bâtiments détruits ou abandonnés témoigne de la violence du conflit et du siège qu'a enduré la ville plus de deux décennies avant notre étude de terrain. Idem à Mostar dont nous développerons les observations plus loin dans ce chapitre.

L'autre élément marquant dans le paysage urbain à Sarajevo (et Mostar) est le contraste dans la ville même, entre le moderne et l'ancien, entre les bâtiments rénovés ou totalement neufs et les bâtiments endommagés ou détruits (Figure 46).

Comme nous l'avions indiqué au début de ce chapitre, notre séjour à Sarajevo s'est déroulé



Figure 46 : Exemple du paysage urbain discontinu à Sarajevo.

A proximité de la gare, une tour toute neuve parmi les habitations plus anciennes, dont certaines portent toujours les stigmates du conflit et d'autres venaient visiblement d'être démolies.

Photo : KASSOUHA, Z., 2016

dans un contexte particulier. Notre jour d'arrivée coïncidait avec le début de la fête de *Bajram* (l'Eid de la fin du mois de Ramadan chez les Musulmans). Notre première impression du centre-ville de Sarajevo était celui d'une ville quasi déserte : magasins fermés, rues vides et un centre urbain très calme. En cause, en ce premier jour de la fête les locaux ont l'habitude de se retrouver à la maison en famille plutôt que de sortir dans l'espace public (à part la prière de la fête qui se déroule dans la matinée dans les mosquées). Ce contexte nous a compliqué la tâche concernant la communication avec les interlocuteurs que nous voulions rencontrer et rendu aussi difficile la possibilité de trouver une visite guidée au sein d'un groupe (visite que nous n'avons pas réussi à faire en fin de compte). En revanche, cet espace urbain vacant lors de notre première exploration de la ville nous a permis d'observer le paysage

urbain sans grandes contraintes.

Dès le début de notre observation un fait attire notre attention : les traces du conflit sont omniprésentes ! Nous retrouvons à tous les coins de rues des façades de bâtiments portant les stigmates du conflit, laissés en l'état ou partiellement restaurés ou colmatés avec du ciment (Figure 47 – A, B). Sur l'une des rues principales du centre, un panneau interpelle les passants pour visiter une exposition sur le massacre de Srebrenica et le siège de Sarajevo (Figure 47 – G). Un peu plus loin, un monument à la mémoire des enfants tués pendant le siège de la ville (Figure 47 – C, D). Sans oublier au sol les « Roses de Sarajevo » : il s'agit d'impacts d'obus au sol qui ont été remplis avec une résine rouge, leur donnant un aspect floral. Elles sont parsemées un peu partout dans la ville. Initialement elles marquaient les impacts d'obus ayant causé la mort de plusieurs personnes (Halilovich, 2013, p. 106). L'initiative ayant été réitérée, rien n'indique si toutes les « Roses » marquent réellement des lieux de mort brutale. La démarche fait quand même partie des symboles mémoriels les plus répandus dans la ville (Figure 47 – E, F). Cependant, les « Roses » disparaissent petit à petit au gré de l'entretien et du renouvellement des chaussées et des trottoirs dans la ville.

L'autre aspect très présent à Sarajevo est celui de son passé de ville olympique. En effet la ville avait accueilli les Jeux Olympiques d'hiver en 1984. Des panneaux indiquant les lieux liés à ces jeux sont assez rependus dans le paysage. Cet historique des JO est présent aussi dans la multitude d'expression artistique de « *street-art* » que nous croisons en ville, entre la mascotte des jeux, « *Vučko* » le loup, les logos, ou d'autres symboles (Figure 48 – A).

***Dark tourism* « à volonté »**

Quand nous nous sommes adressés à l'office de tourisme pour l'étape suivante de notre travail, la question concernant les lieux liés à la guerre n'avait pas du tout l'air de surprendre. Tout de suite les employées nous ont donné des dépliants d'agences touristiques et les contacts de guides qui proposent des visites thématiques sur le sujet. Selon elles il s'agit du type de visite le plus demandé par des touristes qui aimeraient en savoir plus sur le conflit et visiter les sites clés. Le tunnel qui était utilisé pour le ravitaillement de la ville pendant le siège, rebaptisé « *Tunnel of Hope* », est l'un des sites les plus visités de Sarajevo.



Figure 47 : Observations du centre-ville de Sarajevo.

Façades de bâtiments endommagés (A et B). Le monument à la mémoire des enfants morts pendant le siège de la ville avec une fontaine symbolique (C) et des cylindres sur lesquels les noms des enfants sont gravés et qui produisent des mélodies quand ils sont tournés. Deux exemples de Roses de Sarajevo (E et F). Finalement un panneau pour une exposition permanente sur le massacre de Srebrenica et le siège de Sarajevo.

Photos : KASSOUHA, Z, 2016



Ne trouvant pas de visite guidée en groupe que nous puissions rejoindre, nous avons pris la décision de ne pas prendre les propositions de visites guidées privées, générales ou thématiques qu'on essaye de nous vendre à l'office de tourisme. Dans ce genre de visite le guide s'adapte trop souvent aux points de vue qui intéressent les touristes, ce qui risquait dans notre cas de centrer la visite davantage sur le thème de la guerre que si nous avions été avec un groupe moins spécialisé. Nous avons donc opté pour une visite de la ville en autonomie. Au-delà du centre historique nous avons parcouru certains lieux que l'office de tourisme nous a indiqués.

Nous avons pu tout de même, pendant notre séjour, faire un entretien avec un guide touristique officiel travaillant à Sarajevo. Cet échange s'est avéré très enrichissant pour notre recherche car il a apporté un éclairage à plusieurs niveaux⁴³. Le guide que nous avons rencontré, M. Vedran Grebo, est un jeune de Sarajevo, il y a grandi pendant le conflit et en est aujourd'hui un élu municipal siégeant dans les rangs de l'opposition.

Entre héritage de ville olympique et cicatrices de guerre

La superposition de ces deux événements séparés par une décennie, l'un féérique, l'autre tragique, donne un sentiment de perplexité. Surtout que le conflit a débordé sur l'héritage olympique. En ville, un terrain sportif du complexe olympique a servi de cimetière improvisé pendant le conflit. Il est devenu le « cimetière des martyrs », un des lieux de mémoire visités aussi par les touristes aujourd'hui (Figure 48 - C). La piste olympique de Bobsleigh, située sur les hauteurs de la ville et partiellement détruite pendant le conflit est aussi l'une des attractions les plus visitées par les touristes (Figure 48 - D). Il s'agit là d'une friche, utilisée occasionnellement pour faire du skate ou du VTT.

Nous nous retrouvons devant des mémoires évoquant d'un côté la fierté des habitants, avec les JO qui symbolisent « l'âge d'or » de Sarajevo (Naef, 2014, p. 401) et d'un autre côté le deuil et la position de victime que les habitants ont vécue pendant le siège. Les séquelles de cette expérience traumatique sont encore présentes aujourd'hui dans les esprits et dans le discours. La superposition, voire le mélange entre ces deux mémoires, positive et négative, est un élément très récurrent dans le paysage Sarajevo.

⁴³ Entretien avec M. Vedran Grebo, guide touristique à Sarajevo, le 07/07/2016

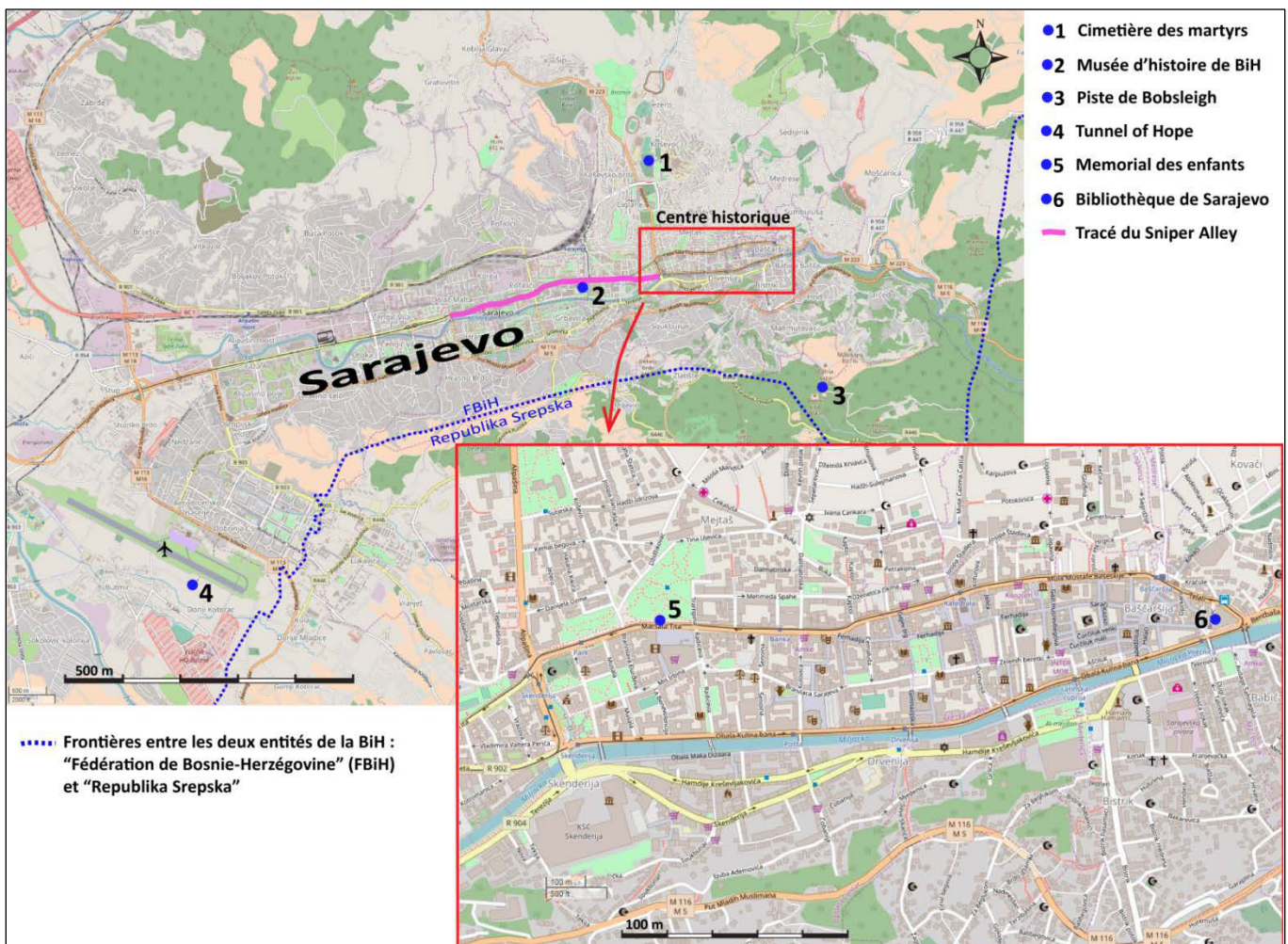
Au temple de la mémorialisation et du *dark tourism*

Lors de notre visite en autonomie nous nous sommes rendus, en plus du centre historique, aux deux anciens sites olympiques que nous venons de mentionner, à la « *Sniper Alley* » l'artère principale de la ville au passé très sombre, à l'ancienne Bibliothèque nationale de Sarajevo détruite pendant la guerre et symbole de l'urbicide, au « *Tunnel of Hope* » mentionné précédemment, et au Musée d'histoire de la Bosnie Herzégovine qui abrite une exposition permanente sur le siège de la ville. Cette visite de Sarajevo se fit en fin de compte un sur un modèle archétypique de *dark tourism* : visite de lieux de mémorialisation, de sites liés à la souffrance pendant le conflit marchandisés pour l'utilisation touristique, de vestiges abandonnées, en friche et d'espaces de vie non patrimonialisés mais marqués par un lourd héritage du conflit.

Carte 18 : Localisation des lieux liés à la mémoire du conflit visités lors du travail de terrain à Sarajevo.

Graphique : KASSOUHA, Z., 2016

Carte : © Contributeurs de OpenStreetMap



La ville bénéficie d'une attractivité touristique avec son centre historique au style ottoman et ses multiples musées (Naef, 2014, p. 289-291). Une atmosphère dynamique et festive règne sur le centre-ville dans sa globalité. D'innombrables cafés, bars et restaurants dans cette partie de Sarajevo attire une clientèle jeune, locale. La majorité des hôtels et auberges de jeunesse, prisés par les jeunes touristes internationaux, s'y trouve également, ce qui participe à l'aspect festif ambiant. Néanmoins, les traces de la guerre sont omniprésentes, dans le paysage et dans les esprits.

Figure 48 : A la croisée du passé olympique de la ville et de la mémoire de la guerre à Sarajevo.

A. Œuvre de *street art* faisant le lien entre la guerre et les J.O. dans un esprit sarcastique.

B. Panneau datant des J.O. situé devant la gare de la ville, à proximité du Sniper Alley. Il a été criblé de balles pendant le conflit et a été laissé dans l'état depuis.

C. Ancien terrain sportif des J.O. transformé en cimetière improvisé pendant le conflit. Il est devenu le Cimetière des Martyrs où les tombes se côtoient à l'ombre de la colonne de la flamme olympique (Carte 18, point no. 1).

D. Piste de Bobsleigh datant des J.O., tombé en friche depuis et endommagé par la guerre. Il fait aujourd'hui partie des sites visités par les touristes (Carte 18, point no. 3).

Photos : KASSOUHA, Z., 2016



Outre les impacts de balles et d'obus visibles sur les façades que nous avons évoqués, dans l'art de rue nous retrouvons aussi des éléments qui lient passé olympique et passé de guerre, parfois sur le ton du sarcasme (Figure 48 - A). Les boutiques de souvenirs dans le centre historique proposent des produits dérivés à partir de produits de guerre. L'exemple emblématique est les douilles de balles transformées en stylos, il s'agit du produit le plus

vendu selon un gérant de magasin de souvenir que nous avons interrogé⁴⁴. D'autres produits dérivés sont également dans les vitrines de presque tous les magasins de souvenir, comme des figurines d'avions de chasse ou de chars fabriqués à partir de fausses balles en cuivres, ou des étuis d'obus de canons transformés en vases décorés (Annexe 10.3, page 365).

Le travail de mémorialisation prend parfois des allures sarcastiques, en plus des différents mémoriaux évoqués précédemment, une œuvre a attiré notre attention. Située devant le Musée d'histoire (Carte 18, point no. 2), une canette de conserve géante portant l'inscription « Icar » et les logos de l'Union européenne et du Programme alimentaire mondial est installée sur une stèle (Figure 49 - B). Il s'agit d'une copie agrandie des canettes de viande distribuée avec l'aide alimentaire internationale durant le siège de la ville. Cette œuvre intitulée "The Monument to the International Community" from the "Grateful Citizens of Sarajevo" a été érigée en 2007 (Reuters, 2007). Il s'agit d'un message de remerciement sarcastique adressé à la communauté internationale par les habitants de la ville. Selon Mme Elma Hasimbegovic directrice du Musée d'histoire de BiH « La communauté internationale n'est pas intervenue efficacement pour arrêter le siège de la ville pendant plus de trois ans. Elle se contentait d'envoyer de l'aide humanitaire aux habitants, dont l'article emblématique était la canette de conserve de viande « Icar » au goût immonde. Un artiste local a donc décidé d'adresser un message de remerciement sarcastique en installant cette canette géante, symbole de l' (in)action de la communauté internationale pendant le siège »⁴⁵.

Un autre élément mémoriel nous a également interloqué, il s'agit d'une plaque commémorative située à l'entrée de l'ancienne bibliothèque nationale de Sarajevo (devenue aujourd'hui l'Hôtel de ville) (Carte 18, point no. 6). Cette plaque tranche avec le discours officiel lissé et consensuel par rapport au conflit. Elle indique qu'à ce lieu des « criminels serbes » ont mis le feu à la bibliothèque nationale et universitaire causant la disparition de 2 millions de documents (Figure 49 - A). Nous n'avons pas réussi à savoir à quelle date cette plaque a été posée mais il est fort probable, vu le discours utilisé, qu'elle date de la fin du conflit, une forme de mémorialisation à chaud. Il est possible qu'elle ait été installée lors de la première phase de restauration du bâtiment en 1996-1997 (Detry & Veschambre, 2015).

⁴⁴ Propos recueillis lors d'une visite autonome du centre historique le 09/07/2016

⁴⁵ Entretien réalisé à Sarajevo le 08/07/2016

Etant donné que les forces serbes responsables du siège de Sarajevo et de l'incendie de la bibliothèque font partie intégrante de la BiH aujourd'hui, ce n'est plus d'actualité d'afficher un discours aussi direct avec une référence communautaire sur un bâtiment public. Lors de notre visite du monument nous avons discuté avec un jeune agent d'accueil des touristes travaillant sur place, selon lui le discours adopté sur la plaque n'a pas lieu d'être car il n'est pas rassembleur de toutes les sensibilités sociales de la BiH⁴⁶. Nous ne pouvons affirmer s'il s'agit d'une expression de la conviction personnelle de notre interlocuteur ou d'une répétition d'un discours officiel de consensus.

Les formes de mémorialisation que nous venons d'évoquer s'accompagnent de traces de destruction dans le paysage qui rendent la ville un haut lieu du *dark tourism* comme nous l'avons indiqué. Sur Sniper Alley nombreux sont les grands immeubles résidentiels dont les façades sont criblées de balles ou endommagées par des tirs d'obus. Ils offrent d'une part un témoignage de la destruction mais aussi de la résilience vu qu'il s'agit d'immeubles qui sont toujours habités (Annexe 10.4, page 366). La destruction et la résilience se côtoient également dans le paysage urbain avec d'un côté des bâtiments endommagés laissés en friche et de l'autre des bâtiments complètement restaurés. A cet égard, nous avons remarqué que les lieux de culte ont été rénovés sans exception, qu'il s'agisse de mosquées, d'églises (catholiques ou orthodoxes) ou de synagogues. Avec leur symbolique ces lieux de cultes restaurés participent à l'image véhiculée de Sarajevo comme un haut lieu du vivre-ensemble ou la « Jérusalem des Balkans » (Naef, 2014, p. 289-290). Cela nous renvoie à la question des priorités dans la reconstruction : est-il plus urgent de restaurer un lieu de culte ou un immeuble résidentiel habité ?

Dans la continuité de nos observations du paysage urbain et des démarches de mémorialisation et de l'interprétation

⁴⁶ Propos recueillis lors d'une visite autonome de la bibliothèque le 08/07/2016



Figure 49 : Deux exemples de mémorialisation observés à Sarajevo.

A. Plaque commémorant l'incendie de la bibliothèque de Sarajevo par des « criminels serbes ». **B.** Le monument pour la communauté internationale en forme de boîte de conserve, entre remerciement et critique de l'action internationale durant le siège de la ville.

Photos : KASSOUHA. Z.. 2016

du patrimoine du conflit, nous allons comparer trois lieux visités, tous liés d'une façon ou d'une autre à l'histoire du conflit. Des lieux qui proposent, de manière éphémère ou permanente, une interprétation de cette période de l'histoire de Sarajevo.

i. Le musée d'histoire de la BiH, la mémoire dans la chair

A premier abord nous n'étions pas sûrs si le musée était ouvert : une façade qui porte des cicatrices du conflit (surtout que le bâtiment donne sur Sniper Alley et était visiblement pris pour cibles des tirs) et un chantier de reconstruction en cours (Figure 50 – A, B) (Carte 18, point no. 2). Un grand panneau sur la façade annonce l'exposition « Sarajevo 1992 – 2012 » avec des images et des textes liés au siège de la ville. En fin de compte, le musée est bien ouvert aux visiteurs. Il contient des collections d'armes datant de la création de la Yougoslavie à la fin de la Seconde Guerre, une exposition permanente sur la vie à l'époque yougoslave, une exposition de photos sur la reconstruction de Sarajevo après le conflit des années 1990 et l'exposition permanente concernant le siège de Sarajevo (ce sont les deux dernières qui nous intéressent le plus dans notre démarche).

Les références à l'époque yougoslave sont fréquentes car le musée était à la base dédié au « Partisans », le mouvement armé communiste de résistance au nazisme, dirigé par le Maréchal Tito durant la Seconde Guerre. Ce mouvement devint la base de la JNA (Armée populaire yougoslave) avec la création de la Yougoslavie communiste en 1945. La nostalgie de l'époque communiste s'affiche dans le café attaché au musée baptisé « Café Tito » et dont la décoration comporte plusieurs références de l'époque communiste dont un buste de l'ancien leader yougoslave.

Selon la directrice du musée rencontrée le 08/07/2016, l'aspect dégradé du bâtiment et le manque d'équipement du musée sont dus à un problème administratif au niveau de l'Etat qui cause l'absence de budget dédié à l'établissement. La subdivision administrative suite aux accords de Dayton en 1995 a mené à un partage territorial des institutions publiques issues de l'époque yougoslave entre plusieurs autorités (voir « Le mille-feuille administratif en BiH » et les problèmes de gouvernance, page 256). Le musée dans sa mission initiale faisait référence à l'époque yougoslave qu'une grande partie de la classe politique voulait en tourner la page. Plutôt que de fermer le musée ou d'en accorder la responsabilité à un pouvoir local plus performant (canton, municipalité) sa gestion se fait au niveau de l'Etat. A

ce niveau de gouvernance, le musée ne constitue vraisemblablement pas une priorité, l'Etat se contente de payer les salaires des fonctionnaires de l'institution mais ne lui dédie pas un budget de fonctionnement. Le musée est financé à travers le montage de projets en coopération avec d'autres institutions, nationales ou internationales. Ces opérations permettent de financer les frais des travaux de restauration du bâtiment qui avancent au grès des fonds disponibles. Lors de notre visite des travaux étaient en cours sur le toit du musée entraînant des désagréments sonores (Figure 50 – C, E).



Figure 50 : Le Musée d'Histoire de BiH à Sarajevo.

Sa façade donnant sur « Sniper Alley » porte encore des traces du conflit (A). Avec les travaux en cours, les déchets de chantier amassés et l'aspect peu entretenu de la façade (B) le musée semblait fermé à première vue. Un petit panneau à l'entrée du musée porte un message d'excuse auprès des visiteurs pour les nuisances qu'ils peuvent rencontrer pendant la visite à cause des travaux (C). Au rez-de-chaussée, l'exposition « 15 Years by Jim Marshall » (D) est présentée avec un minimum de travail de médiation. Tandis que l'autre exposition permanente dédiée au conflit, « Sarajevo under Siege » (E) comporte un travail de médiation beaucoup plus élaboré. Le manque d'équipement du musée est visible dans la salle de cette deuxième exposition avec l'absence d'isolation au plafond et d'équipement d'air conditionnée. Notre visite en milieu de journée au mois de juillet s'est faite dans une chaleur étouffante.

Photos : KASSOUHA, Z., 2016

Les deux expositions permanentes auxquelles nous-nous sommes intéressés sont : « 15 Years » du photographe Jim Marshall et « Sarajevo under Siege » qui contient des objets liés à la période du siège de la ville.

- **« 15 Years by Jim Marshall »**

L'exposition est composée de photos de Sarajevo affichées en paires. Le photographe a pris des clichés des mêmes endroits du même point de vue avec 15 ans d'intervalle : printemps 1996 pour les anciennes et printemps 2011 pour les récentes (Figure 50 – D). Ces paires de photos montrent l'évolution de la reconstruction et la restauration des lieux entre la sortie du conflit et aujourd'hui (2011). La plupart des images anciennes montrent des bâtiments très endommagés par les bombardements et les incendies. Tandis que sur les nouvelles clichés les bâtiments en question ont été, dans la quasi-totalité des cas, restaurés ou remplacés par de nouvelles constructions. Les photos sont présentées sans aucune explication supplémentaire laissant aux visiteurs la liberté d'interprétation. Notre observation a coïncidé avec la présence de plusieurs touristes étrangers qui visitaient l'exposition. La visite ne dure que quelques minutes en l'absence de textes explicatifs concernant les lieux photographiés. Le visiteur peut donc constater une partie des ravages matériels causés à Sarajevo par la guerre et le travail de reconstruction qui a été entrepris depuis, sans pour autant avoir un éclairage plus en profondeur du choix des lieux représentés et des éventuels changements qui ont accompagné la reconstruction.

- **« Sarajevo under Siege »**

Cette exposition est présentée comme une description du quotidien des habitants de Sarajevo pendant les près de quatre ans de siège qu'a enduré la ville. La vie de tous les jours est montrée sous plusieurs aspects : les objets de la maison, les « bricolages » pour survivre, les événements marquants qui sont intervenus pendant le siège, etc. Il s'agit quelque part de présenter la « survie » des habitants à travers ces objets utilisés pour se réchauffer, assurer le transport sans carburant, retrouver des produits de consommation, soigner les blessés et même se divertir à travers les événements culturels qui ont été organisés pendant le siège de la ville.

Certains objets représentent quant à eux la « non-survie » des habitants. Cela comprend des fragments d'obus de mortiers, des objets personnels retrouvés sur des victimes tombés lors des bombardements et des objets et coupures de presse liés aux deux massacres du marché « Markale » intervenues en 1994 et 1995⁴⁷. A l'entrée de l'exposition un panneau avertit les visiteurs de la violence émotionnelle que l'exposition pourrait contenir. Ce panneau concerne notamment ces objets liés à la mort entraînée par le conflit.

Le travail de médiation dans cette exposition est beaucoup plus élaboré que dans l'exposition photographique. Des descriptifs sont placés dans les vitrines détaillant la provenance des objets, leur utilité et le contexte dans lequel ils ont été utilisés ou fabriqués le cas échéant. Cela permet aux visiteurs de mieux comprendre le contexte des événements évoqués. Ce travail de médiation, comme décrit dans un panneau descriptif au début de l'exposition, se veut neutre, se contentant de décrire les faits sans apporter de jugement moral.

« With this exhibition, we have tried to avoid giving final judgments, ideological opinions and qualifications. We are leaving them to history science and time. We have primarily opted for being true witnesses of the time and events behind the Sarajevo "closed doors", with the authentic exhibits being, hopefully, documents that the future will appreciate » (Panneau de présentation à l'entrée de l'exposition, Annexe 10.6, page 368).

L'autre aspect que cette exposition essaye de transmettre est celui du « témoignage » des habitants eux même des souffrances endurées. L'exposition se veut donc participative, des habitants peuvent ainsi y contribuer en apportant des objets personnels qui datent de la période du siège et en racontant leurs souvenirs de cette époque. Chaque mois un objet obtenu par ce biais est donc mis en avant avec l'histoire de la personne qui l'a amené. L'objet du mois, lors de notre visite, était un vélo utilisé pendant les années de siège par un habitant. Il s'agissait du seul moyen de locomotion dont il disposait et qui lui permettait d'acheminer les vivres à sa famille (Annexe 10.5, page 367).

⁴⁷ Ces deux massacres ont fait plusieurs dizaines de morts et qui ont été l'élément déclencheur de l'intervention militaire de l'OTAN dans le conflit. C'est le bombardement aérien de l'OTAN des postes serbes sur les hauteurs de la ville (suite au second massacre en 1995) qui a amené les Serbes à la table des négociations et a mis fin au siège de Sarajevo.

Cette exposition, la plus visitée du musée selon la directrice, fait donc la jonction entre la grande et la petite Histoire. Une interface de mémorialisation, de mise en contexte et de témoignage permettant au visiteur de voir et de comprendre le quotidien des habitants durant le siège. Elle joue aussi un rôle éducatif, car en plus des touristes étrangers, une grande partie des visites est constitué de groupes scolaires.

Quant au discours utilisé, nous avons pu le comparer à des discours utilisés ailleurs à Sarajevo. En effet, la ligne directrice de « raconter sans juger » est bien respectée dans cette exposition, tandis qu'un discours de victimisation est utilisé dans d'autres lieux de la ville, notamment au « *Tunnel of Hope* » (voir la suite de ce sous-chapitre, page 241).

ii. ***Vijećnica*, ancienne Bibliothèque nationale de Sarajevo, la mémoire lissée**

La destruction de cet édifice (Carte 18, point no. 6) a été, au niveau international, l'un des faits les plus marquants du siège de la ville. Nous pouvons en comparer la portée médiatique, en matière d'image et de symbolique, à celle de la destruction des vestiges de Palmyre par Daesh entre 2015 et 2017.

Le bâtiment a été ciblé par les forces serbes avec des obus incendiaires en août 1992. Ce bombardement a causé la destruction totale du bâtiment et la disparition de la quasi-totalité des livres et manuscrits qu'elle contenait, partis en fumés en quelques heures (Detry & Veschambre, 2015). Cette destruction a mené, avec d'autres événements similaires intervenus pendant la guerre en Bosnie (comme la destruction du Vieux pont de Mostar), à la création du terme « urbicide ».

Après la fin du conflit, la décision a été prise de reconstruire à l'identique ce bâtiment de l'époque austro-hongroise qui date de la fin du XIX^e siècle. Décision contestée par plusieurs intellectuels et artistes qui demandaient de le laisser en état de ruine comme témoignage de la destruction (Verdier, 2013). La reconstruction, au niveau structurel puis au niveau des décorations murales, a été réalisée en plusieurs étapes grâce à des aides internationales entre 1996 et la réouverture du monument au public en 2014 (Detry, 2016, p. 475-486). Pendant ces opérations de reconstruction toutes les traces du conflit sur le bâtiment ont été totalement effacées. Les seuls éléments qui témoignent de cette destruction sont la plaque

commémorative à l'entrée, déjà mentionnée (Figure 49, A), et des images exposées à l'intérieur.

En effet, dans le hall principal nous retrouvons des images du bâtiment entre destruction et reconstruction. Elles documentent les différentes étapes de la reconstruction de l'édifice. En parallèle, dans l'une des salles nous retrouvons également une exposition permanente avec des panneaux qui documentent l'histoire du bâtiment, depuis sa construction en 1896 en tant qu'hôtel de ville, à sa transformation en bibliothèque nationale et universitaire en 1951 et jusqu'à sa destruction récente et sa reconstruction.

Au sous-sol nous retrouvons une autre exposition permanente réalisée pour la réouverture du bâtiment au public en 2014. Cette réouverture était prévue pour commémorer le centenaire de la Première guerre mondiale dont l'élément déclencheur s'est déroulé à Sarajevo et est lié au bâtiment même. Il s'agit de l'assassinat de l'archiduc de l'Empire austro-hongrois François-Ferdinand et de son épouse, le 28 juin 1914, peu après leur sortie du bâtiment. Ainsi, l'exposition Sarajevo 1914-2014 retrace l'histoire de la ville depuis cet événement, à travers les deux guerres, la période yougoslave, le conflit et le siège des années 1990 et jusqu'à nos jours.

Dans les deux expositions le discours utilisé est assez neutre, évoquant uniquement la responsabilité du JNA et de « groupes paramilitaires » dans le siège de la ville et la destruction de la bibliothèque. Contrairement à l'ancienne plaque commémorative à l'entrée, aucune mention n'est faite de l'appartenance de ces groupes paramilitaires à la communauté serbe.

Ainsi, l'ancienne bibliothèque commémore par ces deux expositions le destin commun de son propre histoire comme bâtiment et de l'histoire plus globale de la ville depuis un peu plus d'un siècle. La destruction de cet édifice a été une expression de la destruction de Sarajevo en tant que ville et en tant qu'espace culture transcommunautaire. La fameuse image du violoncelliste Vedran Smailović jouant de la musique sur les décombres du bâtiment détruit (Annexe 10.7, page 369) témoigne de la symbolique très forte de cette destruction. Aujourd'hui par sa reconstruction, la bibliothèque se veut également un symbole de la reconstruction de la ville. Sauf qu'elle a perdu à jamais son fond documentaire et qu'elle n'est plus consacrée à sa précédente fonction de bibliothèque. Redevenue hôtel

de ville, elle accueille occasionnellement les réunions du conseil municipal, quelques concerts occasionnels et des visites de touristes et de locaux. D'un lieu de vie, la bibliothèque est quelque part devenue une coquille vide, excellemment bien restaurée, mais figée dans son état à travers une image lissée.

iii. « *Tunnel of Hope* », ou comment habiller le « *Dark* » en blanc ?

Le musée du tunnel de Sarajevo, *Tunel spasa* (Tunnel du Salut) en langue locale, ou plus communément connu par les touristes comme *Tunnel of Hope* (Tunnel de l'Espoir), est situé à l'extrémité sud-ouest de la ville (Carte 18, point no. 4) (visuels, Annexe 10.8, page 370). Ce tunnel construit dans le plus grand secret en 1993 constituait le seul passage (relativement) protégé entre la ville assiégée et le reste du territoire contrôlé par les forces bosniaques et croates. Il s'étendait sur près de 800 mètres en passant sous le tarmac de l'Aéroport de Sarajevo qui était contrôlé par les forces de l'ONU à l'époque (voir carte du siège de Sarajevo, Annexe 10.1, page 364).

Sa construction a permis de fournir la ville en vivres, électricité, carburant et autres produits de nécessité et de ravitailler les forces militaires bosniaques en munitions et en armes légères⁴⁸. Le tunnel permettait aussi d'évacuer les blessés et de faire passer les habitants voulant quitter la ville. Ces deux fonctions, aussi nobles qu'elles soient, ont donné lieu à des pratiques peu scrupuleuses. Les produits passés par le tunnel étaient vendus au marché noir à des prix exorbitants. Le passage de personnes était aussi soumis à des tarifs très élevés (jusqu'à 120 dollars américains par personne). Après la fin du conflit et avec l'absence d'utilité du tunnel, une grande partie de celui-ci s'est effondrée à cause de la structure rudimentaire qui le soutenait. La seule partie qui subsiste est celle qui constituait la sortie du tunnel côté sud-est, après la traversée du tarmac. Débouchant à l'intérieur d'une maison privée, c'est la famille qui détient la maison qui transforme les lieux en un musée après la guerre (Agence France-Presse, 2004). Le canton de Sarajevo finit par prendre possession du musée en 2012 dans le cadre d'un projet visant à reconstruire le tunnel dans son intégralité et à l'ouvrir aux touristes (Naef, 2016, p. 187-194).

⁴⁸ Les dimensions du tunnel étant très réduites (160 – 180 cm de hauteur, 80 – 100 cm de largeur) ne permettaient pas de faire passer des armes lourdes (Bosnia Report, 1996).

Contrairement à l'ancienne bibliothèque, dans le musée du tunnel tout est fait pour garder les traces du conflit, les mettre en scène, voire les reconstituer. Les lieux proposent un mélange de travail de mémorialisation et de muséification. Le contexte global du siège est présenté à travers des cartes et photos explicatives. Des objets, notamment à usage militaire (obus, munitions, uniformes, etc.) sont présentés. Dans la pièce qui mène à l'entrée du tunnel, des reconstitutions avec des figurines permettent recréer le processus d'acheminement d'armes et de vivres, l'évacuation des blessés et le passage de personnalités importantes à travers le tunnel, comme le président bosnien de l'époque Alija Izetbegović.

Passé cette étape le visiteur peut emprunter la petite portion préservée du tunnel qui s'étend sur une vingtaine de mètres et débouche sur la cour principale du musée à ciel ouvert. Pour la suite de la visite, plusieurs salles de projection diffusent en boucle un documentaire sur le siège de la ville. La partie de la cours qui longe le grillage de l'aéroport et réaménagée en une reconstitution de « champs de mines ». Des deux côtés du passage, derrière des barbelés portant des panneaux d'avertissement, plusieurs exemples des mines utilisées pendant le conflit sont exposés. Un magasin de souvenirs est installé dans la cour principale du musée ainsi qu'une reconstitution de la pièce à vivre « typique » à Sarajevo pendant la période du siège (reconstitution prêtée par le Musée d'Histoire de BiH).

Le musée est aujourd'hui le site touristique le plus visité à Sarajevo (Naef, 2016, p. 187). Durant notre visite nous avons essayé d'obtenir des informations concernant le nombre d'entrées annuelles mais nous n'avons pas obtenu de réponse. Selon le dépliant de promotion du musée récupéré à l'office de tourisme, le nombre annuel de visiteur est supérieur à 100 000. Le site est géré par le « *Fond Memorijala* » (Fond mémoriel), un fond dépendant du canton de Sarajevo dédié à la mémoire des victimes de la guerre. Cette appartenance à un pouvoir politique local, majoritairement bosniaque, explique plusieurs aspects du discours utilisé sur place, beaucoup moins consensuels que ceux adoptés au Musée d'Histoire ou à l'ancienne bibliothèque. Dans les panneaux explicatifs, la responsabilité de la JNA dans le siège de Sarajevo est évoquée, mais aussi celle de « forces serbes » ou de « l'Armée de la Republika Srpska ». Le plan visant à créer « la Grande Serbie » est évoqué comme étant la raison du siège. Ces éléments de langage indiquent une

interprétation purement « bosniaque » des événements, loin des discours consensuels évitant de mettre en cause les agissements de telle ou telle communauté.

Un autre élément nous a interpellé sur place, il s'agit des supports de médiation imprimés et des audio guides qui sont disponibles en trois langues : bosnien (serbo-croate), anglais et turc. Le choix de la langue turque est assez symbolique. Certes, le nombre de touristes turcs est important en BiH. Ils occupent la 2^{ème} place en nombre d'arrivées internationales dans le pays en 2016, derrière les Croates et devant les Serbes (ASBH, 2017) ce qui explique en partie le choix linguistique des supports de médiation. D'autre part, la Turquie est considérée comme le pays de « tutelle » de la communauté bosniaque alors que la Croatie et la Serbie constituent les « bases arrières » des communautés Croate et Serbe de BiH du fait l'appartenance religieuse et ethnique. La Turquie quant à elle joue ce même rôle symbolique pour les Bosniaques sur la base de la religion et de l'histoire commune remontant à l'Empire ottoman, d'où le choix restrictif de la langue turque dans la médiation du Musée du Tunnel.

Ce musée propose aujourd'hui une version assez « positivée » de l'histoire du tunnel, en mettant la lumière uniquement sur l'aspect positif qu'il a engendré pendant le siège (ce qui est indéniable). Par contre les aspects négatifs ont été complètement occultés du récit. Le marché noir qui faisait multiplier par dix les prix des marchandises passées par le tunnel (Alic, 2002), les frais de passage exorbitant pour les personnes (Burns, 1993) ou les soupçons que les autorités bosniennes aient restreint l'accès au tunnel aux civils pour éviter que la ville ne se « vide » de ses habitants⁴⁹. La partialité de ce récit agace même certains guides et professionnels du tourisme de Sarajevo (Naef, 2014, p. 265).

L'étiquetage « espoir » a donc été utilisé comme élément de communication pour édulcorer l'interprétation des lieux présentées aux touristes, réduisant au passage l'authenticité du site par la muséification. Il s'agit donc d'un site assez sombre dont l'image a été repeinte en blanc et dont l'exploitation touristique porte des dimensions politiques qui dépassent la simple mémorialisation et mise en tourisme.

⁴⁹ Soupçons évoqués par plusieurs de nos interlocuteurs sur place, néanmoins nous n'avons pas trouvé de références qui confirment ces soupçons.

7.2.2.4. Mostar, ou « Ceux qui en sont prisonniers »

A première vue, malgré des traces de guerre plus étendues, les principaux traits du paysage urbain de Mostar ne diffèrent pas beaucoup de ceux de Sarajevo. Des traces de destruction omniprésentes (plus fréquemment à Mostar étant donné qu'il s'agit là d'une ville plus petites avec des moyens plus réduits), un centre historique restauré, (notamment le Vieux Pont « *Stari Most* ») mais qui garde des stigmates du conflit ici et là, et une zone totalement rénovée avec des bâtiments modernes. Pour un touriste venant juste voir le centre historique et le Vieux Pont (Carte 19), symbole de la ville, les traces de la guerre se limitent à quelques bâtiments détruits, abandonnés, et à des impacts sur certaines façades. A part ça tout a l'air normal et le conflit semble appartenir au passé. Pourtant, il ne faut pas creuser très profondément pour se rendre compte que la tension liée au conflit est encore vivante aujourd'hui, que Mostar n'est pas une ville mais deux, et que le pont a été reconstruit, mais pas le lien entre les communautés croate et bosniaque de la ville.

Le paysage urbain discontinu par excellence

Comme nous l'avons indiqué en parlant de Sarajevo, le contraste dans le paysage urbain entre détruit/reconstruit et ancien/moderne est très fréquent en BiH. Mais à Mostar, nous passons à un niveau supérieur, la discontinuité est flagrante. Les exemples sont nombreux de bâtiments adjacents, l'un complètement détruit et laissé en friche, l'autre complètement rénové (Figure 51 – C). Nous avons même observé des exemples de discontinuité au sein d'un seul est même bâtiment, où un ou plusieurs étages sont rénovés et d'autres restent marqués sévèrement par le conflit et sont laissés à l'abandon (Figure 51 – D, E, F). Nous avons observé ces formes de résilience dans la zone touristique (centre historique) comme dans les zones résidentielles. Au fur et à mesure de nos entretiens avec des habitants de la ville et des responsables de l'office de tourisme plusieurs raisons de cette discontinuité ont été évoquées. Il y a évidemment les raisons financières qui empêchent parfois les habitants de restaurer leurs biens immobiliers. D'autre part, la taille moyenne de la ville (105 000 habitant dans l'agglomération (ASBH, 2016)) et l'activité économique peu dynamique de la région n'aident pas Mostar à attirer des investisseurs immobiliers. Il y a également des raisons administratives liées au cadastre et à la propriété privé des bâtiments. Un grand nombre d'habitants, propriétaires de maisons ou d'appartements, ont quitté la ville ou ont

disparu pendant le conflit (certains ont été tués, d'autres ont été déplacés vers d'autres zones du pays ou ont émigrés). Il faut donc un travail d'enquête pour les retrouver, ou retrouver leurs descendants le cas échéant, afin d'acheter le bien ou d'avoir l'autorisation de le restaurer. Finalement il y a les questions politiques liées à la gouvernance et à l'administration. Certains biens publics datant de l'époque yougoslave n'ont toujours pas été rénovés, soit par manque de financement soit par manque de volonté politique. A cet égard, la gouvernance locale au niveau de la ville de Mostar et de son canton « Herzégovine-Neretva », semble être particulièrement délicate à cause des divisions ethniques qui persistent aujourd'hui. Nous reviendrons sur cette question plus tard dans ce chapitre.

Carte 19 : Localisation des différents lieux étudiés à Mostar.

Certains sont liés à la mémoire du conflit, d'autres à l'offre touristique dans la ville ou encore aux tensions persistantes entre les communautés bosniaque et croate.

Graphique : KASSOUHA, Z., 2016

Carte : © Contributeurs de OpenStreetMap

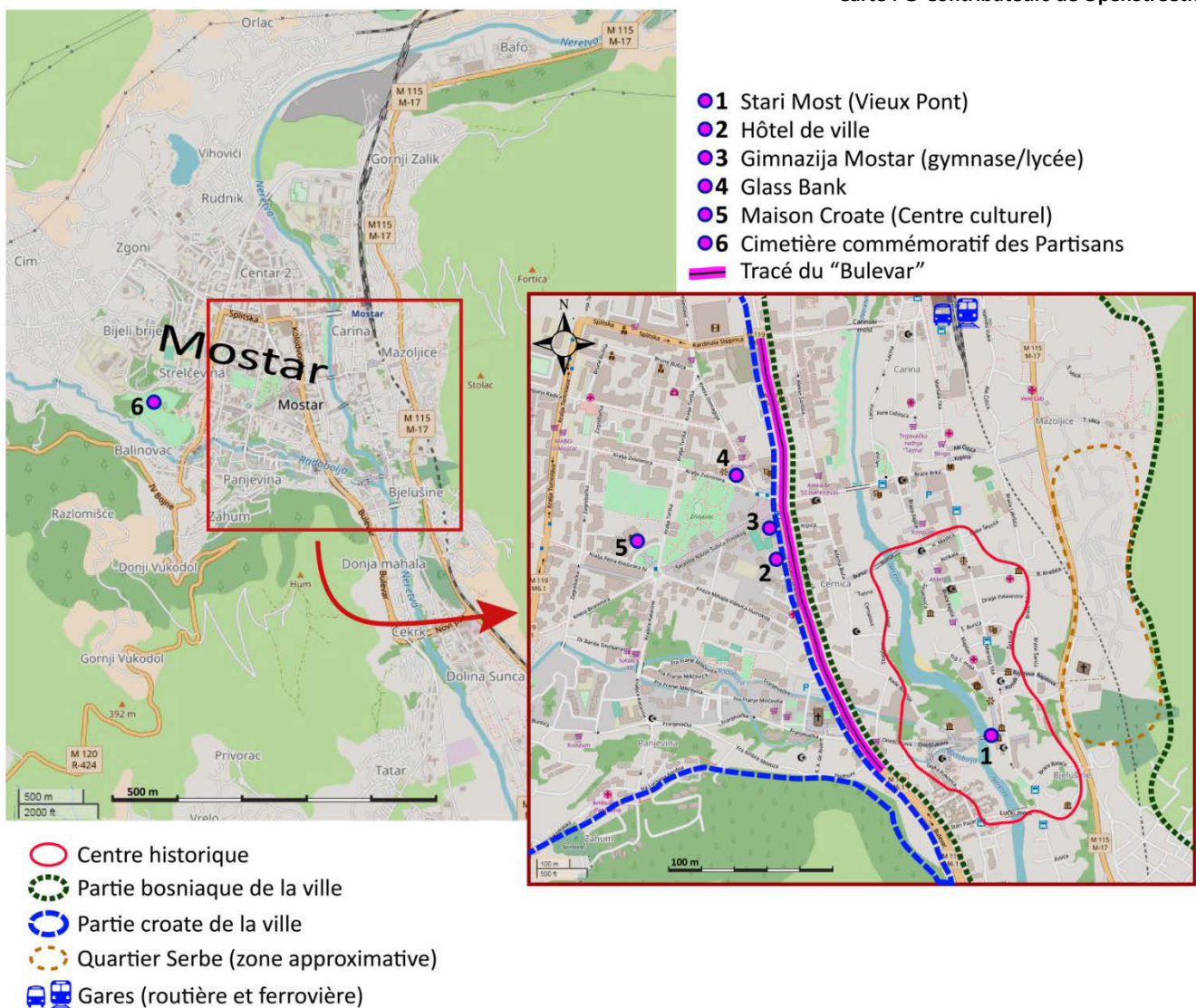




Figure 51 : Des exemples des traces du conflit omniprésentes à Mostar.

Des bâtiments détruits et laissés en friche comme cet ancien centre commercial de l'époque yougoslave (A), ou ces immeubles détruits (B) donnant sur le « *Bulevar* » (Carte 19) laissés à l'abandon. La discontinuité paysagère est illustrée par la photo (C) il s'agit de deux bâtiments adjacents, également sur le « *Bulevar* », l'un a été rénové récemment, l'autre est toujours en friche. Il est important de souligner qu'un grand nombre des friches urbaines de Mostar se trouvent en phase de « naturalisation » (Bachimon, 2013, p.p. 22-26) couverts progressivement par différents types de végétation. Nous retrouvons également des exemples de reprises partielles, entre résilience et discontinuité hyper-localisée. Les photos (D) et (E) relèvent de l'utilisation commerciale partielle de bâtiments touchés par le conflit. Dans l'exemple (D) la partie du bâtiment allant du sous-sol au deuxième étage a été réhabilitée pour usage commercial (supermarché au sous-sol, café/terrasse au rez-de-chaussée et bureaux aux deux étages au-dessus) le reste des étages, à partir du 3^{ème}, portant de lourds stigmates du conflit, ont été abandonnés sans restauration. L'exemple (E) est similaire, uniquement le magasin en bas à gauche a été restauré et aménagé en salon de coiffure, le reste du bâtiment reste en friche progressivement naturalisée. La photo (F) démontre un exemple de résilience dans le cadre résidentiel, les appartements au rez-de-chaussée et au deuxième étage ont été restaurés et sont habités, mais pas celui du premier étage qui reste délaissé et fortement marqué par la guerre. Durant la phase d'observation nous avons rencontré des dizaines d'exemples similaires et ce dans différents quartiers de Mostar.

Photos : KASSOUHA, Z., 2016

Le conflit ; présence / absence

Lors de l'observation autonome nous avons exploré le centre-historique une première fois relevant les différentes traces du conflit que nous avons évoquées. Bien que ces traces soient encore omniprésentes nous n'avons remarqué aucune démarche de mémorialisation officielle. Dans le centre historique et les quartiers voisins se trouvent plusieurs cimetières qui avaient été improvisés pour enterrer les victimes pendant le conflit, le cimetière principal au nord de la ville étant inaccessible. Contrairement au *Cimetière des martyrs* à Sarajevo, ces petits cimetières à Mostar ne font pas partie d'une démarche de mémorialisation officielle, en conséquence nous avons évité de les photographier. Autour du *Stari Most* deux expositions privées qui proposent des photos sur le conflit, l'un d'eux diffuse également un documentaire sur la période (Figure 52 – C, D). Cette démarche reste dans le cadre privé et ne constitue pas une mémorialisation officielle. Dans la zone touristique nous retrouvons dans les boutiques de souvenirs des objets liés au conflit, comme à Sarajevo (douilles de balles, mini chars et avions de chasse fabriqués en fausses balles en cuivre). Nous y retrouvons même des objets militaires tels des masques à gaz ou des couteaux militaires (Figure 52 – B).

A l'étape suivante, lors de notre premier échange avec le personnel de l'office de tourisme on nous confirme que les touristes qui viennent à l'office posent très souvent des questions sur le conflit. On nous indique également qu'il n'y a pas de lieux de commémoration officiels. Pour répondre à nos questions on nous propose une visite guidée privée de la ville pendant laquelle nous pourrions évoquer le sujet du conflit avec le guide. Cette démarche étant contraire à l'approche que nous avons adoptée dans notre étude de terrain, et en l'absence de possibilité de rejoindre une visite en groupe, l'étude de Mostar s'est finalement déroulée sans visite guidée. L'observation libre aidée par l'échange avec les locaux finit par nous permettre de cerner de manière plus poussée l'aspect social et la tension communautaire qui continue à hanter la ville. Nous avons pu également nous rendre sur les lieux de *dark tourism* dans la ville, des lieux souvent fréquentés par les touristes mais qui ne font l'objet d'aucune médiation ou promotion officielle. L'absence de démarche officielle de mémorialisation et de mise en tourisme du patrimoine du conflit (contrairement à Sarajevo) est un résultat direct de la tension communautaire dans la ville. La mémorialisation reste donc de l'ordre des initiatives privées, et même dans ce cadre elle constitue encore une source de discordes voire de contestation entre Bosniaques et Croates.

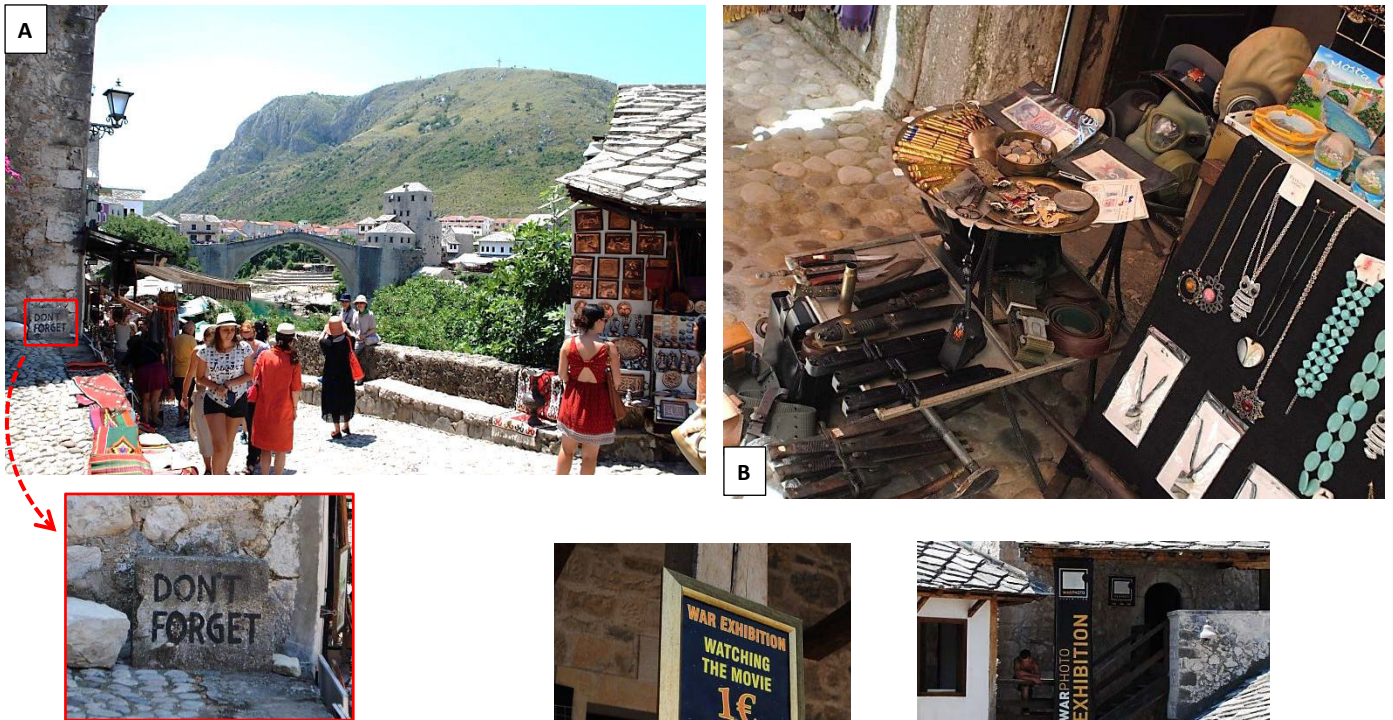


Figure 52 : Absence de mémorialisation officielle dans l'espace touristique au centre historique de Mostar.

Quelques initiatives privées sont uniquement présentes. (A) Cette inscription « Don't forget » est visible en arrivant dans la rue principale du centre historique côté est (rive gauche de la Neretva) vers le *Stari Most*. Elle a été posée par les habitants sans le concours officiel de la ville.

Elle vise à rappeler la destruction tragique du pont pendant le conflit aux visiteurs venant prendre le paysage en photo ou contempler l'édifice depuis cet endroit. Une inscription similaire se trouve également sur l'autre rive, aux pieds du pont.

Pourtant, le conflit fait partie de l'image de Mostar, en témoignent les objets militaires vendus dans les magasins de souvenirs (B) à côté des boules à neige, *magnets* et autres objets *kitsch* représentant la ville vendus aux touristes.

Des deux côtés du pont se trouvent deux expositions privées de photos de guerre. Celui de la rive gauche (C) propose en plus des photos de regarder un documentaire sur la destruction du pont. Celui de la rive droite (D) est situé dans la tour de défense historique du pont côté ouest, l'endroit abrite également le club des « Plongeurs » de Mostar, ces jeunes de la ville qui plongent du haut du *Stari Most* pour divertir les touristes.

Au-delà de ces éléments, le conflit reste présent également par les cicatrices qu'il a laissées dans le centre historique comme partout dans la ville. A l'exemple de ce bâtiment (E) qui abrite un magasin de souvenirs au rez-de-chaussée, mais dont l'étage supérieur porte toujours les traces des bombardements.

Photos : KASSOUHA, Z., 2016

Mise en contexte du conflit

Quand le conflit démarre en 1992, Mostar faisait partie des villes bosniennes à forte mixité communautaire (Rolland, 2004). La première phase du conflit commence, comme ailleurs en Bosnie, par une offensive de la JNA (Armée yougoslave), de la VRS (armée de la *Republika Srpska*) et des milices serbes qui en dépendent. La ville est pilonnée depuis les hauteurs causant des dégâts importants. Les Bosniaques et les Croates combattent alors côte à côte pour repousser l'offensive serbe. Les forces bosniaques constituent l'essentielle de la naissante ABiH (Armée de Bosnie-Herzégovine), tandis que les forces croates sont organisées sous la bannière du HVO (Conseil de défense croate) (Ducasse-Rogier, 2004, chap. 2, paragr. 1-9). Une fois cette offensive repoussée en juillet 1992 une nouvelle phase du conflit démarre en 1993, mais cette fois elle oppose les anciens alliés, Bosniaques et Croates (Rolland, 2004).

En effet, les discours nationalistes se crispent de la part des représentants politiques de différentes communautés (Ducasse-Rogier, *op. cit.*). Soutenus par la Croatie, les responsables croates de Bosnie annoncent la création d'une communauté autonome « Communauté croate d'Herceg-Bosna » dans les zones contrôlées par le HVO. Au gré de la rivalité attisée entre les deux camps des affrontements éclatent à partir du printemps 1993 à Mostar amenant à la division de la ville, et la Communauté croate d'Herceg-Bosna est déclarée comme république indépendante en août de la même année (*ibid.*).

Mostar, qui s'était vidée de sa population serbe après la première phase du conflit, cristallisait alors les tensions entre Bosniaques et Croates. Les uns attachés à l'unité de la BiH comme seule possibilité d'existence politique, les autres proclamant leur indépendance avec Mostar comme capitale de leur nouvelle république. Les tensions sont également exacerbées depuis le début du conflit en 1992 par une arrivée massive de déplacés en provenance des zones rurales bosniaques et croates, fuyant les différentes opérations de nettoyage ethnique (Rolland, 2004). La ville dont la partie est, plus ancienne à majorité bosniaque, et la partie ouest, plus moderne en équipements et infrastructures et traditionnellement cosmopolite, se trouve alors coupée en deux. Les Croates héritent de la partie ouest et mènent un nettoyage ethnique forçant les Bosniaques qui y habitent à migrer vers la partie est. Les Bosniaques en face font de même pour les Croates habitant à l'est (*ibid.*). La ligne de démarcation était le *Bulevar*, avenue principale de la ville qui constitue un axe nord-sud parallèle à la rivière Neretva située à l'est.

Le summum symbolique du conflit intervient le 09 novembre 1993 quand les forces du HVO détruisent à coups d'artillerie le *Stari Most* (Block & Bellamy, 1993), vieux pont ottoman et symbole de la ville⁵⁰. Les deux rives de la *Neretva* se trouvant dans la partie est de la ville, les ponts étaient essentiels pour les Bosniaques (passages, évacuation des blessés, acheminement de vivres et de matériel militaire, etc.). Pendant les deux phases du conflit tous les ponts de Mostar ont été détruits, le *Stari Most* était le dernier à tenir encore malgré de gros dégâts subis pendant les bombardements. Mais au-delà de son utilité, la symbolique de la destruction de ce pont était un peu similaire à celle de la destruction de la bibliothèque de Sarajevo. C'était pour Mostar un acte d'« urbicide » irréversible, notamment pour les Bosniaques qui s'identifiaient à cet édifice (Tratnjek, 2013).

Cette phase du conflit s'est terminée officiellement en 1994. Un accord signé aux Etats-Unis met fin à la confrontation entre Bosniaques et Croates et acte la création de la FBiH, Fédération de Bosnie-Herzégovine (Bougarel, 1996, p. 70-72) qui deviendra l'une des deux entités de la BiH d'aujourd'hui. Si la confrontation militaire à Mostar cesse, la ville n'est pas unifiée pour autant. Pendant plusieurs années après la fin du conflit Mostar reste une ville coupée par une frontière immatérielle qui sépare les partis bosniaque et croate. Ainsi, tout est fait en double : réseaux téléphoniques, services publics, universités, équipes de football, transport en commun, etc. (Hofnung, 2003). Même aujourd'hui ce clivage reste d'actualité, bien que des efforts aient été engagés pour unifier les deux bords de la ville. Selon la responsable de l'office de tourisme avec qui nous nous sommes entretenus, l'administration de promotion touristique est un exemple réussi de réunification. Après le conflit il y avait trois différents services de tourisme côté bosniaque et un côté croate. Ils ont tous été rassemblés en 2002 dans une seule institution, le *Comité de Tourisme du canton Herzégovine-Neretva* qui gère l'office de tourisme et la promotion touristique de Mostar et du canton.

Le *Stari Most* a quant à lui été reconstruit à l'identique avec l'aide financière et technique de la communauté internationale et a été inauguré en 2004 (Le Monde, 2004). L'ensemble du Vieux Pont et son entourage a été classé sur la liste du Patrimoine mondiale par l'Unesco en

⁵⁰ Le nom de Mostar vient du mot *most* (pont), il est dérivé du terme *mostari* qui signifie « les gardiens du pont » (UNESCO, s. d.-b)

2005 (UNESCO, s. d.-b). Mais cette reconstruction, bien que symboliquement importante, reste marginale devant la division communautaire qui persiste.

Bienvenue chez les « gardiens du temple »

Le centre historique, qui remonte essentiellement à l'époque ottomane, et le *Stari Most* étant situés dans la partie bosniaque de la ville, cette communauté se considère comme une « garante » de cet héritage. Le fait que le camp adverse pendant le conflit, l'« autre » partie de la ville, avait participé à la destruction de ce patrimoine culturel renforce chez les Bosniaques un attachement à ces lieux. Un exemple que nous avons rencontré est celui de Neira Kerović, une jeune Bosniaque qui gère un bar pendant la saison touristique en contrebas du *Stari Most*. Pour elle, venir quotidiennement dans le centre historique, même quand elle ne travaille pas, est presque « vital » :

« Je ne peux envisager le début de la journée sans venir boire un café en terrasse au bord de la Neretva, face au pont. Pour moi c'est un rituel quotidien et je suis loin d'être la seule à le faire. (...). Du côté croate c'est beaucoup moins le cas. J'ai beaucoup d'amis croates mais ils ne viennent pas par ici, ils préfèrent rester de leur côté de la ville. J'en connais même qui ne sont jamais venus voir le pont depuis sa reconstruction en 2004. »⁵¹

Il s'agit là d'un témoignage parmi d'autres. Neira, qui a moins de 30 ans, a grandi dans la ville divisée et fait partie d'une génération qui essaye de faire tomber la séparation par le simple fait de vivre « normalement » à Mostar, tout Mostar. Elle dit se rendre souvent du côté croate car c'est là où il y a les centres commerciaux, le cinéma et d'autres établissements attirant les jeunes. Elle nous a parlé de plusieurs initiatives qui cherchent à rassembler les habitants de deux côtés, comme le *Street Art Festival* (Euronews, 2017) où des graphes viennent réaliser des peintures murales sur les bâtiments détruits du *Bulevar*. Ou encore un autre événement annuel pendant lequel les habitants des deux côtés se retrouvent un après-midi pour échanger du chocolat sur une grande place donnant sur le *Bulevar*, à côté du gymnase (Carte 19). Pour elle il s'agit d'initiatives qui éclaircissent un peu le tableau mais qui ne masquent pas les profondes divisions communautaires attisées par les partis politiques identitaires des deux bords.

⁵¹ Propos recueilli lors d'un entretien, le 03/07/2016

D'autre part, avec l'essor que connaît le tourisme à Mostar, l'attractivité est concentrée dans le centre historique, c'est donc la partie bosniaque qui bénéficie davantage du tourisme. A titre d'exemple, une recherche cartographiée sur les plateformes de réservation en ligne pour un hôtel à Mostar démontre une concentration nettement supérieure des établissements d'hébergement côté bosniaque par rapport au côté croate (Annexe 10.1, page 371). Il en est de même pour les restaurants et magasins de souvenirs destinés aux touristes d'après nos observations. Ceci dit, cette partie de la ville reste moins développée économiquement que la partie croate.

Le *dark tourism* « hors des sentiers battus »

Cette expression que nous avons évoquée en 0 prend tout son sens à Mostar. Selon notre interlocutrice de l'office de tourisme, la majorité de la fréquentation touristique de la ville est constitué d'excursionnistes. Venant de Dubrovnik ou d'autres régions en BiH ou en Croatie, ils s'arrêtent pour visiter Mostar pendant la journée. La ville profite également des flux de pèlerins catholiques qui visitent le village de Medjugorje situé à une trentaine de kilomètres⁵². Ces flux passagers rendent la visite de Mostar assez concentrée pour la plupart des touristes, les cantonnant ainsi à la visite de l'essentiel : la zone touristique autour du pont. A ce grand flux s'ajoute une autre forme de tourisme, moins attiré par le tourisme de masse. Il s'agit des jeunes qui font le « tour des Balkans » et qui s'arrête à Mostar pour un jour ou deux. Ils sont certainement attirés par le centre historique et le pont, mais c'est aussi l'histoire du conflit qui les intéresse, comprendre ce qui s'est passé. C'est essentiellement cette catégorie qui pratique le *dark tourism* dans la ville.

Si l'attractivité touristique « traditionnelle » de Mostar est concentrée dans le centre historique, notamment autour du *Stari Most*, l'épicentre du *dark tourism* se trouve à quelques dizaines de mètres à l'ouest du pont. Il s'agit bien du *Bulevar* (Carte 19) que nous avons déjà mentionné. S'étendant sur plus d'un kilomètre, cette avenue constitue l'attraction phare pour les touristes qui voudraient observer les traces du conflit et aller sur les lieux de la ligne de front. Le point culminant de la visite est la *Glass Bank* (connue dans

⁵² Il s'agit d'un village croate de BiH où la Vierge Marie aurait commencé à apparaître en 1981 à plusieurs jeunes du village sur une colline voisine. L'« événement » attire l'attention et suscite un mouvement de pèlerinage vers les lieux avec la recrudescence des apparitions de la Vierge depuis. Cet événement aurait contribué à forger l'identité nationale (catholique/post-yougoslave) des Croates de la région (Claverie, 2002). Les apparitions continuent encore aujourd'hui mobilisant une foule de pèlerins.

les guides de voyages sous le nom plus sensationnel « *Sniper Tower* ») (Figure 53). Ce bâtiment désaffecté d'une dizaine d'étages domine la zone et constitue un repère pour les adeptes de *street-art*. Il s'agit d'une banque qui était en cours de construction au début du conflit. Le bâtiment était couvert de panneaux vitrés (d'où son nom). Pendant le conflit il aurait servi de poste de francs-tireurs par les Serbes puis les Croates vu qu'il dominait le *Bulevar* et la ville (notamment la partie est)(Petit futé, 2017).

La pratique du tourisme dans ce secteur de la ville constitue une forme de tourisme urbain « hors des sentiers battus » (Gravari-Barbas & Delaplace, 2015) tout en étant du *dark tourism*. L'absence de médiation et de mise en tourisme de ces lieux renforce le côté « authentique ». Une authenticité qui se cristallise dans l'aspect « friche » des bâtiments détruits, laissés en l'état depuis la fin du conflit. L'espace par sa symbolique et par son statut d'ancienne ligne du front, d'ancien foyer de danger, procure aux visiteurs ce que Philippe Bachimon appelle « un frisson rétrospectif 'à froid' » (Bachimon, 2013, p. 75).



Figure 53 : La « Glass Bank » à Mostar (A)
Haut lieu du *dark tourism* et du *street-art* à Mostar comme en témoignent les nombreux dessins et graffitis dans le hall de l'immeuble (B) et sur ces parois. D'autres œuvres existent également dans les étages supérieurs, mais n'étant pas accompagnés nous nous n'y sommes pas montés. Le bâtiment ayant a la réputation d'être aussi un repère de toxicomanes (Petit futé, 2017) la visite en solitaire n'est pas recommandée.

Tout le long du *Bulevar* les œuvres de *street-art* ponctuent le paysage (C). Ils constituent une forme de réappropriation des lieux par les jeunes de la ville, ces lieux détruits et abandonnés depuis la fin du conflit.

Photos : KASSOUHA. Z.. 2016

Il faut souligner que le *dark tourism* à Mostar ne se déroule pas uniquement au niveau du *Bulevar*. Vu les traces de conflits omniprésentes dans le paysage urbain, d'autres quartiers de la ville en font l'objet dans une moindre mesure

« Les identités meurtrières », ou la mémorialisation qui réveille les vieux démons

Evoquer l'œuvre d'Amin Maalouf (Maalouf, 2001) pour ce dernier point de l'observation de Mostar nous semble assez évocateur. L'écrivain dans cet essai souligne l'aspect unique de l'identité de chaque individu, la complexité et la multitude des composantes de cette identité et le danger qui émane du cantonnement à une seule de ces composantes comme identité exclusive. La situation de Mostar (et de la BiH) est typique de ce problème de fermeture et de cantonnement. L'identité commune (de la ville, du pays) est reléguée en arrière-plan tandis que l'identité ségrégative (communautaire) prend le dessus.

En l'absence de démarche mémorielle commune à Mostar, des initiatives à base communautaire ont été portées par des acteurs associatifs identitaires. Elles ont mené à un regain de tension. En 2012, une association d'anciens combattants croates a installé à côté de l'hôtel de ville (Carte 19) un monument aux morts en hommage aux membres du HVO (Croates) morts pendant le conflit. Un mois plus tard une association d'anciens combattants de l'armée bosnienne riposte en installant à quelques mètres un autre monument en hommage aux combattants de l'ABiH (Bosniaques) morts au combat. La tension créée par ces deux démarches a failli dégénérer quelques mois plus tard. Le 14 janvier 2013, le monument aux morts de l'ABiH a été partiellement détruit par un engin explosif (AFP, 2013a). L'incident a fini par être contenu et les deux monuments sont restés sur place, l'un intact, l'autre défiguré. Lors de notre visite en 2016 il était toujours en l'état (Figure 54).

▪ Le décalage « intra-bosnien » entre Sarajevo et Mostar

Comme dans le cas de la Croatie, les deux villes étudiées en BiH représentent des similitudes, mais surtout des divergences. Si les deux villes portent encore des séquelles plus ou moins lourdes du conflit et attirent des formes de *dark tourism*, l'approche par rapport à la mémoire et au patrimoine du conflit est complètement différente. Entre Sarajevo, où la mémorialisation est omniprésente et où le patrimoine du conflit mis en avant. Et Mostar où la mémorialisation est quasi-absente et ses représentations à base communautaires

gènèrent des tensions et où le patrimoine du conflit ne fait l'objet d'aucune démarche officielle de mise en tourisme.



Figure 54 : La mémorialisation de la discorde à Mostar.
Les deux monuments aux morts situés à côté de l'hôtel de ville (A) donnant sur le *Bulevar*. La flèche de gauche indique celui du HVO (croate) que nous voyons de plus près sur la photo (C), et la flèche de droite celui de l'ABiH (bosniaque). Ce dernier a été partiellement détruit par un engin explosif en janvier 2013 (B). Les deux monuments restent côte à côte en attendant de trouver une solution mémorielle qui puisse satisfaire les deux camps.

Photos : (A et B) KASSOUHA, Z., 2016

Ces différences d'approches émanent des enjeux de la politique locale, basés à leur tour sur la composition ethnique de la population de chaque municipalité.

La nature de la rivalité intercommunautaire pendant le conflit influe aussi sur l'interprétation du patrimoine issue de cette période et du travail de mémorialisation. Les troupes qui ont assiégé Sarajevo font partie aujourd'hui de la Republika Srpska, ce qui pose un problème d'interprétation au niveau de l'état nécessitant un discours consensuel (comme nous l'avons mentionné). Par contre au niveau municipal et cantonal, les responsables du siège de la ville ne font pas partie de la population ni de la décision politique. Cela rend le travail de mémorialisation et d'interprétation plus simple à ces niveaux, exprimant ainsi le point de vue des victimes (les habitants de Sarajevo, toutes communautés confondues). Pour le cas de Mostar la situation est beaucoup plus complexe. Certes les troupes de la Republika Srpska sont responsables de la destruction pendant la première phase du conflit. Mais le plus gros des dégâts ont été causés pendant la deuxième phase, quand Croates et Bosniaques se sont affrontés. Et ce sont ces mêmes membres des deux communautés qui vivent ensemble dans la ville aujourd'hui, ce qui rend toute interprétation ou mémorialisation particulièrement délicate.

▪ **Le « mille-feuille administratif » en BiH et les problèmes de gouvernance**

Depuis la fin de la fin du conflit la BiH est administrativement découpée à plusieurs niveaux. L'Etat (BiH) est composé de deux entités : la Republika Srpska (République serbe de Bosnie) côté serbe et la Fédération de Bosnie-Herzégovine (FBiH) côté bosniaque et croate. Ces deux entités sont découpées en municipalités. En FBiH les municipalités sont regroupées dans dix cantons, tandis qu'en Republika Srpska le système est plus centralisé et les cantons n'existent pas.

D'autre part, dans la BiH post-conflit la ségrégation politique entre les communautés a été institutionnalisée et constitutionnalisée par l'accord de Dayton. Cette solution qui a permis d'arrêter le conflit et de garantir une représentativité des trois grandes communautés dans la décision politique commence à atteindre ses limites (ICG, 2012, p. 15). Les partis politiques sont cantonnés au sein de leurs communautés respectives, plutôt qu'opérer pour un bien commun ils s'attachent à leur pouvoir ce qui renforce la méfiance de la population vis-à-vis de la classe politique (ICG, 2012, p. 1,11,13). Les dirigeants politiques des différentes communautés jouent de la peur des citoyens de l'éclatement d'un nouveau conflit et nourrissent la haine envers les autres communautés (Rolland-Traina, 2011), ils utilisent le clientélisme pour garantir leur réélection⁵³.

La multitude des niveaux de découpage administratif et le partage communautaire du pouvoir a engendré un système assez complexe combinant élections et de nominations aux différents corps législatifs et exécutif (The Economist, 1998) comme le montre le schéma suivant (Figure 55).

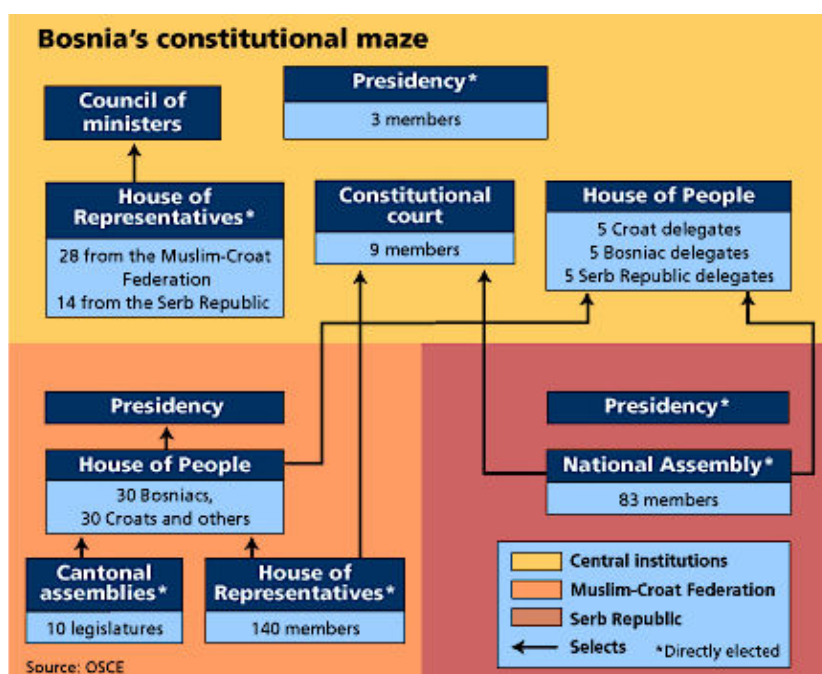


Figure 55 : Entre mille-feuille et labyrinthe, le système constitutionnel en BiH d'après les accords de Dayton.

Source : The Economist

⁵³ Cette perception de la situation est partagée par la quasi-totalité de nos interlocuteurs en BiH.

7.3. Retours sur les observations sur le terrain

A partir des observations que nous venons d'exposer, réalisées pendant notre travail de terrain en BiH en Croatie, nous retenons plusieurs éléments qui nous semblent particulièrement importants pour la phase suivante de notre recherche.

▪ Le *dark tourism* comme forme de tourisme auxiliaire

Dans les destinations où nous avons observé du *dark tourism*, celui-ci ne constituait pas l'attraction principale ni l'activité touristique prédominante. Il s'inscrivait dans un paysage post-conflit et se rajoutait donc à l'attraction touristique préexistante de la destination. Cette observation nous sera utile dans la construction des scénarii pour la Syrie. Un *dark tourism* qui se rajouterait au tourisme culturel et aux autres formes de tourisme existant avant le conflit pourrait constituer à notre avis une piste particulièrement intéressante. Le non-cantonnement à une image négative liée à la guerre tout en intégrant le patrimoine issu de cette période dans le « stock patrimonial » du pays permettrait un certain équilibre d'interprétation entre patrimoine préexistant et nouveau patrimoine.

▪ La mémorialisation, le patrimoine et la question politique

D'après nos observations le rôle du paysage politique et des éventuelles tensions intercommunautaires devient de plus en plus évident dans le processus de mémorialisation et dans l'évolution post-conflit du patrimoine. Cela s'applique au patrimoine issu du conflit comme au patrimoine préexistant. Certes, la population locale, et parfois les touristes, arrivent dans certains cas à patrimonialiser ou à sanctuariser des lieux de manière non-officielle. Mais ce sont bien les acteurs politiques locaux et/ou nationaux qui décident de la partie officielle de la patrimonialisation voire de la dépatrimonialisation (active ou passive) des lieux.

Parmi les exemples qui ont attiré notre attention, celui du « *Cimetière commémoratif des Partisans* » à Mostar (Carte 19 – point no. 6). Conçu par le célèbre architecte Bogdan Bogdanović et construit en 1965 à la demande de la ville Mostar, le site constitue une nécropole pour les Partisans tombés à Mostar pendant la Seconde guerre (Spomenik Database, 2016). Créé en forme de terrasses qui gravissent une colline, le site s'étend sur

5000 m² et regorge de symboles par sa conception qui représente une reconstitution métaphorique de Mostar (Mackic, 2015). Se trouvant dans la partie croate de la ville, le site a été laissé en friche depuis la fin du conflit en 1995 et ce pour des raisons politiques et identitaires.

Au-delà de l'idée d'effacer le passé yougoslave du paysage, la mémoire des Partisans est un sujet problématique pour les nationalistes Croates à cause de l'histoire de la seconde guerre. La BiH étant à l'époque sous l'autorité de l'« *Etat indépendant de Croatie* » (NDH) créé par Hitler et Mussolini et dirigé par un courant nationaliste croate. Cet état commet un grand nombre de massacres en BiH, notamment contre les Serbes, par le biais de sa milice fasciste appelée « *Oustachi*»⁵⁴ essentiellement composée de Croates (Ducasse-Rogier, 2004, chap. 1). A la fin du conflit, les Partisans (forces communistes de Tito), persécutés pendant la guerre, reprennent Mostar et commettent des exécutions sommaires contre des Croates accusés de collaboration (Rolland-Traina, 2011). Ces événements et le fait que la prise de pouvoir par Tito et la création de la Yougoslavie a mis fin à la NDH restent aujourd'hui une source d'animosité chez une partie des Croates, notamment les nationalistes (Ibid.).

Ainsi, à Mostar, ce cimetière est passivement effacé du paysage par une absence de signalétique en ville indiquant sa direction et par une absence totale d'entretien du site menant à une naturalisation avancée. Bien qu'inscrit comme monument national et mentionné sur les supports de promotion touristiques de la ville, le cimetière a servi comme décharge et a été vandalisé à plusieurs reprises avec des tags à caractère ultranationaliste croate et néo-nazi. Le site étant un peu excentré et déconseillé à la visite en solitaire nous n'avons pas pu le visiter pendant notre séjour à Mostar. (Visuels en Annexe 11.2, page 372).

Pour clore ce point nous avons fait un travail de conceptualisation en mettant en évidence le lien entre nos observations sur le terrain et l'analyse des processus d'évolution et de basculement des lieux (patrimonialisés ou pas) induit par le conflit, présentée en Chapitre 6. Nous avons résumé notre analyse par un graphique (Figure 33, page 189) que nous reprenons pour inclure les exemples les plus représentatifs observés sur le terrain. Ce que nous avons constaté c'est que certains exemples observés étaient « en transition » à froid entre deux

⁵⁴ S'écrit « *Ustaše* » en langue locale, d'où son symbole : un U coiffé d'une croix, repris aujourd'hui par les ultranationalistes Croates

catégories de lieux. C'est notamment le cas du monument aux morts de conception moderne observé à Dubrovnik (page 224) ou encore des « Roses de Sarajevo » (page 228).

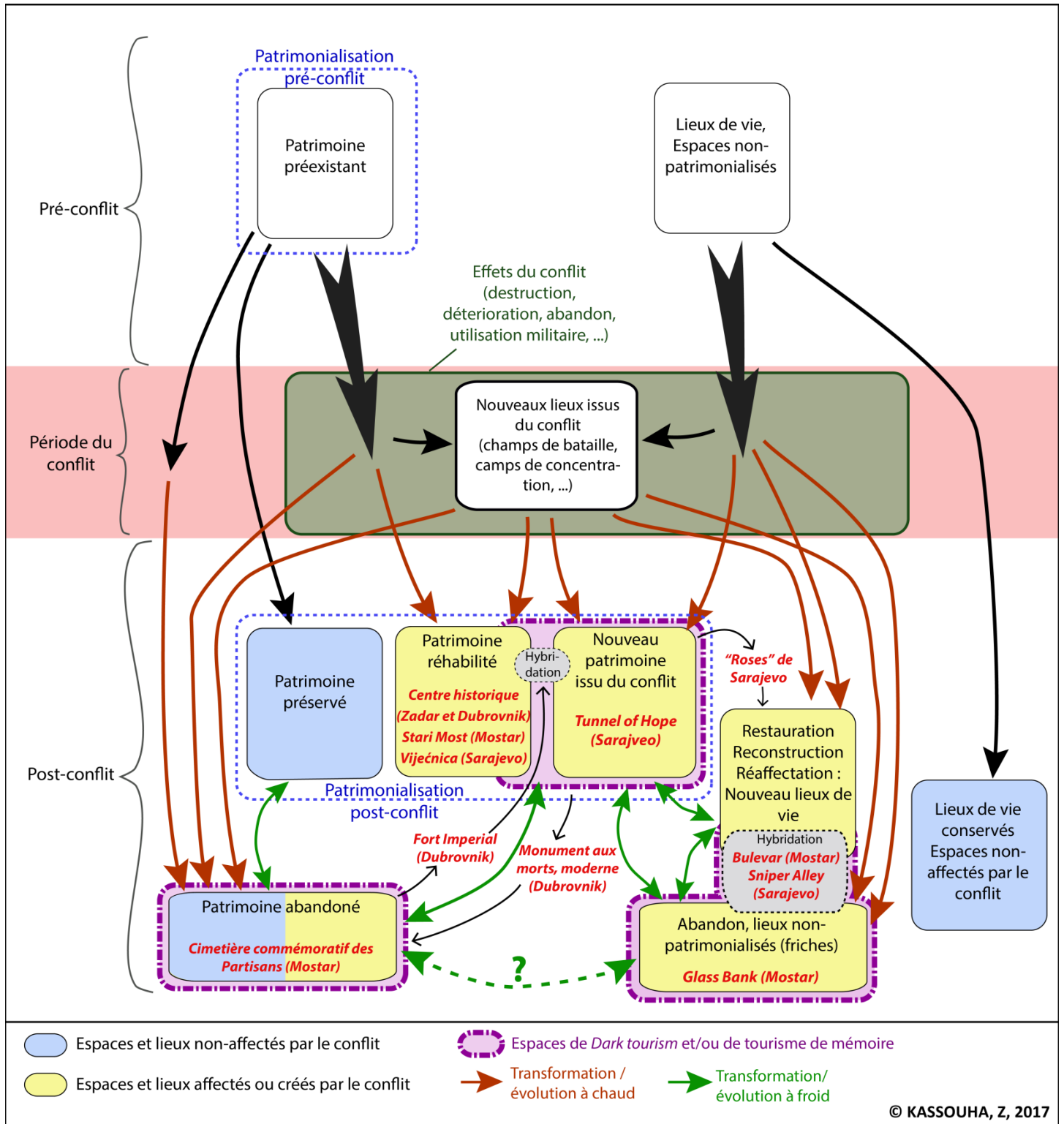


Figure 56 : Conceptualisation mettant en lien les différents processus d'évolution de basculement présentés en chapitre 6 et les lieux observés pendant notre étude de terrain en BiH et Croatie.

Graphique : KASSOUHA, Z., 2017

Chapitre 8. Scenarii pour un tourisme post-conflit

Nous y sommes ! L'aboutissement de notre recherche se concentre dans ce chapitre, où nous allons exposer notre vision du tourisme post-conflit en Syrie à la lumière des observations et analyses énoncées tout au long de cette thèse. Il s'agit de donner les résultats les plus concrets possibles malgré les incertitudes qui persistent concernant la fin du conflit en Syrie.

8.1. Le post-conflit, nous y sommes déjà :

Depuis fin 2016, la situation sur le terrain est en train de prendre une tournure favorable à la reprise en main du régime syrien et de ses alliés du contrôle d'une grande partie du territoire (Annexe 5.2, page 355). Cette donne est en train de stabiliser la scénographie du conflit en Syrie et à permettre d'envisager une éventuelle fin du conflit dans les mois à venir. Cela se reflète aussi sur la scène touristique, de plus en plus d'éléments viennent dessiner les contours de ce que pourrait devenir le tourisme post-conflit en Syrie.

8.1.1. Observations à Alep :

Dès la reprise du contrôle du régime sur le centre historique d'Alep en décembre 2016, les phénomènes de visite organisés ou spontanés se sont multipliés. Les images et témoignages relèvent de plusieurs approches dans le comportement des visiteurs. Il s'agit parfois d'une sorte de « réappropriation » du centre historique par les locaux n'ayant pas eu accès au cœur de leur ville pendant plus de 4 ans de combat. D'autres motivations peuvent aussi être remarquées. Des démarches qui relèvent d'une sorte de *dark tourism* ont été observées dès le début des visites. Les sites d'information ont relayés (parfois avec indignation) des clichés de jeunes syriens se prenant en « selfie » devant des bâtiments détruits du centre-ville (Annexe 11.1, 373). Plus tard en 2017, des visites organisées par des organes semi-officiels ont amené des jeunes en visite guidée dans les vestiges de la vieille ville. Clou du spectacle, une petite fête est venue clôturer la visite, permettant aux jeunes de

danser dans la citadelle d'Alep pour « fêter la victoire » (RT Arabic, 2017). Il s'agit là d'une manifestation mêlant « à chaud » le *dark tourism* et la récupération politique.

Un autre élément de récupération politique est intervenu pendant la visite du mufti de la Tchétchénie en Syrie. Le représentant religieux a annoncé avec l'approbation des autorités syriennes, que le président tchétchène Ramzan Kadyrov (fidèle allié de Vladimir Poutine) allait financer la reconstruction du minaret de la Mosquée des Omeyyades.

Au-delà de cette annonce, dès la reprise de la ville, les autorités syriennes ont enclenché les procédures pour amorcer la reconstruction du centre historique. Plusieurs projets ont été initiés avec la coopération de l'UNESCO, comme l'inventaire des bâtiments endommagés ou détruits, des études archéologiques et architecturales pour la restauration et la reconstruction ainsi que l'utilisation des techniques de modélisation 3D pour faciliter ces chantiers (Evin, 2017). Ces initiatives sont chapeautées par les autorités municipales d'Alep, la DGAM et par le « Syria Trust for Development » ONG dirigée par Asma el ASSAD, épouse du président.

En parallèle des grands chantiers publics, au niveau des particuliers, les travaux de reconstruction sont déjà en cours dans le centre historique. (Annexe 12.2, page 373).

Les interrogations demeurent tout de même sur la politique de reconstruction qui sera adoptée, mais avec l'implication active de l'UNESCO et d'autres organismes internationaux spécialisés (comme l'ICOMOS) la réalisation du travail selon les règles de l'art devant être plutôt respectée.

8.1.2. Au niveau de l'activité touristique

Les visites de touristes occidentaux se multiplient depuis début 2017. Des visites organisées comme celles évoquées en chapitre 4 ou des visites individuelles vraisemblablement sans intervention politique ni but religieux (BBC News, 2017; Bored Panda, 2017).

Au niveau officiel, les accords pour développer le tourisme religieux à partir des pays voisins se multiplient. L'un des derniers en date est un accord du ministère du tourisme avec 75 tour-opérateurs irakiens pour organiser des visites de pèlerins chiites en Syrie (SANA,

2017a). En même temps, le développement d'activités du transport aérien et de l'hébergement continue avec l'arrivée sur le marché de nouvelles entreprises et établissements dans ces domaines.

8.1.3. Au niveau du contrôle des territoires

Les dernières avancées de l'armée officielle soutenue par ses alliés face aux rebelles d'un côté et face à Daesh de l'autre, assurent aujourd'hui au régime un contrôle sur une grande partie du pays avec une continuité territoriale. Cela est clairement démontré dans les dernières cartes des zones de contrôle réalisées par l'ISW (Institute for the Study of War) et Syria Direct (site d'information et d'analyse dédié à la situation en Syrie) (ISW Syria Team & Syria Direct, 2018) (voir la carte du rapport du 09/02/2018, Annexe 5.2, page 355).

Même des axes routiers traversant des zones rebelles sont éventuellement en cours de réouverture pour la circulation des marchandises en accord avec les groupes armés contrôlant les zones en question (The Syria Report, 2017). Ces éléments permettront, le moment venu, un retour progressif de la circulation touristique moins cantonnée que les exemples que nous avons cités dans le Chapitre 4 (Carte 11 , page 134). Toutefois, ces équilibres restent, pour l'instant, fragiles. Ils sont suspendus aux différents processus de négociation en cours à Genève, Sotchi ou Astana. Les équilibres de force entre les soutiens régionaux et internationaux des différents protagonistes (régimes, rebelle et kurdes) et un éventuel accord de fin des hostilités seront décisifs pour la pérennisation de ce retour à la normale.

8.2. D'après les expériences de terrains comparés :

En nous basant sur nos observations et nos analyses concernant l'étude de terrain en BIH et Croatie, plusieurs éléments transposables au cas syrien peuvent surgir.

8.2.1. A chaud / à froid

D'après les observations en BiH et d'après ce que nous avons mentionné en début de ce chapitre du retour du tourisme à Alep, l'interprétation à chaud semble être déjà en cours. Si elle ne concerne, dans les exemples que nous avons pu voir, que le centre historique déjà mis en tourisme avant le conflit, rien n'indique une approche claire vis-à-vis d'un éventuel nouveau patrimoine issu de la guerre. Une vidéo publiée par un responsable de la Croix Rouge danoise montre un convoi de véhicules en train de faire un tour « d'observation » dans un quartier dévasté de Homs (Ladekarl, 2017). Il s'agit là d'une visite improvisée en passant en voiture et sans autre dimension que l'observation visuelle. Ceci dit, elle constitue la première documentation dont nous avons connaissance d'une « visite des destructions » par un public étranger(en Syrie) dans le contexte du conflit actuel.

A partir des observations à Sarajevo, Mostar et Dubrovnik, l'interprétation à chaud, d'un nouveau patrimoine de guerre ou d'une superposition de patrimoine réhabilité et de nouveau patrimoine, participe à l'affirmation d'un récit. Comme nous l'avons vu au 0 concernant le cas de Quneitra (page 51), les autorités syriennes pourraient patrimonialiser une partie de la destruction afin d'affirmer leur récit renvoyant la responsabilité de cette destruction aux « groupes armés terroristes ». Cette approche est encore plus plausible depuis que le ministère du tourisme a utilisé cet argument en intégrant les images de la destruction du centre historique d'Alep dans sa communication (cf. chapitre 4, l'adaptation de la communication, page 140). Par contre, là où le risque d'une interprétation contraire au récit officiel existe, les autorités syriennes peuvent appliquer une politique de table rase afin de l'éviter. Ce fut le cas, par exemple, après le massacre de Hama en 1982, où les autorités ont rasé des quartiers entiers pour effacer les traces de la destruction. Cette approche anéantirait toute possibilité de patrimonialisation des destructions causées par le régime et ses alliés.

Dans une autre dimension, et dans le cas de Dubrovnik, nous avons vu que l'interprétation de *Fort Imperial* n'est intervenue qu'une quinzaine d'années après la fin du conflit. Celle-ci, survenue plus à froid, fait partie d'une offre touristique globale dans la ville (liens téléphériques et vue panoramique de la ville). Si cette démarche est à la lisière entre mémorialisation et *dark tourism*, son avènement relativement tardif correspond au moment

où la ville reprenait sa place sur la scène touristique. Le musée installé dans le Fort constitue donc une offre supplémentaire venant étoffer les produits déjà proposés à Dubrovnik sans en être un élément dominant. Son impact sur la reconstruction de l'image de la destination est beaucoup plus réduit que si cette patrimonialisation était intervenue à chaud.

Il est probable que nous assistions à des démarches similaires en Syrie quelques années après la fin du conflit dans le cadre d'une éventuelle campagne de reconstruction réussie. Une sorte d'affirmation de la justesse de l'approche politique envisagée pendant le conflit (si les autorités actuelles dans leur configuration présente restent en place).

8.2.2. En matière de reconstruction

Concernant le patrimoine préexistant, l'implication des organisations internationales déjà évoquées est susceptible d'engendrer des démarches de reconstruction du patrimoine similaires à celles observées à Dubrovnik et Mostar (classées toutes les 2 sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO). Ce qui risque de poser problème est la reconstruction entamée par les particuliers dans le patrimoine « habité ». Dans la foulée d'une reconstruction générale, il se peut que des actions se déroulent sans validation ou supervision des instances de protection du patrimoine. Cela risque de rajouter une « couche » de dégradations supplémentaires en plus de celles causées par le conflit.

Ceci-dit, même dans l'action publique, ce risque existe. Dans le cas du patrimoine « pulvérisé » que nous avons évoqué à Alep (chapitre 5), l'approche de reconstruction est périlleuse. Le choix de l'utilisation des matériaux de construction et d'une éventuelle reconstruction à l'identique peut accentuer la discontinuité du paysage urbain. Étant donné que les réalités de financement et de choix politique imposés risquent parfois d'être prioritaires sur un travail qui serait fait selon les règles de l'art en matière de restauration de patrimoine.

Quant à la destruction des zones non patrimonialisées et la possible émergence d'un nouveau patrimoine de la guerre, les questions de son financement et de la législation vont être essentielles. Le retard que ce processus peut prendre ouvrirait la porte à une éventuelle touristification « hors des sentiers battus » (évoquée en Chapitre 6) des espaces détruits non patrimonialisés. Le cas du *Bulevar* à Mostar (page 252) en est un exemple parlant. Il ne s'agit pas de prévenir un « risque », mais d'anticiper un éventuel phénomène qui est susceptible

d'émerger dans les mois ou les années suivant la fin du conflit et qui pourrait mettre les différents acteurs du tourisme dans une situation délicate.

8.2.3. En matière d'image de destination

Etant donné que la Syrie ne bénéficie pas d'atout touristique balnéaire majeur comme la Croatie, et que son image a été durement impactée par le conflit, nous nous rapprochons davantage de l'exemple de BiH en matière d'image de destination post-conflit. Le lien entre la Syrie (et Alep) et les souffrances liées à la guerre est clairement établi dans le discours médiatique et l'imaginaire collectif, cela est pleinement justifié. Nous prenons à titre d'exemple, la chronique de Nicole Ferroni sur France Inter le 14 décembre 2016. Evoquant la situation à Alep (les derniers jours avant la reprise de la ville par le régime) l'humoriste finit sa chronique en larmes suscitant des réactions émues dans les médias et sur les réseaux sociaux (Ferroni, 2016). Cet exemple, où même les humoristes finissent par pleurer en parlant de la Syrie et d'Alep, démontre à quel point l'image perçue du pays actuellement à l'étranger est sombre.

Le parallèle dans les médias entre le siège de Sarajevo et la bataille d'Alep est fréquent (Giovanni, 2016). La couverture médiatique des deux tragédies était assez proche, bien que la caisse de résonance des réseaux sociaux ait amplifié encore plus le cas d'Alep. L'émotion négative associée aux noms de ces deux villes risque de faire perdurer l'image de la destruction et de la souffrance dans l'imaginaire collectif à l'étranger pendant des décennies. A ce titre, des textes quasi funéraires sur le sort d'Alep fin 2016 / début 2017 (Airoldi, 2017; Shaar & Templer, 2016) peuvent se heurter frontalement aux images de « joie » dans le centre historique de la ville après la fin de la bataille, ou aux images de la « vie normale » à Alep-Ouest, très peu touchée par la destruction.

Cette vision « dramatisée » (Baudrillard, 1970, p. 31) venant de l'extérieur, liée à l'image médiatique de la guerre et des souffrances qu'elle engendre, peut paraître parfois « dérangeante » pour une partie de la population locale qui a vécu le conflit sur place. Pour eux, la vie a continué lors des mois de la bataille. Difficilement, certes, mais elle a continué. Cela est rapporté, par exemple, dans le témoignage de Jean-Pierre Filiu depuis Alep-Est en 2013 où il évoque l'esprit moqueur de certains de ses interlocuteurs vis-à-vis de la situation

plus ou moins catastrophique dans la ville (Filiu, 2013a, p. 13). Cette résilience, cette intégration des conditions du conflit dans la routine de la vie quotidienne est un élément qui revenait souvent lors de nos entretiens avec nos interlocuteurs à Sarajevo et Mostar (Chapitre 8). Pour eux aussi cet engouement des touristes étrangers pour voir les lieux liés à la souffrance et la guerre dans leurs villes respectives est souvent vécu comme négatif. Comme si le *dark tourism* venait raviver des blessures et empêcher la population locale d'aller de l'avant. Paradoxalement, c'est aussi le *dark tourism* qui attire une partie (probablement non-négligeable) des touristes vers ces mêmes villes, créant un cercle plus vertueux sur le plan économique que sur le plan moral.

Cette situation n'est pas vraiment d'actualité en Croatie qui a su reconstruire une image de destination détachée de l'héritage de la guerre (Pintea, 2011, p. 513). Certes, la nature et la durée du conflit y étaient différentes qu'en BiH, comme nous l'avons déjà indiqué. Mais d'autres éléments socio-économiques, géographiques et politiques (notamment en termes de gouvernance) ont également favorisé cette reconstruction rapide.

8.3. Les défis à relever

Au-delà des questions liées ; aux problématiques des choix de la reconstruction ou de la restauration du patrimoine ; aux défis techniques et déontologiques des approches à adopter et aux choix politiques concernant la définition des priorités, de grands défis subsistent. Des défis qui vont être décisifs pour la reconstruction sociale, politique et d'identité nationale et qui se refléteront dans le tourisme post-conflit d'une manière ou d'une autre.

8.3.1. La reconstruction d'une identité à travers le patrimoine (endommagé) ?

Il est évident que l'identité nationale syrienne revendiquée avant le conflit ne peut plus être réactivée. Celle-ci, construite sur des bases d'un état multiconfessionnel non-communautariste (du moins en apparence), héritier d'une culture multimillénaire et bercé au panarabisme, a été, à notre avis, irrémédiablement brisée par le conflit actuel. La polarisation communautaire, qui commence à se traduire par une ghettoïsation progressive

(Al-Khateb, 2017; RTS Radio, 2017). L'ancrage confessionnel du pouvoir s'est cristallisé pendant le conflit par l'avènement des milices chiites venant de plusieurs pays voisins et le rôle dominant de l'Iran. La dérive vers l'extrémisme islamiste d'une grande partie des forces de l'opposition (Balanche, 2016). L'installation d'une zone kurde *de facto* autonome dans le nord-est du pays. Les crimes commis par tous les protagonistes contre les civiles et contre le patrimoine. L'utilisation de deux drapeaux différents par le régime et l'opposition. Le discrédit de l'armée nationale aux yeux d'une grande partie de la population, et le fait que cette armée soit un élément essentiel de l'hymne nationale⁵⁵. Le déplacement, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays de la moitié de la population, dont une partie ne reviendra vraisemblablement jamais à leurs maisons. Tant d'éléments qui ne permettent plus d'envisager l'identité syrienne de la même façon.

Ceci dit, cette identité même était déjà mise à mal avant le conflit. D'un côté par sa négligence vis-à-vis des minorités ethniques (notamment les Kurdes), obligées à se plier à l'identité « arabe ». D'un autre côté par les agissements communautaristes du pouvoir syrien, qui favorisait les composantes de son « asabiya » (évoqué en chapitre 2) qu'ils soient membres de la minorité alaouite, des autres minorités religieuses, ou de la classe des hommes d'affaires proches du pouvoir. De plus, l'autoritarisme du pouvoir et son mode de gouvernance verticale a mené à un sentiment d'exclusion chez une grande partie de la population dite « périphérique » (voir chapitre 5). Déjà en 2007, Yaseen Haj-Saleh, écrivain, opposant et ancien prisonnier politique syrien, appelait à une refonte de l'identité nationale syrienne dans le cadre de réformes politiques, invitant à prendre en compte la complexité de cette identité et à la nécessité de la rendre inclusive et évolutive.

« Any valid representation of Syrian identity has to be by definition complex and constantly evolving, and has to open the door to a wider participation by Syrians anxious to remake their country's image and delineate its role in the world. » (Haj-Saleh, 2007)⁵⁶.

⁵⁵ L'hymne nationale syrien « Humat' al diyar » commence par rendre hommage aux « protecteurs de la patrie »

⁵⁶ « Toute représentation valable de l'identité syrienne doit être par définition complexe et en évolution constante, et doit ouvrir la porte à une plus grande participation des Syriens impatients de refaire l'image de leur pays et de définir son rôle dans le monde » (traduction de l'auteur).

Avant le conflit, l'utilisation du patrimoine historique comme source d'une identité nationale permettait quand même de donner une légitimité à l'Etat syrien et de proposer des éléments rassembleurs historiques qui dépassaient les identités religieuses ou ethniques. La question donc est, serait-il encore possible d'utiliser le patrimoine historique comme élément de rassemblement, autour d'une identité ?

La question du patrimoine historique risque encore de créer des divisions à plusieurs endroits dans le pays, notamment par la responsabilité d'une partie ou d'une autre dans sa dégradation. La restauration du centre historique à Alep pourrait s'accompagner d'une animosité d'une partie de la population contre l'autre, une sorte de rivalité entre « responsables » et « victimes » (voir le cas des « gardiens du temple » à Mostar, chapitre 7). En revanche, une exception à ce risque de patrimoine clivant pourrait se trouver à Palmyre. Même si l'opposition accuse le régime de complicité passive dans la destruction de Palmyre à travers le retrait inopiné de ses troupes de la ville face à l'avancée des djihadistes, et ce à deux reprises. La responsabilité directe de la dévastation du site historique incombe indéniablement à Daesh. Le fait que le groupe terroriste fasse l'unanimité parmi tous les protagonistes du conflit et parmi la population, en tant qu'« ennemi de tous », pourrait permettre de trouver un consensus autour de Palmyre.

Cette question de reconstruction de l'identité serait essentielle au processus de patrimonialisation et à la (re)mise en tourisme du patrimoine historique, préservé ou réhabilité, et d'un éventuel nouveau patrimoine de guerre. Elle joue également sur la reconstruction de l'image de destination qui sera véhiculée après le conflit.

8.3.2. Le rapport aux « autres » :

Durant les années du conflit en Syrie (bientôt sept, au moment de l'écriture de ces lignes) les clivages se sont creusés entre les différentes composantes de la société syrienne. Des clivages politiques, religieux et ethniques qui vont certainement laisser des traces profondes et pour de longues années. La question qui nous intéresse dans ce contexte est celui de la relation entre « nous » et « les autres », le regard et l'approche que les différents groupes et communautés vont adopter vis-à-vis de ceux qui étaient leurs adversaires durant le conflit.

Cette question nous intéresse car elle va régir le climat dans lequel le tourisme pourra évoluer après le conflit.

Comme nous l'avons vu à Mostar (Chapitre 7), la tension intercommunautaire entre Bosniaques et Croates est toujours d'actualité dans la ville. La séparation de la ville entre les deux communautés laisse le centre historique, haut lieu du tourisme, sous le contrôle quasi exclusif des Bosniaques. Cette opposition entre ville ancienne, défavorisée (bosniaque) et ville moderne, riche (croate) ne fait que se renforcer. Les retombées du tourisme dans le centre historique (bosniaque) ne se reflètent pas encore sur l'aménagement urbain en dehors de la zone touristique. Pour le touriste observateur, la séparation est consacrée davantage par le *dark tourisme* sur le *Bulevar*, ancienne ligne de démarcation qui sépare aujourd'hui les zones des deux communautés. De plus, l'actualité récente vient raviver des douleurs qui s'étaient estompées. Le suicide dans le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) à La Haye du général Croate de Bosnie Slobodan Praljak, intervenu le 29 novembre 2017 jette une ombre sur la ville (France 24, 2017). Il venait d'avoir sa condamnation pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre confirmée en appel (Maupas, 2017). Il s'agit de sa responsabilité dans des exactions commises à Mostar pendant le conflit, notamment la destruction du Vieux pont « *Stari Most* » (Le Parisien, 2017).

Il y a un risque similaire aujourd'hui à Alep. Le peu d'habitants d'Alep-Est qui arrivent aujourd'hui à rentrer chez eux après la fin de la bataille, risquent de se retrouver de nouveau à la marge. Estampillés comme favorables à l'opposition, ils vont devoir composer avec une reprise de la situation en main par le même pouvoir qui les a exclus du développement urbain pendant des années, qui est responsable directement des bombardements intensifs de leurs zones, et qui les accuse en plus d'être responsables de la destruction de la ville (Al-Khateb, 2017). Si ce discours n'est pas atténué rapidement, la séparation entre Alep Est et Ouest, notamment celle liée à l'activité touristique (voir chapitre 3) risque de s'accroître et de s'inscrire dans la durée pour encore des décennies.

De surcroît, les tensions qui peuvent naître de cette approche influencent aussi les discours et les rapports avec le tourisme et les touristes. Car si la polarisation est essentiellement à l'intérieur de la société syrienne, elle a aussi dépassé les frontières pour prendre des dimensions régionales et internationales. L'implication de différents pays dans le conflit, en

soutenant un bord ou un autre, une communauté ou une autre, risque de modifier à court et moyen terme le comportement touristique de leurs ressortissants respectifs en Syrie après le conflit. A titre d'exemple, il serait difficile d'imaginer un groupe de touristes iraniens en visite dans une zone de l'opposition à chaud après le conflit. Pareil pour des touristes saoudiens dans les zones du régime. Le discours de haine, de mépris, voire de déshumanisation de « l'autre » diffusé pendant le conflit, par toutes les parties impliquées, se prolonge aussi, peut être avec une moindre violence, aux « alliés de l'autre ».

Dans les exemples de la BiH et la Croatie, la question se posait concernant les touristes de nationalité serbe. Nous nous sommes interrogés sur l'influence de l'implication du pays, héritier de la JNA, dans les conflits de l'ancienne Yougoslavie, sur la fréquentation touristique de ses ressortissants. La Serbie a joué le rôle de l'agresseur (Croatie) ou du soutien à l'agresseur (BiH), ce qui risquait de créer une méfiance de la part des populations locales touchées par le conflit à l'encontre des Serbes. Selon M. Vinko Bakija, enseignant de tourisme à l'Université de Zadar⁵⁷, les touristes Serbes ont commencé à revenir en Croatie dès l'an 2000. Leur activité touristique serait particulièrement dense en Istrie, la péninsule du nord-ouest de la Croatie qui n'a pas été touchée par les combats. Selon la responsable de l'office de tourisme de Dubrovnik que nous avons interrogée⁵⁸, les touristes serbes et monténégrins (les forces du Monténégro étaient impliquées dans le bombardement de la ville) ont commencé à revenir au début des années 2000 également. Les ressortissants de ces deux pays devaient obtenir un visa pour entrer en Croatie, et ce jusqu'en 2001, contrairement aux ressortissants de la BiH qui pouvaient circuler librement. D'ailleurs, les statistiques touristiques en Croatie indiquent une fréquentation moins importante des touristes serbes par rapport aux autres pays voisins. Sur 13,8 millions de touristes internationaux en Croatie en 2016, il y avait 112 000 Serbes contre 333 000 Bosniens et 1,3 millions de Slovènes (DZS, 2017).

Concernant la fréquentation des touristes serbes de la BiH, la question est bien plus difficile à cerner. Une grande partie du pays étant à majorité serbe et bénéficiant d'une certaine autonomie (République serbe de Bosnie « *Republika Srpska* ») les échanges entre BiH et

⁵⁷ Entretien effectué le 12/07/2017 à Zadar

⁵⁸ Entretien avec Mme Štefica Curić Lenert, le 11 juillet 2016 à Dubrovnik,

Serbie sont restés importants. Même si nos interlocuteurs à Mostar et Sarajevo ne semblaient pas évoquer un grand nombre de touristes serbes dans leurs observations quotidiennes, les statistiques à l'échelle du pays sont différentes. En 2016, sur 776 000 touristes étrangers en BiH les Serbes arrivaient à la 3^{ème} place avec 69 000 touristes, derrière les Turcs et les Croates, respectivement 83 000 et 86 000.

Notre travail de terrain s'est effectué relativement à froid (21 ans après le conflit), malgré cela la tension créée par le conflit et la relation avec les adversaires impactait toujours le tourisme. Pour la Syrie où plus de 50% du tourisme pré-conflit venait des pays voisins, plus de 70% en rajoutant les autres pays de la région (chapitre 1), cette question risque d'être cruciale. Dans les scénarii que nous allons proposer dans ce chapitre le tourisme régional fera partie des principaux piliers permettant le redémarrage de l'activité touristique. Il est donc indispensable de trouver un équilibre dans l'approche à adopter.

8.4. Les scénarii selon la lecture de la situation fin 2017 :

Les scénarii que nous allons développer dans les pages suivantes dépendent de toutes les variantes et questions en attentes que nous avons évoquées le long de ce chapitre. La forme et l'orientation des autorités politiques qui seront à la commande de la Syrie après le conflit seront décisives pour la réalisation d'un scénario ou d'un autre. La capacité de ces autorités à gérer les défis qui se présentent dans cette période extrêmement délicate est également primordiale. Et surtout leur volonté à travailler pour un bien commun au niveau national plutôt que de se replier sur un schéma d'exclusion et de se consacrer en priorité à une approche communautariste.

Comment pourrions-nous donc construire des scénarii avec autant d'incertitudes et de points suspendus ?

La réponse est dans le croisement des éléments évoqués tout au long de cette recherche, entre le travail théorique, les observations en Syrie avant et pendant le conflit et l'étude des terrains bosniaques et croates. Essayer de constituer une image cohérente (voire plusieurs images) à partir des fragments du puzzle que nous avons réussi à rassembler.

8.4.1. *Bon gré mal gré, le tourisme en temps de guerre comme point de départ :*

Au-delà des réserves éthiques et politiques autour du tourisme en cours actuellement en Syrie, ce mouvement semble être un point de départ inévitable pour nos scénarios. L'existence de niches de touristes pouvant être attirés par la visite du pays pendant le conflit démontre la possibilité de développer ce mouvement dès la fin de la guerre.

Ce tourisme, que nous avons étudié en chapitre 4, est basé sur trois axes : le religieux, l'affinitaire et le politique. Dans l'état actuel des choses, ces trois mêmes axes seraient très probablement les seules bases pouvant attirer un tourisme d'ampleur après le conflit.

- Le religieux : entre solidarité intra-religieuse et pèlerinage aux différents lieux sacrés évoqués en chapitre 1, le tourisme religieux attirerait une clientèle régionale et en moindre mesure internationale.
- L'affinitaire : les 7 à 15 millions de Syriens expatriés avant le conflit ont été rejoints par plus de 5 millions migrants et nouveaux expatriés qui ont quitté le pays durant les années du conflit. Si une partie importante d'entre eux ne peut pas rentrer en Syrie dans l'immédiat pour des raisons politiques (opposition au régime) ou administrative (liées à leurs statuts de réfugiés ou de demandeurs d'asile), une autre partie peut déjà faire le déplacement. Il s'agit là de la première clientèle internationale du tourisme en Syrie. Pour ceux qui ne peuvent pas rentrer dans l'immédiat, il est probable que dans quelques années ils pourront être naturalisés dans leurs pays d'accueil et seront en mesure de se rendre en Syrie sans contrainte comme étrangers. L'avantage de cette population est sa fidélité à la destination. En temps normal les expatriés reviennent au moins une fois par an rendre visite à leur famille.
- Le politique : quelques pages auparavant nous avons parlé du rapport avec l'« autre » et les complications qui peuvent s'ensuivre. Le même risque peut tourner en avantage quand il s'agit du « nous ». Les ressortissants des pays alliés sont susceptibles d'être encouragés de venir voir ce que leur pays a aidé à concrétiser. Certes, comme nous l'avons évoqué, cet aspect peut être clivant en fonction des zones visitées et des sensibilités de la population locale, néanmoins, en évitant les points sensibles, ce tourisme pourrait aussi drainer une clientèle importante.

Nous passons maintenant aux différents scénarii d'aboutissement du conflit et les influences qu'ils auraient respectivement sur le tourisme. Il s'agit de possibilités de continuité ou de bifurcation politiques qui se traduisent parfois par plusieurs sous-scénarii pouvant évoluer de manière totalement différentes.

8.4.2. Scénario 1 : Continuité négative – le conflit interminable :

Ce scénario correspond à la prolongation de la situation actuelle. Si aucune partie n'arrive à prendre un ascendant par la force et que le processus de négociation reste sans résultat, nous risquons d'avoir un conflit qui s'enlise pour de longues années encore. Cet enlèvement prendra sans doute la forme d'un conflit à faible intensité, où les zones de contrôle se stabilisent plus ou moins longtemps. Ce fut le cas avec la Guerre civile libanaise, qui a duré 15 ans, ou avec l'exemple de la Colombie, où gouvernement et guérillas se sont affrontés pendant plusieurs décennies. Nous serons alors devant un Etat faible, contesté au niveau national comme au niveau international, vivant sous perfusion de ses alliés politiques du fait que le développement économique resterait freiné par un conflit qui perdure. Une destruction qui se poursuit, un exode qui s'intensifie et un risque d'émergence de nouveaux acteurs et d'éléments extrémistes (maintenant que Daesh est en décomposition), ce ne sont qu'une partie des effets néfastes que ce scénario entraînerait. Sans parler de la menace d'un ultime effondrement total de l'Etat. Celui-ci déjà très affaibli, continue quand même aujourd'hui à assurer un minimum de services et à jouer son rôle dans la moitié du pays. Arrivé à un point de rupture totale du système mènerait à une situation encore plus catastrophique d'aujourd'hui.

Ce scénario ne serait évidemment pas vraiment favorable au développement du tourisme. L'activité, bien qu'existante (comme nous l'avons vu chapitre 4) reste à son niveau minimum et relève davantage de l'exception que de la règle. Certes, il se peut qu'elle arrive à évoluer encore, mais on arriverait très rapidement aux limites de cette évolution. D'un côté, la reconstruction du patrimoine et des infrastructures resterait minimale, car le risque de nouvelle destruction restera présent. Ce qui signifie que les capacités d'accueil et de prestation de services à des touristes resteraient limitées. Et d'un autre côté, en termes de notoriété, ce scénario ne serait pas favorable à la reconstruction d'une image de destination

très attirante pour une clientèle internationale. Pire, il risque de consacrer de manière durable l'image d'un pays en guerre, image que la Syrie porte déjà aujourd'hui. Il serait important de nuancer ce côté négatif en revenant au cas de la Colombie justement, où le pays avait réussi à attirer et maintenir une demande touristique pendant le conflit (Bassols, 2016). Néanmoins, les différents épisodes de montée de violence ont toujours freiné l'évolution du nombre de touristes dans le pays (*ibid.*).

8.4.3. Scénario 2 : Continuité hybride – retour à une situation similaire au pré-conflit :

Vu la conjoncture des derniers mois, ce scénario est actuellement le plus plausible. Il s'agit d'une reprise totale du contrôle par régime sur tout le pays au prix de compromis avec l'opposition et les Kurdes, ou par la force avec l'appui de ses alliés. L'avantage que ce scénario représente est celui de la fin du conflit et du retour à une stabilité politique. Par contre, il comporte aussi le risque du retour d'un système répressif, sous l'égide de Bachar el-Assad ou d'un éventuel successeur. Il y a plusieurs sous-scénarii qui peuvent en découler.

Globalement, ce scénario et les sous-scénarii qui peuvent s'ensuivre, seraient plutôt favorables pour le tourisme. Les politiques mises en place avant le conflit, malgré leur aspect contestable sur plusieurs plans, avaient réussi fin des années 2000 à générer une fréquentation touristique importante dans le pays. Certes, les atrocités de la guerre mettront du temps avant de s'effacer des mémoires et en particulier celles des Syriens, mais la reconstruction d'une image touristique attractive dans les années suivant le conflit est tout de même faisable, comme le montre l'exemple croate (Pintea, 2011). Le tourisme reprendrait alors sa fonction économique d'être une source de devises, et sa fonction politique d'être une façade esthétique de l'action du Pouvoir syrien.

8.4.3.1. Sous-scénario 2a – le renforcement :

Ce sous-scénario entend une reprise en main totale du régime, dans sa configuration actuelle et une restauration de l'image et de l'autorité du pouvoir sous la présidence de Bachar el-Assad. Cette autorité a été secouée pendant le conflit, même auprès de la

population qui le soutient. Il y a donc un effort de reprise du contrôle à entreprendre, et ce auprès de la société favorable au régime comme celle qui y est hostile. Surtout que d'autres figures non-officielles, comme des chefs de milices pro-régime, commencent à gagner en notoriété et en popularité chez les supporters d'Assad (voir sous-scénario suivant).

Dans le cadre de ce sous-scénario, la configuration concernant le tourisme est claire et l'appareil est déjà en marche. Un retour au tourisme par le biais des alliés politiques dans la région et dans le monde. L'utilisation du tourisme pour consacrer le récit officiel du conflit et le transformer en Histoire officielle. Dans ce cadre, comme fut le cas de Quneitra (Chapitre 1), des formes de mémorialisation sélectives qui corroborent ce récit pourraient être mis en place, voire mis en tourisme. Evidemment, il n'y aura aucune concession pour une mémorialisation opposée à ce récit. Toute interprétation de la mémoire du conflit de façon à mettre en doute le récit officiel serait exclue (en dehors du domaine strictement privé, voire secret).

Cette stratégie de réouverture au tourisme sous le régime Assad peut tout à fait être concluante. Le pays pourrait attirer à nouveau le tourisme comme ce fut le cas avant le conflit, ou comme des exemples similaires de régimes répressifs ouverts au tourisme international (Birmanie, Cuba).

8.4.3.2. Sous-scénario 2b – la désacralisation :

Comme nous venons de le mentionner, la posture de Bachar el-Assad comme dirigeant a été fortement ébranlée par le conflit. En parallèle des pertes de terrain contre l'opposition et les autres adversaires, le Pouvoir syrien a perdu de son aura et a dû faire des concessions sur plusieurs sujets pour sauver la mise.

Sur le terrain législatif, des réformes ont été appliquées après le début de la révolte pour essayer de contenir les oppositions : levée de l'état d'urgence resté en vigueur 49 ans, régularisation de la situation de dizaines de milliers de Kurdes considérées depuis des décennies comme apatrides (Le Monde, 2011), autorisation de la création de partis politiques, réécriture d'une nouvelle constitution, Ainsi, lors des élections présidentielles de 2014, Bachar el-Assad s'est retrouvé face à deux autres candidats, une première en Syrie

depuis plus de 50 ans. Il s'est fait quand même réélire avec plus de 88% des voix, ce qui laisse planer sérieux doutes du multilatéralisme électoral. Ces réformes ne changent évidemment pas la réalité de la situation, l'ascendant du Pouvoir sur l'Etat est toujours en vigueur. Par contre, leur adoption hâtive après la révolte est perçue comme une concession faite sous la contrainte et non comme des réformes décidées de manière souveraine.

Sur le plan militaire et sécuritaire, les concessions sont encore plus sérieuses. Depuis le début de la révolte puis avec sa militarisation et son basculement en conflit armé, le régime syrien a eu recours à des milices armées loyales (connus sous le nom « Chabbiha »). Formés essentiellement d'Alaouites, mais aussi des membres d'autres minorités et de Sunnites dans une moindre mesure (à Alep par exemple) (Khalifé, 2012), ces milices mènent les combats au côté de l'armée officielle. Elles sont accusées de très graves exactions (Baron, 2013, p. 259, 273; Nations Unies-DPI/NMD, 2012) et sont impliquées dans le pillage des zones qu'elles contrôlent (Rauzy, 2012). Avec la prolongation du conflit et la manque cruciale de forces combattantes, des milices chiites étrangères sont également venues prêter main forte au régime (Gouëset, 2016). Ces différentes milices, syriennes et étrangères, contrôlent une grande partie des zones du régime. Si leurs exactions sont plus fréquentes dans les zones reprises aux rebelles, elles ne manquent pas de commettre des bavures dans les zones loyales, et le régime ne semble plus les contrôler (Schaap & Werner, 2017).

Ces concessions sur le terrain et la dépendance quasi-totale du régime aujourd'hui de l'aide russe et iranienne pour pouvoir tenir, ont affaibli l'autorité incontestable de Bachar el-Assad, et de sa famille par extension. En témoigne certains événements qui auraient été inconcevables il y a quelques années encore. Comme l'arrestation Souleiman el-Assad, un cousin du président, pour avoir assassiné un officier de l'armée à Lattaquié suite à un différend lié à la circulation (Le Monde, 2015). Une bavure comme celle-ci n'aurait jamais été médiatisée ni traitée par le système judiciaire auparavant. Sauf que là, le contexte du conflit et la mobilisation de la population à Lattaquié (place forte des Alaouites et de la famille Assad) a obligé le Pouvoir à intervenir par la voie officielle pour calmer sa base

populaire, et ce au prix de voir le jeune cousin condamné à 20 ans de prison⁵⁹ (France 24, 2016).

Il y a donc une forme de désacralisation des Assad qui commence à s'opérer dans la société syrienne loyale au régime. Nous retrouvons d'ailleurs ses traces sur les réseaux sociaux, par l'axe du tourisme politique que nous avons évoqué en chapitre 1.

Depuis quelques mois nous trouvons sur les pages de certains jeunes supporters du régime des *selfies* pris au sein du mausolée de Hafez el-Assad, avec le tombeau du défunt (Figure 57). Déjà que le geste de se prendre en *selfie* avec une sépulture est dans la limite de la décence, alors quand on est dans le « saint des saint » du pouvoir, le tombeau du « leader éternel »⁶⁰, il s'agit d'un geste symboliquement fort.

Il est peu probable que ce jeune-homme, ou les autres qui se prennent en photo de manière détendue avec le tombeau, veuillent paraître irrespectueux par leur comportement. Par contre, il s'agit d'un comportement « normal » qu'ils adoptent dans un endroit public. Comparé à la période avant le conflit où ce mausolée était de l'ordre du « sacré », cette « normalisation » semble trancher avec la période précédente. Elle symbolise de notre point de vue une facette de la désacralisation progressive de la famille Assad chez sa base populaire.

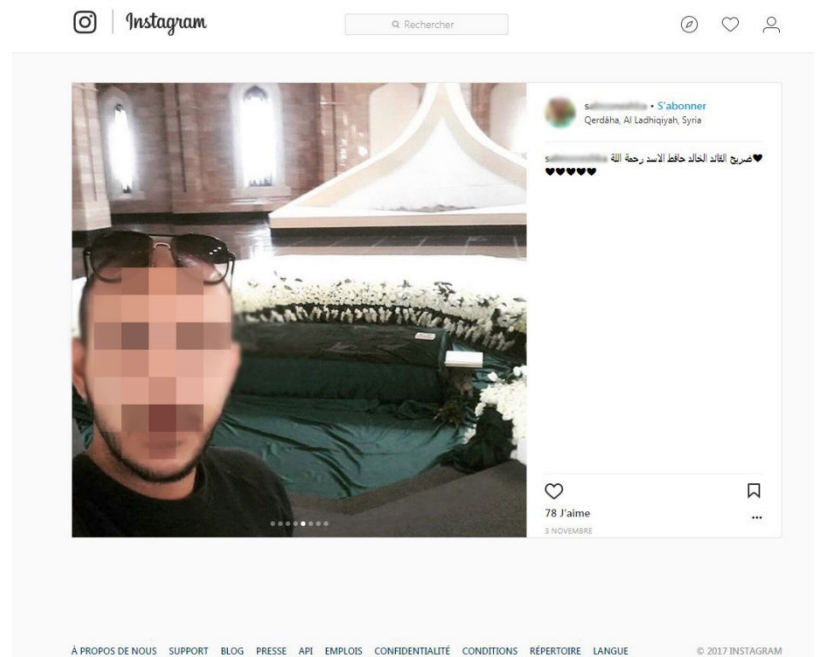


Figure 57 : Un jeune supporter du régime (S.A.) se prend en *selfie* avec le tombeau de Hafez el-Assad à Qardaha, ville d'origine de la famille Assad (visage flouté pour préserver l'anonymat).

Source : Instagram

⁵⁹ En Syrie la peine de mort est toujours en vigueur. Commis par une personne lambda, l'assassinat d'un officier de l'armée en temps de guerre aurait quasi-certainement été sanctionné par la peine capitale.

⁶⁰ Nous remarquons une nouvelle tendance progressive dans les médias officiels syriens d'utiliser le terme « leader fondateur » plutôt que « leader éternel » en vigueur depuis sa mort en 2000.

Sur un autre plan, avec les combats acharnés et le cantonnement des mouvements de Bachar el-Assad aux zones « sécurisées », d'autres figures occupent l'espace militaire et médiatique, et commencent à gagner une popularité importante chez les loyalistes. L'exemple type de ces nouvelles figures est le colonel Suheil el-Hassan, surnommé le « Le Tigre ». Issue de l'appareil de renseignements des forces aériennes de l'armée, il est depuis le début du conflit à la tête d'une milice loyaliste « la Brigade du Tigre ». Avec son groupe armé il a régulièrement pris part à de violents combats contre les forces de l'opposition et les islamistes. Il a réussi par endroits à faire des avancées importantes à des moments où l'armée officielle était malmenée (Whigham, 2015). Il est très suivi sur les réseaux sociaux dans le milieu pro-régime. Etant alaouite, il est de plus en plus perçu dans sa communauté comme un éventuel successeur de Bachar el-Assad. Les forces russes en Syrie coopèrent étroitement avec lui. Lors de la visite surprise de Vladimir Poutine à la base militaire russe en Syrie en décembre 2017, le président russe a tenu une réunion non-officielle avec des officiers russes et deux représentants de la Syrie : Bachar el-Assad et le colonel el-Hassan (Figure 58). Réunion pendant laquelle

Poutine a félicité personnellement le colonel el-Hassan pour sa performance (News & Events Channel, 2017). La mise en scène interroge sur la possibilité d'une préparation de terrain russe pour une succession du pouvoir en Syrie, ou s'il s'agit simplement de féliciter un officier syrien « star populaire » de la guerre.

Le cas que nous citons n'est qu'un exemple des nouvelles figures qui commencent à dominer la scène en

Syrie, il est tout à fait possible que leur rôle s'arrête avec la fin du conflit. Dans tous les cas, l'affaiblissement de la position de Bachar el-Assad semble indéniable. Nous ne pouvons donc exclure l'éventualité de sa mise à l'écart par des tractations à l'intérieur du régime. Ceci dit, un tel changement ne risque pas de se faire dans le cadre d'un processus de paix, ça

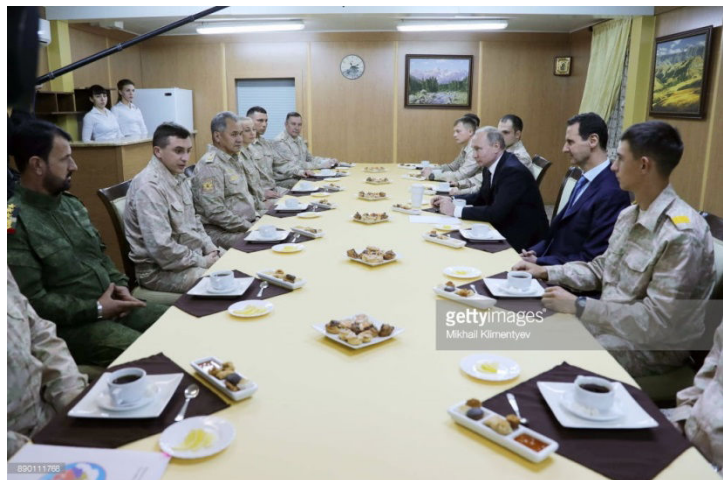


Figure 58 : Réunion informelle à la base aérienne russe de Hmeimim en Syrie le 11/12/2017.

Elle réunissait V. Poutine, B. el-Assad, le ministre russe de la défense et des officiers russes stationnés en Syrie. Le colonel Suheil el-Hassan (premier à gauche) était le seul militaire syrien convié.

Photo : Mikhail Klimentyev/TASS, via Getty Images

affaiblirait la position du régime très fortement. Il interviendrait plus tard, une fois que le conflit se serait terminé, si Bachar el-Assad n'arrive pas à reconsolider son image.

Ce sous-scénario est donc celui d'un changement de visage, mais pas d'un changement de fond. Une sorte de continuité du Pouvoir en place, avec ses mêmes appareils et procédés, mais avec une autre personne à sa tête. Donc, comme le sous-scénario précédent, il pourrait ramener les mêmes mécanismes qui étaient en place avant le conflit. Néanmoins, si Bachar el-Assad reste malgré tout une figure civile avec qui il est possible de dialoguer, un éventuel successeur comme Suheil el-Hassan serait d'une ligne bien différente. Décrit comme « un homme que vous ne voudriez pas croiser » (Fisk, 2014), el-Hassan est porteur d'un discours encore plus dur vis-à-vis de l'opposition. C'est peut-être à cela qu'il doit sa notoriété auprès de la tranche populaire de la communauté alaouite. Tranche qui, dans la communauté, a payé la plus lourde tribu en termes de nombre de morts au combat les dernières années, et pour qui le conflit est perçu comme une question de vie ou de mort.

Cette ligne dure se refléterait sur le tourisme également si cette succession politique se concrétise. Dans le cadre d'un processus de mémorialisation communautaire renforcé, des monuments aux morts du régime et d'autres mémoriaux peuvent voir le jour dans les zones de la communauté alaouite. Ils feraient probablement l'objet de « pèlerinages » comme ceux que nous avons mentionnés en chapitre 1 à Qardaha et Quneitra. Pour le reste, un tourisme sur les mêmes bases du tourisme pré- conflit serait mis-en place progressivement.

8.4.3.3. Sous-scénario 2c – le remplacement :

Si le sous-scénario précédent évoquait un changement de « façade », celui-ci concerne la possibilité d'un changement de fond. Que le changement ne concerne pas uniquement Bachar el-Assad mais tout son régime, qui serait remplacé par un nouveau régime autoritaire. Nous ne disposons pas d'éléments concrets concernant cette possibilité, mais son avènement est possible notamment avec l'émergence de nouveaux acteurs forts sur le terrain depuis le début du conflit comme nous venons de l'évoquer. L'effritement du pouvoir du régime et de son contrôle sur certaines des milices qui le soutiennent (Schneider, 2016) pourrait entraîner à moyen terme un retournement de situation. Ces milices devenues plus fortes que l'armée officielle dans certains endroits, pourrait tenter de prendre le pouvoir et

d'instaurer un nouveau régime répressif. La reconversion de princes de guerre en hommes d'Etat après la fin des conflits est loin d'être nouvelle. Nous y avons déjà assisté au Liban par exemple, où plusieurs ministres et hommes politiques des années 1990 n'étaient autres que des chefs de milices pendant la guerre civile (Karam, 2006, p. 295).

Certes, un tel changement nécessite aussi l'approbation de forces externe, comme la Russie ou l'Iran, qui sont aujourd'hui les maîtres du jeu en Syrie. Il pourrait aussi nécessiter une implication des membres du régime actuel, qui chercheraient à se défaire d'un régime qui s'essouffle. Ce serait alors une forme d'hybridation avec le sous-scénario précédent, avec un mouvement de changement de régime à la fois endogène et exogène.

Les suites d'un tel scénario est pour le moins incertaines. Il pourrait engendrer, après une période transitoire, une continuité vers une situation similaire à celle d'avant le conflit : dualité Etat / Pouvoir avec un nouveau régime autoritaire en place. Ou il pourrait créer une bifurcation encore moins encourageante le basculement dans un nouveau conflit qui rabattrait toutes les cartes et entraînerait de nouvelles souffrances. Une bifurcation positive vers une démocratisation peut toujours être espérée, comme nous le détaillerons dans le sous-scénario suivant.

En fonction de ces possibilités de re-continuité ou de bifurcation, le tourisme serait un élément entre-autre à être impacté par la situation. Difficile de donner des préconisations plausibles devant autant d'incertitudes.

8.4.3.4. Sous-scénario 2d – la démocratisation :

Pris par l'élan des réformes enclenchées pendant le conflit, le régime se résoudrait dans ce sous-scénario à enclencher un processus de démocratisation. Par conviction ou par contrainte, une ouverture progressive des libertés (comme celles espérées lors de l'arrivée de Bachar el-Assad au pouvoir en 2000) et des réformes structurels aboutissants à l'instauration d'un Etat de droit, seraient engagés.

Nous sommes conscients qu'il s'agit là d'une approche plus utopique que réaliste, mais des expériences comme celles de l'Afrique du Sud à la fin de l'apartheid ou du Chili à la fin de la

dictature d'A. Pinochet, laissent cette possibilité ouverte. Dans les deux cas ce sont les régimes répressifs qui ont entamé le processus de transition.

Evidemment, une telle démarche serait une aubaine pour le tourisme, tant qu'elle n'est pas entachée de problèmes d'insécurité ou de risques d'instabilité politique prolongée.

8.4.4. Scénario 3 : Bifurcation (potentiellement) constructive – la transition politique :

Ce scénario serait le résultat des efforts déployés depuis le début du conflit par la communauté internationale. L'installation d'un processus politique de transition menant à une refonte du système politique et une refondation du pays. Ce processus permettrait au pays de passer du régime actuel à un nouveau régime politique, idéalement démocratique. Cette bifurcation pourrait avoir plusieurs suites, que nous déclinons dans les sous-scénarii suivants.

Il ouvrirait aussi des portes pour le tourisme. Des portes qui peuvent mener à l'envol de ce secteur vers un développement vertueux, ou qui pourrait l'amener dans des engrenages complexes qui risquent de le bloquer.

8.4.4.1. Sous-scénario 3a – La « bosnification », ou quand la diversité devient un fardeau :

Ce sous-scénario est du déjà-vu, comme son titre l'indique, la transition politique mènerait à un partage du pouvoir politique entre les différentes communautés du pays. Un processus similaire à l'accord de Dayton en BiH (OSCE, 1995) ou à l'accord de Taëf au Liban (Baron, 2011, p. 385-405) qui consacrerait l'appartenance communautaire (religieuse ou ethnique) comme une entrée au système politique. Malheureusement, la polarisation communautaire en Syrie et dans la région aujourd'hui pourrait favoriser l'émergence d'une telle approche dans le processus de transition politique post-conflit. Ce genre d'accord aurait certainement le mérite de finir les hostilités et de passer de la guerre à la paix. Par contre, et nous le voyons aujourd'hui dans les deux pays cités en exemple, il donnerait lieu à un repli communautaire de tout bord. De plus vu la délicatesse nécessaire pour trouver un

consensus entre tous sur la base communautaire et non sur celle de l'intérêt national, le pays risque de devenir ingouvernable.

Les problèmes de gouvernance que nous avons pu observer en BiH sont fortement liés à cette problématique communautaire. Les représentants des trois grandes communautés (bosniaque, croate et serbe) sont souvent élus pour défendre les intérêts de leurs propres groupes. Ainsi, le clientélisme politique bat son plein, toujours sur la base communautaire. De plus, un problème de discrimination émerge, car si un citoyen appartient à un groupe communautaire autre que ces trois grands, il se retrouve à la marge, parfois sans possibilité de se présenter à des élections⁶¹. Plusieurs de nos interlocuteurs en BiH ont mis l'accent sur ce problème de clientélisme communautaire qui sature la fonction publique d'un côté et crée des problèmes de fonctionnement, vu que c'est l'appartenance communautaire qui prime sur la compétence, une remarque retrouvée dans la littérature aussi (Causevic & Lynch, 2011). Ce communautarisme politique favorise également la corruption et un certain « laisser-aller » quand il s'agit de l'administration. Nous en avons eu l'expérience pendant notre travail de terrain en BiH.

Lors de notre séjour à Mostar, et pour obtenir des statistiques sur la ville dont l'office de tourisme ne disposait pas, nous avons été orientés vers le comité de tourisme du canton « *Tourist board of the Herzegovine-Neretva Canton* ». Nous y avons été reçus par un membre de l'équipe, qui nous a très gentiment écoutés pendant une petite minute avant de nous interrompre pour expliquer que nous ferions mieux de lui donner une adresse mail et qu'il nous enverra les statistiques dont il dispose. Nous sommes sortis de la rencontre très brève, avec des brochures concernant « la route des vins dans le canton » et « le tourisme de pleine nature », bien éloignés de notre sujet. En plus des brochures, nous avons eu la carte de visite de la maison d'hôte que notre interlocuteur détient en ville, « au cas où vous voulez changer d'hébergement » nous a-t-il dit. Inutile de préciser que depuis ce jour nous n'avons jamais reçu de mail avec les statistiques demandées...

⁶¹ Lors de notre entretien avec M. Grebo, guide et conseiller municipale à Sarajevo, il a souligné ce problème de discrimination. Les Bosniens sont libres, soit de déclarer leur appartenance à leur groupe ethnique d'origine (bosniaque, croate, serbe, albanais, etc...), soit de ne pas appartenir à un groupe, soit de prendre d'autres appartenances (yougoslave, européenne, etc...). Or, dès qu'on n'appartient pas à l'un des trois groupes dominants, on ne peut pas se présenter à un poste d'élu, car ces postes sont attribués proportionnellement aux trois grandes communautés et dans certains cas à des communautés plus petites en fonction de la zone.

Il ne s'agit pas de créer une typologie à partir d'un exemple unique, plusieurs autres fonctionnaires bosniens que nous avons rencontrés étaient très efficaces et serviables. Par contre, nous soulignons cet exemple car il est assez représentatif d'un problème récurrent. Il nous a paru particulièrement intéressant, car ce même problème existait déjà et faisait partie du quotidien en Syrie avant le conflit. Le mode de gouvernance syrien créait déjà une atmosphère favorable à cette « petite corruption », le contexte du conflit l'a davantage amplifié, et une institutionnalisation du communautarisme le rendrait quasi-systématique.

Ce sous scénario, en plus de ces multiples effets négatifs, serait un frein au développement cohérent du tourisme dans le pays et à la reconstruction d'une image de destination. Les démarches de mémorialisation se feraient au niveau local, notamment là où la population est homogène. La possibilité d'utiliser le patrimoine comme fédérateur d'une nouvelle identité nationale ne serait pas garantie non plus et le patrimoine risque d'être d'avantage clivant que rassembleur (voir les exemples de Sarajevo et Mostar, chapitre 7).

Outre les problèmes de gouvernance, ce sous-scénario pourrait mener à de nouvelles crispations et tensions intercommunautaires. Au long terme, l'accumulation de ces tensions pourrait mener à un nouveau conflit, ou à une désintégration du pays en entités communautaires plus petites et plus homogènes.

8.4.4.2. Sous-scénario 3b – (Ré-)Apprendre la démocratie, ou l'utopie fragile :

Le but idéal de la transition politique est d'arriver à un système démocratique. Souvent cette transition se caractérise par une fragilité du système politique, encore en phase embryonnaire. Cette fragilité peut entraîner un basculement du projet démocratique en une dictature, en un système sectaire ou même dans un nouveau conflit. La Syrie a déjà vécu une expérience similaire dans le passé. L'expérience démocratique après l'indépendance en 1946 a tourné court quand les militaires ont saisi la supériorité de leur puissance sur celle du système politique. Ils ont donc entamé trois coups d'état successifs en 1949 qui ont fini par installer la première dictature militaire de la Syrie indépendante (Picard, 1980). Ce fut le début de l'ingérence de l'armée dans la vie politique syrienne et elle ne s'est pas arrêtée depuis (Baron, 2014, p. 128 et suivantes). Les brèves expériences démocratiques de 1954 et

1961 n'ont pas réussi à réinstaurer un système démocratique durable dans le pays (Picard, 1980).

Depuis le début du « Printemps arabe » fin 2010, plusieurs processus de transition politique ont eu lieu. Le constat d'échec de la transition démocratique est flagrant, en Egypte comme en Libye. Seule la Tunisie tire son épingle du jeu pour l'instant.

Dans ce sous-scénario nous soulignons donc la fragilité d'une transition démocratique et les risques de basculement qu'elle peut entraîner.

Sur le plan touristique, instabilité politique et le tourisme ne font pas vraiment bon ménage (Ingram *et al.*, 2013; Sönmez, 1998), ce sous-scénario risque donc d'être défavorable, dans un premier temps, à un développement important du secteur. Ceci-dit en cas de renforcement progressif du système démocratique, un basculement en une forme d'utopie tout court (voir sous-scénario suivant) pourrait permettre de retrouver une activité touristique fleurissante.

8.4.4.3. Sous-scénario 3c – « Et la Démocratie fut », ou une certaine utopie :

L'émergence d'un vrai Etat avec un système démocratique, inclusif et stable, il s'agit de la version réussie du sous-scénario précédent. Certes ça relève davantage de l'utopie que de la réalité de la situation. Surtout que dans l'état actuel de la Syrie il est pratiquement impossible qu'un système démocratique stable émerge directement d'une période transitoire. Les atrocités commises par les différents protagonistes ont profondément bouleversé la confiance entre les différentes composantes de la société syrienne. De plus, les grandes quantités d'armes que possèdent les milices répandues dans le pays aujourd'hui constituent un facteur d'instabilité et d'insécurité indéniable. Désarmer les milices nécessite le déploiement d'une force de dissuasion importante. A part une intervention externe, il est peu probable que des autorités syriennes de transition puissent appliquer cette phase primordiale pour l'instauration d'une démocratie stable.

La réalisation ce sous-scénario serait donc plus probable soit à l'issue d'un nouveau système démocratique fragile, soit dans le cadre d'une transition démocratique depuis un système répressif installé.

8.4.4.4. Sous-scénario 3d – La dystopie, de la transition à la répression :

La transition politique peut également donner lieu à une situation à l’opposé de l’idéal politique espéré. Comme dans le sous-scénario 2c, une transition politique peut engendrer un nouveau système répressif. Cela pourrait se produire aussi à plus long terme, à travers un processus démocratique. Dans un cas ou dans l’autre cette situation pourrait évoluer vers de nouvelles tensions et conflit, ou vers une forme de stabilité permettant de retrouver une activité touristique. Celle-ci serait modelée par les orientations et les convictions du nouveau Pouvoir.

8.4.5. Scénario 4 : Bifurcation sécessionniste - La « balkanisation » :

Ce scénario qui porte aussi le nom de l’exemple qui l’a inspiré consiste en l’éclatement de la Syrie en plusieurs entités, sur base politique, religieuse ou ethnique (voire sur une superposition de plusieurs de ces critères). La tendance autonomiste des forces kurdes qui contrôle le nord-est de la Syrie conforte cette hypothèse. D’un autre côté la concentration des forces de l’opposition dans le gouvernorat d’Idlib et au nord-ouest d’Alep pourrait constituer une autre entité. La troisième serait le territoire contrôlé par le régime, notamment les montagnes de la côte et sa prolongation vers le sud à travers Homs et jusqu’à Damas. Encore plausible pendant des phases du conflit où les limites des zones de contrôle restaient relativement stables (2013-2014), il est moins probable depuis l’avènement des forces russes en 2015 et l’ascendant qu’elles ont donné au régime.

Ce scénario comporte deux sous-scénarii opposés :

8.4.5.1. Sous-scénario 4a – La désintégration, ou « Bienvenue en SYRIES » :

La concrétisation d’une séparation à l’intérieur de la Syrie donnerait lieux à des entités homogènes, plus isolées et plus fragiles de point de vue régional. Paradoxalement, ces mêmes entités pourraient être plus stables au niveau social. Basés sur l’homogénéité socio-culturelle, les systèmes politiques qui verraient les jours dans ces nouvelles entités

pourraient bénéficier d'une faible contestation interne et instaurer ainsi une forme de stabilité politique. Néanmoins, l'accès limité aux différentes ressources (eau, hydrocarbures, terres agricoles, accès aux réseaux d'échanges internationaux, sites touristiques, etc.) pourrait constituer un obstacle majeur devant leur développement.

De point de vue touristique, ce sous-scénario serait nocif pendant la période de transition. Mais, une fois l'instabilité première passée et les frontières définies, le tourisme est susceptible de s'adapter et de reprendre son cours progressivement. Rien n'exclut que nous assistions, après une normalisation des relations entre ces différentes nouvelles entités, à un tourisme combiné englobant plusieurs de ces identités. Une sorte de « Tour des Syries » comme le tour des Balkans effectué très souvent par les touristes aujourd'hui. Celui-ci couvre les différents pays de l'ancienne Yougoslavie et certains pays voisins.

8.4.5.2. Sous-scénario 4b – L'implosion, ou « Le conflit version 2.0 » :

Le sous-scénario précédent repose sur une acceptation mutuelle de la séparation par les différentes entités, et surtout, sur l'acceptation de la nouvelle situation par la population respective de chaque entité. Si tel n'est pas le cas un nouveau conflit risque d'émerger. L'exemple de BiH est également représentatif de ce sous-scénario. Au moment de l'indépendance de la Bosnie de la Yougoslavie, les Serbes de Bosnie ont refusé cette indépendance. Ce refus était le facteur principal du déclenchement de la guerre de Bosnie. Puis, une fois que les Serbes-bosniens ont contrôlé une partie du territoire du nouveau pays (l'actuelle *Republika Srpska*), leur aspiration à rejoindre « *la Grande Serbie* » plutôt que de faire partie de la BiH a également attisé le conflit.

Cette possibilité est envisageable en Syrie aujourd'hui. Si la zone kurde a bénéficié d'une certaine autonomie le long du conflit et que les forces du régime ont évité la confrontation avec les forces kurdes jusqu'à présent, ce statuquo risque de changer. Après la défaite de Daesh, l'ennemi commun du régime et des Kurdes, la stratégie de non-agression entre les deux parties est moins d'actualité. Le régime, qui sort renforcé de ce combat, semble déterminé à reprendre le contrôle de tout le territoire, dont la zone kurde (Barnard & Saad, 2017). D'un autre côté, à l'intérieure des zones contrôlées par les forces kurdes, une partie de la population risque de contester l'autonomie de ces territoires. Les tribus arabes de la

zone pourraient refuser de se plier à une identité kurde dominante dans l'entité. Cela pourrait générer de nouvelles tensions et éventuellement un nouveau conflit.

8.4.6. Hybridations, probabilités et variables non-évoquées :

Les scénarii que nous venons d'exposer sont élaborés sur une base linéaire. Dans la façon de présentation que nous avons adoptée ils semblent exclusifs : la réalisation d'un scénario (ou un sous-scénario) empêcherait la réalisation des autres. Nous avons adopté ce modèle de présentation pour distinguer les différentes possibilités, mais nous avons conscience de l'extrême complexité du tableau. La figure suivante comporte un schéma récapitulatif des différentes possibilités présentées, de l'évolution et de l'interaction possible entre un scénario et un autre (Figure 59).

L'hybridation entre ces différents scénarii, ou l'application simultanée de plusieurs scénarii semble être beaucoup plus probable qu'une application linéaire exclusive, et ce au moins pendant une période transitoire qui suivrait le conflit. Ainsi, on pourrait assister à une balkanisation partielle (scénario 4) (autonomie en zone kurde suivi de tensions) qui s'accompagne d'un renforcement du régime (sous-scénario 2a) et d'une démocratisation partielle (sous-scénario 2d).

En plus des hybridations, il existe des variables que nous n'avons pas évoquées explicitement dans les scénarii mais qui font partie des possibilités qui peuvent émerger. Par exemple l'islamisation du pays, où un pouvoir à tendance islamiste soit instauré modifiant le paysage politique et l'approche vis-à-vis du tourisme (entre autres modifications). De notre point de vue, un changement pareil ferait partie des sous-scénarii qui évoquent l'avènement d'un nouveau régime autoritaire (2c et 3d). Certes les motivations et les idéologies qui mobilisent un tel régime seraient différents de celles du régime actuel, mais les mécanismes utilisés peuvent être les mêmes (répression, clientélisme, exclusion des oppositions, etc.).

Parmi les autres possibilités non-évoquées, il y a également celle d'un renfermement du pays dans le cadre d'un nouveau régime autoritaire. Une possibilité peu probable vu l'aspect de plus en plus indispensable des échanges mondiaux.

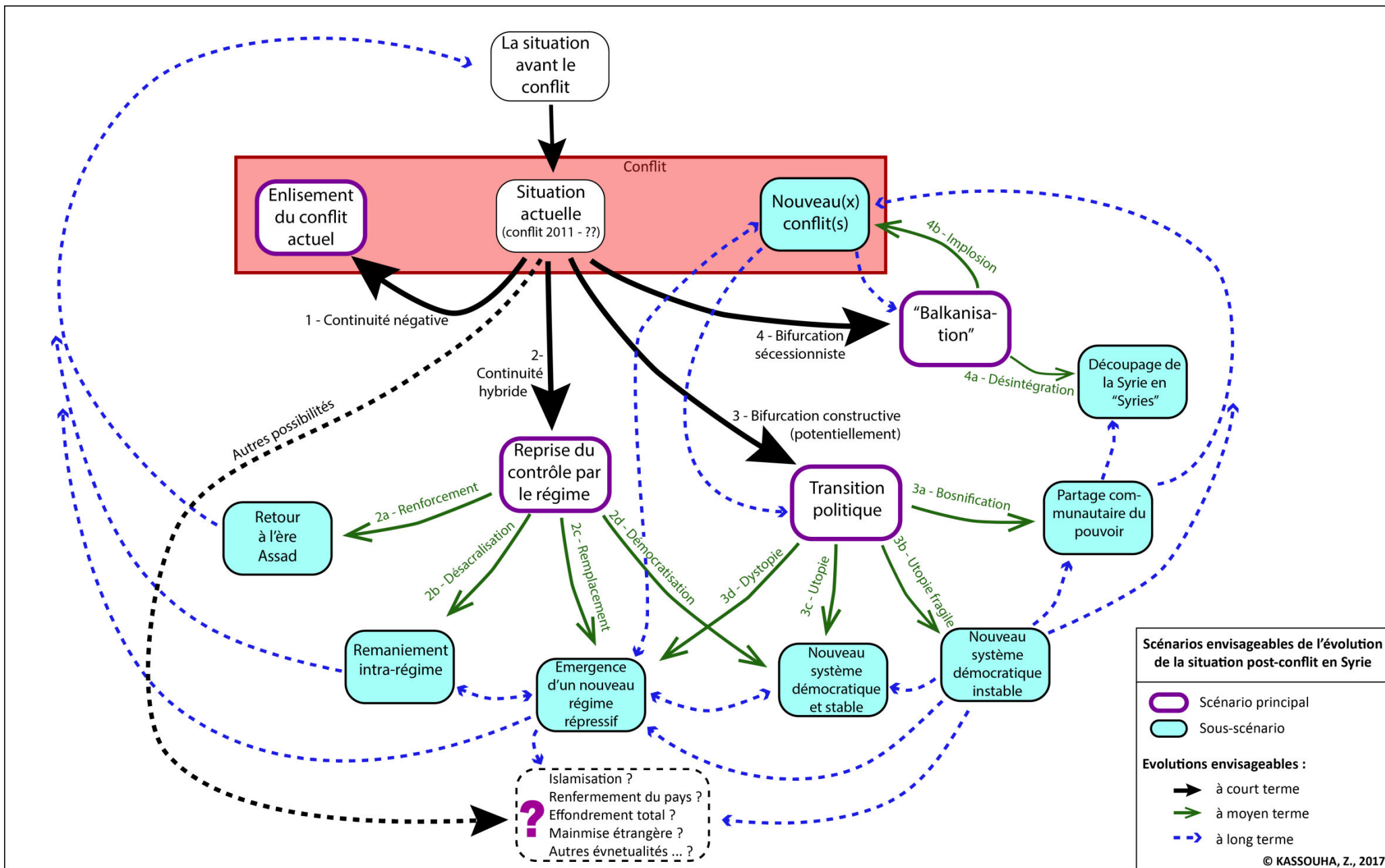


Figure 59 : Les principaux scénarii et sous-scénarii envisageables en Syrie après le conflit et les évolutions et possibles interactions entre les différentes hypothèses.

8.5. Des éléments à prendre en compte, quel que soit le scénario :

Pour clôturer ce chapitre nous aimerions mettre l'accent sur plusieurs éléments qui devront être pris en compte pour le développement touristique post-conflit en Syrie, quel que soit le scénario qui serait en vigueur.

- **La gradualité des marchés à aborder :** Une gradualité géographique, du tourisme domestique à l'international, en passant par les pays frontaliers et les marchés régionaux. Mais également une « gradualité affinitaire », des expatriés syriens en passant par les pays proche politiquement et culturellement pour toucher un spectre plus large ensuite.
- **La diaspora, ancienne et nouvelle, comme clientèle internationale de départ :** Avec des millions de Syriens à l'étranger⁶², un tourisme post-conflit commencerait essentiellement avec cette clientèle affinitaire, comme nous l'avons évoqué. Pour cette catégorie il y aurait la possibilité de rentrer s'installer dans le pays évidemment. Mais pour ceux qui se sont établis définitivement à l'étranger, le « retour aux sources » prendrait la forme de visites ponctuelles. Suite à la destruction généralisée dans certaines zones du pays, nous pourrions voir naître chez cette catégorie de touristes une « nostalgie » (Bachimon *et al.*, 2016; Peleikis, 2013) de ce paysage « perdu à jamais ». Le discours touristique adopté par les acteurs locaux serait essentiel pour une réinterprétation de ce souvenir, parfois idéalisé, du pays perdu.
- **Tourisme de mémoire / *Dark tourism*, l'équilibre à trouver :** Le gros dilemme du tourisme post-conflit est de trouver un équilibre entre la mémoire du conflit et les éventualités du *dark tourism* (voir chapitre 6). Pour la mise en tourisme de sites liés au conflit, la décision primordiale à prendre est celle du placement du curseur dans les gradients de *dark tourism*. Cela s'exprime par les différents choix de médiation et de discours à adopter (Figure 34). L'autre question concerne l'éventuelle variabilité de ce

⁶² Estimés entre 7 et 15 millions avant le conflit comme nous l'avons indiqué en chapitre 1 (voir page 25). Depuis le début du conflit on dénombre 5,5 millions de réfugiés Syriens entre les pays voisins et le reste du monde (UNHCR, 2017), tous ne vont pas s'établir de manière permanente à l'étranger après le conflit, certes, mais ils augmentent de manière très importante les chiffres avancés pré-conflit.

gradient d'un site à l'autre et s'il faut placer le curseur au même niveau pour tous les sites en adoptant une médiation unique, ou adopter une approche au cas par cas.

- **« Notre » mémoire face à la mémoire des « autres » :** La marge qui peut exister pour les différents récits du conflit est également à prendre en compte. En fonction des scénarii que nous venons d'évoquer, les approches pourront varier entre exclusion et inclusion. Entre récit officiel imposé, récit consensuel rassembleur ou absence de récit laissant les interlocuteurs libres dans leur interprétation des lieux, les possibilités sont parfois contradictoires.
- **Le lourd héritage des djihadistes :** Que faire face à cette partie épineuse de la mémoire du conflit ? Est-ce qu'un espace pourrait être laissé pour permettre aux victimes collatérales de ce conflit à travers le monde de s'y recueillir ? Des populations comme les victimes des attentats perpétrés ailleurs dans le monde, mais coordonnées depuis la Syrie djihadiste (attentats de Paris ou de Bruxelles). Ou même les familles de djihadistes étrangers, dévastées par le départ et la disparition de leurs proches venus combattre en Syrie (Jasna Krajinovic, 2015). Il s'agit là d'une question particulièrement sensible. Une mise en tourisme de cet héritage djihadiste pourrait servir pour la mémoire et pour l'éducation, mais il pourrait aussi être détourné. Des extrémistes proches des courants djihadistes pourraient y trouver des traces des « exploits » de leur idéologie. Au contraire, elle pourrait aussi dériver dans une mise en scène façon parc d'attraction, une sorte de « *Disneylandisation* » du djihad renvoyant aux nuances les plus sombres du *dark tourism*.
- **Le *dark tourism* comme activité annexe :** Nous avons évoqué cet aspect dans le chapitre 6 sous un titre un peu provocateur, « le *dark tourism* opportuniste ». Il s'agit de l'observation selon laquelle le *dark tourism* n'est pas la motivation principale du voyage vers une destination. Mais qu'une fois sur place les touristes fréquentent les lieux de *dark tourism* comme toute autre attraction touristique. Ce constat s'applique aussi dans le cadre de destination dans une période post-conflit comme à Belfast (Causevic & Lynch, 2008). Il est donc important de redynamiser le tourisme dans sa globalité, en utilisant le *dark tourism* comme éventuelle attraction supplémentaire. L'aspect éducatif de ce tourisme est aussi à prendre en considération. Effacer totalement du paysage et du récit touristique les traces du conflit risque d'être contreproductif également, car les touristes seraient intéressés d'avoir des

informations sur le sujet (voir chapitre 7). Une absence de récit laisserait le champ libre aux interprétations personnelles, plus ou moins conformes à la réalité.

- **Mémoire positive/ mémoire négative, le récit des vainqueurs** : En cas de victoire de l'un des protagonistes dans le conflit, le récit adopté et la mémorialisation se feront par la force des choses du point de vue du vainqueur. D'ailleurs des exemples qui vont dans ce sens commencent à être observés aujourd'hui en Syrie. Ainsi, à Alep, un monument au mort dédié aux soldats des armées russe et syrienne a été inauguré à Alep en 2017 (SANA, 2017b) (visuel en Annexe 12.4, page 374). Pour le régime syrien et ses alliés russes, il s'agit d'une mémoire positive liée à une bataille qu'ils ont gagnée. Il n'est pas certain qu'un habitant d'Alep-Est dont la maison a été détruite par les bombardements de ces deux alliés puisse porter un regard positif sur la mémoire de cet événement. Ce décalage entre mémoire positive et mémoire négative, entre un récit d'exclusion et un récit rassembleur, est un élément à observer de près dans la période post-conflit, car il pourrait soit amener vers un apaisement, soit vers de nouvelles tensions et éventuellement de nouveaux conflits.
- **Les acteurs étrangers impliqués, la question des « parts du gâteau »** : Vu l'implication active de plusieurs acteurs régionaux et internationaux dans le conflit et l'ambiguïté des alliances et des rivalités entre eux, la situation post-conflit risque d'être modelée par les tractations ou les ententes entre ces acteurs. Les efforts des uns et des autres de s'accaparer une part du « gâteau » syrien commencent déjà à faire surface. La Turquie est en train de confirmer sa mainmise sur les zones du nord de la Syrie dans lesquels ses troupes sont postées depuis 2016. Comme à la ville de Jarablus où la langue turque a remplacé le français comme deuxième langue étrangère dans les écoles et les services publics sont « turquisés » progressivement (KIZILBOGA & ASAD, 2017). L'Iran est aussi en train de s'accaparer des parts des secteurs économiques syriens (Barthe, 2017). Ces exemples nous alertent sur les risques d'une domination économique d'un bord ou de l'autre, domination qui pourrait également influencer sur le tourisme.

Conclusion

A la fin de cette étude qui nous a permis d'examiner plusieurs aspects liés au tourisme pré-conflit en Syrie, à la situation pendant le conflit et aux différentes pistes qui peuvent être envisagées pour la suite, plusieurs points retiennent notre attention.

Nous étant intéressés dès le début au tourisme culturel comme forme de tourisme à étudier, nous avons pu voir que ce tourisme représentait numériquement une part très faible du marché touristique du pays avant le conflit (1 à 3% des 8,5 millions de touristes étrangers en 2010). Cependant, il constituait l'un des piliers de l'image de la destination « berceau des civilisations » promue par les autorités syriennes. L'importance accordée à ce tourisme, qui attirait essentiellement une clientèle occidentale, reposait certes sur les grandes richesses culturelles et historiques dont regorge le pays et sur les revenus importants générés par cette activité. Mais au-delà de l'abondance des sites comme ressource touristique, ce tourisme avait un double usage dans la communication officielle syrienne. A l'intérieur du pays, il s'agissait de légitimer l'utilisation de ces sites comme élément principal dans la construction d'une identité nationale syrienne trans-religieuse. Le tourisme culturel servait donc comme témoignage de l'intérêt que suscite ce patrimoine culturel, et par extension l'identité syrienne, dans le monde. Tandis qu'à l'extérieur du pays, il servait de vitrine pour promouvoir la démarche du pouvoir syrien et pour présenter l'image d'un pays à la fois héritier d'une civilisation millénaire qu'il revendique, mais aussi moderne, multiculturel, et ouvert au monde.

Sauf que le conflit qui a débuté en 2011 sous la forme d'une contestation civile a fait voler en éclat plusieurs fondements de ce récit, portant atteinte à l'identité qu'il a construite et de l'image qui en découle. En effet, la société syrienne a été plus fragmentée que jamais par ces années de conflit laissant monter un discours de repli communautaire de plus en plus fort (Burgat, 2015). Les images des atrocités commises par les différents protagonistes et des souffrances causées par cette guerre ont endommagé de manière durable l'aspect tolérant et ouvert promu précédemment. L'émergence de groupes radicaux au sein de l'opposition, puis en dehors de cet appartenance politique, couronnée par la montée de l'EI aura été le clou du spectacle achevant le peu d'espoir d'une réversibilité des tensions post-conflit. En parallèle, la destruction infligée au patrimoine culturel syrien, par ces différents groupes

armés et par le régime, de manière délibérée ou comme dommage collatéral en marge des combats, a causé des pertes immenses. Plusieurs sites et monuments emblématiques sont perdus à jamais, et malgré les efforts de conservation déployés et les démarches de restauration ou de reconstruction envisagées, il est très peu probable que ces lieux retrouvent l'authenticité qui les caractérisait. Il s'agit donc ici d'une perte inestimable de ressources pour le tourisme culturel en Syrie.

En étudiant les différentes formes de tourisme qui continuent à exister en Syrie aujourd'hui nous nous rendons compte qu'un air de « ségrégation touristique » commence à s'installer. Le peu de tourisme international qui existe est motivé de manière quasi exclusive par des appartenances religieuses et des affinités politiques. L'instrumentalisation du tourisme comme outil de propagande favorisant un récit partial, voire partisan, est déjà en marche. Nous nous retrouvons donc progressivement devant des formes de mémorialisation et de mise en tourisme sélectives et de visite de patrimoine souvent en hybridation du genre : un patrimoine préexistant, touché par le conflit et réinterprété dans un récit politique et idéologique lié au conflit.

Nous pouvons donc décrire cette approche comme un tourisme « communautaire » ou même « communautariste ». Nous n'utilisons pas le terme dans le sens du « *community-based tourism* » qui consiste à partager la vie des communautés locales (autochtones) pendant son voyage (Blackstock, 2005), mais dans le sens de l'enfermement communautaire. Le voyage se passe dans les zones qui sont liées, et de préférences qui sont tenues par les membres de sa communauté religieuse ou ethnique. Cette montée de la motivation religieuse et communautaire du tourisme ne fait qu'approfondir le fossé entre les différents groupes qui composent la société. Au lieu de le jouer un rôle de rencontre et de rassemblement, le tourisme serait plutôt un élément de discorde, d'autant plus s'il bénéficie à une des communautés au détriment des autres.

Cela se renforce davantage avec le décalage de récit entre « gagnants » et « perdants ». Quand la fin de conflit est scellée par consensus, comme en BiH, le récit est soit consensuel soit inexistant. Tandis qu'en cas de victoire de l'un des protagonistes qui réussit à prendre le contrôle sur le reste, le récit officiel sera celui que le « gagnant » impose. Cette situation se traduirait par une montée des frustrations chez les « perdants » en l'absence d'un discours

qui prenne en compte, même partiellement, leur version de l'histoire. La mémorialisation et la patrimonialisation officielles seraient elles aussi régies par les « gagnants », ce qui ouvre la porte à la mise en tourisme « communautaire » ou « communautariste » que nous venons d'évoquer.

Dans ce tableau, loin d'être rose, le cas d'Alep est particulièrement représentatif. Haut lieu de la culture et du patrimoine syrien, capitale économique et étape incontournable pour les touristes avant le conflit, Alep a payé un très lourd tribut durant une confrontation sanglante de plus de quatre ans. Son centre historique a été anéanti par les bombardements aériens et à l'artillerie lourde du régime d'un côté et par les explosions dévastatrice des tunnels souterrains de l'opposition. La ville a été coupée en deux sur la base des fractures sociales existant entre classes aisées et classes populaires et dans une moindre mesure sur la base des appartenances communautaires. La majorité des bâtiments dans Alep-Est sont détruits ou fortement endommagés. Une grande partie de la population de cette partie de la ville a été obligée de la désertir pour échapper aux représailles au moment de la reconquête de la ville par les forces du régime et leurs alliés en décembre 2016. Le peu d'habitants d'Alep-Est qui y sont rentrés depuis font l'objet de pressions de la part des forces pro-régime (Al-Khateb, 2017).

Certes, des efforts ont été engagés depuis cette reconquête d'Alep, les organes officiels ou semi-étatiques syriens ont entamé des efforts pour la reconstruction du centre historique. Reste que cette reconstruction, bien que soutenue et supervisée par des instances internationales comme l'UNESCO, risque d'aboutir à la production d'un paysage hors-sol. Un paysage qui serait similaire, voire complètement à l'identique au paysage ancien, mais sans le tissu social qui occupait les lieux détruits (souks, ateliers d'artisans, anciens quartiers résidentiels, etc.) et qui a disparu à jamais. Se pose ici d'ailleurs la question du patrimoine immatériel, que nous n'avons pas pu traiter dans notre recherche, mais qui faisait partie intégrante du paysage aleppin avant le conflit. Avec les pertes humaines, la migration de la population (dont une grande partie en dehors de la Syrie) et les modifications démographiques qui sont en train de s'opérer, est-ce que le patrimoine immatériel d'Alep pourrait être conservé ? Et les parties perdues de ce patrimoine pourront-elles être récupérées un jour ? Ces questions méritent une recherche approfondie en travaillant avec les populations restées sur places ainsi que les populations immigrées, à l'intérieur comme à

l'extérieur de la Syrie. Nous lançons ici un appel aux anthropologues pouvant travailler sur la question.

D'autre part, nous avons pu observer et analyser à travers notre étude de terrain comparative plusieurs aspects liés à la mise en tourisme post-conflit et aux différentes approches quant à la mémorialisation et la patrimonialisation dans ce contexte. Les dimensions sociales et politiques jouent un rôle capital dans la prise de décision officielle dans ces domaines. Tout de même nous avons passé en revue plusieurs situations où l'initiative émanant d'acteurs privés ou communautaires pouvait devancer la décision officielle, menant à des formes de mémorialisation valorisée (Tunnel de Sarajevo) ou contestées (mémorialisation de la discorde à Mostar). Pour la patrimonialisation et la mise en tourisme, ce même décalage existe également, entre le tourisme officiellement mis en avant et le *dark tourism* qui se développe parfois « hors circuit », ou plutôt « hors circuit officiel », sans pour autant devenir l'attraction principale. Les approches diffèrent également entre mémoire revendiquée et mémoire éclipsée selon les différentes sensibilités et selon des paramètres liés à la période du conflit ou aux décisions concernant la (re)construction de l'image de la destination.

Même en prenant en compte tous ces paramètres dans notre analyse, prévoir avec exactitude le tourisme post-conflit en Syrie demeure une tâche délicate. L'absence de solution claire de sortie de crise qui définirait le paysage politique et social dans le pays après le conflit maintient de grandes incertitudes sur le futur du tourisme syrien. Les scénarii que nous avons proposés, sur le plan politique comme sur le plan touristique, représentent les probabilités qui nous semblent envisageables à l'instant T de leur élaboration. Leur construction sur les bases de l'observation de la situation en Syrie et sur les autres terrains étudiés, confirme leur aspect concret, appliqué et applicable. Si dans la conjoncture actuelle, début 2018, certains d'entre eux semblent plus plausibles que d'autres, la question de l'hybridation entre plusieurs scénarii reste à notre avis la plus réaliste.

Avec toutes les questions qui restent suspendues, nous aimerions souligner plusieurs idées qui nous semblent essentielles à prendre en compte à la fin de notre recherche.

L'évolution « à froid » des vestiges/du patrimoine traumatique :

Notre approche a consisté à étudier le traitement à chaud (dès la fin du conflit, voire avant sa fin) des vestiges du conflit à travers des démarches de mémorialisation ou de patrimonialisation. Dans le cas du terrain en BiH et Croatie nous avons pu aussi observer l'évolution de ces démarches plus à froid (deux décennies après la fin du conflit). Mais les évolutions à plus long terme n'ont pas été développées de manière approfondie. Pour traiter ce point nous nous intéressons à deux exemples observés en France.

Le premier est celui des champs de bataille de la grande guerre. L'évolution du regard vis-à-vis de ces lieux pendant plus d'un siècle maintenant est assez intéressant à observer. Anne Hertzog décrit comment la visite de ces champs de bataille est passée d'un aspect « pèlerinage » à un aspect « historique » (Hertzog, 2012). Le basculement entre « mémoire » et « histoire » s'est opéré au fil des années. De plus il s'est accompagné d'un changement de fréquentation et de rapport aux lieux. L'affluence importante dès la fin de la première guerre s'est transformée en un ralentissement à partir de l'entre les deux guerres, suivi d'une période de marginalisation et d'oubli avant un regain d'intérêt dès les années 1970-1980 conduisant à une mise en tourisme (Ibid.). Les commémorations du centenaire de la guerre ont certainement ravivé l'intérêt général vers ces lieux, ce qui pourrait dynamiser davantage leur fréquentation touristique. Néanmoins, le « tourisme de mémoire » aux aspects plus éducatifs, permettant de comprendre les événements du passé n'a pas totalement effacé la dimension « pèlerinage » qui est toujours présente dans le discours (Ibid.).

Cet exemple est assez représentatif de l'évolution à froid du patrimoine de guerre qui passe d'un symbole de l'identité nationale en un lieu oublié (friche mémorielle ?) avant d'être réapproprié par le récit national et comme lieu de tourisme de mémoire. Le détachement émotionnel avec les années permet de transformer progressivement le « devoir » d'aller vers ces lieux en un « plaisir » ou une « curiosité » de les (re)découvrir en tant qu'attraction touristique.

Le deuxième exemple n'est pas lié au patrimoine de conflit et il date d'une époque bien plus récente que celle de la Grande guerre. Mais il illustre la transformation de perception d'un patrimoine rejeté. Il s'agit de la patrimonialisation des friches industrielles et leur mise en tourisme dans les régions du Nord et du Nord-Est de la France. Edith Fagnoni décrit le

changement d'approche qui s'est opéré à ce paysage entre les années 1980 et les années 2000. Pendant la période de la désindustrialisation la tendance était de rompre avec les traces du passé industriel de ces régions et de tourner le dos à ce patrimoine industriel qui a dominé le paysage pendant des décennies (Fagnoni, 2005). Les sentiments négatifs liés à la crise de la désindustrialisation étaient à l'origine de ce rejet (Ibid.). Néanmoins un changement s'opère un peu plus à froid. Une fois les sentiments négatifs estompés un regain d'intérêt de ces sites comme élément de l'identité locale commence à s'installer. Une prise de conscience qu'il s'agit d'un patrimoine qui intéresse le public motive la mise en place de démarches de conservation et de médiation (Ibid.). Cet inversement a été couronné par l'inscription du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais sur la Liste du patrimoine mondial par l'Unesco en 2012 (Fagnoni, 2015). Les initiatives de mise en tourisme sont nombreuses dans ce contexte, mais il reste à savoir comment le regain d'intérêt et la reconnaissance de la valeur de ce patrimoine industriel seront concrétisés de point de vue touristique sur le long terme.

L'intérêt de cet exemple réside dans le parallèle que nous pouvons faire entre le paysage post-industriel et le paysage post-conflit. L'approche à chaud après la guerre risque d'être similaire à celle observée pendant la désindustrialisation : un rejet émotionnel du paysage détruit et une volonté de faire table rase pour effacer les traces de cette expérience douloureuse. Cela serait d'autant plus prévisible que les lieux touchés par le conflit seront déjà partiellement ou totalement détruits. Passé cette phase de rejet, une nouvelle approche détachée, à froid, pourrait alors voir le jour visant à patrimonialiser le paysage du conflit (ou ce qui en reste) comme témoin d'une période historique révolue. Contrairement à l'exemple post-industriel, le basculement dans un contexte post-conflit pourrait nécessiter une période de recul plus longue vu l'expérience traumatique liée à ces lieux. L'intervention du *dark tourism* pourrait être à double tranchant à ce stade. Soit il aide à une prise de conscience de l'intérêt que ces lieux suscitent et motive ainsi à les conserver, soit il est vécu comme une forme de voyeurisme menant à un rejet encore plus important de ces lieux. Quel que soit la durée, le processus en fin de compte serait assez similaire à la remise en valeur du patrimoine industriel mentionné.

A travers ces deux exemples nous remarquons qu'il n'y a pas de trame constante concernant le patrimoine à connotation négative (patrimoine du conflit dans le cas syrien). Le

basculement entre assimiler ce patrimoine ou le rejeter peut s'opérer de différentes manières. Pourtant, il ne s'agit pas d'une forme cyclique régulière, du moins pas d'après les exemples que nous avons vu.

Entre victimes, héros et bourreaux, mémoire revendiquée/mémoire refoulée

Dans le processus de mémorialisation sélective le rôle occupé par les uns et les autres dans les événements de l'histoire joue un rôle essentiel dans l'approche adoptée envers la mémoire de ces événements. Comme nous l'avons observé à Sarajevo ou à Dubrovnik, la position (incontestable) de victime que ces deux villes ont tenue pendant leurs sièges respectifs a favorisé la revendication et la mise en avant de la mémoire du conflit. Une démarche liée au deuil ainsi qu'au « devoir de mémoire » (Burtin, 2004; Ledoux, 2014). Le rôle des « héros » joué par les « défenseurs de la ville » dans les deux cas, ou dans l'exposition temporaire observée à Zadar, fait aussi l'objet d'une mise en valeur mémorielle et patrimoniale.

Par contre, l'approche change dès qu'il s'agit d'épisodes historiques « peu glorieux » où le groupe (pays, communauté, bord politique, etc.) a joué un rôle moralement condamnable. Qu'il s'agisse de commettre des atrocités, ou de prendre une position passive voire indifférente devant des atrocités commises. L'exemple observé par Philippe Bachimon à Vichy est assez parlant. La ville qui a accueilli le gouvernement français de la collaboration sous l'autorité du maréchal Pétain entre 1940 et 1944 a occulté la mémorialisation de cet épisode historique de son espace urbain. Ainsi, presque aucune signalétique n'indique les lieux où les appareils de l'« Etat Français » siégeaient, bien que les lieux en question soient abandonnés aujourd'hui (il s'agit d'hôtels et d'établissements de loisirs aujourd'hui largement en friche) (Bachimon, 2013, p. 84-85). Cette approche est d'autant plus paradoxale que le discours local officiel présente la ville comme « victime collatérale » de cette période avec le préjudice économique et la mauvaise image qui lui a été donnée par la suite (Ibid.).

Cet exemple illustre la tendance à éviter toute mise en valeur d'un patrimoine « gênant » en enfouissant la mémoire d'événements à connotation négative. Nous pourrions nous retrouver devant des situations similaires en Syrie post-conflit, où les acteurs, au niveau local

ou national, pourraient éviter la mémorialisation d'événements qui impliquent une mise en cause de leur responsabilité. Ainsi, il est difficilement imaginable que le régime syrien entreprenne, ou tolère même, une démarche de mémorialisation des attaques chimiques survenues pendant le conflit.

« A chaud / à froid » comme concept

Nous avons évoqué à plusieurs reprises dans notre étude ce dualisme du « à chaud / à froid » comme élément d'analyse des différentes approches d'interprétation de mémorialisation et de patrimonialisation observées. Il nous semble donc indispensable de formaliser le concept afin d'en définir les contours et les différents éléments.

Comme le ressenti de chaleur (dans le sens physique) diffère d'une personne à l'autre, les processus de mémoire et d'oubli ou d'attachement et de détachement émotionnels diffèrent également. Dans notre concept la définition du chaud et du froid ne peut donc être normalisée par des unités de mesures claires car il s'agit d'un ressenti qui varie en fonction de facteurs culturels et des contextes lié à l'objet étudié. Nous pouvons tout de même définir les différents éléments qui permettent de s'y repérer :

1. Le temps

Logiquement, le temps est l'élément principal qui va permettre à un objet ou événement récent, frais, donc dans notre concept « chaud », de se refroidir au fil des mois et des années pour aboutir à un élément « froid ». C'est la durée de ce processus de « refroidissement » qui est variable en fonction de différents paramètres socio-culturels qui gèrent la perception du ressenti. Pendant cette période transitoire qui sépare chaud et froid, mémoire et oubli, présent et passé, l'élément étudié sera donc en phase intermédiaire, « tiède » : trop récent pour être oublié, mais trop ancien pour être central et omniprésent.

2. Le contexte

La centralité de l'objet ou de l'événement étudié dans son environnement socio-culturel joue aussi un rôle essentiel dans le ralentissement ou l'accélération de son « refroidissement ». Un meurtre qualifié de « fait divers » se refroidit beaucoup plus rapidement qu'un « assassinat politique » ou un « attentat terroriste » par exemple.

3. L'espace / la distance

La proximité géographique comme la proximité temporelle joue un rôle important dans le « refroidissement ». En règle générale, plus la distance est grande plus le processus est rapide.

4. Le ressenti / le lien « affinitaire »

Il s'agit probablement de l'élément le plus subjectif qui définit la perception. Le lien émotionnel que les différentes personnes ont vis-à-vis de l'objet ou l'événement joue un rôle crucial dans la perception du chaud et du froid et dans la durée que le « refroidissement » prend. Pour certaines expériences traumatiques qui nous touchent directement le « chaud » ou le « tiède » peuvent se prolonger toute une vie sans arriver à une phase « froid ». Cela explique d'ailleurs le décalage du perçu entre tourisme de mémoire douloureuse et *dark tourism*, entre les visiteurs directement et émotionnellement concernés par des événements tragiques et ceux qui n'ont pas ce même lien, à l'image de la polémique concernant les « douches » brumisateurs installés pour rafraîchir les touristes à Auschwitz (Chevalier & Lefort, 2016).

5. L'idéologie et la politique

La dimension idéologique, religieuse et/ou politique joue également un rôle dans l'accélération ou le ralentissement du « refroidissement ». Cela peut prendre plusieurs formes. Parfois il s'agit d'une sorte d'« extension » de l'émotionnel affinitaire susmentionné aux membres d'un groupe religieux, communautaire, idéologique, etc. Parfois c'est le rapport ou l'interprétation religieuse des événements qui les « garde au chaud » ou au contraire les refroidit. Sans oublier l'instrumentalisation politique ou idéologique active ou passive visant à ralentir ou accélérer le « refroidissement ».

En outre, même quand le « refroidissement » aboutit à la phase « à froid » l'objet ou l'événement peuvent à nouveau « ressurgir » vers une phase plus chaude. Ce processus de « réchauffement » est souvent conjoncturel (une commémoration, un nouvel événement qui « exhume » le passé, un regain d'intérêt, ...). Ces deux processus de « refroidissement / réchauffement » s'alternent et parfois se mélangent. En cours de refroidissement, un objet « tiède » peut être réchauffé de manière anticipée ou accélérée par un événement ou une conjoncture avant de refroidir à nouveau. Idem pour un objet froid en cours de réchauffement. Ces processus intermédiaires sont souvent ponctuels.

D'autre part, si le processus de « refroidissement » est systématique voire inévitable quel que soit sa durée, le « réchauffement » quand à lui ne l'est pas. Certains événements ou objets sont sujet au « réchauffement » au grès des conjonctures socio-culturels et des décisions politiques. D'autres restent à jamais « à froid ».

Un dernier point nous semble important à préciser. Si nous présentons les étapes « à chaud », « à froid » et « (à) tiède » comme des situations bien définies, leur représentation relève davantage d'un gradient que d'une segmentation stricte. Les facteurs que nous avons mentionnés rendent leur intensité variable en fonction de la perception personnelle également.

Nous donnons quelques exemples pour illustrer ces différents processus :

Le massacre de Srebrenica en BiH, commis en juillet 1995 par les forces serbes contre les civils bosniaques de la petite ville de Srebrenica (située en *Republika Srpska*, la partie serbe du pays) est commémoré tous les ans le 11 juillet. Cette commémoration est rythmée par la découverte de nouvelles fosses communes qui entraîne le transfert des restes retrouvées à Sarajevo pour le processus d'identification des victimes par analyse de l'ADN. Une fois identifiées, les dépouilles des victimes sont regroupées tout au long de l'année pour être ramenées à Srebrenica afin d'y être enterrés dans le cimetière commémoratif dédié aux victimes lors de funérailles collectifs commémorant l'anniversaire du massacre. Le 09/11/2016, pendant notre travail de terrain à Sarajevo nous avons assisté (sans en avoir une connaissance préalable) au passage dans le centre-ville du convoi officiel ramenant à Srebrenica les dépouilles des victimes découvertes pendant les mois précédents. Le convoi était attendu par des centaines d'habitants de Sarajevo, de tous les âges, munis de fleurs et

de roses. Des représentants officiels étaient aussi présents ainsi que la presse. Une fois le convoi arrêté la foule s'est précipitée sur le camion frigorifique couvert d'un immense drapeau de la BiH qui transportait les restes de 127 victimes. Les habitants accrochaient les fleurs qu'ils avaient amenées sur le camion, certains en récitant une prière (*Fatiha*) d'autres en silence, le tout avec beaucoup d'émotion et dans une ambiance assez très lourde. Une grande partie de l'audience avait les larmes aux yeux. Après un arrêt d'une dizaine de minutes le cortège, sous escorte policière, est reparti au ralenti tandis que les habitants qui attendaient plus loin dans la rue s'approchaient à leur tour pour faire les mêmes gestes. Pendant ces quelques minutes, tout le passé du conflit et la mémoire du massacre, refroidi par 22 ans d'intervalle mais toujours « tiède », ont été intensément « réchauffés » par cette commémoration passagère. La présence des restes des victimes a certainement rendu l'événement encore plus « à chaud » que si c'était une commémoration simple du massacre (Visuels en Annexe 10.2, page 365).

Au-delà de ce cas au réchauffement intense, les exemples de réchauffement sont nombreux. Celui que nous avons évoqué concernant le regain de tension à Mostar avec le suicide du Général Praljak (voir 8.3.2, page 269) est assez représentatif. La commémoration du centenaire de la Grande guerre est aussi une forme de « réchauffement ».

Pour le « refroidissement anticipé » nous prenons le cas de la maison natale d'Hitler en Autriche. Le bâtiment commençait à devenir de plus en plus gênant à cause des « pèlerinages » néonazis. Cela a poussé le gouvernement à récupérer la propriété des lieux dans le projet de démolir le bâtiment ou de le transformer profondément (AFP, 2017). Les pouvoirs publics cherchent ainsi à arrêter le « réchauffement » entamé par les tentatives de sacralisations des Néonazis. Reste à savoir si cette démarche réussira à refroidir irrémédiablement les lieux ou pas.

Certes le concept nécessiterait encore quelques validations par sa soumission à d'autres situations que celles déjà étudiées et en particulier il serait nécessaire de pouvoir mieux l'autonomiser de son ancrage métaphorique originel. Mais afin de conclure provisoirement sur ce point le graphique suivant permet d'avoir une vision globale en tant qu'expression rationnelle des processus évoqués (Figure 60).

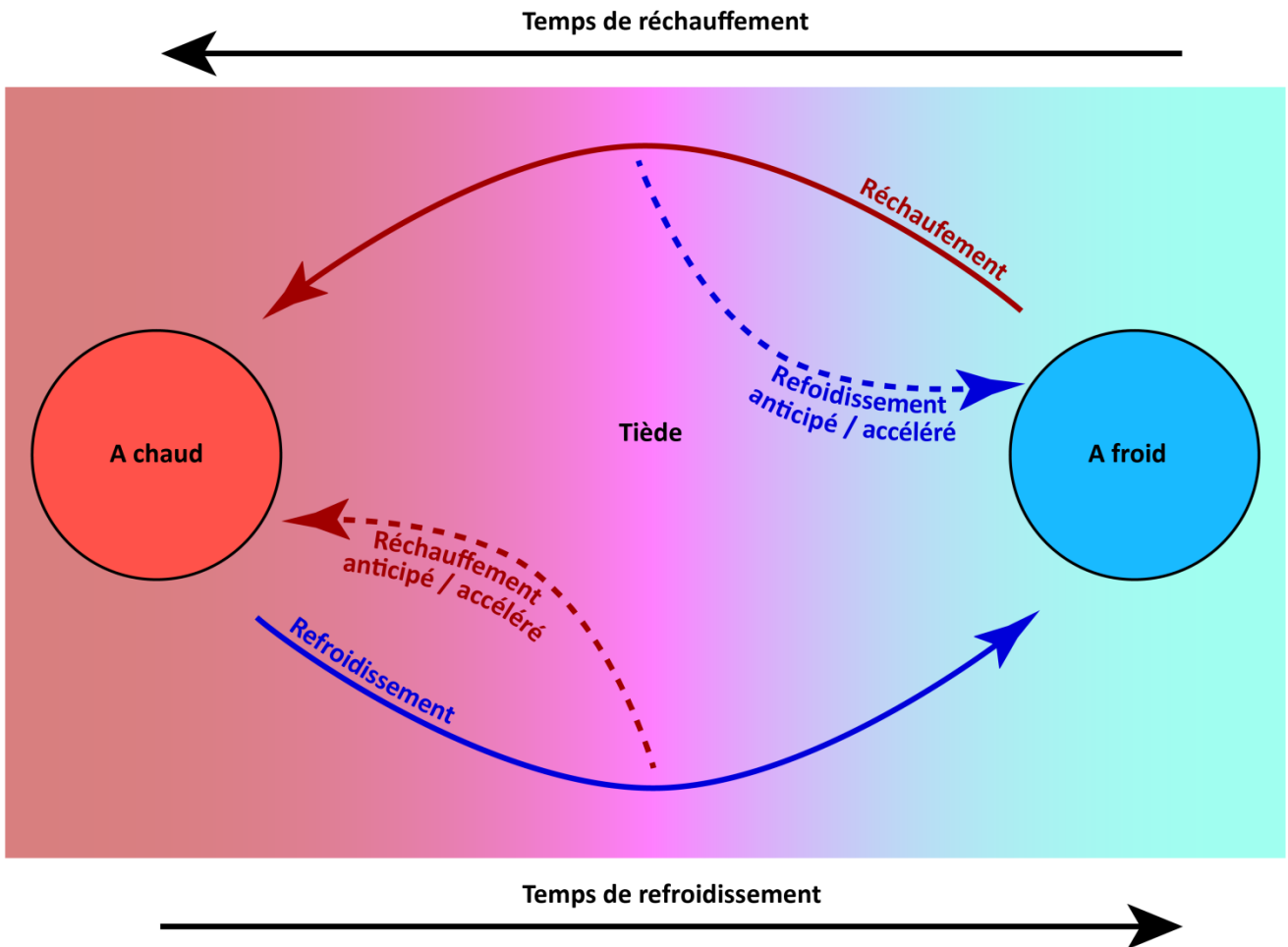


Figure 60 : Conceptualisation « à chaud / à froid »

Les processus de « refroidissement » et de « réchauffement » sont parfois ponctués par des processus inverses, souvent conjoncturels, venant ramener l'objet ou l'événement devenu « tiède » vers le début du processus. Les trois « étapes » du processus (chaud/tiède/froid) correspondent à un gradient (représenté par l'arrière-plan gradué) plutôt qu'à un cadre défini.

Graphique : KASSOUHA, Z., 2018

Pistes à explorer

Tant de questions restent suspendues à la fin de cette thèse et mériteraient d'être étudiées, explorées et développées. La question de la paix, de la construction et du maintien de la paix. Le tourisme a un rôle à jouer dans ce processus comme dans l'exemple du Népal (Upadhyaya, 2013). L'exploration de cette question dans le cas syrien (une fois la paix retrouvée) serait une piste intéressante à étudier.

D'autre part, les nouvelles formes de tourisme qui se développent dans le post-conflit constituent également une question essentielle. Notamment les formes de tourisme dit « humanitaire » ou « *volontourisme* » à travers lesquelles des volontaires passent par des ONG pour venir mener des actions de reconstruction ou d'enseignement sur le terrain. Cette forme existe déjà en Syrie comme dans l'exemple de « SOS Chrétiens d'Orient » développé en chapitre 4, où des volontaires français se rendent en Syrie pour travailler dans le cadre des missions menées par l'association (voir page 129 et suivantes). Cette forme de tourisme, aussi noble soit-elle de par ses motivations, a donné lieu à des excès, des escroqueries et des résultats contre-productifs et fait l'objet de vives critiques (Carpenter, 2015; Rousseau, 2016). Il serait donc intéressant d'en observer le développement en Syrie. Une forme de contrôle peut s'avérer utile afin d'éviter que la question humanitaire ne devienne une attraction lucrative.

Une autre question qui nous semble importante est celle du risque de muséification que nous avons évoqué, notamment par rapport au centre historique d'Alep et la perte (au moins partielle) du tissu socio-économique de cette zone. Vu notre incapacité à rentrer en Syrie dans les conditions actuelles, une poursuite d'étude avec les mécanismes d'observation à distance utilisés pour cette thèse peuvent permettre de suivre la situation de manière globale. Il serait tout de même compliqué de cerner toutes les dimensions sans être sur place.

Sur la même lignée, mais dans une approche encore plus prospective, c'est la question de la disneylandisation qui se pose. Les possibilités que des mises en scène macabres dans des sites de *dark tourism* portant sur le thème du conflit peuvent voir le jour sont éventuellement envisageables. Néanmoins, il est peu probable que ce soit fait « à chaud ». A ce titre, un article scientifique comportant un scénario imaginaire à l'an 2100 de la visite

d'un parc d'attraction sur le thème des attaques chimiques de 2017 en Syrie a été publié récemment (Wright, 2017). Une surenchère avec un éventuel « *Djihadland* » sur le thème de Daesh peut tout à fait être envisageable dans cette optique.

D'autre part, nous avons évoqué la diaspora syrienne comme richesse touristique post-conflit avec la montée du tourisme affinitaire. Cependant, cette même diaspora peut également décourager une certaine catégorie de touristes occidentaux. Avec l'animosité grandissante envers les migrants en Europe et en Occident, le flux de migrants syriens pourrait influencer les choix de voyages et de destinations d'une population occidentale sensible aux discours de l'extrême droite. Ce phénomène, bien que marginal, a déjà été observé chez les électeurs de l'extrême droite aux Pays-Bas (Moufakkir, 2014). Si la tendance se confirme concernant le regain de popularité des partis identitaires et des discours nationalistes anti-migrants, ce phénomène pourrait prendre de l'ampleur. A observer...

Syrie en guerre/Syrie post-conflit : Approche scientifique et optimisme, est-ce conciliable ?

Il s'agit-là de la question de fin, du point qui va clôturer cinq ans de recherche, d'observation de comparatisme et d'analyse. Cinq ans qui ont vu le nombre de morts en Syrie se multiplier par 10, le patrimoine du pays se faire piller, dégrader, pulvériser, le conflit s'enliser, s'internationaliser, se complexifier, s'exporter, le pays devenir un lieu de rendez-vous des extrémistes de tout bord et en même temps un lieu banni pour ceux qui cherchent une alternative à tout cela. Cinq ans qui ont abouti à une situation où la solution la plus plausible serait de retourner au paysage d'avant le conflit, au point de départ, avec la même configuration, l'autonomie politique du pays en moins (ainsi que le vivre ensemble, l'infrastructure et quelques millions d'habitants). Objectivement nous ne pouvons donc pas être optimistes au vu de tous ces éléments...

C'est là que notre dernier concept développé vient à notre rescousse. Si maintenant, « à chaud », tout semble perdu, il n'en est pas de même si nous prenons du recul. Durant son histoire la Syrie a connu d'innombrables conquêtes, guerres et atrocités. Cela ne l'a pas empêché de se redresser et de retrouver sa prospérité. Une ville comme Alep qui continue à

exister constamment depuis plus de 6 000 ans est composée d'une superposition impressionnante de couches archéologique, comportant les traces de ceux qui y sont passés, de tous les événements, toute la destruction et toute la prospérité qu'elle a connus. Ce conflit, avec toutes ses dévastations n'est qu'une couche supplémentaire qui vient s'ajouter à cet empilement. A l'échelle de l'histoire de la Syrie, « à froid », rien n'est perdu, tout est encore à venir. Et comme nous l'avons expliqué, peu importe le laps de temps, le « refroidissement » est systématique.

D'autre part, si tout au long de cette thèse nous nous sommes concentrés sur le patrimoine dans sa forme matérielle, le patrimoine immatériel y avait sa place aussi, sous d'autres appellations. Ainsi, le récit du conflit qui est transmis dans le cadre social et qui est renouvelé avec le temps et au rythme des événements, constitue une forme de patrimoine immatériel. Un patrimoine qui sépare les communautés parfois, mais qui porte aussi des côtés rassembleurs. Surtout, il se « refroidit » moins vite que le patrimoine matériel (en témoigne l'exemple de Mostar). Ce patrimoine/récit est un vecteur essentiel de la (re)création d'identité, et dans le cas syrien il a un rôle primordial à jouer dans ce domaine. Evidemment, il est susceptible de diviser sur certains points et de comporter des parties douloureuses également. Mais il permet aussi, par sa complexité, de retrouver un dénominateur commun pouvant rassembler. Comme dans le cas du patrimoine matériel, ces récits constituent un « nouveau patrimoine immatériel » issu du conflit, un patrimoine d'une richesse extraordinaire susceptible de reconstruire une identité profondément ébranlée par ce conflit.

Donc oui, il est bien possible de concilier regard scientifique et optimisme, un aboutissement à revendiquer à la première personne du singulier, sans naïveté ni faux semblants :

Oui, je suis optimiste. Oui, je garde l'espoir.

« Comme si rien n'avait été.

Rien qu'une blessure légère au bras du présent absurde...

Et l'Histoire se rit de ses victimes

Et de ses héros...

Elle leur jette un regard et passe... »

Mahmoud Darwich, Murale

« Nous sommes condamnés à l'espoir. Ce qui se passe aujourd'hui ne peut pas

*être la fin de l'Histoire »*⁶³

Saadallah Wannous, Message de la Journée Mondiale du Théâtre 1996

⁶³ Le dramaturge syrien ayant écrit le message en arabe, les traductions en français diffèrent entre « condamnés à l'espoir », « subjugués par l'espoir » ou encore « mus par l'espoir ». A méditer...

Bibliographie

20minutes.fr, (2015, mai 20), Syrie: Une vidéo prouve l'utilisation par le régime de bombes-barils, 20minutes.fr. <http://www.20minutes.fr/monde/syrie/1612715-20150520-syrie-video-prouve-utilisation-regime-bombes-barils> (page consultée le 11/11/17)

Aakoum, C., (2013, février 13), Sabra : Ils ont tenté de nous assassiner car nous n'avons pas transigé sur nos positions (en arabe), *Asharq Al-Awsat*.

AFMM, (2015, décembre 12), Avoiding high season crowds in Dubrovnik's Old City – A Few Miles More, *A Few Miles More*. <http://www.afewmilesmore.com/avoiding-high-season-crowds-in-dubrovniks-old-city/> (page consultée le 13/09/16)

AFP, (2011, avril 16), Le ministère des Affaires étrangères déconseille d'aller en Syrie et Burkina, *20minutes.fr*.

AFP, (2013a, janvier 14), Explosion à Mostar sur fond de tensions accrues, *20 Minutes*.

AFP, (2013b, avril 24), Syrie: destruction du minaret de la Mosquée des Omeyyades d'Alep, *Le Point*.

AFP, (2014a, avril 14), L'armée syrienne reprend le contrôle de Maaloula, *Libération*.

AFP, (2014b, mai 8), Les rebelles pulvérisent l'hôtel Carlton à Alep: 14 morts, *Le Journal de Montréal*.

AFP, (2015, février 25), Quatre parlementaires français ont rencontré Bachar al-Assad en Syrie, *Libération*.

AFP, (2017, juin 30), L'Autriche reste propriétaire de la maison natale d'Hitler, *Le Point*.

Agence France-Presse, (2004, février 1), Sarajevo's Wartime Tunnel Survives as Museum, *The New York Times*.

Agha-alkalaa, S., (2004, septembre), *Indicateurs économiques résultants de l'application du programme exécutif pour le tourisme en Syrie (en arabe)*, Conférence de Dr. Saadalla Agha-alkalaa, Ministre du tourisme, à la Bibliothèque Nationale Al-Assad.

Ahram, (2003, juillet 21), Entretien avec le Ministre du tourisme syrien : Le tourisme est l'industrie du futur, il s'agit d'une question stratégique pour nous (en arabe), *Ahram*, Cairo.

Aïdi, O., (2000, avril 18), *L'industrie du tourisme en Syrie. Réalités et horizons (en arabe)*, Texte de conférence présenté à : Séminaire « Mardi de l'économie », Forum économique syrien, , Damas, Syrie.

Airoldi, S., (2017), Tombeau d'Alep, *Confluences Méditerranée*, n°102, p. 169-179.

Aïta, S., (2007), Chapitre V - L'économie de la Syrie peut-elle devenir sociale ? vous avez dit « économie sociale et de marché » ?, In : B. DUPRET, Y. COURBAGE et M. A. DBIYYAT (éd.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Actes Sud / Sindbad, p. 541-579.

Aïta, S., (2014), En guise de conclusion – Penser Alep autrement, In : T. BOISSIÈRE et J.-C. DAVID (éd.), *Alep et ses territoires : Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, p. 521-531.

Akhbar Alaalam, (2012, août 24), Le chef de la brigade Altawheed affirme que l'Armée syrienne libre contrôle 70% d'Alep (en arabe), *Akhbar Alaalam*.
<http://www.akhbaralaalam.net/?aType=haber&ArticleID=53994> (page consultée le 06/11/16)

al-Zubaidi, L., (2007), I.8. Le festival contesté : mettre en scène la diversité, In : B. DUPRET, Y. COURBAGE et M. A. DBIYYAT (éd.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Actes Sud / Sindbad, p. 153-161.

AlAkhbar, (2012, juillet 10), Rami Makhlouf: Buying Syria One Bank at a Time, *Al Akhbar English*.

AlAkhbar, (2014, décembre 25), Entretien - Le ministre (syrien) du tourisme : Nous avons perdu plus de 4 millions de touristes, *AlAkhbar*.

AlArabiya, (2012, février 26), Burhan Ghalioun défie les régime et entre en Syrie (en arabe), *AlArabiya.net*. <http://www.alarabiya.net/articles/2012/06/26/222930.html> (page consultée le 12/07/17)

AlArabiya, (2013, mars 4), Mouaz al-Khatib en déplacement dans la province d'Alep pour soutenir les habitants de zones libérées (en arabe), *AlArabiya.net*.
<https://www.alarabiya.net/articles/2013/03/03/269417.html> (page consultée le 27/12/17)

AlArabiya, (2014, juillet 31), Georges Sabra assiste à un mariage à Alep (en arabe), *AlArabiya.net*. <http://www.alarabiya.net/ar/arab-and-world/syria/2014/07/31/-جورج-صبرا-يحضر-حفل-زفاف-في-حلب.html> (page consultée le 27/12/17)

Ali, C., (2013), Syrian Heritage under Threat, *Journal of Eastern Mediterranean Archaeology & Heritage Studies*, vol. 1, n°4, p. 351-366.

Ali, C., (2016a, janvier 27), Alep -Qady Asker : dommages causés à la mosquée Agha Jaq (époque othman) à cause du bombardement russe 12.01.2016, *APSA*.
<http://apsa2011.com/apsanew/ag-russe/?lang=fr> (page consultée le 18/02/18)

Ali, C., (2016b, octobre 6), Alep – Bab El-Neyreb: Destruction de la mosquée el-Touba par une frappe aérienne russe (époque mamelouke) 26.09.2016, *APSA*.
<http://apsa2011.com/apsanew/alep-bab-el-neyr/?lang=fr> (page consultée le 18/02/18)

Alic, A., (2002, mars 19), Saving Sarajevo's Lifeline, *Time*.

Al-Khateb, K., (2017, novembre 24), The Troubling Triumvirate Ruling Over Aleppo, *Syria Deeply*. <https://www.newsdeeply.com/syria/articles/2017/11/24/the-troubling-triumvirate-ruling-over-aleppo> (page consultée le 12/12/17)

Alkhshali, H. & Robertson, N., (2013, septembre 8), Syria Islamist rebels take control of Christian town of Maaloula, *CNN*. <http://www.cnn.com/2013/09/08/world/meast/syria-civil-war/index.html> (page consultée le 23/12/17)

All4Syria, (2013, février 7), Dr. Mazen Sawaf raconte ses rencontres avec les révolutionnaires à l'intérieur de la Syrie et les résultats attendus (en arabe), *All4Syria*. /Archive/69705 (page consultée le 15/08/17)

AlThawra, (2007, juin 1), Avec des projections de croissance de 20% de l'activité touristique, le budget de promotion touristique est augmentée de 400% (en arabe), *AlThawra*.

Alzahrani, K., (2014), *Du cultuel au culturel: le tourisme international en Arabie Saoudite* (Thèse de doctorat), France, Université de Grenoble.

Ang, T., (2016), *Masterclass de photographie*, Dunod, Malakoff, 400 p.

APSA, (2013, juin 10), Aleppo: Protecting the Halawiyeh wooden niche 10.06.2013, *APSA*. <http://apsa2011.com/apsanew/4074/> (page consultée le 13/02/18)

APSA, (2014a), *Serjilla -La vie quotidienne des réfugiés au milieu du patrimoine* سرجيلا - الحياة اليومية للاجئين, APSA - Association for the Protection of Syrian Archelology, (document vidéo), 196 sec.

APSA, (2014b, juillet 20), Veille ville d'Alep : destruction massive de monument historiques et énorme incendie dans la rue al-Mektebat dans le quartier Bab al-Naser à cause du bombardement d'un avion, *APSA*. <http://apsa2011.com/apsanew/veille-ville-dalep-destruction-massive-de-monument-historiques-et-enorme-incendie-dans-la-rue-al-mektebat-dans-le-quartier-bab-al-naser-a-cause-du-bombardement-dun-avion/?lang=fr> (page consultée le 18/02/18)

APSA, (2014c, juillet 31), Alep- Mosquée al-Salhin : Destruction du Mausolée (Meqam) par le Front d'Al-Nosra 31.07.2014, *APSA - Association for the Protection of Syrian Archelology*. <http://apsa2011.com/apsanew/alep-mosquee-al-salhin-destruction-du-mausolee-meqam-par-le-front-dal-nosra-31-07-2014/?lang=fr> (page consultée le 11/11/17)

APSA, (2015a, avril 26), La vieille ville d'Alep: explosion de deux tunnels et bombardement aux barils de TNT, *APSA*. <http://apsa2011.com/apsanew/la-vieille-ville-dalep-explosion-de-deux-tunnels-et-bombardement-aux-barils-de-tnt/?lang=fr> (page consultée le 18/02/18)

APSA, (2015b, août 25), Alep – al-Bayada : des maisons anciennes sont détruites suite au largage d'un baril de TNT par l'armée syrienne 25/08/2015, *APSA*. <http://apsa2011.com/apsanew/alep-al-bayada-des-maisons-anciennes-sont-detruites-suite-au-largage-dun-baril-de-tnt-par-larmee-syrienne-25082015/?lang=fr> (page consultée le 18/02/18)

ARTE, (2016), *La Turquie face à la terreur*, (Documentaire), 52min.

ASBH, (2016), *Census of Population, Households and Dwellings in Bosnia and Herzegovina, 2013 - Final Results*, Agency for Statistics of Bosnia and Herzegovina, Sarajevo, 258 p.

ASBH, (2017), *TOURISM STATISTICS, Cumulative data, January – December 2016* (n° 11), Agency for Statistics of Bosnia and Herzegovina, Sarajevo, 5 p.

Assemblée parlementaire - Conseil de l'Europe, Réponse européenne au terrorisme international, , n° Résolution 863 (1986) (1986).

Ayad, C., (2014, janvier 23), L'autre drame syrien, *Le Monde*.

Azmeh, S., (2014), The uprising of the marginalised: a socio-economic perspective of the Syrian uprising, *LSE Middle East Centre Paper Series*, vol. 06, .

B2B-SY, (2012a, avril 15), Le Ministère du tourisme inaugure une exposition en Russie des principaux sites religieux en Syrie (en arabe), *B2B-SY*. <http://b2b-sy.com/news/2023/> (page consultée le 07/08/17)

B2B-SY, (2012b, avril 23), Assi (ministre du tourisme) : Le tourisme religieux est le plus durable, surtout en temps de crise (en arabe), *B2B-SY*. <http://b2b-sy.com/news/2209/> (page consultée le 07/08/17)

Bachimon, P., (2013), *Vacance des lieux*, Belin, 255 p.

Bachimon, P., (2017), Les temporalités du tourisme. Le rapport aux friches., In : É. FAGNONI (éd.), *Les espaces du tourisme et des loisirs: Capes/Agrégation Histoire-Géographie*, Armand Colin, p. 415-424.

Bachimon, P., Decroly, J.-M. & Knafou, R., (2016), Expériences touristiques et trajectoires de vie. Rapports à la nostalgie, *Via . Tourism Review*, n°10, .

Bachimon, P. & Dério, P., (2010), Tourisme affinitaire, *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, vol. 29, n°1, .

Bahout, J., (1994), Chapitre I. Secteur privé/secteur public : l'environnement entrepreneurial*, In : *Les entrepreneurs syriens : Économie, affaires et politique*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, p. 17-33.

Baillargeon, T., (2016), Le tourisme noir : l'étrange cas du Dr Jekyll et de M. Hyde, *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, vol. 35, n°35, 1, .

Bakr, A., (2017, septembre 24), Les timbres postaux consacrés au « Golan », des témoins de la mémoire (en arabe), *eSyria*.
<http://www.esyria.sy/equnaytra/index.php?p=stories&category=directions&filename=201709241114491> (page consultée le 19/02/18)

Balanche, F., (2000), *Les Alaouites, l'espace et le pouvoir dans la région côtière syrienne : une intégration nationale ambiguë* (Thèse de doctorat, Université François Rabelais, Tours).

- Balanche, F., (2006), La Syrie : un potentiel touristique peu développé pour le plaisir des initiés, *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, vol. 25, n°2, p. 26-31.
- Balanche, F., (2009), Clientélisme, communautarisme et fragmentation territoriale en Syrie, *A contrario*, vol. n° 11, n°1, p. 122-150.
- Balanche, F., (2013), Syrie : guerre civile et internationalisation du conflit, *Eurorient*, n°49, p. 14-30.
- Balanche, F., (2016), Syrie : de la révolution laïque et démocratique à Daech, *Hérodote*, n°160-161, p. 123-142.
- Banat, R., (2007), *Territoire, dynamiques territoriales et développement industriel à une échelle locale: une analyse sur la base de l'expérience d'Alep en Syrie* (Thèse doctorat), Grenoble, Université Pierre Mendès France.
- Barnard, A. & Saad, H., (2017, octobre 19), As ISIS' Role in Syria Wanes, Other Conflicts Take the Stage, *The New York Times*.
- Baron, X., (2011), *Les conflits du Proche-Orient*, Perrin, Paris, France, 668 p.
- Baron, X., (2014), *Histoire de la Syrie: 1918 à nos jours*, Tallandier, Paris, France, 399 p.
- Barthe, B., (2017, mars 29), L'Iran pousse son avantage dans l'économie syrienne, *Le Monde*.
- Bassols, N., (2016), Branding and promoting a country amidst a long-term conflict: The case of Colombia, *Journal of Destination Marketing & Management*, vol. 5, n°4, p. 314-324.
- Bastardi, A., Luis Uhlmann, E. & Ross, L., (2011), Wishful Thinking: Belief, Desire, and the Motivated Evaluation of Scientific Evidence, *Psychological science*, vol. 22, p. 731-2.
- Baudrillard, J., (1970), *La société de consommation ses mythes, ses structures*, Denoël, 318 p.
- BBC News, (2013, décembre 13), Guide to the Syrian rebels, *BBC News*.
- BBC News, (2017, novembre 12), Back in the city I loved a lifetime ago, *BBC News*.
- Bechtel, D. & Jurgenson, L., (2013), *Le tourisme mémoriel en Europe centrale et orientale*, Pétra (Editions), Paris, 314 p.
- Belhadj, S., (2013), *La Syrie de Bashar al-Asad: anatomie d'un régime autoritaire*, Belin, Paris, France, 464 p.
- Biegala, E., (1998, novembre 14), Le chef de la guérilla kurde Abdullah Öcalan est arrêté à Rome après vingt ans de cavale, *Le Temps*.
- Bilosnić, T. M. (éd.), (1992), *Zadar: anno domini 1991, Samostalni vod umjetnika -The independent art platoon of Zadar*, Zadar, 140 p.

- Biran, A., Poria, Y. & Oren, G., (2011), SOUGHT EXPERIENCES AT (DARK) HERITAGE SITES, *Annals of Tourism Research*, vol. 38, n°3, p. 820-841.
- Blackstock, K., (2005), A critical look at community based tourism, *Community Development Journal*, vol. 40, n°1, p. 39-49.
- Block, R. & Bellamy, C., (1993, novembre 10), Croats destroy Mostar's historic bridge, *The Independent*.
- Boissière, T., (2015), L'anthropologie face au conflit syrien : replacer la société au cœur de l'analyse, *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n°138, p. 117-130.
- Boissière, T. & David, J.-C. (éd.), (2014a), *Alep et ses territoires : Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, 590 p.
- Boissière, T. & David, J.-C., (2014b), Introduction générale : Alep et ses territoires : fabrique et politique d'une ville (1868-2011), In : *Alep et ses territoires : Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, p. 27-36.
- Bored Panda, (2017, novembre 2), I Finally Visited Syria After Almost 10 Weeks Of Waiting For Visa, And It's Very Different From What Media Tells Us, *Bored Panda*.
<https://www.boredpanda.com/turist-in-syria-christian-lindgr/> (page consultée le 03/11/17)
- Bosnia Report, (1996, octobre), Adriatic Light at the End of the Sarajevo Tunnel, *Bosnia Report*, n°16, .
- Bosredon, P., (2014), Chapitre 20 - La patrimonialisation de la vieille ville d'Alep entre stratégies de développement local et pratiques ordinaires, In : T. BOISSIÈRE et J.-C. DAVID (éd.), *Alep et ses territoires : Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, p. 419-444.
- Bougarel, X., (1996), *Bosnie: anatomie d'un conflit*, la Découverte, impr. 1996, Paris, France, 174 p.
- Burgat, F., (2013), 1. La stratégie al-Assad : diviser pour survivre, In : F. BURGAT et B. PAOLI (éd.), *Pas de printemps pour la Syrie*, La Découverte, p. 17-32.
- Burgat, F., (2015), La crise syrienne au prisme de la variable religieuse (2011-2014), In : A. BOZZO et P.-J. LUIZARD (éd.), *Polarisations politiques et confessionnelles. La place de l'islam dans les 'transitions' arabes*, Roma Tre-Press, Rome, p. 9-37.
- Burgat, F., (2017), De Ghannouchi à Baghdadi. Le printemps an IV, entre contre-révolution et confessionnalisation.
- Burgat, F. & Caillet, R., (2013), 3. Une guérilla « islamiste » ? Les composantes idéologiques de la révolte armée, In : F. BURGAT et B. PAOLI (éd.), *Pas de printemps pour la Syrie*, La Découverte, p. 54-83.

Burgat, F. & Paoli, B. (éd.), (2013), *Pas de printemps pour la Syrie: les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, la Découverte, impr. 2013, Paris, France, 356 p.

Burns, J. F., (1993, août 15), A Crude 1,000-Yard Tunnel Is Sarajevo's Secret Lifeline, *The New York Times*.

Burns, R., (2009), *Monuments of Syria: A Guide*, I.B.Tauris, 385 p.

Burtin, J., (2004), Emmanuel Kattan, Penser le devoir de mémoire. Paris, Presses universitaires de France, coll. Questions d'éthique, 2002, 147 p., *Questions de communication*, n°5, .

Butler, R. & Suntikul, W., (2013), *Tourism and War*, Routledge, 310 p.

Carpenter, K., (2015), Childhood studies and orphanage tourism in Cambodia, *Annals of Tourism Research*, vol. 55, p. 15-27.

Carré, O., (1980), VI - Le mouvement idéologique ba'ithiste, In : A. RAYMOND (éd.), *La Syrie d'aujourd'hui*, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, Aix-en-Provence, p. 185-206.

Causevic, S. & Lynch, P., (2008), Tourism development and contested communities., *Revue électronique des sciences humaines et sociales*.

Causevic, S. & Lynch, P., (2011), Phoenix Tourism: Post-Conflict Tourism Role, *Annals of Tourism Research*, vol. 38, n°3, p. 780-800.

CBS, (2011), *Statistical Abstract*, Central Bureau of Statistics, Damascus, Syria.

CBS, (2012), *Time Series, Arab and Foreigner arrivals by nationality 1970 - 2011*, Central Bureau of Statistics, Damascus, Syria.

Cham Times, (2013, février 28), Le tourisme religieux en Syrie est le moins impacté par la crise (le conflit) (en arabe), *Cham Times*. <http://www.chamtimes.com/?p=160489> (page consultée le 07/08/17)

Chesnot, C. & Malbrunot, G., (2014), *Les chemins de Damas: le dossier noir de la relation franco-syrienne*, R. Laffont, DL 2014, Paris, France, 385 p.

Chevalier, D., (2012), *Musées et musées-mémoriaux urbains consacrés à la Shoah : mémoires douloureuses et ancrages géographiques. Les cas de Berlin, Budapest, Jérusalem, Los Angeles, Montréal, New York, Paris, Washington*. (HDR, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, Paris).

Chevalier, D. & Lefort, I., (2016), Le touriste, l'émotion et la mémoire douloureuse, *Carnets de géographes*, n°9, .

Chulov, M., (2014, mai 20), Aleppo's most wanted man - the rebel leader behind tunnel bombs, *the Guardian*. <http://www.theguardian.com/world/2014/may/20/aleppos-most-wanted-man-rebel-leader-tunnel-bombs> (page consultée le 18/02/18)

Ciotti, E., Mennucci, P. & Commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus djihadistes, (2015), *Rapport d'enquête de la commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus djihadistes: « Face à la menace djihadiste, la République mobilisée »*, Assemblée nationale.

Claverie, É., (2002), Apparition de la Vierge et « retour » des disparus. La constitution d'une identité nationale à Medjugorje (Bosnie-Herzégovine), *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, n°38, p. 41-54.

Cohen, E. H., (2011), Educational dark tourism at an in populo site: The Holocaust Museum in Jerusalem, *Annals of Tourism Research*, vol. 38, n°1, p. 193-209.

Coldwell, W., (2013, octobre 31), Dark tourism: why murder sites and disaster zones are proving popular, *The Guardian*.

Conseil de l'Union européenne, POSITION COMMUNE 2009/468/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme, , n° 2009/468/PESC (2009).

Courrier international, (2009, octobre 14), Plus de visas entre la Syrie et la Turquie, *Courrier international*.

Courrier international, (2013, avril 25), SYRIE. Destruction du minaret de la mosquée omeyyade d'Alep, *Courrier international*.

Coward, M., (2008), *Urbicide: The Politics of Urban Destruction*, Routledge, 176 p.

Davallon, J., (2015), Mémoire et patrimoine : pour une approche des régimes de patrimonialisation, In : V. DODEBEI et C. TARDY (éd.), *Mémoire et nouveaux patrimoines*, OpenEdition Press, Marseille.

David, B., (2007), Tourisme et politique : la sacralisation touristique de la nation en Chine, *Hérodote*, n°125, p. 143-156.

David, J.-C., (1980), XII – Alep, In : A. RAYMOND (éd.), *La Syrie d'aujourd'hui*, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, Aix-en-Provence, p. 385-406.

David, J.-C., (2014a), Chapitre 8 – Production et qualification de l'espace urbain : entre informel et corruption, In : T. BOISSIÈRE (éd.), *Alep et ses territoires : Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, p. 179-195.

David, J.-C., (2014b), Chapitre 19 - Valorisation du patrimoine mondial alépin : Valeur d'usage et référence identitaire, attraction touristique, vitrine du nouveau centre, In : T. BOISSIÈRE (éd.), *Alep et ses territoires : Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, p. 393-417.

David, J.-C., (2016, novembre), Comment l'histoire explique l'actualité d'Alep. Parties 1, 2 et 3 - Les clés du Moyen-Orient, *Les clés du Moyen-Orient*.
<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Comment-l-histoire-explique-l-actualite-d-Alep-Partie-1-Alep-ville-perenne-dans.html> (page consultée le 09/11/17)

David, J.-C. & Boissière, T., (2014), La destruction du patrimoine culturel à Alep : banalité d'un fait de guerre ?, *Confluences Méditerranée*, n°89, p. 163-171.

Day Press, (2010, janvier 8), Le nombre des expatriés syriens serait inférieur à 10 millions (en arabe), *DP News*. <http://www.dp-news.com/pages/detail.aspx?articleid=47794> (page consultée le 08/03/16)

Delaistre, A.-F., Lafrance, C. & Roussel, C., (2014), Chapitre 7 – La frontière turco-syrienne dans la province d'Alep : un nouvel espace de circulation, In : T. BOISSIÈRE et J.-C. DAVID (éd.), *Alep et ses territoires : Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, p. 159-176.

Detry, N., (2016), *Le patrimoine martyr et la restauration post bellica : théories et pratiques de la restauration des monuments historiques en Europe pendant et après la Seconde Guerre mondiale - Tome 2* (Thèse de doctorat, Université de Lyon, Lyon).

Detry, N. & Veschambre, V., (2015), De l'urbicide à la réparation : le cas de la bibliothèque de Sarajevo, *URBANITES*, n°5, p. 1-13.

DGAM, (2016), *Syrian Archaeological Heritage. Five Years of Crisis 2011 - 2015*, Damascus, Syria, 220 p.

Donati, C., (2009), *L'exception syrienne: Entre marchandisation et résistance*, La Découverte, 465 p.

Doornbos, H. & Moussa, J., (2016, août 16), Present at the Creation, *Foreign Policy*.

Doronsorro, G., Boczko, A. & Quesnay, A., (2016), *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, CNRS Editions, 362 p.

Ducasse-Rogier, M., (2004), *À la recherche de la Bosnie-Herzégovine : La mise en œuvre de l'accord de paix de Dayton [en ligne]*, Graduate Institute Publications, Genève, xvi-544 p.

Dupret, B., Courbage, Y. & Dbiiyat, M. A., (2007), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Actes Sud / Sindbad, 880 p.

DZS, (2017), *Tourism, 2016* (n° 1594), Croatian Bureau of Statistics - Državni zavod za statistiku Republike Hrvatske, Zagreb, 65 p.

Easyvoyage, (2010, mars 28), Syrie : nouveaux conseils aux voyageurs, *Easyvoyage*.
<http://www.easyvoyage.com/infos-voyageur/syrie-nouveaux-conseils-aux-voyageurs-51444> (page consultée le 03/07/17)

El Cheikh, B., (2015, mai 15), De nouveaux jeunes expatriés arrivent à Gaziantep, conquis par la révolution et lassés par la politique (en arabe), *Al Hayat*.

El Saleh, A., (2007), VII.6. Les "bourgeoisies" syriennes, In : B. DUPRET, Y. COURBAGE et M. A. DBIYYAT (éd.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Actes Sud / Sindbad, p. 771-778.

Eqtesad, (2013, novembre 7), L'or caché de la Syrie : Les expatriés syriens, chiffres et estimations (en arabe), *Eqtesad, site spécialisé dans la finance et les affaires des syriens*. <http://www.eqtsad.net/read/5578> (page consultée le 08/03/16)

Euronews, (2017, juillet 17), Mostar's street art is overcoming division and destruction, *Euronews*. <http://www.euronews.com/2017/07/17/mostar-s-street-art-is-overcoming-division-and-destruction> (page consultée le 28/01/18)

Evin, F., (2017), Les nouvelles technologies au chevet d'Alep, « la scintillante » mutilée, *Le Monde.fr*. http://www.lemonde.fr/architecture/visuel/2017/11/10/les-nouvelles-technologies-au-chevet-des-tresors-d-alep-la-scintillante-mutilee_5213190_1809550.html (page consultée le 21/12/17)

Fagnoni, E., (2005), Patrimoine et vieilles régions industrielles : des territoires entre mémoire et projet., In : M. GRAVARI-BARBAS (éd.), *Habiter le patrimoine : Enjeux, approches, vécu*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, p. 565-579.

Fagnoni, E., (2015), L'industrie versus patrimonialisation : questionnement autour d'une transition vers une économie culturelle, *Bulletin de l'association de géographes français. Géographies*, vol. 92, n°92-4, p. 556-564.

Fagnoni, E. & Bucciatti-Barakat, L., (2006), Le tourisme-loisirs permet-il une réécriture de la ville ? Beyrouth, une ville symbole d'une époque, *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning*, n°3, p. 42-59.

Farmaki, A., (2013), Dark tourism revisited: A supply/demand conceptualization, *International Journal of Culture Tourism and Hospitality Research*, vol. 7, p. 281-292.

Ferguène, A. & Banat, R., (2013), Artisanat traditionnel, valorisation touristique du patrimoine et dynamique territoriale : le cas de la ville syrienne d'Alep, *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 57, n°160, p. 87-114.

Ferroni, N., (2016), *En Syrie, la guerre a avalé toutes les couleurs pour mettre du noir à la place*, France Inter.

Filiu, J.-P., (2013a), *Je vous écris d'Alep au coeur de la Syrie en révolution*, Denoël, [Paris], 160 p.

Filiu, J.-P., (2013b), LE GARDIEN D'ALEP, *Revue XXI*, n°24, .

Filiu, J.-P., (2013c), *Le Nouveau Moyen-Orient: Les peuples à l'heure de la révolution syrienne*, Fayard, 185 p.

Fisk, R., (1997, janvier 19), A LAND IN THE SHADOW OF DEATH, *The Independent*.

Fisk, R., (2014, juin 8), An audience with 'the Tiger' – Bashar al-Assad's favourite soldier ...and a man you wouldn't want to cross, *The Independent*.

Foley, M. & Lennon, J. J., (1996), JFK and dark tourism: A fascination with assassination, *International Journal of Heritage Studies*, vol. 2, n°4, p. 198-211.

Folio, F., (2015), Critiques et enjeux du Dark tourism à travers la focale sud-africaine, *EchoGéo*, n°34, .

France 24, (2017, novembre 30), L'hommage des Croates de Mostar au « héros » Praljak après son suicide à La Haye, *France 24*. <http://www.france24.com/fr/20171130-bosnie-herzegovine-hommage-croates-mostar-slobodan-praljak> (page consultée le 13/12/17)

Frank G., (2015, novembre 7), Dubrovnik, we are taking a break, *Croatia Travel Guide & Blog, Explore Croatia With Frank*. <http://www.frankaboutcroatia.com/dubrovnik-taking-break/> (page consultée le 13/09/16)

Gallot, C., (2015, juillet 31), «Dark tourism», macabre attraction, *Libération*.

Gillot, L., (2008a), *La mise en valeur des sites archéologiques : un rapprochement entre Archéologie, Tourisme et Développement. Le cas de la Syrie. Volume I : Texte*. (Thèse de doctorat), Bruxelles, Université Libre de Bruxelles.

Gillot, L., (2008b), *La mise en valeur des sites archéologiques : un rapprochement entre Archéologie, Tourisme et Développement. Le cas de la Syrie. Volume II : Annexes*. (Thèse de doctorat), Bruxelles, Université Libre de Bruxelles.

Giovanni, J. di, (2016, octobre 12), From Sarajevo to Aleppo: Lessons on Surviving a Siege, *The Atlantic*.

Girard, M., (2010), *Recompositions du monde artisanal et mutations urbaines au regard des mises en patrimoine et en tourisme au Maghreb et au Moyen-Orient (Fès, Istanbul, Alep)* (Thèse de doctorat), Tours, Université François-Rabelais.

Gouëset, C., (2014, janvier 9), Djihadistes, islamistes, rebelles... La guerre dans la guerre en Syrie, *L'Express*.

Gouëset, C., (2016, décembre 7), Ces milices étrangères qui reconquièrent la Syrie pour Bachar el-Assad, *L'Express*.

Grandin, T., (2014), Chapitre 22 – Les problèmes de réhabilitation privée des monuments du patrimoine alépin : le cas des demeures traditionnelles, In : T. BOISSIÈRE et J.-C. DAVID (éd.), *Alep et ses territoires : Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, p. 481-519.

Gravari-Barbas, M. (éd.), (2005), *Habiter le patrimoine : Enjeux, approches, vécu*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 625 p.

Gravari-Barbas, M. & Delaplace, M., (2015), Le tourisme urbain « hors des sentiers battus ». Coulisses, interstices et nouveaux territoires touristiques urbains, *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, vol. 34, n°34, 1-2, .

Gray, M., (1997), THE POLITICAL ECONOMY OF TOURISM IN SYRIA: STATE, SOCIETY, AND ECONOMIC LIBERALIZATION, *Arab Studies Quarterly*, vol. 19, n°2, p. 57-73.

Guide évasion, (2011, avril 5), Où partir en avril ?, *Le blog Evasion - Le guide des voyageurs indépendants*. <http://www.guide-evasion.fr/quand-partir/printemps/ou-partir-en-avril/> (page consultée le 03/07/17)

Guillot, C. & Lopez, J., (2015, juillet 10), Le « dark tourism », une nouvelle tendance de voyage ?, *Le Monde.fr*. http://www.lemonde.fr/arts/video/2015/07/10/le-dark-tourism-une-nouvelle-tendance-de-voyage_4678682_1655012.html (page consultée le 01/02/16)

Haj-Saleh, Y., (2007, juin 22), Political Reform and the Reconfiguration of National Identity in Syria, *Policy Alternatives, Arab Reform Initiative*. <http://www.arab-reform.net/en/node/352> (page consultée le 12/12/17)

Halilovich, H., (2013), *Places of Pain: Forced Displacement, Popular Memory and Trans-local Identities in Bosnian War-torn Communities*, Berghahn Books, 288 p.

Halloum, S., (2015), *Economie touristique et capital social : une étude de l'offre dans la région côtière syrienne* (Thèse de doctorat, Université Grenoble Alpes, Grenoble).

Hamidé, A.-R., (1959), *La ville d'Alep: étude de géographie urbaine*, Université de Paris, Faculté des lettres et sciences humaines, Paris, France, 268 p.

Harb, R., (2015, mars 12), Détails : Une opération sophistiquée d'explosion de « tunnel » menée par l'Armée syrienne à Alep (en arabe), *Al-hadath News*. <http://www.alhadathnews.net/archives/151535> (page consultée le 18/02/17)

Hernandez, J., (2008), Le tourisme macabre à La Nouvelle-Orléans après Katrina : résilience et mémorialisation des espaces affectés par des catastrophes majeures, *Norois. Environnement, aménagement, société*, n°208, p. 61-73.

Hertzog, A., (2012), Tourisme de mémoire et imaginaire touristique des champs de bataille, *Via . Tourism Review*, n°1, .

Hodgkinson, S., (2013), The concentration camp as a site of 'dark tourism', *Témoigner. Entre Histoire et Mémoire. Revue Pluridisciplinaire de La Fondation Auschwitz*, n°116, p. 22-32.

Hoerner, J.-M., (2008), *Géopolitique du tourisme*, Armand Colin, DL 2008, Paris, France, 192 p.

Hofnung, T., (2003, novembre 7), A Mostar un pont sur l'abîme ethnique, *Libération*.

ICG, (2012), *Bosnia's Gordian Knot: Constitutional Reform* (n° 68), International Crisis Group, Sarajevo/Istanbul/Brussels, 18 p.

Ingram, H., Taberi, S. & Watthanakhomprathip, W., (2013), The impact of political instability on tourism: case of Thailand, *Worldwide Hospitality and Tourism Themes*, vol. 5, n°1, p. 92-103.

ISW Syria Team & Syria Direct, (2017), *Syria Situation Report: May 19 - June 1, 2017*, Institute for the Study of War / Syria Direct.

ISW Syria Team & Syria Direct, (2018), *Syria Situation Report: January 24 - February 7, 2018*, Institute for the Study of War / Syria Direct.

Jarrassé, J., (2014, octobre 16), Robert Ménard s'est rendu en Syrie pour sceller un jumelage, *Le Figaro*.

Jasna Krajcinovic, (2015), *La chambre vide*, ARTE France, (Documentaire).

Jaurès, A., (2012), Le tourisme rouge en Chine : véritable engouement ou carte forcée ?, *Monde chinois*, n°29, p. 88-101.

Jégo, M., (2016, août 25), Syrie : l'offensive de l'armée turque marque un tournant dans la guerre, *Le Monde.fr*.

Jégo, M., (2018, janvier 28), Erdogan promet d'élargir l'offensive turque en Syrie, *Le Monde*.

Kang, E.-J., Scott, N., Lee, T. J. & Ballantyne, R., (2012), Benefits of visiting a 'dark tourism' site: The case of the Jeju April 3rd Peace Park, Korea, *Tourism Management*, vol. 33, n°2, p. 257-265.

Karam, K., (2006), *Le mouvement civil au Liban: revendications, protestations et mobilisations associatives dans l'après-guerre*, KARTHALA Editions, 370 p.

Kassis, T., (2005), *Evaluation du processus et des risques de financement et d'investissement hôtelier au Proche-Orient (Liban, Syrie et Jordanie)* (Thèse de doctorat, Université de Perpignan, Perpignan).

KASSOUHA, Z. A., (2014), Les problématiques du tourisme post-conflit. Expériences du Monde., In : *Actes du colloque ilasouria.02*, Association Ila Souria, Paris.

Kaval, A., (2018, janvier 20), La Turquie lance une opération militaire en Syrie contre l'enclave kurde d'Afrin, *Le Monde*.

Kaya, U. & Yankaya, D., (2014), *Les relations de la Turquie avec la Syrie*, Institut français d'études anatoliennes, Istanbul, 76 p.

Khoury, B., (2012, octobre 9), L'éphémère Sandjak d'Alexandrette. Chronique d'une annexion annoncée, *Les carnets de l'Ifpo*, Billet. <http://ifpo.hypotheses.org/4348> (page consultée le 26/09/17)

KIZILBOGA, F. & ASAD, H., (2017, décembre 15), Syrie : à Jarablus, une reconstruction sous influence turque, *France 24*. <http://www.france24.com/fr/20171215-syrie-jarablus-reconstruction-turquie-influence-ankara-reportage-ei/> (page consultée le 15/12/17)

Krisjanous, J., (2016), An exploratory multimodal discourse analysis of dark tourism websites: Communicating issues around contested sites, *Journal of Destination Marketing & Management*, vol. 5, n°4, p. 341-350.

Ladekarl, A., (2017), *Homs i Syrien (...)*, Facebook video.

Lafi, N., (2017), Building and Destroying Authenticity in Aleppo: Heritage between Conservation, Transformation, Destruction, and Re-Invention, In : *Gebaute Geschichte. Historische Authentizität im Stadtraum*, Wallstein, p. 206-228.

Lazarotti, O., (2012), *Des lieux pour mémoires: monument, patrimoine et mémoires-monde*, Armand Colin, impr. 2012, Paris, France, 214 p.

Le Figaro, (2015, juillet 12), Syrie : la citadelle d'Alep éventrée par une explosion, *Le Figaro*.

Le Monde, (2004, juillet 26), A Mostar, la symbolique du vieux pont reste assez éloignée du réel, *Le Monde*.

Le Monde, (2011, avril 7), Damas promulgue un décret de naturalisation d'habitants kurdes, *Le Monde*.

Le Monde, (2012a, septembre 30), Combats en Syrie : le souk médiéval d'Alep ravagé par un incendie, *Le Monde*.

Le Monde, (2012b, octobre 4), Syrie : les attentats d'Alep revendiqués par un groupuscule islamiste, *Le Monde*.

Le Monde, (2012c, octobre 15), A Alep, les combats ont endommagé la grande mosquée des Omeyyades, *Le Monde*.

Le Monde, (2015, octobre 7), Le point sur l'intervention militaire russe en Syrie, *Le Monde*.

Le Monde, (2016, septembre 2), L'étrange propagande du ministère du tourisme syrien, *Le Monde*.

Le Monde, (2017, mars 9), Renforcement des troupes américaines en Syrie, *Le Monde.fr*.

Le Parisien, (2012, mai 3), Syrie : quatre étudiants tués, l'université d'Alep suspend ses cours, *Le Parisien*.

Le Parisien, (2015, avril 22), Syrie: nouvelle visite de touristes français, *Le Parisien*.

Le Parisien, (2017, novembre 29), Qui est Slobodan Praljak, l'accusé qui a avalé du poison lors du verdict au TPIY ?, *Le Parisien*.

Le Point, (2013, janvier 15), Syrie : une explosion à l'université d'Alep fait au moins 15 morts, *Le Point*.

Le Point, (2015, septembre 30), Syrie : Bachar el-Assad appelle à l'"aide militaire" de la Russie, *Le Point*.

- Le Touzet, J.-L., (2016, mars 20), Samar Yazbek, lettres face au néant, *Libération*.
- Ledoux, S., (2014), Les lieux d'origine du devoir de mémoire, *Conserveries mémorielles. Revue transdisciplinaire*, n°# 15, .
- Lennon, J. & Foley, M., (2000), *Dark tourism. The Attraction of Death and Disaster*, Continuum, London, 184 p.
- Leslie, D., (1999), Terrorism and Tourism: The Northern Ireland Situation—A Look behind the Veil of Certainty, *Journal of Travel Research*, vol. 38, n°1, p. 37-40.
- Letunić, B., (1990), *The restoration of Dubrovnik: 1979-1989*, Naša djeca, Zagreb.
- Libération, (2015, mai 21), Comment l'association SOS chrétiens d'Orient est noyauté par l'extrême droite, *Libération*.
- Lieven, S., (2016, janvier 4), Confusion autour de l'aide aux chrétiens d'Orient, *La Croix*.
- Light, D., (2017), Progress in dark tourism and thanatourism research: An uneasy relationship with heritage tourism, *Tourism Management*, vol. 61, p. 275-301.
- Liu, A. & Pratt, S., (2017), Tourism's vulnerability and resilience to terrorism, *Tourism Management*, vol. 60, n°Supplement C, p. 404-417.
- Lonely Planet, (2010), *Lonely Planet's Best in Travel 2011*, Lonely Planet Publications, Melbourne; Oakland, 208 p.
- Longuenesse, E. & Roussel, C., (2014a), *Développer en Syrie : Retour sur une expérience historique*, Presses de l'Ifpo, 237 p.
- Longuenesse, E. & Roussel, C., (2014b), Introduction. Retour sur une expérience historique : la crise syrienne en perspective, In : É. LONGUENESSE (éd.), *Développer en Syrie : Retour sur une expérience historique*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, p. 11-30.
- L'Orient-Le Jour, (1998, octobre 12), Turquie-Syrie La diplomatie en vedette sur fond de menaces, *L'Orient-Le Jour*.
- L'Orient-Le Jour, (2008, avril 18), Rassemblement dans la « vallée des Cris » Un millier de druzes du Golan marquent les 62 ans d'indépendance syrienne, *L'Orient-Le Jour*.
- L'Orient-Le Jour, (2014, novembre 29), L'ancien ministre français Bernard Kouchner dans les zones kurdes de Syrie, *L'Orient-Le Jour*.
- Maalouf, A., (2001), *Les identités meurtrières*, Librairie générale française, Paris, France, 189 p.
- Mackic, A., (2015, juin 10), The Partisan Necropolis: Mostar's Empty Stare, *Failed Architecture*. <https://www.failedarchitecture.com/the-partisan-necropolis-mostars-empty-stare/> (page consultée le 07/12/17)

- Magee, R. & Gilmore, A., (2015), Heritage site management: from dark tourism to transformative service experience?, *The Service Industries Journal*, vol. 35, p. 1-20.
- Mailonline, B. K. S. F., (2017, septembre 29), Chinese guide sent home for taking tourists to Grenfell Tower, *Mail Online*. <http://www.dailymail.co.uk/~/article-4932518/index.html> (page consultée le 06/12/17)
- Malbrunot, G., (2014, mars 20), Syrie : le régime reprend le Krak des Chevaliers aux rebelles, *Le Figaro*.
- Maupas, S., (2017, novembre 29), Slobodan Praljak, ex-officier croate, se suicide en avalant du poison en plein verdict, *Le Monde*.
- Mc.A Baker, D., (2014), The Effects of Terrorism on the Travel and Tourism Industry, *International Journal of Religious Tourism and Pilgrimage*, vol. 2, n°1, p. 58-67.
- Miles, W. F. S., (2002), Auschwitz: Museum Interpretation and Darker Tourism, *Annals of Tourism Research*, vol. 29, n°4, p. 1175-1178.
- Ministère du tourisme, (2012), *Rapport annuel du Ministère du tourisme 2012 (en arabe)*, Ministère du tourisme, Syrie, Damas, 23 p.
- Ministère du tourisme, (2016), *Rapport de performance du Ministère fin 2016 (en arabe)*, Ministère du tourisme, Syrie, Damas, 15 p.
- Morokvasic-Muller, M. & Vukadinovic, N., (2004), Un État fragmenté face à son devenir, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 35, n°1, p. 5-16.
- Moufakkir, O., (2014), What's immigration got to do with it? Immigrant animosity and its effects on tourism, *Annals of Tourism Research*, vol. 49, n°Supplement C, p. 108-121.
- Mowatt, R. A. & Chancellor, C. H., (2011), Visiting death and life: Dark Tourism and Slave Castles, *Annals of Tourism Research*, vol. 38, n°4, p. 1410-1434.
- Naef, P., (2016), *La ville martyre: guerre, tourisme et mémoire en ex-Yougoslavie*, Éditions Slatkine, 2016, Genève, Suisse, 366 p.
- Naef, P. J., (2014), *Guerre, tourisme et mémoire dans l'espace post-yougoslave : la construction de la « ville-martyre »* (Thèse de doctorat, University of Geneva, Genève).
- News & Events Channel, (2017), *President Putin praised brigadier general Suheil Al-Hassan of Syria*, (Reportage), 54sec, Hmeimim, Syria.
- Noaime, E., (2016), *La transformation socio-morphologique de la ville dans les processus de métropolisation : l'exemple d'Alep depuis sa fondation jusqu'en 2011* (Thèse de doctorat, Université de Strasbourg, Strasbourg).
- Nora, P. (éd.), (1984), *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, Paris, France.

Olivier de Sardan, J.-P., (1995), La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie, *Enquête. Archives de la revue Enquête*, n°1, p. 71-109.

OMT, (2011), *Faits Saillants OMT du tourisme, édition 2011*, Organisation mondiale du tourisme, 12 p.

Oppenheim, M., (2017, juin 20), Grenfell locals have a stern warning for visitors taking sick selfies with the tower, *The Independent*.

OSCE, Dayton Peace Agreement (1995).

Oualdi, M., Verdeil, C. & Pagès-El Karoui, D. (éd.), (2014), *Les ondes de choc des révolutions arabes*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth.

Paoli, B., (2012, décembre 7), Des Alaouites de Syrie (1) : un autre islam, *Les carnets de l'Ifpo*, Billet. <http://ifpo.hypotheses.org/4575> (page consultée le 20/02/18)

Parlement syrien, Décret législatif no 41 de l'année 1972 concernant la création du Ministère du tourisme et la définition de ses missions (en arabe), , n° 41 (1971).

Parlement syrien, Loi no 56 de l'année 1977 concernant la création de la Société arabe syrienne des Etablissements de Tourisme (en arabe), , n° 56 (1977).

Parlement syrien, Loi no 41 de l'année 1978 concernant la création de la Société syrienne de transport et de marketing touristique (en arabe), , n° 41 (1978).

Parlement syrien, Loi no 10 de l'année 1991 concernant l'investissement des capitaux dans la République arabe syrienne (en arabe), , n° 10 (1991).

Pauthier, G., (1840), *Les livres sacrés de l'Orient*, F. Didot, 804 p.

Peleikis, A., (2013), Revisiter des souvenirs nostalgiques et traumatiques : les touristes des racines sur l'isthme de Courlande, In : D. BECHTEL et L. JURGENSON (éd.), *Le tourisme mémoriel en Europe centrale et orientale*, Pétra (Editions), Paris, p. 101-123.

Perrin, J.-P., (2001, mai 8), Jean Paul II prie sur le Golan syrien, *Libération*.

Petit futé, (2017), BANQUE DE VERRE (STAKLENA BANKA) - MOSTAR, www.petitfute.com. <https://www.petitfute.com/v45968-mostar/c1173-visites-points-d-interet/c937-monuments/c924-architecture-contemporaine/1533781-banque-de-verre-staklena-banka.html> (page consultée le 01/07/17)

Picard, É., (1980), V - La Syrie de 1946 à 1979, In : A. RAYMOND (éd.), *La Syrie d'aujourd'hui*, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, Aix-en-Provence, p. 143-184.

Picard, E., (1994), Infitâh économique et transition démocratique en Syrie, In : R. BOCCO et M.-R. DJALILI (éd.), *Moyen-Orient : migrations, démocratisation, médiations*, Graduate Institute Publications, Genève, p. 221-236.

Picard, E., (1996), Fin de partis en Syrie, *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, vol. 81, n°1, p. 207-229.

Pichon, F., (2017), *Syrie, une guerre pour rien*, Editions du Cerf, 105 p.

Pintea, F. M., (2011), *Le tourisme en Croatie : de la création d'une image touristique à son instrumentalisation* (Thèse de doctorat, Université Clermont-Ferrand 2, Clermont-Ferrand).

Podoshen, J. S., (2013), Dark tourism motivations: Simulation, emotional contagion and topographic comparison, *Tourism Management*, vol. 35, n°Supplement C, p. 263-271.

Podoshen, J. S., Yan, G., Andrzejewski, S. A., Wallin, J. & Venkatesh, V., (2018), Dark tourism, abjection and blood: A festival context, *Tourism Management*, vol. 64, n°Supplement C, p. 346-356.

Potts, T. J., (2012), 'Dark tourism' and the 'kitschification' of 9/11, *Tourist Studies*, vol. 12, n°3, p. 232-249.

Pujo, N. (éd.), (2010), *Guide Bleu Syrie*, Hachette Tourisme, Paris, 512 p.

Quiades, I., (2009), Le massacre de Hama - février 1982 | Sciences Po Violence de masse et Résistance - Réseau de recherche, *Violence de masse et Résistance (MV&R)*.

Rabī', M. M., (1967), *The Political Theory of Ibn Khaldun*, Brill Archive, 200 p.

Raymond, A. (éd.), (1980a), Annexe. Textes fondamentaux (du parti Ba'ath) (Traduction Officielle), In : *La Syrie d'aujourd'hui*, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, Aix-en-Provence, p. 207-216.

Raymond, A. (éd.), (1980b), *La Syrie d'aujourd'hui*, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, Aix-en-Provence, 447 p.

Rémy, J.-P., (2012, août 30), Dans la vieille ville d'Alep, à l'heure de la « guerre floue », *Le Monde*.

Reuters, (2007, avril 6), Bosnians raise monument to canned beef, *Reuters*.
<https://uk.reuters.com/article/oukoe-uk-bosnia-monument-can/bosnians-raise-monument-to-canned-beef-idUKL0657786020070406> (page consultée le 31/07/16)

Reuters, (2014, mars 26), Islamists bomb Shi'ite shrine in eastern Syria: activists, *Reuters*.
<https://www.reuters.com/article/us-syria-crisis-shrine/islamists-bomb-shiite-shrine-in-eastern-syria-activists-idUSBREA2P19I20140326> (page consultée le 10/11/17)

Revue ESPACES, (2017, juillet), Revue ESPACES tourisme et loisirs 337 - Le tourisme sombre.
<https://www.tourisme-espaces.com/doc/9866.revue-espaces-tourisme-loisirs-tourisme-sombre-produits-derives-culturels-touristiques.html> (page consultée le 06/12/17)

RFI, (2013, mai 28), Syrie: le sénateur américain John McCain rend visite aux rebelles, *RFI*.
<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20130528-syrie-senateur-americain-mccain-rend-visite-rebelles> (page consultée le 15/08/17)

- Riché, P., (2014, septembre 18), « Etat islamique » ou « Daesh » ? Au commencement de la guerre était le verbe, *L'Obs*.
- Richter, L. K. & Waugh Jr, W. L., (1986), Terrorism and tourism as logical companions, *Tourism Management*, vol. 7, n°4, p. 230-238.
- Robb, E. M., (2009), Violence and Recreation: Vacationing in the Realm of Dark Tourism, *Anthropology and Humanism*, vol. 34, n°1, p. 51-60.
- Rolland, S., (2004), Autochtones étrangers : les déplacés à Mostar après la guerre de Bosnie-Herzégovine, *Balkanologie. Revue d'études pluridisciplinaires*, n°Vol. VIII, n° 1, .
- Rolland-Traina, S., (2011), Mémoires ordinaires et mémoires officielles : Expériences, interprétations et réécritures de l'histoire en Bosnie-Herzégovine, *Diversité urbaine*, vol. 10, n°2, p. 67-89.
- Rotivel, A., (2013, décembre 3), Des religieuses de Maaloula prises en otage par les rebelles syriens, *La Croix*.
- Rotivel, A., (2014, mars 10), Syrie : les religieuses de Maaloula libérées, *La Croix*.
- Rousseau, N., (2016, août 15), Tourisme humanitaire: la vraie fausse pitié, *Libération*.
- Roussel, C., (2012), *Les Druzes de Syrie : Territoire et mobilité*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, 263 p.
- Roussillon, A., (2010), À propos de quelques paradoxes de l'appropriation identitaire du patrimoine, In : R. CATTEDRA, P. GARRET, M. VOLAIT et C. MILLER (éd.), *Patrimoines en situation. Constructions et usages en différents contextes urbains : Exemples marocains, libanais, égyptien et suisse*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth.
- RT Arabic, (2017), *La citadelle d'Alep accueille le premier voyage touristique depuis la fin des combats (en arabe)*, RT Arabic.
- RTS Radio, (2017, mars 12), Syrie: la ghettoïsation en marche, *Hautes fréquences*, RTS Radio.
- Salmon, O., (2011), *Alep dans la littérature de voyage européenne pendant la période ottomane* (Thèse de doctorat, Paris 4, Paris).
- Samman, M. L., (1978), *La population de la Syrie : étude géo-démographique*, ORSTOM, Paris, 304 p.
- SANA, (2015, mars 8), Des délégations officielles et populaires visitent le tombeau du leader éternel Hafez el-Assad (en arabe), *SANA - Agence Arabe Syrienne Informations*.
<http://www.sana.sy/?p=165218> (page consultée le 11/12/17)
- SANA, (2017a, juin 17), 75 tour-opérateurs irakiens en Syrie pour renforcer le tourisme religieux entre les deux pays (en arabe), *SANA - Agence Arabe Syrienne Informations*.
<http://www.sana.sy/?p=574731> (page consultée le 07/08/17)

SANA, (2017b, septembre 30), Un monument aux morts à Alep pour les martyrs de l'armée arabe syrienne et des forces russes (en arabe), *SANA - Agence Arabe Syrienne Informations*. <https://www.sana.sy/?p=634907> (page consultée le 23/02/18)

Sauvaget, B., (2017, décembre 12), SOS Chrétiens d'Orient dans le collimateur de l'Eglise, *Libération*.

Sauvaget, J., (1941), *Alep, essai sur le développement d'une grande ville syrienne, des origines au milieu du XIXe siècle ...*, P. Geuthner, 97 p.

Sauvegrain, S.-A., (2014), Chapitre 10 – Pratiques quotidiennes et modes de consommation des jeunes à Alep, In : T. BOISSIÈRE et J.-C. DAVID (éd.), *Alep et ses territoires : Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, p. 229-244.

Schaap, F. & Werner, C., (2017, mars 8), Gangster's Paradise: Assad's Control Erodes as Warlords Gain Upper Hand, *Spiegel Online*.

Schneider, T., (2016, août 31), The Decay of the Syrian Regime is Much Worse Than You Think, *War on the Rocks*. <https://warontherocks.com/2016/08/the-decay-of-the-syrian-regime-is-much-worse-than-you-think/> (page consultée le 16/12/17)

Seaton, A. V., (1996), Guided by the dark: From thanatopsis to thanatourism, *International Journal of Heritage Studies*, vol. 2, n°4, p. 234-244.

Seifan, S., (2007, mai 13), Les expatriés syriens, une fortune dans l'attente d'investissement. A l'occasion de l'organisation de la Conférence des expatriés syriens 2007 (en arabe), *Thawra*, Damas, République arabe syrienne.

Semo, M., (2012, juillet 26), Loin de Damas, le Kurdistan syrien de facto autonome, *Libération*.

Seurat, M., (1980), IV - Les populations, l'état et la société, In : A. RAYMOND (éd.), *La Syrie d'aujourd'hui*, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, Aix-en-Provence, p. 87-141.

Seurat, M., (1989), *L'Etat de barbarie*, Editions du Seuil, 328 p.

Shaar, A. & Templer, R., (2016), Urbicide OR AN ELEGY FOR ALEPPO, *Tvergastein*, n°7, p. 108-119.

Sharpley, R., (2009), Chapter 1 - Shedding Light on Dark Tourism: An Introduction, In : R. SHARPLEY et P. R. STONE (éd.), *The Darker Side of Travel: The Theory and Practice of Dark Tourism*, Channel View Publications, p. 3-22.

Sharpley, R. & Stone, P. R., (2009), *The Darker Side of Travel: The Theory and Practice of Dark Tourism*, Channel View Publications, 286 p.

Snégaroff, T., (2016, mars 11), Quand Chirac coachait Bachar al-Assad et pleurait son père (1999-2000), *Franceinfo*. <https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/histoires-d-info/quand->

chirac-coachait-bachar-al-assad-et-pleurait-son-pere-1999-2000_1778221.html (page consultée le 21/12/17)

Sönmez, S. F., (1998), Tourism, terrorism, and political instability, *Annals of Tourism Research*, vol. 25, n°2, p. 416-456.

Sönmez, S. F., Apostolopoulos, Y. & Tarlow, P., (1999), Tourism in Crisis: Managing the Effects of Terrorism, *Journal of Travel Research*, vol. 38, n°1, p. 13-18.

Sönmez, S. F. & Graefe, A. R., (1998), Influence of terrorism risk on foreign tourism decisions, *Annals of Tourism Research*, vol. 25, n°1, p. 112-144.

SOS Chrétiens d'Orient, (s. d.), L'association SOS Chrétiens d'Orient, *SOS Chrétiens d'Orient*. <http://www.soschretiensdorient.fr/qui-sommes-nous/> (page consultée le 26/05/17)

Spomenik Database, (2016), The Partisan Cemetery at Mostar, *Spomenik Database | The Monumental History of Yugoslavia*. <http://www.spomenikdatabase.org/mostar> (page consultée le 08/12/17)

Stone, P. R., (2006), A dark tourism spectrum: Towards a typology of death and macabre related tourist sites, attractions and exhibitions, *Tourism*, vol. 54, p. 145-160.

Stone, P. R., (2010), *Death, Dying and Dark Tourism in Contemporary Society: A Theoretical and Empirical Analysis* (PhD thesis), Preston, United Kingdom, University of Central Lancashire.

Stone, P. R., (2012), Dark tourism and significant other death: Towards a Model of Mortality Mediation, *Annals of Tourism Research*, vol. 39, n°3, p. 1565-1587.

Stone, P. & Sharpley, R., (2008), Consuming dark tourism: A Thanatological Perspective, *Annals of Tourism Research*, vol. 35, n°2, p. 574-595.

Strange, C. & Kempa, M., (2003), Shades of dark tourism: Alcatraz and Robben Island, *Annals of Tourism Research*, vol. 30, n°2, p. 386-405.

Sultan, T., (2007), *L'économie du tourisme et ses impacts : étude sur deux exemples : la France et la Syrie* (Thèse de doctorat, Université Aix-Marseille 3, Marseille).

Syria Comment, (2011, juillet 30), Free Syrian Army Founded by Seven Officers to Fight the Syrian Army, *Syria Comment*. <http://www.joshualandis.com/blog/free-syrian-army-established-to-fight-the-syrian-army/> (page consultée le 12/07/17)

Syrian Ministry of Tourism, (2016a), *2016 - Aleppo Will of Life*, (vidéo promotionnelle), 60sec.

Syrian Ministry of Tourism, (2016b), *SYRIA .. A LOOK FROM THE SKY - Syrian Ministry of Tourism*, (vidéo promotionnelle), 63sec.

Syrian Ministry of Tourism, (2016c), *SYRIA Always beautiful*, (vidéo promotionnelle), 79sec.

Syrian Ministry of Tourism, (2016d), *Syria Always Beautiful* (2016 وزارة السياحة السورية), (vidéo promotionnelle), 104sec.

Syrian Ministry of Tourism, (2016e), *SYRIA the pulse of life- سورية نبض الحياة*, (vidéo promotionnelle), 430sec.

Syrian Ministry of Tourism, (2016f, janvier 2), Syrian Tourism, *YouTube - The official YouTube account of the Syrian Ministry of Tourism*.
<https://www.youtube.com/channel/UCnjj7rQSOKKZAt2jYX94xwQ/featured> (page consultée le 02/06/17)

Syrian Ministry of Tourism, (2017a), *Aleppo responsibility and challenge*, (vidéo promotionnelle), 71sec.

Syrian Ministry of Tourism, (2017b), *Believe in Aleppo*, (vidéo promotionnelle), 110sec.

Syrian Ministry of Tourism, (2017c, août 5), Augmentation des arrivées de 25% pendant la première moitié de 2017 par rapport à 2016 (en arabe), Official Facebook Page.
<https://www.facebook.com/www.syriatourism.org/posts/841661519327834> (page consultée le 07/08/17)

Taha, Z., (2012), *La problématique de la laïcité à travers l'expérience du parti Baath en Syrie* (Thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), Paris).

Taha, Z., (2014), La population rurale et le Baath sous le régime autoritaire de Hafez et Bachar al-Assad en Syrie. Clientélisation et marginalisation, *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, n°22, p. 117-127.

Tézenas, A., (2014), *Tourisme de la désolation*, Actes Sud Editions, Arles, 200 p.

The Economist, (1998, janvier 22), A precarious peace, *The Economist*.

The Independent, (2011, avril 12), Foreign Office advises against travel to Syria, *The Independent*.

The Syria Report, (2017, novembre 21), Opposition, Regime Reopen Crossing on Damascus-Aleppo Motorway -, *The Syria Report*. <http://www.syria-report.com/news/transport/opposition-regime-reopen-crossing-damascus-aleppo-motorway> (page consultée le 23/11/17)

Timothy, D. J., (2013), Tourism, war, and political instability: territorial and religious perspectives: Dallen J. Timothy | Tourism and War | Taylor & Francis Group, In : R. BUTLER et W. SUNTIKUL (éd.), *Tourism and War*, Routledge, p. 12-24.

Tinson, J. S., Saren, M. A. J. & Roth, B. E., (2015), Exploring the role of dark tourism in the creation of national identity of young Americans, *Journal of Marketing Management*, vol. 31, n°7-8, p. 856-880.

Tratnjek, B., (2009), Le paysage-spectacle dans la guerre : L'urbicide, une mise en scène de la haine dans la ville Présenté à Secondes Journées Doctorales en Paysage, , Blois, France.

Tratnjek, B., (2012), La destruction du " vivre ensemble " à Sarajevo : penser la guerre par le prisme de l'urbicide, p. <http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/lettre-de-l-irsem/lettre-de-l-irsem-n-5-2012/releve-st>.

Tratnjek, B., (2013, novembre 9), 9 novembre 1993 : La destruction du pont de Mostar, un géosymbole dans la guerre, *Géographie de la ville en guerre*. <http://geographie-ville-en-guerre.blogspot.com/2013/11/9-novembre-1993-la-destruction-du-pont.html> (page consultée le 30/01/18)

TV5MONDE, (2017), *Djihadisme : dans le cauchemar des parents*, (Reportage), 11min.

UN General Assembly, (1974), *Report of the Special Committee to Investigate Israeli Practices Affecting the Human Rights of the Population of the Occupied Territories* (n° A/RES/3240), UN General Assembly.

UNESCO, (2013a, avril 24), UNESCO Director-General deplores continuing destruction of ancient Aleppo, a World Heritage site, *UNESCO Centre du patrimoine mondial*. <http://whc.unesco.org/fr/actualites/1002/> (page consultée le 10/11/17)

UNESCO, (2013b, juin 20), Les sites du patrimoine mondial de Syrie inscrits sur la Liste du patrimoine en péril, *UNESCO*. <https://fr.unesco.org/news/sites-du-patrimoine-mondial-syrie-inscrits-liste-du-patrimoine-p%C3%A9ril> (page consultée le 10/11/17)

UNESCO, (s. d.-a), Ancienne ville d'Alep. <http://whc.unesco.org/fr/list/21> (page consultée le 29/09/15)

UNESCO, (s. d.-b), Quartier du Vieux pont de la vieille ville de Mostar, *UNESCO Centre du patrimoine mondial*. <http://whc.unesco.org/fr/list/946/> (page consultée le 30/01/17)

UNHCR, (2017, juin 19), Le nombre de personnes déplacées atteint son plus haut niveau depuis des décennies, *UNHCR - L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés*. <http://www.unhcr.org/fr-fr/news/stories/2017/6/5943f3eca/nombre-personnes-deplacees-atteint-haut-niveau-decennies.html> (page consultée le 18/10/17)

UNITAR/UNOSAT, (2014), *Satellite-based Damage Assessment to Cultural Heritage Sites in Syria*, United Nations Institute for Training and Research (UNITAR), Geneva, 180 p.

UNITAR/UNOSAT, (2016), *Damage Density in the City of Aleppo, Syria*, United Nations Institute for Training and Research (UNITAR), Geneva, 1 p.

Upadhayaya, P. K., (2013), *Tourism amidst Armed Conflict in Nepal: Consequences, Copings and Contribution to Peace-building*. (PhD thesis), Kathmandu, Nepal, Kathmandu University.

U.S. Department of State, (s. d.), Foreign Terrorist Organizations, *U.S. Department of State*. <http://www.state.gov/j/ct/rls/other/des/123085.htm> (page consultée le 26/09/17)

Valter, S., (2002), *La construction nationale syrienne : Légitimation de la nature communautaire du pouvoir par le discours historique*, CNRS Éditions, Paris, 399 p.

- van Dam, N., (2006), *The Struggle for Power in Syria Sectarianism, Regionalism, and Tribalism in Politics (version arabe)*, Cairo, 279 p.
- Verdier, M., (2013, août 12), La bibliothèque de Sarajevo, rutilante comme au premier jour, *La Croix*.
- Vukonic, B., (1997), *Tourism in the Whirlwind of War*, Golden Marketing, Zagreb.
- Walid, A., (2014, février 15), Le président de la Coalition nationale de l'opposition visite Idlib au nord de la Syrie (en arabe), *Alquds Newspaper*.
- Weulersse, J., (1946), *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*, Gallimard, Paris, 332 p.
- Whigham, N., (2015, novembre 13), Meet 'The Tiger', the commander with a crazy cult following, *news.com.au*. <http://www.news.com.au/finance/work/leaders/syrian-commander-with-a-cult-following-has-some-syrians-calling-for-him-to-replace-assad/news-story/e773cd76cea204721cc4bf03a5b2da33> (page consultée le 16/12/17)
- Wright, D. W. M., (2017), Terror park: A future theme park in 2100, *Futures*.
- WTTC, (2011), *Travel & Tourism Economic Impact, 2011. Syria*, World Travel & Tourism Council (WTTC), London, 20 p.
- Yazbek, S., (2016), *Les portes du néant*, Stock, Paris, 306 p.
- Yazigi, J., (2016, juillet 29), Quatre régions, quatre autorités en Syrie, *Orient XXI*.
- Yilmaz, R., (2006), Le sandjak d'Alexandrette, baromètre des relations entre la Turquie et la Syrie, *Outre-Terre*, vol. no 14, n°1, p. 109-116.
- Yirik, Ş., Seyitoğlu, F. & Çakar, K., (2016), From the white darkness to dark tourism: the case of Sarikamish, *International Journal of Culture, Tourism and Hospitality Research*, vol. 10, p. 245-260.
- Zerrouky, M., (2017, janvier 23), Daech commet de nouvelles destructions à Palmyre, *Le Temps*.
- Zo'bi, S., (2008, octobre 27), Sayyida Zeinab, une ville dans un village (en arabe), *eSyria*. <http://www.esyria.sy/edamascus/index.php?p=stories&category=publicvoice&filename=200810270705011> (page consultée le 19/02/17)

Tables des illustrations :

Figures :

Figure 1 : Le devenir du stock patrimonial pendant le conflit.	22
Figure 2 : Exemple des tableaux de données du CBS.....	30
Figure 3 : Exemple des tableaux de données du Ministère du Tourisme.....	32
Figure 4 : Nombre de touristes en Syrie en 2010.	34
Figure 5 : Pourcentages des touristes en Syrie en 2010 par nationalité ou zone géographique de provenance.....	37
Figure 6 : Représentation des différents flux d'arrivées et de touristes sur la base de la méthodologie de compte adoptée par les autorités syriennes.....	39
Figure 7 : Pourcentages des nombres de touristes par rapport aux nombres d'arrivées en Syrie en 2010 par nationalité ou zone géographique de provenance.....	40
Figure 8 : Les principales formes de tourisme en Syrie avant le conflit et les flux de tourisme international et de tourisme domestique qui les alimentent d'après nos observations.	49
Figure 9 : Quneitra – Ville martyre, timbre postal syrien de 1975.	53
Figure 10 : Affiches de promotion touristiques réalisées fin des années 1920 pour le PLM. .	64
Figure 11 : Evolution des capacités d'accueil dans les catégories internationales de 1970 à 2010.....	74
Figure 12 : Evolution des capacités globale d'accueil en Syrie	76
Figure 13 : Evolution du nombre des touristes internationaux en Syrie entre 2002 et 2010.	85
Figure 14 : Evolution du nombre de touristes libanais et turques en Syrie entre 2002 et 2010.	90
Figure 15 : Croisement des courbes d'évolution du nombre de touristes libanais et turques en Syrie entre 2002 et 2010 avec les événements et changements politiques ayant affectés les relations respectives de ces deux pays avec la Syrie.....	94
Figure 16 : Evolution du nombre de touristes espagnols et français en Syrie entre 2002 et 2010. Les différences des fluctuations sont bien visibles.	95
Figure 17 : Croisement des courbes d'évolution du nombre de touristes français et espagnols en Syrie entre 2002 et 2010 avec les événements et changements politiques, régionaux et bilatéraux, ayant affectés les relations respectives de ces deux pays avec la Syrie.....	99
Figure 18 : Fréquentation des hôtels en Syrie (nombre de clients) par gouvernorat.	106
Figure 19 : Représentation spatiale de l'activité touristique dans le centre d'Alep.....	117

Figure 20 : Relation entre le risque de conflit et le tourisme, traditionnellement véhiculé par la littérature scientifique.....	121
Figure 21 : Affiche promotionnel du voyage en Syrie organisé par SOS Chrétiens d’Orient en avril 2015.....	128
Figure 22 : Capture d’écran du site internet de l’agence Odeia montrant l’offre de voyages organisés vers la Syrie en partenariat avec SOS Chrétiens d’Orient.....	130
Figure 23 : Photos partagées par une activiste de l’opposition (R.J.) sur son compte Facebook de ses séjours au nord de la Syrie (région d’Idlib) pendant la première moitié de 2013.....	138
Figure 24 : Couverture et table des matières du guide de l’Etat Islamique écrit par un djihadiste britannique en 2015 à l’intention des futures recrues de l’organisation terroriste	143
Figure 25 : Différents gradients de facteurs générés par le conflit en Syrie et leurs implications sur le tourisme.....	146
Figure 26: Les centres du pouvoir et de la contestation entre milieux urbains et ruraux lors des révoltes de 1979 et de 2011 en Syrie.	152
Figure 27 : Les différentes dégradations infligées à la Grande Mosquée des Omeyyades à Alep.....	161
Figure 28 : La force destructrice des explosions de tunnels à Alep.....	165
Figure 29 : Observation de la destruction de la zone des souks et de la citadelle d’Alep entre 2012 et 2016 à l’aide des images satellite.	177
Figure 30 : La photo d’Omran, devenue une icône de presse à travers le monde et un symbole de la destruction d’Alep.....	180
Figure 31: Patrimoine syrien en basculement entre valeur symbolique et valeur marchande/fonctionnelle pendant le conflit.....	186
Figure 32 : Un exemple de l’hybridation où un patrimoine ancien devient aussi un nouveau patrimoine issue du conflit.....	187
Figure 33 : Les différents processus d’évolution et de basculement des lieux (patrimonialisés ou non) à travers le conflit et leur rôle dans la redéfinition du paysage après-guerre.....	189
Figure 34 : Gradients du <i>dark tourism</i>	193
Figure 35 : Un site de mémoire et de <i>dark tourism</i> peut-il être traité comme tout autre site touristique en matière de classement ?	197
Figure 36 : Des impacts de fragments d’obus et de projectiles sur les devantures des immeubles à Zadar.....	207
Figure 37 : Exemples des vestiges (indirects) de la Seconde Guerre mondiale à Zadar.....	209

Figure 38 : Trace indirecte du conflit à Zadar, l'aspect très propre d'une grande partie du patrimoine historique.	211
Figure 39 : Une plaque commémorative localise les lieux touchés par les bombardements dans le centre historique de Zadar durant la guerre de 1991.	213
Figure 40 : Une exposition mémorielle temporaire retrouvée par hasard lors de notre étude à Zadar.	215
Figure 41 : La porte Pile, entrée principale du centre historique de Dubrovnik, complètement saturée par l'affluence touristique pendant la haute saison (juillet – août).	216
Figure 42 : Une plaque commémorative répertorie les lieux touchés par les bombardements dans le centre historique de Dubrovnik.	217
Figure 43 : Des impacts d'obus sur les devantures des bâtiments (A et B) et sur les pavés (C) du centre historique de Dubrovnik.	218
Figure 44 : Les toits de Dubrovnik, trace indirecte du conflit.	219
Figure 45 : Les lieux de mémoire concernant la guerre d'indépendance observés à Dubrovnik.	220
Figure 46 : Exemple du paysage urbain discontinu à Sarajevo.	227
Figure 47 : Observations du centre-ville de Sarajevo.	229
Figure 48 : A la croisée du passé olympique de la ville et de la mémoire de la guerre à Sarajevo.	232
Figure 49 : Deux exemples de mémorialisation observés à Sarajevo.	234
Figure 50 : Le Musée d'Histoire de BiH à Sarajevo.	236
Figure 51 : Des exemples des traces du conflit omniprésentes à Mostar.	246
Figure 52 : Absence de mémorialisation officielle dans l'espace touristique au centre historique de Mostar.	248
Figure 53 : La « <i>Glass Bank</i> » à Mostar (A)	253
Figure 54 : La mémorialisation de la discorde à Mostar.	255
Figure 55 : Entre mille-feuille et labyrinthe, le système constitutionnel en BiH d'après les accords de Dayton.	256
Figure 56 : Conceptualisation mettant en lien les différents processus d'évolution de basculement présentés en chapitre 6 et les lieux observés pendant notre étude de terrain en BiH et Croatie.	259
Figure 57 : Un jeune supporter du régime (S.A.) se prend en <i>selfie</i> avec le tombeau de Hafez el-Assad à Qardaha, ville d'origine de la famille Assad.	278

Figure 58 : Réunion informelle à la base aérienne russe de Hmeimim en Syrie le 11/12/2017.	279
Figure 59 : Les principaux scénarii et sous-scénarii envisageables en Syrie après le conflit et les évolutions et possibles interactions entre les différentes hypothèses.....	289
Figure 60 : Conceptualisation « à chaud / à froid »	304

Cartes :

Carte 1 : Alep l'excentrée, emplacement d'Alep sur la carte de la Syrie.....	16
Carte 2 : Représentation spatiale des principaux marchés émetteurs de touristes vers la Syrie en 2010.....	36
Carte 3 : Carte représentant la distribution spatiale des différentes formes de tourisme en Syrie avant le conflit.....	54
Carte 4 : Les parcours utilisés dans l'organisation des circuits de tourisme culturel avant le conflit en Syrie.....	57
Carte 5 : La fréquentation touristique au Moyen-Orient en 2010 d'après les données de l'OMT.....	67
Carte 6 : Carte recensant les conflits internationaux et transfrontaliers dans le Moyen-Orient entre 1970 et 2010.....	88
Carte 7 : Carte touristique du centre d'Alep.....	109
Carte 8 : Spatialisation des visites guidées du tourisme culturel dans le centre historique d'Alep.....	111
Carte 9 : Plan de développement des activités dans la vieille ville proposé en 2001 par les autorités locales.....	115
Carte 10 : Les zones de contrôle des différents acteurs du conflit syrien en mai-juin 2017. .	125
Carte 11 : Comparaison entre les parcours des circuits touristiques proposés en Syrie avant le conflit et les parcours proposés pendant le conflit par SOS Chrétiens d'Orient.....	134
Carte 12 : En guise de conclusion, la question de la réversibilité du morcellement du territoire et des adaptations causées par le conflit reste un point central pour envisager le tourisme post-conflit.....	147
Carte 13 : Zones de contrôle des différents protagonistes à Alep fin 2013.....	158
Carte 14 : Etendue des dégâts à Alep selon le dernier rapport d'UNITAR fin 2016.....	178
Carte 15 : Les quatre étapes de notre étude de terrain en Bosnie-Herzégovine et en Croatie en 2016.....	200
Carte 16 : Carte de Zadar et de son centre historique.....	208
Carte 17 : Carte de localisation des trois lieux consacrés à la mémoire de la guerre observés lors de l'étude de terrain à Dubrovnik (voir Figure 45).....	222
Carte 18 : Localisation des lieux liés à la mémoire du conflit visités lors du travail de terrain à Sarajevo.....	231
Carte 19 : Localisation des différents lieux étudiés à Mostar.....	245

Tableaux :

Tableau 1 : Le décalage entre les sites concernés par notre étude et les nombres d'entrées qui leur correspondent dans les statistiques du CBS, ainsi que le décalage entre le nombre de lieux comptabilisés et non comptabilisé par site.....	59
Tableau 2 : Les six sites archéologiques et cinq musées qui concentrent près de 75% des visites dans chaque catégorie.	60
Tableau 3 : Les caractéristiques des différents lieux de mémoire visités à Dubrovnik	225

Annexes

Table des annexes :

Annexe 1.1 : Nombre des visiteurs des musées en Syrie de 2006 à 2010.....	342
Annexe 1.2 : Nombre des visiteurs des sites archéologiques en Syrie de 2006 à 2010.	343
Annexe 1.3 Nombre des visiteurs de la Foire internationale de Damas et le nombre des pays participants de 1970 à 2010.....	344
Annexe 1.4 : Nombre des nuitées dans les hôtels en Syrie en 2010 par gouvernorat et par catégorie.....	345
Annexe 2.1 : Les principaux sites du tourisme culturel qui étaient inclus dans les programmes de voyages organisés en Syrie avant le conflit.....	346
Annexe 2.2 : Programme de voyage d'une semaine	347
Annexe 2.3 : Programme de voyage de 11 jours (1/2)	348
Annexe 3.1 : Le tombeau de Hafez el-Assad	350
Annexe 3.2 : Le tombeau de Bassel el-Assad	351
Annexe 4.1 : La ville de Quneitra dans le Golan syrien.....	352
Annexe 4.2 : Carte du Golan	353
Annexe 5.1 : Evolution des zones de contrôle en Syrie entre 2013-2018	354
Annexe 5.2 : Rapport de la situation en Syrie fin janvier/début février 2018.....	355
Annexe 6.1 : Evolution des zones de contrôle à Alep et ses alentours entre 2014-2016	356
Annexe 6.2 : Dernier rapport retraçant la densité de la destruction à Alep édité par UNITAR/UNOSAT.....	357
Annexe 7.1 : <i>Dark tourism</i> Spectrum	358
Annexe 8.1 : Les attractions touristiques modernes à la pointe de la presqu'île du centre historique de Zadar	359
Annexe 8.2 : Carte des bombardements subits par Zadar pendant le conflit.....	360
Annexe 9.1 : Les dégâts causés par le conflit dans le centre historique de Dubrovnik.....	361
Annexe 9.2 : « Le Musée de la guerre d'indépendance croate ».....	362
Annexe 9.3 : « La chambre commémorative des défenseurs de Dubrovnik » située dans le palais des archives de la ville en plein centre historique.....	363
Annexe 9.4 : Le monument aux morts de conception moderne situé à l'entrée du centre historique de Dubrovnik.....	363
Annexe 10.1 : Carte de Sarajevo pendant le conflit.....	364

Annexe 10.2 : Le « tiède » rebascule à « chaud » à la veille de l’anniversaire du massacre de Srebrenica.....	365
Annexe 10.3 : Les objets liés à la guerre dans les magasins de souvenirs de Sarajevo	365
Annexe 10.4 : Paysage du <i>dark tourism</i> sur « Sniper alley » à Sarajevo.....	366
Annexe 10.5 : L’exposition « Sarajevo under Siege » au Musée d’histoire de la BiH	367
Annexe 10.6 : Texte de présentation de l’exposition « Sarajevo under Siege » cité dans le texte.	368
Annexe 10.7 : Vijećnica, l’ancienne Bibliothèque nationale de Sarajevo, entre symbole et restauration.....	369
Annexe 10.8 : « Tunnel of Hope », le tunnel de Sarajevo entre muséification et mémorialisation	370
Annexe 10.1 : Déséquilibre de l’offre hébergement entre les deux parties de la ville.	371
Annexe 11.2 : Le cimetière commémoratif des Partisans à Mostar.....	372
Annexe 11.1 : Entre <i>dark tourism</i> et réappropriation de l’espace urbain	373
Annexe 12.2 : Alep, la reconstruction en marche.....	373
Annexe 12.3 : Stand du Ministère du Tourisme syrien dans le salon FITUR à Madrid en janvier 2018.....	374
Annexe 12.4 : Inauguration à Alep d’un monument aux morts dédié aux soldats russes et syrien tombés dans la « guerre contre le terrorisme ».	374
Annexe 12.5 : Exemple de la proximité entre le Ministère du Tourisme syrien et l’association « SOS Chrétiens d’Orient ».....	374

Annexe 1. Tableaux statistiques du CBS, 2011

Annexe 1.1 : Nombre des visiteurs des musées en Syrie de 2006 à 2010.

© CBS, 2011

زوار المتاحف 2006 - 2010

VISITORS TO MUSEUMS 2006 - 2010

TABLE 31/ 8						جدول 31 / 8
MUSEUMS	2010	2009	2008	2007	2006	المتاحف
Arab Epigraphy	2177	1662	837 *	1868	1682	الخط العربي
Palmyra popular arts	-	-	-	-	8061	التقاليد الشعبية بدمر
Idleb	3846	4232	1803	2253	1383	إدلب
Lattakia	1495	1498	739	1221	1322	اللاذقية
Damascus national	176722	145435	135914	85272	73138	الوطني بدمشق
Aleppo national	54100	40610	40410	24090	29650	الوطني بحلب
Damascus popular arts	256634	247909	255933	187906	169502	التقاليد الشعبية بدمشق
Palmyra	41486	33192	38025	36969	26863	تدمر
Tartous	14413	11925	12540	9023	9985	طرطوس
Arwad citadel	70527	50705	67697	71112	51216	قلعة أرواد
Aleppo citadel	25124	30809	32729	31847	36898	قلعة حلب
Al-Sweida	19030	15289	12121	13757	16110	السويداء
Shahba amphi-theatre	25215	19116	19173	12633	10827	متحف مدرج شهبا
Hama new	3221	3848	5952	4901	5504	حماء الجديد
Hama popular arts	17295	13705	11454	10039	9229	التقاليد بحماة
Dier atiyeh	4809	4611	4482	5571	5840	دير عطية
Aleppo popular arts	3787	3484	2744	3290	3847	التقاليد الشعبية بحلب
Deir-ez-Zor	4277	2096	2311	1822	1826	دير الزور
Deir-ez-Zor popular arts	1000	-	-	-	-	التقاليد بدير الزور
Homs	1590	2293	1844	2146	2007	حمص
Medicine & science In Damascus	11186	10058	7362	6532	4977	الطب والعلوم بدمشق
The historical of Damascus city	2598	3172	3247	1945	2075	مدينة دمشق التاريخية
Al-Rakka	767	644	501	496	393	الرققة
Aphamia	16006	12818	11571	10460	11015	أفاميا
Al-Moarra	16297	11798	9559	8696	7713	المعرة
Tayebt alemam mosaic	1810	2217	-	-	-	فسيفساء طيبة الامام
Alshekh saleh museum	17504	8302	-	-	-	متحف الشيخ صالح العطي
Daraa	756	-	-	-	-	درعا
Al-Quneitra	18093	3987	5963	5769	14273	القنيطرة
TOTAL	811765	685415	684074	539618	505336	المجموع

* Closed for 3 months

* أغلق لمدة ثلاثة أشهر

زوار المواقع الأثرية 2006 - 2010

VISITORS TO ANTIQUITIES , 2006 - 2010

TABLE 32/ 8

جدول 8 / 32

ANTIQUITIES	2010	2009	2008	2007	2006	المواقع الأثرية
Palmyra tombs ruins	84585	62073	63310	33969	29189	مدافن وأطلال تدمر
Palmyra archeological theater	87049	67109	72258	57263	41812	مسرح تدمر الأثري
Bel temple in palmyra	123212	100870	107602	83101	59653	معبد بل بتدمر
Palmyra arab citadel	34972	27950	34501	24267	18899	القلعة العربية بتدمر
Hir orient balas in palmyra	3523	1978	3842	1504	2280	قصر الحير الشرقي بتدمر
Krak des chevaliers	263727	187980	235979	171913	145247	قلعة الحصن
Markab citadel	34137	23803	23797	27274	25751	قلعة المرقب
Ra's shamra	50313	41684	40778	37382	32384	رأس شمرا
Sam'an citadel	157040	125033	111910	80430	77450	قلعة سمعان
Aleppo citadel	588576	520312	491992	411880	359940	قلعة حلب
Halabieh & zalabieh	4037	-	192	34	2405	آثار حلبية وزلبية
Kanawat ruins	18222	12803	13254	8833	7503	آثار قنوات
Saladin citadel	46405	43441	44756	42563	42548	قلعة صلاح الدين
Jableh amphi-theater	402	270	226	357	835	مدرج جبلة
Tal mardikh	35864	26183	23375	12409	-	تل مردوخ (ايبلا)
Ain dara	5905	5531	4939	3123	2680	عين دارا
Mosiaf citadel	4865	3714	3757	3686	2712	قلعة مصياف
Eben wardan	4863	4948	3734	2719	1972	ابن وردان
Mary	12947	7929	7361	4789	3490	آثار ماري
Kaleb louzeh	2769	2064	1669	802	10998	كنيسة قلب لوزة
Dora orbose	13612	6862	6904	4869	4099	دورا أوربوس
Busra	267677	229855	307460	234226	192823	بصرى
Serjella	23790	14640	11864	7655	5491	سرجيلا
Aphamia	99688	70661	61484	41272	33488	أفاميا
Al rosafa	17900	14100	12600	7628	5872	الرصافة
Khan asaad basha / Damascus	29839	21959	16627	-	-	خان أسعد باشا / بدمشق
Shizar citadel in hama	1810	1114	1108	-	-	قلعة شيزر بحماة
Jabar citadel	8050	11530	13070	7166	10400	قلعة جعبر
TOTAL	2025779	1636396	1720349	1311114	1119921	المجموع

زوار معرض دمشق الدولي والدول المشتركة 1970 - 2010

VISITORS TO DAMASCUS INTERNATIONAL FAIR AND PARTICIPATING COUNTRY
1970 - 2010

TABLE 30/ 8

جدول 8 / 30

YEAR	Participating countries		الدول المشتركة	الزوار Visitors	السنة
	مجموع TOTAL	أجنبية Foreign	عربية Arab		
1970	43	34	9	1817226	1970
1975	51	36	15	3697510	1975
1980	35	23	12	1903503	1980
1985	60	50	10	1698439	1985
1990	24	13	11	1864754	1990
1995	29	18	11	2094848	1995
2000	25	14	11	411006	2000
2005	48	37	11	395135	2005
2006	46	34	12	473640	2006
2007	47	35	12	340715	2007
2008	45	33	12	340212	2008
2009	48	33	15	456312	2009
2010	42	30	12	672420	2010

Annexe 1.4 : Nombre des nuitées dans les hôtels en Syrie en 2010 par gouvernorat et par catégorie.
Catégories de droite à gauche : Arabes (dont Syriens expatriés), Etrangers et Syriens résidents en Syrie

© CBS, 2011

الليالي الفندقية التي قضاها النزلاء (سوريون مغتربون وعرب، أجانب، سوريون مقيمون) حسب المحافظة 2010

NIGHTS SPENT BY (ARAB- FOREIGN- SYRIAN) GUESTS BY GOVERNORATE 2010

TABLE 29/8

جدول 8 / 29


GOVERNORATE	المجموع Total	سوريون مقيمون Syrians	أجانب Foreigners	عرب وسوريون مغتربون Arabs	المحافظة
Damascus	3575326	401767	2110115	1063444	دمشق
Aleppo	1631387	181232	841299	608857	حلب
Rural Damascus	4006074	7486	2863424	1135164	ريف دمشق
Homs	1071204	59879	594571	416754	حمص
Hama	282900	27989	158193	96717	حماه
Lattakia	1845375	108050	1127741	609584	اللاذقية
Idleb	57110	3457	37264	16389	إدلب
Al-Hasakeh	230206	23008	74438	132760	الحسكة
Deir-ez-Zor	326034	15788	179300	130946	دير الزور
Tartous	494651	102816	221295	170540	طرطوس
Al-Rakkah	154745	13897	96510	44338	الرقية
Daraa	120703	687	75429	44587	درعا
Al-Sweida	20253	783	9570	9900	السويداء
Al-Quneitra	-	-	-	-	القنيطرة
TOTAL	13815968	946839	8389148	4479981	المجموع

Annexe 2. L'offre du tourisme culturel pré-conflit en Syrie

Les principaux sites visités et des exemples de programmes de voyages organisés en Syrie émanant d'agence de voyages et de tour-opérateurs syriens et étrangers

Annexe 2.1 : Les principaux sites du tourisme culturel qui étaient inclus dans les programmes de voyages organisés en Syrie avant le conflit

Type de voyage	Sites visités	Description
Visite standard d'une semaine	Alep	Capitale économique, ville millénaire de commerce, visite : Musée national, citadelle, Mosquée des Omeyyades, souks, vieille ville, madrasas, khans et églises historiques
	Apamée	Ville séleucide (hellénistique) puis romaine, ancienne grande métropole, visite : ruines de la ville et musée des mosaïques
	Bosra	Ville romaine, visite : amphithéâtre et vieille ville
	Damas	Capitale, ville millénaire, visite : Musée nationale, Mosquée des Omeyyades, souks, vieille ville, khans et églises historiques
	Hama	Arrêt rapide pour voir les Norias au bord de l'Oronte
	Krak des Chevaliers	Citadelle datant des Croisées, parmi les mieux conservées au monde
	Maaloula	Village de montagne avec de vieux monastères, l'un des derniers endroits où l'on parle encore l'araméen, la langue du Christ
	Palmyre	Ville romaine, prospérité au 2 ^{ème} siècle ap. J.-C., visite : musée, temples, ruines de la ville, vallée des tombes
	Serjilla et Al Baraa	Deux des Villages antiques du Nord de la Syrie, de l'époque byzantine, en très bonne état de conservation, visite : ruines des villages
	St. Siméon	Complexe chrétien du 5 ^{ème} siècle faisant partie des Villages antiques de Nord de la Syrie, visite : ruines du site







Syria

Home > Itineraries > Guaranteed Departure
Site Map

- ▢ Adonis in Syria
- ▢ Discover Syria
- ▢ Itineraries
- ▢ Our Services
- ▢ Submit an Inquiry
- ▢ FAQs
- ▢ Photos Gallery
- ▢ Home

News

Guaranteed Departure

Day 1 Arrival Damascus airport – meet and transfer to the hotel. Dinner and overnight.

Day 2 Excursion to Bosra, (Possibility to have new arrivals to join the group). Dinner and overnight in Damascus.

Day 3 Full day city tour of Damascus : the National Museum, the Omayyad Mosque, the Azem Palace, the Straight Street, the Chapel of St. Anainas, the Window of St. Paul and stroll in souk Hamidie. Departure in the late afternoon to Palmyra. Dinner and overnight.

Day 4 Full day visit of Palmyra : the Temple of Bel, the Arch of Triumph, the Great Colonnade, the Theatre, the Agora and the Tombs. Dinner and overnight.

Day 5 Departure for Crac des Chevaliers : visit of the castle and continue to Hama : stop near the Norias. Driver to Aleppo. Dinner and overnight

Day 6 Visit of Aleppo : the Citadel, the Grand Mosque, the Caravanserai and the old famous souks. PM : excursion to St. Simeon : visit and return to Aleppo. Dinner and overnight.

Day 7 Departure to Aphamea : visit of the site and continue to Serjilla : visit, and afterwards to Ma'aloula for the visit of the Convent of Mar Sarkis and the Monastery of Mar Takla - Transfer to Damascus. Dinner and overnight.

Day 8 Transfer to Damascus airport for departure.

⁶⁴ Capture d'écran réalisée depuis une version archivée du site :

<https://web.archive.org/web/20060819055006/http://www.adonistravel.com:80/syria/index.php?page=guaranty&ex=1&lang=1>



Pour découvrir le monde et ses cultures


/ Qui sommes-nous ?


/ Nous contacter


/ Nos catalogues


/ Espace Voyageurs

Choisissez

- ... des voyages
- ... des croisières
- ... des conférences
- ... des articles
- ... des pays

Découvrez

- ... les chronologies
- ... les personnalités de Clio
- ... le Prix Clio

Recevez

... les Nouvelles de Clio

... le Clioscope

Rechercher

La Syrie, dix-mille ans d'art et d'histoire

SY 50 - 11 jours

Informations, prestations, dates et prix valables au 10/12/2008

 Pour imprimer correctement cette fiche voyage



NOS VOYAGES

FORMALITÉS

DATES ET PRIX

CARTE

ARTICLES

MÉTÉO

BIBLIOGRAPHIE

INFOS PRATIQUES

Recommander ce voyage



D'Ougarit, qui vit la naissance de l'alphabet, à la puissante cité-état de Mari et à la Palmyre triomphante de la reine Zénobie, du mouvement érémitique symbolisé par saint Siméon à la mosquée des omeyyades qui resplendit des premiers feux de l'Islam et au Crac des Chevaliers, symbole inégalé des Croisades, un grand circuit classique pour découvrir les richesses de la Syrie.

J 1 : Paris - Damas
Vol pour Damas. Nuit à Damas.

J 2 : Crac des Chevaliers - Ougarit (360km)
Visite du **Crac des Chevaliers**, l'un des plus beaux exemples de l'architecture militaire médiévale où se mêlent arts roman et gothique naissant. Longeant la côte méditerranéenne, nous visiterons **Amrit**, antique port phénicien où subsiste un sanctuaire énigmatique dressé au milieu d'un bassin. Puis nous atteindrons **Ougarit Ras-Shamra**, un des plus anciens sites de Syrie où fut découvert le célèbre "alphabet" exposé à Damas. Nuit à Lattaqie.

J 3 : Saône - Apamée - Hama (150 km)
Départ vers le **château de Saône** dans la montagne alaouite, remarquable forteresse croisée aux origines byzantines qui s'élève dans un cadre de toute beauté. Traversant la **vallée du Ghab**, riche vallée drainée par l'Oronte, nous arriverons à **Apamée**. Fondée à l'époque hellénistique, elle compta 120 000 habitants. On y voit encore cardo à colonnade, nymphée, agora, églises et villas romano-byzantines. **Hama sur l'Oronte** est la ville des grandes **norias centenaires**. Nuit à Hama.

⁶⁵ Capture d'écran réalisée depuis une version archivée du site :

https://web.archive.org/web/20081210145215/http://www.clio.fr:80/voyage_culturel_syrie/sy_50_la_syrie_dix_mille_ans_dart_et_dhistoire.asp

J 4 : Sergilla - Ebla - Alep (190 km)

Départ matinal vers les ruines de la ville byzantine de **Sergilla** : nécropole, thermes et hôtellerie. Nous aborderons ensuite **Ebla**. Une mission italienne a mis au jour un palais de la deuxième moitié du IIIe millénaire dans lequel ont été découvertes quinze mille tablettes cunéiformes. Après-midi consacré à **Alep** : grande mosquée, madrasas... Temps libre pour flâner dans les souks. Nuit à Alep.

J 5 : Alep - Saint-Siméon (120 km)

Cette journée sera consacrée à la visite d'**Alep**, l'ancienne Beroe, de l'époque hellénistique. Cette cité conserve un urbanisme de type hippodamien que l'on retrouve dans l'ordonnance du **bazar**. La **citadelle**, la **Grande Mosquée**, les **madrasas** témoignent d'une riche architecture musulmane. L'après-midi nous mènera dans le massif Calcaire qui abrite les célèbres villes mortes de Syrie. À **Qalaat See-man**, nous verrons les vestiges du sanctuaire dédié à saint Siméon le Stylite. Le monastère fut établi à l'emplacement où le saint vécut plus de quarante ans sur une colonne. Nuit à Alep.

J 6 : Resafa - Halabiyeh (350 km)

Départ matinal vers **Resafa**, l'ancienne Sergiopolis, puis vers l'Euphrate et le barrage El-Assad. Après le pique-nique, nous partirons pour la forteresse d'**Halabiyeh** qui domine un méandre de l'Euphrate. En suivant le cours du fleuve, nous arriverons à **Deir-ez-Zor** où nous passerons la nuit.

J 7 : Mari - Doura Europos (440 km)

Visite du site de **Mari**, l'une des plus grandes capitales de l'Antiquité. Sont encore visibles le palais présargonique aux briques crues et les vestiges du palais Zimrilim. Après un déjeuner tardif à Deir-ez-Zor, nous visiterons **Doura Europos**, ville à caractère commercial et militaire avec ses vestiges de la ville romaine, ses temples et sa synagogue qui remontent au IIe siècle, puis nous entrerons dans le désert de Palmyre. Nuit à Palmyre.

J 8 : Palmyre

Palmyre, l'ancienne Tadmor des textes assyriens, ville étape caravanière, fut hellénisée après la conquête de la Syrie par Alexandre le Grand. La cité, capitale d'un royaume indépendant où s'illustra la célèbre Zénobie, devint ensuite une colonie romaine. Son cadre exceptionnel fait d'elle le site le plus prestigieux de Syrie. **Temple de Baal-Shamin**, arc de triomphe, **voie à colonnade**, temple de Nabu témoignent encore de la grandeur passée de la cité du désert. Nous visiterons aussi le **temple de Bêl** et le **musée** qui abrite de nombreuses sculptures architecturales et des plaques funéraires aux effigies de riches Palmyréniens. Nuit à Palmyre.

J 9 : Palmyre - Damas (240 km)

Après avoir découvert les fameux **tombeaux-tours de Palmyre**, nous rejoindrons **Damas**, la capitale syrienne dont l'oasis a vu naître l'un des plus anciens villages de Syrie, au VIIe millénaire. Nous emprunterons la rue Droite, ancien Cardo Maximus de la ville romaine, pour nous rendre dans le quartier chrétien et visiter la **maison d'Ananie** où résida celui qui, selon la tradition, fit recouvrir la vue à saint Paul converti. Nous achèverons cette journée en nous promenant dans le souk Al-Hamidiye. Nuit à Damas .

J 10 : Bosra - Damas (290 km)

Départ vers le massif volcanique du Hauran. Visite de Bosra qui conserve des ruines imposantes de la ville romaine, dont le célèbre théâtre, fortifié à l'époque musulmane par Saladin. Retour à Damas et visite du **Musée archéologique**. Visite de la ville ancienne avec la **mosquée des Omeyyades**. Temps libre pour flâner dans les souks. Nuit à Damas.

J 11 : Damas - Paris

Vol pour Paris.

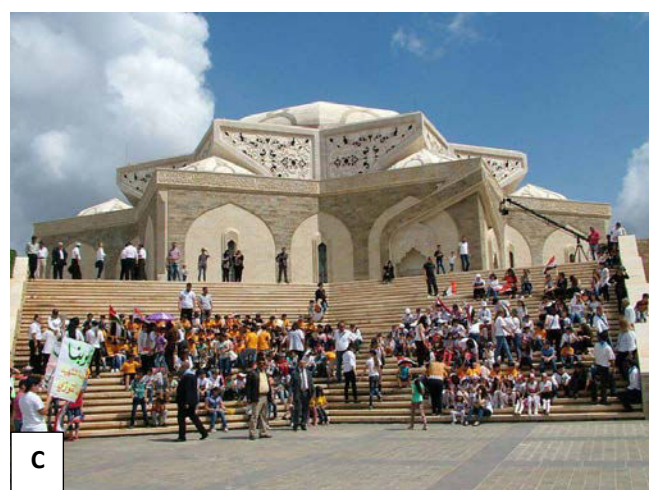
Annexe 3. « Pèlerinage »/ tourisme politique au mausolée des Assad

Visuels du tombeau de Hafez el-Assad ancien président syrien, décédé en 2000, et de celui son fils aîné Bassel, décédé en 1994, dans le mausolée qui leur est dédié à Qardaha, fief de la famille.

Annexe 3.1 : Le tombeau de Hafez el-Assad

Situé au milieu du mausolée (A), le tombeau est visité par des délégations officielles (B) ou moins officielles (C). L'extérieur du bâtiment est visible sur la dernière photo.

Sources : (A) Zoepkoe, Wikimedia Commons, 2005. (B) Albaath-Media, 2015. (C) SANA, 2016



Annexe 3.2 : Le tombeau de Bassel el-Assad

Enterré sur les lieux six ans avant le décès de son père, sa tombe occupait une place centrale et était particulièrement mise en valeur (A) (photo prise entre 1994 et 1998 selon la source). Configuration qui a changé après l'enterrement du père qui occupe désormais le centre du mausolée tandis que le tombeau du fil est désormais à l'écart et beaucoup moins décoré (B) (photo de 2016)

Source : Page de Bassel el-Assad sur le réseau Facebook.
<https://www.facebook.com/bassel.h.assad/>



Annexe 4. Tourisme politique/ de mémoire à Quneitra

Annexe 4.1 : La ville de Quneitra dans le Golan syrien

Laissée en l'état depuis qu'elle a été détruite par l'armée israélienne et récupérée par la Syrie en 1974. Le seul monument nouveau est la stèle commémorative érigée à l'endroit où Hafez el-Assad a levé le drapeau syrien quand la ville a été reprise (A). Le reste de la ville est complètement détruit (B, C, D). Des panneaux bilingues, en arabe et en anglais, relaient les éléments de la propagande officielle comme dans le cas de l'hôpital (D.1) « Hôpital du Golan, détruit par les Sionistes qui l'ont transformé en cible d'entraînement aux tirs » (avec une faute de syntaxe en anglais). Autre symbole du Golan, la « vallée des cris » sépare la partie du plateau toujours occupée par Israël de la partie sous contrôle syrien. Vues depuis le côté israélien (E) et le côté syrien (F).

Sources : (A) Adamthetraveler.com, 2010. (B) Ed Brambley, Flickr, 2009. (C) Will De Freitas, Flickr, 2009. (D) Johannes Zielcke, Flickr, 2009. (D.1) ibnibnattuta.com, 2005. (E) Baz Ratner - Reuters, 2014. (F) discover-syria.com, 2011

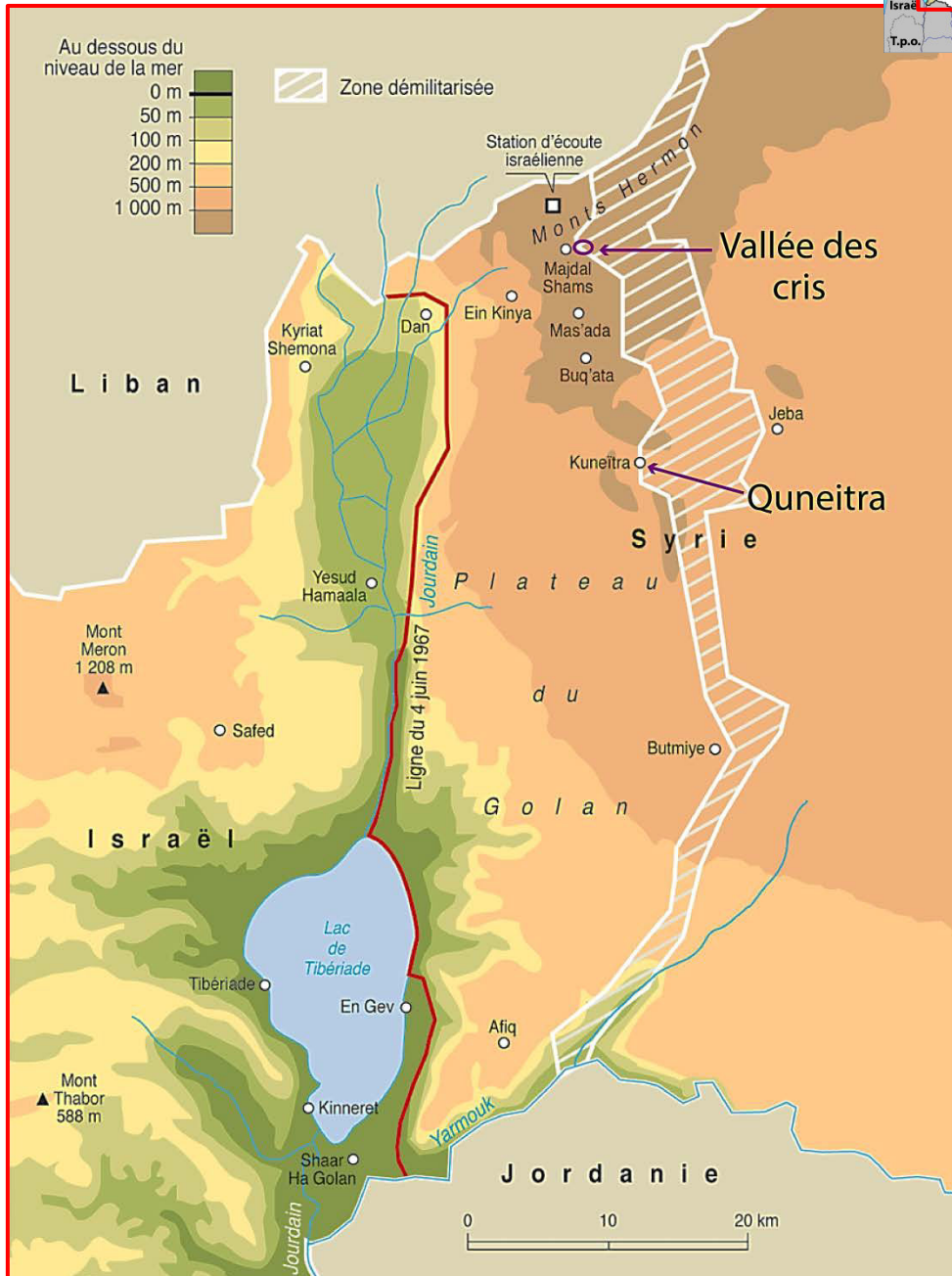
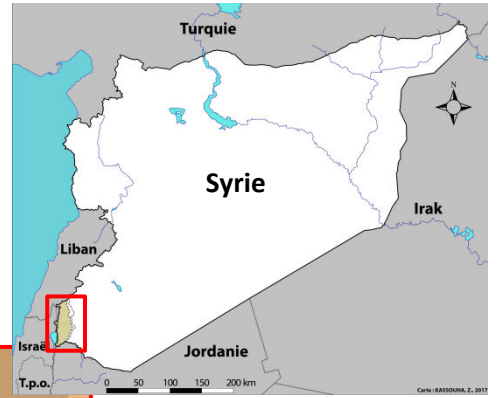


Annexe 4.2 : Carte du Golan

Nous y distinguons les deux lieux de tourisme politique/de mémoire évoqués.

La grande majorité du territoire (entre la ligne du 4 juin 1967 et le début de la zone démilitarisée) reste sous occupation israélienne.

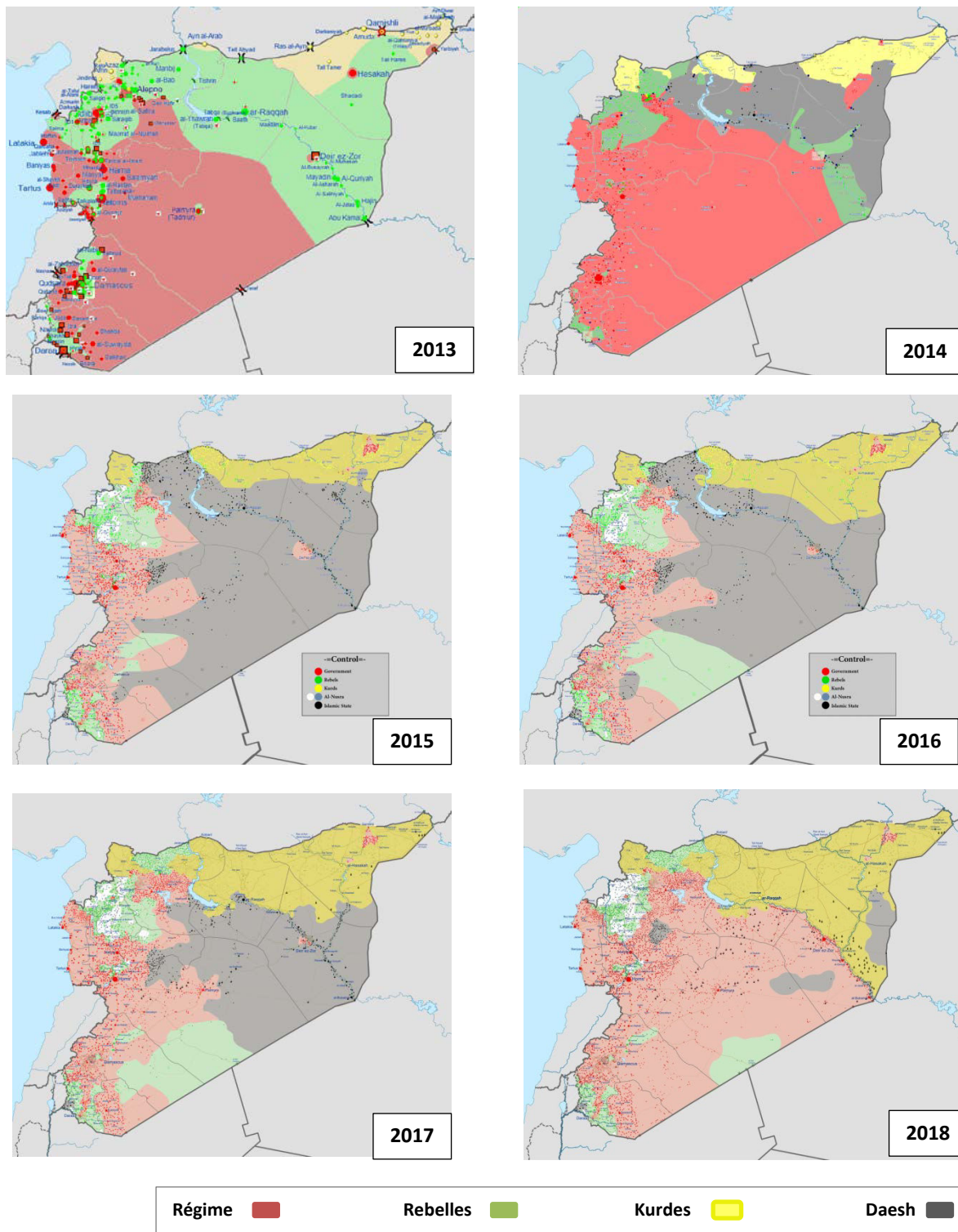
Carte : Le Monde diplomatique, 2000



Annexe 5. Evolution des zones de contrôle pendant le conflit

Annexe 5.1 : Evolution des zones de contrôle en Syrie entre 2013-2018

Source : Wikimedia Commons, 2013-2018⁶⁶



⁶⁶ Les cartes proviennent de la plateforme de création participative « Wikimedia comons » du portail *Wikipedia*. Leur exactitude ne peut être garantie vu qu'ils dépendent du travail personnel des participants. Nous les intégrons ici pour donner une idée globale de l'évolution du conflit.

Annexe 5.2 : Rapport de la situation en Syrie fin janvier/début février 2018

Il s'agit de la carte des zones de contrôle la plus récente que nous ayons obtenu à la fin de notre travail de rédaction.

Source : ISW & Syria Today, 2018

Syria Situation Report: January 24 - February 7, 2018

1 February 1: Israel Reportedly Supports New Opposition Offensive against Islamic State in Southern Syria: Opposition forces launched a new offensive, entitled "Battle of the Conquerors," to clear Islamic State (IS)-affiliate Jaish Khaled bin al-Waleed from western Daraa province. Israel reportedly supported the initial opposition attack with cross-border shelling from the Golan Heights, though opposition sources denied any cooperation with Israel.

2 January 26-29: Ceasefire Fails to Curb Regime Violence in East Ghouta: Ahmad Ramadan, spokesperson for the Syrian National Coalition (SNC), stated that opposition and regime delegates signed a 48-hour ceasefire deal for the besieged, rebel-held East Ghouta suburbs of Damascus at UN-sponsored talks in Vienna on January 26. The Russian Defense Ministry issued a statement on January 29 that urged the Syrian regime to adhere to the deal following the failure of the ceasefire to curb violence in East Ghouta on January 27 and 28.

3 February 7: Israel Targets Syrian Weapons Research Facility near Damascus: The Israeli Defense Forces (IDF) conducted airstrikes on a Syrian Scientific Studies and Research Center (SSRC) facility in Jamraya, north of Damascus. The SSRC is linked to the Syrian regime's chemical weapons and missile program. Syrian state media claimed that air defenses intercepted "several" of the Israeli air-to-surface missiles targeting the facility.

4 February 2-4: Residents Protest HTS Withdrawal from East Idlib Province: Residents in the town of Binnish in Idlib province held demonstrations calling for the expulsion of Hay'at Tahrir a-Sham (HTS)—successor of Al-Qaeda's Syrian affiliate—and the HTS-backed Syrian Salvation Government on February 2. Protesters condemned the withdrawal of HTS forces from towns and villages in eastern Idlib province ahead of pro-regime advances in the area. HTS responded to the protests with a widespread arrest campaign in Binnish, during which at least one civilian was killed.

5 February 3: Russia Targets Civilian Infrastructure in Idlib in Response to Downing of Jet: Hay'at Tahrir a-Sham (HTS) claimed to down a Russian SU-25 aircraft over the town of Saraqeb using a Man-Portable Air-Defense System (MANPADS). The Russian pilot successfully ejected from the aircraft and was killed by opposition forces near the town of Maarsiran, south of Saraqeb. In response, Russia intensified its air campaign on opposition-held areas in northwest Syria. Local activists reported Russian airstrikes destroyed medical facilities in three Idlib cities. Syrian Civil Defense responders reported Syrian regime strikes on Saraqeb with several munitions containing chlorine gas.

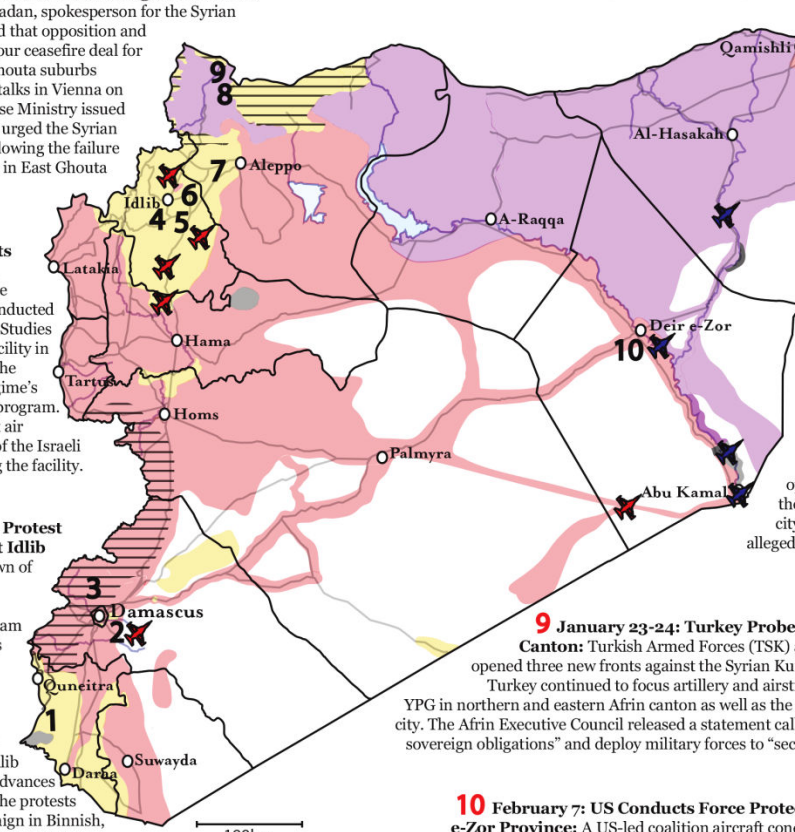
6 January 31-February 3: Pro-Regime Forces Advance Closer to Strategic Highway in Idlib Province: Pro-regime forces seized at least 20 villages along a broad front west of the Abu a-Duhur Airbase in eastern Idlib province following clashes with opposition groups. The advance brings pro-regime forces within nine miles of the key opposition-held town of Saraqeb on the strategic M5 highway between Hama city and Aleppo. Eleven opposition factions—including Salafist groups Ahrar a-Sham and Nour e-Din a-Zinki and former US TOW missile recipients Free Idlib Army and Jaish al-Izza—in Idlib province formed the "Repel the Invaders" operations room on February 2 to reinforce Saraqeb's defenses.

7 January 24-31: Turkey Scouts New 'Observation Point' South of Aleppo: The Turkish Armed Forces (TSK) deployed a military convoy to the village of al-Eis in southern Aleppo province on January 24, according to local activists, to scout the location of a new observation post for the greater Idlib "de-escalation zone" brokered at talks in Astana. The TSK deployed 50 to 100 armored vehicles to establish an "observation point" near al-Eis on January 29, according to local sources. Iranian forces reportedly targeted the convoy with artillery strikes. Russian President Putin and Turkish President Erdogan reportedly agreed to accelerate efforts to establish "observation points" on January 31.

8 January 28: TSK Seizes Mt. Bersaya North of Azaz: Turkish President Erdogan announced the Turkish Armed Forces (TSK) and Ankara-backed opposition groups seized the strategic Mt. Bersaya from the Kurdish People's Protection Units (YPG) north of the city of Azaz. The TSK announced Operation Olive Branch allegedly "neutralized" up to 579 Syrian Kurdish YPG fighters since the operation began on January 20.

9 January 23-24: Turkey Probes Syrian Kurdish Defenses on Borders of Afrin Canton: Turkish Armed Forces (TSK) and allied opposition forces in Operation Olive Branch opened three new fronts against the Syrian Kurdish YPG in Afrin canton in western Aleppo province. Turkey continued to focus artillery and airstrikes along ground lines of communication held by the YPG in northern and eastern Afrin canton as well as the Maydanki Dam—the primary water reservoir for Afrin city. The Afrin Executive Council released a statement calling upon the Syrian Arab Army (SAA) to "carry out its sovereign obligations" and deploy military forces to "secure the borders" of Afrin against Turkish intervention.

10 February 7: US Conducts Force Protection Strike against Pro-Regime Forces in Deir e-Zor Province: A US-led coalition aircraft conducted a force protection strike on a large formation of pro-regime forces including tanks and artillery near Khusham in eastern Deir e-Zor province. US aircraft conducted the strike after pro-regime forces crossed a well-established deconfliction line and attacked a headquarters of the Syrian Democratic Forces (SDF)-affiliated Deir e-Zor Military Council. Advisers from the Lebanese Hezbollah and Russian military contractors reportedly participated in the attack. US-led coalition personnel were co-located at the headquarters during the attack. The US-led coalition subsequently released a statement asserting its "non-negotiable right to act in self-defense."



Areas of Control*		Airstrikes
■ Pro-Regime Forces	■ Opposition Forces	✈ Pro-Regime
■ The Islamic State	■ Mixed Control	✈ U.S. / Coalition
■ Kurdish Forces	■ Hay'at Tahrir a-Sham <small>*Formerly Jabhat a-Nusra</small>	



*THIS MAP DOES NOT DEPICT AL QAEDA CONTROL IN WESTERN SYRIA. ISW IS DEVELOPING A NEW CONTROL OF TERRAIN MAP THAT WILL ASSESS THE FULL EXTENT OF AL QAEDA PRESENCE IN SYRIA.

*Control of Terrain Accurate as of 08 FEB 2018

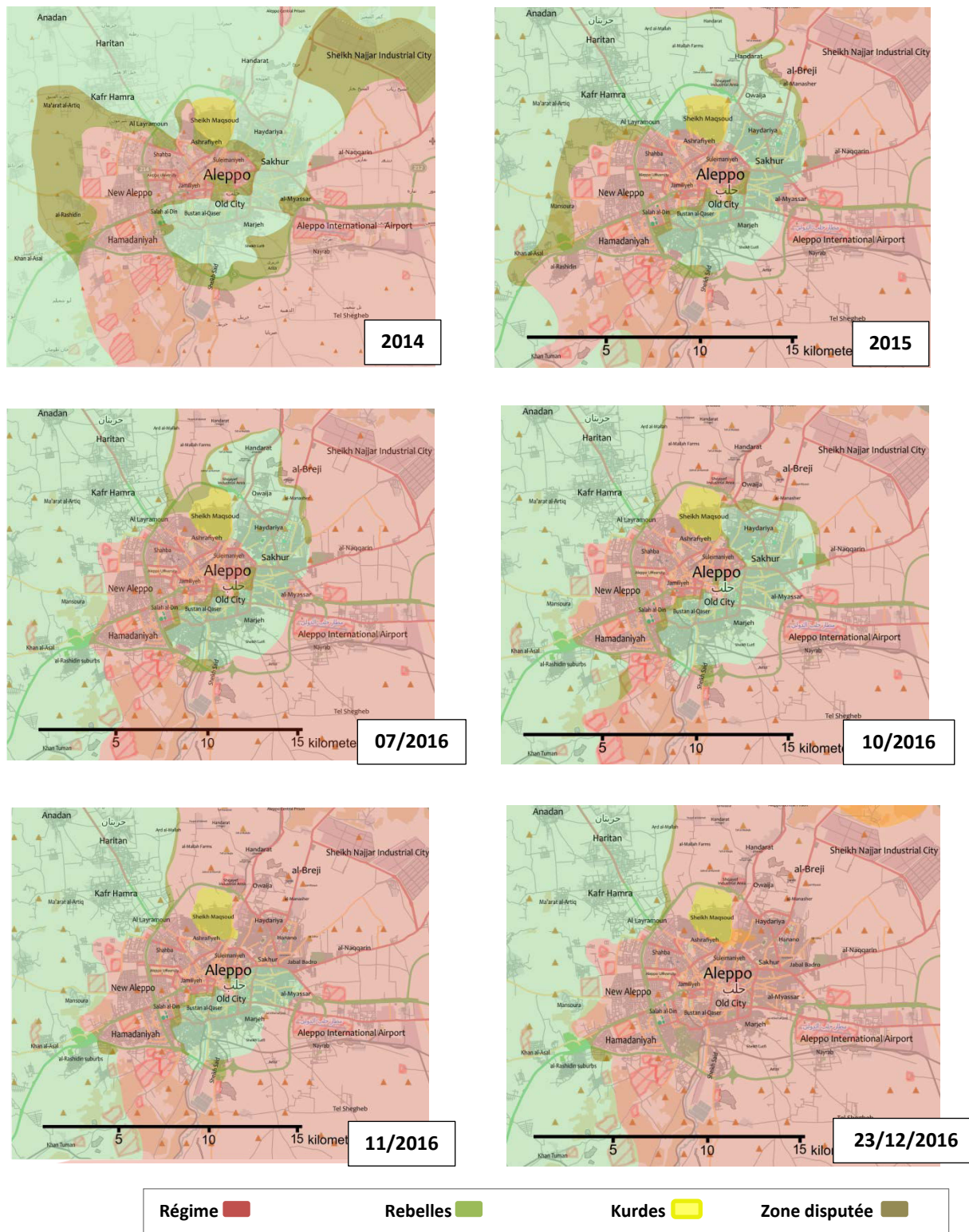
Text Credit: Sana Sekkarie

©2018 by the Institute for the Study of War

Annexe 6. Alep, une ville en guerre

Annexe 6.1 : Evolution des zones de contrôle à Alep et ses alentours entre 2014-2016

Source : Wikimedia Commons, 2014-2016 ⁶⁶



SYRIA

Aleppo City / Aleppo Governorate

Imagery analysis: 18 September 2016 | Published Thursday, December 15, 2016



Complex emergency

CE20130604SYR



Damage density in the City of Aleppo, Syria

This map illustrates satellite-detected damage density in the city of Aleppo, Syrian Arab Republic. Satellite imagery acquired 18 September 2016, 01 May 2015, 26 April 2015, 23 May 2014, 23 September 2013, and 21 November 2010 was analyzed. UNITAR - UNOSAT identified a total of 35,722 affected structures, of which 4,773 were destroyed, 14,680 severely damaged, and 16,269 moderately damaged, as of 18 September 2016. This represents an increase of approximately 154.5% in total damage since the previous UNITAR-UNOSAT analysis done using images from 1 May 2015 and 26 April 2015. This analysis was done as part of the REACH initiative for the U.S. Office of Foreign Disaster Assistance. It is a preliminary analysis and has not yet been validated in the field. Please send ground feedback to UNITAR - UNOSAT.

Legend

- Primary road
- Secondary road
- Urban road

Damage Site Density Index

- High
- Low

Map Scale for A3: 1:84,000



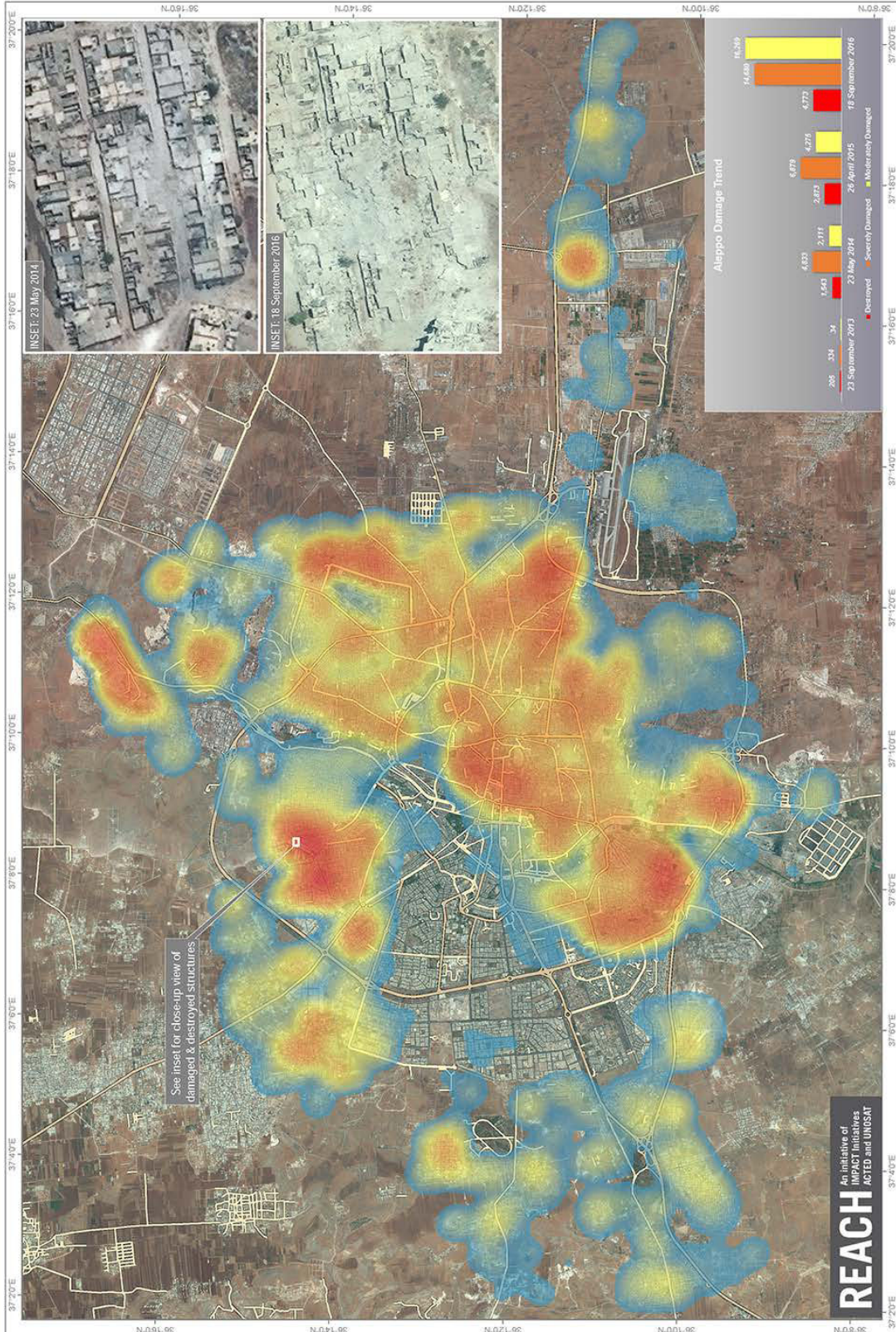
Analysis conducted with ArcGIS v10.4.1

Coordinate System: WGS 1984 UTM Zone 37N

Projection: Transverse Mercator

Datum: WGS 1984

Units: Meter



REACH
An initiative of
IMPACT Initiatives
ACTED and UNOSAT

Satellite Data (1): WorldView-3
Imagery Date: 18 September 2016
Resolution: 40 cm
Copyright: DigitalGlobe, Inc.
Source: Department of State, Humanitarian Information Unit, NorthView License

Satellite Data (2): Pleiades
Imagery Dates: 01 May 2015 & 26 April 2015
Resolution: 50 cm
Copyright: CNES (2015), Distribution AIRBUS DS
Source: Airbus Defense and Space

Satellite Data (3): Multiple previous images
Road Data: Google Map Maker / OSM / ESRI
Other Data: USGS, UNCS, NASA, NSA
Analysis: UNITAR - UNOSAT
Production: UNITAR - UNOSAT

The depiction and use of boundaries, geographic names and related data shown here are not warranted to be error-free nor do they imply official endorsement or acceptance by the United Nations. UNOSAT is a program of the United Nations Institute for Training and Research (UNITAR), providing satellite imagery and related geographic information, research and analysis, to UN humanitarian & development agencies & their implementing partners. This work by UNITAR-UNOSAT is licensed under a CC BY-NC 3.0

Annexe 7. Dark tourism spectrum

Annexe 7.1 : *Dark tourism* Spectrum

Le gradient proposé par Philip Stone de la perception des produits du *dark tourism* du plus « *dark* » au plus « *light* ».

Source : Stone, P., 2010, p. 53

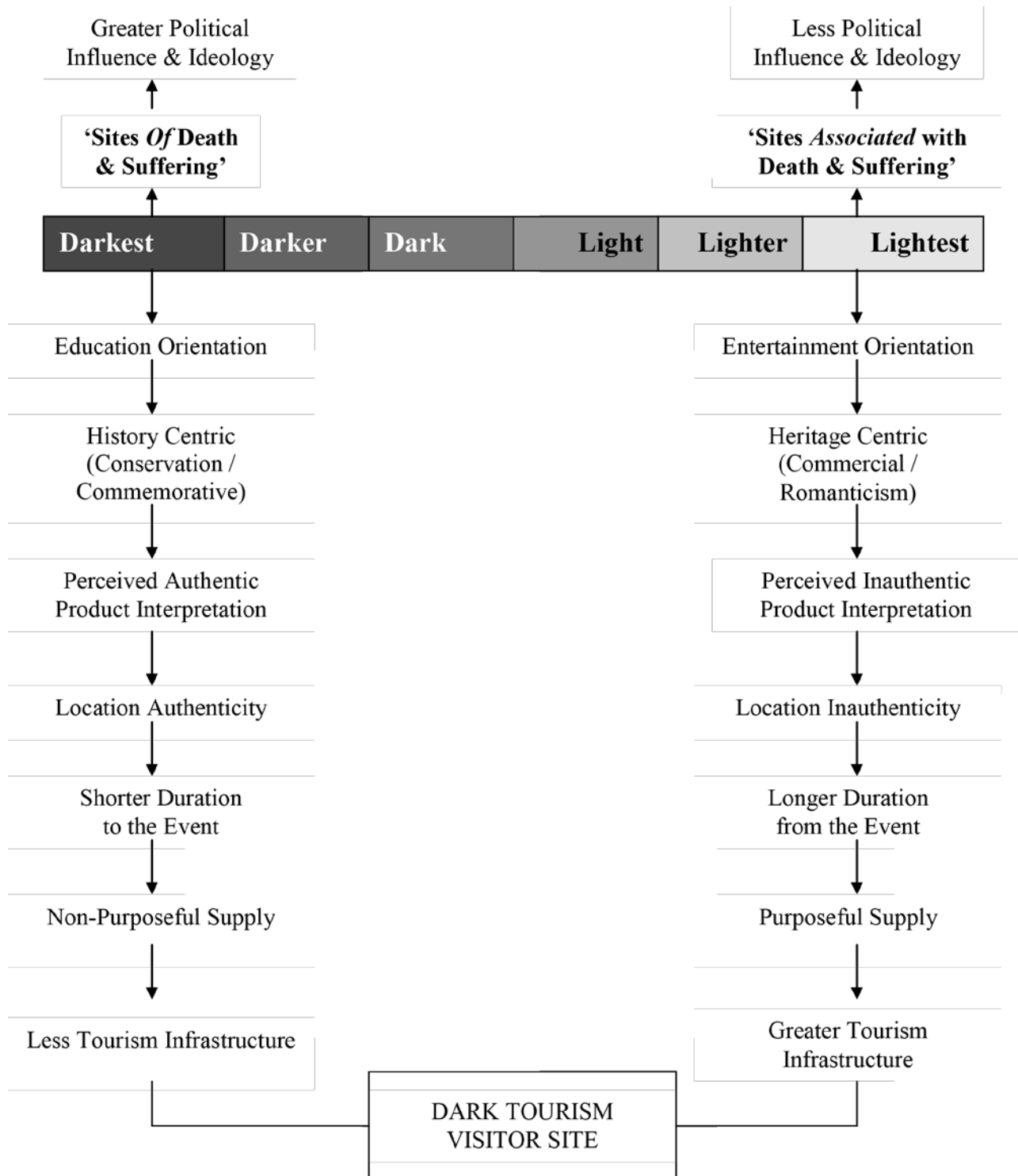
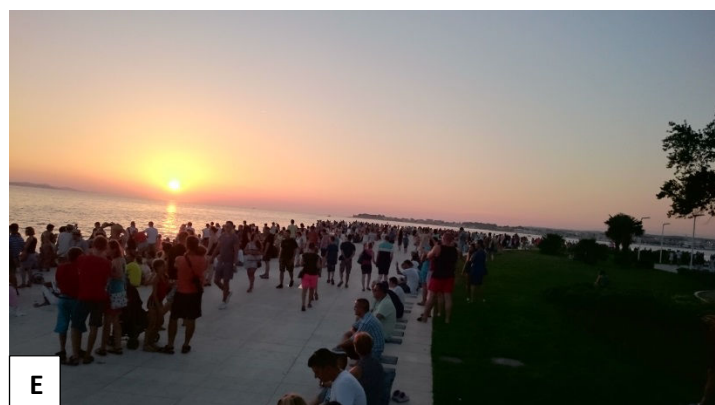
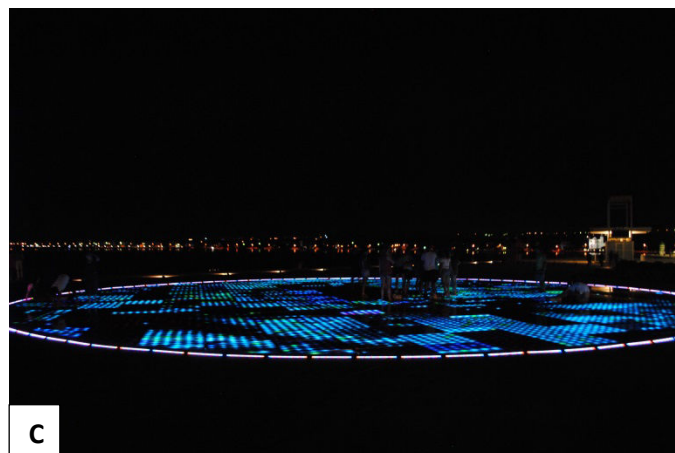
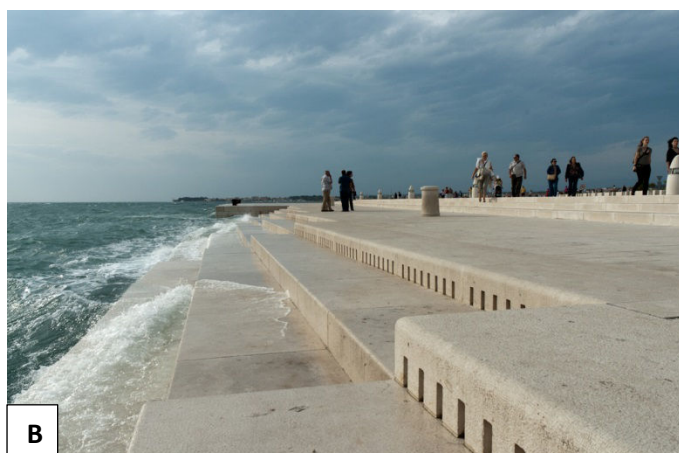


Figure 4: A Dark Tourism Spectrum: Perceived product features of dark tourism within a 'darkest-lightest' supply paradigm (revised from Stone, 2006)

Annexe 8. Zadar, le choix de la modernité en attraction touristique

Annexe 8.1 : Les attractions touristiques modernes à la pointe de la presqu'île du centre historique de Zadar
Les deux installations modernes « Orgue de la mer » et « Salut au soleil » créés dans les années 2000 attirent un grand nombre de promeneurs, notamment à la fin de journée pour contempler le coucher du soleil et voir l'installation lumineuse se mettre en route dès que l'obscurité commence à s'installer, le tout accompagné des mélodies créées par les vagues dans l' « orgue »

Sources : (A) Zadar Tourist Board, 2014. (B) linssimato, Flickr, 2009. (C, D, E) KASSOUHA, Z., 2016



Annexe 8.2 : Carte des bombardements subits par Zadar pendant le conflit

Malgré leur gravité, l'étendu des bombardements subits par Zadar semble inférieur à ceux subits par Dubrovnik (annexe suivante). Cette différence pourrait être à l'origine du décalage de mémorialisation du conflit entre les deux villes.

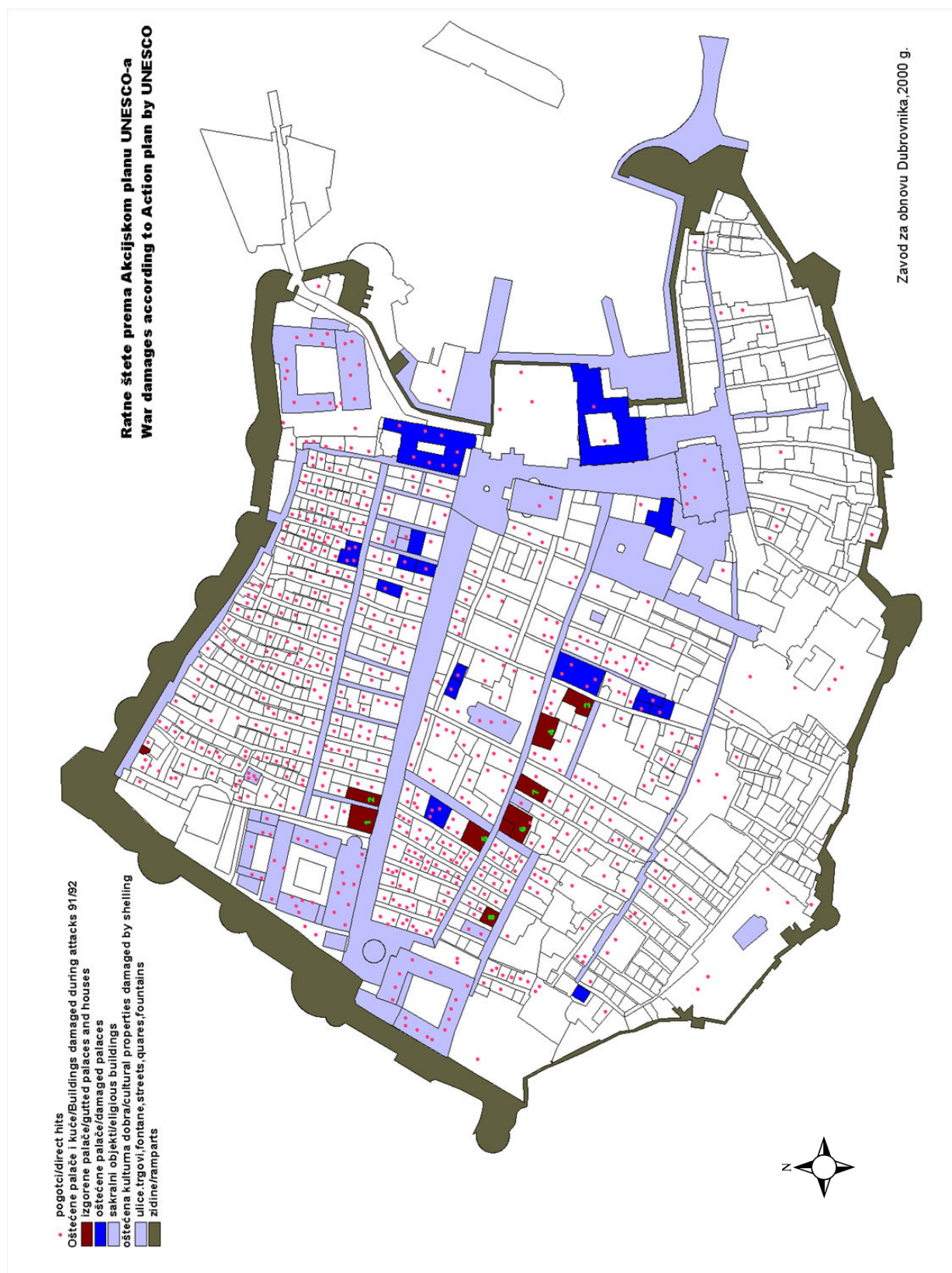
Source : Bilosnić, 1992, p.8-9



Annexe 9. Dubrovnik, traces du conflit et mémorialisation

Annexe 9.1 : Les dégâts causés par le conflit dans le centre historique de Dubrovnik.
Les points rouges indiquent les impacts directs d'obus.

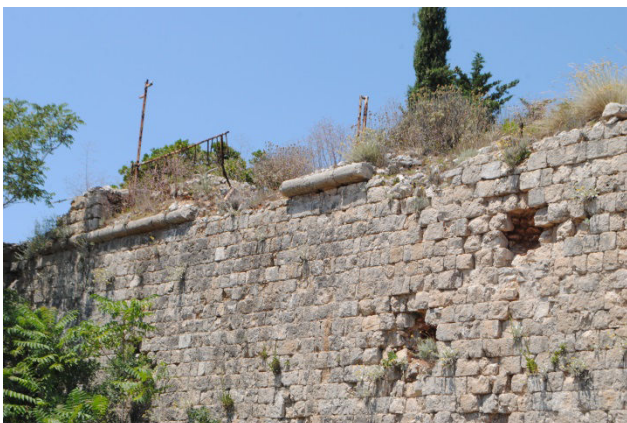
Source : Institut pour la Restauration de Dubrovnik



Annexe 9.2 : « Le Musée de la guerre d'indépendance croate »

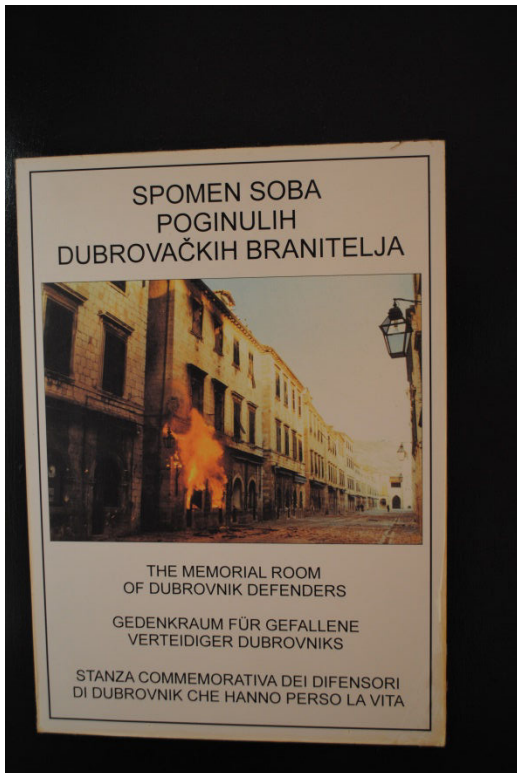
Situé dans la forteresse « Fort Imperial » en haut du mont Srd qui domine Dubrovnik. Le musée contient différents objets et photo concernant les défenseurs de la ville qui étaient retranchés sur place pendant le siège de la ville en 1991 - 1992. La forteresse porte encore les stigmates du conflit. Des signes de délabrement sont présents à l'intérieur du bâtiment également.

Source : KASSOUHA, Z., 2016



Annexe 9.3 : « La chambre commémorative des défenseurs de Dubrovnik » située dans le palais des archives de la ville en plein centre historique.

Source : KASSOUHA, Z., 2016



Annexe 9.4 : Le monument aux morts de conception moderne situé à l'entrée du centre historique de Dubrovnik
Complètement ignoré par les passants, il sert de plateforme pour les stands des agences de voyages qui vendent des visites guidées, des excursions et d'autres prestations aux touristes.

Source : KASSOUHA, Z., 2016

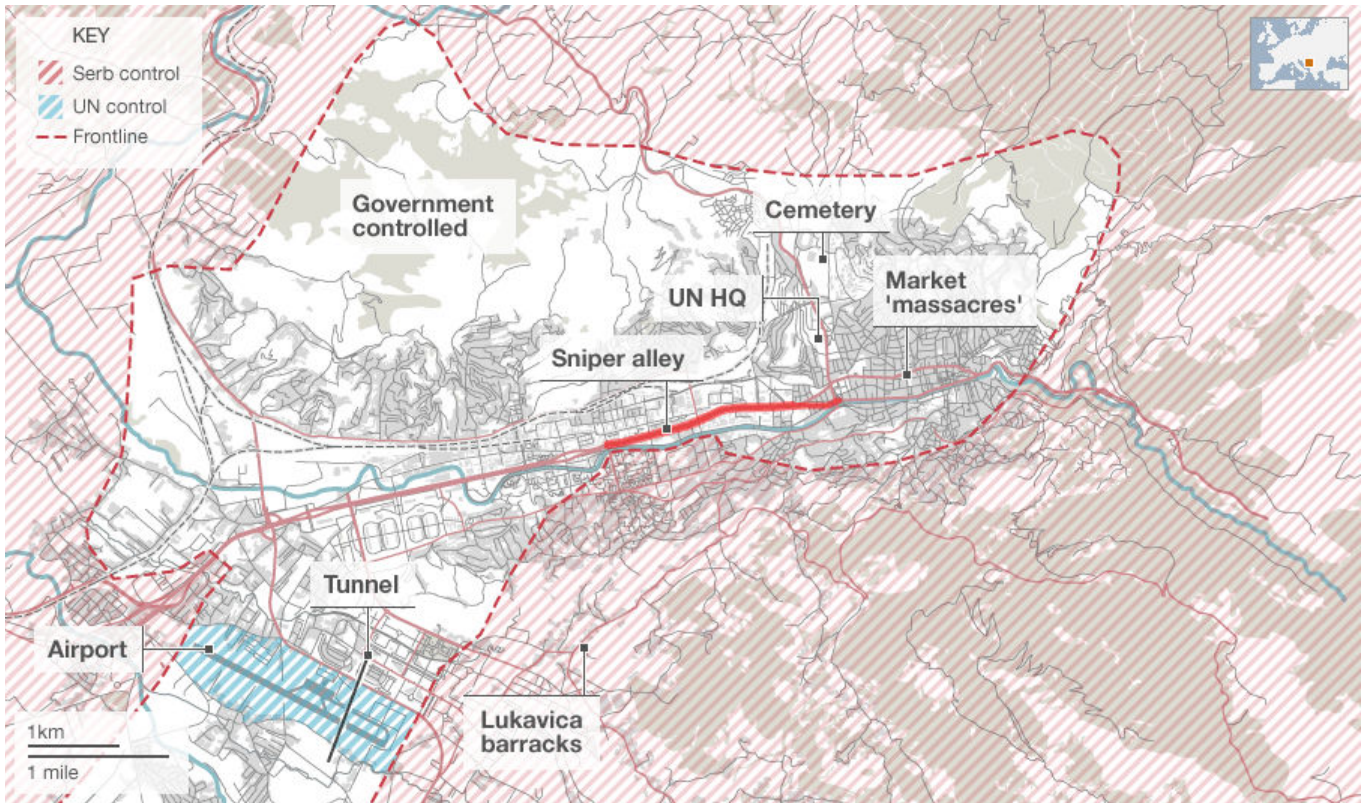


Annexe 10. Sarajevo, dark tourism et mémorialisation

Annexe 10.1 : Carte de Sarajevo pendant le conflit.

Le tunnel réalisé en 1993 sous l'aéroport a permis de ravitailler la ville et d'évacuer les blessés.

Source : BBC, 2012



Annexe 10.2 : Le « tiède » rebascule à « chaud » à la veille de l'anniversaire du massacre de Srebrenica
Passage dans le centre de Sarajevo du convoi transportant les dépouilles de 127 victimes du massacre pour être inhumées à Srebrenica le jour du 22^{ème} anniversaire du massacre.

Source : KASSOUHA, Z., 2016



Annexe 10.3 : Les objets liés à la guerre dans les magasins de souvenirs de Sarajevo

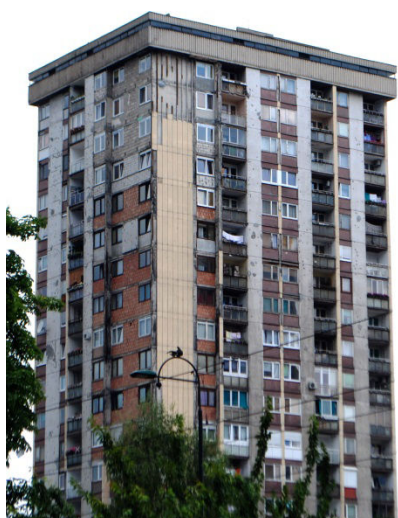
Source : KASSOUHA, Z., 2016



Annexe 10.4 : Paysage du *dark tourism* sur « Sniper alley » à Sarajevo

Entre bâtiments en friche (deux photos du haut) et résilience urbaine avec les immeubles résidentiels portant les traces du conflit et du passé sinistre de cette partie de la ville.

Source : KASSOUHA, Z., 2016



Annexe 10.5 : L'exposition « Sarajevo under Siege » au Musée d'histoire de la BiH

Entre les objets de survie comme ce vélo, « objet du mois » lors de notre visite, qui a permis à son propriétaire de transporter les vivres pour sa famille pendant le siège. Ou encore les moyens de chauffage rudimentaires bricolés par les habitants pendant le siège (en bas à gauche). Et les objets de la « non-survie », comme la vitrine qui regroupe des objets personnels retrouvés sur les victimes du massacre du marché « Markal » et un morceau de l'obus qui a causé le massacre (en bas à droite).

Source : KASSOUHA, Z., 2016



CONNECTIONS MAKE MUSEUM COLLECTIONS

EKSPONAT MJESECA MAJA
THE OBJECT OF THE MONTH

Gospodin Irfan Selman iz Sarajeva je Historijskom muzeju BiH poklonio ovaj bicikl korišten u periodu rata (1992-1995), o čemu svjedoči i njegova fotografija iz aprila 1995. u ulici Kralja Tomislava. Uz bicikl kao jedino sigurno prevozno sredstvo u toku rata, g-din Irfan je donio i cigarete pakovane u papir udžbenika biologije i čajnog peciva, čime je obogaćena stalna postavka *Opkoljeno Sarajevo*.

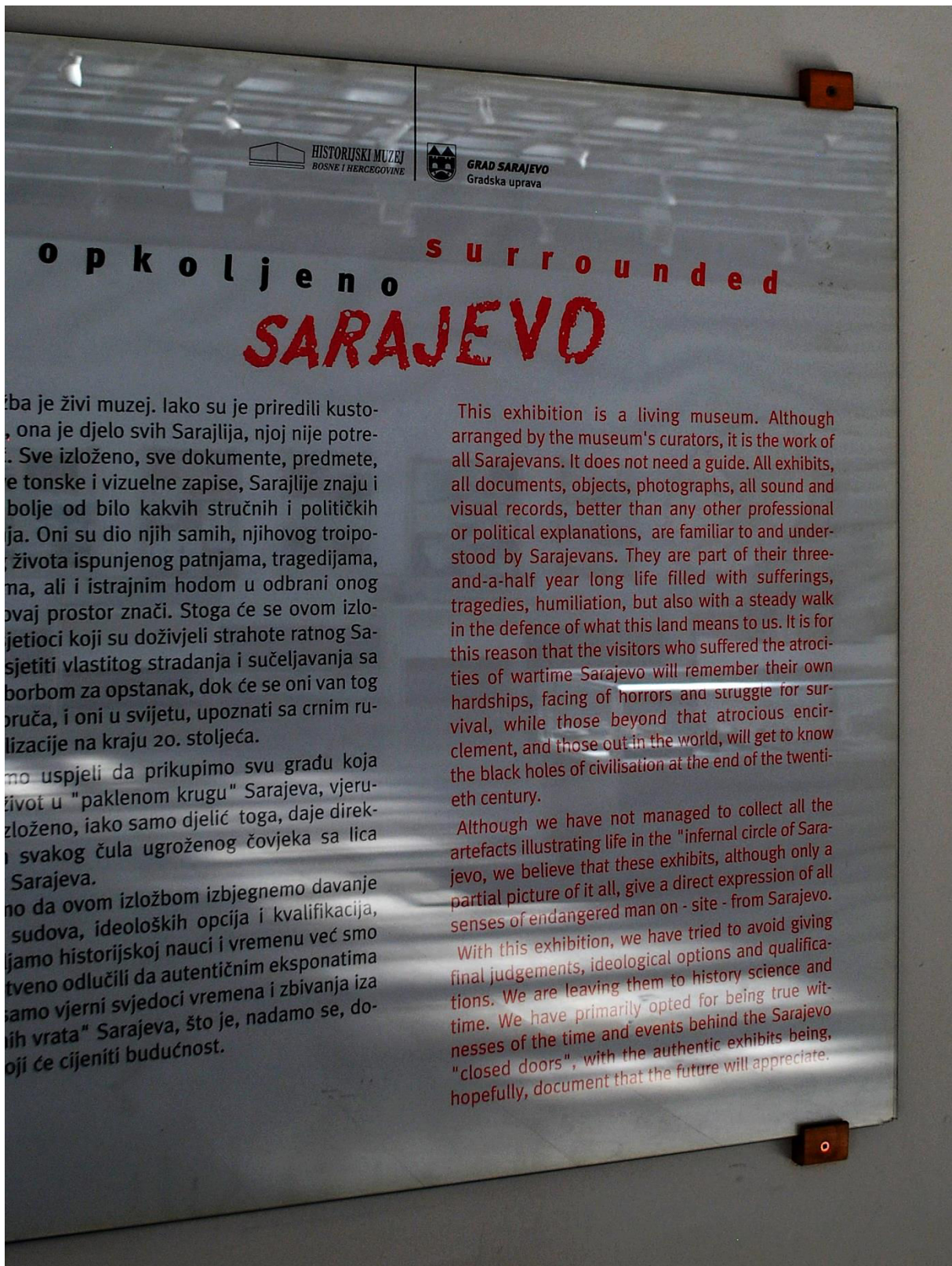
Mr. Irfan Selman from Sarajevo donated this bike used during the war (1992-1995) to History Museum of Bosnia and Herzegovina, as evidenced by his photo taken in April 1995 in Kralja Tomislava street. Along with this bike that was the only safe way of transportation during the war, Mr. Irfan brought cigarettes packaged in paper from biology books and in muffin wrapper, which has enriched the permanent exhibition *Sarajevo under Siege*.



Annexe 10.6 : Texte de présentation de l'exposition « Sarajevo under Siege » cité dans le texte.

L'exposition portait précédemment le nom « Surrounded » avant de changer au nom actuel. Nous n'avons pas d'information sur les raisons de ce changement.

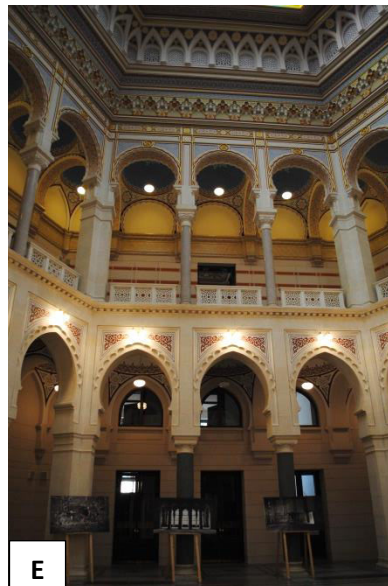
Source : KASSOUHA, Z., 2016



Annexe 10.7 : Vijećnica, l'ancienne Bibliothèque nationale de Sarajevo, entre symbole et restauration

Symbole de destruction de la ville, comme avec la photo du violoncelliste Vedran Smailović jouant dans les décombres de l'édifice pendant le siège de la ville. Le bâtiment a été reconstruit à l'identique (A, D, E). Le peu d'anciens éléments de la décoration murale qui ont survécu à la destruction ont été gardés à leurs places, comme la photo (C) où la partie gauche, ancienne, côtoie sa recreation nouvelle à droite.

Sources : (B) Mikhail Evstafiev, s.d. . (D) Dženat Derković, s.d.. (A, C, E) KASSOUHA, Z., 2016



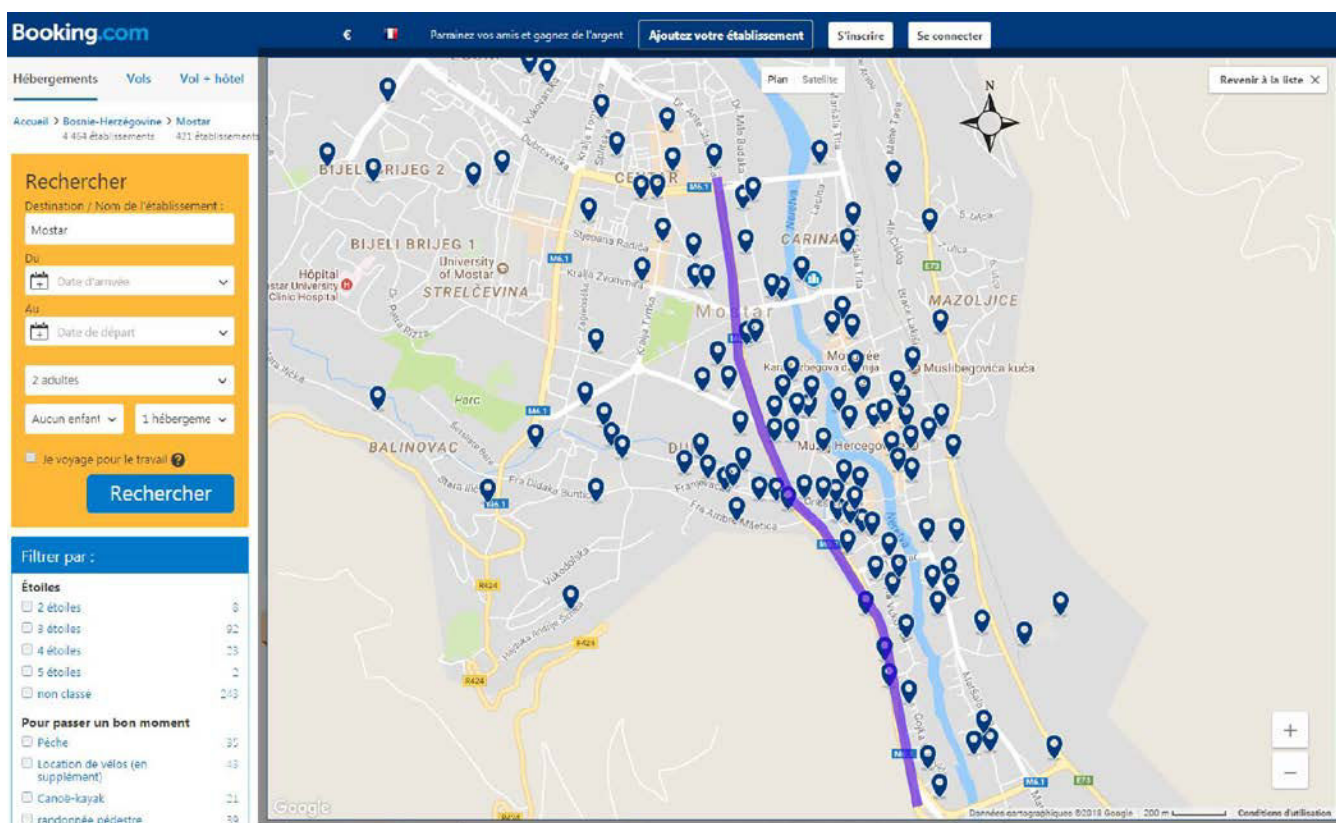


Annexe 11. Mostar, ville des divisions

Annexe 10.1 : Déséquilibre de l'offre hébergement entre les deux parties de la ville.

Côté bosniaque (à l'est du Bulevard) la concentration des établissements d'hébergement touristique est supérieure au côté croate. Démonstration faite avec la recherche d'hébergement sur la plateforme « *Booking.com* » en février 2018 : 75 résultats côté bosniaque contre moins de 50 côté croate (aucune critère de distinction par type d'hébergent ou niveau de classement n'a été appliquée).

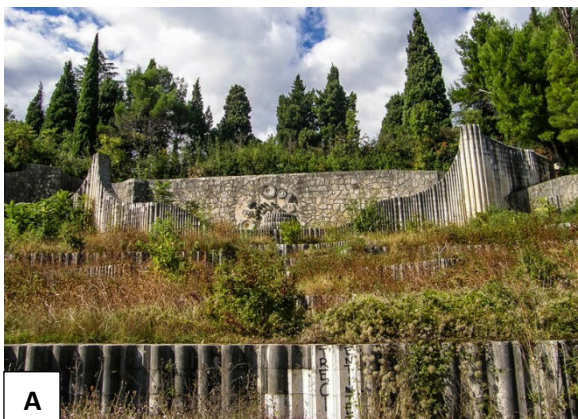
Source : Booking.com, capture d'écran réalisée en février 2018
Tracé du Bulevard et indication des points cardinaux rajoutés par l'auteur



Annexe 11.2 : Le cimetière commémoratif des Partisans à Mostar.

Le site abandonné est naturalisé progressivement (A, C, D). Le manque d'entretien est clair comparé à des photos des années 1970 (B, D). En plus de cette dégradation naturelle, une dimension politique vient s'ajouter avec des actes de vandalisme commis par des néonazis et nationalistes extrémistes croates. Comme dans ce tag (F) revendiquant l'appartenance aux « Ustashi », milice fasciste croate qui a sévi pendant la Seconde guerre, on y voit le symbole de cette milice (U coiffé d'une croix) et une croix gammée.

Sources : (A) : Rachel Carson, 2014. (B, D, F) : spomenikdatabase.org, 2016.
(C) : driveonthelleft.com, 2016 . (E) : Pierre Vanderhout, 2015



Annexe 12. Tourisme en conflit / tourisme post-conflit en Syrie

Annexe 11.1 : Entre *dark tourism* et réappropriation de l'espace urbain

Des Syriens dans le centre historique d'Alep (A, B, C) et dans les anciens quartiers « rebelles » de la ville (D) dans les premiers jours suivant la reprise de l'intégralité la ville par le régime fin décembre 2016.

Sources : (A, B, C) : Omar Sanadiki / Reuters, 2016-2017. (D) : Instagram, 2017



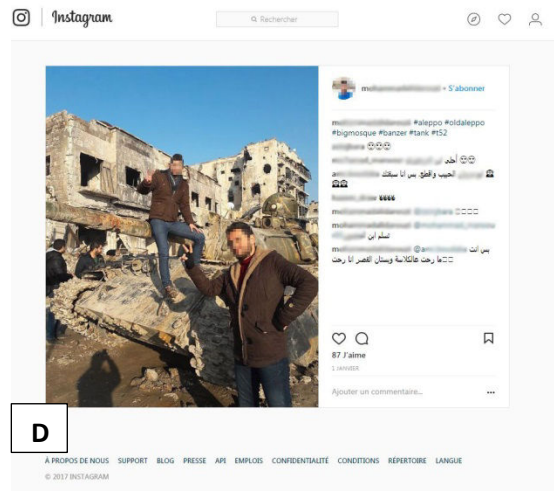
A



B



C



D

Annexe 12.2 : Alep, la reconstruction en marche

Des petits chantiers de reconstruction des maisons et commerces privés sont déjà en cours à Alep. Photos prises du même angle dans le centre historique de la ville en 2014 (A) et 2017 (B)

Sources : (A) : APSA, 2014. (B) George Ourfalian / AFP, 2017



A



B

Annexe 12.3 : Stand du Ministère du Tourisme syrien dans le salon FITUR à Madrid en janvier 2018

Il s'agit de la première participation syrienne à un salon international de cette envergure depuis le début du conflit. Le patrimoine détruit est désormais l'image de vitrine dans la communication officielle syrienne.

Source : GABRIEL BOUYS / AFP, 2018



Annexe 12.4 : Inauguration à Alep d'un monument aux morts dédié aux soldats russes et syrien tombés dans la « guerre contre le terrorisme ».

Source : SANA, 2017



Annexe 12.5 : Exemple de la proximité entre le Ministère du Tourisme syrien et l'association « SOS Chrétiens d'Orient ».
Inauguration par le Ministre (au centre de la première photo) à Alep d'un monument appelé « #Believe_In_Aleppo » financé par l'association. L'événement est relayé sur le compte officiel du Ministère sur le réseau *YouTube.com*.

Sources : Page officielle de « SOS Chrétiens d'Orient » sur *Facebook*, capture d'écran 2017
 Compte officiel du Ministère du Tourisme sur *YouTube*, capture d'écran 2017

